

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°04 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Budget 2018:	Aide au logement	p. 101	9 ^e séance	Mercredi 6 décembre 2017
- rapport de la Commission des Finances et du Budget	Grands projets d'infrastructure	p. 104	10 ^e séance	Mardi 12 décembre 2017
- exposé du Ministre des Finances	Sommaire des séances publiques n°9 à 12	p. 144	11 ^e séance	Mercredi 13 décembre 2017
- débat	Sommaire des questions parlementaires	p. Q66	12 ^e séance	Mercredi 13 décembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

Les travaux de l'année 2018 marqués par des réformes



Le Président et le Secrétaire général de la Chambre ont présenté leurs vœux de Nouvel An aux membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, au Ministre aux Relations avec le Parlement, à la presse parlementaire ainsi qu'au personnel de l'Administration parlementaire.

«Pour l'année électorale 2018, le travail à la Chambre devra être notre priorité absolue», a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 8 janvier 2018 lors des vœux aux députés, membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la

presse parlementaire et au personnel de l'Administration parlementaire.

L'année 2018 sera chargée

La réception de Nouvel An était l'occasion de passer en revue les dossiers législatifs impor-

tants de l'année 2017 et d'évoquer les réformes qui marqueront les travaux de l'année 2018 au Parlement luxembourgeois, concernant par exemple les services de secours, le RMG, le droit de la famille, la police et la protection de la nature et des animaux.

La Chambre est également en train de préparer un grand débat sur le logement. Le programme s'annonce chargé et les députés pouraient le cas échéant se réunir en séance plénière jusqu'à la fin du mois de juillet.

Pour ce qui est des travaux en vue d'une nouvelle Constitution pour le Grand-Duché, le Président de la Chambre espère que «le résultat des travaux qui devraient aboutir avant la fin de la législature au sein de la commission parlementaire compétente ne sera pas remis en cause après les élections».

Porte ouverte le samedi 21 avril 2018

En 2018, la Chambre des Députés poursuivra ses efforts pour «ouvrir la maison de la démocratie à tous les citoyens», a encore annoncé le Président Mars Di Bartolomeo. Ainsi, le Parlement de même que d'autres institutions ouvriront leurs portes à tous les citoyens le samedi 21 avril afin de favoriser le contact direct.

Éducation à la citoyenneté

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a détaillé différents projets en cours concernant l'éducation à la citoyenneté telle l'élaboration de plusieurs films d'animation et de fiches pédagogiques en collaboration avec la fondation «Zentrum fir politesch Bildung» et le Service documentation et production audiovisuelle du SCRIPT.

Une autre collaboration, cette fois-ci avec le Musée national d'histoire et d'art, portera sur une exposition concernant le droit de vote prévue pour 2019, année du centenaire de l'introduction du suffrage universel au Luxembourg. Ces projets complètent les visites organisées régulièrement pour accueillir des groupes de citoyens ainsi que les échanges réguliers entre députés et jeunes.

Ces derniers mois, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur de la constitution d'une expertise interne et de la mise en place d'une évaluation des politiques publiques en vue de comparer les résultats d'une politique par rapport à la finalité assignée et aux moyens engagés.

Systematisierung der parlamentarischen Kontrolle



Am 11. und 12. Januar 2018 haben der Präsident der Abgeordnetenkammer Mars Di Bartolomeo und Generalsekretär Claude Frieseisen an den 61. Bitburger Gesprächen, die dieses Jahr in Mainz stattfanden, teilgenommen.

Forum des rechtspolitischen Austausches

Diese von der Gesellschaft für Rechtspolitik organisierte Veranstaltung hat sich seit 1972 als „Forum des überparteilichen, wissenschaftlich unabhängigen und interdisziplinären rechtspolitischen Austausches“ bewährt.

Vertreter aus Politik, Justiz, Verwaltung und Hochschulwesen beschäftigten sich an den zwei Tagen mit dem Thema: „Parlamentarische Kontrolle in der Krise?“

Herausforderungen des 21. Jahrhunderts

Das Konzept der parlamentarischen Kontrolle, das aus dem 19. Jahrhundert stammt, muss sich heute den Herausforderungen einer immer stärker supranationalen und international verflochtenen Staatsgewalt stellen, sowie jenen der Digitalisierung.

Diese Konferenz war für die Abgeordnetenkammer insoweit von Interesse, als das luxemburgische Parlament seine Kontrollfunktion bestmöglich ausüben sowie eine systematische Überwachung der vorhandenen Prozeduren und Dossiers gewährleisten will und sich nicht zuletzt den Herausforderungen des bevorstehenden digitalen Strukturwandels zu stellen hat.

(von links nach rechts) Prof. Dr. Christian Winterhoff, Vorsitzender der Stiftung Gesellschaft für Rechtspolitik, Herr Mars Di Bartolomeo, Präsident der Abgeordnetenkammer, Herr Claude Frieseisen, Generalsekretär der Abgeordnetenkammer, Prof. Dr. Utz Schliesky, wissenschaftlicher Leiter der 61. Bitburger Gespräche

La Commissaire européenne aux Transports en visite



Mme Violeta Bulc entourée du Président et de membres de la Chambre des Députés ainsi que du ministre compétent (2^e de droite).

«Jamais la mobilité n'a été aussi importante pour le développement économique et social des pays», a souligné la Commissaire européenne aux Transports, Mme Violeta Bulc, lors d'un échange de vues avec des députés luxembourgeois le 15 janvier 2018 auquel ont participé les membres du Bureau, de la Conférence des Présidents, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la

Commission du Développement durable.

C'est pour cette raison qu'environ 24 milliards d'euros ont été mis à disposition par le budget 2014-2020 de l'Union européenne (UE) pour cofinancer dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) des projets relevant du transport et de la mobilité dans les États membres. 19,3 milliards d'euros ont déjà été déployés et 63% du budget ont été alloués à des projets liés aux

chemins de fer, un champ précédemment très sous-développé, mais qui devrait bientôt livrer des résultats, a précisé la Commissaire slovène.

Accidents routiers: un coût estimé à 100 milliards d'euros

Plus généralement, Mme Violeta Bulc et les députés ont discuté des multiples défis que rencontrent l'Union européenne et ses membres dans le domaine de la sécurité routière. Environ 25.500 personnes ont

péri sur les routes de l'UE en 2016 et presque 130.000 ont été gravement blessées.

Tout en saluant les efforts fournis depuis trois ans par le Grand-Duché pour diminuer les accidents routiers, la Commissaire européenne a insisté sur le fait que l'amélioration de la sécurité routière ne doit pas être tenue pour acquise et que les États membres doivent trouver de nouveaux instruments pour continuer à réduire le nombre des victimes de la

route. Le coût annuel que font peser les accidents mortels ou graves sur les sociétés européennes est estimé à au moins 100 milliards d'euros, a-t-elle ajouté.

Une politique européenne en matière de cyclisme?

À la question des députés luxembourgeois de savoir si la Commission européenne avait développé une stratégie commune en matière de cyclisme, suite à la déclaration sur le vélo faite par les 28 ministres des transports de l'UE sous la présidence luxembourgeoise, la Commissaire européenne a signalé que la promotion du vélo comme moyen de transport aura une place importante dans le «troisième paquet mobilité» qui sera présenté en mai 2018.

Restaurer la confiance des consommateurs

Le Président de la Chambre des Députés a insisté sur le fait que la mobilité et le transport sont - et seront aussi après les élections législatives de 2018 - des priorités pour le Grand-Duché. Dans le contexte des différends scandales de moteurs truqués, il est revenu sur les mesures à prévoir par les institutions européennes ainsi que les États membres pour restaurer la confiance des consommateurs européens. Dans cet ordre d'idées, Mme Violeta Bulc a souligné que la Commission européenne est en train de travailler sur de nouveaux mécanismes pour surveiller et superviser les normes de CO₂.

Retour d'un ancien élève: le Président au LGE

Plus de 45 ans après avoir passé son examen de fin d'études secondaires au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, est retourné le 15 janvier 2018 sur les lieux où il a suivi ses études.

Il y fut accueilli par le directeur Pascal Bermes et le directeur adjoint Rita Bohler.

Au cours d'une visite des bâtiments et d'un certain nombre de salles de classe, le Président de la Chambre des Députés a obtenu un

aperçu de l'enseignement actuel au LGE.

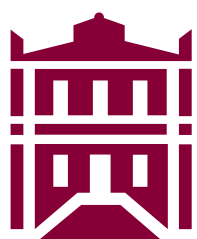
Suivait un échange de vues intéressant avec 70 élèves des classes de deuxième.

Parmi les thèmes abordés figuraient le fonctionnement des pétitions, la vie publique et privée d'un homme politique de même que des sujets de l'actualité politique.

En contrepartie de l'accueil chaleureux qui lui fut réservé, le Président a invité les élèves et leurs professeurs à une visite de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre des Députés a discuté avec des élèves du LGE.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°04 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Assistance parentale

6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Le projet de loi sous rubrique, qui a été déposé en date du 7 mars 2012, a pour objet de réglementer plus rigoureusement, au niveau de la loi, l'activité d'assistance parentale. Les adaptations proposées visent essentiellement à assurer un accueil et un encadrement de qualité adapté à l'âge et aux besoins des enfants accueillis.

L'assistance parentale constitue un maillon indispensable dans la chaîne des différentes structures d'éducation et d'accueil pour enfant, dont l'envergure ne va guère diminuer. En effet, leur nombre est passé de 18 en 2003 à presque 500 prestataires en 2010. Actuellement, quelque 680 personnes exercent cette activité.

Aux termes du projet de loi, l'assistance parentale est définie comme étant la «la prise en charge régulière et à titre rémunéré, de jour ou de nuit, d'enfants âgés de zéro à douze ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée sur demande de la ou des personnes investies de l'autorité parentale. (...) L'activité d'assistance parentale est une prestation de service exercée à titre d'indépendant par l'assistant parental à son domicile.»

Le nombre maximum d'enfants qu'un ou plusieurs assistants parentaux peuvent accueillir simultanément est revu et adapté à l'âge des enfants accueillis. En principe, ce nombre reste limité à cinq enfants. Or, endéans ce plafond, l'assistant parental ne peut plus accueillir plus de deux enfants âgés de moins de deux ans. Les enfants faisant partie du ménage de l'assistant parental ne sont pas pris en compte, à l'exception des enfants âgés de moins de deux ans. Le nombre total d'enfants pouvant être

pris en charge dans le cadre d'un ou plusieurs contrats d'éducation et d'accueil est limité à douze enfants par assistant parental.

Dans le cadre de leurs missions, les assistants parentaux sont tenus d'assurer la sécurité physique et affective des enfants et de générer un cadre favorable à leur développement personnel. L'assistance parentale comprend notamment les activités suivantes:

- les soins primaires;
- le repos et le sommeil;
- une restauration équilibrée;
- la promotion des apprentissages sociaux, affectifs, cognitifs, linguistiques et psychomoteurs des enfants;
- la promotion de l'accès aux activités d'animation culturelle, musicale, artistique et sportive;
- l'organisation régulière de sorties en plein air;

- les études surveillées consistant à la mise en place d'un cadre calme et favorable à l'exécution des devoirs à domicile.

Le projet de loi définit par ailleurs les conditions à remplir par le requérant pour obtenir un agrément d'assistant parental.

Les auteurs du projet de loi proposent également de définir des critères plus rigoureux en ce qui concerne l'infrastructure dans laquelle l'assistant parental accueille les enfants.

Il était initialement prévu de déterminer les conditions applicables à l'assistant parental pour obtenir la reconnaissance comme prestataire du chèque-service accueil. Or, vu l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse; 2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves, les conditions n'avaient plus besoin d'être définies dans le projet de loi sous rubrique.



Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.03.2012

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

10.07.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et des projets de règlement grand-ducal y relatifs

09.07.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

14.06.2017 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

21.06.2017 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20.09.2017 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

04.10.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1079, page 1

Adaptations de la préretraite

6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Ce projet de loi vise à abolir la préretraite-solidarité et à adapter la préretraite-ajustement, la préretraite des salariés postés et salariés de nuit ainsi que la préretraite progressive.

Ces modifications s'inscrivent dans une politique ayant comme objectif d'augmenter l'emploi des seniors et de relever l'âge effectif du départ à la retraite comme suite à l'évolution démographique et aux recommandations de l'OCDE à ce sujet.

Outre l'abolition de la préretraite-solidarité les principales modifications envisagées sont les suivantes:

- en raison de l'augmentation de l'espérance de vie il est proposé de reporter le début possible de la préretraite jusqu'à l'âge de soixante ans au plus tard tout en gardant la possibilité de cesser la vie active à l'âge de cinquante-sept ans. Les différents régimes de préretraites prévoient la possibilité d'étendre la période d'indemnisation jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans sous certaines conditions qui varient selon le régime de préretraite;

- pour garantir un lien certain entre l'entreprise et le futur préretraité, une affiliation minimale de cinq ans auprès de l'entreprise requérante doit en principe exister au moment de l'introduction de la demande d'admission à la préretraite. La durée d'occupation minimale est réduite à une année pour les salariés en provenance d'une entreprise en faillite ou en liquidation judiciaire;

- pour compenser l'abolition de la préretraite-solidarité, les conditions d'ouverture des régimes de la préretraite des salariés postés et des salariés de nuit ainsi que de la préretraite progressive sont rendues moins contraignantes. Les salariés postés et les salariés de nuit peuvent accéder à la préretraite non seulement s'ils justifient de vingt années de travail posté ou de travail de nuit, mais également s'ils justifient de quinze années de travail posté ou de nuit au cours des vingt-cinq années précédant immédiatement leur départ en préretraite. Concernant la préretraite progressive, la condition de relation causale entre l'embauche compensatrice et le départ progressif en préretraite est abandonnée, l'employeur bénéficiant d'alternatives élargies pour réaliser ces embauches compensatrices;

- le salarié travaillant dans une entreprise couverte par une convention collective de travail prévoyant l'application de la préretraite progressive aura un droit à l'admission à ce mode de préretraite tandis que le départ en préretraite prévu dans le cadre d'une convention spéciale est soumis à l'accord préalable de l'employeur;

- pour venir en aide aux entreprises confrontées à des mesures de restructuration et ayant été déclarées éligibles à la préretraite-ajustement, la préretraite progressive peut être appliquée sans obligation d'embauche de compensation;

- dans le souci de rendre plus équitable le calcul de l'indemnité de préretraite il est prévu de baser le calcul sur une période de référence annuelle au lieu de prendre en considération les trois derniers mois précédant immédiatement le départ en préretraite. Ainsi l'indemnité mensuelle de préretraite s'élèvera à quatre-vingt-cinq pour cent du salaire mensuel brut et de la partie variable du salaire dus pour les douze mois précédant immédiatement la période d'indemnisation pour une première période de douze mois, à quatre-vingt pour cent pour une seconde période de douze mois et à soixante-quinze pour cent pour la période restant à courir.

Stratégie postale de Doha

6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012

Le présent projet a pour objet d'approuver le Règlement général de l'Union postale universelle ainsi que la Convention postale universelle et son Protocole final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012.

Le 25^e Congrès de l'Union postale universelle s'est tenu à Doha du 24 septembre au 15 octobre 2012. En tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, l'UPU réunit 192 pays membres et a pour but la coopération entre les acteurs du secteur postal. La

constitution, qui est l'acte fondamental de l'Union, n'a pas été modifiée par le Congrès de Doha.

Les modifications aux actes précités se situent dans le contexte de la stratégie postale de Doha pour le cycle 2013-2016 qui vise à aider les opérateurs postaux à développer, moderniser et adapter leur réseau postal à un marché en pleine évolution. La stratégie postale de Doha repose notamment sur quatre buts principaux qui consistent à:

- améliorer l'interopérabilité des réseaux postaux internationaux;

- apporter des connaissances techniques et une expertise concernant le secteur postal;

- promouvoir les produits et services innovants en développant les dimensions physique, financière et électronique du réseau postal;

- favoriser le développement durable du secteur postal en tenant compte des dimensions économiques, sociales et environnementales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.10.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

06.03.2017 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

03.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2017

Loi du 1^{er} décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1030, page 1

Laboratoire national de santé

6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

Le projet de loi vise à adapter certaines dispositions du droit luxembourgeois afin de mettre en œuvre le projet dit „Opferambulanz“, dénommé en langue française «unité de documentation médico-légale des violences».

Ce projet est prévu par le programme gouvernemental aux chapitres «Justice», «Égalité entre femmes et hommes» et «Santé» qui prévoient de charger le Laboratoire national de santé à Dudelange avec cette mission.

À noter que le présent projet de loi doit être vu ensemble avec le projet de loi n° 6893 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dont l'article 71 point 6° et l'article 76 visent à clarifier la situation juridique de la médecine légale au Luxembourg.

Le concept de l'unité de documentation médico-légale des violences repose sur le constat que dans beaucoup de cas, notamment en matière de violences domestiques, les victimes d'une agression, ou d'une infraction pénale de façon générale, hésitent souvent de déposer plainte auprès du Parquet ou de la Police lors du premier incident alors qu'elles redoutent ou ignorent les répercussions de la mise en marche de la machine judiciaire pénale sur leurs relations avec l'auteur des faits, souvent un membre de la famille, une proche connaissance ou un collègue de travail.

Toutefois, lorsque les victimes, très souvent après plusieurs incidents violents, se résignent finalement à porter plainte auprès des autorités répressives, les agressions antérieures ne sont très souvent pas documentées et le dernier incident sera alors en règle générale considéré, d'un point de vue juridique, comme étant la première agression, ce qui laisse auprès des victimes très souvent un sentiment d'injustice à leur égard. S'y ajoute que même si la victime a consulté un médecin pour les agressions antérieures, la documentation médicale y afférente a été établie logiquement dans une optique curative et thérapeutique et non pas dans une approche de médecine légale, ce qui fait que cette documentation n'est souvent guère utilisable à cette fin.

Le concept de l'unité de documentation médico-légale des violences a été élaboré conjointement avec des représentants des Parquets, de

la Police, du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Égalité des Chances et les médecins-légalistes du Laboratoire national de santé, notamment sur base des expériences faites par ces derniers dans le cadre de leurs emplois antérieurs où des projets similaires ont existé et se présente schématiquement comme suit:

1. L'objet de l'unité de documentation médico-légale des violences est de documenter d'un point de vue purement médico-légal les blessures physiques d'une personne ayant été causées par la commission d'une infraction pénale, peu importe s'il s'agit d'une infraction intentionnelle ou non intentionnelle.

2. L'objectif de cette documentation est son utilisation ultérieure éventuelle dans le cadre d'une procédure pénale concernant les faits ayant causé les blessures physiques. Les services de l'unité de documentation médico-légale des violences se limitent à la documentation et à la conservation des preuves et, à ce stade, les prélèvements nécessaires, en fonction des blessures et de leurs causes, sont faits sans qu'il soit procédé dans l'immédiat à leur analyse médico-légale. Ces missions sont le cas échéant ordonnées par le Parquet ou le juge d'instruction au moment où les faits en cause font l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

3. Les services de l'unité de documentation médico-légale des violences sont gratuits pour la victime.

4. La documentation des blessures est totalement indépendante d'une plainte pénale qui n'est en aucun cas un préalable exigé de la part de la victime afin de pouvoir avoir recours aux services de l'unité de documentation médico-légale des violences.

5. La documentation est conservée par le Laboratoire national de santé mais la victime garde le contrôle et la maîtrise sur la documentation. Ce pouvoir de contrôle de la victime s'entend bien sûr sans préjudice des pouvoirs des autorités répressives si les faits en cause font finalement l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

6. L'identité de la victime est pseudonymisée, c'est-à-dire que l'identité est constatée lors du premier contact, mais tout traitement ultérieur de la documentation et des données personnelles de la victime se fait à l'aide d'un système ne révélant pas l'identité de la victime. Il est en effet indispensable que l'identité de la victime ait été constatée, notamment afin de permettre au Laboratoire national de santé lors de tout

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.08.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

24.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.11.2016 Présentation et adoption d'une lettre d'amendement

30.11.2016 Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendement

03.07.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.10.2017 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 30 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1032, page 1



contact ultérieur de s'assurer qu'il s'agit effectivement de la victime en cause.

7. Après la consultation, la victime obtient un certificat de documentation médico-légale, mais peut également y renoncer pour des raisons de confidentialité et de sa propre protection, par exemple lorsqu'elle cohabite avec l'auteur des faits. Pour les mêmes raisons, une remise de la documentation elle-même à la victime n'est pas prévue, sauf sur demande spécifique dûment motivée.

8. Le fonctionnement géographique de l'unité de documentation médico-légale des violences est conçu de façon décentralisée. Le concept repose en effet sur une collaboration étroite de l'unité de documentation médico-légale des violences avec les hôpitaux, alors qu'il faut partir de l'hypothèse qu'une victime ayant subi des blessures tant soit peu sérieuses se rend tout d'abord à un hôpital pour se faire soigner médicalement. Il est ainsi prévu que les médecins-légistes de l'unité de documentation médico-légale des violences se rendent en principe à l'hôpital pour éviter la disparition de preuves médico-légales dans le cadre des soins médicaux, et également afin d'éviter aux victimes de devoir d'abord se déplacer à l'hôpital pour les soins médicaux et ensuite au Laboratoire national de santé pour la documentation de leurs blessures. En outre, ce fonctionnement décentralisé vise à favoriser, si nécessaire, une consultation mutuelle entre les médecins et les médecins-légistes afin que chacun puisse accomplir sa mission dans son domaine de compétence qui lui est propre. Néanmoins, rien n'empêche une victime n'ayant par exemple subi que des blessures légères de se rendre directement au Laboratoire national de santé à Dudelange sans passer auparavant par un hôpital. Pour des raisons de sécurité, les médecins-légistes ne se déplaceront pas au domicile de la victime ou dans d'autres lieux privés.

9. Le travail des médecins-légistes dans le cadre de l'unité de documentation médico-légale des violences se limite à la documentation et aux prélèvements nécessaires. Afin de sauvegarder l'impartialité des médecins-légistes de l'unité de documentation médico-légale des violences, leurs conseils se limitent en principe à informer la victime sur les autres services et prises en charge qui existent encore et auxquels la victime peut s'adresser. Pour les mêmes raisons, la documentation et les constatations faites par les médecins-légistes dans le cadre de l'unité de documentation médico-légale des violences ne sont pas revêtues d'une force probante particulière. Il s'agit donc toujours d'une documentation et de constatations faites de façon unilatérale par une personne de l'art qui tirent leur valeur de la rigueur scientifique objective et de l'impartialité du médecin-légiste.

10. La documentation de l'unité de documentation médico-légale des violences sera conservée au Laboratoire national de santé dans des archives spécialement dédiés et séparés des autres archives. L'accès à cet archive sera limité aux membres du personnel du Laboratoire national de santé nommément désignés par le chef du département de médecine légale du Laboratoire national de santé.

11. La documentation sera conservée par le Laboratoire national de santé pour une durée maximale de dix ans, ce qui correspond à la durée de prescription de l'action publique pour crimes. Au-delà de ce délai, les données ne peuvent être conservées qu'avec l'accord écrit de la personne concernée, ou bien sous forme anonymisée à des fins statistiques, d'archivage ou de recherche scientifique ou historique.

Pour les autres aspects du concept de l'unité de documentation médico-légale des violences qui requièrent une modification des dispositions légales applicables, il est renvoyé au commentaire des articles.

Plantes fruitières

7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

La directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été initialement transposée par le règlement grand-ducal du 18 avril 2010 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits. Cependant, depuis, trois nouvelles directives d'exécution ont mis en place un ensemble de prescriptions techniques plus détaillées. Voilà pourquoi il a été décidé de donner un cadre légal propre à ce domaine en créant une nouvelle loi axée essentiellement sur les éléments qui ont un caractère plus général provenant de la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 précitée.

L'objet du présent projet est de donner un cadre légal spécifique au domaine de la production et de la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits. Le présent projet de loi servira de base légale pour un règlement grand-ducal qui transpose les prescriptions détaillées des trois directives d'exécution. Le cadre juridique n'est adapté que sur quelques points précis par rapport au règlement grand-ducal du 18 avril

2010 actuellement en vigueur. Ainsi, les prescriptions relatives au contrôle sont reformulées et des sanctions pénales et mesures administratives applicables en cas de non-respect de cette réglementation sont précisées.

Généralement, les résultats satisfaisants de la culture fruitière dépendent de la qualité et de l'état phytosanitaire des matériels utilisés pour la multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits. Voilà pourquoi il est important que le cadre juridique européen vise à garantir un niveau élevé de la qualité, l'identité variétale et le bon état phytosanitaire de matériels de reproduction et de plantes fruitières. Ainsi, le projet de loi prévoit des prescriptions générales applicables à la mise sur le marché et les prescriptions spécifiques applicables au genre et à l'espèce qui imposent un examen officiel des plantes fruitières et des matériels de reproduction utilisés pour la production de ces dernières, et ce avant leur mise sur le marché. Pour le besoin de la traçabilité, les fournisseurs doivent conserver des registres de ventes et d'achats et ils ont l'obligation d'enregistrer leurs activités auprès d'un organisme officiel responsable afin de permettre des contrôles. De plus, dans un but de créer la transparence nécessaire au niveau des variétés, ces dernières doivent, lorsqu'elles sont commercialisées, être enregistrées dans un registre officiel public. Le présent projet de loi prévoit également des règles relatives à la gestion de lots et à l'étiquetage afin que les matériels de reproduction et les plantes fruitières soient commercialisés avec les informations concernant la variété.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 09.11.2016

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

05.05.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29.09.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2017

Loi du 17 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°991, page 1

Centre pour l'égalité de traitement

7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le présent projet de loi a pour objet d'opérer deux changements relatifs au fonctionnement du Centre pour l'égalité de traitement (ci-après «CET»).

Un premier objectif consiste à rattacher le CET, actuellement sous la tutelle du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, à la Chambre des Députés. Le deuxième objectif du présent projet de loi consiste à compléter la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs.

Rattachement du CET à la Chambre des Députés

L'actuel programme gouvernemental prévoit «la création d'une Maison des droits de l'homme regroupant la CCDH, l'ORK, le CET et le Médiateur, rattachés au pouvoir législatif». Le rattachement du CET, prévu par le présent projet, permettra d'accroître encore davantage son indépendance vis-à-vis du Gouvernement et de le rendre encore plus visible.

Le personnel du CET ne sera pas intégré dans l'administration parlementaire. En effet, le Bureau de la Chambre s'est prononcé pour un rattachement du personnel du CET à l'administration gouvernementale pour qu'il puisse être détaché par la suite. Alors que le bon fonctionnement du CET est garanti financièrement par l'État - le budget des recettes et dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit du Centre au vu de l'état prévisionnel établi par ce dernier -, les comptes du CET seront désormais contrôlés annuellement et apurés par la Chambre des Députés selon des modalités fixées par cette dernière.

Le projet de loi 7102 complète la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014

La directive 2014/54/UE énonce des dispositions destinées à faciliter et à uniformiser la manière

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

04.05.2017 Présentation du projet de loi (volet - Santé)
24.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen des articles
Examen d'une série de propositions d'amendements
31.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendements
13.09.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

04.05.2017 Présentation du projet de loi (volet - Santé)

Vote en séance publique: 11.10.2017

Loi du 7 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°967, page 1

Changement d'administration

7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

En modifiant la loi du 25 mars 2015, le projet de loi 7017 a pour objet:

- d'une part, de modifier les conditions du changement d'administration en prévoyant

qu'à l'avenir le changement d'administration pourra se faire dans la mesure où il est opéré au sein des groupes de traitement et grades identiques et non plus uniquement au sein des mêmes sous-groupes de traitement, et

- d'autre part, de simplifier la procédure du changement d'administration en dispensant notamment le candidat au changement d'administration d'informer son ministre et son chef d'administration de son intérêt pour un poste vacant dans une autre administration.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.07.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

11.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.09.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2017

Loi du 10 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°984, page 1



d'appliquer et de faire respecter les droits conférés par le principe de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne conformément à l'article 45 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et aux articles 1^{er} à 10 du règlement (UE) n°492/2011.

La plupart des dispositions de la directive précitée ont déjà été transposées dans la législation luxembourgeoise, à part celles en relation avec le CET faisant l'objet du présent projet de loi et figurant dans l'article 4 de la directive précitée qui prévoit que «Chaque État membre désigne une ou plusieurs structures, un ou plusieurs organismes chargés de promouvoir, d'analyser, de contrôler et de soutenir l'égalité de traitement des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille sans discrimination fondée sur la nationalité, restriction ou obstacle injustifiés à l'exercice de leur droit à la libre circulation et prend les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de ces organismes.»

Ainsi, le projet de loi confère une nouvelle mission au CET qui consiste à mener ou à com-

manditer des enquêtes et des analyses indépendantes sur les restrictions et obstacles injustifiés au droit à la libre circulation ou sur la discrimination fondée sur la nationalité à l'encontre des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille. Par la même, le CET devient également le point de contact national prévu par la directive précitée pour les pays membres de l'Union européenne et la Commission européenne.

Pour transposer la directive susvisée de manière précise, le présent projet de loi modifie encore

- le Code du travail,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, et
- la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant transposition des directives 2000/43/CE et 2000/78/CE en y ajoutant le critère de discrimination fondée sur la nationalité.

Accord Luxembourg-Estonie

7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'accord entre le Luxembourg et l'Estonie intitulé «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017 (ci-après «l'accord»).

Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la République d'Estonie au Luxembourg. Afin de donner à la République d'Estonie les garanties appropriées au regard de la

sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et de ses données, des privilèges et immunités similaires à ceux couvrant les missions diplomatiques sont prévus par l'accord.

Le centre de données ne peut toutefois être qualifié ni d'un point de vue juridique, ni d'un point de vue diplomatique d'ambassade telle que définie par le droit international public, dont en particulier la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961. Même si les immunités et privilèges sont largement inspirés de ceux contenus dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, celle-ci ne s'applique pas à l'accord en question. Plus concrètement, les privilèges et immunités accordés au centre de données estonien dans l'accord concernent principalement l'inviolabilité et la sécurité des locaux et des données y stockées. L'accord ne prévoit pas de privilèges ou immunités pour des personnes physiques.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.10.2017 Continuation des travaux

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 1^{er} décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1029, page 1

Cour européenne des droits de l'homme

7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013.

Ce protocole vise à améliorer le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme, considérant qu'il est essentiel de veiller à ce que la cour continue de jouer son rôle prééminent dans la protection des droits de l'homme en Europe. La nécessité d'une réforme du fonctionnement de la cour est dé-

montrée par le fait qu'actuellement 89.400 requêtes sont encore pendantes devant la cour.

Les innovations principales introduites par le protocole sont les suivantes:

- une réaffirmation du principe de subsidiarité et de la marge d'appréciation des États parties à la convention dans l'application de celle-ci;

- la suppression de la limite d'âge de soixante-dix ans pour l'exercice de la fonction de juge à la cour et l'introduction d'une limite d'âge de soixante-cinq ans à la nomination pour les juges;

- la suppression de la possibilité donnée aux parties à une affaire devant la cour de s'opposer au dessaisissement d'une affaire par une chambre en faveur de la Grande Chambre;

- la réduction du délai de saisine de la cour de six à quatre mois;

- le renforcement du critère de recevabilité du «préjudice important».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 1^{er} décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1028, page 1

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 13.12.2016

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

22.05.2017 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.06.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements gouvernementaux

02.10.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

22.05.2017 Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 11.10.2017

Loi du 7 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°964, page 1

Médias électroniques

7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les missions et le cadre du personnel du Service information et presse («SIP») aux changements du paysage médiatique national et international qui ont eu lieu depuis la création de celui-ci. Le SIP ne fera d'ailleurs plus partie de l'administration gouvernementale sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions l'information, mais sera placé sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant la présidence du Gouvernement dans ses attributions.

Plus particulièrement, le présent projet de loi vise, d'une part, à actualiser les missions du Service information et presse par rapport à son activité quotidienne effective et, d'autre part, à préciser celles qui lui sont nouvellement confiées. Ces dernières consistent notamment

dans la promotion des «données ouvertes» (ou «open data»), c'est-à-dire à rendre ouvertement disponibles les données dont l'État dispose (et qui ne sont pas soumises à une protection particulière), ainsi que dans l'«accès à l'information», ce qui renvoie aux efforts de l'État d'améliorer son régime de transparence et de donner accès aux documents des organismes publics afin de satisfaire aux demandes d'information des citoyens.

En outre le projet de loi définit un cadre pour le personnel avec à sa tête un directeur classé au grade 17.

Finalement, le projet de loi sera suivi d'un règlement grand-ducal qui abrogera le règlement grand-ducal du 17 décembre 1991 fixant l'organisation interne du Service information et presse créé par l'article 32 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, qui n'a plus de raison d'être, et qui déterminera les conditions d'admission, de nomination et de promotion du personnel du SIP.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 08.05.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

23.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2017

Loi du 6 janvier 2018

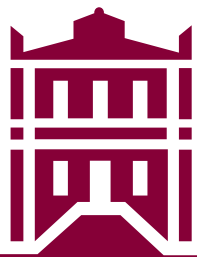
Mémorial A: 2018, n°22, page 1

Suivez la Chambre des Députés

sur Facebook, Twitter et

Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. 7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger
- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Body (intervention de M. Michel Wolter), M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

5. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)

- Vote sur la motion (adoptée)

6. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

- Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn
- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (interventions de M. Marc Angel, M. Gast Gibéryen et M. André Bauler) (dépôt d'une motion)

- Débat: M. Aly Kaes (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. François Bausch), M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Roger Negri

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen et question de M. Michel Wolter)

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

9. 7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;
b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016

- Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)

11. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes

- Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)

12. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur

- Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. François Bausch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Kolleginnen a Kollegen, ech maachen heimat d'Sézung op.

Mir brauchen näischt méi ze soen, also keng direkt Matdeelung, dat kënnt dann herno.

2. Ordre du jour

Ech wollt der Chamber proposéieren, dass mer direkt mam éischte Projet ufänken an d'Votten - och déi vu gëschter - direkt uschlëssend maachen. Wann d'Chamber do dermat d'accord ass, dann hu mer d'Votten alleguer op ee Coup. Sidd Der d'accord, dass mer dat esou maachen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen direkt zum éischte Projet de loi vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen. Dat ass de Projet 7095, eng Ofännerung vum Wahlgesetz. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, ass scho prett. Dir hutt d'Wuert, Här Berger.

3. 7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur. - Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis all eens, datt d'Wahlgesetz e Gesetz ass, dat schonn eng besonnesch Stellung huet. Mat der Verfassung leet d'Wahlgesetz virun allem d'Konditiounen fest fir ee vun deene wichtegsten Akte vu Matbestëmmung an enger Demokratie. Ech mengen, d'Wahle si jo wierklech net nëmmen d'Symbol, mä den Ausdrock vun der Matbestëmmung vun de Bierger an engem Land, fir ze bestëmmen, wéi hir Verriedung ausgesäit.

Et ass also e wichteg Gesetz an et ass och net déi éischte Kéier, datt mer um Gesetz déi eng oder aner Emännerunge virhuelen. Ech wäert och vläicht ganz kuerz eben awer wéinst der Positioun vun deem Gesetz e ganz klengen Historique oder e puer wichteg Rendez-vousen nach eng Kéier rappeléieren.

Déi éischt „richteg“ Wahlen zu Lëtzebuerg, déi hunn den 19. Abrëll 1848 stattfonnt. Do ass et dorëms gaangen, d'Assemblée constituante ze wielen, déi am Opdrag vum deemolege Groussherzog Wëllem II. eng Verfassungsreform schreiwen an ofstëmme sollt. En anere wichtigen Datum beim Wahlgesetz ass d'Joer 1919. Dunn huet Lëtzebuerg de Suffrage universel, also dat allgemengt Wahlrecht agefouert, virun allem hei och mat der Betounung drop, datt d'Fraen och hei d'Wahlrecht kruten.

1972 ass den aktive Wahlalter vun 21 op 18 Joer erofgesat ginn. Dat war also, fir kënnen wielen ze goen. An zanter 2003 kann ee sech och mat 18 Joer schonn als Kandidat opsetzen. - Einfach pour mémoire e puer wichteg Datumen, wou d'Wahlgesetz emgeännert ginn ass.

Dëse Projet de loi, dee mer haut de Mëtten diskutéieren, deen huet sécherlech eng manner grous Inzidenz wéi elo déi verschidden aner Meilesteng an der Lëtzebuurger Wahlgeschicht.

Ech gesinn, den Här Meyers, dee schéngt do awer net ganz mat mer d'accord ze sinn. Sécherlech, eng Emännerung vun engem Wahlgesetz ass ëmmer eppes Wichtiges, mä awer vläicht elo hei manner wéi zum Beispill, wéi mer dat allgemengt Wahlrecht agefouert hunn. Et ass ëmmer, wéi een dat kuckt op der - ech soen emol - „échelle de Richter“ vun eisen Emännerungen am Wahlgesetz.

Ech mengen, effektiv hu mer haut eng Emännerung, Modifikatioun vun eise Wahlgesetz, déi och absolutt noutwendeg ass fir d'Ofhale vun den nächsten, iwwernächste Legislativwahlen, fir datt déi konform zu eiser Verfassung sinn a bleiwen. Ech erkläre mech:

Et ass esou, datt mer duerch déi virgezunne Wahle vun 2013, kéint ee soen, aus dem Rhythmus vun de fënnf Joer, déi an der Verfassung tëschent zwou Wahle virgeschriwwen sinn, erausgerutscht sinn. An de Moment gesäit den Artikel 134 vum Wahlgesetz vir, datt d'Chamberwahlen den éischte Sonndeg am Juni stattfanne sollen.

Deen nämlechten Artikel beseet och, datt am Fall, wou d'Chamber opgeléist gëtt, innerhalb vun dräi Méint Neiwahlen ofgehale ginn. Dat war esou am Oktober 2013.

A laut dem Artikel 123 vum Wahlgesetz ass d'Sortie, also wann d'Mandat ophéiert vun den Deputéierten, déi aus Neiwahlen ervirgaange sinn, fir d'Joer no der Ouverture vun der fënnf-ordinärer Sessioun virgesinn.

„Bon, alles schéin a gutt“, sot Der. Mä déi éischt ordinär Sessioun, déi éischt ordinär Sessioun vun dëser Assemblée, fir et emol esou ze soen, déi war konform zum Chambersreglement am Hierscht 2014. Wann een also dann einfach dat géif weiterrechnen, wat eben am Wahlgesetz steet, da géife mer an d'Joer 2019 erakommen, wat also méi wéi fënnf Joer wieren. Dann hätte mer, wa mer also dat géife maachen, herno fënnf Joer an aacht Méint no eiser Vereedegung, wou mer Member vun der Chamber gewiescht wieren. Vlächtt hätt deen een oder aneren näischt dergéint, mä ech mengen, hei ass et awer wichteg, datt mer konform zur Verfassung bleiwen, datt mer also duerfir déi Modifikatiounen virhuelen, fir datt mer net géint den Artikel 56 vun der Verfassung verstoussen, deen ebe festleet, datt d'Mandat vun engem Deputéierten d'Dauer vu fënnf Joer net dierf iwwerschreiden.

A bon, wéi gesot, net dës Inkohärenz, mä dësen Dephasage vum Wahlgesetz mat eiser Verfassung, oder an der Praxis den Dephasage, dee mer hei kéinte kréien, bréngt mech dann zu der éischter Modifikatioun, déi bei dësem Projet de loi virgesinn ass. Dat ass virun allem eben, datt mer de Prinzip hunn, fënnf Joer Chambersmandat wellen ze erhalen, ze verfestegen. An dëst Gesetz garantéiert, datt an Zukunft d'Legislativwahlen egal wéi ëmmer fënnf Joer no de leschte Wahle stattfannen, méi präzis am Text - Dir kënnt dat do liesen, wéi dat och formuléiert ass -, dee Sonndeg, deen op den Dag vum nämlechte Quantième vun de leschte Wahlen - viru fënnf Joer - fält, respektiv op dee Sonndeg, dee virun de genannten Dag fält.

Dat heescht einfach, wa mer kucken, wéini waren déi lescht Wahlen, wëlle mer kucken, datt et am beschte Fall op dee Sonndeg genau fënnf Joer duerno fält. Wann dat kee Sonndeg ass, da kann et dee Sonndeg virdru sinn. Beispill fir déi nächst Wahlen: Déi lescht Chamberwahlen, déi hunn den 20. Oktober 2013 stattfonnt. Well den 20. Oktober 2018, also fënnf Joer duerno, op e Samschdeg fält, wäerten dann déi nächst Wahlen op dee Sonndeg virdru, also de 14. Oktober falen.

Also nach eng Kéier d'Logik: ëmmer fënnf Joer. Well dat awer net mat de Sonndeger iwwereneeklappt, wann dat also dann net op ee Sonndeg fält, dann ass et dee Sonndeg virdru.

An dat neit Gesetz gesäit awer och eng gewësse Flexibilitéit vir, andeem e Règlement

grand-ducal de Wahlsonndeg ëm eng oder zwou Wochen no vir verréckele kann, falls op deem Datum, deen et misst sinn, eng Schoulvakanz wier oder e gesetzleche Feiertag an et hätt een also aner Evenementer, déi eventuell do kéinte matspillen, wéi gesot Feiertag oder Schoulvakanz.

Dës nei Regelung huet als Konsequenz, datt d'Chamberwahlen net méi wéi bis elo ëmmer am nämlechte Mount musse sinn. Jee nodeem, wéi een da weiterrecht, kéint dat dann och schonn zum Beispill eng Kéier an de Mount September falen. Dat ass net ausgeschloss.

Et ass och net déi éischte Kéier, datt hei zu Lëtzebuerg dat changéiert huet, datt also net déi Regel, wéi mer se bis elo haten, spillt. Am Juni waren zum Beispill nom Zweete Weltkrich siwemol Chamberwahlen (veuillez lire: Et waren zum Beispill säit dem Zweete Weltkrich siwemol Chamberwahlen), déi an en anere Mount gefall sinn.

Eng aner Konsequenz vun dësem Gesetz ass déi, datt mer op alle Fall fir eng gewëssen Zäit weiderhin, géif ech soen, d'Chamberwahlen an d'Europawahle getrennt halen. Ech mengen, och, wann dat elo net onbedéngt de But hei vun dëser Modifikatioun war, ass awer déi zäitlech Trennung vu Chamberwahlen an Europawahlen a mengen Aen als Rapporteur nëmmen ze begrëissen, well doduerjer kréien da souwuel déi eng wéi déi aner Wahlen och déi Opmierksamkeet, déi se verdéngt hunn a wou dann och an den Debatte virun de Wahlen déi richteg Sujete kënnen debattéiert ginn, wat an der Vergaangenheet vlächtt net ëmmer de Fall war.

Eng drëtt Konsequenz an dësem Gesetz ass, datt all drësseg Joer am Prinzip, mä dat wäert déi éischte Kéier, wéi eben de Kalenner et esou mat sech bréngt, am Joer 2023 sinn, d'Chamber- an d'Gemengewahlen alle béid an datselwecht Joer falen - hei géife se jo dann an de Mount Oktober falen, well d'Gemengewahle gewéinlech an deem Mount sinn -, wat mer awer och wellen evitéieren.

Ech mengen, och do hu mer schonn déi eng oder aner Diskussioun gefouert, well dee Mix vu Gemengen- an Nationalwahlen am selwechte Mount awer och géif vill Interferenze



bréngen, oder net Interferenzen, mä awer vläicht d'Debatt géif e bësselche komplex heiansdo maachen. Duerfir gesäit de Projet hei vir, datt, wann dat esou de Fall ass, also 2023, d'Gemengewahlen an de Mount Juni virverluecht ginn. Dat heescht also, déi nei Gemeengeréit, déi elo konstituéiert gi sinn, déi hunn net grad sechs Joer, wou se wäerten am Amt sinn, mä bis de Juni 2023.

Ech mengen, och hei kann dann iwwer Règlement grand-ducal de Wahlsonndeg och nach verluecht ginn, zum Beispill op den zweeten oder den drëtten Sonndeg am Mount Juni.

Dann déi zweet grouss Modifikatioun - hei sinn also e puer verschidde Saachen am Datum -, déi zweet grouss Modifikatioun betrëfft den Ufank an d'Enn vum Deputéiertemandat, déi an Zukunft alle béid fir den drëtten Dönschdeg no de Wahle virgesi sinn. Also d'Mandat, dat also dës Chamber, d'Deputéiert an dëser Chamber ugefaangen hunn, wäert dann den drëtten Dönschdeg d'nächst Joer no de Wahlen zu Enn goen. Dat wäert dann den 30. Oktober sinn. Dat fällt iwwregens dann an eng Schoulvakanz, Klammer zou. Bis dohinner geet also d'Mandat vum dësen Deputéierten. An dann awer deeselwechten Dag, wou dann d'Opléiung ass vun der Chamber, wou d'Mandat vun deenen „alen Deputéierten“, fir et emol esou ze soen, ophält, ginn dann dee Moment och déi nei vereedeget, soudatt also do praktesch en Iwwergang ass, wou kee Vide derteschent ass.

Am Fall vun enger aussergewéinlecher Opléiung vun der Chamber gétt d'Enn vum Deputéiertemandat am Arrêté de dissolution fixéiert. Dat ass jo och eigentlech net den Normalfall.

Déi Fro vum Zäitpunkt, wéini d'Mandat vun den Deputéierten ophält, mir haten do interessant Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun. Ech mengen, och de Statsrot hat a sengem Avis complémentaire eng aner Textpropos gemaach wéi déi, déi mir schlussendlech zrëckbehalen hunn. Mä ech mengen awer, datt mer an eiser Majoritéit an der Institutiouskommissioun der Meinung waren, datt dat am Endeffekt déi praktikabelst Solutioun wier.

Eng Fro, déi diskutéiert gi war, dat war déi, ob een iwverhaupt e geneeën Zäitpunkt sollt per Gesetz fixéieren. Dat war eppes, wat mer diskutéiert hunn. Dunn ass och d'Fro opkomm, ob et net besser wier, en Zäitraum festzeleeën, wéi zum Beispill datt ee seet, innerhalb vun drësseg Deeg misst d'Chamber zesummenkommen. Ech mengen, dat wier eng Solutioun gewiescht, déi hatt als Nodeel gehat, datt een hatt missen all Kéiers fir all Period praktesch en neien Datum dann awer fixéieren.

Bon, de Statsrot hat also gesot: „Maacht et op den zweeten Dönschdeg no de Wahlen“, mat dem Argument, wann een et op den drëtten Dönschdeg no de Wahle mécht, wou déi nei Chamber vereedeget gétt, datt dann am Fall, wou mer an deem Zeenario wieren, wou mer eng opgeléiste Chamber hätten a wou dann eventuell och nach géif zu deem Moment den Declenchement vum État d'urgence kommen, da géif dat wierklech Schwierigkeeten mat sech bréngen, well dat dann, wann een elo den drëtten Dönschdeg hält, iwvert déi zéng Deeg erausgeet, wou eigentlech misst eng Chamber d'Mandat am État d'urgence verlängeren.

Bon, d'Kommissioun huet awer gesot, datt dann - wann een dat wierklech an der Praxis kuckt - eng Regierung eigentlech misst praktesch den Dag, wou d'Wahle sinn, en État d'urgence deklaréieren, wat ee sech net esou onbedéngt ka virstellen. Voilä, also do ass et an der Praxis esou, datt een also schwéierlech an esou en Zeenario ka kommen.

Op där anerer Säit krute mer och gesot, wann een dat den zweeten Dönschdeg no de Wahle mécht, do ginn et praktesch Schwierigkeeten, well näämlech d'Kontroll an d'Proklamatioun, déi offiziell Proklamatioun vun de Wahleresultater an der Vergaangenheet awer ëmmer an der Praxis teschent zéng a fofzéng Deeg gebraucht hunn, fir datt een dat dann alles, ech soen emol, nogezéit a verifizéiert hat.

Ech mengen, aus all deene verschiddeenen Ursaachen hu mer eis also géeneegt, fir ze soen: „D'Mandat vun deenen alen Deputéierten hält op an dat vun deenen neie fänkt un den drëtten Dönschdeg no de Wahlen, déi stattfonnt hunn.“

Et sinn also u sech am Endeffekt, kéint ee soen, praxisorientéiert Modifikatiounen vum Wahlgesetz, déi mer haut wäerte stëmmen. Mä mir ginn awer net, ech soen emol, un d'Grondausrichtung, d'Grondphilosophie vun eisem Wahlgesetz respektiv vun eisem Wahlsystem, do gi mer näischt dru flécken.

Här President, dat sinn eigentlech déi kruzial Punkten aus der Modifikatioun vum Wahlgesetz, dat mer haut hoffentlech mat grousser Majoritéit wäerte stëmmen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt nach Aarbechten amgaange sinn an der Institutiouskommissioun. De Moment si mer mat engem anere Projet de loi, wou et awer och ëm d'Wahlgesetz geet, beschäftigt, deen als Objet huet, fir ënner anerem d'Bréifwahl am Wahlgesetz ze änneren. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer versichen, d'Bréifwahl opzemaachen, méi einfach ze maachen, duerfir den Accès zu de Wahlen och vläicht erëm méi ze favoriséieren. Ech ginn elo net an d'Detailer an. Dat ass elo och net den Objet vun mengem Rapport. Ech wëll einfach nëmme soen, datt mer wäerten an den nächste Wochen nach eng Kéier eng Diskussioun kréien, wou et da vläicht méi och ëm méi fundamental Diskussiounen geet, wéi ee kann d'Wieler erëm zum Wiele motivéieren.

Voilà, Här President, ech hu versicht, déi wichtigste Punkten hei kuerz ze skizzéieren. Ech ginn an engems och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner zu dësem Projet ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur, dem Här Berger, Merci fir säi Rapport. Hien huet och deen noutwendegen historeschen Iwwerbléck scho gemaach, wat alles an deene leschte Jorzéngten an där doter Gesetzgebung scho passéiert ass.

Ech mengen, et ass e kuerzen an e wichtige Text, dee mer haut stëmmen, en noutwendegen Text, haaptsächlech fir déi nächste Wahlen ze organiséieren, an dat aus e puer Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass haaptsächlech d'Feststellung, datt déi aktuell juristesche konstitutionell Situatioun awer eng ganz Rei Onkloerheete mat sech bréngt.

D'Wahlgesetz seet op där enger Säit a sengem Artikel 123, datt d'Wahle stattfannen «le premier dimanche du mois de juin (...) de l'année qui suivra l'ouverture de la cinquième session ordinaire», op där enger Säit, an op där anerer Säit seet eis Constitutioun gradesou kloer, datt «Les députés sont élus pour cinq ans.» Dat heescht, wann een d'Applikatioun vun deem engen a vun deem anere mécht, da komme mer an eng Situatioun, déi net kloer ass, déi onsécher ass. An et ass an deene Matièreen natierlech evidenterweis wichteg, datt keng Diskussiounen iwvert den Datum entstinn an datt eis Texter kloer sinn an datt och bei kengem - Parteien, mä och baussen - kënne Contestatiounen kommen.

Mir haten déi Onkloerheet schon eng ganz Rei vu Joren, kann een elo soen. Mir hunn domadder gelieft. Mä mir haten am Prinzip och elo säit de 50er, 60er Joren am Fong keng Situatioun méi, wou d'Fro sech richtig gestallt huet a wou een hatt missen op déi Fro äntworten. Säit 2013 huet d'Fro sech awer elo erëm e wéineg anescht gestallt. An dofir ass et eng absolut Noutwendegkeet gewiescht, an dat wësse mer säit 2013, säit de Problem sech stellt, eng absolut Noutwendegkeet, fir also dësen Text esou ze adaptéieren, datt mer all Diskussiounen evitéieren.

En zweete grouss Punkt war am Fong e Punkt, dee mer gemaach hunn als Kommissioun, well mer schon derbäi waren, den Text ze maachen, a well mer du gesot hunn: „Ma da maache mer en och esou, wéi mer en och institutionell als richtig empfangen.“ Wat ass u sech hei geschitt? Mä et ass u sech d'Regierung, déi wollt den Datum vum Juni aus dem Text eraushuelen, an dobäi ass dann och d'Fro gestallt ginn: Wéi laang ass dann d'Chamber, wéini ka se sätzen, wéi laang ass se u sech aberuff respektiv wéini ass d'„sortie des députés“, esou wéi dat am Gesetz genannt gétt, wéini hält d'Chambersessioun da richtig op?

An do sinn et eng Rei Froen, déi sech gestallt hunn, déi och an deene leschte Jore kee grésere Problem duergestallt hunn, mä déi, wann een einfach institutionell eng Kéier d'Gedanken driwwer féiert, awer institutionell net zur Satisfaktioun geregelt waren op där enger Säit, a wou an onstabillen Zäite sech och kéint deen een oder deen anere Problem emol stellen. Gott sei Dank hate mer déi Froen net an deene leschten zéng, zwanzeg, drësseg Joer, déi sech gestallt hunn! Mir hunn awer geduecht an der Kommissioun, datt mer déi do Problematik sollte mat léisen.

Wat ass u sech gesot ginn? D'Regierung hat proposéiert, datt mer u sech géifen d'Opléiung vun der Chamber maachen op dem Da-

tum selwer, wou Neiwahle wäeren. Dat hatt mat sech bruecht, datt mer déi institutionell Kontinuitéit net hätte kënne gewäerleeschten, déi mer awer wollte gewäerleeschte mat där neier Proposition. An en fin de compte ass dann d'Kommissioun no laangen Diskussiounen higaangen an huet eng Ännerung op de Regierungstext agefouert, déi doranner bestanen huet, datt mer gesot hunn, datt d'Chamber kéint esou laang siegéieren, dat heescht am Amt wär, bis déi nei Chamber an d'Amt kënnt.

Wat heescht dat praktesch? Mä domat hu mer u sech eng Vacance vun der Chamber suppléiert. Domat hu mer u sech d'Chamber esou laang fonctionnéiere gedoen, wéi och eng Regierung fonctionnéiert. Och wann d'Regierung no de Wahlen nëmmen Affaire-courante méi mécht, huet d'Chamber awer ëmmer nach eng Kontrollfunktoun. Déi ka se dann elo bis zum Schluss ausüben. Dat fanne mer eng gutt an dat fanne mer eng richtig Saach.

An deen zweete Punkt, dat ass, datt mer och reaktionsfäeg sinn en cas d'urgence, wann eppes géif an deenen zwou, dräi Wochen de vacance vun der Chamber hei virkommen. Dat wär problematesch ginn no deenen ale Gesetzgebungen. Mat deem neie Gesetz ass dat kee Problem méi, well d'Chamber dann - déi al respektiv duerno déi nei, mä während där Zäit déi al - reaktionsfäeg ass. Mir garantéieren also hei eng Kontinuitéit vun der Institutoun Chamber.

Déi eenzeg kleng Lacune, déi sech nach stellt, dat ass am Fall, wou et vun enger opgeléister Chamber handelt. Da gétt d'Dissolutioun vun der Chamber duerch Arrêté festgesat. Hei kann et also nach an deem präzise Fall virkommen, datt mer nach zwou, dräi Woche Vacance du pouvoir hätten. Mä dat wäert och, wann eng nei Verfassung kënnt, an där Verfassung mat geregelt ginn, soudatt mer dann all Méiglechkeeten do aus dem Wee geraumt hunn.

An da kënnt de leschten Artikel aus dësem Gesetz. Dat ass deen, deen den Datum vun deenen nächste Wahle festsetzt, deen u sech och d'Fro stellt, wéini déi nächste Wahlen da solle sinn. An do hate mer, an ech soen dat och ganz einfach hei, eng ganz Rei Diskussiounen am Fong säit 2014 driwwer. Am Januar 2014 war den „100,7“ bei all Partei gaangen an huet am Fong eng Émfro gemaach, wéi déi eng an déi aner sech géifen dozou stellen. An d'Äntwerte waren déizäit am Fong ganz anerer wéi déi, déi mer haut an dem Gesetzestext erëmfannen.

Et ass gesot ginn, datt, och wann - den Här Bodry huet dat gesot am Numm vun der LSAP - et konstitutionell esou wär, datt am Hierscht 2018 misst gewielt ginn, da wär dat net ideal, well mer dann eng ganz Rei Froe vum Budget net geléist hätten, deen an enger präziser Prozedur misst gemaach ginn. Dofir huet hie sengerzäit derfir plädéiert, fir am Juni 2018 d'Chamberwahlen ze maachen.

De Paul-Henri Meyers huet datselwecht sengerzäit gesot, d'ADR an d'ADR och. An déi gréng hate sech nach net...

(Interruption)

...déi gréng hate sech nach net festgeluecht sengerzäit. An datselwecht...

(Interruptions diverses)

...stoung an engem Procès-verbal vum 5. Februar 2014, wou de sozialistesche Grupp gesot huet: «Il n'y a pas de préférence pour l'une ou l'autre date. Si le mois d'octobre est maintenu, des discussions sur la procédure budgétaire sont de mise.» Wat jo och sengerzäit richtig war.

An et ass eréischt an enger zweeter Etapp, wou d'Iddie geännert hunn a wou d'Proposition du kamm ass, fir u sech net den Datum vun de Chamberwahlen ze änneren, fir deen Oktober 2018 festzesetzen, mä fir dann an deene Joren, wou Chamberwahlen a Gemengewahlen an datselwecht Joer géife falen an dann an der Folleg dovunner och an deeselwechte Mount, fir dann net d'Chamberwahlen ze deplacéieren, mä datt mer dann an deem Moment géifen d'Gemengewahlen deplacéieren, mat dem Argument, datt dat och gesetzlech méiglech wär - ass dee Moment gesot ginn - an datt eng Dissolutioun vun der Chamber, fir d'Chamberwahlen am Juni 2018 ze maachen, schwierig wär.

Ech wëll kloer soen: D'CSV-Fraktioun ass mat där dote Proposition net averstanen! An dofir gétt et e puer Grënn, déi och einfach hei wëll opzielen.

Mir sinn u sech nach wie vor der Meinung, datt Juni 2018 - wie wonnert et? - dee besseren Datum gewiescht wär, verstinn awer, datt dat konstitutionell net evident ass an datt do eng Rei Schwierigkeete sech kënne stellen.

Deen zweete Punkt, dat ass, datt mer, wann et dann esou ass, datt d'Chamberwahlen am Ok-

tober stattfannen, domat kënne averstane sinn, mä dann ass et an eisen Aen awer net problematesch, fir déi zwou Wahlen op engem gemeinsamen Datum ze organiséieren. A mir fannen et haaptsächlech besonnesch, datt een, wann een de Problem vum Datum vun de Chamberwahlen wëllt léisen, domat dann d'Mandat vun de Gemeengeréit verkierzt!

A mir hätten am Prinzip och nach kënne mat op deen do Wee goen a mat iwwert deen do Wee nodenken, mä dann hatt een awer a priori missen de Gesetzestext virun de leschte Gemengewahle maachen. Well mir fannen et awer besonnesch, elo no de Gemengewahlen hinzugeen, do wou d'Gemengeconseillere fir sechs Joer gewielt sinn, an elo an dësem Moment de Gemengeconseilleren dann hiet Mandat ze verkierzen. Dat heescht jo effektiv eng Verkierzung vun de Gemengeconseilleren hire Mandater.

Mir fannen et och besonnesch, datt fir déi Verkierzung och d'Representanten, notamment de Syvicol, net gefrot gi sinn. An dat heescht net nëmmen d'Verkierzung an der nächster Legislaturperiode, dat heescht vun deene Gemengeconseilleren, déi elo en place sinn, mä et heescht am Prinzip jo och d'Verlängerung iwver sechs Joer eraus vun deene Gemengeconseilleren, déi an de Wahlen duerno dann en place kommen.

Mir fannen dat net dee richtege Wee. An dofir wëlle mer och deen Artikel net matstëmmen.

A schlussendlech als lescht Argument soe mer, datt déi Solutioun, déi elo hei fonnt ginn ass, och nach ee vun de Problemer net léist. An dat ass dee vun de Budgetsprozeduren, dee mat de Chamberwahlen, déi elo am Oktober stattfannen, och nach net geléist wär, obwuel een ëmmer duerno praktesch Léisungen - dat gesi mer jo - zu deem do Problem ka fannen. Mä et vereinfacht enger neier Regierung, wéi se och ëmmer ausgesäit, de Problem ronderëm d'Wahlen net, a respektiv och beim Untrëtt net, well se sech sofort muss drëm bekëmmere, fir e provisoeresche Budget ze stëmmen, an duerno am Ufank vun deem Joer drop dann Aarbechte mat der Verfassung vun engem neie Budget muss entameieren.

A mir hu jo d'Erfahrung 2013 gemaach, wat fir eng Kontradiktioun kënne vum éischte Budget op deen nächste Budget dann awer entstoen.

En résumé vun deem, wat ech wëll soen: Mir si mat deenen dräi éischten Artikelen vum Gesetz selbstverständlech d'accord. Mir begrëssen déi 100%eg. Déi sinn och zu engem Deel an der Kommissioun entstanden deelweis op Initiative vum Paul-Henri Meyers, dee sech vill fir déi éischt dräi Artikelen och agesat huet. Domat si mer d'accord. Mir begrëssen déi.

Mir sinn net d'accord mam Artikel 4 a mir froe fir den Artikel 4 e Vote séparé, fir dat och ganz kloer ervirzesträichen, mat wat mer d'accord sinn a mat wat mer net d'accord sinn. An ech denken, Här President, datt ech d'Ennerstützung vun der CSV-Fraktioun, also nom Artikel 46 vu méi wéi fénnef Deputéierten hunn. An dann, stëmmt d'Majoritéit den Artikel 4 awer, da wäerte mir eis beim gesamten Text am Vott duerno enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wiseler. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Eugène Berger huet als Rapporteur, deem mer och Merci soe fir seng Ausféierungen hei an dëser Chamber, schonn den Detail duergeluecht vun deem heite Gesetzesprojet. Ech wëll elo net nach eng Kéier alles dat repetéieren, wat hie gesot huet, mä eigentlech op eenzel Aspekter agoen, déi weisen, wéi grondleeënd déi Ännerungen dach scho sinn, déi mer hei an deem heiten Text maachen.

Dat gesäit alles esou anodin aus, mä hannendru verstoppe sech awer eng ganz Rëtsch vu prinzipiellen Decisiounen, déi mer hei indirekt zumindest geholl hunn an déi eis virun allem méi Rechtssécherheet bréngen an Zukunft, well mir müssen éierlech zougestoen, dass mer e bëssen Navigation à vue während laange Jorzéngte gemaach hunn, wat trotzdeem essenziell Froe betrëfft vum Fonctionnement vun eisen Institutounen. Duerfir sinn ech eigentlech fro, dass mer deen heite Geste maachen. An ech bedauern, dass déi gréisste Partei hei an dësem Parlament wahrscheinlech sech wäert abstenéiere bei esou engem wichtige Text. Dat léisst mech dach e bëssen erstaunen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zrëck.

Ursprünglech sollt et jo bei dëser punktueller Reform vum Wahlgesetz ausschliesslech ëm d'Fro vun der Festleegung vum Wahldatum goen. Dat war déi Haaptausrichtung, well mer



konfrontéiert si mat engem Bouleversement vun eisem traditionelle Kalenner, wéi mer en zënter de Wahlen vum Mee '74 hei zu Lëtzebuerg kann hunn, wou ëmmer Wahlen waren eben an der Period Mee/Juni, oder Juni/Mee misst ech praktesch soen, well eist Wahlgesetz vum Juni schwätzt. Mä dat kann awer deemno wéi, och bei Europawahlen, anescht festgeluecht ginn, wou mer elo komplett also vum „Spéitfréijoer“, loosse mer esou soen, an den Hierscht praktesch klamme mat eise Wahlen.

An dat ass schonn eng Ännerung, well dat jo eise Rhythmus och duerjerneegheit an effektiv och en Impakt huet op aner Prozeduren hei am Parlament, wéi d'Ausaarbechtung vum Budget, deen traditionell ebe grad an den Hierscht do fällt, a wou natierlech mat deem neie Kalenner dat indirekt och Auswierkungen op d'Opstellung respektiv och op d'Bestëmmung vum Budget vum Joer drop huet. Et ass also net en Niewenaspekt, dee mer hei ze kucken haten.

Mä virun allem awer ass et der Koalitioun, ass et der Regierung drëm gaangen, dass mer mat engem Verfassungsbrosch eigentlech Schluss maachen. Et ass en haart Wuert, mä et ass eigentlech näischt anescht, well eist Wahlgesetz - an dat ass net nëmme de leschten Text vun 2003, mä et ass schonn am Text vun 1924 dra gewiescht -, well eist Wahlgesetz also virgesäit, dass, wann et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kënn, dann u sech déi Period, déi duerno ass, eigentlech ka méi laang wéi fréizäit Joer daueren. An dat ass och an deene Kéieren, wou et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament koom, esou gehandhabt ginn. An do huet ni eng Chamber eppes dobäi fonnt. Et huet ni e Conseil d'État eppes dobäi fonnt.

D'Verfassungsgericht hate mer glécklecherweis nach net deizäit. An et gesäit een och, dass, menger Usicht no, wéi déi Verfassungskontroll nach net bestanen huet, och relativ liichtfankeg mam Verfassungstext ëmgespronge ginn ass. Gott sei Dank hu sech déi Mentalitéiten a Reflexer geännert, soudass elo vill méi Suerg gedroe gëtt, dass och de Verfassungstext respektéiert gëtt, fir net e kompletten Duerjerneen an eise Rechtsuerdnungssystem eranzekriegen.

Eis Verfassung ass näamlech ganz kloer! D'Verfassung seet: „D'Chamber ass fir fënnf Joer gewielt.“! Si kann natierlech opgeléist gi virun, dann ass d'Mandat méi kleng, mä et kann net sinn an enger Demokratie, dass d'Chamber sech verlängert. Wou géif een do Schluss maachen? Bei fënnf an en halleft Joer, bei sechs Joer an esou virun an esou weider? Also, dat geet net! An duerfir muss een dat och ganz strikt ausleeën. An duerfir sinn ech eigentlech frou, dass des Koalitioun, des Regierung an duerno och d'Chamber eigentlech der Meenung waren, dass mat deem Unfug misst opgehéiert ginn an dass also déi Traditiounen an dat Wahlgesetz, wat mer hunn, net méi haltbar wäeren an dass et héich Zäit géif ginn, dass mer géifen dat Wahlgesetz konform maachen zu eiser Verfassung.

Dat heescht also, dass eng Chamber nëmme ka maximal fënnf Joer a Fonctioun sinn a Wahlen also musse spéitstens no fënnf Joer all Kéiers erëm stattfannen. Dat gëtt elo gemaach.

Dat huet zur Konsequenz, dass des Chamber an des Regierung net profitéiert vun deem, wat nach gegollt huet bei der Regierung a Majoritéit a Chamber, déi am Dezember 1968 gewielt ginn ass. Du war et och zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament komm an dunn huet déi Mandatsperiod duerno fënnf Joer a fënnf Méint gedauert. Déi ass bis de Mee 1974 gaangen an net bis Dezember 1973, wéi et mat enger strikter Applikatioun vum Verfassungstext hätt misse geschéien.

Deen Unfug ass eriwuer. Hei gëtt sech un de Verfassungstext gehalen an d'Wahlgesetz gëtt elo iwwerfälleg dann och zréckgestutzt op dat, wat eis Verfassung iwwerhaupt méiglech mécht.

Do hu mer jo en Accord, fir dat doten ze maachen. Et ass och gutt esou, dass mer dat hei maachen. Ech bedauere just, dass mer eis ni éischter mat där doter Saach offonnt hunn. An et ass och keck ze liesen, wéi schnell de Conseil d'État a sengem Avis op déi dote Fro agaangen ass. An engem Saz sot en, e géif d'Appreciation deele vun den Auteurs vum Text. An do duerch huet en net missen op seng eege Jurisprudenz respektiv seng eegen Avisen, an där ginn et der eng ganz Partie aus der Vergaangenheet, zréckkommen, wou en all Kéiers d'Wahlgesetz eigentlech als gutt befonnt huet an net a Relatioun gesat huet mat eisem Verfassungstext. Also, et gëtt héich Zäit, dass mer deen heite Geste hei maachen!

Dann huet sech d'Fro gestallt, nodeem mer dat festgestallt hunn: Wëlle mer elo an en Oktober-rhythmus erakomme vun de Wahlen oder wëlle mer zréckkommen op en Junirhythmus, wéi mer en eigentlech haten? An et ass gemengt ginn, éischstens, dass et en fait eng gutt Saach wär,

dass mer Europawahlen an Nationalwahlen vuneen trennen. Déi meescht Parteien hu sech eigentlech scho méi laang fir esou eng Léising ausgeschwat gehat, dass een net um selwechte Moment sollt Europawahlen an Nationalwahlen hunn, well et awer zwou verschidde politesch Wahlen si mat aneren Enjeuen, mat aneren Zilsetzungen, a wou et net gutt ass, déi komplett Vermeschung vun deem engen a vun deem aneren ze hunn. Dat gëtt domadder realiséiert, wa mer elo an en anere Rhythmus vu fënnf Joer erakommen.

A wéi gesot, et huet sech och d'Fro gestallt, wéi fest dass mer dat géifen zurren. An do hu mer schlussendlech hei eng Léising zréckbehalen, déi eng gewësse Flexibilität zouléisst. Mir schreien net hei an, dass an Zukunft all Kéiers am Oktober all fënnf Joer musse Wahlen sinn, mä mir ginn eigentlech vun dem Moment vun de leschte Wahlen aus a mir soen: „Mir kucken da fënnf Joer no vir, an dee Moment si Wahlen.“ a wann dat eben net mat engem Sonndeg klappt, dann ass et dee Sonndeg virun, wou d'Parlamentswahl stattfannen.

Dat heescht also, wann et géif erëm eng Kéier zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kommen, da kann ee mat deem heiten Text hei weiderfuere. Da spillt vun deem Moment un erëm eng Kéier déi Fënnfjoeresregel, wat d'Fixatioun vun deem nächste Wahltermäin ugeet. Also, déi heite Léising gëtt eis eng gewësse Flexibilität fir d'Zukunft.

Ech bleiwen der Meenung, dat kann ech awer hei nëmme an titre personnel soen, dass den aktuellen Oktoberrhythmus, an dee mer elo, zumindest bis zu den nächste Wahlen, schéngt et mer, drakommen, u sech net gënschteg ass mam Timing, wéi de Budget opgestallt géif ginn. Dat heescht praktesch, dass déi al, déi austriedend Regierung nach de Budget opstellt an dass déi nei dann - wann et eng nei Regierung gëtt - dee Budget deckt. An da misst praktesch, wéi mer dat jo och gemaach hunn an desäer Period am Dezember 2013, proviso-resch eigentlech e Budget gestëmmt ginn, deen dann an de Méint drop vun dem éischte Joer an en definitive Budget ëmgeännert gëtt. Dat gëtt elo dee Rhythmus, an dee mer normalerweise drakommen.

Bon, et gëtt Schlämmes op der Welt, mä et muss ee sech d'Liewen net onbedéngt schwéier maachen. Duerfir kann een an aller Rou, mengen ech, nach eng Kéier diskutéieren, net iwwert de Wahltermäin, mä iwwert d'Fro, ob mer eise Budgetmechanismus, wéi mir e kennen, ob mer dee bäibehalen. Well et ginn aner Länner, déi e ganz anere Kalenner hunn, fir de Budget opzestellen, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn. Also, et ginn och do aner méiglech Prozeduren, fir dat vläicht méi an Aklang ze bréngen mat eise legislative Constraints, déi mer dann hunn.

Gutt ass et, dass mer och nach eng zweet Wahlrechtsreform maachen. Do schaffe mer jo och intensiv drun. Do geet et haauptsächlech, mä net nëmme, ëm d'Verallgemengung a Vereinfachung vun der Bréifwahl, wat d'Konditiounen ugeet an och wat d'Delaien ugeet. Dat, mengen ech, ass eppes Positives, wa mer dat maachen, fir an engem Land, wou Wahlpflicht besteet, all de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech och un deene Wahlen ze bedeelegen.

Wat ech perséinlech bedauern, mä dat geet leider net anescht, well mer déi Dispositioun an eiser Verfassung stoen hunn an zumindest eng Partei jo deklaréiert huet, dass se net méi wëllt punktuell Verfassungsännerunge matmaache bis zu den nächste Wahlen, dat ass eise Validatiounssystem vun eise Legislativwahlen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e System, mat e puer anere Länner an Europa, wou et déi Gewielte selwer sinn, déi decidéieren, ob se richtig gewielt sinn. Dat heescht, déi nei gewielte Chamber validéiert hir eege Wahlen!

An do gëtt et entre-temps en Arrêt Grosaru, dee betrëfft Rumänien, mä déi hunn eng äänlech Dispositioun an hirer Verfassung stoen, wéi mir se an der Lëtzebuergeser Verfassung stoen hunn. D'Belsch hunn och datselwecht. Et ass en Arrêt vum Europäesche Mänschenrechtsgerichtshaff vum 2. Mäerz 2010, dee gesot huet: „Dat do geet net! Dat do geet net, well dat doten net d'Apparence huet vun enger onofhängeger Instanz par rapport zu deem Contentieux, dee bei hir virbruecht gëtt, well déi Leit kéinte jo emol e gewëssene Parti pris hunn, wat d'Validatioun vun hiren eegene Wahlen ugeet.“ An duerfir ass sengerzäit Rumänien veruerteelt ginn op deem dote Punkt.

Elo muss ee kucken, ob dat an alle Fäll esou wär, wann e Land mat enger grousser demokratischer Traditioun esou ee System huet, ob dat net méi flexibel géif gekuckt ginn. Mä nach wie vor hu mer eis déi Fro gestallt a mir hunn an eisem neie Verfassungstext, dee mer proposéieren, eis och géeneegt, fir do eng Rekurs-

méiglechkeet elo beim Verfassungsgericht virzugesinn. Et ass och gutt, dass dat esou ass.

Ech wollt nach, Här President, op eng Partie Froen agoen a mer mussen och ëmmer eis bewusst sinn, dass mer Deeler vun deene Punkten, déi mer hei tritéieren an där Wahlgesetzreform, och erëmfannen op där enger Säit an der Verfassung, déi eis de Kader setzt, an dass mer op där anerer Säit och am Reglement vun der Chamber Elementer hunn, déi hei mat-spillen zu deem ganze Froekomplex, dee mer hei versicht hunn ze definéieren an och juristes-hieb- und stichfest ze regelen, wat haauptsächlech d'Fro ugeet: Wéi laang ass eng Chamber a Fonctioun? An déi Fro och: Wéini kënn eng nei gewielte Chamber zesummen?

Dat sinn alles spannend Froen, déi mer laang an der Verfassungskommissioun, scho wéi et ëm d'Verfassung gaangen ass, diskutéiert hunn. An déi Diskussioun hu mer hei erëmfonnt bei desäer Diskussioun. Mir haten eis och, wéll ech och soen, am Artikel 69 vun eiser Proposition de révision vun der Verfassung scho géeneegt, dass mer géifen draschreien, dass d'Chamber sech an öffentlecher Sitzung den drëtten Dënschdeg no de Wahlen zesumme-fënn, fir d'Vérification des pouvoirs vun hire Memberen duerchzuführen. An déi Iddi hei hu mer eigentlech elo virgezunn a sinn op déi dote Méiglechkeet gesprongen, fir déi Klarifikatioun am Wahlgesetz ze kriegen.

An Zukunft ass et also esou, ausser wann et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kënn, also zu virgezunnene Wahlen kënn, dass am Normalfall also déi austriedend Chamber éischstens emol net opgeléist gëtt. Den Arrêté grand-ducal wäert an Zukunft just virgesinn, dass en Datum fir Wahlen fixéiert gëtt. Doduerjer wäert déi al Chamber a Fonctioun bleiwen, bis déi nei Chamber a Fonctioun trëtt, dat heescht bis dee Moment, wou dann och à date fixe den drëtten Dënschden no de Wahlen déi nei Chamber automatisch zesummekënn.

Domadder hu mer och d'Fro geléist: Ma wien decidéiert dann, wéini déi nei Chamber zesummekënn? Eng interessant Fro, déi hei zu Lëtzebuerg all Kéiers erëm zu neien Diskussiounen gefouert huet, all fënnf Joer, wann et dann esou wäit war. A komescherweis war et hei de Statsminister - Dir kënn lech erënneren, Dir hutt al-leguer esou e Bréifche kritt -, dee matdeelt huet, dass Der gewielt gi soll, a gläichzäiteg ass och dann eng Convocatioun komm fir déi éischt Sitzung. Dat heescht, d'Exekutiv faisant fonction, „geschäftsführend“, wéi se an Däitschland elo ganz oft soen, déi seet eigentlech, wéini dass d'Chamber zesummekënn. A wann déi net wëllt, weess ech net, opgrond vu wat a wie géif decidéieren, dass déi nei Chamber géif zesummekommen, well mer haut an eisen Texter déi Iddi vum weideren A-Fonctioun-Behale vun der Chamber iwwert de Wahltermäin eraus eigentlech net kloer verankert hunn.

Dat ass an Zukunft anescht mat deem heiten Text. Mir kriegen also do vill méi Rechtssécherheet a mir hunn och, ausser wann et, wéi gesot, zu virgezunnene Neiwahlen kënn, kee politesch Vakuum. Deen entsteet doduerjer, dass zwar eng geschäftsführend Regierung nach ëmmer am Amt ass - wou et jo net kloer ass zu Lëtzebuerg, wat déi däreer a wat se net däreer maachen -, awer gläichzäiteg kee Parlament méi do ass, fir déi Regierung ze kontrolléieren.

Dat ass eng anormal Situatioun. Et ass déi, mat där mer hei zu Lëtzebuerg eigentlech zënter Eiwegkeete liewen. Dat kriegen mer heimaddeer ewech. Dat gëtt also vill méi kloer. D'Chamber wäert also weider bestoe bleiwen, bis déi nei Chamber a Fonctioun trëtt.

Anescht ass et noutgedrongeneweis, wann et zu enger virgezunnener Wahl kënn. Dee Moment muss d'Chamber opgeléist gi vum Grand-Duc. An eng opgeléist Chamber, jo, déi kann ee kaum erëm eng Kéier opliewe loosse. Eise Wunsch ass allerdingens, dat hu mer och kloer an der Kommissioun gesot, dass awer dee Moment, wou den Arrêté grand-ducal geholl gëtt vun der Opléisung vun der Chamber, deen Datum vun der Opléisung soll méiglechst no beim Wahltermäin sinn, fir dass also esou laang wéi méiglech nach déi gewielte Chamber a Fonctioun bleift, fir eventuell kënnen zesummegeruff ze ginn oder zesummekommen, wann iergendwellech Schwierigkeete sech géife stellen.

Alles dat ass also, mengen ech, e ganz kohärent System, dee mer eis hei ausgeduecht hunn an deen och gutt ka funktionéieren.

Déi Fro, déi sech hei gestallt huet, ass - déi huet sech virun ni esou gestallt, well mer eben déi Juniregelung hate fir d'Chamberwahlen, a mir haten eng Zweete-Sonndeg-am-Oktober-Regelung fir d'Gemengerotswahlen -, dass all drësseg Joer Gemengerotswahlen a Chamberwahlen am selwechte Mount ofgehalde ginn oder souguer deeslechten Dag missten

ofgehalde ginn. An esou en exzeptionell Element - ech weess net, ob dat elo Sonnenfinsternis ass oder Mondfinsternis, wou zwou Saachen also zesummen iwwereneeschneiden -, dat hätte mer jo elo am Joer 2023, wou mer deeslechten Dag, de 14. Oktober, dat ass den zweete Sonndeg, Chamberwahlen a Gemengerotswahlen hätten.

A mir waren a grousser Majoritéit an der Kommissioun der Meenung... An dat war, muss ech soen, am Ufank och net vun der CSV contestéiert, dat wëll ech hei soen. Déi Contestatioun ass eréischt komm, wéi d'Regierung hire Regierungsprojet virgestallt huet. A virun hate mer eng Kéier rieds an der zoustänneger Kommissioun doriwuer, wou och matgedeelt ginn ass, dass een op esou ee Wee wëllt goen. A sengerzäit huet kee vun der CSV protestéiert géint déi do Regelung. Duerfir war ech, muss ech soen, bass erstaunt, dass, wéi d'Regierung dat da public gemaach huet, op eemol öffentleche Protest vun eenzelne prominente Membere vun der CSV komm ass, déi awer drolegerweis net Member vun der zoustänneger Kommissioun waren, wou dat doten am Virfeld eng Kéier och diskutéiert gi war.

Bon, et schéngt wéi wa sech deen dote Fligel an der CSV elo duerchgesat hätt, wann ech elo dem Här Wiseler seng Ried hei richtig interpretéieren. Dat beweist nëmme eent: dass vläicht des Regierung aus dräi Parteien besteet, mä dass manifestement an der CSV mindestens zwou Parteien sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat gesot, wëll ech awer...

(*Interruptions diverses*)

Dat gesot, wëll ech awer hei soen, mir schéngt awer déi Léising, déi ass jo net dans un esprit partisan geholl ginn. Si ass jo geholl gi virun deene leschte Gemengerotswahlen. Mir si jo alleguerten hei am selwechte Boot, all d'Gemenge sinn am selwechte Boot, wou mer gesot hunn: Wat maache mer? Ass et gutt, dass mer deeslechten Dag zwou vun dräi - mir kennen hei zu Lëtzebuerg nëmme dräi politesch Wahlen, an dat sinn d'Gemengerotswahlen, dat sinn d'Chamber-, dat sinn d'Europawahlen -, ass et gutt, dass mer um selwechten Dag, nodeem mer eis elo all felicitéiert hunn, dass d'Europawahlen an d'Chamberwahlen net méi deeslechte Moment sinn, ass et gutt, dass mer elo géifen dann deeslechte Moment Gemengerotswahlen a Chamberwahlen hunn?

Déiselwecht CSV war jo ëmmer der Meenung, et kéint een och de Referendum net koppel mat iergendwellechen anere Wahlen. Wéi ech emol eng Kéier gewot hunn ze proposéieren, et sollt ee vläicht Gemengerotswahlen a Referendum iwwert d'Verfassung matenee koppelen, ass gesot ginn: „Dat geet net! Dat kann net deeslechte Moment stattfannen, well dat géif d'Leit duerjerneemaachen.“ Dat wieren zwou verschidde Saachen. Abee, dat gëllt och fir d'Gemengerotswahlen a fir d'Nationalwahlen. D'Enjeue si ganz anescht, d'Konstellatioun si komplett verschidden an d'Campagnen ginn och ganz verschidde gefouert. Dat eent si lokal Campagnen, dat anert sinn national Campagnen. An et soll een déi zwou Saachen, mengte mir op jidde Fall als LSAP-Fraktioun, net matenee verméschen.

Duerfir si mer der Meenung, dass mer eng Trennung musse maache vun deem Ganzen. An da schéngt et mer net onlogesch ze sinn, dass een dann déi Period vu sechs Joer - wat eng ongewéinlech laang Period ass an enger Demokratie, dass een eigentlech nëmme all sechs Joer Wahlen mécht fir e wichtegt Gremium -, dass een déi hei ëm dräi bis véier Méint verklengert. Ech mengen, dass dat kenger Gemeng schuet, dass all Gemeng kann - si si jo alleguerten eréischt ganz am Ufank, si si jo eréischt an den éischten Deeg a Woche vun hirer neier Period - sech parfaitement dann organiséieren.

Wat sech wäert änneren - wat sech wäert änneren, do sinn ech sécher: Et wäerten am September 2023 manner Aweieunge sinn! Déi wäerten dann am Mee/Juni 2023 stattfannen.

(*Hilarité*)

Mä mat deem doten Ennerscheid, mengen ech, dass dat dote sech vertrieede léisst.

(*Interruptions*)

Wéi gesot, d'CSV huet, bis d'Regierung et offiziell no baussen ugekënnegt huet, och kee Problem eigentlech domadder gehat. An ech mengen, dass ech et schued fannen, dass sech déi verstänneg Stëmmen an der CSV op deem



dote Punkt net konnten duerchsetzen. Dat ass dann eben esou. Ech hoffen, dass dat eng Ausnahmscheinung bleibt bis zu den nächste Wahlen.

Dat gesot, wäert d'LSAP deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - An dee vun '23 op '29, wéi laang ass deen an de Gemengen dran, Här Bodry? Wéi laang?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - A wat fir enger Prozedur si mer, Här President?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Sechs an en halleft Joer! Sechs an en halleft Joer!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Bodry. Eisen nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. An hien ass scho prett.

(Brouhaha)

Sou, wann ech gelift! Elo huet just den Här Adam d'Wuert. Wann Der lech eppes ze soen hutt, frot lech d'Wuert, wann ech gelift!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Mam Projet de loi 7095 ännere mer d'Wahlgesetz. D'Wahlgesetz ass e wichtegt Gesetz. Duerfir ass selbstverständlech dësse Projet de loi och wichteg, net nëmme fir eis heibannen, mä fir all Bierger hei am Land.

Dem klengen Historique vum Här Berger brauch ech näischt bäizeflecken. Ech soen him Merci fir dësen Historique a fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport.

De Projet de loi vun haut de Mëtteg ass, wéi gesot, e wichtige Projet. Et geet engersäits drëm, d'Datume vun de Wahlen ze rëckelen, oder loosse mer soen anescht festzeleeën, an et geet awer och drëm, dass mer d'Opléisung an d'Erneuerung vun der Chamber anescht regelen. Meng Virriedner si schonn dorobber agaangen.

Firwat ass dëst Gesetz noutwendeg ginn?

Majo, et ass schonn zweemol vum Rhythmus geschwat ginn. Mir si mat de virgezunnene Wahlen vun 2013 aus dem Rhythmus komm. Dunn hu mer fir d'Éischt en neien Datum gebraucht. D'Chamberwahl sinn ëmmer um éischte Sonndeg am Juni gewiescht. An de Rapporteur huet och erkläert, dass mer dann d'Chamberwahlen eréischt a fënnf Joer an aacht Méint gehat hätten, wa mer näischt géife maachen. Mä mir konnten awer och net näischt maachen, well eben an der Verfassung steet, dass ee Mandat géif fënnf Joer laang daueren.

Mir halen déi Logik vu fënnf Joer bäi. An et soll awer och ëmmer de Wahldag sonndes sinn. De Wahlsonndeg ka geréckelt ginn, wann en an eng Schoulvakanz fält. Et kéint ee sech froen, ob dat nach muss néideg sinn, fir de Wahlsonndeg ze rëckelen, well mer virun allem jo och d'Bréifwahl méi wäit wëllen opmaachen. Mir sinn allerdinges der Meenung, dass dat wier gutt, de Wahlsonndeg soll nach och déi Bedeitung behalen, déi en am Moment huet, och wa mer duerch d'Bréifwahl eng Rei Ännerunge kréien. Mä dat ass jo e Projet, deen nach ënnerwee eréischt ass.

D'Chamberwahl sollen och net mat de Gemengewahl sinn. Dat wier schonn am Joer 2023 souwäit. Déi Debatt, wa Chamberwahlen a Gemengewahlen um selwechten Dag wieren, déi wier ganz schwéier hei am Land ze féieren, virun allem och, well mer eis jo net kënne vun den Duebelmandater trennen. Do wéisst ee jo och net richteg, wien een dann deeselwechten Dag a wéi ee Gremium géif stëmmen.

Den zweete Punkt, deen am Wahlgesetz och festgehale gëtt, dass ass den Ufank an d'Enn vun der Chamber. Deeselwechten Dag gëtt déi al Chamber opgeléist wéi déi nei vereedeegt gëtt. Et gëtt kee Vide méi, e Vide, dee mer bis elo haten. De Rapporteur huet d'lwuerleungen, déi zu dëser Léisung gefouert hunn, an och d'Iddien, déi de Statsrot heizou hat, erläutere. Duerfir brauch ech dat och net nach eng Kéier ze maachen. A mir si schonn der Meenung, dass déi Léisung, déi mer hei grad hunn, an do schéngt mer eis jo och eens ze sinn an de Parteien alleguer hei, dass dat gutt ass, dass mer déi Onsicherheit, zum Beispill an engem Krisefall, dass mer déi aus der Welt schafen.

Och wa mer, wéi gesot, hei Datume rëckele ginn, ass et awer och richteg, dass mer inhaltlech näischt un de Konditiounen vun de Wahlen änneren. Dat ass och gutt gesot.

D'CSV enthält sech beim Artikel 4. Mir bedauern dat. D'CSV huet och gesot, mir hätten eis 2013-2014 net geäussert zu dësem Gesetz. Vlächcht well mer eis et souwuel hätte kënne virstelle mat enger Wahl am Juni 2018 wéi och mat enger Wahl am Oktober 2018. Wou déi gréng allerdinges ëmmer eng Ausso gemaach hunn, dat war, dass mer frou wieren, wann d'Europawahlen an d'Chamberwahlen net um selwechten Dag géife leien, well mer ëmmer d'Gefill hätten, déi eng Wahle géifen ënnergoen an der Debatt, déi mer dann am Land haten.

Dat gesot, Här President, wëll ech och nach dem Här Bodry Merci soe fir säi verfassungsrechtlechen Iwwerbléck an och fir de Bléck an déi europäesch Länner. Do kéint ech dann nach aus eegener Erfahrung derbäisoen, dass de Lëtzebuerger Wahlsystem schonn ee ganz speziellen ass, well dass zum Beispill zwou Wahlen op engem selwechten Dag sinn, dass gesäit een an anere Länner ganz oft.

Wéi gesot, mir gi mat dësem Gesetz näischt inhaltlech änneren. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deenen Ännerunge vu sämtlechen Artikelen, wéi se am Projet de loi stinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleg Eugène Berger fir souwuel säi schrëftleche wéi mëndleche Rapport.

D'ADR wäert dësem Gesetz zoustëmmen. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wat fir eng Problemer dass mer an der Vergaangenheet haten. Ech brauch se net méi ze erwänen, meng Virriedner hunn dat am Detail gemaach. A mir wëssen och, a wat fir eng Situatioun dass mer elo, wat d'Prozeduren ubelaangt, erakomm sinn doduerch, dass mer eben duerch déi virgezunne Wahlen 2013 elo net méi konform zu der Constitutioun wieren, wa mer am ale Rhythmus géife bleiwen.

Ech brauch duerfir, wéi gesot, net méi op déi dräi éischt Artikelen anzegoen. Déi sinn zur Genuge hei erkläert ginn. A mir sinn eis jo och, mengen ech, iwwer all Fraktiounen a Parteien eraus eeneg, fir dat esou ze stëmmen.

Wa mer am Fong kucken, wat maache mer? Mä mir wiesselen. Mir wiesselen, mir leeën d'Gemengewahl vum Oktober an de Juni a mer leeën d'Chamberwahl vum Juni an den Oktober. Derbäi kënnt natierlech dann, dass d'Gemengewahlen an dësem Fall e puer Méint no vir gezu ginn. Mir haten dat och schonn eng Kéier gemaach 2012, well do virdu sinn d'Periode vun de Gemengeréit ëmmer den 1. Januar ugelaft. An do hu mer d'Gesetz geännert an dunn ass gesot ginn, d'Gemengeréit lafen direkt un, nodeem dass den Innenminister de Buergermeeschter vereedeegt huet, an de Buergermeeschter dann d'Schäffen an d'Conseillere, soudatt mer vun do un am Fong och déi éischte Kéier d'Mandater verkierzt hunn.

An dat war deemools emol nach guer net esou kloer gesetzlech geregelt, well ech ka mech erënneren, et war a menger Zäit wéi ech als Buergermeeschter opgehalen hunn, an duerfir feele mer a menger Carrière annerhallwe Mount. Mä mir haten deemools eng Nominatioun vu sechs Joer kritt! An deen neie Buergermeeschter ass awer schonn am Oktober vereedeegt ginn, an ech hat eng Nominatioun vu sechs Joer deemools. An dunn ass doriwwer diskutéiert ginn. Do ass gesot ginn: „Oh, mir ginn dovun aus, dass kee Problemer mécht“, well soss hätte mer am Fong zwee Buergermeeschtere gehat während e puer Wochen...

► **Une voix.** - Fir esou eng grouss Gemeng.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...fir esou eng grouss Gemeng. Mä och méi klenger hätten déi Situatioun kënne kréien...

(Hilarité)

...net nëmme eng vun deene gréissten aus dem Land oder virun allem eng vun deene beschten aus dem Land, mä och aner Gemengen hätten dat kënne kréien. Mä an dësem Fall ass et awer geregelt. An dësem Fall ass et elo kloer geregelt, dass d'Mandater nëmme bis deen Datum ginn. A mir kréien also net esou eng Situatioun.

Wat ech just wëll domat soen, dass ass, well verschidde Leit elo hei an d'Diskussioun erabrëngen, dass e Mandat géif gekierzt ginn: Dat hu mer och scho virun zwoelf Joer gemaach! An ech mengen, et war deemools och ee vun der CSV - wann ech mech net iren - Innenminister, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn. Duerfir, wéi gesot, mengen ech, solle mer dat heite gesein.

Dat Eenzegt, wat eis elo ka geschéien, dass ass, dass eventuell nach eng Kéier am Juni..., mat

den Europawahlen hu mer dat net esou richteg berücksichtigt, well bis elo d'Europawahlen och an de Juni falen, dass mer eventuell kéinten eng Kéier do zesummestosse mat den Europawahlen, well déi sinn am Juni bis elo nach ëmmer gewiescht a wäerten dat och an Zukunft sinn, well mir hu se mat de Chamberwahlen ëmmer zesammen organiséiert.

Et kann natierlech och kommen, wa mer erëm eng Kéier eng Regierungskris krite a mir krite déi am Fréijoer, da wäre mer erëm an enger äänlecher Situatioun. Dat heite Gesetz fonctionnéiert méi laang, wa mer keng Regierungskris kréien. Duerfir kann een nëmme an d'Zukunft d'Regierungen invitéieren, wa se schonn an eng Situatioun kommen, wou se ophale mussen, well et einfach net méi geet - mir hoffe jo elo, dass dat mat där heiten elo net méi geschitt -, mä dass se da vlächcht kucken...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nom Kalenner.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...nom Kalenner. Entweder nach e puer Wochen aushalen oder e puer Wochen eben éischter briechen,...

(Hilarité)

...fir dass mer net duerno erëm an déiselwecht Situatioun kommen, fir dass mer dann awer erëm d'Chamberwahlen am Juni hätten. Da misste mer d'Gesetz erëm änneren. An da géife mer zu de Gemenge soen: „Ma elo muss Dir erëm am Oktober viele goen, well mir am Juni elo erëm d'Chamberwahlen hunn!“ Dat heescht, dass hei fonctionnéiert alles genausou gutt, wéi dat virdu fonctionnéiert hat, bis mer eng Kéier eng Regierungskris haten. An do hu mer eis jo missen upassen.

Mir müssen eist Reglement, de Kolleg Bodry huet et gesot, och nach upassen. Mir kucke muer de Mëtten an der Reglementscommission, ob mer do eng Léisung fannen. Dat wäerte mer scho fannen. An da kann et scho sinn, dass mer d'nächst Woch hei vlächcht an der Chamber kënne och eist Reglement esou upassen, dass et dann am Gläichgewicht mat deem Gesetz ass, wat mer haut hei diskutéieren.

Wéi gesot, mir wäerten als ADR dësem Gesetz zoustëmmen. Mir waren och eng vun deene Parteien, déi ëmmer gesot hunn, mir hätte gär den Europawahlen an déi Nationalwahl getrennt. Dank der Regierungskris hu mer dat da kritt. Also, et ass näischt esou schlecht, dass net och eppes Guddes an esou eppes dru wier. Sou hu mer dann elo déi Trennung kritt.

Ech mengen, wa mer elo dee méi breeden Debat féieren iwwer d'Wahlgesetz am grouss Ganzen..., ech mengen, mir hunn an de leschte Woche villes driwwer diskutéiert. An de Kolleg Bodry hat jo och deementsprechend eng Question parlementaire gestallt iwwer déi Leit, déi, obscho mer d'Wahlpflicht hunn, net viele ginn, wat hei zu Lëtzebuerg am Prinzip stillschweigend esou akzeptéiert gëtt a wou mer dann dovun ausginn, wa mer de Wee vun der Bréifwahl an esou viru méi fräi maachen, dass mer do een Deel vun deene Leit kréien, a sécherlech och een Deel vun deene Leit, déi dat zwar haut scho kéinte maachen, déi iwwer 75. Wann dat vereinfacht gëtt, wäert och vlächcht en Deel vun de Leit iwwer 75 da méi nach un de Wahle participéieren, obscho se et net mussen.

Et ass och eng aner Diskussioun, wou mer géife mengen, dass een déi sollt mat an d'Diskussioun eranhuelen. Mir wëssen, dass dat zwar och net esou einfach ass. Mä d'Diskussioun vun de Wahlbezierker! Ech mengen, mir hu permanent och heibannen an dobaussen an der Öffentlechkeet d'Diskussioun vun ee Wahlbezierker oder déi véier Wahlbezierker bäibehalen. Bei den Europawahl funktionnéiere mer mat engem Wahlbezierker a bei de Chamberwahl funktionnéiere mer mat véier Wahlbezierker.

Mir kennen alleguer déi Diskussiounen, déi an der Vergaangenheet gelaf sinn an déi nach ëmmer doruechter lafen, dass dat einfach net de Regeln alleguer entsprécht an dass kleng Bezierker engersäits benodelegt ginn. Mir wëssen awer och, dass et Diskussiounen gëtt, wa mer ee Wahlbezierker hunn, dass dann e kleng Bezierker vlächcht net méi d'Garantie huet, mat esou vill Deputéierten an der Chamber vertritt ze sinn. Dat ass alles theoretisch. Dat kann een net soen. Dat hânt natierlech ëmmer vun de Kandidaten of.

Mä sécher ass et awer, dass mir jo heibannen alleguer net d'Interesse vun engem Bezierker ze verrieden hunn. Mir hunn d'Interesse vun der Gesamtheit vum ganze Land hei ze verrieden. An duerfir stellt och déi Fro sech, ob et richteg ass, nach bei de véier Wahlbezierker ze bleiwen. A mir als ADR wären Demandeur derfir, wa mer schonn déi Diskussioun iwwer eng gréisser Reform vum Wahlgesetz féieren, dann och déi Iwwerleeung an déi Diskussiounen mat eranzeéien.

Dat gesot, Här President, géif ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eise Grupp fir dëst Gesetz bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, dass wat déi meescht Leit dobaussen no dëser Debatt wäerte kënne matuelen, dass ass, dass wahrscheinlech an enger Véierelstonn kloer ass, dass de 14. Oktober d'nächst Joer gewielt gëtt, wat bis elo esou an där doter Form net kloer war.

Déi Diskussioun, déi mer féieren - meng Virriedner si schonn drop agaangen - geet eigentlech zréck op zwou Saachen: éischtens, de Widersproch tëschent dem Wahlgesetz, dem aktuellen Text vum Wahlgesetz an der Verfassung, der Dispositioun vun eiser Constitutioun. Den Här Bodry ass ausféierlech drop agaangen. Och deen eigentlech an der Vergaangenheet relativ laxen Émgang mat eiser Verfassung fänt un... oder ass hei een Element, woumat mer ophalen.

Déi Diskussioun ass awer och doduerjer zustane komm, dass mer Neiwahlen haten. An och duerch déi Aart a Weis, wéi déi Neiwahlen zustane komm sinn, hu mer 2013 festgestallt, dass ab deem Moment, wou den deemolege Premierminister hei ugekënnegt huet, dass en elo bei de Grand-Duc géif goen an dee géif froen, fir d'Chamber opzeléien, dass ab deem Moment d'Chamber opgeléist war an et awer gläichzäitig eng geschäftsféierend Regierung ginn ass, déi weider agéiere konnt ouni d'Kontrollfunctioun vun der Chamber, dass heescht, eng Regierung ouni Parlament.

Dat huet e strukturell ondemokratesche Charakter. A mat dësem Gesetz gi mer géint des Praxis vir. Mat deem enge Bemoll, deen och schonn ugeschwat ginn ass, dass ass deen: Wann elo erëm eng Kéier virgezunne Wahle wieren, vu dass eis Verfassung am Moment op deem Punkt nach ëmmer virgesäit, dass de Grand-Duc deen ass, deen d'Dissolitioun proklaméiert an dass verschidden aner Paragraphen vun der neier Verfassung net émgesat ginn, dann ass et den Arrêté, deen den Datum festsetzt vun der Sortie vun den Deputéierten, also wéi laang d'Chamber nach a Functioun ass. A bei deem Datum ass de Wonsch natierlech grouss, dass dee relativ no bei den Neiwahlen ass. Mä dat ass net sécher.

Deen drëtten Punkt, deen och elo hei ausbeg diskutéiert ginn ass, deen awer och, mengen ech, positiv ass, dass déi ganz Fro vum Zesummefale vu Wahlen. Wéi eng ganz Retsch aner Parteien ware mir och ëmmer der Meenung, dass et net glécklech ass, dass d'Europawahlen an d'Chamberwahlen op deemselwechten Dag stattfonnt hunn, aus deem einfache Grond, well doduerjer d'Europawahlen an déi europäesch Froen an Debatten, déi dorunnerhängen, strukturell u Wäert verluer hunn, well den Haaptfokus natierlech op de Legislativ-, op de Chamberwahl geleeën huet.

Wann et elo zu enger Situatioun, wéi se 2023 méiglech wier, erëm géif kommen, dass d'Gemengewahlen an d'Chamberwahl géifen zesummefalen, dann ass d'Gefor natierlech och do, dass eng vun deenen zwou an deenen effentlechen Debatte géif ënnergoen. A vu dass déi meescht Debatte mediatiséiert sinn, wieren dat wahrscheinlech d'Gemengewahlen, wou et och em aner Sujete geet wéi an den Nationalwahlen. Duerfir fanne mer de Prinzip och gutt, dass een hiegt an déi zwou Wahle vuneneen trennt.

Mir sinn awer prinzipiell der Meenung, dass, wann ee schonn un den Artikel 186 vum Wahlgesetz erugaangen ass, en hält kënne méi konsequent sinn an d'Mandatsperiod, d'Dauer tëschent de Gemengewahl konsequent reduzéieren op fënnf Joer, dass dat d'Regel wier, wéi laang eng Mandatsperiod vun de Gemengeréit dauere soll.

Dat aus e puer Grënn: éischtens, well mer, wa mer en europäesche Verglach maachen, gesinn, dass déi Dauer vu sechs Joer eng éischter ausseruerdentlech héich ass. D'Regel europawäit, wat d'kommunal Demokratie ugeet, ass éischter véier oder fënnf Joer. A mir mengen och, dass doduerch, dass d'Leit all fënnf Joer hire Gemengerot viele kéinten, d'kommunal Demokratie u sech scho géif kënne gestärkt ginn. Duerfir menge mer, dass déi Periode vu fënnf Joer, dass dat eng Debatt ass, déi awer och an Zukunft nach muss weidergefuert ginn.

A mir hätten an deem heite Fall och méi e propperen Zyklus. An deem Fall wier et esou gewiescht, dass 2022 Gemengewahl gewiescht wieren, 2023 Chamberwahlen an 2024 Europawahlen. An ausser am Fall vu virgezunnene Neiwahl wier dat en Zyklus gewiescht, dee sech iwwer Joren hätt kënne



weiderzéien, wou och net, wat elo Gefor leeft ze entstoen, Situatioune komm wieren, wou véier Joer hannerteneen iwwerhaapt net gewielt gëtt, weder kommunal nach national nach bei den Europawahlen. Tëscht 2019 an 2023 si véier Joer, wou net gewielt gëtt. An datselwecht nach eng Kéier tëscht 2024 an 2028. Och deem hätt ee kënne mat eiser Propositioun entgéintwierken.

Dëst gesot, Här President, menge mer awer, datt d'Gesetz u sech e Fortschritt duerstellt, e Fortschritt par rapport zur aktueller Situatioun an och e Fortschritt par rapport zur aktueller Handhabung. An duerfir wäerte mer dat Gesetz hei och matstëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wëll och fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir d'Erklärungen. Ech mengen, vill Virriedner hu schonn eng ganz Rei Saache vun deemem Projet soulevéiert.

Eppes steet fest, de Statsrot seet et och, dass e Mandat vun Deputéierten - nach eng Kéier: duerch d'Verfassung, deen Text, deen déi héchste Valeur huet am Land - fénnef Joer dauert. Deen héchsten Text, d'Verfassung, seet: „fénnef Joer“, keent méi. Selbstverständlech, et kéint manner sinn, mä net méi. Manner wier, wann eng Chamber opgeléist géif ginn.

Während mer bis elo gewinnt waren, dass spéitstens um Wahlsonndeg d'Parlament opgeléist ginn ass an dass mer dann am Fong um Wahlsonndeg eng nei Chamber gewielt hunn, wou mer dann awer kee fonctionsfäegt Parlament haten, bis déi 60 Deputéiert vereedeegt gi sinn, féiere mer mat deemem Gesetz am Fong de permanente Charakter vun der Chamber an. An ech mengen och, dass dat e ganz wichtige Punkt ass, an ech soen och der Kommissioun Merci fir déi konstruktiv Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

An Zukunft wäerte mer also am Normalfall ni méi ouni Chamber dostoen. Ech ka mech erënnere, wéi mer hei waren a wéi d'Chamber opgeléist gi war, wou du grouss Froe waren, wou hei e bësse Panik am Haus war, well mer net méi woussten, wéi mer sollte weiderschaffen. An ech ka mech erënnere, wéi mer ënner dem President Mosar all zesummekomme sinn, fir ze kucken, wéi maache mer elo weider, well keen eng Anung hat, wéi mer iwwerhaapt sollten an esou enger Situatioun zesummeschaffen. Duerfir fannen ech et och wichtig, dass mer hei dese Schrëtt maachen.

Et ass och eng Demande vun all Partei gewiescht, fir d'Europawahlen an d'Chamberwahlen ze trennen. Dat ass eng Realitéit gewiescht mat deene virgezunne Wahlen an ech mengen, dass dat och elo definitiv wäert sinn.

Elo zu deem leschte Punkt, wou gesot ginn ass, dass mer d'Gemengeverrieder e bësse géifen iwwerrasche mat engem Text, deen elo géif kommen: Deen Text hu mer jo net no de Gemengewahlen, Här President, deposéiert. Et ass jo net, wéi wann deen Text an deem leschte Mount, also säit dem Oktober, wou d'Gemengewahle waren, deposéiert gi wier. Deen Text ass den 28. Oktober 2016 (veuillez lire: 18. November 2016) deposéiert ginn an der Press virgestallt ginn - an der Press virgestallt ginn! -, wou mer kloer gesot hunn, dass, well mer all drësseg Joer déi zwou Wahle riskéieren ze hunn, eben d'Gemengemandat méi kuerz soll sinn. Dat heescht, et ass net, dass mer deen een oder deen aneren hätte wëllen iwwerraschen.

Den Depot war den 18. November 2016 an den Avis vum Conseil d'État vum Mäerz 2017, et war eng Kommissioun den 22. Mäerz 2017, den 29. Mäerz 2017 an den 3. Mee 2017. Dat heescht, et ass net, wéi wann ni iwwert deen dote Punkt geschwat gi wier an der Éffentlechkeet. Ech mengen, dass och de Gemengeconseiller elo net iwwerrascht wier, wann en dat dote géif gewuer ginn. Wéi gesot, den Text ass schonn deposéiert ginn an et war fir eis wichtig, fir dat esou ze maachen.

Firwat maache mer dat, Här President? Ech wëll just drun erënnere, um wivill Auer mer déi lescht Resultater hate virun e puer Woche bei de Gemengewahlen. Dat heescht, mat wat fänke mer un? Da gëtt ausgezield. Mir bréngen et net fäerdeg, an engem Dag, wou d'Wahlbüroen um zwou Auer zoumaachen, owes déi definitiv Resultater alleguerten ze hunn, well d'Leit och vill panachéieren et cetera, et cetera.

Dat heescht, mir géifen da Chamberwahlen a Gemengewahlen deeselwechten Dag hunn.

Mat wat fänke mer un? Wou ginn d'Plakater opgehaange vun deem engen a vun deem aneren? Wou fënnt den Débat statt, deen demokrateschen Débat, dee wichtig ass? An duerfir si mer wierklech der Meenung, dass een all 30 Joer soll evitéieren, dass et zu esou enger kokasser Situatioun kënnt.

Ech hunn lech gesot, de Wahlsonndeg gi ronn 260.000 national Wielerstëmmen deposéiert. An dann hu mer och nach Wahlbüroen, wou jo bei de Gemengewahlen d'Netlëtzebuurger wienl dierfen. Dat heescht, déi dierfen dann an d'Wahlbüroer goen, mä déi hunn dann eng Urn, wou se dierfen en Ziedel ofginn, an eng aner, wou se da bei de Chamberwahlen net dierfe wienl, well se jo nëmmen dierfe fir déi eng an net fir déi aner wienl.

Duerfir si mer och der Meenung,...

► **Une voix.** - Do hale mer eis dëst Joer och nach net drun.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Duerfir si mer der Meenung, dass et wichtig ass, dass d'Wahlen hei getrennt ginn. Ech gesi just, dass vun der CSV ech haut ebe matgedeelt kréien, dass se domadder e grouse Problem hunn. Nach eng Kéier, Här President: Den Text ass am November 2016 deposéiert ginn. Et ass keng Iwwerraschung. Dat wat priméiert, d'Mandat vum Deputéierten, ass duerch d'Verfassung virgesinn. D'Gemeng ass duerch d'Gemengesetz virgesinn. An duerfir ass et wichtig, dass mer dës Annerungen haut maachen, fir dass kee Vakuum am Parlament bleift, mä virun allem och, fir dass mer evitéieren, dass mer Wahlen hätten, wou mer et net géife fäerdegbréngen, bannent annerhallwem Dag oder zwee Deeg iwwerhaapt Resultater ze kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Vu dass mer den Antrag vun de Kollege vun der CSV hunn, fir separat iwwert den Artikel 4 ofzestëmmen, géif ech lech virschloen, dat elo direkt ze maachen. Merci.

Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi 7095

Déi, déi fir den Artikel an der jëtzege Form sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi dergéint sinn, mat Nee. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

37-mol Jo, 23-mol Nee, domat ass den Artikel 4 an der jëtzege Form bestätegt.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi 7095 iwwer goen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7095 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

37-mol Jo, 23 Abstentiounen, domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Taina Bofferding) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lam-

berty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif lech da proposéieren, fir elo iwwert d'Motiounen a Projeten ofzestëmmen, déi mer gëschter diskutéiert hunn. Ech gi jo dervun aus, dass d'Motiounen diskutéiert sinn. Wann dat net de Fall wär, da maacht Der mech dorop opmierksam.

Als Éischt géife mer iwwert d'Motioun N°1 ofstëmmen, déi vum Här Fernand Kartheiser beim Débat iwwert den Developpement abruecht ginn ass.

(Brouhaha)

Soll ech nach eng Kéier ufänken?

► **Plusieurs voix.** - Nee.

4. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)

Motion 1

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir géifen iwwert d'Motioun vum Här Kartheiser ofstëmmen, déi hie gëschter beim Débat iwwert den Developpement abruecht huet a wou et em de Schutz vum Liewen an der Gesondheet vu Kanner an hire Mammen am Kader vun der Entwécklungspolitik geet. Kann ech dovunner ausgoen, dass d'Motioun diskutéiert gouf?

(Brouhaha)

Gutt. Dann, wann den Auteur do dermat d'accord ass, da stëmme mer of.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Taina Bofferding) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zur Motioun, déi den Här Laurent Mosar gëschter abruecht huet iwwert déi grujelech humanitär Kris am Jemen.

5. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)

An och hei, mengen ech, ass d'Diskussioun gelaf. Kënne mer hei à main levée ofstëmmen?

Well ech mengen, dass et hei zu Recht e Konsens gëtt an der Chamber.

Sidd Der d'accord mat der Main levée?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien ass fir d'Motioun?

Géigepruf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

D'Motioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass an och vun der gesamter Kommissioun gedroen ass, ass domat eestëmmeg ugeholl.

6. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)

Dann hu mer de Projet de loi 7143 an och do war alles diskutéiert an ech stellen de Projet dann elo zum Vott. Dat ass de Projet iwwert d'Kooperatioun an den Developpement.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7143 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Nee. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze beantragen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Ech hoffen, dass ech elo näischt vergiess hunn. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 7186, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Logement, an et betrëfft de Mietzuschuss. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorebelen Här Max Hahn. Ech hunn e bëssen Zäit gewonne fir lech. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

7. 7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Rapport de la Commission du Logement

► **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. D'Situatioun um Wunnengsmaart ass dramatesch. Dese Constat maache mir net eréischt säit Kuerzem, mä zanter ville Joren, Joren, an deenen d'Politik et net fäerdegbruecht huet, d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien.

Oft gëtt am Débat iwwert de Logement just iwwert de Verkafspräis vu Wunnenge geschwat. Jo, mir sinn eng Eegentums-gesellschaft, an dat ass och gutt esou. An awer dierfe mir d'Aen net verschléisse virun der dramatescher Entwécklung, déi de Lëtzebuurger Wunnengsmarché och am Beräich vum Locatif duerchmécht. D'Loyere klammen op d'mannst genau esou séier wéi d'Verkafspräisser. De Problem bleift ëmmer deen nämlechten: D'Offer u Wunnenge kënnt bei Wäitem net un d'Demande erun. A

wann eppes rar ass, da klammen d'Präisser. Dofir ass de Constat net nei, dass mer méi Wunnengen d'Joer mussen bauen.

Dat Zil wärte mir mat dësem Projet de loi sécher net errechen, an dat ass och net de Sënn vun dësem Gesetzestext. Hei geet et vill méi dorëms, e Rettungsanker fir déi Leit ze geheien, déi de Moment zu Lëtzebuerg lounen a seriö Problemer hunn, fir sech iwwer Waasser ze halen. Et sinn nämlech grad Leit mat klengen a mëttlere Revenuën, déi sech et net leeschte kënnen, en Haus oder eng Wunneng ze kafen, a soumat op de Marché locatif uge-wise sinn.

Viru bal genee zwee Joer hu mir hei d'Gesetz gestëmmt, dat dat sougenannt „Wunnegeld“ agefouert huet. Zënterhier gëtt et also och eng konkret Wunnengshëllef, déi d'Locataires zu Lëtzebuerg finanziell ënnerstëtzt. Am Joer 2016 waren eng ronn 18.600 Stéit viséiert, déi vum Wunnegeld profitéiere kéinten. Bis den 1. Juli 2017 hunn awer just 2.005 Stéit och wierklech vun dëser Mesure profitéiert, dat entsprécht engem Taux vu ronn 11% vun der cibléierter Populatioun.

Als Erënnerung, fir vum Wunnegeld profitéieren ze kënnen, muss een aktuell dräi Konditiounen erfëllen:

Éischtens: De Revenu vum Stot muss ënner dem „seuil de faible revenu“, also dem maximal zoulässegen Akommes, leien. Dëse Seuil gëtt aus der Moyenne vum qualifizierten an dem netqualifizierten Mindestloun gerechent. Dëse louch am Joer 2015 bei 1.768 Euro an ass am März 2017 duerch e groussherzoglecht Reglement op 1.874 Euro eropgesat ginn.

Zweetens: De Loyer muss op d'mannst 33% vum Nettoakommes ausmaachen.

An drëtzens: De Stot muss zu Lëtzebuerg um Privatmarché lounen.

Här President, dëse Gesetzesprojet setzt un dëse Kritären un, fir dass méi Stéit vum Wunnegeld profitéiere kënnen a fir esou ze errechen, dass d'Wunnegeld och wierklech fir eng daitlech Entlaaschtung vun de Locataires zu Lëtzebuerg suergt.

D'Wunnegeld gëtt op am Ganze véier Punkten ëmgeännert.

Éischtens: An Zukunft muss de Loyer just nach op d'mannst 25% vum Akommes ausmaachen. Et war nämlech effektiv esou, dass bei villen Demanden, déi refuséiert goufen, de Loyer tëschent 25% an 33% louch.

Zweetens: Déi sozial Transferten, zum Beispill d'Kannergeld oder d'Allocation de vie chère, ginn net méi bei d'Akommes derbäigerechent. Och dës Moosnam mécht Sënn, well d'sozial Transferte jo e gewëssent Zil erfëlle sollen an aner Ausgabe wéi déi vum Logement decke sollen.

Drëtzens: Dat maximal zoulässegt Akommes gëtt daitlech an d'Luucht gesat an un d'Zuel vun de Persounen respektiv vun de Kanner am Stot gekoppelt. Dat maximal zoulässegt Akommes fir eng eenzel Persoun läit an Zukunft bei 2.500 Euro amplaz vu bis ewell deenen 1.874 Euro.

A véiertens: An Zukunft muss een net méi sechs Méint reguläre Salaire nowise kënnen, mä just nach dräi Méint.

Här President, laut Berechnunge vum Ministère wäerten net méi just 18.600 Stéit, mä 28.620 Stéit vum Wunnegeld profitéiere kënnen. Oder a Prozent: Ab dem 1. Januar wäerte 64,9% vun de Locataire vum Wunnegeld profitéiere kënnen.

Här President, ech géif op dëser Plaz gär e puer konkret Beispiller ginn, fir d'Inzidenz vun dëse Mesuren ze illustréieren.

Beispill 1: Eng eenzel Persoun mam qualifizierten Mindestloun. No den aktuelle Kritäre fält eng Persoun mam qualifizierten Mindestloun, déi eleng wunnt, wéinst hirem Akommes aus der Population cible eraus. Well dat net maximal zoulässegt Akommes awer op 2.500 Euro eropgesat gëtt, kann och dës Persoun elo vum Wunnegeld profitéieren.

Beispill 2: Zwou Persounen mam onqualifizierten Mindestloun. No den aktuelle Kritäre géifen esouguer zwou Persounen an engem Stot, déi allen zwee den onqualifizierten Mindestloun verdéngen, net vum Wunnegeld kënnen profitéieren. Mat dësem Gesetzestext gëtt hiert maximal zoulässegt Akommes vun 2.811 Euro op 3.750 Euro eropgesat, an och si kënnen elo vum Wunnegeld profitéieren. Dat bedeit fir dee Stot all Mount 124 Euro méi, méi och u Kafkraaft. Dat stellt ëmmerhin eng Bruttosteigerung vun iwwer 6% beim aktuelle Mindestloun duer.

Beispill 3: E Stot mat zwee Kanner. Huele mer elo eng Famill mat zwee Kanner, wou d'Elteren alle béid den onqualifizierten Mindestloun verdéngen. Och si hunn am aktuelle System keen Usproch op Wunnegeld, well de Montant vum Kannergeld vun op d'mannst zweemol 265 Euro mat an hire Revenu gerechent gouf a si esou iwwer dem maximal zoulässegen Akommes louchen. Net nëmme gëtt dëse Seuil an d'Luucht gesat, mä och d'sozial Transferte wéi d'Kannergeld ginn net méi berücksichtegt, soudass dës Famill netto 174 Euro méi zur Verfügung huet. Dat entsprécht enger Bruttosteigerung vu ronn 8,75% vun engem onqualifizierten Mindestloun.

Sollt déi nämlech Famill dann e Revenu vun zweemol dem qualifizierten Mindestloun hunn, kënn hir och deen neien „taux d'effort“ zougutt, deen hire Loyer am Verglach zum Revenu ausmécht. Am aktuelle System läit dësen Taux bei minimal 33%. D'Famill misst also e Loyer vun iwwer 1.300 Euro bezuelen, fir kënnen vum Wunnegeld ze profitéieren. Mam neien Taux d'effort vu minimal 25% muss de Loyer just nach 1.000 Euro bedroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir mierkt also un dëse konkrete Beispiller, dass déi nei Kritären net vu Muttwëll sinn. Aktuell gëtt an der politescher Aktualitéit iwwer de Mindestloun geschwat. Dëse Projet de loi suergt derfir, dass an Zukunft all Resident, egal ob mat qualifiziertem oder netqualifiziertem Mindestloun, eng konkret Hëllef do ugebuede kritt, wou et wierklech néideg ass, nämlech um Lëtzebuurger Wunnengsmarché.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et sinn nämlech net d'Salariéen, déi zu Lëtzebuerg schaffen an am Ausland wunnen, déi e Problem hunn, iwwer d'Ronnen ze kommen. An Zukunft wäerte 64,9% vun de Stéit, déi zu Lëtzebuerg lounen, vum Wunnegeld profitéiere kënnen. Dëst féiert zu enger daitlecher Kafkraafterhéijung vun dëse Leit.

De finanziellen Impakt vun dësem Projet ass am Budget mat ronn 10 Milliounen agesat ginn. Heibäi geet een dervun aus, dass 15% vun der Population cible d'Wunnegeld no den neie Kritäre wäerten ufroen. An et geet ee vun enger Moyenne vun 150 Euro pro Mount a pro Stot aus, déi ausbezuelen ginn.

Ofschléissend wëll ech nach bemierken, dass de Statsrot a sengem Avis zu dësem Gesetzestext näischt ze beanstanden hat. Ech verweisen och op mäi schrëftleche Rapport an déi entspreche Dokumenter um Portail, wat d'Avise vun de Chambre-professionnelle betrëfft.

Dëst gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an ech soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lies.

Hutt Der changéiert? Bon, dann d'Madamm Andrich. Kommt, Ladies first, dann hutt Dir d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Mir schwätzen awer net zu zwee.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Dir hutt d'Wuert, Madamm Andrich.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Ongewinnt, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass e Gesetz, knapps ass et e Joer a Kraaft, schon nees muss op de Leescht geholl ginn. Net, well de Kleeschen haut kënn, neen, d'Gesetz huet ganz einfach net gegruff. Et huet säin Zil verfeelt, d'Armut an den Armutsrisiko ze bekämpfen.

De Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport, huet eis elo just déi verschidden Aspekter virgestallt. D'CSV begréisst, dass d'Gesetz nogebessert gëtt, virun allem, dass et elo duergeet, wann de Stot 25% vum Akommes fir säi Loyer ausgëtt anstatt 33%. Mä mir hunn awer och op eng ganz Rei Ongerechtegkeeten higewisen, grad ewéi d'Caritas an d'Chambre des Salariés:

Et ass lamentabel, dass grad Famillje mat Kanner vill Problemer hunn, fir eng dezent Wunneng ze fannen. Et gëtt och nach ëmmer kee regional ofgestëmmte Referenzloyer. E Loyer fir eng Wunneng am Norden zum Beispill läit bei 750 Euro, am Zentrum dogéint bei 1.100 Euro. E sougenannte Mietspiegel, sou den Här Minister, wier awer hei net méiglech aus Dateschutzgrënn. Dofir: Wéi schätzt de Minister an, dee Problem geléist ze hunn?

Dann hu mer och zweeërlee Notznëisser vun der Loyerszoulag bei den RMG-Bezéier. Déi nei RMG-Bezéier falen ënner d'Wunnegeldgesetz a

kréie bis zu 300 Euro Loyerssubventioun. Déi virum Gesetz kréie weiderhin eng Majoratioun vun 123 Euro. Op Nofro vun der CSV huet de Minister matgedeelt, et wier en Arrangement getraff mam Fonds national de solidarité, dem FNS. De Service logement, dee soll elo déi betreffen RMGiste bei hirem Demande uschreiwien, dass se kënnen fir déi gënschtegste Formule optéieren, wa se schonn eng Bonifikatioun fir de Loyer kréien.

Mécht den RMG-Bezéier keng Demande, ass en op d'Informatiounen iwwer den Office social ugewisen. Dat héiert sech net onbedéngt wéi eng Simplification administrative un. Grad déi dote Leit kommen net gutt un d'Informatiounen. Datselwecht géllt och fir déi potenziell Notznëisser mat niddregem Revenu, déi kee Kontakt mat engem Office social hunn. D'Regierung ass jiddfalls gefuerdert. D'Informatioun vun de Professionelle muss optimiséiert ginn an Informatiounscampagnë sinn néideg.

Fazit: eng Drëps op de waarme Steen! Et bleiwe weiderhi Mësstänn an der Wunnengspolitik insgesamt. D'Loyerspräisser klammen. Si klamme monter weider. Laut leschten Tendenz vum LISER, dem Luxembourg Institute of Socio-Economic Research: plus 4,1% an der Moyenne zënter 2010, plus 2,1% déi lescht zwielef Méint. Déi lescht véier Joer si se souguer progressiv méi schnell eropgaange wéi déi aacht Joer virdrun a si klamme méi séier wéi d'Mëttelekommes.

D'Eropsetze vun der TVA bei Zweetwunnenge vun 3% op 17% wäert freier oder spéider och op d'Loyeren drogeschloe ginn. Kaim Aus-sicht also fir Entspannung um Logementsmaart. Et ginn net genuch bezuelbar Wunnengen, näischt Neies, an entre-temps e parteiwwergräifende Konsens.

Eng ganz Rei Lëtzebuurger Famillje mat Kanner plënnere bekannterweis iwwer d'Grenz. Wien ass nach betraff? Elengstoend Persounen, jonk Leit oder Familljen am Ufank vun hirem Liewensplan - déi mussen oft méi wéi 40% vu hirem Revenu fir de Loyer op den Dësch leeën -, besonnesch fragiliséiert Persounen: Elengerzéier a sozialen Noutlagen, meeschtens Fraen, Persounen mat Behënnerungen, psychesch Kranker, an net ze vergiessen d'Flüchtlingen. Déi riskéieren, an onwierdege Konditiounen ze wunnen.

D'Problematik vun de Cafészëmmeren, déi zu horrende Präisser verloung ginn, ass nach ëmmer akut. D'Gesetzespropos vum honorabele Marc Lies schéngt awer net gradesou akut gesinn ze gi vun der Regierung. Derbäi kënn eng onkohärent Familljepolitik, wou grad Famillje mat méi Kanner net esou gutt ewechkommen, entgéint deem, wat d'Regierung behaupt.

D'CSV hat iwwereng am Kader vun där och sozial ongerechter Steuerreform fir eng méi staark Entlaaschtung vun den ënneschten Akommeschichte plädéiert.

Wat ass néideg? E globalt Konzept fir eng Wunnengspolitik, net nëmme fir déi Schwächst an der Gesellschaft. Haaptsächlech feelt et u soziale Wunnenge fir ze lounen, mä och u Wunnenge mat moderate Loyeren.

D'Preparative sinn amgang fir e weideren Débat de consultation Ufank 2018. Deem wëll ech och net virgräifen. D'CSV huet bis elo scho vill Proposen op den Dësch geluecht. Schéin a gutt nees ze debattéieren, mä dës Kéier geet et allerdéngs drëms ze agéieren.

Madamm Presidentin, d'CSV begréisst, dass haut d'Wunnegeldgesetz nogebessert gëtt, fir dass méi Stéit sollen an de Genoss dovun kommen, wa se dann eng Wunneng fannen. An et schéngt mer sënnavoll, regelméisseg Bilan ze zéien, ob et och säin Zweck erfëllt.

Domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Andrich. Just fir Intendance-Uerdnung: Ass et elo definitiv esou, dass den Här Lies net schwätzt, well d'CSV huet hien als Éischte gemellt gehat?

(Interruption)

Okay. Et ass gutt. Dat ass da kloergestallt. Merci.

Als zweeten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci. Madamm Presidentin, et mécht jo elo net ganz vill Sënn, fir déi eenzel Dispositiounen, déi mer bei der Subvention loyer elo änneren, nach eemol all opzezielen. De Rapporteur, deem ech bei dëser Geleehheit dann och wéilt felicitéiere fir säi Rapport, huet dat am Detail gemaach.

Mir Sozialiste sinn der Meenung, dass all dës Adaptatiounen richteg an néideg sinn. Et ass awer zäitgläich och verréckt feststellen, dass

vun de bal 19.000 Stéit, déi mat dëser Hëllef viséiert waren, der just e bësse méi wéi 10% och eng Demande gestallt hunn. Stell Der vir, de Stat leet 28 Milliounen op den Dësch an et kënn kee se sichen!

Ech hu jo selwer zu dësem Gesetz hei an der Chamber geschwat an ech hunn d'Regierung deemools felicitéiert derfir, dass se esou vill Leit mat dësen Hëlfe am A hat, nämlech bal 10% vun der Gesamtbevëlkerung vum Land. Elo, zwee Joer méi spéit, muss mer feststellen, dass dës Berechnunge sech an der Wirklecheit als net wouer erausgestallt hunn. Op d'Ur-sachen dovunner geet de Rapporteur a sengem Bericht an an e schwätzt vun der Angscht viru Stigmatisierung, der grousser Mobilitéit um Locatiounsmarkt, dem Manktum un Informatioun oder nach de komplizierten Prozeduren. Un all dësen Ur-sache wäert wuel eppes Woueres dru sinn.

Allerdéngs gesinn ech nach eng aner Ur-sach, an dat ass déi vun de Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir dës Hëlfe ze kréien. Déi 33% vum Revenu, déi mer als Taux d'effort minimal virgesinn haten, ware wuel berechtigt. An dat si jo och bekanntlecherweis op internationalem Plang déi Wäerter, déi unerkannt sinn.

Nach muss een awer wëssen, dass d'Käschte vum Wunne vill méi si wéi de Loyer eleng. Zu deem, wat e Stot muss all Mount opréngen, fir ze wunnen, gehéieren och Chargen, Assurances, Astandsetzungen, Entretien, heiansdo Avancen a sëllech aner Fraisen, soudass ee séier iwwer deenen 33% vu sengem Netto-revenu ausgëtt fir ze wunnen, quitte dass de Loyer selwer an eleng knapps dorënner läit. Et ass also kloer, dass déi Konditiounen, déi mer virun zwee Joer festgesat hunn, vill ze restriktiv waren.

Den Taux d'effort gëtt elo op 25% erofgesat an endlech ginn och dann d'Transfert-sociale wéi d'Grompergeld, oder nach méi wichteg, d'Kannergeld net méi matgerechent an de Seuil de faible revenu gëtt eropgesat op zum Beispill 2.500 Euro fir eng eenzel Persoun. Den Här Hahn hat eis e puer Beispiller ginn.

Déi Adaptatiounen, déi mer also hei virhuelen, si berechtigt a ginn der Realitéit vun de Stéit, déi lounen, vill méi gerecht.

Wann een nach eppes bedauere kann - an do sinn ech bei lech, Madamm Andrich -, dann ass et, dass mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Mietspiegel hunn a mer weiderhi mat engem Loyer de référence national rechnen. Dobäi misst et awer jiddwerengem kloer sinn, dass de Loyer um Kierchbierg en aner ass wéi deen zu Rémeleng oder zu Clief. Mir appelléieren dofir un d'Regierung, un esou engem Mietspiegel ze schaffen, mat alle Schwierigkeeten, déi mer kennen, e Mietspiegel, deen eis géif weisen, wéi héich d'Loyeren an deene verschiddene Regione vum Land wierklech sinn.

Ee Wuert nach zu enger vermeintlecher Angscht viru Stigmatisierung. An ech soen dat hei och ganz haart: Bei deene Präisser, déi ewell op dem Wunnengsmarkt gefrot ginn, brauch kee Mënsch - kee Mënsch! - hei am Land sech ze schummen, fir dës Wunnengshëllef unzefroen!

Ech géif awer wëllen nach eemol op de Prinzip vun dëser Loyershëllef zréckkommen. De Skandal ass net, dass mer haut mussen d'Konditiounen vun dëser Hëllef änneren. Deen eigentleche Skandal ass, dass mer esou eng Hëllef iwwerhaapt an eise Land brauchen! Skandaléis sinn nämlech d'Präisser um Locatiounsmarkt, grad wéi d'Wunnengs- an d'Terrains-präisser insgesamt an hir onwahrscheinlech Evolution an de leschte Joren, jo, Jorzéngten.

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Ech erënneren nach eemol drun, dass an de leschten zéng Joer d'Loyere fir Appartementer ëm 43% an d'Luucht gaange sinn, während d'Inflatioun bei knapps 24% louch.

Nach méi skandaléis ass awer de Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg mussen eng Loyerssubventioun aféieren, well grad emol 2% vun eise gesamt Parc immobilier hei am Land Sozialwunnenge sinn! De Verglach mam noen Ausland ass do schockant: Däitschland 6%, Belsch 7%, Frankräich 19% an Holland phenomenal 35%.

A well mer et verpasst hunn, an de leschte Jorzéngte genuch soziale Wunraum ze schafen, ass dës Subventioun méi wéi berechtigt. Ech hunn och dofir absolutt kee Versteesdemech fir déi, déi dës Wunnengshëllef am Fong kritiséieren, virun allem och, well et déi éischte Kéier ass, dass mer eng Hëllef aféieren, déi de Locataire ënner d'Äerm gräift. Bis ewell waren eis Hëlfe, ob steierlech oder via Subsiden, ëmmer fir d'Propriétaire geméint.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Dobäi wësse mer, dass déi Vulnerabelst um Wunnengsmaart d'Locatairë sinn. Dat eleng scho rechtfertegt dës Hëllef. Ouni dës staatlech Hëllef iwwerloosse mer d'Locatairen engem total entfesselte Maart!

Mir preparéieren den Abléck an der Kommissioun e gréisseren Debat iwwer de Logement. Fir d'Logementsproblematik awer an de Grëff ze kréien, brauche mer konsequent Decisiounen, kee Gepiddels a scho guer kee Klientelismus. Als Politik muss mer alleguerten dofir Courage weisen, an dat iwwert d'Parteigrenzen eraus.

Haut maache mer eng gutt Saach am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet an och an der Bekämpfung vun der Armut, mä dat geet nach laang net duer. Als Sozialisten erwaarde mir eis dofir ganz vill vun där bekannter Konsultatiounsdebat am Februar. Mir hoffen, dass et do net bei de Sonnesriede bleibt, mä dass mer zesumme konsequent virgi géint d'Spekulatioun a géint d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart.

Mir si bereet, fir d'Problemer unzepaken, an hoffen, déi aner Fraktiounen alleguerten och! Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Merci, Madamm Presidentin. Och ech wëll direkt am Ufank Merci soe fir d'Ausféierunge vum Rapporteur Max Hahn, souwuel am Schrëftleche wéi am Mëndlechen, wou en a sech op d'Detailer agaangen ass, firwat dës Wunnengshëllef iwwerhaupt agefouert ginn ass a firwat no annerhallwem Joer haut esou eng Refonte dovun gemaach gëtt. An ech mengen, ech ka gréisstendeels alles ënnerschreiw, mat ënnerstëtzen, wat den Här Cruchten virdrun hei och zu deenen eenzelne Moosname gesot huet, soudass mer dat och voll ënnerstëtzen.

Effektiv, wann een d'Zuelen héiert: 19.000 waren et der virdrun, déi u sech eligibel gewiescht wieren, 2.000 hunn der et nëmmen am Usproch geholl. Do hëllef Informatiounscampagnen a si méi wéi néideg, déi do misste kënne besser gräifen. Insbesondere och d'Office-socialen hunn do e grouse Stellwäert. Och déi missten an deem Punkt méi ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, haut gi mer erop op 28.000. Mir erhoffen eis, dass mer entsprecherend da méi eng breet Gesellschaftsschicht och kënnen errechen an dass do engersäits och där Penurie kann entgéintgewierkt ginn.

Et ass och scho gesot ginn: Dat hei ass éischer eng Moosnam, déi d'Demande stimuliert. An do kann ech och nëmmen ënnersträchen: Mir hunn awer éischer e Risemanktum op der Offer. Ech mengen, do ass et och, wou de Schong am meeschten dréckt, insbesondere bei de Locatiounswunnengen. D'Zuele si virdrun genannt ginn. Do bleibt munches ze doen.

Et ass och elo scho gesot ginn: Am Februar maache mer eng gréisser Konsultatiounsdebat. Och fir do net allem virzegräifen, wollt ech just ee Punkt erausgräifen, well et och de Moien um Radio war. De President vun der Chambre immobilière, deem huet gesot: „Mir wäere prett, fir do eppes ze maachen.“ Et mag sinn, dass d'Privatwirtschaft sécherlech gebraucht gëtt, fir Wunnengsbau ze maachen, awer ech mengen, dat géif besser an der ëffentlecher Hand leien.

Ech soen zwee Punkten: Mir kennen d'SNHBM an och de Fonds du logement. Ouni elo an d'Detailer ze goen, mengen ech, hunn déi eng gutt Aarbecht an der Lescht gemaach. Mir hunn awer 105 aner, ëffentlech Säiten, dat sinn eis Gemengen, déi scho ganz vill Efforte gemaach hunn, an déi wäerten och an Zukunft Efforte mussen maachen. An ech denken, dat ass den drëtten ëffentlechen Träger, deem awer fir mech besser misst ënner d'Aerm gegräff kréien.

Mir hu jo dee Pacte Logement, deem ënnerwee ass, dee jo och de Moment an enger Refonte ass. An ech mengen, dee misste mer beschleunegen. Ech mengen, wa mer en, wéi ugeduecht, a Richtung vun engem Pacte Climat ausschaffen, näamlech eng logistesche, technesch a finanziell Hëllef, da kéinte mer och déi Offer vill méi schnell opgräifen. Ech hoffen, dass mer dee Projet och an där Debat méi ausgibeg diskutéiere kënnen, awer och eng Beschleunegung an engem zweete Pacte Logement, oder Pacte Logement 2.0, wéi e genannt gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

An dann huet natierlech d'Privatwirtschaft do e Rôle ze spillen, fir ze hëllef, dat mat de Ge-

mengen ze bauen, respektiv mam Stat. Ech mengen awer, dass de Lead an deene soziale Wunnengen, insbesondere do, oder an deem Locatiounswunnengsberäich, fir deen Taux endlech an d'Luucht ze bréngen... Et ass niewent den zwee ëffentlechen Träger och mat deem drëtten - näamlech deenen 105 Gemengen, oder elo zum 1. Januar, mengen ech, da gi mer erof op 102, well duerch déi dräi Fusiounsgemenge gëtt dat reduzéiert - e grouse Marche ze maachen oder e grouse Worf ze maachen, awer just ënner där Bedingung, dass mer natierlech och déiselwecht Konditiounen do maachen an eng propper a gutt Hëllefstellung maachen, e Reseau vu Berodungen, an och technesch Berodung op de Gemengen direkt. An do ass vill Potenzial. Dat kënne mer ëmsetzen.

Duerfir, mir ënnerstëtzen dat heiten. Wéi gesot, d'Debatt: Mir freeën eis drop, am Februar och konstruktiv méi eng breet opgestallten Debat hei kënnen ze féieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Och mir als ADR wollten dem Här Hahn Merci soe fir säin extrem präzise Rapport, wou ee ganz genau gesäit, wourëm et hei geet. An och dem Här Yves Cruchten wollt ech speziell Merci soen, well en huet op d'Krukhigewisen, firwat dat dat heiten néideg ass. Firwat mer dat heiten och ënnerstëtzen, dat ass, well mer hei am Land en extrem, extrem klenge Park u soziale Mietwunnengen hunn.

A genau duerfir ginn ech dem Kolleg Kox net recht a sengen Ausféierungen. D'ëffentlech Hand huet hei jorzéngtelaang nohalte versot. An et ass effektiv elo Zäit, dat mer op dee Wee ginn, wéi en haut de Moien opgewise ginn ass duerch de Jean-Paul Scheuren vun der Chambre immobilière, dat d'Privathand vill méi agebonne gëtt an de Bau vu Mietwunnengen, vu bezuelbare Mietwunnengen.

Mir ënnerstëtzen deem heite Projet, well en absolut blutnéideg ass am Moment fir Leit, déi sozial drop ugewise sinn. Mir sinn eis awer bewosst, an och dat ass schonn ugeklongen, dat natierlech ëmmer all Subventionierung eng Gefor mat sech bréngt, näamlech déi Gefor, dat doduerch d'Präisser eropginn. An enger Situatioun, wou souwiesou d'Demande vill méi grouss ass wéi d'Offer, kann dat e ganz perwersen Endeffekt hunn.

Mä trotzdem ënnerstëtze mer dat Gesetz a wäerten et als ADR matstëmme. Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Dann als leschte Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Madamm Presidentin. Oh Wunder, d'Gesetz huet net gegräff! Wien hätt dat geduecht? Doriwuer ass schonn déi leschte Kéier diskutiert ginn. D'Gesetz huet net esou gegräff, wéi geplängt. Et gëtt elo e bësse reforméiert. Et wäert héchstwahrscheinlech e bësse méi gräifen, mä am Fong bleibt eis Kritik jo déiselwecht.

Well firwat gëtt esou eng Aide au logement vun dëser Regierung gemaach? Mä ganz einfach, well d'Logementspolitik vun dëser Regierung en Echec ass an en Echec wäert bleiwen. An d'Konsultatiounsdebat, déi am Februar wäert stattfannen, déi héchstwahrscheinlech wäert interessant sinn, wäert, mengen ech, e bëssen ze spéit kommen. Well ech erënneren drun, dat déi heite Regierung - wéini war dat? -, ech mengen, 2013 gewielt ginn ass. 2013 ass déi heite Regierung gewielt ginn.

D'DP, déi de Logementsressort hat, huet de Logementsressort deementspreechend ganz seriö geholl an och riicht duerch besat. Et ass immens vill geschitt an deem Ressort. Duerno huet missen e Wiessel geschéien. Et ass e bësse méi geschitt, muss ee soen, mä et ass net dat Richtegt geschitt, well dee richtege Problem ass weiderhin deen - dat gouf scho gesot, mä mir soen dat mat Nodrock als déi Lénk zënter Joren -, dat aneschtens wéi d'ADR et sot, et net ass, dat de private Marché muss méi agebonne ginn - deen ass scho genuch agebonnen, dee mécht hei d'Gesetz quasi um Logement -, mä dat déi ëffentlech Hand elo muss radicalement intervenéieren.

Well mir si mat enger Urgence hei konfrontéiert um Logement. An do kann een net just e bëssen hei flécken an e bëssen do flécken. An déi heiten Aide locative, egal wéi gutt se verbessert gëtt, dat ass schlussendlech eng indirekt - dat kann ee soen - Beförderung awer erëm eng Kéier vun de Propriétaires, well et ass nach ëmmer net kloer, dat d'Propriétaires herno op Dauer erëm dovunner wäerte profitéieren an

hir Loyere wäerten deementspreechend erhéieren, wat och d'Chambre des Salariés an hirem Avis seet. An där modifizierter Versioun um Gesetz misst jo och wéinstens e Mechanismus virgesi ginn, fir dat bei enger Augmentatioun vum Loyer, déi a Verbindung wier mat der Aide locative, dat do e Mechanismus misst agefouert ginn, dat wéinstens och schonn d'Locatairë missten informéiert ginn, wat se kéinten ënnerhuele bei de Logementskommissiounen um Gemengenniveau, déi meeschtens och net esou richteg funktionéieren.

Et sinn nach ëmmer eng Partie Saachen, déi mir kritiséieren. Elo ass dat reforméiert ginn, dat een net méi muss beweisen, dat een iwwer sechs Méint en Aarbechtsvertrag huet, mä nach just dräi Méint. Et stellt sech d'Fro: Firwat iwwerhaupt? Souwiesou, wann een e Bail huet - well an anere Länner brauch een dat net -, huet ee scho bewisen, dat een eben eng Wunneng huet.

Dat ass erëm eng Hürd. Déi kéint een ofschaffen. An och de Loyer de référence. Deen ass natierlech onméiglech. Mir hunn eng Moyenne vu Loyer an der Stad fir en Appartement, déi iwwer 1.700 Euro ass, am Osten iwwer 1.100 Euro. Dat sinn ëmmerhi gutt 600 Euro Ennerscheid. Dat heescht, dat een an der Stad nach méi Schwierigkeete kann hu wéi am Osten, well mer wëssen, dat u sech d'Präisser staark variéiere vu Géigend zu Géigend, also dovunner ofgesinn, dat se iwwerall eendeiteg vill ze vill héich sinn.

A weiderhin ass och de Plafonnement vun den Aidé relativ niddreg. An e misst och adaptéiert ginn, wéinstens un d'Deierecht. Mä mir hate schonn ëmmer e Problem, well mer gesot hunn, schlussendlech, et ass jo einfach als Stat dohinnerzegen, fir ze soen: „Boff, als Regierung wäerte mer jo näischt géint d'Spekulatioun maachen. Mir wäerten näischt maachen, fir d'Präisser vum Buedem ze bremsen, fir d'Präisser vun de Loyerer ze bremsen, mä mir wäerte mat Steiergelder eben erëm eng Kéier indirekt d'Propriétaire finanzéieren.“

Mir niéieren net, vu dat d'Situatioun esou katastrophal ass, dat et wahrscheinlech wäert kuerzfristeg e puer Leit e bëssen hëllef, mä op Dauer wäert dat net vill gräifen.

Déi nächst Regierung - well ech maache mer keng Illusiounen méi an dëser Regierung -, ech weess net, wéi déi nächst Regierung wäert ausginn, mä déi nächst Regierung wäert mussen massiv ëffentlech investéieren, selwer bauen, de private Marché brieche - dat muss ee soe ganz einfach - vun de grouse Promoteuren, vun de grouse Spekulanten. Dat ass dee Wee, deem ee muss goen. An ech mengen, déi Konsultatiounsdebat kënnt e bëssen ze spéit.

A wann ech och nach kucken, elo grad krute mer och an der Stad - ëmmerhin ee Fenneftel vun de Leit liewen an der Haaptstad - endlech d'Déclaration échevinale presentéiert dëse Méinden. Do ass deelweis och déiselwecht Partei dra wéi an der Regierung. An do gesinn ech: Do wäert sech och net vill bewegen. Et deet mer wierklech leed: Ech hunn heiansdo den Androck, dat gewësse Milieue sech hei zu Lëtzebuerg domadder satisfaiséieren, dat u sech immens vill Leit d'Land mussen verlossen, fir am Ausland kënnen ze liewen, an dat u sech nëmmen déi Leit kënnen hei zu Lëtzebuerg liewen, déi et sech nach leeschte kënnen.

Ech soen lech Merci. Mir wäerten eis enthalen.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Da géif ech elo direkt der Regierung, vertrueden hei duerch de Logementsminister Marc Hansen, d'Wuert ginn, fir Stellung ze huelen zu de verschiddene Punkten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement.*- Madamm Presidentin, léif Membere vun der Chamber, ech wëll elo net ze vill an all Detail op déi verschide Punkten agoen, déi ernimmt gi sinn op dëser Plaz, well mer jo déi grouse Debat hunn, an Dir sidd jo och an der Logementskommissioun amgang, déi intensiv ze preparéieren.

Ech géif awer vläicht e puer Saachen eng Kéier kuerz an dat richtegt Liicht setzen, well déi hei ernimmt gi sinn an awer net onwichtig sinn. Et ass jo gesot ginn, dass déi ëffentlech Akteuren net genuch Mietwunnenge géife bauen. Ech soen dat aus Aktualitéitsgrënn, well mer de Moien am Regierungsrat déi lescht Aktualisatioun vum eise Programm vun de Constructions d'ensembles gemaach hunn. Do sinn erëm 18 nei Projeten dropgesat ginn. Déi 18 nei Projeten, dat sinn da ronn 150 Unitéiten. Do si 60 Unitéite ronn fir d'Vente an 90 Unitéite fir d'Locatioun.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.**)

Op deenen Aktualisatiounen vum deem Programm vun de Constructions d'ensembles, där gouf et der puer... Zanter Oktober 2014 sinn 362 nei Projeten drop. Dat si ronn 4.300 Wunnengen: 1.660 fir d'Vente a ronn 2.600 fir d'Locatioun. Dat heescht, dat, wat ëmmer gesot ginn ass, dass dat just fir d'Vente wär, dat ass amgang ze dréien. An Dir mierkt et jo un deem dote Prozentsaz: Mir sinn amgang, an déi Richtung ze kommen. Natierlech kritt een dat och net vun engem Dag op deen anere geännert, mä dee Prozentsaz vun de Locatiounswunnengen ass, esou wéi et och am Regierungsaccord steet, amgang gedréit ze ginn, fir an déi aner Richtung ze goen.

Wichtig an deem dote Kontext ass awer och d'Zuel vun de Gemengen, well dat och kuerz ernimmt ginn ass, déi awer och amgang sinn, sech ëmmer méi hirer Responsabilitéit bewosst ze ginn. Vun deenen neie Projete vun de Moie kommen der ronn 55% aus Gemengehand. Iwwert dee ganze Kontext vun deenen Aktualisatiounen leie mer och bei deene 55%, wat vu Gemengen ass. Mä do ass awer - an ech mengen, dat ass jo och ee vun de Constaten aus Ären Aarbechten aus der Logementskommissioun - do ass eben nach Loft no uewen, soudass een doriwuer natierlech soll schwätzen.

Ee Wuert dann och iwwert d'Beschleunegung vum Pacte Logement an der Refonte dovunner. Natierlech wäerte mer elo erëm eng Kéier op de Gas trëppelen, mä, Här Kox, Dir wësst dat selwer: Et ware Gemengewahlen am Oktober. An do virdrun war et deen een oder anere Mount net méiglech, fir doriwuer ze schwätzen.

Mir waarden. Well mer dat am participativen Effort maachen, maache mer dat jo och mam Syvicol zesummen. De Syvicol ass jo och amgang, sech nei ze constituéieren. A wann dat dann alles erëm opgestallt ass, wéi dat sech gehéiert an alle Gemengen, gi mer natierlech och weider, fir dorunner ze schaffen. Mä ech mengen, déi Aarbechte waren awer konstruktiv, an da soll een, wann déi alleguerten erëm constituéiert sinn an de Gemengen an am interkommunale Kontext, erëm virufueren.

Ech wëll och dem Rapporteur Max Hahn Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport an déi Aarbecht an der Kommissioun. Ech wëll och Merci soe fir dee grouse Support hei an der Chamber. Déi éischte Kéier bei deem heite Vott, du gouf et, mengen ech, déiselwecht breet Zoustëmmung.

An da wëll ech awer och e Punkt soen: Wa mer jo alleguerten - an dat ass awer och, mengen ech, wichtig an deenen heiten Zäiten - awer mierken, dass bei engem Gesetz, wat mer alleguerte gestëmmt hunn, entre-temps e puer Punkten net gräifen, dann ass et, mengen ech, och der Politik net onwichtig an et steet der Politik och gutt zu Gesicht, dass een dann zesummen higeet, dat ajustéiert an et esou mécht, dass et da kann esou vill wéi méiglech gräifen.

Well firwat ass déi heiten Aide iwwerhaupt agefouert ginn? Et ass jo schonn e laange Prozess. Déi ass jo agefouert ginn, well et e grouse Retard gëtt an deene Locatiounswunnengen, fir eben am soziale Beräich kënnen der unzibidden a fir deem Retard entgéintzewierken. Wärenddeem déi nei Wunnenge gebaut ginn, geet et jo drëm, fir déi, déi um private Marché lounen, doranner ze ënnerstëtzen.

Eppes awer och vläicht, wat och zum Schluss gesot ginn ass, wat d'Locatiounspräisser ugeet. Ech géif lech alleguerten eng Kéier uroden, dee leschten „Fokus“ vun dem Observatoire de l'habitat ze liese mat de Loyerspräisser an de Moyennespräisser. Dat sinn awer anerer wéi déi, déi elo grad hei op der Tribün genannt gi sinn. Deen „Fokus“ vun dem Observatoire kum eigentlech am Juli eraus.

Do läit de Moyennespräis fir e Moyennesappartement am Land bei ronn 960 Euro, queesch duerch d'Land gekuckt. Dat sinn awer natierlech Moyennen. Am Zentrum ass dat 1.100 Euro oder 1.150, mengen ech. Ech weess se elo net ausweneg. An an anere Beräicher vum Land läit dës an anere Paragen. Natierlech gëtt et extrem Positionen, wéi déi, déi elo vläicht hei ernimmt gi sinn. Mä dat dote sinn déi Zuelen, déi mer awer vun deenen Akteure presentéiert kréien.

Mir hunn d'Efforten, déi op där Subvention loyer leien, elo hei an d'Luucht gesat. Mir hu vill Konditiounen ofgeschafft, déi et vläicht komplizéiert gemaach hunn, déi mer och zesummen esou beschloss haten. An ech mengen, wann een dat jo mierkt, da solle mer och responsabel sinn, fir dat ze ajustéieren, wat mer jo dann och haut maachen.

Ech soe Merci fir de Support a si frou, dass mer dat heite kënnen adoptéieren an et dann och an der Praxis kënnen ëmsetzen an dann natierlech och nach eng Kéier en Effort maachen - d'Madamm Andrich hat dat och hei gesot - an dem Informatiounsberäich. Mir haten déi leschte Kéier och Formatioune gemaach fir déi Leit aus den Office-socialen. Do sinn der och vill komm aus de Gemengen oder aus deene Reseauen, déi do aktiv sinn.

Ech hu selwer, an ech wäert dat och elo erëm maachen, den Tour an de Gemenge gemaach. Ech hunn och de Gemengeresponsablen do d'Missioun, wann ech iwwerhaupt eng Missioun ze erdeelen hunn, mat op de Wee ginn, dass si an hire Gemenge solle mat hire responsabele Leit doriwwer schwätzen, fir dat kënnen un déi concernéiert Leit weiderzeginn. Well et geet net nëmmen duer - dat muss een och maachen -, fir breet Masseninformatiounen hei fléissen ze loosse, mä et muss een och cibléiert kënnen un déi Leit erukommen, well déi vläch net ëmmer esou accessibel sinn, fir déi doten Informatiounen ze hunn, aner Suergen nach am Kapp hunn. An dat ass eppes, wat mer deemools scho gefleegt hunn, wou mer elo nach méi en Effort wäerte maachen. Et war an der Kommissioun diskutéiert ginn.

An dann awer och Merci fir déi Efforten an der Kommissioun, well mir haten de Bilan gemaach an de Constat gemaach, dass et der net vill waren, an dann hat ech e puer Propositionen op den Dësch geluecht. Dat waren eben déi, vun den 33% op déi 25% ze fueren, an aner. Déi sinn och praktesch am Konsens do mat de Propose vun deene verschiddene Memberen aus der Kommissioun dunn ëmgese ginn. An ech mengen, et ass jo awer och esou, wéi an deem dote Beräich d'Politik sollt a ka fonctionnéieren. Mir hoffen, dass elo vill Leit kënnen dovunner profitéieren, fir hinnen am Alldag ze hëllefe bei deem schwierige Problem, wat de Logement nun eemol ass a wäert bleiwen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. A mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7186 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7186 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass...

► **Une voix.** - Et geet net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech hu 60 Ofstëmmungen. Da misst alles geklappt hunn.

58-mol Jo, 2 Abstentounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojeten. An

d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

8. 7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei der Orientéierungsdebatt vun haut geet et ëm net manner wéi 27 grouss Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung mëttel- a laangfristeg wëllt realiséieren. Dir verstitt, dass ech net op all Projet am Detail kann agoen.

Fir datt dës Projeten effektiv kënnen ëmgese ginn, muss d'Chamber fir d'Éischt hiren Accord de principe dozou ginn. Dat bedeit, dass déi néideg Etüden a Pläng fir all eenzelne Projet eréischt däerfe realiséiert ginn, wann d'Chamber der Regierung den Optrag dofir gëtt. An et ass dat, wat mir haut wëlle maachen.

Eng kuerz Erklärung nach zu der Prozedur: Dir wësst, dës Prozedur ass 2005 agefouert ginn a bezitt sech op sämtlech grouss Infrastrukturprojeten, déi viraussichtlech méi wéi 10 Milliounen wäerte kaschten. Derbäi kënn, dass fir all Projet, deen iwwer 40 Milliounen wäert leien, e speziell Finanzéierungsgesetz muss ausgeschafft ginn.

D'Zil vun dëser Prozedur besteet doran, d'Chamber vun Ufank un an d'Planung vun de Projeten anzebezieen an och fir méi Transparenz ze schafen, wat hire Finanzement ubelaangt. Aus deemselwechte Grond muss den Nohaltegeektsminister d'Budgetskontrollkommissioun och regelméisseg iwwert déi finanziell Entwécklung vun all Projet an d'Bild setzen. Souvill zu der Prozedur.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Ziel vun de Projeten, déi haut diskutéiert ginn, ass, wéi gesot, net kleng, et sinn der 27: 6 dovun gehéieren an de Beräich vun den Eisebunnsinfrastrukturen, 7 an de Beräich vun de Ponts et chaussées a 14 falen der ënnert d'Verantwortung vun der Administration des bâtiments publics.

Ech fänken u mat de Projete vun den CFL, déi iwwert de Fonds du rail finanzéiert solle ginn.

Beim éischten handelt et sech ëm de Bau vun engem Park & Ride-Gebai mat 400 bis 500 Emplacementer um Arrêt Bascharage-Suessem, wou momentan just 100 Parkplaze bestinn. Dëst Parkhaus soll an de Joren 2021-2022 realiséiert ginn a beleeft sech viraussichtlech op e Käschtepunkt vu 15 Milliounen Euro.

En zweete Park & Ride mat op d'mannst 350 Emplacementer soll an de Joren 2021-2022 op der Gare vun Elwen am Norden entstoen, dëst fir e Käschtepunkt vun ongeféier 12,5 Milliounen Euro.

Dann zum drëtten Projet. Dee besteet aus der Suppressioun vum Passage à niveau 81b zu Capellen, dem Bau vun engem Parking mat 70 Stellplazen an dem Neibau vun der Haltestell op deemselwechte Site. An deem Kontext gëtt och d'Haltestell verlängert, fir genuch Plaz fir all Zuchkompositioun ze schafen. Donieft wäert de Site och behënnertegerecht a vélosfrëndlech amenagéiert ginn, dat Ganz mat engem Käschtepunkt vun ongeféier 17,2 Milliounen Euro.

Eng weider Haltestell, déi moderniséiert a behënnertegerecht amenagéiert gëtt, ass déi vu Walfer. D'Aarbechte sollen tëschent 2020 an 2022 stattfannen a kaschte viraussichtlech 11,9 Milliounen Euro.

Dann nach dee fënnefte Projet, deen ass zu Bierchem ugeduecht, do soll d'Gare op der Beetebuerger Streck an de Joren 2020-2022 moderniséiert ginn. Hei ass villes geplangt. Dat aalt Gebai soll ofgerappt ginn, well et sech vum technesche Standpunkt hier net gutt renovéiere léisst. Amplaz kommen dofir awer geheizt Raim fir d'Clientéi vun der Bunn.

Donieft enthält de Projet och eng behënnertegerecht Uppassung vun allen Infrastrukturen, de Bau vun enger neier Ennerféierung, d'Verlängerung vun de Quaie, fir datt och hei all Zuchkompositioun um Quai kann halen, eng mBox fir Véloen, en neien Informatiounssystem fir d'Clienten an eng Erneuerung vun den elektreschen Traktiounen. De Käschtepunkt läit bei dësem Projet bei ongeféier 11,7 Milliounen.

Dee sechsten a leschten Eisebunnsprojet ass technescher Natur a bezitt sech op d'Erneuerung an dräi Phase vun de Sécherheitsinstallatiounen op der Nordstreck, dat heescht op der Eisebunnslinn tëschent der Stad Lëtzebuerg an Elwen. Dëst fir e Käschtepunkt vun ongeféier 36,7 Milliounen Euro.

Ech kéim da bei d'Ponts et chaussées, wou d'Projeten iwwert de Fonds des routes finan-

ziéiert ginn a virun allem geduecht sinn, dat wëll ech betounen, fir méi Parkraum a méi Plaz fir de Bus a fir de Vélo ze schafen.

Deen éischte besteet aus dem Bau vun engem Park & Ride zu Mesenich bei Waasserbëlleg, direkt op der däitscher Grenz, wou momentan 261 Stellplazen installéiert sinn. Dëse Projet verleeft an zwou Phasen. Déi éischt besteet aus dem Bau vun zousätzleche 737 Parkplazen ënner fräiem Himmel, déi zweet Phas aus dem Bau vun engem Parkhaus mat ganzer 990 Stellplazen, soudatt de Berechnungen no insgesamt 1.727 (veuillez lire: 1.727 zousätzlech) Parkplaze fir d'Grenzgänger direkt bei der Grenz zur Verfügung wäerte stoen.

Parallèll dozou si Busnavetten an enger héijer Frequenz virgesinn, fir d'Pendler direkt op dëser Plaz opzefänken an da mat der Navette an d'Stad ze bréngen oder an d'Regioun ronderëm. E Virschlag, deen an der Chamberskommissioun op open Ouere gestouss ass, war deen, Parkhaiser wéi dat hei, mä och grouss Parkplazen ënner fräiem Himmel an Zukunft mat Fotovoltaikanlagen auszerüsten. Déi Propos ass vum Minister positiv opgeholl ginn. An och déi Etüde wäerten ulafen, wann Dir d'accord sidd.

Den zweete Projet vu Ponts et chaussées ass am Uelzechtdall virgesinn a bezitt sech op de Reamenagement vun der N7 tëschent Miersch a Walfer. Dat ass eng gréisser Streck. Hei ass geplangt, de Stroosseraum zugonschte vun de Vélosfuerer, de Foussgänger a vum Bustransport ëmzebauen an eng ganz Rei Moosnamen ze realiséieren, fir d'Vitesse op där Streck erofzesetzen an de Stroosseraum méi gréng ze gestalten.

Dëse Projet ass zesumme mat de betraffene Gemengen ausgeschafft ginn an en ass am Kontext vun der allgemenger Verkéiersberouegung vun de Statsstroossen an den Uertschaften ze gesinn, esou wéi dat och a verschiddene Gemenge vum Süde scho realiséiert gëtt.

En drëtten grousser Projet zugonschte vu méi enger nohalteger Mobilitéit ass den Amenagement vun enger sougenannter „Vélo-Expresslinn“ laanscht d'Escher Autobunn, d'A4, tëscht dem Echangeur Esch-Lankelz an dem Echangeur Leidelleng-Nord. Dës Vélosstrooss souzeseen, déi éischt am Land, soll begrëngt ginn. Si soll komplett getrennt vun der Autobunn verlafen a mam Pôle d'échange Cloche d'Or respektiv mam Contournement vun Zeisseng a mat der Porte de Hollerich verbundene ginn, soudatt een dee Moment roueg a securiséiert vun Esch bis an d'Stad mam Vélo ka fueren.

Parallèll dozou wäert op der Autobunn eng getrennt Spur fir de Bus entstoen. Dës sougenannt „voie bus à confort élevé“ ass grad wéi d'Véloslinn e wichteg Element vum sougenannte Plan national pour un développement durable, deen op d'Reduktioun vun CO₂-Emissionen setzt an de Vélos- a Bustrafic als wichteg Element vun engem ëmweltfrëndleche Mobilitéitskonzept ugesäit.

Ëm ëmweltfrëndlech Mobilitéit geet et och beim Projet um „Bus à haut niveau de service“, dem BHNS, deen transversal duerch de Süde vum Land soll verlafen, dëst tëschent Dideleng a Péiteng.

D'Ponts et chaussées, den MDDI, d'Gemengen Esch, Suessem a Schëffleng, de Syndicat TICE an d'Cellule modèle de transport, d'CMT, koumen hei zur Konklusioun, dass esou e Bus déi bescht Léisung wier, fir d'Mobilitéit an der Südregioun méi effikass a méi nohalteg auszerüchten. An deem Sënn ass de BHNS mat enger Capacitéit vu bis zu 30.000 Passagéier am Dag als wichteg Ergänzung zu den TICE-Busser an zum Zuch am Süden unzegesinn an net als hire Konkurrent.

Beim fënnefte Projet geet et dann ëm eng nei Verbindungsstrooss, déi tëschent dem Pont Buchler bei der Stater Gare an Hollerech soll entstoen. Dëse Projet gëtt an enker Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg an der Association Wurth-Landewyck, déi un der Ausaarbechtung vun dësem Projet bedeelegt sinn, ausgeschafft.

Konkret geet et ëm de Bau vun engem neien Tracé, deen duerch Hollerech féiert an op der Escher Strooss an der Géigend vum aktuelle Gebai vun der Sécurité sociale soll erauskommen. Dës Verbindung steet och am Kader vun der Urbaniséierung vun deem Quartier. Si schafft awer och Plaz fir d'Assise vum Tram, deen op dëser Streck a Richtung Hollerecher Gare wäert fueren. An donieft schafft se och eng Verbindung zu der A4 a Richtung Esch.

De sechste Projet, dat ass eng weider Stéchtstrooss, déi an der Géigend um Sandweiler an Hamm virgesinn ass, fir de Camionstrafic um Rond-point Irgäertchen ze reduzéieren. Dëse Projet gesäit eng nei Verbindung zu den Aktivitéitszone vu Sandweiler, Hesper a Conter vir a soll et erlaben, de Giddertransport vum normalen Trafic ze trennen.

Dëse Projet steet an enkem Zesammenhang mam siwenten, an zwar mam Reamenagement vum Rond-point Irgäertchen, deen nodréiglech an d'Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojeten opgeholl ginn ass, well et sech erausgestallt huet, dass en eppes iwwer 10 Milliounen wäert kaschten, dëst aus technesche Grënn.

Den drëtten a leschte Volet, op deen ech ze schwätze kommen, bezitt sech op déi öffentlech Gebaier, ugefaange mat siwe Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert ginn.

Deen éischte besteet aus dem Neibau vum Bâtiment Robert Schuman um Kierchberg, wat Ufank de 70er Jore gebaut ginn ass an den haitegen Ufuerderungen a villen Hisiichten net méi gerecht gëtt. Ech muss do net an d'Detailer goen. Dir wësst, dass Gebaier aus de 70er Jore renovéierungsbedürftig sinn, wa se iwwerhaupt nach kënnen erhale ginn. Hei ass dat wahrscheinlech net de Fall.

An deem Gebai sinn d'Iwwersetzungsservicer an d'Imprimerie vun den europäeschen Institutionen ënnerbruecht. Am Kontext vum Reamenagement vun der Place Robert Schuman soll dëst Gebai mat Liewe gefëllt ginn, an zwar doduerch, dass Raum geschafe gëtt fir Wunnengen, kleng Geschäfte, Services de proximité a liberal Beruffer. Ugeduecht ass och, dass en Dokumentationszentrum iwwert déi europäesche Institutionen an där Infrastruktur soll entstoen. Wéi gesot, eng Infrastruktur, déi wahrscheinlech wäert ganz nei gebaut ginn, wat deem Ganzen och eng historesch a kulturell Plus-value wäert ginn.

Direkt niewendru läit bekanntlech d'Philharmonie. Och an deem Gebai gëtt geschafft. Et geet drëms, de Foyer ze vergréisseren an déi néideg Plaz ze schafe fir eng professionell Restauratioun mat enger moderner Kantine fir d'Kënschtler, mä och mat engem zäitgemäissen a méi groussen Empfangsraum fir de grand Public.

Den drëtten Projet bezitt sech dann op de Prisons vu Schraaseng, dee renovéiert soll ginn. Dëse Projet gehéiert an de Kontext vun der Réforme pénitentiaire, déi ënner anerem derzou féiert, dass d'Prevenuen am Joer 2022 zu Suessem am Prisons vum Uerschterhaaf wäerten ënnerbruecht ginn. Domat wäert Plaz am Prisons vu Schraaseng fräi gi fir de Bau vun enger zäitgemäisser Kichen, vu Besuchsraum, enger geriatrescher Unitéit, wou ee muss wëssen, dass déi eeler Prisonspopulatioun aner Bedürfnisser huet, zum Deel och krank ass an dofir besser getrennt vun deenen anere Prisonéier ënnerbruecht ass. An donieft soll hei och enie Sécherheetstrakt entstoen.

De véierte Projet um Niveau vun den öffentlechen Gebaier besteet aus der Konstruktivatioun vun engem gemeinsamen Zentrum fir d'Retungsdréngschter a fir d'Police zu Esch mat Parking a gemeinsame Raimlechkeeten. Dëse Projet soll et erlaben, Synergien tëschent de Rettungsdréngschter an der Police ze schafen. De Site stéisst un de Parking vun engem bekannte Supermarché zu Esch/Lalleng - Dir wësst, wien ech mengen - am Boulevard Aloyse Meyer a verleeft a Richtung Schëffleng.

Ëm d'Police geet et och beim nächste Projet, an zwar méi speziell ëm d'Policeschoul, déi um fréiere Site vun der Ediff zu Monnerech soll ënnerbruecht ginn. Fir d'Demandeurs de protection internationale, déi momentan an dësem Gebai installéiert sinn, entsteet eng nei Struktur zu Esch am Quartier Neiduerf, soudatt de Site vu Monnerech wäert fräi ginn.

Mam sechsten Projet komme mer an d'Chamber, wou mer eis hei befannen. Si ass op dräi Gebaier verdeelt, dat wësst der och: de sougenannte Hôtel de la Chambre, d'Maison Prinz/Richard an d'Maison Wilheim. Hei ass virgesinn, déi dräi Gebaier un déi bestoend Sécherheitsnormen unzepaspen.

(Interruption)

An dann nach de siwente Projet...

An den Teppich kéint een och eng Kéier analyséieren an deem Kontext. Ganz gutt!

► **Une voix.** - Erausrappen!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Verbrennen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Erausrappen. Oder verbrennen, seet den Här Angel. Dat musst Der...

► **Une voix.** - Ooh!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Dat huet de Minister héieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir missten e schéine Wues heibannen hunn.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - D'accord.

De siwente Projet, deen an der Kommissioun net op grouss Begeeschterung gestouss ass, bezitt sech op d'Propos vum Regierungrot,

den État-major vun der Arméi um Rez-de-chaussée vum Bâtiment Saint Louis an der Escher Strooss ënnerzebréngen.

(Interruption)

Ech maachen eng kleng Paus, bis den Här Gibéryen erëm nolauschtert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, et ass ganz interessant.

► **Une voix.**- Deen Teppech...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Ech mierken. Mir schwätze vum État-major. Ech mengen, dat interesséiert lech.

► **M. André Bauler (DP).**- Loosst lech net stéieren, Madamm Lorsché!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Et ass d'Gebai, an deem och de SREL an den HCPN, den Haut-Commissariat à la protection nationale, schonn haut hire Sëtz hunn. Weinst där ganz zentraler Lag an de Schwierigkeiten, déi beim Ofséchere vum Site entstoe kéinten, ware mer an der Kommissioun der Meenung, datt d'État-major d'Gebai sech net besonnesch gutt fir deen Zweck eegent. Aus deem Grond hu mir dem Nohaltegkeitsminister proposéiert, datt d'Regierung no Alternative soll sichen, vu datt den État-major d'Rue Goethe Enn 2018 muss verloossen an en neie Site muss kréien.

Fir ofzeschlüsse kommen ech zu de Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires finanziéiert solle ginn a sech, wéi den Numm et seet, op Schoulgebaier bezéien.

Deen éischte Projet besteet aus der Renovatioun an aus der Sanéierung vun der École de Commerce et de Gestion um Campus Geesseknäppchen. Dëse Projet soll realiséiert ginn, soubal wéi d'Renovatioun vum Lycée Michel Rodange ofgeschloss ass. D'lescht Woch hu mer vun där Renovatioun geschwat. Dat erlaabt, datt och déi Schüler an der provisorescher Struktur um Campus Geesseknäppchen kënnen ënnerbruecht ginn.

Well d'Schülerzuel um gesamte Campus massiv geklommen ass an d'Densitéit vun de Gebaier op deem Site extrem héich ass, ass och geplangt, de ganze Campus nei ze organiséieren a puncto Mobilitéit a Convivialitéit. Donieft mussen och déi ënnerierdesch Reseauen ernaierert ginn, well se ufänke vetuste ze ginn a Fuitten opweisen. Dat gëtt e gréisseren Chantier.

E Gebai, wat ausgebaut muss ginn, fir der wuessender Schülerzuel an der wuessender Zuel vu Formatioune gerecht ze ginn, ass de Lycée vu Clief. Momentan huet dee Lycée 800 Schüler. Hei soll Plaz geschafe gi fir zousätzlech 780 Schüler, soudatt duerno am Ganzen iwwer 1.500 Schüler dee Lycée kënnen besichen.

Dee véierte Projet betrëfft de Lycée Michel Lucius, dee momentan um Lampertsberg installéiert ass an op de Kierchberg soll deplacéiert ginn. Dat heescht, datt an der Géigend vum Kueleberg, no beim Boulevard Pierre Frieden, en neit Gebai fir dëse Lycée soll gebaut ginn, d'État-major d'Gebai ass fir 400 Schüler fir d'Grondschoul. Énner anerer sollen och Sportinfrastrukturen an eng Schwämm op deem Site gebaut ginn, während de Quartier Lampertsberg dann zum Deel vum Schülertransport ka befreit ginn.

Èm eng Mise en conformité an eng energiegesch Sanéierung geet et beim historesch ganz wäertvolle Gebai vum Lycée technique des Arts et Métiers um Lampertsberg, wat den haitegen Normen a puncto Energie, Sécherheet an Accessibilitéit och net méi gerecht gëtt.

Net anescht ass et beim Jongelycée zu Esch, wou sech och eng Mise en conformité an eng energiegesch Sanéierung opdrängen.

Beim siwente Projet a leschte Schoulgebaier handelt et sech ëm de Bau vun engem neie Lycée technique du Centre, dee momentan um Lampertsberg installéiert ass. Dat neit Gebai ass fir 2.500 Schüler geduecht, mat zousätzlech engem Zentrum fir Berufsvirausbildung fir 70 Schüler an enger Sportinfrastruktur mat Schwämm. D'État-major soll tëschen dem Ban de Gasperich an dem Quartier Houwald gebaut ginn a Proximitéit zum Pôle d'échange Houwald, woumat eng gutt Ubannung an den effentelechen Transport assuréiert ka ginn, während de Lampertsberg och da vun deem Schülertransport befreit ka ginn.

Sou vill zu de 27 Projeten, déi vill méi detailléiert an der Kommissioun virgestallt gi sinn an den Aval vun der Kommissioun kritt hunn, wéi ech mäi Rapport virgeluecht hunn, sous réserve natierlech, datt fir den zukünftege Site vum État-major vun der Arméi eng alternativ Léisung proposéiert gëtt.

An deem Sënn iwwerreechen ech, Här President, eng deementspriedend Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,
vu d'une part

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

vu d'autre part

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée lors des séances du 28 septembre 2017, du 6 octobre 2017 et du 16 novembre 2017 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration des ponts et chaussées et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2018 afin de garantir les objectifs suivants:

1. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

- bâtiment Robert Schuman à Luxembourg-Kirchberg

- extension du foyer et de l'accueil de la Philharmonie à Luxembourg-Kirchberg

- rénovation et assainissement du Centre pénitentiaire Schrassig

- construction d'un centre opérationnel et administratif des Services de l'incendie et de secours et de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette

- École de police à Mondorcange

- sécurisation de la Chambre des Députés

- bâtiment Saint Louis sis route d'Esch à Luxembourg - mesures de sécurisation du site, sous réserve qu'un site alternatif pour l'état-major de l'armée sera étudié de surcroît

2. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

- réaménagement du Campus Geesseknäppchen à Luxembourg

- Lycée technique École de Commerce et de Gestion - assainissement

- Lycée Clervaux - extension

- Lycée au Plateau de Kirchberg

- Lycée technique des Arts et Métiers - mise en conformité et assainissement

- Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette - mise en conformité et assainissement

- Lycée à Howald

3. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- point d'arrêt de Bascharage-Sanem - aménagement d'un bâtiment P&R

- gare de Troisvierges - aménagement d'un bâtiment P&R

- point d'arrêt Capellen - suppression du passage à niveau 81b et reconstruction de l'arrêt

- point d'arrêt Walferdange - mise en conformité des infrastructures d'accueil des voyageurs

- gare de Berchem - renouvellement des infrastructures

- ligne de Luxembourg à Troisvierges - renouvellement des installations de sécurité

4. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

- P&R Mesenich frontière

- nouvel échangeur raccordant la «zone nationale d'activités logistiques Centre» à l'autoroute A1

- restructuration des infrastructures de transports pour le bus à haut niveau de service «BHNS - transversal région Sud»

- route de liaison entre Hollerich et pont Buchler

- réaménagement de la N7 dans la vallée de l'Alzette entre Mersch et Walferdange

- réaménagement multimodal de l'autoroute A4

- réaménagement rond-point Schaffner/échangeur Irgarten

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Aly Kaes, Roger Negri, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Si ass vu sämtleche Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriewen, dat heescht vu sechs Deputéierten, a si fuerdert d'Regierung op, déi néideg Etüden ze lancéieren, fir datt d'Projete kënnen ëmgesat ginn.

Ech wéilt de Responsable vum den CFL, de Ponts et chaussées an der Administration des bâtiments publics awer och e grouse Merci ausdrécken, well se eis wierklech ëmmer ganz detailléiert a kompetent Ried an Äntwert an der Kommissioun stinn an eis ëmmer mat hiren interessante Presentatiounen iwwerraschen.

Dann awer och e Merci un d'Madamm Rachel Moris, eis Sekretärin, déi nawell vill Aarbecht huet an ëmmer fläisseg zu Wierk geet.

Här President, net nëmmen als Rapportrice, mä och als Verriederin vun der grénger Fraktioun sinn ech frou, datt mer an deem Dossier un engem Strang zéien an datt mer haut zesummenhalen, well et geet drëms, eist Land um Niveau vu wichtege Infrastrukturen nohaltege opstellen a fit ze maache fir d'Zukunft. Dowéinst ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Et war eng laang Lëscht, mä Dir waart awer ganz opmierksam.

Merci.

► **Une voix.**- Et war ganz gutt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. An aus Richtung Norde kënn den éischte Riedner op eis zou, den Här Aly Kaes.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

Débat

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madamm Lorsché e ganz grouse Merci fir hiren exzellenten an ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Rapport.

► **Une voix.**- Très bien! Très bien!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint elo soen, et wier alles gelaf wéi déi lescht Joren. Mä leider muss ech awer mat enger Kritik ufänken.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, dat ass eben esou. Mir sinn nämmlech d'État-major esou spéit u wéi nach ni virduen zënter 2005 oder 2006 - et sief och -, wéi déi Prozedur agefouert ginn ass. Mir schreiw bekantlech de 6. Dezember.

► **Une voix.**- Kleeserchersdag!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Am Fong war ugeduecht, dësen Debat am Laf vum Mount Oktober ze féieren, esou wéi et jo a sech och bal all Joer de Fall war, och wann et emol eng kéier liicht méi spéit ginn ass. Et huet och a sech laang gedauert, muss ee ganz einfach soen, bis d'Kommissioun all d'Lëscht mat de Projete gesinn huet. Déi vu Ponts et chaussées hu mer eréischt Mëtt November kritt. Ech hunn dann awer och musse feststellen - dat war weinstens e bëssen d'Meenung -, datt d'Dokumentatioun dach awer vläicht net esou detailléiert war wéi déi Jore virduen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Oh, Dir sidd streng!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Heimat maachen ech en dréngenden Oproff un den Här Minister, fir d'nächst Joer d'Saach dach awer erëm, jo, méi seriö ze huelen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Hie mécht dat!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat maachen ech ganz gär, wann d'Wieler och domat d'accord sinn.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Formidabel! Dës Prozedur ass 2005-2006 agefouert ginn, fir eng besser Finanzplanung ze erméiglechen a vu vireran voll Transparenz spillen ze loosser. Duerfir ass et net gutt, wann elo den Androck hannerlooss gëtt oder den Androck opkënn, et wier just e lästegen Exercice, dee mer missten esou séier wéi méiglech hannerun eis bréngen. Mä, Här Minister, ech sinn iwwerzeugt, datt Dir eng ganz Rei Erklärungen heizou hutt, well a priori ass dat jo a sech en No-Go, datt mer einfach emol esou vill méi spéit sinn, ouni datt mer duerfir déi néideg Erklärunge kréien.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, no dëser ganz eescht gemengter an och eescht ze huelender Kritik dann awer elo zum Inhalt vun der Saach. Bon, wéi ech et scho gesot hunn: D'Madamm Lorsché ass jo schonn op Projeten agaang, soudatt ech mer just nach vereenzelt Projeten erauspicken.

Ufänke wéll ech mam Prisong vu Schraasseg, vun deem mer alleguete jo wëssen, datt d'Konditiounen bei Wäitem net dat sinn, wat een optimal nennt. A wann den neie Centre de détention um Uerschterhaff bis operationell ass, soll jo dann de Prisong vu Schraasseg ëmgebaut respektiv renovéiert ginn an esou amengéiert ginn, datt och déi nei Prisongsreform, wa se dann eng kéier a Kraaft ass, dora kann ëmgesat ginn.

Et gehéiert ganz einfach zu engem moderne Land, datt een och e moderne Strofvollzuch huet. An dat geet just mat enger gudder a moderner Infrastruktur. Och Leit, déi am Prisong sëtzen, Dir Dammen an Dir Hären, hunn e mënschwerdege Kader verdéngt. Dee muss mer hinnen als moderne Stat, wéi ech scho gesot hunn, bidden.

Et ginn hei och eng ganz Rei vu Fraen an dem Prisong beherbergt. An duerfir ass et ëmsou méi néideg, datt d'Konditiounen deementspriedend sinn. Et muss ee sech natierlech bewusst ginn, datt esou Aarbechten an engem Prisong aus Sécherheetsgrënn net einfach sinn a vill kaschten a sech och méi zäitopwänneg wäerte gestalten.

Dir Dammen an Dir Hären, als laangjäreg fräiwëllege Pompjee begrëissen ech natierlech och de Bau vun engem Interventionszentrum mat entsprechen administrative Servicer fir d'Pompjeeën an d'Services de secours vun Esch. Am selwechte Gebai gi jo dann och d'Regionaldirektioun vun der Escher Police an den Escher Commissariat ënnerbruecht, wat a sech eng ganz Rei vu sënnavolle Synergie soll bréngen, esou zum Beispill bei der Kantine.

Selbstverständlech gesi mir als CSV-Fraktioun och d'Noutwendegkeet an d'Importanz vun der Policeschoul - d'Madamm Lorsché ass am Detail drop agaang - zu Monnerech, gradesou wéi dovun, datt d'État-major an déi zwee aner Gebaier, déi zur Chamber gehéieren, securiséiert ginn. Leider liewe mer an enger Zäit oder an Zäiten, wou mer eis musse viru verschiddeenen oder diversen Attacke schützen.

Jo, dann erlaben ech mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi eng oder déi aner Remarque ze maachen iwwert de Bâtiment Saint Louis an der Escher Strooss hei an der Stad. Ech mengen, d'Madamm Lorsché ass och schonn dorop agaang. Hei solle jo och eng ganz Rei vu Sécherheetsmoosnamen duerchgefouert ginn.

Et ass net ganz glécklech, datt den État-major vun der Arméi op esou enger iwwerlaaschter Verkéiersachs situéiert ass. An duerfir sinn ech, a bestëmmt och vill Responsabeler vun der Arméi, frou, datt mer an der Kommissioun, esou wéi et schonn erwänt ginn ass, decidéiert hunn an och den Här Minister a sech suggeréiert huet, dach awer och iwwer Alternativen an deem Beräich nozedenke respektiv Analysen ze maachen.

Här President, ausdrécklech begrëisse mer och als CSV-Fraktioun d'Investissementen an d'Schoulgebaier, wéi zum Beispill fir dee ganze Campus Geesseknäppchen, deen erkläert ginn



ass, den ECG an esou weider. Erlaabt mer als Norddeputéierten, mech awer ganz besonnesch driwwer ze freeën, datt de Lycée zu Clierf, deen de Moment nach keng Kanner huet, well e jo nach net a Betrib ass, emol direkt ausgebaut gëtt. Hei bewiese mer ganz kloer Wäitsicht. An ech wëll duerfir och deene Responsabele felicitéieren, datt mer elo schonn, wéi gesot, dee Lycée op deen neie Stand bréngen. Eppes wat iwwregens ursprüngelech scho vu verschiddene Säite gefuerdert ginn ass.

Dann ass an de Projeten och ze liesen, datt engersäits de Lycée Michel Lucius soll op de Kierchberg kommen an anerersäits de Lycée technique du Centre op den Houwald. Et ass gutt, datt mat dese Mesuren de Lampertsberg e bëssen entlaascht gëtt, well et e Quartier ass, deen deene ville Busser net esou richteg gewuess ass. A moies no hallwer nacht ass bekanntlech vill Stau an a ronderëm desen dach flotte Wunnquartier.

Bon, da kéim ech zum Fonds du rail. Et ass ze begrëssen, datt bei Zuchgaren eng ganz Rei Park & Ridé kommen: Bascharage-Suessem an Elwen. Doduerch ginn erëm, jo, méi Leit invitéiert, den Zuch ze huelen. Et ass net einfach fir vill Leit, well se ebe vun hiren Dierfer aus keng gutt Verbindung mam ëffentlechen Transport hunn. Mat dese Park & Riden dierft dat eppes méi einfach ginn, fir dann den Auto ze huelen, op d'Gare ze fueren, den Auto do ze parken an dann den ëffentlechen Transport ze huelen, fir dohinner ze fueren, wou se wëllen hikommen.

Ech wëll awer nach eng Kéier op d'Komplementarität vun engem effikasse Ruffbusssystem opmierksam maachen, wat jo eng laangjäreg - ech mengen, dat ass bekannt - Fuerderung vu mir ass. Wann dee System gutt organiséiert ass, géif et sécher dozou bäidroen, datt eng Rei Autote kéinten doheem an der Garage bliwen, wat och eng Entlaaschtung vun eise Stroosse wier a wat en absolut Émklammen op den ëffentlechen Transport wier. Bon, den Här Minister ka jo vläicht herno drop agoen, wat an där Hisiicht méi konkret geplangt ass.

Wichtig ass och nach d'Erneuerung vun de Sécherheitsinstallatiounen, wéi et virdu gesot ginn ass, op der Linn Lëtzebuerg-Élwen. Dobäi geet et virun allem ëm dat Stéck Lëtzebuerg-Éttelbréck. A méi brauch ech u sech direkt zum Fonds du rail net ze soen.

Ech wëll awer ausdrécklech soen, datt ech et onglécklech fannen, datt d'Nordstreck nach wie vor als Stoussnéckel behandelt gëtt. Sou gesi mir dat douewen. Wa mer den ëffentlechen Transport och am Norde wëlle méi attraktiv maachen, da brauche mer méi Zwee-gleisegkeet op där Streck an en Hallefstonnen-takt ouni - ech betounen „ouni“! - Verspéidung.

Wann ech mech iwwer Park & Ridé bei den Zuchgare gefreet hunn, sou ginn d'Kolleegeinnen an d'Kollegen aus dem Oste mer sécherlech recht, datt esou Park & Riden och op der Grenz zu Däitschland respektiv souguer um däitschen Territoire mussen kommen, soudatt d'Leit dann op de Bus an op den Zuch kënnen émklammen. Dës si wichteg Puzzlestécker vun enger Gesamtleisung vun eisen Transportproblemer.

Duerfir ënnerstëtze mer als CSV-Fraktioun och ausdrécklech den Ausbau vum Park & Ride op der Aire de Wasserbillig op der A1. Bal 1.000 zousätzlech Parkplaze kënnen eng wichteg - ech betounen „eng wichteg“ - Entlaaschtung vun der Tréierer Autobunn mat sech bréngen.

E leschte Projet aus der Lëscht, deen ech wëll erwänen, fir dann duerno awer direkt mat engem anere Punkt drun unzknäppen, ass de Reamenagement vun der N7 am Uelzechtdall téschent Walfer a Miersch. Dese Reamenagement ass néideg, nodeems d'Autobunn A7 am September 2015 opgaangen ass. D'Zil vum Reamenagement ass d'Promotivum vum ëffentlechen Transport an der aktiver Mobilitéit, kombinéiert mat enger Revalorisierung vun den ëffentleche Flächen an enger Steigerung vun der Liewensqualität vun den Awunner an deem Dall, dat op enger Längt vu ronn eefel Kilometer.

Här President, Léif Kolleegeinnen a Kollegen, domadder ass et fir mech bei der N7 awer net gedoen, well fir d'Leit aus dem Norde gëtt et op der N7 ëmmer méi katastrophal, an et deet mer leed: Eng Sträif vu 50 cm op all Sait bäiflécken ass definitiv net d'Leisung a gëtt douewe ganz einfach als Gespills ugesinn! D'A7 hält zu Colmer bekanntlech op. Den Norde fänkt awer eréischt do un. An op deem Stéck téschent Colmer-Bierg-Schieren an der belscher Grenz sinn eng Rei Ukënnegunge gemaach ginn. Dobäi ass et awer bis haut bliwwen a kee

weess esou richteg, wou déi Projeten u sech dru sinn.

Duerfir hunn ech eng ganz Rei Froen un den Här Minister: Wéi gesäit et zum Beispill aus mat der Unterführung op der Closdelt? Ginn déi Contournementer vun Housen a vun Hengesch net am Timing wierklech virgezunn, well grad an desen Uertschaften spëtz sech de Verkéier ëmmer méi zou?

De Bypass um Rond-point Fridhaff misst scho laang gebaut sinn. Nach ëmmer gesäit en awer näischt dovun. Et ginn eng Rei Informatiounen, et wier elo esou wäit an esou weider. Mä an der Praxis, wann een all Dag moies dohinnerfiert, da stellt ee just fest, datt een am Stau steet.

Firwat gëtt d'Zone d'activité ZANO esou gebaut, datt en Ausbau vun der N7 op véier Spuren op deser Plaz dann duerno iwwerhaapt net méi méiglech ass?

Op den Dräispurepassagé vun der N7 war vun lech, Här Minister, eng Trennung téschent zwou an enger Spur duerch eng Leitplank ugeduecht ginn. Gëtt dat tatsächlech realiséiert a wéini? Gëtt nach ëmmer un der Iddi festgehalten, laanscht déi ganz Streck vun der N7 eng Vélospist ze bauen?

An dann hunn ech neierdengs héieren, datt eis belsch Kollege géife plangen, bis 2023 eng modern Strooss téschent der Lécker Autobunn an der Grenz ze bauen. Här Minister, Dir hutt mir an der Kommissioun geäntwert, Dir hätt eng Entrevue mat de Kollegen an der Belsch. Wësst Der méttlerweil méi iwwert des Aussoen? A wann, wéi soll déi Strooss dann ausgesinn? Wann des Strooss Realitéit gëtt, bréngt dat onweigerlech nach méi Verkéier op d'N7. Kënn et dann doropshin och zu engem Emdenken, fir datt d'N7 net nach méi am Verkéier erstéckt?

Ech kéint elo nach mat enger Rei Froe virufueren, mä ech géif et emol dobäi beloussen. Dat alles si Froen, op déi mir natierlech fro wieren, eng konkret Äntwert ze kréien. An ech hoffen nach ëmmer, datt de Minister eng Kéier agesäit, datt et nëmmer eng - ech betounen „nëmmer eng“ - zukunftsorientéiert Léisung gëtt fir d'N7: Dat ass a bleift eng véierspüreg Strooss vun der A7 bis op d'Wämpferhaart respektiv bis op d'Schmëdd.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn awer den Accord vun der CSV-Fraktioun fir all déi Projeten, déi ugeduecht sinn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grouse Merci un d'Madamm Lorsché fir hiren exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

Wann een op déi lescht Jorzéngten zrëckbléckt, da gesäit een eng Konstant an der Lëtzebuerg Politik: Dat sinn héich Investitiounen an Infrastrukturen. Wichtig ass dat fir eise Wirtschaftstandsduert an och fir d'Zukunft vun eisem Land.

Wann Investitiounen iwwer Schold finanzéiert ginn, da sollt ee sech bewusst sinn, dass déi gutt Infrastrukturen, déi mer dann och hunn, och eng Zort Kapital duerstellen, déi zwar net op eise Konten optaucht, mä vun där d'Allgemengheet dann awer all Dag ka profitéieren. An duerfir soll een dat och net verdäiwelen, wann dat iwwer Schold bezuelt gëtt.

Bei den Investitiounen, déi mer hei maachen, do ass et wichteg, dass een déi richteg Prioritéite setzt. Wichtig ass och, dass d'Chamber an déi Diskussiounen esou fréi wéi méiglech matagebonne gëtt. An desen Debat hei gëtt eis d'Geleeënheet, iwwer eenzel grouse Projeten eraus iwwert d'Entwécklung vun der Bautepolitik an eisem Land ze schwätzen.

Ee wichtige Deal vun den Investissementer betrëfft eis Schoulinfrastrukturen. Et ass gutt a richteg, dass dese Volet ëmmer eng wichteg Roll spillt, well d'Bildungsausgaben deenen zouguttkommen, déi spéider déi Schold, déi mer haut maachen, och mussen herno zrëckbezuelen, mä haut awer kënnen vun deenen Infrastrukture profitéieren.

Et geet net duer, vun Zäit zu Zäit en neie Lycée ze bauen. Et muss een och déi besteend Gebaier ënnerhalen an heiansdo och ganz ëmstrukturéieren. Um Beispill vum Geesseknäppchen gesäit een dat ganz gutt. Dat ass e Campus, deen huet sech am Laf vun de Joren a vun der Zäit immens entwéckelt. Nei Gebaier sinn entstanen, besteend goufen ëmgebaut an insgesamt ass d'Capacitéit ganz staark an d'Luucht gaangen.

D'Basisinfrastruktur - déi jo och aus de 60er Joren ass, vum Ufank vun deene Gebailechkeeten um Geesseknäppchen -, déi gëtt och vun alle

Schoule genotzt, gouf awer net an deemselwechte Rhythmus ugepasst. An duerfir sinn do elo méi grondleeënd Aarbechten noutwendeg.

D'LSAP begrësst, dass net nëmmer an déi Gebailechkeeten, déi ee mat den Ae gesäit, investéiert gëtt, mä dass och an déi ënnerdesch Reseauen investéiert gëtt, an de Buedem investéiert gëtt, dee vläicht net esou prunkvoll ass, well een dat net esou einfach esou schéi ka weisen, wou et awer émsou méi wichteg ass, dass doranner investéiert gëtt, well déi Reseauen si ganz noutwendeg.

Och den Accès an d'Weeër fir d'Foussgänger ginn amenagéiert an et gëtt doranner investéiert. Dat ass also dann och eng Fro vu Confort, mä awer och eng Fro vu Sécherheet.

Och verschidde Gebaier op deem Campus mussen erneiert ginn a moderniséiert ginn, wéi zum Beispill de Lycée technique, den ECG, deen aus dem Joer 1968 - en exzellent Joer - ass. Fir de Lycée Michel-Rodange hu mer jo kierlelech och e Finanzierungsgesetz gestëmmt. An en uerdentleche baulechen Zustand mussen dann och nach de Jongelycée vun Esch an den Arts et Métiers um Lampertsberg bruecht ginn. De Clierfer Lycée muss ausgebaut ginn, well eng Rei vun neien Divisiounen oder vun neie Cyclen derbäikommen an iwwregens och d'Formation professionnelle do nach ausgebaut gëtt.

Iwwert des Renovierungs- an Ausbauarbechten eraus ass virgesinn, en Deel vun de Schüler vum Lampertsberg eraus an d'Randgebieder vun der Stad ze transferéieren, wat eng gutt Saach ass. Domat kann een en Deel vum Trafic aus dem Zentrum eraushuelen, e ka verlagert ginn an d'Schoule kënnen do och nei Ausbauméiglechkeete kréien.

De Lycée Michel Lucius soll op de Kierchberg kommen, wou mat anere Servicer Synergie geschafte kënnen ginn. An de Lycée technique du Centre soll op en Terrain téschent dem Ban de Gasperich an Houwald kommen.

D'LSAP ënnerstëtzt alleguer déi Projeten do am Prinzip. Souwéi d'Pläng méi konkret ginn, muss ee grad bei deene méi groussen Delokalisatiounsprojete sécher nach déi eng oder déi aner Kéier hei an der Chamber iwwert d'Émsetzung schwätzen. Grad déi méi komplex Projete wäerten herno wahrschelech méi wéi 40 Milliounen kaschten, soudass mer am Kader vun engem Spezialgesetz dann och nach am Detail hei an der Chamber wäerten drop kënnen agoen.

En aneren Deel vu Projete betrëfft éischer den Thema Sécherheet. Dës Zort vu Projete kann ee vläicht elo manner als Investitioun an d'Zukunft ugesinn, si sinn awer ganz wichteg. Mir wëllen am Noutfall op eng effikass Hëllef kënnen zielen. Dat bedeit, dass mer déi néideg Moyene fir d'Police an d'Rettungsdéngschter mussen zur Verfügung stellen. Doriwier eraus sinn Antiterrorismesuren och zu Lëtzebuerg spierbar, duerfir mussen mer eis ëffentlech Gebaier och besser schützen. Et wëllt sech herno jo och kee soe loosse, mir hätten dovu gewosst a mir hätten näischt gemaach. Dat si jo déi éischt Stëmmen, déi haart ginn.

Dat betrëfft eis hei direkt an der Chamber, deenen hir dräi Gebaier securiséiert solle ginn. Dobäi hate mer eng Diskussioun an der Kommissioun, déi hoffentlech dozou féiert, dass e weidere Projet emol nach iwwerducht gëtt. Et geet ëm d'Securisation vum Bâtiment Saint Louis op der Escher Strooss, an deem de Moment elo de SREL an den Haut-Commissariat à la protection nationale dra sinn. A wann een esou Sitten esou exposéiert a wa se esou exposéiert sinn, da muss ee sech froen, ob et net besser wier, esou kritesch Statsservicer op aner Sitten ze bréngen, déi vläicht méi einfach kënnen ofgeséichert ginn, an ob et wierklech derwärt ass, esou vill Suen do ze investéieren, fir e Site ze securiséieren, deen u sech ënner deem Aspekt ganz ongenschteg do läit.

E weidere Projet, deen och e Lien zur Sécherheet huet, ass d'Renovatioun vum Prisong zu Schraasseg, gekoppelt un d'Reform am Strofvolzsch an de Bau vun der Maison d'arrêt um Uerschthaff.

Doniewent gëtt et op eiser Lëscht vun deem Joer vum Fonds d'investissements publics administratifs nach zwee Projeten, déi an direkter Noperschaft zuene leien. Zum engem soll de Foyer vun der Philharmonie ausgebaut ginn an zum anere gëtt d'Robert-Schuman-Gebai ofgerappt, soudass Spillraum entsteet, fir d'Place de l'Europe nei ze amenagéieren. Haaptsächlech sollen hei Wunnengen entstanen.

Wéi dat Gebai ufanks de 70er Jore gebaut gouf, du goung et virun allem drëm, e Véierel fir d'EU-Institutiounen zur Verfügung ze stellen an esou de Staudert Lëtzebuerg ofzesécheren. De Kierchberg illustréiert u sech a villen Hisiichten, wéi sech d'Raumplanung an eis Bedürfnissen an de leschte Jore gewandelt hunn.

An de 70er Joren huet kaum ee sech Gedanken iwwert de Landverbrauch gemaach. Et war deemools eng Selbstverständlechkeet, dass all wichteg Institutiounen an der Stad missten ugesidelt ginn. Et gouf kee besonneschen Effort, fir derfir ze suergen, dass eng Mixitéit téschent de verschiddene Fonctiounen an all Quartier an der Stad misst bestoen, wat derzou gefouert huet, dass ganz vill Leit, fir schaffen ze goen, haut an d'Stad mussen fueren an awer net do wunnen.

Mat neie Projete gëtt elo probéiert, des Mixitéit erëm e bëssen hierzustellen. Ee grouse Pluspunkt ass sécher, dass de Kierchberg elo endlech mam Tram - ech gesinn elo leider keen Tramgéigner méi heibannen - a mam Funiculaire u modern ëffentlech Verkéiersmëttelen ugeschloss gëtt.

(**Interruption**)

Un deene Projeten, zu deene mer haut den Accord de principe ginn, kann een zum Deel ofliesen, wéi sech eis Gesellschaft an deene leschte Jorzéngte verännert huet. Si droen de Bedürfnissen vun haut Rechnung a probéiere gläichzäitig, déi néideg Infrastrukture fir d'Zukunft bereetstellen.

Dat gesäit een iwwregens nach méi däitlech bei de Projeten, déi d'Mobilitéit betreffen, op déi herno mäi Kollege, de Roger Negri, wäert méi am Detail agoen. Grad an deem Beräich hu mer haut ganz, ganz aner Besoine wéi nach virun 20, 30 Joer, soudass hei ganz wesentlech Investitiounen néideg sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bautepolitik u sech ass jo e ganz gudder Barometer, wéi d'Ekonomie sech an engem Land entwéckelt. A wann een de Moment duerch eist Ländche fiert, da muss ee feststellen, mat Satisfaktioun, datt d'Ekonomie ouni Zweifel gutt bei eis dréit. D'Ziel vun de Chantieren ass scho bal net méi ze iwwerblécken. Et gëtt ganz vill gebaut. Dat ass och gutt esou. A symptomatesch duerfir ass ouni Zweifel de Moment de Ban de Gasperich. Do gesäit een de Moment praktesch méi Kraner wéi Beem. An dat beweist jo, datt, wéi gesot, dës Land eng ganz grouse Dynamik de Moment virzeweisen huet.

Haut solle mer dann iwwer Projeten diskutéieren, déi an engem Zäitraum vu fënnf bis zéng Joer realiséiert ginn. D'Demokratesch Partei huet domadder kee Problem, datt deen Debat haut e bësse méi spéit stattfënn, vu datt mer eis jo awer hei mat Themen auseruesetzen, déi net fir muer sinn, mä fir iwwermuer. An da kënn et eiser Meinung no net op e Mount un, soudatt mir déi Kritik, déi virun hei geäussert ginn ass, jiddefalls net kënnen deelen.

De Plateau vum Kierchberg, dee steet jo awer nu wierklech fir Dynamik. Déi nei modern Gebaier, déi an deene leschte Jorzéngten entstanen sinn, déi reflektéieren ouni Zweifel „Business“, déi reflektéieren „Wunneng“, déi reflektéieren awer och „Fräizäit“, well d'Ugebuet do och ganz grouse ginn ass an och ganz interessant ass. Elo och mam Aféiere vum Tram a mam Arrêt Pafendall wäert sech déi Situatioun do nach ouni Zweifel verbessern.

De Kierchberg steet allerdéngs och als Synonym fir Europa. De Kierchberg ass grouse ginn, muss ee soen, duerch eng Rei vu wichtige Gebaier vun europäeschen Institutiounen. An d'Place de l'Europe huet jo net fir näischt deen Numm och kritt an dowéinst begrësse mer och virun allem, datt d'Place de l'Europe elo soll reamenagéiert ginn, well wann een déi Plaz am Moment kuckt, dann ass se net onbedéngt urbanesch - wéi soll ech soen? - eng Meecherleeschung. Si ass e bëssen triste. An duerfir ass et och gutt, wann hei e bësse méi Feinheit an och méi Liewen op déi Plaz do kënn.

Eenzel administrativ Gebaier, ouni elo an den Detail hei ze goen, gi jo och do elo reamenagéiert respektiv nei opgericht. Ech denken hei virun allem natierlech un d'Gebai vum Robert Schuman, wat jo och ofgerappt gëtt. Et kann ee bal soen, datt e klengt Wahrzeeche vum Kierchberg domadder verschwennt. Mä en Neibau ass ouni Zweifel hei opportun.

Wa mer scho bei der Place de l'Europe sinn, si mer och ganz séier bei der Philharmonie. Vill Leit kënnen sech nach drun erënneren, datt de Bau deemools, jo, staark ëmstridde war. Ech géif soen, haut gëtt et awer keen, iwwert d'Konschtlihaber, d'Museklihaber eraus, deen dat a Fro stellt. Mir si frou, houfreg, datt mer d'Philharmonie hunn.

Datt elo nach zousätzlech Annexen do kommen, datt se zousätzlech nach un Attraktivitéit gewénnt, ass eng ganz gutt Saach, virun allem



och, wéi gesot, datt um Niveau vun der Restauratioun nach hei Neuerung virgeholl ginn, well déi Infrastruktur ass eppes, wat de Kierchberg méi attraktiv gemaach huet, wat d'Stad Lëtzebuerg méi attraktiv gemaach huet. An et muss een och drop hiweisen, datt dat jo awer och e positiven Impakt ouni Zweifel op den Tourismus huet.

Eriwwer da bei de Prisong vu Schraasseg. 1977 war deen hei decidéiert ginn. En ass 1984 a Betrib geholl ginn. 1986 huet sech schonn erausgestallt, datt en ze kleng war. An entre-temps huet - leider, muss ee soen - de Prisong heiansdo och negativ Schlagzeile gemaach. Gott sei Dank ass et awer an der leschter Zäit elo méi roueg ginn. Mä mir sinn eis bewosst: De Prisong zu Schraasseg huet e gewëssene Imageproblem. An duerfir ass et och gutt, datt elo, nodeems datt dann de Prisong um Uerschthaff soll fäerdeggestallt ginn, um hei dee Projet attackéiert gëtt, fir de Prisong zu Schraasseg méi modern ze amenagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Süddeputéierten ass een natierlech och besonnesch frou, datt eng Rei wicteg Projeten do realiséiert ginn. Ech denken un de Bau fir d'Sécherheidsdängschter an d'Police. An dann och d'Iddi vun engem gemeinsame Bau, wéi gesot mat de Sécherheidsdängschter zesummen, ass gutt, well déi Raimlechkeete jo och dee Moment kënnen gemeinsam genotzt ginn.

Datt och d'Policeschoul an de Süde kënnt, op Monneresch, ass natierlech vun eiser Säit aus nëmmen ze begrëssen. Et ass datt och e wictegen Aspekt vun der Dezentraliséierungspolitik, well wa mer schonn ëmmer dervu schwätzen, datt mer net dierfen alles an der Stad a ronderëm d'Stad zentraliséieren, dann ass dat heite jo och e gutt Beispill, wou mer am Fong geholl da vun der Stad emol fortginn an aner Aktivitéiten iwwert d'Land implantiéieren.

Iwwer ee Punkt ass d'Demokratesch Partei och net glécklech an deem Pabeier, deen hei virgeluecht ginn ass. Och meng Virriedner hunn dat schonn hei ënnerbreet. Et geet effektiv ëm de Bâtiment Saint Louis an der Escher Strooss. Ech froe mech zwar, wou deen Numm hierkënn, Saint Louis, mä et sief dann, dorëms geet et jo elo net. Et geet drëms, datt den État-major vun der Arméi do soll eng nei Bleif fannen.

Mir gesinn dat ganz skeptesch. Mir fannen dat net onbedéngt déi allerbeschten Iddi, virun allem aus Sécherheitsgrënn. Et si schonn hei Virriedner, déi dorobber higewisen hunn. Mir géifen also hei d'Regierung respektiv de Minister opfuerderen, do nach eng Kéier mat sech - wéi seet een esou schéin? - zu Kouer ze goen an nach eng Kéier sech wierklech Gedanken ze maachen, ob een net e bessere Site ka fannen, well mir mengen net, datt dat hei déi allerbeschte Léisung ass. Ech denke virun allem un de Sécherheitsaspekt.

Wat eis natierlech awer och besonnesch erfreet, ass datt, um Niveau vun de schouleschen Infrastrukture ganz villes an deenen nächste Jorzénge geplangt ass. Dat ass och gutt esou. An de Schoule geet et natierlech prioritär ëm den Inhalt. Mä et geet awer och ëm den Equipement. A glécklech dat Land, wéi gesot, wat awer kann esou flott Infrastruktur virweisen. Dat soll allerdéngs net driwwer ewechtauschen, datt mer nach eng Rei Problemer hunn, datt eng Rei Gebaier a kengem esou gudden Zoustand sinn an datt och do mussen Nobesserunge gemaach ginn.

Dowéinst ass et besonnesch flott, datt de Campus Geesseknäppchen sech elo emol no engem méi kohärentem Konzept soll entwéckelen. Do ass natierlech eng rasant Entwécklung an deene leschte Jorzénge vir sech gaangen. Ech ka mech erënneren, wéi een als kleng Septimane am Kolléisch do ugefaangen huet: Do ware ronderëm nëmme Wäsen. Wann een haut kuckt, wat sech do alles entwéckelt huet, da spiert een awer spëtstens elo, datt mer do mussen mat méi engem kloerem Konzept an Zukunft virgoen.

Mir hate jo net méi spéit wéi d'lescht Woch hei de Projet vun Michel-Rodange um Ordre du jour. An elo steet dann, wéi gesot, och d'École de Commerce et de Gestion um Ordre du jour. Och déi ass an engem relativ schlechten Zoustand. Et ass also net méi wéi normal, datt och déi assainéiert gëtt.

An dann dierf ee jo och net vergiessen, datt och soll den ëffentlechen Transport an déi Richtung verbessert ginn. Duerfir si mer och der Meenung, datt den Tram och fréier oder spéider eng Kéier soll dohinnerfueren.

Datselwecht gëllt awer och fir d'Leit aus dem Norden. Et dierf een net vergiessen, datt och do eng Populatiounsexplosioun, kann ee scho bal soen, vir sech gaangen ass an datt och do mussen d'Infrastrukture fir d'Schüler verbessert ginn, vergréssert ginn. An dat geschitt jo och elo mat der Extensioun vun Lycée zu Clief, wat mir och nëmme kënnen begrëssen.

En neie Lycée kënnt jo dann och op de Kierchberg. Allerdéngs muss mer och oppassen, datt mer de Kierchberg elo net iwwerlueden, well och do fänkt een awer esou lues a lues un, d'Limitten ze gesinn.

Datselwecht gëllt iwwerengs och fir deen neie Lycée, deen elo soll op den Houwald kommen, an der Proximitéit vun Ban de Gasperich. Wéi gesot, de Ban de Gasperich, een, deen all Dag do laanschtfiert, gesäit jo, wat do amgang ass, sech ze entwéckelen, wat op déi eng Manéier immens positiv ass, op där anerer Säit weess een awer och, wat dat fir negativ Konsequenzen, besonnesch fir den Trafic, ka mat sech bréngen. Dowéinst muss een allerdéngs och an Zukunft dat vill méi mat consideréieren, wann ee grouss Infrastrukturen op esou Plaze wëllt realiséieren.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier kuerz zrëckkommen op de Rifkin-Bericht, dee mer jo och hei viru 14 Deeg diskutéiert hunn. Do ass et ënner anerem ëm urban a suburban Arealer gaangen, déi solle méi benotzt ginn am Fong geholl och, fir do Geméis unzeplanze respektiv och nach Friichten an esou weider. An um Daach vun Lycée Michel-Rodange ass jo esou eng äänlech Installatioun virgesinn. Ech mengen, och do soll een dat hei nach eng Kéier widderhuelen, datt et och wicteg ass fir zukünftig Schoulgebaier, och virun allem aus pädagogesche Grënn, datt een esou Initiativen do géif virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo och guer keng Iwwerraschung, datt vun deene sëlliche Projeten, 27 sinn et der jo am Ganzen, vill den ëffentlechen Transport betreffen, virun allem. Et gi jo eng ganz Rei nei Park & Riden hei amenagéiert, zu Käerjeng, Suessem.

Allerdéngs muss een och soen: Den Aménagement vu Park & Riden huet awer och e Revers vun der Medail. Et gëtt jo awer och alt scho Gemengen, déi méi retizent sinn, wann et heescht, fir besteeënd Park & Ridé bei Gare nach ze vergrésseren. Et dierf een net vergiessen, datt doduerch awer och eng gewësse Sogwirkung entsteet, datt een zousätzleche Verkéier a seng Gemeng unzitt. An duerfir, och do muss ee wëssen, datt ee lues a lues u seng Limitte kënnt.

Allerdéngs, wat richtig ass, ass, datt mer um Niveau vun Grenzberäich e Maximum vu Park & Riden amenagéieren. Duerfir ass déi Iddi e gutt Beispill, fir zu Mesenich op der Aire de Wasserbillig e gréissere Park & Ride ze realiséieren, dat heescht, wou d'Capacitéit dann nach ëm 990 Plazen erhéicht gëtt. Ech mengen, datt ass e Projet, deen ouni Zweifel eis Zoustëmmung fënn. Mir kënnen do, wéi gesot, dann eng Rei vu Leit opfänken, déi sech dann iwwert de Wee vun Bus weider an d'Stad kënnen bewegen.

Do hate mer dann och d'Diskussioun iwwert d'Notze vun der Fotovoltaik, déi do op deem Gebai a priori jo net virgesinn ass. Och do si mer der Meenung, do soll een Efforte maachen, fir datt selbstverständlech esou eng Installatioun do soll op den Daach kommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dann e Wuert och nach zu der Gare vu Bierchem. Contrairement zu där Gare vun Näerzeng, déi u sech en héijen architektonesche Wäert huet, déi awer nëmmen eng Sekonn virun zweielef gerett gi war deemoos, well soss hätt se haut am Koup geleen, ass zu Bierchem d'Diskussioun e bëssen eng aner, dat ginn och ganz gären zou. Do ass elo virgesinn, eng modern nei Gare ze amenagéieren, wat mer och nëmme richtig fannen.

Et dierf een net vergiessen, wann déi drëtt Streck bis realiséiert ass, da wäert och d'Gare vu Bierchem zousätzlech wicteg ginn, well och nach de Réiserbann insgesamt eng Géigend ass, wou nach Populatiounswuesstum virauszugesinn ass. An da kënnen mer iwwert de Wee vun där neier moderner Gare vill méi Leit och do op den ëffentlechen Transport dee Moment drainéieren.

Datt d'Streck vun Lëtzebuerg op Élwen elo nach méi séchergestallt gëtt, ass eng Evidenz. Eng flott Streck: 77 Kilometer mat 123 Brécken an 19 Tunnelen. An duerfir, datt ass eng Streck, déi net nëmmen e gewëssene Charme huet, mä wou natierlech d'Sécherheet och muss am Vierdergrond stoen.

Iwwerhaupt, wa mer iwwert den Zuch diskutéieren, ass et interessant feststellen, datt d'Benotzerzuel immens an d'Luucht gaangen ass an datt se zum Beispill vun 2005 bis 2016 vu 14 op 22,5 Milliounen eropgaangen ass. Dat ass e Plus vu 60%.

Et muss een och hei ënnersträchen, datt d'CFL enorm Efforte gemaach huet. An duerfir soll hinnen och hei felicitéiert ginn, datt de Fierpark insgesamt moderniséiert ginn ass, flott ginn ass. An ech mengen, haut kann een net

soen, datt een a vereelztem Material géif erëm-kutschéiert ginn, ganz au contraire. Tëscht 2010 an 2017 sinn zum Beispill 29 nei Automotricen a Betrib geholl ginn. Dat waren zousätzlech 9.000 Plazen. An haut fueren am Dag ronn 1.000 Zich op eise Reseau. Dat sinn also schonn impressionnant Chifferen.

En interessante Projet, wa mer scho beim ëffentlechen Transport sinn, ass jo dann och de BHNS, also de Bus à haut niveau de service. Un deen Numm muss ee sech och nach gewinnen. Dee soll jo elo an enger éischer Phas am Süden dann och realiséiert ginn. Ech mengen, och do ass dat eng Evidenz. Wann een de Süden analyséiert, da gesäit een, datt dat och nach eng Region ass, déi a voller Expansioun ass. Virun allem nei wirtschafleche Aktivitéite ginn do ugesidelt. Et gesäit een, datt déi Region jiddefalls voller Dynamik ass. An duerfir ass och de Bus hei eng gutt Alternativ, fir de Flux vun de Passagéier besser an de Grëff ze kréien, ëmsou méi, well jo och d'Autobunn Esch-Stad all Dag bal esou iwwerlaascht ass wéi d'Diddelenger Autobunn. An dowéinst erwaarde mer eis schonn eng Verbesserung, wann och deen dote System wäert realiséiert ginn.

Dann ass jo virgesinn, fir parallel zur Autobunn e Couloir, kann ee bal soen, fir d'Veloen ze realiséieren, de sougenannten „Véloexpress A4“. Och dat geet an déi richtig Richtung.

Ech wëll allerdéngs hei ze bedenke ginn, datt et vläicht net ëmmer schrecklech interessant ass, wann ee mam Velo laascht eng vill befuehren Autobunn fiert, dat virun allem natierlech och bedéngt duerch de Kaméidi. Do solle jo dann och déi néideg Moossname virgesi ginn. Ech denken do un e wirkungsvollen Ecran antibruit. Ech denken awer virun allem och un eng gewësse Verdure. Et ass méi flott, et huet ee Beem ronderëm sech wéi Autoen, déi do déi ganzen Zäit Kaméidi maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen natierlech och net derlaascht, e Wuert iwwert d'Nordstrooss ze verléieren, allerdéngs net deen Deel, deen eenzel Leit heibanne méi interesséiert. Hei geet et ëm den ënneschten Deel, loosse mer emol esou soen, vu Walfer erop op Miersch, dee ganzen Uelzchtdall. Do ass jo duerch déi nei Autobunn, d'A7, eng mierklech Verbesserung entstanen. Do gëtt geschwat zu 35% mander Trafic an der südlicher Säit vun Echangeur Luerenzweiler. Do gesäit een also och, wat awer eng Emgeungstrooss - et ass jo och an deem Sënn eng Emgeungstrooss - ka bewierken. An datt elo e gewëssene Réckbau vun der N7 virgeholl gëtt, ass net méi wéi evident. Dat wäert ouni Zweifel och d'Qualitéit fir d'Awunner an dem Uelzchtdall verbessern. An dee Réckbau gesäit jo dann och vir, datt d'Mobilité douce verbessert gëtt, datt den ëffentlechen Transport verbessert gëtt an datt virun allem och déi Stroosse méi gréng ginn.

Ech wëll do op ee gutt Beispill hiweisen, dat ass Schieren. Schieren, wann een do viru 15, 20 Joer gefuer ass, huet sech do eng Blechlwin duerch déi Uertschaft gedréngelt. An haut ass dat zu engem gudden Deel net méi de Fall. Net méi spéit wéi gëschet oder virgësch hunn ech da gelies, datt de Schierener Gemengerot elo souguer driwwer nodenkt, fir en „shared space“ am Kär vun der Uertschaft ze maachen. Also och gesäit een, wat fir e positiven Impakt awer dann esou Stroosse kënnen hunn.

Dowéinst ass et also richtig, datt een och elo am Uelzchtdall versicht, op dee Wee ze goen. Ob eng Kéier kann en „shared space“ zu Walfer, zu Luerenzweiler oder zu Lëntgen kommen, dat sief emol dohigestallt. Mä et ass awer richtig, datt mer esou Projete fir déi nächst Zäit virgesinn. Mir mussen eis einfach bewosst sinn: Den Auto kann net méi iwwerall déi éischt Gei spillen; ouni awer elo d'Autofueren hei natierlech ze verdamen.

Dann e weideren, ganz interessante Projet, dee mat Sécherheet éischer d'Kolleginnen an d'Kollegen hei aus der Stad Lëtzebuerg interesséiert, dat ass jo dann déi Verbindungsstrooss tëscht Hollerech an dem Pont Buchler, wou op engem 18,5 Hektar groussen Areal soll u sech e ganz neie Quartier, e moderne Quartier entstanen. Do gëtt u sech dem modernen Urbanismus eng grouss Chance reservéiert an deen Deel vun Hollerech wäert do ouni Zweifel staark valoriséiert ginn.

Iwwert d'Situatioun am Irgaart ass scho villes gesot ginn, si scho vill Question-parlementaire geschriwwen ginn. An ech muss zwar éierlech zouginn, wéi mer do d'Pläng vun dem Reaménagement gesinn hunn, hunn ech mech emol missen dru winnen, un déi vill Bunnen, un déi vill Schëlter, un déi vill rout Luuchten. Mä do gëtt een dann de Spezialisten awer recht an deem Sënn, datt hei muss eppes geschéien. Dat mierkt ee jo och besonnesch an de Spëttestonnen, wat fir eng chaotesch Situatioun do u sech ëmmer herrscht.

Jiddefalls ass eppes kloer: Och de Rond-point Irgaertchen ass e gutt Synonym fir de Wuesstum, dee grouse Wuesstum, deen hei am Land ass. Et ass natierlech elo net d'Plaz, fir déi Debatt hei unzestoussen.

Ech wëll allerdéngs zum Schluss nach eng kuerz Remarque maachen an do geet et ëm eis selwer heibanne respektiv ëm eis Gebailechkeiten, wou jo och elo virgesinn ass, zousätzlech Sécuritétsmoossnamen ze treffen. Ech géif soen, och dat ass net vu Muttwëll. Ech ginn emol dervun aus, datt mir vläicht net a priori d'Zilscheif vun Attacken hei sinn - hoffentlech iren ech mech och net -, mä et sollt een awer net esou naiv sinn a mengen, datt net awer eng Kéier eppes ka passéieren. Dowéinst begrësse mer et och, datt elo hei awer nogerüst gëtt an datt och déi néideg Sécherheitsmoossnamen um Niveau vun der Chamber elo virgesi sinn.

Voilà. Hei sinn eng ganz Rei interessant Projeten, déi hei deposéiert goufen. Natierlech wär nach iwwer einzelner munches ze soen. Mä grosso modo steet d'Demokratesch Partei mat där eenzeger Ausnam, wou mer hoffen, datt awer vläicht dach trotzdem nach en Émdenke kënnt, kloer hannert dese Projeten a felicitéiert der Regierung fir déi vill Initiativen, déi hei geholl gi si mat de Leit aus deene verschiddene Verwaltungen, vun der Eisebunn, vun de Ponts et chaussées, déi hei eng exzellente Aarbecht gemaach hunn an déi eis och déi Projeten ëmmer en détail ganz gutt explizéiert hunn. An ech wëll awer och ofschléissend der Madamm Lorsché nach eng Kéier Merci soe fir ee vun hire ville ganz gudden Rapporten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Meci. An d'Wuert huet direkt den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll och der Kollegin José Lorsché Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee se eis gemaach huet, wat eis et och erlaabt, datt mer net iwwer all Projet mussen schwätzen, well si déi jo am Detail gutt hei presentéiert huet.

Mir schwätzen hei vu 27 Projeten, woubäi et ganz wicteg ass, datt do e ganz groussen Deel an den ëffentlechen Transport geet, an d'Strooss geet, et geet an d'Park & Riden an et geet an d'Lycéeën. Et ass also queesch duerch den Investitiounsgaart, wou mer hei investéieren. Mir wëssen, datt mer mat deem staarke Wuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, do e groussen Nohuelbedarf kréien an datt mer hei am Land, virun allem wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, och vu Joer zu Joer weiderwuessen, ëm 10.000, 12.000 Leit, wat de Problem am Transport, souwuel am ëffentleche wéi iwwert d'Stroossenetz, ëmmer wäert méi grouss maachen. A well mer Problemer hunn, fir engersäits d'Retarden opzefänken, an op där anerer Säit duerch dee konstante Wuesstum wäerte mer och esou séier net - wann iwwerhaupt - do bäikommen.

Ech mengen, datt mer des Prozedur zënter 2005 lafen hunn, ass eng gutt Prozedur. An et muss ee wëssen, an ech mengen, mir wëssen et alleguer heibannen, wa mer haut hei déi Motioun stëmmen, wou mer dann am Fong der Regierung d'Moyene ginn, fir d'Projeten ulafen ze loosse, datt et dann awer nach eng Zäitchen dauert, bis mer ufänken, déi Projeten ze bauen. Verschidde méi klenger kënnen méi séier goen, mä verschidde gréisser Projeten, do wäert et nach eng Rei vu Joren daueren, bis mer heibanne kënnen déi Projeten definitiv a Form vun engem Gesetz stëmmen.

Duerfir, déi gutt an eescht gemengte Kritik vun Kolleg Aly Jaerling, datt des Debatt elo e puer Woche méi spéit stattfënn, mengen ech, dat mécht der Kaz...

► **Plusieurs voix.** - Net Aly Jaerling. Kaes!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hat ech gesot...?

► **Plusieurs voix.** - „Aly Jaerling“, hat Der gesot

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do gesitt Der, dat ass d'Vergaangenheet, well d'Vergaangenheet verléisst een ni. Do kann ee maachen, wat ee wëllt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd staark impressionnéiert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass, jo, dat ass effektiv... Ech mengen, et ass och net fir d'Éischt, datt ech dat heibannen esou gesot hunn. Ech muss mer do emol eng Kéier iwwerleeën, wéi esou eppes ka méiglech sinn.



Mä déi gutt gemengten an eescht Gedanken, déi sech den Ali Kaes heibanne gemaach huet... Dat wäert der Kaz kee Bockel maachen, wa mer dat heiten e puer Woche méi spéit stëmmen. Déi Projete wäerten duerfir herno net méi fréi an och net méi spéit a Kraaft trieden.

Ech géif vläicht just op e puer Projeten agoen. Meng Virriedner hunn déi och zum Deel schonn heibannen ernimmt. Dat eent ass déi Expressvélospist, déi tëscht Lëtzebuerg an Esch soll gebaut ginn, déi elo a Planung soll goen. Ech mengen, all Vélospist, déi mer plangen, a virun allem all Vélospist, déi mer realiséieren, ass e gudder Projet. An an deene leschten zéng Joer, géif ech mengen, gi mer do méi systematesch vir. An ech sinn der Meenung, datt am Fong iwwerhaupt keng Stroosse méi daerfte gebaut ginn, wa mer net gläichzäitig, wa mer nei Stroossen duerch d'Land bauen, do Vélospiste matmaachen.

Mä de Gusty Graas huet mer hei virdrun och scho meng Gedanken e bësse materageholl. Wa mer eng Vélospist direkt laanscht eng Autobunn maachen, dat ass natierlech dann, wat den Tracé ubelaangt, liicht, et ass och wahrscheinlech eng relativ flaach Streck tëscht Esch an der Stad, mä mir mussen awer wëssen, déi Leit fueren dann awer eng ganz Rei Kilometer laanscht eng Autobunn. Et ass net nëmme Kaméidi, et ass net nëmme keng schéi Vue, mä et ass virun allem och, mengen ech, e gewëssene Risiko, wat d'Ofgasen ubelaangt, wann een do muss déi ganzen Zäit laanscht eng Autobunn fueren. Virun allem, well et och nach eng Autobunn ass, déi an de Spëttestonnen ëmmer am Stau steet, a well dann d'Ofgasen nach méi grouss sinn. Do wier et, mengen ech, scho gutt, datt ee sech géif iwwerleeunge maachen, wéi een och eppes kéint géint déi Ofgase maache fir eis Véloufuerer, wa se dann eng Kéier kënnen tëscht Esch an der Stad an emgedréit hin- an hierfueren.

Dann ass geschwat ginn iwwert den neien Transport, de BHNS, dee mer am Süde solle kréien. Mir fannen dat als ADR eng ganz gutt Iddi. Ech mengen, Dir wësst alleguer... Virdrun, mengen ech, war et de Kolleg Engel, dee gesot huet, et wier den Abléck grad keen heibanne gewiescht, dee géint den Tram gewiescht war. Ech war net op menger Plaz, mä ech war heibannen. Duerfir hunn ech et héieren. A wéi gesot, mir fannen awer dat hei eng vill besser Léisung, well am Süden ass jo och eng Zäitchen iwwer den Tram geschwat ginn. Dat wier, mengen ech, nach méi eng grouss Katastroph ginn, wa mer do iwwer Bierg an Dall mat engem Tram gefueer wieren. Hei ass am Fong déi gutt Léisung. Et ass am Fong eng Iddi, déi an déi Richtung geet, wéi mer se zu Metz kennen, wou de Bus fiert, dee flexibel ass, dee reservéiert Pisten huet. Wa mer an déi Richtung ginn, da fanne mer, ass dat eng gutt Richtung.

An duerfir muss een awer scho soen, datt all déi Ferventen, déi fir den Tram esou gutt an haart gejoint hunn, datt déi awer och evaluéieren an elo d'Iddi am Süde fale gelooss hunn, fir a Richtung vun engem Tram ze goen, mä datt se och elo an esou eng Richtung ginn, wéi mir se als ADR ëmmer fir richtig a gutt befont hunn.

Zu Waasserbëlleg dann, an déi Park & Riden, déi mer ronderëm d'Land wëlle bäibauen, fanne mer richtig. Mir mussen och bedenken, datt mer elo eng Rei vu Park & Ridé schonn an deene viregte Phase gestëmmt hu ronderëm d'Land. Wat mir net esou gutt fannen, ass, datt d'Autoen elo nach duerch d'Land fueren, bis se eben herno op d'Cloche d'Or kommen oder op den Héienhaff kommen, fir do ze parken. Da sti se eiser Meenung no emol fir d'Éischt eng Stonn am Stau, fir iwwerhaupt op déi Park & Riden ze kommen.

Duerfir, déi Iddien, fir se op de Grenzen ze maachen, fir se ronderëm d'Land ze maachen oder se souguer an d'Grenzregioun ze maachen, quitte datt mer als Stat do matinvestéieren, déi fannen alleguer eis Zoustëmmung. An ech huelen elo ee Park & Ride eraus, dat ass dee vu Waasserbëlleg, deen uewen un d'Autobunn kënn, wou jo awer praktesch dausend Plaze bäikommen. Dat ass eng gutt Iddi, well do fänke mer wierlech vill Leit op. A wa mer déi da kënnen mam öffentlechen Transport an d'Land bréngen, da kann een dat nëmme begréissen.

De Gusty Graas huet, mengen ech, virdrun dervu geschwat, datt, wann een e Park & Ride bei eng Gare mécht, an eng Stad mécht, datt dat och u seng Grenze stéisst. An hei stellen ech mer d'Fro am Fong, wat de Park & Ride ubelaangt, dee mer zu Waasserbëlleg bei

d'Gare maache fir 737 Plazen. Do muss een natierlech wëssen, wann ee Waasserbëlleg kennt, do leeft haut schonn net méi vill eran an eraus an de Spëttestonnen. An do ass natierlech e Park & Ride, deen direkt bei d'Gare kënn, natierlech positiv, well en direkt bei der Gare ass, mä et muss een awer wëssen, datt dat awer och zur Konsequenz kann hunn, datt mer nach méi Verkéier an déi Uertschaft erakriegen, wéi mer es elo schonn hunn, vu datt mer och do en onheemlechen Transport hunn eleng wéinst dem Tanktourismus, deen zu Waasserbëlleg stattfënn.

An duerfir géif ech, Här President, an deem Zesammenhang nach un en anere Park & Ride wëllen erënneren. Dat ass näamlech dee vu Fréiseng. Deen ass jo schonn eng Kéier ausgebaut ginn ënnert dem Claude Wiseler, an ech mengen, et war d'Bauteministesche, d'Madame Hennicot, déi en deemools op Proposition vun der Gemeng Fréiseng gebaut huet, mä dee Park & Ride ass och elo schonn erëm méi wéi iwwerfëllt. An dat ass eng relativ grouss Fläch, wou dee Park & Ride ass, déi dem Stat och nach gehéiert. Do géif ech wierlech mengen, datt ee sech sollt iwwerleeën, ob een net kéint iergendwéi eng Konstruktioun maachen, fir eben do en éischten oder en zweete Stack ze maachen.

Well mat deem Verkéier, deen iwwert déi Grenz erakënn... An ech mengen alleguer déi, ech gesinn de Buergermeeschter vun Hesper, hie steet zwar net esou am Stau, well hien an deem aneren Eck wunnt, mä alleguer déi, déi mussen duerch Hesper all Dag fueren, déi wëssen, datt se moies mussen eng Stonn weider aplangen, fir iwwerhaupt an d'Land ze kommen. An dat ass am Fong de Verkéier, deen iwwer Fréiseng, de Schlammeestee an Hesper an d'Land fiert. Do géif ech proposéieren, datt een awer och sollt vum Minister a vu Ponts et chaussées aus emol kucken, ob een dee Park & Ride net kéint nach weider ausbauen, andeem een een oder zwee Stäck do op déi Fläch géif dropbauen.

Well wann och eng Kéier d'Saarautobunn ganz opgeet - wa se eng Kéier ganz opgeet, wou mer jo nach ëmmer dru gleewen -, dann ass dat och e gudder Park & Ride bis an d'Land, déi aus dem Saarland kommen, well se da wierlech kënnen direkt do um Echangeur op der Grenz zu Fréiseng erausfueren, wou dee Park & Ride ass. A mir hu praktesch Busspuren vun deem Park & Ride bis an d'Land. Dat heescht, ausser engem klengen Enkpass zu Hesper bei der Kierch, fonctionnéiert den öffentlechen Transport formidabel, dee vun der Musel eropkënn iwwer Mondorf, Fréiseng, Hesper an d'Land. Deen ass och effikass. An déi Busse sinn och alleguer voll.

Do gesäit een also, wann den öffentlechen Transport eng gutt Streck huet, datt e besser ass wéi den Auto. Et ass net eng Question vum Präis, mä wann den öffentlechen Transport besser ass wéi den Auto, da fueren d'Leit mat em. A vu datt mer dee Park & Ride zu Fréiseng op der Grenz hunn, deen einfach un déi Busspur ugebonden ass, wier am Fong all Viraussetzung geschaf, fir do nach méi Autoen kënnen ze parke wéi dat elo de Fall ass. A mir gesinn dat jo och, datt elo, well dee Parking zou ass, d'Leit souguer a Frankräich era parken, si parken an d'Land eran. An ech géif duerfir wierlech invitéieren, datt een do sollt eng Etüd maachen, fir - eiser Meenung no liicht realisierbar - dee Parking op een oder zwee Stäck auszubauen.

Dann nach e lescht Wuert iwwert d'Bâtiment Schuman um Kierchbiereg, wat soll ewechgerappt ginn. An dem Rapport steet, datt e Lieu de mémoire iwwert d'europäesch Institutionen eventuell an deem Gebai do matgeplangt soll ginn. Mir géife mengen, et misst esou eppes matrakommen. An et misst een och iergendwéi novollzéibar illustréieren, datt am Fong an deem Gebai déi éischt Sitzung vum Europaparlament war.

Et ass also eng historesch Plaz an der europäescher Bewegung, well an deem Sall déi alleréischte Sitzung vum Europaparlament war. Duerfir géif ech mengen, datt, wann dat Gebai scho sollt ewechgerappt ginn, een an iergendenger Form an der Konstruktioun awer och misst erkennen, vu datt ee wëllt eng Memoire iwwert d'europäesch Institutionen awer aplangen, datt dat en historescht Gebai ass an der Hisiicht, well do déi éischt Sitzung vum Europaparlament dra stattfënn huet.

Dat gesot, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir all déi Projeten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäre mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun. An ech ginn direkt d'Wuert dem...

(**Interruption**)

Ah nee, entschëllegt! Jo, den normalen Tour wär eriwuer gewiescht, mä elo kënn de laangen Tour nach hannendrun. Den Här Roger Negri.

(**Interruption**)

Jo ben, eis Pappen hunn nach dee laangen Tour geschafft.

(**Interruption**)

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der exzellerter Interventioun vu mengem Fraktiounskolleeg Georges Engel iwwert d'Projete vun den administrative Gebailechkeeten an de Schoule wëll ech mech dann als LSAP mat der Mobilitéit beschäftegen, wou mer alleguer wëssen, dass d'Mobilitéit eng vun deene gréissten Erausforderungen hei am Land ass, a bei där mer hei zu Lëtzebuerg scho laang op Äntwerte waarde mussen.

E ganz wesentlechen Deel vun der Äntwert muss eng beschmeiglech Transportinfrastruktur sinn. Dofir si regelméisseg Debate wéi deen heiten hei an der Chamber ganz wichtig, well se eis d'Geleeënheet ginn, iwwert d'Gesamtkonzept vun eiser Mobilitéit ze schwätzen.

De Problem ass esou grouss, well d'Besoine vun der Mobilitéit sech rasant entwéckelt hunn an deene leschte Joren a mer trotz allen Efforten a massiven Investitiounen net esou schnell virukommen, wéi de Verkéier zouhëlt. Et brauch een nëmme d'Bevëlkerungszuelen an d'Frontalierszuele vum Statec ze kucken, fir ze gesinn, dass dese Wuesstum eng Dynamik entwéckelt huet, déi schwéier ze geréieren ass. Esou ass d'Bevëlkerungszuel tëscht 1981 an 1991, also an zéng Joer, grad emol ëm 20.000 Awunner an d'Luucht gaangen. An deem nächste Jorzéngt gong se schonn ëm 64.000 Leit an d'Luucht. Zanter 2010 kommen dergéint all Joer tëscht 12.000 an 13.000 Leit derbäi.

D'Evolutioun vun de Frontalieren ass nach méi bedeiend. Hate mer ëm d'Joer 2000 ronn 80.000 Frontalieren hei schaffen, esou sinn et der haut iwwer 180.000. An et wäert net bis 2020 daueren, bis hei zu Lëtzebuerg iwwer 200.000 Grenzpendler all Dag moies eran- an owes erëm erausfueren.

Dass mer do e ganz anert Mobilitéitskonzept brauchen, wa mer net all Dag Stonnen am Stau verléiere wëllen, dat läit op der Hand. An deem Sënn begréisst och d'LSAP d'Projeten, déi mer am Kader vun deem Debat proposéiert kréien, well se sech net eleng drop beschränken, d'Capacités auszubauen, mä och esou ugeluecht sinn, dass Ureizer geschaf ginn, fir vum Individualverkéier ewechzekommen, wäitgeend op jidde Fall, an ëmzeklappen op kollektiv Transportmëttel, a well gläichzäitig d'Mobilitéit douce gefërdert gëtt. Dat géllt souwuel fir Projeten aus dem Fonds des routes wéi och vum Fonds du rail.

Eng Ausnam dozou gëtt et awer am Fonds des routes, an zwar deen neien Echangeur, deen d'Zone nationale d'activités logistiques centre, dat heescht déi vu Sandweiler, Hesper a Conter um Schaedhaff mat der A1, der Autobunn Richtung Tréier, verbënn. Dese Projet wäert et erlaben, de Camiontrafic besser ze trenne vum Autosverkéier an domat öffentlech de Stau am Irgärchen ze reduzéieren, wou jo ausserdeem den Trafic mat engem Luuchtesystem soll geréiert ginn a méi flëssend gemaach ginn.

Manner Trafic gëtt et zanter der Mise en service vun der Nordstroos tëscht Miersch an dem Kierchbiereg op der N7. Domat ass et méiglech, des fréier Hauptverkéiersoder zu enger Niewestroos zrëckzuebauen, wat am Sënn vun den Awunner laanscht des Stroos ass an nei Méiglechkeeten och fir Vélouweeër an esou weider opmécht.

E bessere Mix aus Individualverkéier, öffentlechem Transport a Mobilitéit douce ass vu vireran och an deem neie Quartier Hollerech virgesinn. Dese Stroosprojet ass am Zesammenhang ze gesi mat dem Reamenagement vum Pont Buchler op der Diddenuewener Stroos, mat der Neigestaltung vun der N3, der Route de Thionville, der Verlängerung vum Tram Richtung Cloche d'Or a mat engem aneren neie Projet, deen hei op der Lescht steet, an zwar dem Bau laanscht d'A4, d'Escher Autobunn, vun enger separater Spur fir de Bus à haut niveau de service an engem Vélouweeër, fir domat esou direkt wéi méiglech eng Verbindung tëscht Esch an der Stad hierzestellen. E Projet, dee mer absolut begrëissen!

Esou entsteet en zesammenhängend Verkéiersnetz an der südlecher Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, wou de Vëlo, de Bus, den Tram an den Zuch matenee verbonne ginn an et erlaben, méi eng attraktiv Offer an eng Alternativ zum Auto unzëbiden.

Wa mer mëttelfristeg net wëllen dobäi stoe bleiwen, dass sech all den Trafic stärefërmeg op

d'Land Lëtzebuerg konzentréiert, ass et wichtig, dass mer parallel dozou d'Offer am öffentlechen Transport och innerhalb vun de Regiounen verbessern.

An deem Kontext begréisst d'LSAP ganz besonnesch de Projet vun engem Bus à haut niveau de service, deen déi wichtegst Entwécklungszentren am Süde vum Land matenee verbënn, vun Diddeleng iwwer Käl, Schëffleng op Esch a vun do aus weider op Déifferdeng a méiglecherweis bis op Rodange. Domat gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass des zentral Uertschaften a Stied sech staark kënnen entwéckelen, esou wéi et am Kader vun der Landesplanung och gewünscht ass, an dass dowéinst och d'Capacités am öffentlechen Transport eropgesat musse ginn.

Ee Projet aus dem Fonds des routes, vun deem ech elo nach net geschwat hunn, ass de Park & Ride Mesenich un der Grenz op der A1 bei Waasserbëlleg. Mir hunn déi Kéier nach méi Opfangparkingen op eiser Léischt stoen. Déi zwee aner sinn am Fonds du rail virgesinn. Esou soll e Park & Ride op Elwen bei d'Gare kommen, wou 350 Parkplaze bäikommen. En anere kënn bei den Arrêt Bascharage-Suessem, wou 400 nei Parkplazen derbäikommen.

(**Interruption**)

Gutt. Et sinn der elo 100, déi do bestinn, wéi eis d'Rapportrice José Lorsché gesot huet, där ech...

(**Interruption**)

Gelif?

(**Interruption**)

...och elo extra Merci soe fir de Rapport, deen exzellent war.

Jo. Et ass eng Fuerderung, déi zanter Joren ëmmer erëm gestallt gëtt, dass méi Parkraum bei den Zuchgaré muss geschaf ginn a virun allem, dass Park & Ridé sollen direkt op der Grenz ugebuede ginn, fir dass d'Frontalieren méiglechst fréi op den Zuch ëmklamme kënnen.

Dës Projete kommen der Demande zum Deel no. Nach besser wier et allerdéngs, wann esou Parkinge scho kéinten op där anerer Säit vun der Grenz, virun allem op franséischer Säit, wou déi meescht Frontalieren och hierkommen, amenagéiert ginn. Et gëtt ëmmer erëm vun esou Initiative geschwat, et schéngt och op béide Säite vun der Grenz Interessi ze bestoen, mä leider komme mer de Léisungen net méi no. An och do geschitt nëischt Konkretes. Zee Fallbeispiller: de Raum Longwy an och de Raum Hettange-Grande virun Thionville, do, mengen ech, misst mer onbedéngt no Léisunge sichen. Vläch kann den Här Minister eis herno dozou eppes soen.

(**Interruption**)

Dat weess ech net. Do gesäit et op der belscher Grenz mam geplangte P&R am fréiere Centre de triage des trains zu Stackem, méi genau zu Vville, scho besser aus, wou 2019 deen éischten Deel mat 2.000 Parkplazen a Betrib goe soll.

De Minister...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir musst Är Fro nach eng Kéier widerhuelen.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Jo, ech fäerte ganz.

(**Hilarité et brouhaha**)

Nee, d'Fro, ganz kuerz, wéi gesot...

► **Une voix.** - Widerhuel et nach eng Kéier.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Nee, et ass wierlech, ech mengen, et ass eng wichtig Saach, d'Park & Riden,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...mir passen drop op.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Kee Problem. D'Park & Riden op der franséischer Säit Richtung Longwy a Richtung Hettange-Grande, fir déi op där anerer Säit do ze maachen, an da wéi gesot och op der belscher Säit, ech mengen, Här Minister, do sidd Der jo mat deem Projet zu Stackem/Vville scho ganz wäit. Dir hat eis d'leschte Kéier dovunner geschwat, dass an enger éischer Phas 2.000 Parkplazen 2019 solle kommen. A wéi den Här Ali Kaes och scho gesot huet, do hat Der jo eng Entrevue mat der belscher Spëtzt, an ech mengen, do wär et wierlech interessant, fir der Chamber eng Kéier ze soen, wéi wäit mer och mat deene Projete sinn, well et einfach wichtig ass.

Ech mengen, den Här Gibéryen huet dat och schonn ugeschwat, dass et och ganz wichtig ass, dass mer d'Frontalieren schonn déi aner Säit vun der Grenz kéinten opfänken. Dofir, mengen ech, sinn dat awer wichtig Froen, déi mer hei solle beschwätzen.

En attendant dovunner begrëisse mer als LSAP, dass nei Park & Riden op der Lëtzeburger Säit geplangt sinn, well déi natierlech och do



dréngend gebraucht ginn. D'Situatioun ass alerdéngs am Moment schonn esou problematesch, dass mer als LSAP frou wärem, wann d'Ëmsetzung vun dese Projeten och elo kéint beschleunegt ginn. Ech denken do besonnesch un de Park & Ride dann nach eng Kéier zu Bascharage-Suessem, wou d'Pendler haut scho kräiz a queesch parke mussen, well op deem aktuelle Parking ronderëm d'Gare net genuch Plaz ze kréien ass. D'Park & Riden, déi direkt ronderëm d'Stad Lëtzebuerg leien, wou d'Pendler gratis parke kënnen, sinn entretemps och scho saturéiert.

Et ass ganz richtig, fir op den Haaptachsen an ënnerschiddlecher Distanz Plattformen ze schafen, wou een op den ëffentlechen Transport kann ëmklammen. Mä dat kann awer nëmme fonctionnéieren, wann et méiglech ass, den Auto, ouni vill Zäit ze verléieren, och dann do stoen ze loosse.

Ech géif dofir am Numm vun der LSAP derfir plädéieren ze iwwerpräieren, ob et net méiglech wär, do, wou am dréngendste Bedarf ass, méi schnell Opfangparkingen ze realiséieren respektiv déi aktuell Parkingen ze vergréisseren, wéi ënner anerem reng zoufälleg zu Mamer an zu Kapellen, fir nëmme déi ze nennen.

An deem Kontext wéilt ech och nofroen, wou mer mam Bau vum Park & Ride zu Rodange dru sinn. Dee Projet huet scho laang gréng Luucht. Do gesäit een awer nach net, dass eppes geschitt. Do kéint den Här Minister eis och vläicht soen, ob et do Problemer ginn.

Wat déi aner Projeten aus dem Fonds du rail ugeet, esou wéll ech net op all Projet agoen, well dozou eis Rapportrice schonn alles gesot huet. Et ass eng Evidenz, dass en uerdentlechen Entretien vun den CFL-Garen an -Infrastruktur muss gemaach ginn an dass d'Arrête esou mussen amenagéiert ginn, dass se fir all Mënsch accessibel sinn. Dass d'Stellwierker, wéi elo op der Elwener Streck, déi essenziell si fir e sécheren Zuchbetrib, muss moderniséiert ginn, ass evident a fënnt selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Här President, zum Schluss wéilt ech nach eng Remarque maachen zur Prozedur an dat a Bezuch op eis aktuell Aarbechte vum neien Naturschutzgesetz an der Ëmweltkommission. Ech denken do virun allem un de Landverbrauch vun neie Projeten. Mat deem neien Naturschutzgesetz, dat mer amgaange sinn auszeschaffen, kréie mer mat den Òkopunkten e ganz effikas Instrument, fir d'Ëmweltzerstörung, déi e Projet mat sech bréngt, ze bewäerten.

Well dës Punkte monetiséiert ginn an en Deel vun de Käschte vum Projet ausmaachen, wier et interessant, esou fréi wéi méiglech bei all Projet och d'Informatioun derbäizekréien, wivill Kompensationsmoossnamen, ausgedréckt an Òkopunkten, doduerch néideg ginn. Natierlech nëmmechen, do dem Moment estimativ, fir en Unhaltspunkt ze kréien, wou mer do stinn.

Op dës Manier behale mer och bei den ëffentleche Projekte besser am A, wéi wäit mer domat d'natierelech Ressourcë géifelaaschten. Dat wär jo och eng weider Motivatioun, fir bei all Projet genau ze iwwerleeën, wéi een deen Impakt op d'Ëmwelt méiglechste niddreg hale kann.

Domat drécken ech nach eemol eis Ënnerstützung zur respektiver Motioun aus an ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. An elo ass et dann definitiv um Nohaltegekeetsminister, dem Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hiren exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport an allen Deputéierte fir hir Baiträg, a virun allem och fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richtig matkritt hunn, kréie mer 60 Stëmme fir déi Projeten alleguer a fir déi Motioun, dat mer kënnen op de Wee goen. Doriwuer sinn ech natierlech frou, well bei Infrastrukturprojeten ass et natierlech ëmmer wichtig, dat een et fäerdegbréngt, e méiglechste breede Konsens ze fannen.

Ech wollt fir d'Éischt zwee Sätz soen iwwert dem Här Kaes seng Remarque mat der sougenannter Verspéidung vun der Prozedur. Ech wéll awer drop hiweisen, dat an där Prozedur, déi ofgemaach ass tëschent der Chamber an der Regierung - dat ass jo keng gesetzlech Prozedur, mir schwätzen hei vu Projeten, déi iwwer 10 Milliounen sinn, awer ënner 40 Milliounen leien, dat heescht, wou mer kee Gesetz brauchen - d'Chamber soll consultéiert ginn, wat ech och eng gutt Saach fannen. An dat soll am Prinzip ëmmer gemaach ginn, ier de Bud-

get gestëmmt gëtt vum Joer duerno, dat heescht vum 2018. De Budget vum Joer 2018 gëtt d'nächst Woch gestëmmt, also si mer nach ëmmer am Timing.

Firwat huet dat esou laang gedauert? Bon, éischens wéll ech awer soen, dat ech d'Motioun am Juli an der Chamber deposéiert hunn. Duerno koum den August. An am August ass bekanntlech keng Chamberséitzung. An déi éischt Séizung hate mer den 28. September. A wat nach derbäikënn, dat ass, dat mer nach dräi, véiermol erëm am Regierungsrot d'Motioun nach completéiert hu mat zousätzleche Projeten, déi extrem wichtig sinn, sou zum Beispill dem Rond-point Irgäertchen, haapt-sächlech dem Rond-point Irgäertchen.

Mä et ass awer och esou, dat mer mat 27 Projeten awer hei eng Lëscht hunn, déi, géif ech awer gäre soen, wann ech se géif vergläiche mat de Jore virdrun, zimlech rekordverdächtig ass. Doriwuer si mer jo natierlech frou. A jiddweree fënnt déi Projeten och elo gutt. Duerfir mengen ech och, dat et awer gutt gelaf ass, dat déi Projeten in extenso an der Kommission virgestallt gi sinn, well ëmmerhin hate mer dräi Séizungen nëmme fir d'Presentatioun ze maachen, wou déi eenzel Verwaltungen do waren, fir dat alles virzestellen.

Zu de Froen, déi gestallt gi sinn. Dat Éischt emol, et ass gesot gi vum Här Kaes zu der Nordstreck, e géif bedauern, dat net tëschent Eitelbréck an Elwen och hei dra virgesi wär, fir ze studéieren, fir déi iwwerall zweegleiseg ze maachen. An en huet e bësse gesot, dat wär de Stoussnéckel am Kader vun den Investissementer.

Ech muss em soen: Dat ass net richtig! Éischens, op där ganzer Nordstreck sinn Investissementer amgaangen nach ëmmer. Zweetens investéiere mer bal 200 Milliounen Euro an de Pôle d'échange Eitelbréck, wat e ganz wichtige ass fir den Norden. Drëtzens sinn eng ganz Rei aner Verbesserungen an der Nordstreck amgaangen. Ënner anerem ass och e Park & Ride an der Planung fir Elwen, dat heescht, och bei der belscher Grenz, also am Norden un der belscher Grenz.

An dann dee leschte Punkt ass: Déi Verspéidungen, déi mer de Moment am Réseau bei der CFL generell hunn an och op der Nordstreck, déi hunn näischt domat ze dinn, dat mer net genuch Capacitéit am Moment hätten tëschent Eitelbréck an Elwen, mä déi hunn domadder ze dinn, dat de Fahrplang generell um Réseau huet missen iwwerschaft ginn. Et kënn jo en neie Fahrplang, deen den 10. Dezember a Kraaft trëtt, dee komplett nei ass, vun deem mer eis erwaarden, dat doduerch d'Situatioun um gesamte Réseau sech vill verbessert. An natierlech, och duerch d'Chantieren, déi mer hatten, ënner anerem de Chantier am Pafendall, wou et eng Zäit eegleiseg gaangen ass, mä awer och nach Renouvellementer, déi gemaach ginn um Gleisbau op der Streck, ass dat natierlech op der Eisebunn net aneschters wéi am Stroosseberäich: Wann ee Chantieren huet, da kritt een natierlech Verspéidungen. Mä, wéi gesot, et ass net weinst der Capacitéit, der aktueller Capacitéit tëschent Eitelbréck an Elwen, dat mer do elo e Problem hätten.

Et ass och ze soen, ech wéll net soen, dat mer iwwerall Zweegleisegkeet wëlle maachen, mä dat dee Projet, fir mindestens zum Deel op zwee Gleiser auszubauen, net vum Dësch ass. Ech mengen, dat ass ganz kloer nach ëmmer an den Etüde virgesinn, awer eréischt zu engem Zäitpunkt méi spéit.

Ech mengen, ganz sécher wäerte mer net stoe bleibe bei deem, wat mer haut op der Nordstreck hunn. Ech ginn och dovun aus, dat duerch den Arrêt vum Pafendall d'Attraktivitéit vun der Nordstreck nach eng Kéier e gutt Stéck wäert an d'Luucht goen. An och d'Besoin wäerten an d'Luucht goen. Also ech mengen, dat ass net vergiess. An dat soll och gemaach ginn.

Dann zu der N7, wat den Här Kaes natierlech am meeschten interesséiert, d'N7 Richtung Wämpferhaart. Ech wéll em soen, dat mer méi maachen, wéi einfach 50 cm Sträif bäizesetze lénks a riets, fir d'N7 an der Dräispuregkeet op eng Norm ze kréien, wéi se et international verdéngt. Mä och déi zwee Contournementen, déi ugeschwat gi sinn, Housen an Hengescht, do gëtt weider dru geschafft an déi sollen och gebaut ginn.

Da wéll ech awer och un den Ausbau vun der sougenannter B7 erënnere, dat heescht déi zwee mol zwee Spure bis op de Fridhaff, dat gëtt och gemaach. Dat ass e komplizéiert Projet. Deen huet och fir mech elo Prioritéit am Moment, well ech mengen, dat et fir de Fridhaff mat der Aktivitéitszon, déi sech do wäert nach weider ausdeenen a weider wäert ausge-deent ginn, extrem wichtig ass, dat mer bis dohinner effektiv déi zwee mol zwee Spure kréien. An och dee Bypass, do ginn d'Aarbechten elo gläich un. Dee soll gemaach ginn. Dat

heescht, et sinn niewent deene sougenannte 50 cm lénks a riets e ganze Koup Mesuren awer virgesinn och natierlech op der N7 bis op d'Wämpferhaart, fir auszubauen.

Ech wéll och soen iwwert déi Iddi oder dat, wat dann esou als Rumeur do soll zirkuléieren, dat d'Belsch géifen eng Autobunn elo baue vu Léck erof iwwer Sankt Vith Richtung Lëtzebuurger Grenz: Ech kann lech nëmme soe vun all Kéiers, wann ech Entrevuen hu mat mengem belsche Kollege, dat an der Belsch, éischens - ech muss dat leider esou soen - d'Millen zimlech lues muelen. Dat ass sougutt am Eisebunnsverkéier wéi am Stroossebau a -verkéier. Et gëtt kee Projet de Moment konkret, fir déi Autobunn do ze bauen. Et gëtt vläicht e Wonsch vu verschidde Leit an der Regioun do, dat ze kréien. Mä tëschent dem Wonsch an deem, wat Wirklechkeet gëtt, do ass e laange Wee dotëschtent.

Ech si mer zimlech sécher, dat esou bal keng Autobunn wäert goe bis op d'Lëtzebuurger Grenz vu Sankt Vith erof. Duerfir, déi Suerg brauche mer eis de Moment, mengen ech, net ze maachen. D'Belsch hu genuch ze di mat aneren Ausbauen, vun deenen ech weess, dat se amgaange sinn, se ze plangen a maachen ze wëllen op hirem Schinnen- a Stroossereseau. An deen doten ass sécherlech net derbäi.

Da wollt ech eppes soen zu där Fro mat dem Bâtiment Saint Louis, well d'Kommission jo och hire Wonsch zum Ausdrock bruecht huet, dat een de Site do nach eng Kéier soll iwwerdenke fir den État-major. Ech wéll soen: Ech sinn net Demandeur, fir dat dohinner ze maachen. Dat gëtt am Ministère de la Sécurité intérieure diskutéiert. Ech bauen dat do, wou dat, ob et elo d'Sécurité intérieure ass oder den Enseignement, gewünscht ass. A selbstverständlech huelen ech dee Wonsch, deen d'Kommission hei ausgedréckt huet, gär mat an ech schwätzen nach mat deem zoustännege Minister, fir ze kucken, doriwuer eng Kéier no-zedenken.

Ech wéll awer soen, dat awer sougutt den zoustännege Minister wéi natierlech och mir eis selbstverständlech ëmmer Gedanke maachen, well mer jo wëssen, dat et hei ëm e sensibel Gebai geet, wat d'Sécherheet ubelaangt, an dat mer mat Sécherheet néierens eppes setze ginn, wou mer net eng Garantie hätten, dat d'Sécherheet ginn ass. Mä bon, mir huelen dat gär mat. An ech schwätze mam Minister doriwuer an da kucke mer, wat mer do vläicht kënnen maachen.

Dann de sougenannte Bus à haut niveau de service. Ech muss soen: Am Contraire zu anere Leit bauen ech weder e BHNS nach en Tram nach en Zuch nach eng Strooss aus ideologesche Grënn. Dat heescht, wann eppes soll geplangt oder gebaut ginn, dann ass dat, well ech gär kucken: Wat ass de Problem, deen ech hunn? Wat sinn d'Capacitéiten, déi ech brauch? An deementspreechend huelen ech dann eng Decisioun.

An, Här Gibéryen, ech weess, dat ech lech net iwwerzeegt kréien, well Dir aus ideologesche Grënn mordicus géint egal wéi en Tram sidd. Mä ech wéll lech awer soen: Déi Zuelen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...do, wou e géif Sënn maachen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo. Ech wéll lech just soen: Déi Zuelen, déi mech iwwerzeegt hunn, firwat et wichtig ass, dat een en Tram baut, do, wou mer en elo bauen, a firwat mer dann zum Beispill am Süde keen Tram bauen, wou een och hätt kënnen ee bauen, an do amplaz e BHNS bauen, dat ass, well mer eng Capacitéit bei engem BHNS hunn tëschent 30.000 a 35.000 Passagéier. Mir hunn eng genau Analys gemaach op deem Tronçon do a mir hu festgestallt, dat mer de Moment do wäit ewech sinn, fir déi ze erschöpfen, déi Capacitéit, an dat do de Moment e BHNS duergeet.

Dat bedeit awer och, wa mer e BHNS bauen..., deen iwwregens, wéll ech lech soen, vun der Spur hier - well dat gëtt jo e Bus à haut niveau de service, deen op enger eegener Spur fiert - méi Plaz brauch wéi wann een en Tram baut, well e Bus natierlech per se a senge Wendungen an esou weider aneschtens muss Gabarit hu wéi eng Tramspur. Dat heescht, den Tram hält an der Regel manner Plaz ewech wéi de Bus. Mä egal. Do gi jo da Busspuren gebaut. An dat gëtt esou gebaut, dat, wann dann de Süde sech eng Kéier esou sollt entwéckelen, dat iergendwann eng Kéier déi Capacitéit vu 35.000 Reesender pro Richtung pro Dag, déi e BHNS engem bitt, net méi duergeet, dat mer da kënnen de Sprong maachen an einfach eben nodréigleche Gleiser leeën an eriwuerswitchen op en Tramsystem.

Dat ass iwwregens dat, wat se zu Metz, wou de Mettis fiert, och decidéiert hunn. De Buergermeeschter vu Metz huet laang iwwerluecht, ob

en dat eent oder dat anert soll maachen. A si hu festgestallt, en fonction vun de Capacitéiten, déi se zu Metz haut brauchen, dat de Mettis duergeet. Mä et ass esou gebaut, dat, wann eng Kéier Metz sech géif anescht entwéckelen, se kënnen eriwuerswitchen op en anere System.

Do, wou mer den Tram bauen, hu mer eng Capacitéit vun 110.000 Passagéier pro Richtung pro Dag, dat heescht bal dat Véierfach - wat mer brauchen - vun deem, wat e BHNS eis ka liwweren. An duerfir baue mer natierlech do en Tram an net e BHNS.

An ech weess och - ech kann lech dat nach molen, ausrechnen, zeechnen, wéi Der dat wéllt -, ech weess, dat ech lech duerfir net iwwerzeegt kréien, well Dir, am Contraire zu mir, aus ideologesche Grënn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...géint de Projet sidd. An ech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wann e bis fiert!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat ass den nächste Sonndeg.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Maja, da gesi mer jo.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Kommt Der da weinstens dohinner kucken?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech huele mer extra en Dag fräi, fir eng Kéier domat ze fueren.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat freet mech.

(Hilarité)

Ech maachen lech och d'Propos, ech maachen lech och d'Propos...

(Interruptions)

Ech maachen lech och d'Propos als Minister: Ech fuere souguer mat lech eng Kéier op an of, fir lech alles ze erklären an ze weisen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kommt, mir fueren zesummen!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ma ganz gär! Ganz gär!

(Interruptions)

Maacht lech keng Suergen! D'Leit ginn och gezielt.

Da kommen ech op Waasserbëlleg, op de Park & Ride. Da gëtt gesot, de Park & Ride, dat wär zwar tippopp, dat mer deen do bauen, mä do géifen elo 730 Plaze geschafe ginn an dat kéint och Verkéier unzéien. Éischens sinn et keng 730, mä et sinn der nëmme 400, déi mer do bauen. Dat steet och iwwregens an den Dokumenter dran. An zweetens muss ee soen: Dee Park & Ride zu Waasserbëlleg zitt net méi Verkéier un, mä Waasserbëlleg ass effektiv immens belaascht an déi Autoe fueren do derduerch. A wa mir et da fäerdegbréngen, dat mindestens en Deel, dee jo souwisou do derduerchfiert, dann decidéiert: „Mir fueren do an de Parking an huelen da fir de Rescht den Zuch“, dann hu mer déi emol scho vun der Strooss erof. Dat ass eng gutt Saach.

Derniewent wéll ech awer och drun erënnere, dat mer e Projet hunn, fir d'Tréierer Weststreck erëm opzemaache mam Zuch. Wat ass dat, d'Tréierer Weststreck? Mä dat ass eng, déi läit näamlech op där anerer Säit vun där, wou haut gefuer gëtt. Déi läit do, wou déi meesch Leit wunnen, tëschent Tréier a Waasserbëlleg. Dat heescht, déi ass vill méi accessibel fir Frontalieren, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. An och do si Park & Ride virgesinn, soudatt mer eis natierlech vill erhoffen.

Déi däitsch Säit huet e bësse Verspéidung. Mir hu jo schonn Zuchmaterial kaaft. Dat sinn déi KISS-Automotricen, déi fueren elo op eisem Réseau am Moment, mä do sinn der fënnel virgesinn, déi herno déi Weststreck solle bedéngen. Mä déi Däitsch hunn e bësse Problemer mat de Garen, déi nach e bësse mussen reamenagéiert ginn. Et ass de Moment eng Streck, wou just Gidderzich fueren. Mä do gëtt sech vill erwaart, dat mer vill Frontalieren ofgefaange kréien op där Zuchstreck da Richtung Waasserbëlleg, dann och Richtung Lëtzebuerg, wann déi bis eng Kéier a Betrib ass.

An da wëll ech lech soen, Här Gibéryen: Zu Fréiseng komme mer lech entgéint. Den Ausbau vum dem Parking ass an der Etüd, sougutt op der Lëtzebuurger Säit, mä awer och op der franséischer Säit. Ech hunn och Kontakt gehat mat de franséische Gemenge ronderëm. An do gëtt et eng Rei Iddien, ob een net och op der franséischer Säit nach zousätzlech eppes ka maachen. Mä och op der Lëtzebuurger Säit si mer amgaangen, dat ze studéieren effektiv, fir ze kucken an d'Luucht ze bauen. An ech ginn lech recht: Dat ass e Projet, deen absolutt sënnavoll ass, fir ze maachen.

Ech wëll och soen, datt mer mat de Park & Ride an der franséischer Säit elo och vill besser virukommen. Ech hu Kontakt mat der Gemeng vu Lonkech, fir op der Gare Lonkech e Park & Ride ze bauen. Ech hu Kontakt mat der Gemeng vun Thionville. Do ass eng Iddi, fir datt hanner Thionville, um Echangeur, op der Autobunn do d'Gemeng eis eng Plaz wäert ginn, fir do e Park & Ride ze maache fir déi Buslinn, déi mer maachen. Dat ass och ee vu 500 Plazen.

Also, do sinn eng Rei Projeten, déi wierklech de Moment gutt weiderkommen, wou ech mer erwaarden, datt mer déi och séier kënnen amenagéieren, muss ee soen, well deen zum Beispill, dee bei Thionville ass, dat gëtt een e surface, dee läit direkt um Echangeur. Et brauch een emol keng Echangeuren ze bauen. An do investéieren ech gär - elo net e puer Centimen, mä et sinn awer och ëmmer vill Suen, déi mer investéieren -, mä déi Suen, déi mer do investéieren, déi brauche mer vill manner hei ze investéieren op eisem Réseau a mir hunn d'Leit scho virun der Grenz erof vum Autobunnsnetz.

De Park & Ride Rodange - den Här Negri hat dat, mengen ech, gefröt -, dat huet missen e Gesetzesprojet ginn, well de Projet war iwwer 40 Milliounen. Och do eng erfreelech Nouvelle: De Regierungsrot huet dee Projet ugeholl an ech wäert deen an deenen nächsten aacht, zéng Deeg, wann ech vum Grand-Duc alles zrëckhunn an d'Autorisatioun kritt hunn, fir en ze deposéieren, an der Chamber deposéieren, also an deenen nächsten zwou Wochen, géif ech emol soen.

Dann nach de Bâtiment Schuman. Och do ginn ech dem Här Gibéryen recht: Et ass e Lieu de mémoire.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

An net nëmme e Lieu de mémoire, et soll och eppes sinn, wat leeft herno. A mir hu Kontakt, ech hat nach virun zwee Deeg eng Entrevue, also eng Sëtzung mat dem Vizepresident vum Europaparlament, dem Här Wieland. Do hu mer doriwwer diskutéiert, datt mer wellen eppes dohinner maachen, wat e bëssen eng Aart zweet Maison de l'Europe gëtt, wou och Liewen drakënnt, dat heescht, wou mer wierklech Ausstellungen maachen, wou wierklech Aktivitéit komme ronderëm d'Parlament. An natierlech och mat Erënnerung, datt do dat éischt Europaparlament fir d'éischte Kéier getaagt huet. A mir gi souguer esou wäit, datt mer ons iwwerleeën, ob mer net Elementer vum Plenarsall, deen do besteet, kënnen erhalen a kucken ze integréieren entweder an dat neit Parlament oder vläicht sur place. Dat muss ee gesinn.

Mä ech mengen awer, wat wichteg ass ze verstoen, datt ass, datt mer mat deem Gebai, deem aktuelle Gebai wierklech näischt kënnen ufänken. Net nëmme aus energieetesche Grënn, mä och vu bannen. Dat ass wierklech onméiglech gebaut. Also et ass vill méi sënnavoll, datt mer do eppes Neies hibauen, wou mer natierlech kucken, alleguer déi Elementer dran ze integréieren.

An dann nach ofschléissend zu de Kompensationsmesuren: Ech muss soen, et ass awer relativ schwierig, déi an engem ganze Virstadium ze definéieren. Also, ech mengen, mir si jo souwisou verpflichtet, wa mer den APD vum engem Projet hunn, datt mer se do draстоen hunn, an och verpflichtet, datt mer Kompensationsmesurë maachen, ier mer ufänke mat bauen. Mä bon, dat ass awer schwierig am Etüdestadium, well dat awer oft ännert en cours de route, sou wéi de Projet sech entwéckelt. Ech mengen, mir kucken zwar haut ëmmer méi fréizäitig och mam Environnement, och zemoos wann dat neit Naturschutzgesetz bis do ass - mam Flächepool gi jo aner Saache méiglech -, fir dat ze maachen. Mä am Detail ass et net ëmmer direkt méiglech.

Nach eng Kéier Merci, Här President, fir d'Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir sinn domat... Ah, den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President,

ech wollt dem Här Minister just nach eng Fro stellen, déi den Här Negri och gestallt hat, nämlech iwwer de Park & Ride, deen op d'Gare zu Käerjeng soll kommen, deen och hei drasteet, deen elo mat enger Durée vun 2023 eigentlech am Pluriannuel steet.

Bei eis, an ech schwätzen elo emol eng Kéier och pro domo, ass d'Verkéierssituatioun katastrophal. An d'Leit maachen d'Regierung net responsabel, mä de Buergermeeschter responsabel.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo. Dat ass leider...

(Interruptions diverses)

Dat ass leider esou.

Et ass iwwregens och esou, dass dat bei deem Park & Ride keng auslännesch Autoer sinn, mä dat sinn haaptsächlech Lëtzebuurger Matbuerger vu Suessem a vun Déifferdeng,...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...déi dohinner parke kommen,...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...fir den Zuch an d'Stad ze huelen, wat ech hinnen och, contrairement zu aneren, ganz gäre vergonnen. Mä et bleift, dass d'Verkéierssituatioun, och duerch de Succès vun der Duebelgleisegkeet, amgaangen ass, sech eigentlech vu Mount zu Mount ze verschlechteren. An do wär ech frou iwwer eng kleng Ausso, well ech mengen, dass Der d'Problematik kennt.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Déi ass mer bekannt. An ech ginn lech och honnertprozenteg recht, datt mer an der Verkéierssituatioun... Dat ass e bëssen dobaussen esou, heiansdo héiert een dat jo vill, wéi wann et nëmme d'Frontaliere wäeren, déi de Verkéier géife verursaachen. Ech wëll drop hiweisen, mir hunn zwar eng ganz staark Steigerung vu Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, mä mir sinn an engem Rhythmus de Moment - ech wäert déi Zuelen am Januar presentéieren -, wou mer och pro siwen, aacht Joer zousätzlech 100.000 Awunner hunn. An dat ass inlännesche Verkéier. An duerfir hutt Der recht, wann Der dat sot.

An dee Parking..., hei ass jo eréischt d'Autorisatioun, datt mer d'Etüde maachen. Mir läit och um Häerz, datt mer dat beschleunegen. Ech weess, datt d'CFL de Moment enorm vill Projeten och hunn. Mä vläicht muss mer och aner Weeër sichen, fir ze kucken, wéi mer dann déi Parkingen nach méi séier kënnen bauen.

Et ass e richtige Kraaftakt, deen och bei de CFL de Moment muss gemaach ginn, fir all déi Projeten ze geréieren. Mä deen dote läit mer ganz vill um Häerz, well ech och weess, datt op där doter Streck wierklech vill Verkéier ass an natierlech och nach Potenzial ass, fir d'Leit op den Zuch ze kréien.

D'autant plus, bei der Péitenger Streck ass jo elo schon an de Spëttestonnen een Zuch, deen duerchgebonne gëtt op de Pafendaller Arrêt. Dat wäert d'Attraktivitéit nach méi grouss maachen. An an Zukunft, wann de fënnefte Quai an der Stad fäerdeg ass an de sechsten, da ginn der nach méi duerchgebonnen. An dat soll jo awer bis 2020 de Fall sinn, 2021. Also de fënnefte Quai geet, wann alles normal geet, am Dezember 2019 a Betrib.

Do wäert iwwregens och de Gesetzesprojet elo gläich duerch de Regierungsrot goe fir den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg. Ech ginn der-vun aus, datt mer deen nach Enn des Joers oder am Januar spéitstens wäerten an der Chamber deposéieren. An an deem Sënn mécht et natierlech och Sënn, dann déi Park & Ridë schnell ze bauen.

Also ech mengen, gitt eis eng Chance! Mir sinn hei am Etüdestadium. A mir maachen alles, fir dat esou schnell wéi méiglech ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der Orientierungsdebat.

Motion 1

Ech géif lech da froen, wéi mer mat der Motioun verfuere, déi vun der Madamm Lorsché deponéiert ginn ass a vun alle Fraktiounen a Sensibilitéte gedroen ass, ob mer do mat Handophiewen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Majo, da géif ech lech bieden, wien derfir ass, dat ze weisen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Merci. Domat ass d'Motioun unanime ugeholl.

Mir ginn zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer. Dat ass de Projet de loi 7202, eng Ännerung beim Enseignement musical. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här André Bauler.

9. 7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, Musek a Gesank prägen dat kulturellt Liewen hei am Land a queesch duerch Europa. Dat weise schon eleng déi sëllege Concerten, Festivallen an aner musikalesch Evenementer, déi all Joer vu ville Leit besicht ginn.

Musek an déi musikalesch Ausbildung, besonnesch am jonken Alter, hunn awer net nëmme e grouse kulturelle Wäert, si spillen och am gesellschaftleche Liewe grad wéi an der kognitiver Entwécklung vun engem Mënsch eng net ze ënnerschätzend Roll. All déi sëllege Museks- a Gesangveräiner an de Stied an Dierfer sinn eng dreiwend Kraaft am Veräinsliewen an droen zur sozialer Kohäsion bäi. Et gëtt doriwwer eraus etlech Studien, déi kloer beleeden, wat fir en Impakt d'Musek op déi perséinlech an intellektuell Entwécklung vun engem Mënsch huet, grad op déi vun deene Jonken.

Här President, et gëtt eng Hällewull vu Genren an der Museks- a Gesangsbranche, vu Barock iwwer Klassik bis Rock a Pop. Ech brauch déi elo net all hei opzezielen. A genausou gëtt et och vill verschidde Konstellatiounen a Formatiounen, wann et ëm d'Produktioun vu Musek geet. Mä ganz egal, ob een an enger Duerfmusek aktiv ass, an engem groussen Orchester matspillt, an engem Chouer séngt oder an enger Band prouft, d'Beherrschung vum Instrument, an hei zielen ech och d'Stëmm natierlech derbäi, steet ëmmer un éischer Stell. Dat ass souzesoen d'Conditio sine qua non, fir an der musikalescher Zeen ze reusséieren.

Et sief dann, et wier een e gebuerene Museks-genie a mat engem groussen Talent op d'Welt komm, dat et erlabe géif, sech selwer op eng autodidaktesch Aart a Weis en Instrument bäizebréngen, mä dat sinn Ausnamen, huet am Regelfall bal jiddwereen, dee Musek mécht oder séngt, eng Basisausbildung an enger Museksschoul oder an engem Conservatoire absolvéiert, déi engem bis an den héijen Alter zouguttkënnt. Dës Grundformatioun ass méi wéi eng sénnvoll Fräizäitbeschäftegung, si ass en Element vun der Allgemengbildung. Si mécht engem Dieren op, fir munnech grouss musikalesch Wierker an hirer Komplexitéit ze begreifen an d'Museksgeschichte besser ze erfassen.

Här President, mir hunn hei am Land eng ganz Rei vu Museksschoulen, woubäi een do natierlech och nach ënnerscheede muss tëscht Conservatoires, Museksschoulen an einfache Musekscoursen. Et ass net méiglech, dass des Schoulen duerch déi finanziell Bäitrag vun den Elteren oder vun de Schüler kënnen iwwerliewen. An dofir ass et richtig en noutwendeg, dass déi öffentlech Hand, virun allem de Stat, e gudden Deel vun de Käschten iwwerhëlt.

Fir genee ze sinn, bezilt de Stat en Drëttel vun de Käschten direkt an een Drëttel iwwer de Fonds de dotation globale vun de Gemengen. Dës Kontributiounen aus dem Statsbudget sinn awer per Gesetz plafonéiert, gedeckelt. Sou huet de Stat zum Beispill insgesamt fir d'Joer 2015-2016 26.742.000 Euro a fir 2016-2017 27.108.000 Euro ausginn. Déi verbleiwend Käschte gi vun de bedeelegte Gemenge gedroen, déi d'Coursen organiséieren.

Déi Montante ginn zwar all Joer un d'Entwécklung vun der Masse salariale ugepasst, alerdéngs kann dat net de finanziellen Impakt opfänken, deen entsteet, wann et Verännerungen an der Organisatioun oder am Statut vun deenen eenzelnen Etablissementer gëtt.

Wann, wéi elo rezent am Fall vun de Museksschoule Westen, Syrdall an Uelzechtall, sech Musekscoursen zu enger Museksschoul zesummendinn, da gëtt och d'Bedelegung vum Stat un dese Schoulen erhéicht, esou wéi den Artikel 4 vum groussherzogleche Reglement vun 14. Abrëll 1999 dat virgesäit. Well awer nëmme e gewëssene Montant vu Sue per Gesetz fixéiert an disponibel ass, misst et dann zu

enger Ëmverdeeling kommen, an dat op d'Käschte vun anere Schoulen, déi dee Moment manner staark ënnerstëtzt géife ginn. Et kéim also deemno zu enger proportioneller Baisse vun de Subsidie fir déi aner Etablissementer.

De Projet de loi 7202 gesäit dowéinst vir, dat modifizéiert Gesetz vum 28. Abrëll 1998 ofzënnere an de Plaffong vun der staatlecher Bedeelegung ze hiewen. Fir 2017 louch de Montant, deen am Statsbudget ageschriwwen war, bei 13.554.000 Euro. Elo géif de Montant vun der staatlecher Bedeelegung, also de Plaffong, op 14.534.000 Euro fir d'Joer 2018 oder ab dem Joer 2018 klammen.

Dës ass fir ze vermeiden, dass duerch de genannten Zesummeschluss vun deenen 20 Musekscoursen zu dräi Museksschoulen all déi aner Schoulen an d'Conservatoire finanziell gestrooft oder benodelegt géife ginn. Dës gesetzlech Upassung ass dann och als eng direkt Moosnam ze verstoen, fir séier op des Verännerungen kënnen ze reagéieren. Ma op laang Siicht ass geplangt, fir d'Gesetz eemol komplett op de Leescht ze huelen.

Et sief nach bemierkt, dass mat deem Gesetzesprojet de Begrëff „employé privé“ am ale Gesetz duerch d'Notioun vum „salaré à tâche principalement intellectuelle“ ersat gëtt, esou wéi dat ofgeännert Gemengesetz vum 13. Dezember 1988 et virgesäit.

De Statsrot hat säin Avis de 26. September deses Joers ofginn an hat keng spezifescht inhaltlech Remarque formuléiert.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegeen, domat, sou denken ech, hunn ech elo alles gesot. Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Bericht. Ech bedanke mech beim Commissaire à l'enseignement musical, dem Här Pol Schmoetten, fir seng Erklärungen an der Kommissioun a ginn dann och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung fir dës Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - „Dat Beschit an der Musek steet net an den Nouten“, esou sot de Gustav Mahler. A mir wëssen all, wat hien aus den Noute maache konnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass d'Musek eng ganz mënschlech Form vu Konscht. Si beréiert direkt, ouni Filter, si verbënnt Mënschen iwwer all kënschtlech geschafte Grenzen ewech. Si ass eng universell Sprooch, jiddwereen versteet se, ouni Grenzen, ouni Barrieren. Dohier transzendéiert se och Kulturen a Generatiounen souwisou.

Musek ass en integral humanisteschen Akt. An dat ënnerscheet och e Museker vun engem Roboter. Mä net nëmme Museker, och Psychologe rodén zur Musek. Si mécht glécklech, si schafft Ausgleich, si férdert d'Kommunikatioun mat de Matmënschen, si ass Narung fir d'Séil, de Geescht an de Kierper.

Mä niewent all där Passioun fir Musek fousst d'Gesetz vun 1998 iwwer d'Finanzéierung vum Museksunterrecht, wou mer haut eng Ännerung dovunner diskutéieren, op zum Deel technesche Regeln, heiansdo kniwwelegen a komplexe Modalitéiten.

Loosst mech e puer Feststellungen zum Gesetz iwwer d'Finanzéierung vum Museksunterrecht maachen!

Fir d'Éischt muss mer festhalen, datt eng ganz grouss Dynamik duerch d'Gesetz vun 1998 geschafte ginn ass. Et huet immens Vitalitéit an de Museksunterrecht bruecht, gekoppelt mat engem substantielle Qualitéitssprung.

Ech wëll den héijen Niveau ënnersträiche vum Museksunterrecht hei zu Lëtzebuerg. D'Qualitéit ass top. An an deem wichtige Punkt huet d'Gesetz iwwer de Museksunterrecht d'Zilsetzung sécherlech erreicht, dank dem Finanzeement a besonnesch dank dem Asaz vun de ville motivéierten a qualifizéierten Enseignanten an Intervenanten an de Conservatoires, de Museksschoulen, de Musekscoursen bei der UGDA.

An dach kann een e puer Froen opwerfen, eben a puncto Finanzéierung, wou iwwer deels nei Weeër nogeduecht misst ginn. Ech hat deemools dem Innenminister Virschléi gemaach fir verschidden Neierungen. Mir konnt se duerch déi virgezunne Wahlen 2013 net op en Enn bréngen. Duerno hu mer näischt méi dovunner héieren, bis mer virun zwou Wochen an der Kulturkommissioun informéiert gi sinn, et wär elo en Aarbechtsgrupp agesat ginn, fir iwwer eng Reform nozedanken.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, dës Projéct de loi hëlt just eng punktuell Annerung vir, an de Rapporteur, den Här André Bauler, huet dat ganz gudd duergestallt. Him Merci fir säi Rapport a säi flotte mëndleche Rapport och heil En hëlt just eng punktuell Annerung vir, fir déi aner Institutionen net finanziell ze penaliséieren innerhalb vum besteeënde Plaffong, well dräi nei Museksschoule bäikomm sinn an en anere Statut kritt hunn. Mir mengen, no bal 20 Joer muss een effektiv elo eng Evaluéierung vum Gesetz vun 1998 virhuelen, fir nei Pisten opzezeechnen.

Ech géif also gär folgend Froen un den Här Staatssekretär stellen:

Wéi dacks war deen Aarbechtsgrupp schonn zesummekomm, vun deem mir viru Kuerzem gesot kritt hunn, datt en d'Gesetz iwwerkucke géif? Wéini hunn d'Aarbechten ugefaangen a fir wéini soll den Aarbechtsgrupp seng Aarbecht ofgeschloss hunn? Ass do eng Echeance virgesinn?

Wat waren d'Auswirkungen - ass eng aner Fro - vum Ofschafe vun de Chèques-services accueil fir de Museksunterrecht? Ech mengen, et ass och wichteg fir eis ze wëssen: Participéiert haut all eenzel Gemeng um Finanzement vum Museksunterrecht - also ausserhalb vum der Interventioun vum Fong -, och wa se dofir net onbedéngt selwer Coursen organiséiert, well e gutt Ugebuet an der Region oder den Nopeschgemenge besteet? An: Wéi gesäit d'Regierung d'Klarifizierung vun der Verdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen am Beräich vum Museksunterrecht?

Als Konklusioun, Här President: D'CSV ënnerstëtzt d'Upassung, déi duerch dës Gesetzesprojéct gemaach gëtt. Si läit am Esprit vum urspréngleche Gesetz. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun dozou. An déi ass der Meinung, datt sech Gedanken iwwer eng Weiderentwicklung vum Finanzéierungsgesetz gemaach musse ginn.

Musek ass nämlech kee Luxus, si ass e Stéck Alldag, si mécht eist Liewe méi liebenswäert, och an der digitaliséierter Welt vum 21. Jorhonnert. All Mënsch soll Zougank zur Musek kënnen hunn, aktiv a passiv - doheem, an enger Musek, an engem Orchester, an engem Concert -, an zum Museksunterrecht. Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Dat Besch an der Musek steet net an den Nouten“!

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet d'Wuert d'Madamm Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, ech hunn och gäre Musek an ech fanne d'Musek och ganz wichteg an och de Museksunterrecht, well et awer net weider verdeiwen, mä well dem Rapporteur Merci soe fir seng Bericht an domadder dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun ginn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir seng präzis, ausféierlech Aarbecht. Der Madamm Modert Merci fir déi schéi musesch Wieder, déi se un eis gerichtet huet.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Och mir maachen de Constat, datt de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg op engem ganz héijen Niveau ass. A mir géifen eis och freeën a mir kënnen eis et also virstellen, datt dat esou weidergeet. An duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projéct de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. Weider Wuertmeldungen? Den Här Baum!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord zu dësem Projéct, net ouni och der Madamm Modert fir hir lyresch Exkursen ze felicitéieren.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Dat ass léif.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da ginn ech dovun aus, dass den Här Staatssekretär, den Här Guy Arendt, d'Wuert huet.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, viru bal 20 Joer, fir méi präzis ze sinn den 28. Abrëll 1998, huet Lëtzebuerg säin éischt Museksunterrechtsgesetz kritt, en Text, dee vill bewierkt huet a wierklech e grouse Succès ass. A ganz

Europa gi mer fir dëst Gesetz an dat, wat an der Praxis dorausser ginn ass, bewonnert an, géif ech och soen, souguer beneit.

D'Madamm Modert huet et gesot, et ass effektiv esou, an den Här Adam huet et och gesot: Mir hunn e ganz, ganz gudden Niveau an eise Museksschoulen. D'Studenten, déi aus eise Conservatoire erauskommen, sinn op alle Musekshéichschoulen, an dat a ganz Europa, gären, ganz gäre gesinn, well se mat engem zollite Bagage do ukommen.

Fir d'Éischt wollt ech awer nach e puer Zueleg ginn. Dat heescht, 1998-1999 hate mer 10.872 Schüler, déi sech op zwee Conservatoire, zéng Museksschoulen a Musekscoursé bei all de Gemenge verdeelt hunn. Haut hu mer ronn 17.000 Schüler, dräi Conservatoire, zwielef Museksschoulen an eng ganz Partie Gemengen, déi zesummeschaffen. D'Zuel vun den Enseignanten ass net esou staark geklommen, déi ass vu 568 op 658 gaangen.

De Lëtzebuerg Museksenseignement ass och fir d'Enseignanté ganz attraktiv, well mam Gesetz vun 1998 ass nämlech eng ganz wesentlech Annerung am Statut vum Enseignant komm an de Museksenseignant ass zu engem vollwäertegen an unerkannte Beruf ginn, soudass sech am Enseignement hautdesdaags eng ganz interessant Perspektiv fir jonk Museker opgedoen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass natierlech net zum Nulltariff! De Finanzement vum Enseignement musical, an de Rapporteur huet et scho gesot, gëtt duerch dräi Partner assuréiert, esou wéi dat am Gesetz vun 1998 virgesinn ass. E Règlement grand-ducal vum 14. Abrëll 1999, deen erkläert, wéi déi Sue verdeelt ginn, an zwar kënn e Schlüssel zur Uwendung, deen eng ënnerschiddlech Ponderatioun jee no Typ vum Enseignement virgesäit. Fir e Conservatoire gëtt de Koeffizient 1,2 ugewannt, fir eng Museksschoul de Koeffizient 1 a fir e Cours de musique 0,8.

Well de Budget awer plafonéiert ass, dat heescht, de gesamte Kuch, deen ze verdeelen ass, also am Prinzip net méi grouss gëtt, féiert all Changement vun enger Denominatioun zu enger Emverdeelung vun de Finanzen. Also, wann e Cours de musique zu enger Museksschoul gëtt oder eng Museksschoul zu engem Conservatoire, bedeit dat fir déi Schoul, déi eropgehuewe gëtt, e Changement beim Koeffizient an domadder eng Erhéijung vun der finanzieller Ennerstëtzung.

Dat bedeit awer gläichzäiteg, dass d'finanziell Ennerstëtzung vun allen anere Schoulen am Prinzip erfrogt. Déi Fro huet sech eng éischte Kéier 2002 gestallt, wéi de Conservatoire du Nord gegrënnt ginn ass, wou déi zwou Museksschoulen Dikrech an Ettelbréck zesummegeschloss sinn. Zu deem Moment, an och fir ze verhënnern, dass, wéi gesot, dee Wiessel fir all déi aner Schoulen zu enger Verkleinerung vun hirer finanzieller Ennerstëtzung sollt ginn, hunn déi deemoleg Ministeren am Interieur an an der Kultur eng Gesetzesmodifikatioun initiéiert, déi dann zu dem Text vun 2005 gefouert huet. Duerch déi Emännerung huet do keng Gemeng eppes verluer.

Mir sinn elo an deemselwechte Cas d'espèce, wou, wéi gesot, d'Musekscoursen aus 20 Gemengen, déi sech an dräi Regione versammelt hunn, hir Approbatioun als Museksschoul kritt hunn, an zwar vun der Rentrée scolaire 2016-2017 un. Heibäi handelt et sech ëm d'regional Museksschoul Weste mat Sëtz zu Bartreng, d'Museksschoul Syrdall mat Sëtz zu Nidderaanven an déi vum Uelzechtdall mat Sëtz zu Walfer.

Fir also ze verhënnern, dass déi Changementer an der Denominatioun en negativen Impakt op all déi aner Gemengen hunn, déi e Museksunterrecht ubidden, hunn den Innenminister an ech selwer de commun accord eis entschuet, eng zweete Kéier op de Wee vun enger Gesetzesännerung ze goen.

Dofir gëtt also virgeschloen, de Plaffong, deen d'Gesetz festleet, ze héijen, an zwar vun 13.554.000 op 14.534.000 Euro, dat heescht ëm 980.000 Euro. Domadder geet natierlech och d'Participatioun vun der Dotation communale deementspreechend erop. An de Rapporteur huet et scho gesot: Déi Augmentatioun, déi setzt sech zesammen aus der alljärelecher Adaptatioun vun der Masse salariale plus dann déi Majoratioun, déi néideg war fir d'Hiewe vum Koeffizient vun de Museksschoule Westen, Syrdall an Uelzechtdall.

Ech mengen, d'Nofro, mir wëssen dat, nom Museksunterrecht ass an deene leschten 20 Joer enorm staark gewuess, ronderëm d'Stad awer och an der Stad selwer, an huet zu neien Infrastrukture geféiert. Do hu mer den ArcA zu Bartreng an de Kinneksbond zu Mamer; ënner anerem, mä awer net nëmmen. A wéi gesot, op anere Gemengenniveaue sinn déi Koopera-

tione wierklech verstärkt ginn. An an Zesummenaarbecht mat dem Commissaire à l'enseignement musical an der UGDA, ënner anerem, sinn, wéi gesot, déi Demandé vun deenen dräi Regionalschoulen eragereecht ginn an déi Approbatioun ass dann och gi ginn.

D'Madamm Modert huet et ugedeit: Ech hu scho viru méi Laangem gesot - an net nëmme viru 14 Deeg an der Kulturkommissioun war dovunner rieds -, mä scho viru méi Laangem ass bei eis d'Maschinn ugaangen, fir ze soen, mir änneren deen Text vun 1998, wat am Fong d'Basissetz ass. Dee wëlle mer elo op alle Fall emännern. Mir hunn dat schonn ugekënnegt bei de Conservatoire an de Museksschoulen ufanks dës Joers.

A mir hunn awer gesot, mir géife fir d'Éischt emol deen heiten Text iwwert d'Bün kréien, an da wäerte mer elo..., also et si schonn éischt Preparatiounsaarbechten amgaangen. Et geet haaptsächlech ëm den Niveau vun de Strukturen, d'regional Verdeelung vun der Offer, d'Administratioun, d'informatescht Behandelee vun den Dossieren um nationale Plang, d'Finanzen, d'Fro vun der Relatioun vu Stat a Gemengen a Museksunterrecht. Dat sinn déi Punkten, Haaptpunkten, déi sollen an deem Groupe de travail diskutéiert ginn. Wéi gesot, dee wäert elo méi konkret nach en place gesat ginn. Mä et si scho Viraarbechten op alle Fall um Commissariat à l'enseignement musical gelescht ginn.

Dir hutt och nach den Impakt vun de Chèque-service gefrot. Dir hutt jo awer matkritt, dass mer do eng Émschichtung gemaach hunn an dass dat, wéi gesot, elo net méi iwwert de Chèque-service geet, mä dass elo eng Participatioun un de Fraise bei den Elteren agefouert ginn ass. An dat funktionéiert tipptopp. Do si ganz vill Demanden, déi erakommen. An déi ginn och ganz stënterlech behandelt.

Voilà! Dës Upassung, wéi gesot, vum Text vun 1998 an 2005, déi haut virun lech läit, adaptéiert, wéi gesot, déi finanziell Moyenen un d'Entwécklung um Terrain an ass a mengen Aen dofir néideg an dat Normalst vun der Welt. Dofir hoffen ech hei op eng breet Zoustëmmung. Mä déi schéngt jo awer och schonn do ze sinn.

Merci géif ech all deene soen, déi hei mat un dësem Projéct geschafft hunn, och dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif lech och Merci soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projéct de loi 7202 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7202 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimité! Domat ass de Projéct ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agno, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen? Jo?

(Assentiment)

Okay. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour, dat sinn eis eege Konte fir d'Joer 2016. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Marc Lies.

10. 7212 - Comptes du service intérior de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Marc Lies (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi all Joer goufen och dës Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2016 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert.

Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir - an ech zitieren -, éischten Alinea: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des comptes“ assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Véierten Alinea: «(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée.»

Den Auditeur KPMG, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2016 kontrolléiert huet, koum de 17. November vun dësem Joer a sengem Schreiwten zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés.»

An der Circulaire budgétaire vum Stat stoung, datt den Exercice 2016 net sollt iwwert d'Konte vun 2015 erausgoen. D'Chamber krut fir d'Rechnungsjoer 2016 e globale Kreditte vu ronn 34,5 Milliounen zougesprach. De Kont 2016 ass mat engem Betrag vun 31,6 Milliounen ofgeschloss ginn. Dëst entsprécht engem Minus vun 1,1% par rapport zum Buchungsjoer 2015. Bei den Indemnitéite vun den Deputéierte konnte beispillsweis ronn 430.000 Euro par rapport zum Budget 2016 agespuert ginn.

Och beim Personal vun der Chamber si 423.000 Euro manner ausbezuelte ginn, wéi am Budget projézéiert wor. De Grond heifir ass, datt e puer Beamten d'Chamber verlooss hu respektiv e Switch op Temps partiel gemaach hunn oder awer nach, datt nei rekrutéiert Leit eréischt am Laf vum Joer ugefaangen hu mat schaffen, de Posten awer op ee ganz Joer budgétiséiert wor.

Bei de Frais de fonctionnement konnt e ganze Batz Geld agespuert ginn, well nei Kontrakter ausgehandelt gi sinn, dëst beispillsweis beim Nettoyage oder bei der Surveillance vun den Infrastrukturen.

Hëlt een de Budget voté vu 34.565.000 Euro, esou goufen 2,9 Milliounen manner ausgi wéi budgétiséiert. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 8,39%. Den désjärege Budgetiwwerschoss beleefte sech op 1.216.000 Euro.

Ënnert dem Stréch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg Wirtschaft. D'Reserve vun der Chamber beläfe sech zwëschenzäitlech op 8.789.000 Euro. Mat dëser Sue gëtt an de kommende Joren awer och nees geschafft: An eng modern Kameraanlag mat Remise en état vum ganze Cablage gëtt investéiert, soudatt an Zukunft de Statsminister net méi brauch Angscht ze hunn, datt seng Ried net en direct iwwerdroe ka ginn. D'Plénière soll an dësem Sënn an de Summerméint um technesch Plang emgebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprise KPMG sinn der Meinung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech alleguerte bidden, d'Konte vum Exercice 2016 guttzeheeschen.

Ech wëilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär e grouse Merci soe fir hir exemplaresch Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bidden, datselwecht ze maachen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspräsident dës Resolutioun. Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2016 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des



Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An ech mengen, dass den Här Rapporteur esou gutt geschwat huet, dass dat...

(Interruption)

...fir eis all akzeptabel ass. An da géif ech lech froen, ob mer direkt kënnen iwwert d'Resolutioun ofstëmmen an ob mer dat och kënnen mat Handophiewe maachen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution

An da géif ech lech em en Zeeche bieden, wien derfir ass.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthaltungen?

Eis Konte vun 2016 sinn unanime ugeholl.

An hei brauch ech jo déi berüümte Fro, déi ech ni däerf vergiessen, net ze stellen.

Da géife mer zu de Konte vun der Cour des comptes iwwergoen. D'Madamm Adehm, Présidente vun der Budgetkontrollkommissioun, huet d'Wuert.

11. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes

Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV), auteure.** - Jo. Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, wéi all Joer hu mer och dëst Joer an der Commission du Contrôle de l'exécution bud-

gétaire d'Konte gekuckt vun der Lëtzebuerger Cour des comptes. Et ass eis näischt dran opgefall, wat elo net an der Rei wier. Déi Konte sinn och nach eng Kéier vun engem Reviseur nogekuckt ginn.

Ech géif der Chamber da proposéieren, dass mer och eng Resolutioun unhuele géifen, dass mer déi Konten esou unhuelen, wéi se sinn.

An ech géif awer och der Cour des comptes vun hei aus Merci soe fir déi exzellente Zesummenarbeit, déi mer iwwert d'ganz Joer haten.

Résolution

La Chambre des Députés,

- *vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que «les états financiers (...) présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.»;*

- *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 4 décembre 2017;*

approuve

les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes.

(s.) Diane Adehm.

¹ *Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.*

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Villmools Merci. Ech mengen, Dir kënnt och bal direkt hei bleiwen.

Mä ech géif awer vläicht ofstëmmen loossen, wa keen d'Wuert wëllt hunn.

Vote sur la résolution

Wien ass d'accord mat der Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och hei hu mer Unanimitéit.

An dann huet d'Madamm Rapportrice d'Wuert fir d'Konte vum Mediateur.

12. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur

Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV), auteure.** - Jo. An dann nach eng Kéier, wéi gesot, deeselwechten Exercice fir d'Konte vum Mediateur. Och déi Konten hu mer an eiser Kommissioun gekuckt. Och do war näischt derzou ze soen. Och déi Konte si vun engem Reviseur nogekuckt ginn.

A mir hunn eis och drop gëeeneegt, fir lech eng Resolutioun den Owend virzeleeën, fir ofzestëmmen, dass mer déi Konten esou kënnen unhuelen, wéi se da virleien.

Résolution

La Chambre des Députés

- *vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «le tableau des Recettes et des Dépenses (...) du Secrétariat du Médiateur au 31 décembre 2016 a été établi, dans tous ses as-*

pects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg»;

- *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 4 décembre 2017;*

approuve

les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Villmools Merci.

Da stellen ech do nach déiselwecht Fro: Ginn et Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Kënnen mer per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Da bieden ech lech em en Zeechen, wien derfir ass.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

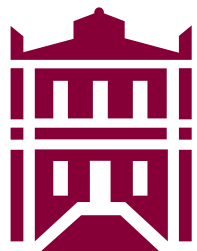
Wien enthält sech?

Mir hunn och hei Unanimitéit.

Domat sinn och déi zwou Resolutiounen ugeholl.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kommt gutt heem! An de Rendez-vous fir dës Kéier dee laange Budgetstour ass déi nächst Woch en Dënschdeg um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)



SÉANCE 10

MARDI, 12 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Vizepremier.

2. Communications

Ech wollt lech dann déi gewinnte Kommunikatioun maachen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um

Büro deponéiert ass. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques weidergaangen, grad ewéi d'Lëscht vun deenen neie Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 12 décembre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.12.2017

7216 - *Projet de loi instituant un registre des fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.12.2017

7217 - *Projet de loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs et portant 1. transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait au registre des bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités juridiques et aux obligations de celles-ci en rapport avec leurs bénéficiaires effectifs; 2. modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2017

7218 - *Projet de loi relative à des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels et portant modification de:*

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.12.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

915 - *Demande de pétition publique: Stop slave trade in Libya*

Dépôt: M. Almin Hrkic, le 29.11.2017

916 - *Demande de pétition publique: Play Airsoft/Paintball in Luxembourg*

Dépôt: M. Cyrill Gliedner, le 30.11.2017

917 - *Demande de pétition publique: Prise en charge plus élevée par la Caisse de maladie (veuillez lire: Caisse nationale de santé) pour les aides visuelles et reconnaissance comme handicap*

Dépôt: Mme Michèle Machado, le 01.12.2017

918 - *Demande de pétition publique: Ouverture d'une section francophone primaire et secondaire au sein de l'école européenne/internationale à Junglinster pour la rentrée de septembre 2018*

Dépôt: Mme Roxane Vaudeville, le 01.12.2017

919 - *Demande de pétition publique: Maximales Strafmaß ohne Bewährung für Kinderschänder und Vergewaltiger*

Dépôt: M. Romain Braun, le 28.11.2017

920 - *Demande de pétition publique: Création d'une crypto-monnaie luxembourgeoise portant le nom Luxcoin*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 05.12.2017

921 - *Demande de pétition publique: Ras-le-bol des bouchons....Pour mettre un terme aux cauchemars subis par les résidents et les frontaliers!*

Dépôt: M. Guy Rollinger, le 08.12.2017

922 - *Demande de pétition publique: Pour le tiers payant chez les médecins*

Dépôt: Mme Jill Sterba, le 08.12.2017

923 - *Demande de pétition publique: Abolition de la loi concernant les chèques-services (loi du 29 août 2017) et instauration d'un système gratuit de crèches et foyers scolaires*

Dépôt: Mme Anela Osmanovic, le 11.12.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch den Ordre du jour virgeschloen, deen lech zougestallt ginn ass, mam Schwéierpunkt Budgetdiskussionen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ginn ass, d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt zum Budget fir 2018 an zur Programmation financière pluriannuelle iwwergoen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice fir d'Finanzkommissioun, d'Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

4. 7200 - *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:*

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

7201 - *Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021*

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Statsbudget geet et em Zuelen, Tabellen, Kalkulationen a Berechnungen. Alles an allem eng éischter dréchen Ugeleeënheet, kéint ee mengen. Wot een awer e Bléck hannert déi plakeg Zuelen, da fénnt een eng sëllege Konzepter a ganz konkret Moosnamen, déi den Alldag vun de Mënsche concernéieren, ob dat haut, muer oder iwermuer ass. Dat sinn d'Mënschen, déi hei am Land wunnen, an awer och d'Mënschen, déi net hei wunnen, mä bei eis schaffen, an duerfir och en Deel vu Lëtzebuerg sinn.

Wéi entwéckelt sech e Land? Kënne Mënsche sech fräi entfalten? Gi Schwaacher an enger Gesellschaft geféiert? Geet et gerecht zou? Op all déi Froen fénnt een Äntwerten am Budget, well de Budget all Joer déi wichteg politesch Moosnamen zesummefaasst.

De Statsbudget betrëfft jiddwer Einzelne vun eis. Mä fir eng Grupp an dësem Land hu mir bei all Budget eng besonnesch Verantwortung: Dat sinn déi vill jonk Leit, Kanner a Jugendlecher hei am Land. Well et si si, fir déi d'Entscheidung vum haut eng besonnesch Bedeutung hunn. Si sinn et, déi am längste mat den Entscheedungen vum haut lieue mussen.

Mir schwätzen hei vun deene ville Jonken, déi haut nach an der Ausbildung oder op der Uni ennerwee sinn a sech op hire spéidere Beruff preparéieren. Vun deene Jonken, déi nach an d'Schoul ginn a vläicht nach guer net wëssen, wou hir Rees higeet. An awer och déi ganz kleng, déi muer eng Welt kennelëiere wäerten, déi mir eis haut nach guer net virstelle kënnen. D'Welt vu muer ass anescht wéi d'Welt vun haut, esou wéi d'Welt vu gëschter anescht war wéi den Hei an Elo.

Et brauch ee guer net wäit an der Zäit zréckzegoen, do ware Brëffrëndschaft an Telefonskabinn nach de Facebook a Smartphone vun haut. Kee weess, wéi d'Welt vu muer genee ausgesäit. Nach kee vun eis kennt d'Eenzelheete vun der Welt, an där eis Kanner grouss ginn. Mä mir kënnen haut eng Welt vu muer preparéieren an haut eise Jonken déi Instrumenter an de Grapp ginn, déi et hinne muer erlaben, op nei Erausforderungen ze reagéieren.

Grad wéinst eise Jonken dierfe mir keng Budgetpolitik maachen, déi Saachen ni a Fro stellt, dierf et kee Laisser-faire ginn. Fir eis jonk brauche mir eng Budgetpolitik, déi Jalone setzt, déi Upassungen do mécht, wou et néideg ass, an de reelle Besoine vun enger Gesellschaft, déi sech verännert, gerecht gëtt. De Budget, dee mir virleien hunn, ass e Budget, dee gestalt a kloer Akzenter setzt. Et ass e Budget, deen net nëmmen den Hei an Elo gesäit, mä verantwortungsvoll no vir kuckt.

Här President, de Budget, deen ech haut dierf presentéieren, ass dee leschte Budget vun dëser Legislatur. Fir präzis ze sinn, dréit et sech hei em zwee Gesetzer: engersäits dat klassescht Budgetgesetz an anerersäits d'Gesetz iwwert de laangfristige Finanzplang bis 2021. Ier ech op d'Detailler vum Budget agoe wäert, e puer Wieder zum wirtschaftlechen Einfeld.

Et ass kee Geheimnis: Eist Land ass duerch seng Gréisst, seng staark Finanzplaz a seng Oppenheet besonnesch expositéiert. Déi weltwäit Konjunktur huet en direkten Afloss op d'Lëtzebuerg Wirtschaft. Duerfir geheie mir kuerz e Bléck ronderëm de Globus. D'Weltwirtschaft dréit gutt den Ament. Am éischte Semester vun dësem Joer huet et weltwäit wirtschaftlech nach eemol ugezunn an den FMI geet bei senger Projektion vun engem weltwäite Wuesstum vun 3,6% dëst Joer an 3,7% dat nächst Joer aus. Dat ass méi wéi zollid. An et ass e Wuessstum, dee wichteg ass, fir d'Aarmut uechtert d'Welt ze bekämpfen, fir de Chômage erofzudrücken a fir esou ville Leit wéi méiglech d'Chance ze ginn, fir hir eege Situatioun ze verbessern.

Et ginn awer och eng Rei politesch a wirtschaftlech Entwécklungen a Risiken, déi ee genee am A behale muss, fir dass si sech net negativ op d'Konjunktur auswierken. E Land, wat op der wirtschaftlecher Weltkaart ëmmer méi eng grouss Roll spillt, ass China. D'Fro, déi sech hei stellt, ass, ob den Exportwettbewerb et packt, déi eege Consumatioun am Land unzereegen an dee ganz héije Wuesstum bäizebehallen.

D'Entwécklung vun den Zënsen ass e weidere Facteur, deen ee genee am A behale muss. Och politesch Risike kënnen ganz séier de Wuessstumsmoteur un d'Tuckere bréngen. Spéitstens säit dem Untrëtt vum President Trump a sengem „America first“ si protektionistesche Iddien erëm in. Nei Handelsbarrière si kuerz- a mëttelfristeg a Risiko fir de weltwirtschaftleche Klima. Politesch Tensiounen a Konflikter sinn doriwuer eraus eng permanent Gefor, grad an Zäite wou déi gréisste Weltmuecht och emol gäre Weltpolitik iwwer Twitter mécht. Suerge mécht den Ament besonnesch de Konflikt mat

Nordkorea, deen net zum Ausléiser vun engem nukleare Wettrüsten an der Regioun dierf ginn.

Zréck an Europa: virop de Brexit. D'Britten hunn als Éischt emol gehandelt an duerno ugefaangen, ze iwverleeën. Mam Resultat, dass ganz vill Froen opstinn a bis ewell ganz weineg Antwerte konnte fonnt ginn. En éischt Virkommen an de Verhandlungen tëscht Groussbritannien an der Europäescher Kommissioun ass d'lescht Woch annoncéiert ginn, mä et ass e kleng Schrëtt vu villen, déi nach nokomme mussen. Wann eppes schiedlech ass fir eng gutt Konjunktur, dann ass et Onsécherheet.

Duerfir leit déi brittesch Konjunktur momentan. Ech hoffen, dass den éischte wäissen Damp, deen elo d'lescht Woch aus den Negotiationen opgestigen ass, net nëmmen e Stréifeier ass. An deem Kontext bleift och ze hoffen, dass eisen däitschen Noper als stäerkst europäesch Wirtschaft schnell zu enger stabiler Regierung féinnt, fir senger Roll an Europa an dese politesch schwierigen Zäite kënnen gerecht ze ginn.

Wéi gesäit et elo an der Eurozon aus? Wat d'Wirtschaftsprevisionen betrëfft, stinn d'Luuchten erëm op gréng. No der europäescher Finanz- a Wirtschaftskris an de Joren 2008 bis 2012 ass d'Eurozon erëm „back on track“. D'Wirtschaft wiss, an dat onënnerbrach säit eppes méi wéi véier Joer. D'Previsionen fir 2017 leien tëscht 1,7% an 2,2%. Wat hei besonnesch erfreeslech ass, ass, dass dese Wuesstem op d'Bannennofro zréckzeféieren ass, wat weist, dass d'Kafkraaft bei de Leit erëm ugezunn huet an d'Vertrauen erëm do ass.

Och um Aarbechtsmaart ass d'Entwécklung positiv, mat engem Chômagetaux, dee kontinuéierlech erofgeet. Leider muss een awer hei nach ëmmer grouss Differenzen tëscht den eenzelne Länner feststellen. A Griichenland ass méi wéi all Fënneften op der Sich no enger Schaff. Dat ass dramatesch fir ganz vill jonk Leit, deenen hei keng Zukunftsperspektive kënnen gebuede ginn. Och Spuenien huet nach ëmmer e ganz héijen Taux, och wann d'Stëmmung sech lues a lues ophelt.

Komme mir elo op Lëtzebuerg! Lëtzebuerg bréngt et fäerdeg, besser dozestoe wéi déi allermeeschten EU-Länner. D'éischt Semester 2017 hate mir dem Statec no e Wuesstem vun 3%. Fir d'ganz Joer geet de Statec vun engem Wuesstum vun 3,4% aus an d'nächst Joer souguer vu 4,4%. Domadder leie mir an äänleche Paragë wéi déi lescht zwee Joren, wou d'Zuele jo vum Statec nach no ënne revidéiert gi sinn.

Wat déi eenzel Branchë betrëfft, ass d'Tendenz generell favorabel. De Finanzsektor steet zwar en termes de volumes mander favorabel do, allerdingens sinn d'Resultater en valeur och hei gutt. D'Kursen op der Bourse sinn d'ganz Joer iwver geklommen an et gëtt och eng gutt Dynamik bei de Kreditter fir d'Privatstéit an d'Entreprises. Allerdingens ginn déi generell Fraisen am Secteur an d'Luucht. Dëst huet mat den Investitiounen ze dinn, fir eis Banke konform zu den neien internationale Reglementatiounen ze maachen.

Et héiert een an Tëschenzäit och erëm Stëmmen, déi virun der Gefor vun ze strengen Oplage warnen. Hei gëllt et an Zukunft, dee richtegen Equilibre ze fannen, fir datt sech eng Bankekris net widerhéit, a mer gläichzäiteg awer och net an eng Iwwerreglementatioun erarutschen.

Bei deenen anere Secteuren dréit besonnesch d'Baubranche gutt. D'Industrie läit dogéint e bëssen hannert den Erwaardungen zréck, mä och hei ass den Ausbléck optimistesche, wéi d'Carne mat de Commandë gutt geféilt sinn.

Wat d'Inflation betrëfft, geet dës erëm an d'Luucht, wat gréisstendeels de Präisser vun de Rohstoffe geschéllt ass. Mir leien do dëst Joer bei 1,8% an domat zimlech genau an deem Beräich, wat vun der Europäescher Zentralbank als erstriewenswäert ugesi gëtt. De Statec geet awer dovunner aus, dass d'Inflation Enn des Joers awer erëm e bëssen noloosse wäert. Dëst virun allem wéinst den 20 Stonne gratis Kannerbetreiuung, déi d'Regierung jo dës Rentrée agefouert huet an déi fir vill Elteren d'Präisser an der Kannerbetreiuung däitlech no ënnen dréckt.

Beim Schafe vun Aarbechtsplazen hu mir eng positiv Entwécklung vun eppes méi wéi 3% Zouwuess. Mir stellen awer fest, dass d'Unzuel vu Frontalieren, déi eng Plaz fannen, méi staark wiss wéi bei de Residenten, wat weist, dass Lëtzebuerg engersäits nach ëmmer eng ganz staark Unzéiungskraaft huet, anerersäits awer d'Betriber och dacks net déi Qualifikatiounen hei am Land fannen, déi si brauchen.

De Chômagetaux läit am Moment bei 5,8%. Dat heescht, en ass esou déif wéi zanter sechs Joer net méi. Wat mech besonnesch freet, ass, dass de Réckgang vum Chômage virun allem deene Jonken ënner 30 Joer zeguttkënn, an awer och deene Leit mat niddreger Qualifikatioun. Jonken d'Méiglechkeet ze ginn, am Beruf Fousse ze faassen, ass eng wichteg Viraussetzung, fir dass si hir Zukunft selwer an d'Hand kënnen huelen an hiert Liewen esou opbaue kënnen, wéi si dat wëllen.

Fir de Budget opzestellen, bewege mir eis an engem europäesche Kader. Ech brauch op dës Plaz net nach eemol d'Ursaachen ze verdeiwen, mä eng wesentlech Lektiooun aus der leschter Finanz- a Wirtschaftskris ass d'Mise en place vun engem europäesche Regelwierk, dem sougenannte Semestre européen. Dëst ass d'Bollwierk vun der EU, fir d'Stabilitéit vun den öffentleche Finanzen vun deene verschiddene Länner ze garantéieren a fir d'Eurozon besser fir extern Schocken ze rüsten.

Virewech: Déi Europäesch Kommissioun huet eis an hirem Avis iwwert de Plan national de réforme fir dat lafend Joer eng bonne Note ausgestellt. Si konfirméiert, dass Lëtzebuerg säin Objectif à moyen terme, den OMT, net nëmmen erreicht, mä säin Objektiv souguer daitlech iwwertreift. D'Kommissioun hieft awer natierlech och d'Erausforderunge fir Lëtzebuerg ervir, déi sech op laang Sicht stellen. Dëst si virun allem déi laangfristeg Käschten a Relatione mat dem Pensionsystem. Doriwuer eraus lueft d'Kommissioun d'Efforte vun der Regierung, fir d'Wirtschaft weider ze diversifizéieren a fuerdert d'Regierung awer och derzou, dës weider virunzedeiwen.

Wéi gesäit et elo konkret mat der mëttelfristeger Budgetpolitik aus? Well et ëmmer erëm fir Konfusioun suert, erlaben ech mer, nach eemol dorop hinzewiesen, dass mir zu Lëtzebuerg zwou Methoden hunn, fir de Budget ze presentéieren:

- éischters, déi europäesch, déi sougenannte SEC 2010, déi et erlaabt, kohärent an zouverlässig Vergläicher tëschent de Memberstate vun der Eurozon ze maachen an och d'Engagement kuckt;

- an zweetens, déi Lëtzebuerg Kontabilitätsregelen, déi d'Logik vun enger Comptabilité de caisse suivéieren.

Ech wëll nach eemol kloer hei soen, dass et kee richteg oder falsch hei gëtt. Bëid Methoden hunn hir Berechtigung a bëid Methoden ergänze sech. Dofir soll een och net hei probéieren, déi eng Method géint déi aner Method auszuspielen, wat am Endeffekt nëmmen zu Konfusioun féiert.

ler ech méi genee op de Pluriannuel aginn, wëll ech nach eemol kuerz op d'Ausgangssituatioun um Ufank vun dëser Legislatur agoen.

Mir si vu wäit hierkomm. Wéi d'Regierung Enn 2013 ugetrueden ass, war et ëm d'Statsfinanzen hei am Land net gutt bestallt. D'Finanzkris hat en déift Lach an d'Statskeese gerappt. Derbäi kouw, dass d'TVA-Recetten um elektroonesche Commerce ewechgebrach sinn.

D'Ierwen, dat dës Regierung ugetrueden huet, war deemno e ganz schwéiert. Et huet misse reagiert ginn, an et ass reagiert ginn! Hätt d'Regierung hir Hausaufgaben zu deem Zäitpunkt net gemaach, wier et net an deem Mooss méiglech gewiescht, haut déi Politik am Interessi vun de Leit ze maachen, déi mir maachen: vun de Steuererliichterungen, iwwert de Congé parental bis hin zur gratis Kannerberetung.

Zréck op de Pluriannuel. Kärstéck vum Finanzplang iwwert déi nächst Jore sinn déi mëttelfristeg Budgetziler, déi all Land soll errechen. Dës Ziler gi regelméisseg aktualiséiert am Kader vun der Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance, dem PSC. No de leschte Konklusioun vum „Ageing Report“ huet d'Kommissioun proposéiert, beim OMT op minus 0,5% erfrozegeen. Dës Schrott ass richteg gewiescht, well et eisem Land méi Spillraum gëtt, och op konjunkturell Krisen ze reagieren, besonnesch well d'Regierung de Sputt net ausnotzt.

Am Fréijoer huet Lëtzebuerg seng Aktualisatioun vum PSC u Bréissel geschéckt. Aus dëser Aktualisatioun geet ervir, dass mir d'lescht Joer souguer bei engem Solde structurel vu plus 2,1% louchen. 2017 an déi nächst zwee Joren geet en dann erof, fir vun 2020 un dann erëm ze klammen.

Wat d'Joren 2017 bis 2019 betrëfft, ass et hei virun allem d'Steierreform, déi spillt an domadder tëschenzäitlech de Solde structurel no ënnen dréckt. Kuckt ee sech déi estiméiert

Käschte vun der Steuerreform un, gëtt dat Bild schnell méi kloer:

2017 hu mir Käschten an Héicht vun 373 Milliounen Euro. Déi klammen dann an de Joren 2018 an 2019 op ronn 500 Milliounen. Et ass awer ze betounen, dass dës Estimatiounen Abstraktioun maache vum positiven Impakt, deen dës Steuerreform natierlech mat sech bréngt. Mëttel- a laangfristeg wäerten d'Steuererliichterungen awer hire positiven Effet voll auspielen. Si bréngen de Privatstéit nëmmlech Kafkraaft a setzen an de Betriber Moyene fräi, fir ze investéieren.

Am Gesetz iwwert d'Programmation pluriannuelle konnt d'Trajectoire nach eemol no uewen ugepasst ginn. D'Administration publique bleift deemno iwwert dee ganzen Zäitraum vun der Programmation am positive Beräich. 2017 gëtt hei mat engem Plus vu knapp 350 Milliounen gerechent. Deen Iwwerschoss bleift iwwert déi nächst zwee Joer méi oder wéineger konstant, fir da vun 2020 un op ronn 820 Milliounen eropzegaen an 2021 da bei iwwer 1 Milliard ze landen.

De Solde vum Zentralstat bleift bis 2021 am negative Beräich, woubäi mir 2021 allerdinges quasi am Equilibre ukommen, deemno den Defizit déi nächst Joren daitlech erfrozegeen.

D'Administrations locales, also d'Gemengen, bleiwen iwwert déi ganz Trajectoire am positive Beräich. Bei de Gemengen huet sech dës Joer jo e bëssen eppes gedoen. Dat lescht Joer hu mir an dësem Haus eng Reform vun de Gemengefinanz gestëmmt. Eng Reform, déi laang ugeduecht war, mä et war dës Regierung, déi hei Neel mat Käpp gemaach huet.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Si spullt de Gemengen all Joer ronn 90 Milliounen méi an d'Keesen.

De fréiere Fonds communal de dotation financière an d'Gewerbsteier sinn an en eenzeg Dëppen zesummegeluecht ginn an d'Verdeelungskritäre sinn ugepasst ginn. Doduerch gëtt d'Schéier vum Pro-Kapp-Akommens tëschent deenen eenzelne Gemengen daitlech méi kleng. Virun allem déi Gemengen, wou vill Leit liewen a schaffen, sinn daitlech Gewënner. Si hunn elo méi Suen zur Verfügung, fir hire Service um Bierger ze verbesseren an awer och fir hire landesplanereschen Aufgaben gerecht ze ginn.

Wichtig ass hei ze betounen, dass e Kompensationsmechanismus derfir suert, dass keng Gemeng manner Suen erakritt, wéi dat am Referenzjoer 2015 de Fall war. Wann ee sech de Gesamtvolum vum neie Fonds de dotation ukuckt an dësem Joer a wann d'Previsiounen fir dat nächst Joer richteg sinn, da kann een awer elo scho feststellen, dass ënnerhalb vu kuerzer Zäit keng Gemeng méi op déi finanziell Kompensatioun ugewisen ass. Kucke mer op d'Trajectoire fir d'Entwécklung vun de Recetten an Depensen iwwert déi nächst Joren, gesi mir, dass d'Gemengen och déi nächst Joren op zolitte Féiss stinn.

De Volet vun der Sécurité sociale weist och iwwert déi nächst Joren daitlech en Iwwerschoss vun iwwer enger Milliard pro Joer op. D'Trajectoire weist awer, dass deen Iwwerschoss lues awer sécher déi nächst Joren no ënnen tendéiert, well méi Leeschtungen, virun allem bei de Pensionen, an Usproch geholl wäerte ginn.

Déi positiv Entwécklung um Aarbechtsmaart den Ament bewierkt awer, dass d'Cotisatiounen fir d'Pensionsversicherung tëschent 2017 an 2021 viraussichtlech an der Moyenne ëm 5,3% an d'Luucht ginn. Domadder bleift den Iwwerschoss weiderhin op engem héijen Niveau an d'Reserve gi weider opgebaut.

Och d'IGSS konfirméiert, dass d'Finanzsituatioun vum Pensionsregim den Ament éischer komfortabel ass. Effektiv hate mir Enn 2015 eng Reserv, déi 4,37-mol esou héich ass wéi de Montant vun de Prestatiounen pro Joer.

D'Situatioun ass also den Ament gutt, mä mir wëssen awer, dass eise Pensionsystem ganz staark op Wuesstum opgebaut ass an den zweeten an drëtten Piliere weider muss gestärkt ginn. D'Regierung huet dofir an dëser Legislatur en Aarbechtsgrupp agesat, dee Recommendationen fir de Pensionsystem ausschafft.

Bei der Gesondheetskeess hate mir dës Joer d'Situatioun, dass den Iwwerschoss méi héich wéi den erlaabten Taux vun 20% vun de lafende Käschte louch, soudass de Comité quadripartite decidéiert huet, verschide Prestatiounen, besonnesch wat d'Zänn an d'Brëller betrëfft, an d'Luucht ze setzen. Alternativ hätt ee kënnen d'Cotisatiounen erfrozesetzen, mä d'Quadripartite huet sech fir méi Leeschtung entscheet. Et ass op jidde Fall eng Mesure, déi grad deene Leit mat méi klengem Akommensdobaussen zeguttkënn.

Trotz dëser generell zolitten Zuele vun der Sécurité sociale muss mir d'Depensé genee am Bléck behalen, natierlech besonnesch um Poste vun de Pensionen. D'Depensé vun der Sécurité sociale klamme viraussichtlech an der Moyenne ëm 5,5% d'Joer bis 2021, heivun besonnesch d'Ausgabe fir d'Pensionen, déi mat 6,2% klammen an och d'Assurance maladie-maternité, déi ëm 5,9% klëmmt.

Ech kommen elo op d'öffentlech Schold.

Dës stabiliséiert sech nom Budget pluriannuel am Joer 2018 bei ronn 22,7%, fir am Joer 2021 bei 21,6% erauszekommen. Dës ass daitlech ënner dem Limitt vun 30%, déi d'Regierung sech am Regierungsprogramm gesat huet. Wann ee bedenkt, dass de Comité de prévision am Joer 2013 à politique inchangée vun 29,2% fir 2016 ausgegangen ass, weist dat, dass dës Regierung hei exzellent geschafft huet.

Ze ernimmen ass nach, dass d'Regierung an dëser Legislatur niewent der Emissioun vum Sukuk vun 200 Milliounen am Joer 2014, dee jo fir d'Finanzplaz wichtig war, eréischt am Februar dës Joer deen éischten Emprunt vun zwou Milliarden gezunn huet. Dësen Emprunt ass iwwerengs zu engem historesch déiwen Zënstaun opgeholl ginn, soudass d'Fraise sech fir de Lëtzebuerg Stat hei a Grenzen halen.

Mir kënnen also mat enger gewëssener Zefriddenheet feststellen, dass de Solde structurel déi nächst Joren daitlech iwwert dem OMT bleift, an dat iwwert déi ganz Trajectoire bis 2021 hin. Mir kënnen och eng graduell a signifikativ Verbesserung vum Sold beim Zentralstat feststellen.

Den Trend stëmmt. Déi nächst Jore geet d'Schéier tëschent de Recetten an Depensen ëmmer weider zesammen, well d'Recetté méi schnell wuesse wéi d'Depensen. Bleiwe mir op dëser Trajectoire, packe mer quasi den Equilibre vum Zentralstat am Joer 2021, wat ouni d'Efforte vum Zukunftspak net méiglech gewiescht wier. Erfreelech ass, dass dës Zil erreicht gëtt, ouni bei den dréngend noutwendigen Investissementen ze spueren.

Wann ee vun den nächste Generationen am Kader vum Budget schwätzt, da kënn een net laanscht déi öffentlech Investitiounen. Wien an den Investitiounen spuert, spuert op Käschte vun den nächste Generationen. D'Regierung ass bei der Sanéierung vun de Statsfinanzen ni deen einfache Wee gaang, well si huet d'öffentlech Investitiounen ëmmer héichgehal. An der Period vun 2014 bis 2018 wäert dës Regierung iwwer zéng Milliarden investéiert hunn, zéng Milliarden, déi batter néideg sinn, fir d'Retarden op allen Niveaun opzehuelen.

D'nächst Joer wäert och weider massiv an d'Mobilitéit hei am Land investéiert ginn. Dës Sonndeg ass eng nei Ära an der Mobilitéit zu Lëtzebuerg agelaut ginn. Et ass zwar eréischt e klengen Tracé, mä säit dësem Weekend kënnen mir all mat der neier Gare am Pafendall an der éischer Tramsstreck e Virgeschmaach huelen op d'Mobilitéit vun der Zukunft an der Haaptstad.

Weider grouss Investitiounen stinn um Plang. Ech denken hei beispillsweis un en zweet Gleis op der Zuchstreck Hamm-Sandweiler, de Pôle d'échange Houwald, d'Extensiooun vum Tram op d'Cloche d'Or an de Findel. An ech zitieren hei nëmmen e puer grouss Projete vu villen. Et geet nëmmlech net duer, nëmmen iwwer Stau an iwwer iwwerfüllte Busser an Zich ze lamenéieren. Ouni massiv Investitiounen an d'Infrastruktur beweegt Lëtzebuerg sech net vum Fleck, an dat wuertwärtlech.

Ech ginn also net weider op déi sëllec Infrastrukturprojeten an. Mir hate jo eréischt d'lescht Woch op dës Plaz e groussen Debat, wou dat am Detail diskutéiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo op d'Gesetz iwwert de Budget fir den Exercice 2018.

Natierlech gëtt et do eng ganz Rei Iwwerschneidungen, op déi ech net am Detail wäert agoen. Ze preziséieren ass, dass mir eis hei erëm an der Logik vun de Kontabilitätsregele vum 99er Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilität an d'Tresorerie vum Stat befannen, an net méi an der europäescher Kontabilitätslogik.

Wéi steet et elo mat de Konte vun 2016?

No der Lëtzebuerg Methodologie, déi jo eng eng Logik „Caisse“ huet, hu mir d'Konte vun 2016 mat engem Defizit vu knapp 1,3 Milliarden ofgeschloss. Dësen Defizit erkläert sech virun allem duerch verschidden exceptionnel Aktiounen wéi de Remboursement vu Prëten an Héicht vu 400 Milliounen Euro, zousätzlech Dotatiounen fir de Fonds du rail an de Fonds des routes, an eng néideg Kapitalerhéijung vu Lëtzebuerg am internationale Währungsfong an Héicht vun 285 Milliounen Euro.

Rechne mer déi extraordinär Ausgaben eraus, komme mer nach op en Defizit vu ronn 250

Milliounen, a schneiden domadder ronn 180 Milliounen besser of wéi am Budget virgesinn.

Beim Compte prévisionnel fir 2017 gesäit et den Ament esou aus, dass d'Depensen an d'Recetté ganz no beim votéierte Budget wäerte leien. Déi lafend Recetté leien um Schluss vum drëtten Trimester bei 77% vum votéierte Budget fir 2017. A bei de lafenden Ausgabe si mir bei 78%.

Et ass ëmsou méi erfreelech, dass d'Regierung hei esou no bei den Estimatiounen läit, well mir jo am vergaangene Joer vill iwwert den Impakt vun der Steuerreform diskutéiert hunn. Deen een oder aneren hat do gemengt, d'Käschte vun der Steuerreform wiere vun der Steiervverwaltung an dem Finanzministère ënnerschat ginn. Déi aktuell Zuele weisen awer, dass deem net esou ass. Ganz am Géigendeel leie mir hei ganz no un de Budgetsprevisiounen fir 2017.

Komme mer op de Budgetsprojete fir 2018.

Hei geet de Finanzminister vun engem Total vun de Recetté vun eppes iwwer 14 Milliarden aus, an engem Total vun Depensé vun eppes Klengs iwwer 15 Milliarden. Am Verglach vun den initiale Budgetsprojete sinn och nach 20 Regierungsamendementen nokomm. D'Gesamtkäschte vun dëse belafe sech insgesamt op 20 Milliounen Euro. Deen héchste Posten heivun ass de Papecongé mat engem Käschtepunkt vu ronn 12 Milliounen Euro.

Ech wëll awer op dës Plaz op d'Upassungen an der Allocation de vie chère verweisen. Douduer, dass an Zukunft net méi d'Kannergeld an d'Berechnung fir d'Feststelle vum Revenu affléist, wäerten an Zukunft 1.500 Stéit méi vun dëser Allocation kënnen profitéieren. Dobäi kommen eng 700 Communautés domestiques, déi an Zukunft kënnen déi voll Allocation bezéien, amplaz wéi am Ament nëmmen eng partiell. Dës Mesure ass eng konkret Bekämpfung vun der Kannerarmut hei am Land.

Eise Sozialsystem an eis Sozialtransferten hängen dovun of, dass eist Land et och an Zukunft fäerdgebréngt, nei Recetten ze generéieren. Ech ginn do elo net genee op d'Zusammensetzung vun de Recetten an, déi aus den direkten an indirekte Steiere bestinn, wéi och aus diversen anere Quelle wéi Participatiounen. Dat alles kann ee genee am schrëftleche Rapport noliesen.

Et ass awer esou, dass déi direkt an indirekt Steiere bei Wäitem dee gréisste Poste vun de Recetten ausmaachen. Bemierkenswäert ass, dass trotz de Steuererliichterungen domadder ka gerechent ginn, dass d'Steierrecetten ëm 6,2% klammen. Och bei den indirekte Steieren ass mat enger Progressioun vun ronn 7,5% ze rechnen, wat virun allem op d'Recetté vun der TVA zréckzeféieren ass.

Déi Posten, déi bei den Depensen am meeschte klammen, sinn d'staatlech Participatioun an der Pensions- a Krankenversicherung souwéi d'Personalkäschte beim Stat. Niewent neie Posten, besonnesch an der Educatioun a bei der Police, hu mir am Januar d'nächst Joer och eng Augmentatioun vum Punktwäert an Héicht vun 1,5%, déi d'Käschten an d'Luucht dréckt. Och de Congé parental schléit mat Méikäschten zu Buch, wat engersäits op dee méi héije Montant zréckzeféieren ass, awer anerersäits och weist, dass déi nei Flexibilitéit op groussen Erfolleg stéisst.

Här President, d'Finanzkommissioun hat vill Echanges, souwuel ënnerenee wéi och mat externen Organismen. Doraus sinn eng Rei Recommendationen entstan, op déi ech hei wëll kuerz agoen.

D'Ratingagencen hu kierzlech den Triple-A mat engem stabilen Ausléck fir Lëtzebuerg konfirméiert. Dës Rating bestätegt déi virsiichteg Finanzpolitik vun der Regierung. An och an Zukunft hält d'Finanzkommissioun et fir wichtig, dësen héchste Rating ze behalen, a fuerdert deemno d'Regierung op, d'Finanzpolitik an deem Sënn virunzeféieren.

Der Regierung ass et och gelongen, eng Steuerreform ëmzesetzen, déi fir méi Gerechtegkeet suert. Dës Reform huet kuerzfristeg e gewëssene Budgetsimpact an trotzdem schneide mir beim Solde structurel daitlech besser of wéi d'europäesche Virgaben. Och den Taux vun der Schold bleift daitlech ënner 30%. Dës Spillraum soll d'Regierung sech an Zukunft loosene, fir och op Imprevue kënnen ze reagieren.

Iwwert déi lescht Joren huet d'Regierung bei där neier Budgetsprozedur vill Wäert op Transparenz a Kloeerheet geluecht, dës souwuel bei der nationaler Annex vum PSC, déi am Abrëll presentéiert gëtt, wéi och beim Gesetzesprojete iwwert de Pluriannuel. Et soll een awer doriwuer nodenken, ob ee mëttelfristeg de Volet pluriannuel vum Budget trennt. Eng Méiglechkeet wär, dass de Pluriannuel schonn a gekierzter Form am Abrëll virgestallt géif ginn.

D'Finanzkommissioun fuerdert d'Regierung iwwerdeems op, d'Digitaliséierung souwuel an

der Steierverwaltung wéi och am Enregistrement virunzedriewen. Dëst géif net nëmmen d'Aarbecht vun de Verwaltungen erliichteren, mä et och erlaben, méi präzis Donnéeën ze sammelen iwwert de Profill vun de Steierzueler an d'Hierkunft vun deene verschiddene steierleche Recetten. Dëst hätt de grouse Virdeel, dass an Zukunft den Impakt vu verschiddene Steiermesuren op de Budget méi schnell an effikass kéint ageschat ginn.

D'Reform vum Rettungsdéngscht trëtt d'nächst Joer den 1. Juli a Kraaft. D'Zesummeleë vun den lokale Rettungsdéngschter an e Corps unique wäert och eng finanziell Belaaschtung fir d'Gemengen no sech zéien. D'Finanzkommission proposéiert dowéinst, dass d'Kontribution vun de Gemenge fir d'Fonctionnementskäscht vum neie Rettungsdéngscht regelméisseg analyséiert gëtt. Besonnesch d'Entwécklung vun de Käscht fir déi kleng Gemenge muss genee suivéiert ginn, fir datt et hei net zu enger iwwerméisseg Belaaschtung kënn.

Als lescht Recommandatioun schwätzt sech d'Finanzkommission derfir aus, och an Zukunft verstärkt Jugendorganisationen am Kader vun de Budgetsgesetzter ze gesinn. Mir sollten näamlech och grad deenen eng Stëmm ginn, déi an Zukunft mat eisen Entscheedunge vun haut wäerte liewen.

Ech wëll awer och nach all den Institutionen an Organisme Merci soen, déi en Avis zu deenen zwee diskutéierte Gesetzer ofginn hunn. Et waren deels ganz fondéiert an explizit Avisen, déi e wäertvollen Apport fir d'Redaktioun vun dësem Rapport bruecht hunn. Ech ginn elo mëndlech net am Detail op déi eenzel Avisen an. Et fënn en déi verschidde Positionen am Detail am schrëftleche Rapport.

A wann ech scho bei de Merci sinn, da géif ech direkt nach dervu profitéieren, fir nach e puer Merci lasszeginn, ier ech dann zum leschten Deel vu menger Ried kommen.

Ee grouse Merci geet och nach un all d'Members vum Finanzkommission fir déi konstruktiv Diskussiounen; un d'Sekretärin vun der Finanzkommission, d'Caroline Guezennec, fir seng detailléiert a präzis Aarbecht; un d'Mataarbechter vum Finanzministère a vun all de Verwaltungen an Organismen, mat deene mir en Austausch an der Finanzkommission haten; an awer och un all déi Leit an Associatiounen, mat deenen ech ausserhalb vun der Kommission nach en Austausch iwwert de Budget hat. A besonnesch och deene Jugendleche e grouse Merci fir hiren Interessi. An dann nach e grouse Merci och un eis Mataarbechter aus der DP-Fraktioun, a ganz besonnesch un d'Françoise Schlink an den Gene Kasel fir hir Ënnerstützung an hiren Asaz bei der Redaktioun vum Budgetsrapport.

Här President, ech hat uganks gesot, datt sech hannert de plakege Budgetszuelen e ganze Package u politesche Mesurë verstoppt, déi d'Leit an hirem Alldag direkt an indirekt concernéieren.

Hieft een de Schleier vum abstrakten Zuelematerial, fënn en am Budget 2018 virun allem eppes: ganz vill Zukunft! Déi politesch Kontinuitéit, déi sech an all de Budgete vun dëser Legislatur ermëfent, ass d'Suerg vun der Regierung, den Alldag vun de Leit haut ze erliichteren a gläichzäiteg deene Jonken e gudder Wee an d'Zukunft ze preparéieren. Dofir brauch et ganz vill pragmatischesch Politik, awer och politesche Visionen.

Wann d'Gesellschaft sech verännert, da kann d'Politik net stoe bleiwen. An eis Gesellschaft,

déi ännert Dag fir Dag um klengen an iwwer Joren a Jorzéngten um grouse Plang.

Ouni den Usproch ze hunn, komplett ze sinn, wëll ech op dëser Plaz op véier fir mech grondleend gesellschaftlech Changementer agoen.

Déi éischt a vläicht och déi gréisste Verännerung, déi eis Gesellschaft iwwert déi lescht Jorzéngte kann huet, ass an der Aart a Weis, wéi mir zesummeliewen. Niewent dem sougenannte klassesche Familljemodell ass d'Aart a Weis, wéi mir liewen, méi bont ginn. Ob mat Trauschäin oder ouni, Patchwork oder Pacs: D'Bild vun der Famill ass méi villschichteg ginn. Awer och d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra verlaangt an der Familljepolitik Upassungen, well d'Politik ass do, fir sech de Leit unzepassen, an net ëmgedréit.

Déi zweet Verännerung läit an der Zesummesetzung vun eiser Gesellschaft. De Standuert Lëtzebuerg ass e Magnéit, dee vill Leit mat ënnerschiddleche Backgrounden an eist Land bréngt. Dës Heterogenitéit vun der Bevelkerung sicht weltwäit hiresgläichen. All déi Mënsche beräicheren eist Land a kultureller a mënschlecher Hisiicht immens.

Mä natierlech stellt eis déi staark Immigration an der Virun Erausforderungen, besonnesch um sproochleche Plang a bei der Organisation vum Mateneen an eiser Gesellschaft.

Déi drëtt grouse Verännerung sinn déi grouse technologesch Entwécklungen am Kader vum Digitaliséierungsprozess, wou mir eis matten dra befannen. Esou Ëmbréch, déi duerch den technologesche Fortschritt entstinn, passéieren ëmmer méi séier an ëmmer méi massiv. Duerfir dierf d'Politik esou Entwécklungen net verschlofen, mä si muss se aktiv begleeden.

An déi véiert Verännerung, déi vläicht déi gréissten Erausforderung fir d'Mënschen duerstellt, ass de Klimawandel. Quasi a leschter Sekonn huet d'Welt am Joer 2015 mam Paräisser Ofkomm d'Noutbrems gezunn. Mä maache mir eis näischt vir: Dësen Accord bedeit fir déi nächst Joren, dass mir massiv eis Ressourcen an eis Innovationskraaft a klimafreundlech Alternative stieche mussen. A priori hunn dës véier grouse Changementer wéineg gemeinsam, mä si verbënnen, dass all dës Erausforderungen haut politesch Decisiounen verlaangen, déi d'Weihe fir d'Zukunft vun eistem Land stellen.

Här President, erlaabt mer, an deem Kontext just op e puer Politikfelder anzegoen, wou ech iwwerzeegt sinn, dass et besonnesch wichteg ass, op dës grouse Erausforderungen ze reagéieren! Ee Beräich ass d'Schoul.

D'Schoule sinn de Spigel vun eiser Gesellschaft. 43% vun eise Schüler hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit. Nach méi, näamlech 63%, soen, dass si doheem eng aner Sprooch schwätze wéi Lëtzebuergesch. An dës Tendenz klëmmt. D'Erausforderung fir d'Politik läit also doranner, e Schoulsystem unzëbilden, deem dës heterogener Populatioun gerecht gëtt. De sproochlechen oder sozioökonomesche Background dierf näamlech net doriwwer entscheeden, ob e Kand am Liewe virukënn oder ënnerwee hänke bleift.

Ech ginn elo net op déi sëllegen Initiative vum Bildungsminister am schoulesche Beräich an, sief et d'Lycéesreform oder déi besser Betreuung vun Kanner mat Léierschwierigkeiten.

Ech wëll awer op dëser Plaz nach eemol besonnesch op déi multilingual Frëiförderung verweisen, déi säit dëser Rentrée zesumme mat den 20 Stonne gratis Kannerbetreuung a Kraaft ass a mat ronn 36 Milliounen Euro e substanzuelle Posten am Budget ausmécht.

Domadder wäert déi gesellschaftlech Realitéit vun der Méisproochegkeet dobaussen och hire Wee an d'Crèche fannen. Well wéi ass d'Realiteit bis ewell gewiescht? Friemsproocheg Kanner sinn dacks a franséischsproocheg Crèche gaangen. Si wäerten an Zukunft schonn an der Crèche en éischte Kontakt mat Lëtzebuergesch kréien. Ëmgedréit gëtt awer och en éischte spilleresche Kontakt mam Franséische garantéiert.

En anere Beräich ass d'Famill. Nieft den neie Familljemodeller ass et virun allem d'Emanzipatioun vun de Fraen, déi d'Gesellschaft säit engem gudden hallwe Jorhonnert verännert. Dëst betrëfft souwuel den Aarbechtsmaart wéi awer och d'Organisation vum Familljeliewen. Ware mer 1983 nach wäit dovunner ewech, dass iwwerhaupt all zweet Fra am Alter vu 25 bis 49 Joer schaffe gaangen ass, esou ginn haut méi wéi dräi Véierel vun de Fraen an deem Alter schaffen. Ëmgedréit kann een awer och vun enger Emanzipatioun vum Mann schwätzen, deen och ëmmer méi de Wonsch huet, sech an d'Kannererzierung anzubannen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Déi traditionell Rolleverdeeler verschwëmmt. Esou ass den Taux vun de Männer, déi e Congé parental geholl hunn, iwwert d'Zäit staark an d'Luucht gaangen. Waren dat der am Joer 1999 nach nëmmen ëm déi 6%, esou si mer am Joer 2013 schonn iwwer 25%. An ech sinn elo ganz gespaant, wat fir en Impakt den neien, méi flexibele Congé parental nach eemol op dësen Taux wäert hunn.

Als Mamm weess ech, wat d'Duebelbelaaschtung vu Famill a Beruff heescht, besonnesch wann d'Kand nach kleng ass. Mä dat géllt hautdesdaags net nëmme fir d'Fraen, dat géllt och fir d'Männer.

Et ass wichteg a richteg fir d'Fraen, e Fouss am Berufsliewen ze halen. Wann ee weess, dass am Schnëtt d'Männer 46% méi Pension kriie wéi d'Fraen, da weess een och, dass eng finanziell Ofhängegkeet vun der Fra ganz schnell zu enger Aarmutsfal am Alter ka ginn. Ëmsou méi huet d'Politik d'Verantwortung, d'Veereenbarkeet vu Beruff a Famill ze ënnerstëtzen, fir dass kee vun de Partner de Choix tëschent Famill a beruflecher Carrière muss treffen.

An dëst Bild vun enger moderner Gesellschaft schreift sech den neie Congé parental, déi 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, d'Flexibiliséierung vum Congé am Krankheitsfall vun de Kanner an awer och d'Eropsetze vum Pappcongé an. Grad de Pappcongé ass en Zeechen derfir, dass d'Gläichberechtigung an zwou Richtunge geet, well och d'Pappe sollen d'Chance kréien, sech ëm hiren neigebuerene Puppelchen ze këmmern. Duerfir geet d'nächst Joer de Pappcongé vun zwee op zéng Deeg erop, woubäi de Stat déi zousätzlech Käschtchen iwwerhëlt.

D'Ofschafe vun der Ierfschaftssteuer tëschent zwee gepacsten oder bestuete Partner ouni gemeinsam Kanner ass eng weider Upassung un d'gesellschaftlech Realitéit, wou Koppelen ouni Kanner a sougenannte Patchworkfamilljen net solle benodelegt ginn.

Och d'Méiglechkeet vun enger Individualiséierung vun de Steiere fir bestuete Koppelen trëtt den 1. Januar a Kraaft.

E weidere Politikberäich, deen ech kuerz uschwätze wëll, ass d'Aarbecht. D'Aarbechtswelt ass am Wandel. Dat ass keen neie Phänomeen. D'Welt vun der Aarbecht huet och an der Vergaangenheet grouse Ëmbréch kennt. Mir brauchen duerfir nëmmen an eis eege Geschicht zrëckkucken ze goen, wou Lëtzebuerg eng Metamorphos vum Agrarland hin zum Stölgigant gemaach huet, fir sech duerno als Finanz- a Servicezenter nei ze erfannen.

D'Regierung waart net op d'Zukunft, d'Regierung preparéiert d'Zukunft.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - De Rifkin-Debat ass dat beschte Beispill duerfir. D'Digitalisatioun wäert d'Aarbechtswelt, wéi mer se haut kennen, op d'Kopp stellen. Aarbechtspolize riskéieren ze verschwannen, neier wäerten entsto. D'Kompetenzen, déi gefrot ginn, wäerte sech änneren.

Mä wéi preparéiert een also déi Jonk op eng Welt, déi mir haut nach guer net kennen? Eng Äntwert gëtt d'Schoul. Informatesch Outile mussen hire Wee an d'Schoul fannen. Duerfir ass e gratis Tablet kee Gadget, mä e Schlëssel an d'Welt vun der Digitaliséierung vu muer. Well manner wéi rengt Wësse mussen eis Schoule méi Techniken a Methode vermëttelen. Déi nei Sektoren I, Informatik a Kommunikatioun, am Secondaire an och déi méi breet Schouloffere duerch d'Lycéesreform si Mesuren, déi derzou bäidroen, eise Kanner déi Ausrüstung ze ginn, déi si muer brauchen.

Eng aner Äntwert gëtt d'Weiterbildung. De Budget 2018 gesäit hei wichteg Investitiounen vir, souwuel fir d'Personal beim Stat wéi och am Privatsecteur. Initiative wéi Fit 4 Coding, Infrachain an d'Luxembourg Tech School sinn nëmmen e puer Beispiller.

Ouni an den Detail ze goen, wëll ech awer nach eemol op de Rifkin-Prozess verweisen, dee wäit iwwert den Thema Aarbecht erausgeet. De Suivi muss hei déi nächst Joren assuréiert ginn. Vill Aarbechtsgruppen hu ganz vill Zäit an Aarbecht investéiert. Mir mussen deen Know-how, dee mir do opgebaut hunn, notzen, fir eis Zukunft selwer an de Grapp ze huelen an nohaltege ze gestalten.

Dee leschte Politikberäich, op deen ech kuerz wëll agoen, ass d'Klimapolitik. D'Klimapolitik ass keng ideologesch Ugeleeenheet, mä an Tëschenzäit batter Realpolitik. D'Ewechkomme vun de fossilen Energien ass keen „nice to have“, mä alternativlos, wa mir eise Jonken e liewenswäert Ëmfeld wëlle bidden.

An der Vergaangenheet ass Lëtzebuerg u senger Klimaziler gescheitert. An der Period vun 2008 bis 2012 hat eist Land sech derzou engagéiert, d'Emissionen ëm 28% erofzesetzen, dëst par rapport zum Referenzjoer 1990. Dat ass der leschter Regierung net gelongen. Si hunn eng 110 Milliounen Euro missen ausginn, fir extern Zertifikater bäizekafen.

Positiv ass, dass an de Joren 2013 bis 2015 mir eis Engagementer do dergéint agehalen hunn. D'Emissionen pro Awunner sinn ëm 30% erofgaangen. An et gesäit gutt aus, dass mir och bis 2020 eis Ziler kënnen errechen.

Mir mussen eis awer bewusst sinn, dass de Paräisser Accord vun 2015 nach eemol ganz ambitiéis Ziler virgesäit. Lëtzebuerg huet hei eng grouse Obligatioun par rapport zu den nächste Generationen, fir konsequent seng Klimapolitik auszubauen, an dat op allen Niveauen: vun der Elektromobilitéit iwwert den Ausbau vum öffentlechen Transport bis hin zum nohaltege Bauen an den erneierbaren Energien.

Mir mussen eis bewusst sinn, dass eist Land, genee wéi déi aner Länner, a puncto Klimapolitik nach e wäite Wee viru sech huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn op grouse Changementer an eiser Gesellschaft agaan an hu mer erlaabt, Politikberäicher ze dekläreieren, wou säit 2013 eng sëllege politesch Mesuren hir Plaz am Budget fonnt hunn, fir dës Changementer ze begleeden.

Och de Budget 2018 ass e Budget, deen eis Gesellschaft net nëmmen op eng Welt vu muer preparéiert, mä och den Usproch huet, déi Welt vu muer matzestalten. Ee vun den éischte Schrëtt vun dëser Regierung war et, fir en Zukunftsfong fir déi nächste Generationen op d'Been ze setzen. Dëst war zu engem Zäitpunkt, wou d'Statsfinanzen net ganz esou roseg waren. Säit Enn 2014, also bannent dräi Joer, ass dës Mouk fir déi Jonk schonns op 183 Milliounen ugewuess a weider 50 Milliounen sinn am Budget 2018 virgesinn.

Dës Decisioun war eng vun deenen éischten an eng vu villen, déi d'Regierung am Interessi vun den nächste Generationen getraff huet. Et ass vill geschitt a munches muss nach passéieren. De Wonsch no méi Flexibilitéit vu Familljen, d'Erausforderunge vun enger digitaler Welt, d'Noutwendegkeet vu klimafreundlechen Alternativen, bei all deene Froen ass Stëllstand keng Optioun.

Mir sinn eise Jonke Léisunge schëlleg. Mir sinn hinnen dat schëlleg, well mir Verantwortung fir déi Jonk iwwerhuele wëllen an hinnen déi beschtméiglech Chancé wëlle bidden, haut an an Zukunft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

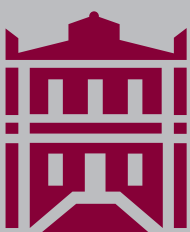
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Domat si mer un Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm, fir jiddwerengem och Zäit ze loosnen, fir iwwert de Rapport vun der Finanz- a Budgetkommission an de Rapport vun der Rapportrice nozedanken. Muer de Moien un néng Auer hu mer Rendez-vous mam Finanzminister fir seng Stellungnam. An direkt uschlëssend kommen d'Fraktionscheffen zu Wuert an d'Budgetdiskussioun ginn dann och muer am Nomëtteg an en Donneschdeg weider.

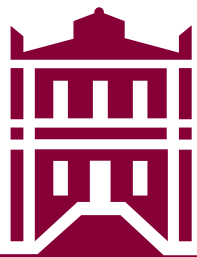
Villmools Merci. D'Sëtzung ass elo eriwuer.

(Fin de la séance publique à 15.27 heures)



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et Instagram





Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- Exposé: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. Aly Kaes, M. le Ministre Dan Kersch et M. le Ministre Etienne Schneider), M. le Ministre Dan Kersch, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Etienne Schneider (intervention de Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (question d'ordre procédural), M. le Président Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler et M. André Bauler)

3. Ordre du jour

- M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Setzung op a ginn dervun aus, dass gläich de Finanzminister eis d'Matdeelunge vun der Regierung wäert maachen.

(Approbation)

Merci, Här Statsminister, dann ass dat esou.

An ech géif dann direkt d'Wuert dem Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna, gi fir d'Virstellung respektiv d'Kommentéierung vum Budget fir 2018 an der pluriannueller Finanzplanung. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Här Premierminister, léif Kollegen aus der Regierung, léif Membere vun der Chambre des Députés: Den Tram fiert, d'Ekonomie dréit an d'Statsfinanze sti gutt do!

► **Une voix.** - Très bien, excellent!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dank enger virsiichteger Finanzpolitik an dank enger gudder wirtschaftlecher Lag ass et dësem Land méiglech, fir vill ze investéieren an domadder d'Liewensqualität vun de Bierger ze verbessern, d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren ze stärken an d'Zukunft ze preparéieren. Dat ass de Leitmotiv vun dësem Budget. Dat ass d'Essenz vun der Politik vun dëser Regierung.

E Budget ass net eppes, wou een op kuerzfristeg Terminer muss kucken, mä wat ee muss laangfristeg kucken. E Budget mécht een net fir déi nächst Wahlen, e Budget mécht ee fir déi nächst Generationen, well déi Choixen, déi mir haut treffen, déi Choixen hunn eng Inflation op eis Kanner an op eis Kandskanner. An déi Investissementer, déi mer haut maachen, wäerten hiert Liewe muer gestalten. Fir dat an de Wieder vun der Rapportrice Joëlle Elvinger ze soen: „Et ass e Budget, deen net nëmmen den Hei an Elo gesäit, mä verantwortungsvoll no vir kuckt.“

Ech maache meng Presentatioun haut an dräi Deeler. Ech wäert am éischten Deel d'Prioritéiten erklären, am zweeten Deel wäert ech de makroökonomesche Kontext beschreiwen an am drëtten Deel op d'konkret Zuele vum Budget 2018 zréckkommen.

Fir d'Éischt déi grouss Prioritéiten: Ech hat se schonn am Oktober hei beim Depôt virgestallt, ech wäert elo nëmmen d'Haaptlinien erausträichen.

Fir d'Éischt wéilt ech awer der Rapportrice Joëlle Elvinger e grouss Merci soe fir hire ganz kompletten a faktuelle Rapport, deen den Akzent richtegerweis op d'Jugendlech gesat huet. Ech wéilt och soen, dass ech hir Analys iwwert déi grouss gesellschaftlech Defie komplett deelen an zwar d'Defien, déi mer hunn an de Familljemodeller, dat ass deen éischte Punkt, d'Zusammensetzung vun eiser Gesellschaft, dat ass deen zweete Punkt, d'Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft den drëtten an de Klimawandel de véierten.

Mat grossem Interessi hunn ech alleguerten d'Avise gelies, déi zum Budget proposéiert gi si vun dem Conseil d'État, vun de Chambre-professionellen, vun der Cour des comptes, vum Conseil national des finances publiques, vun der Zentralbank an och vum Comité olympique et sportif luxembourgeois. Si alleguerten

hunn interessant an utile Iwwerleeunge gemaach, och wann ech se net all kann deelen.

Wann een näamlech déi verschidden Avise liest, gesäit een, dass et schwéier ass, hinnen all gerecht ze ginn. Do gétt et déi eng, déi mengen, mir hätte ganz vill Sputt, fir mei Depensen ze maachen. An do gétt et anerer, déi mengen, et misst een nach ganz vill nei Aspierungen maachen. An do gétt et souguer eng Institutioun, dat ass d'Chambre de Commerce, déi mécht gär dat eent an dat anert zezammen, wat natierlech net méiglech ass.

Ech schléissen doraus, dass d'Regierung d'gëlle Métt fonnt huet. De Statsbudget kann een net isoléiert kucken, et muss ee kucken, wat fir een Impakt en huet. An ech wäert dat dann elo an e puer Punkten duerstellen.

Fir d'Éischt ass et e Budget fir d'Familljen. Firwat soen ech dat? Eh bien, well et wichteg ass, dass de Budget sech no der neier Aart a Weis, wéi d'Famillje liewen, riicht. Et ass net un der Regierung, fir de Leit virzeschreiwen, ob se solle bestuet sinn oder net bestuet sinn, ob se solle Kanner hunn oder keng Kanner hunn. Et ass jo och e Fait, dass vill Leit gescheet ginn, Verschiddener hir Kanner eleng mussen erzéien. Mir hunn also eng ganz diversifizéiert Landschaft an de Familljen. An et ass d'Verantwortung vun der Politik, deem Rechnung ze droen. An dat maache mir grad an dësem Budget.

An ech wäert dann elo zu véier Theme soen, wéi mer hei de Familljen entgéintkommen. Dat ass am Beräich vun der Kafkraaft, an der Vereenegung vu Beruff a Familljeliewen, an der Mobilitéit an am Logement. Ech fänken dann un mat der Kafkraaft.

D'Effete vun der Steiererlichterung vum leschte Joer sinn dëst Joer däitlech spierbar. Ech ennersträichen nach eng Kéier, dass mer fir d'Monoparentallen de Crédit d'impôt verduebelt hu vu 750 op 1.500 Euro. An dëst Joer, 2018, wäert a Kraaft treden, wat mer d'lescht Joer decidéiert hunn, an zwar d'Méiglechkeet, fir eng individuell Besteuerung an enger bestuetener Koppel ze hunn. Dat hu mer dëst Joer, 2017, mat der Steierverwaltung virbereet an dat trëtt da vum 1. Januar 2018 un a Kraaft. Do besteet dann d'Optioun fir eng bestuete Koppel, fir eenzel besteiert ze ginn.

Jiddweree kann also dann eng individuell Steiererklärung maachen an trotzdem an der Klass 2 bleiwen. Dëst féiert dozou, dass jiddwereen an der Koppel an Onofhängegkeet seng Besteuerung ka bestëmmen an d'fir seng eege Situatioun selwer an de Grëff kritt. Am Fall vun enger individueller Besteuerung ass et dann och esou, dass et keng solidaresch Zwangsvollstreckung méi an der Koppel gétt.



Eng zweet Mesure, déi och eréischt an der leschte Woche vun der Regierung decidéiert ginn ass, ass d'Allocation de vie chère, déi eropgeet an déi 1.500 additionell Stéit wäert concernéieren. Dat schléit am Budget mat 3,5 Milliounen additionell Depensen zou.

Ech wëll och hei ennersträchen, dass dank der gudder Situatioun an eiser Caisse nationale de santé decidéiert ginn ass an de leschte Wochen, dass d'Visite bei den Doktere fir Kanner a Jonker dorénavant 100%eg rembourséiert ginn. Och dat kënn natierlech de Familljen entgéint.

E leschte Punkt, wat d'Kafkraaft ubelaangt, sinn d'Schoulbicher. Et ass esou, dass pro Joer de Käschtepunkt vu Schoulbicher am Secondaire ongeféier 300 Euro ausmécht. Dat ass ganz vill, haaptsächlech fir jonk Familljen. An d'Regierung huet jo decidéiert an annoncéiert, dass dat d'nächst Joer soll gratis ginn. Dat ass e Käschtepunkt vu 14,5 Milliounen.

Den zweete Punkt, wou mer de Familljen entgéintkommen, ass fir e besseren Equilibre tëschent Famill a Beruff ze fannen. Fir d'Éischt hu mer elo emol de Congé parental renovéiert, méi attraktiv gemaach, an e fënn vill Zousproch. Dofir gesi mer d'nächst Joer vir, dass den 98 Milliounen méi wäert kaschten, wéi dat am Pluriannuel virgesi war.

Zweetens, de Pappecongé, dee geet vun zwee Deeg op zéng Deeg erop am Privatsecteur, an zwar fir de Pappen ze erlaben, bei Neigebuerene méi Plaz a méi Zäit ze fannen. Dat ass eng Mesure, déi wäert ronn 12 Milliounen Euro kaschten. Dat bezilt net de Patron, och net d'Entreprise, mä de Stat. An dofir ass dee Kredit natierlech beim Aarbechtsminister ugesidelt.

Fir den Alldag vun den Eltere besser ze maachen, awer och fir d'Education vun eise Kanner besser ze gestalten, hu mer jo eng gratis Sprochfeederung am Accueil vun 20 Stonne pro Woch agefouert. Dës Mesure ass fir all Kanner tëschent engem a véier Joer a gëtt vun den Elteren natierlech extrem geschätzt. De Barème vun de Chèque-servicen ass doduerch och adaptéiert ginn. An de Stat wäert am Joer 2018 380 Milliounen fir Chèque-servicen ausginn. Dat ass eng Augmentation vun 10,6% par rapport zum leschte Joer.

Mä méi interessant ass nach vläicht dës aner Ziffer, déi nach net vill an d'Effentlechkeet komm war, dat ass, dass duerch déi Mesuren de Käschtepunkt vun der Crèche fir d'Elteren d'nächst Joer wäert ëm 18,5% erofgoen. Ech freeë mech, dass d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dës Mesuren all ausdrécklech begréisst hunn.

Am Beräich vum Logement gëtt och ganz vill gemaach, wat de Familljen zeguttkennt. De Budget vun de Subventionne fir Sozialwunnengen a Wunnengen „à coût modéré“ geet 19% erop op 118 Milliounen. Eng zweet Mesure, déi am Laf vun Joer presentéiert ginn ass an déi nach muss ugeholl ginn, ass fir d'Loyerssubventionne méi gënschteg ze gestalten, fir dass méi Famillje kënnen dovunner profitéieren.

Eng drëtt Mesure, déi am Raum stoung, déi elo eréischt an de leschte Woche confirméiert ginn ass an déi dann elo am Budget iwwert den Amendement agefloss ass, ass déi sougenannt Mesure vum Quart de taux, fir méi Haiser an Terrainen an d'Offer op de Marché ze kréien. Vu dass mer elo wëssen, wéi déi Mesure am Laf vun Joer 2017 gegräff huet, si mer der Iwwerzeugung, dass mer déi Mesure sollen d'nächst Joer weiderféieren. Och dës Mesure, mengen ech, gëtt dobausse ganz positiv empfangen.

E véierten a leschte Beräich, wou mer de Familljen entgéintkommen, ass natierlech dee vun der Mobilitéit. De Funiculaire an den Tram fuere säit leschem Sonndeg, an dat net nëmmen an der Zäit, mä och am Budget. Den Arrêt Pafendall, wou de Funiculaire fortgeet fir op d'Rout Bréck erop, ass 20% méi bëllg ginn ewéi am Budget virgesinn an ass dräi Méint virdru fäerdeg ginn. Dat ass d'Budgetpolitik vun dëser Regierung: ënnert dem Budget an an der Zäit.

D'Streck um Kierchbiert ass awer just déi éischt Phas, an dofir sinn ongeféier 250 Milliounen investéiert ginn. Fir déi zweet Phas, déi dann nach op d'Cloche d'Or an op de Findel geet, wäerten 228 Milliounen weider virgesi ginn.

De Fonds du rail gëtt d'nächst Joer mat 292 Milliounen dotéiert a wäert domat den Zuchseu moderniséieren. Am Ganze gëtt d'Regierung d'nächst Joer 827 Milliounen aus fir den effentlechen Transport, e Rekord!

A leschtens hu mer och fiskalesch Mesurë geholl, fir den Individualverkéier méi nohalteg ze gestalten, andeem mer d'Autoen, déi hybrid oder elektresch sinn, féerden.

No de Famillje kommen ech elo bei d'Mesuren, déi am Interêt vun den Entreprisë sinn, fir déi

méi kompetitiv ze maachen. Mat der Steierreform vun der leschte Joer war jo a Kraaft getrueden, dass dës Joer d'Kierperschaftssteuer vun 21% op 19% erofgeet. Vum 1. Januar vum nächste Joer un ass déi Steuer 18%.

Ech rappeléieren och, dass mer fir déi kleng Entreprisën a fir Start-uppen en Taux vu 15% hu fir Benefisier, déi ënner 25.000 Euro leien. Mir hunn am Laf vun dësem Joer e Gesetzesprojet eraginn, fir d'Besteuerung vun der Propriété intellectuelle méi gënschteg ze gestalten. Dee Regimm wäert d'nächst Joer a Kraaft treden an den Entreprisën hëllef ze innovéieren. De Fonds de l'innovation kritt d'nächst Joer eng Dotatioun, déi 41 Milliounen méi héich ass ewéi dës Joer.

A leschtens hu mer hei eng nei Mesure am Budget virgesinn, déi d'nächst Joer soll a Kraaft treden, dat ass de Crédit d'impôt fir Investissementer am IT, an der Technologie de l'information. Fir Investissementer an deem Beräich bis 150.000 Euro kritt een e Crédit d'impôt vun 8%, an iwwer 150.000 Euro ee vun 2%, wann ee Software keeft. Domat ennerstëtzt d'Regierung déi Entreprisën, déi sech wëlle moderniséieren an déi den Zuch vun der Digitalisatioun net wëlle verpassen.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn dës Mesure ausdrécklech ennerstëtzt.

Leschtens huet dann och d'Chambre des Métiers sech zefridde gewisen, dass mer an den nächste véier Joer wäerte 65 Milliounen virgesinn, fir nei Terrainen an Industriezonen ze schaffen. Wann et den Entreprisë gutt geet, da profitéiert jiddwereen dovun. Da profitéieren och d'Mataarbechter, well se besser Salarié kréien oder well se eng Aarbecht fannen.

An dann, op der éischter Grafik - Dir misst allegueren e Paquet mat Grafike verdeelt kritt hunn - gesitt Der um éischte Slide, dass den Emploi zu Lëtzebuerg tëschent 2013 an 2018 regelméisseg an d'Luucht gaangen ass. Den Taux ass am Laf vun Joer 2017 3,2%, dat ass eng ganz remarkabel Ziffer.

Op der Grafik 2 gesitt Der, dass natierlech, wa vill Aarbechtsplaz geschafe ginn, de Chômage och regelméisseg erofgeet säit 2014, wou en iwwer 7% war. An haut ass de Chômage 5,8% an e wäert d'nächst Joer nach weider falen.

Fir dësen Trend weider ze ennerstëtzen, huet d'Regierung de REVIS agefouert, de Revenu d'inclusion sociale. Anescht wéi den RMG ass de REVIS esou konzepéiert, fir d'Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien oder se iwwerhaupt dohinner ze kréien.

Dës Projéit gouf am Oktober 2017 och elo nach nogebessert a wäert natierlech säin Nidderschlag am Budget fannen. Dës positiv Entwécklungen um Aarbechtsmaart sinn natierlech och positiv fir de Statsbudget, an net nëmmen, well mer doduerch mat den neien Aarbechtsplaz méi Recettë kréien, mä och, well et besser ass, an d'Aarbecht ze investéieren ewéi an de Chômage.

Wat mech besonnesch freet ass awer, dass vu ville vun deene Mesuren, déi ech elo hei opgezielt hunn, wäerten d'Frae profitéieren, well et wäert hinnen hëlfe, finanziell méi onofhängeg ze sinn, déi richtig Choix kënnen ze maachen, fir Famill a Beruff mateneen ze conciliéieren. Et wäert hinnen och hëlfe, hir eege Pension opzebauen an net méi vum Conjoint ofzehänken.

Am Oktober 2017 huet den Institut européen pour l'égalité des femmes et des hommes seng lescht Editioun erausbruecht iwwert d'Gläichberechtigungindex weist, dass Lëtzebuerg op der nengter Plaz ass vun 28 Länner an der EU. Mir leien a fënnf vu sechs Domäne besser ewéi d'Moyenne communautaire. Dat ass e gutt Resultat, wat een natierlech nach ka verbesseren. Mä et ass e gutt Resultat.

An op engem Punkt ass Lëtzebuerg de Spëtze-reider. An zwar ass et esou, dass an der Moyenne an der EU den Ennerscheid an der Pai tëschent Mann a Fra 16,3% ass. Eh bien, zu Lëtzebuerg ass den Ennerscheid am „pay gap“ nëmme 5,5%. Doriwwer kann ee sech wierklech freeën. Et ass nach ze vill, mä mir sinn doran déi Beschde de Moment. A mir mussen natierlech kucken, dass mer op null kommen.

D'makroekonomesch Ëmfeld ass den zweeten Deel vu menger Presentatioun. D'makroekonomesch Ëmfeld ass gutt an dofir hunn d'Lëtzebuergler all Grund, fir optimistesich ze sinn, a si sinn et och. An der Etüd, déi d'Lëtzebuerg Zentralbank säit 2002 mécht, gesäit een, dass d'Vertraue vun de Consommateuren zu Lëtzebuerg ganz héich ass. En fait ass et esou héich ewéi nach ni, säitdeem gemoooss ginn ass. Enner anerem maache sech d'Leit manner Suerge fir de Chômage. Si sinn optimistesich, dass se finanziell muer besser dostinn ewéi haut, a vill soen, dass se och eng gutt Perspektiv hätten, fir Erspuerner ze maachen.

Aner Ëmfroe weisen an déiselwech Richtung. Dat ass net nëmmen e Bauchgefühl vun de Leit, dat sinn déi objektiv Zifferen, déi weisen, dass d'Leit net fir näsch optimistesich sinn, mä well d'Leit effektiv besser ass.

Wéi ass se dann, déi Lag? D'OCDE schätzt, dass mer am Joer 2018 e Wuesstum vun 3,6% weltwäit wäerten hunn. D'Europäesch Unioen feiert hiert 18. Trimester hannerene mat positiven Zifferen. Fir Lëtzebuerg gesäit de Stateg e Wuesstum vun 3,4% fir dës Joer vir a vu 4,4% d'nächst Joer.

Op der Grafik Nummer 3 gesitt Der, wéi d'Tendenz an de leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg war. Mir haten tëschent 2013 an 2018 eng Moyenne vu Wuesstum vun 3,9%. Wann een dat am internationale Verglach kuckt op 2017, situéiert sech Lëtzebuerg mat deenen 3,4%, vun deenen ech virdru geschwat hunn, am gudden Mëttelfeld.

D'Inflatioun zitt erëm liicht un. Se war 0,3% d'lescht Joer, se ass dës Joer wahrscheinlech 1,7% a wäert d'nächst Joer bei 1,4% leien. D'Steierreform kuerbelt d'Nofro un, eng Tatsaach, déi d'Ratingagencen an och anerer confirméieren.

D'Kommissioun zu Bréssel ennersträicht dee positiven Effekt a seet: „In light of its fiscal position, the recent decision by the national authorities to use the available fiscal space to implement a tax reform appears appropriate.“ Laut der OCDE an der Europäescher Kommissioun zéien och déi privat Investissementer an Europa an zu Lëtzebuerg un. Dat ass en Zeechen, dass déi Dynamik, déi mer an der Wirtschaft hunn, och wäert relativ laang daueren.

De Stateg geet dervun aus, dass 2018 d'Zësen nach wäerte relativ niddreg bleiwen, mä à moyen terme wësse mer, dass déi Zëse wäerten an d'Luucht goen. Dofir ass et richtig, haut laangfristeg Investissementer mat niddregen Zësen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een optimistesich ass, dann heescht dat net, dass een d'Risiken ausblenkt. Ech hat schonn am Oktober hei iwwer verschidde Risike geschwat, ech wëll se kuerz nach eng Käier opzielen.

Éischtens ass emol à court terme d'Sécherheetslag ronderëm d'Welt nach ëmmer fragill. Et brauch een do nëmmen an Nordkorea ze denken an d'Terrorismen, déi iwwerall op der Welt à tout moment méiglech sinn. An et ass och eng Tatsaach, dass d'Decisioun vum President Trump, fir Jerusalem elo als Capitale vum israellesche Stat unzëerkennen, net eppes ass, wat d'Risiko wäert méi kleng maachen.

Mëttelfristeg Risiken, do géif ech gären e Wuert iwwert de Brexit soen: dass mer natierlech mussen gutt uechtginn als Lëtzebuerg, dass de Brexit net zu Verzerrungen an der Concurrence féiert. Dat géllt haaptsächlech och um Gebitt vun der Besteuerung. Mir setzen eis a fir den „level playing field“ a wäerten eis dann och deemno zu Bréssel behuelen. D'Adoptioun vun der Steierreform an den USA virun zwou Woche bréngt och nei Unsécherheete mat sech, déi mer genee mussen analyséieren.

Laangfristeg Risiken, do géif ech haaptsächlech op d'Digitaliséierung vun der Economie an op de Klimawandel hiweisen.

Fir d'Éischt vläicht e Wuert zum Klimawandel. Ech war de leschte Mount zu Bonn. Ech hat d'Eier, do souwuel de Grand-Duc ze begleede wéi och d'Ministre de l'Environnement. An do konnte mer kucken a vergläichen, wat verschidde Länner maachen, fir hir Ziler ze erreichen a Saache Reduktioun vun CO₂-Ausstouss. Lëtzebuerg wäert natierlech do seng Ziler errechen an anhalen. Mä mir hu ganz vill drop gepocht, an dat war och d'Thema zu Bonn: Wéi kann d'Finanzwelt de Klimawandel positiv beaflossen? An ech muss soen, dass sech erausgestallt huet, dass Lëtzebuerg ee vun de Virreider an deem Domän ass.

Ech konnt déi ganz „toolbox“, déi mir en place gesat hunn iwwert déi lescht Méint, do presentéieren. Nieft eiser Bourse, déi jo déi gréng Bourse „green stock exchange“ gegrennt huet, hu mir zu Lëtzebuerg eng Plattform fir Klimainvestissementer geschaff, zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank. Mir hunn och en Accélérateur an d'Liewe geruff, deen eng Coopération vu public/privé ass, fir fäerdegzebréngen, dass eis Fongenindustrie och méi a Klimaprojete kann investéieren.

Als Finanzminister sinn ech immens frou, dass eise Finanzsecteur seng Roll spillt, fir en Effet multiplicateur ze hunn an der Bekämpfung vum Klimawandel.

Op d'Digitaliséierung, déi natierlech e Risiko ass, awer och eng Opportunitéit, brauch ech vläicht net ganz vill anzegoen, do huet d'Regierung ganz vill Initiative geholl. „Digital Lëtze-

buerg“ ass den iwwergräifende Begrëff. Mä ech wëll ennersträchen, dass mer grad op der Finanzplaz déi Wichtigkeet erkannt hunn, andeem mer FinTech als Prioritéit erkläert hunn an do och vill gemaach hunn.

Ech wëll zum Schluss zu der Digitaliséierung och nach soen, dass d'Cofibu eis an hirem Rapport de Besoin vun der Digitalisatiounsemsetzung och ennersträicht fir eis Steierverwaltungen. An et freet mech, hei kënnen ze soen, dass do viles amgaangen ass an dass d'Zesummenaarbecht mam CTIE vum Stat an deene verschidde Verwaltungen exzellent ass.

Et gëtt een Ennerscheid tëschent „Risiko gesinn“ an „systematesch Schwaarzmolerei“ ze maachen. Dës Regierung mécht keng Politik vun der Angscht, mä kuckt d'Zukunft an d'A a bereet d'Land konsequent op déi nei Erausforderunge vir. Sämtlech Ratingagencë gesinn dat och esou zu Lëtzebuerg an hunn och dofir den Triple-A vun eise Land confirméiert.

Ech kommen dann elo zum drëtten Deel vun der Presentatioun. Ech kommen op d'Zifferen vum Budget 2018. Ech wäert meng Presentatioun, wéi déi aner Joren och, konzentréieren no den Zifferen vun der Kontabilität vun der Europäescher Unioen, genannt „Norme SEC 2010“. Wéi d'Rapportrice gëscht an hirem Bericht scho gesot huet, sinn d'Zuelen no der Bréisseler Method an déi, déi mir zu Lëtzebuerg an der Comptabilité nationale nom Gesetz vun 1999 hunn, net déiselwech. Dat gesäit een och an der Grafik 5, déi ech extra maache gelooss hunn, fir dass ee kann déi zwou Zifferen mateneen vergläichen. Dat heescht net, dass déi eng richtig sinn an déi aner falsch. Et weist just, dass et zwou verschidde Methode gëtt, fir Zuelen ze presentéieren.

D'europäesch Norm huet zwee grouss Virdeeler. Deen éischen ass, dass ee sech ka mat anere Länner vergläichen. Deen zweeten ass, dass ee ka kontrolléieren, ob Lëtzebuerg de Stabilitéits- a Wuesstumspakt anhält. Dofir, wéi gesot, hale mer eis un déi europäesch Aart a Weis.

Da kommen ech elo zu de Recettë vun der Administration centrale. Fir d'nächst Joer reche mir mat Recettë vu 17,3 Milliarden Euro. Dës Zuel ass net changéiert gi säit Oktober. An Dir gesitt un der Grafik Nummer 6, wéi déi Recettë sech opdeelen an, wéi gesot, mir hunn déi Zifferen net geännert. An zwar net, well mer ze vill optimistesich oder pessimistesich sinn, mä well et kee Grund d'fir ginn huet. Ech wäert mech och elo doriwwer erklären.

Ech verstinn, firwat och grad d'Opposition ëmmer erëm Bedenken ausdréckt, wann ee kuckt, wéi et mat der Realisatioun vun de Recetten ass. Déi eng soen, et géif iwwerschatt ginn, déi aner soen, et géif ennerschat ginn. An dofir hunn ech d'Inspection générale des finances gefrot, dass si eis soll en Tableau maachen, deen Der op der Sait 7 gesitt, wéi dann d'Recetten evoluéiert hu par rapport zum Budget, dee gestëmmt ginn ass. Den Tableau weist also d'reell Recettë par rapport zum Budget.

An do gesäit een, dass an där Zäit, wou d'CSV de Finanzminister gestallt huet, den Ecart tëschent de gestëmmt Recetten an de reelle Recettë vill méi grouss war, wéi dat haut de Fall ass.

Am Laf vun dëser Legislativperiod sinn d'Ecarten ëmmer méi zesummegaangen, d'Zifferen, déi mir vun de Verwaltunge kritt hunn, hu mir dann an de Budget opgeholl an déi befanne sech, wéi gesot, säit 2014 ganz no bei der Realitéit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech zitieren och hei d'Cour des comptes, déi seet: „D'Previsiounen vun der Regierung, wat d'Recetten ugeet, si rasonabel a realisabel.“ Et ass richtig, dass, säit de Budget presentéiert gouf, de Stateg seng Previsiounen vum PIB 2017 an 2018 ugepasst huet, an zwar no ennen.

Ech wëll awer hei ennersträchen, an dës Grafik weist dat, dass et keen direkte Lien gëtt tëschent de Resultater vun eisem Rächtrum vum PIB an de Recetten. Dat gesäit een och un der Grafik 7 mat de gréng Strécher. Déi gréng Strécher ginn lech d'Ecarte vum Wuesstum un, wéi se waren am Moment, wou de Budget gestëmmt ginn ass, a wéi dann d'Realitéit e Joer duerno war. Et gëtt also, wéi d'Spezialiste soen, keen automatesche mechanesch Korrelationsmechanismus tëschent der Evolution vum PIB an de Recetten. An d'Estimatiounen sinn natierlech eng gutt Saach, mä en fait sinn dat Wichtigst d'Zuele selwer. An déi rieden eng kloer Sprooch.

De 27. Oktober hunn ech der Comexbu an der Chamber d'Zuele vum drëtten Trimester 2017 virgestallt. An dee Moment louche mir mat de Recettë scho 6,2% iwwert deem, wat am Budget virgesi war. Laut deene leschten Zuele vum der Steierverwaltung fir d'Méint Oktober an November hält dese positiven Trend un, obwuel, wéi gesot, de PIB méi schwach ageschat ginn ass vum Stateg. Déi positiv Dynamik, déi ech am Oktober presentéiert hunn, huet sech also entre-temps confirméiert. An dat gesitt Der un der Grafik 8.

Fir nach méi komplett ze sinn, kann ech lech och nach derbäisoen, dass d'Recetten, déi bei den direkte Steieren enregistriert gi sinn, op Enn November 9,1% méi héich leien ewéi d'Joer virdrun. Et gesäit een also: Deen Trend spillt weider.

Wéi kann een dat erklären? Éischtens emol duerch déi nei Aarbechtsplazen, déi geschaaft gi sinn, a virun allem elo schonn duerch méi e qualitative Wuesstum. E Wuesstum, deen och op engem méi niddregen Niveau méi héich Recettë schaaft. An ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt, deen een haut hei muss ënnersträichen.

Entgéint deem, wat Verschiddener virausgesot hunn, sinn d'Steierrecetten och net duerch d'Steierreform erofgaangen, mä au contraire geklommen. Natierlech och weinst där gudder makroökonomescher Situatioun, déi dat ofgefiedert huet. D'EU-Kommissioun zu Bréissel gesäit dat net anescht a seet: „Public finances are projected to remain sound in spite of the tax-decreasing reform.“

Ech kann zu deemem Zäitpunkt soen, dass déi Previsiounen, déi mir d'lescht Joer gemaach haten iwwert den Impakt vum de Steierrecetten an déi vill Stoff geliwwert hate fir Contestatiounen, dass déi Previsiounen, déi d'Regierung gemaach hat, sech als richtig erweisen. De Käschtepunkt war ageschat ginn op 373 Milliounen fir d'Joer, 502 Milliounen d'nächst Joer a 524 Milliounen déi Joren duerno. Ech mengen, dass all déi Elementer weisen, dass des Regierung alles drugesat huet, fir realistesch Recetten an de Budget ze schreiwen a realistesch Previsiounen ze maachen.

Elo kommen ech zu den Depensé vum der Administration centrale. Tëscht dem Depot vum Budget an haut sinn 20 Amendementer vum der Regierung deposéiert ginn, deenen hire Käschtepunkt ongeféier 20 Milliounen ass. 20 Milliounen ass zwar vill Geld, mä op där anerer Säit par rapport zu Depensé vum 18,2 Milliarden ass dat natierlech net visibel, soudass d'Grafik 9, déi ech lech am Oktober presentéiert hunn, nach ëmmer valabel ass.

An Dir gesitt do, dass dee gréissten Deel vun den Depensen, 8,8 Milliarden vum 18 Milliarden, also bal d'Halschent, fir Sozialleschtunge sinn, ob dat elo Transferte si fir d'Sécurité sociale, Sozialleschtungen, Subsidien oder aner Transferten.

Ech wëll hei eppes ënnersträichen, wat d'Zentralbank vu Lëtzebuerg gesot huet. Déi seet, dass mir eent vun deene Länner sinn, wou d'sozial Ennerscheeder am klengste sinn an dass dat de Fall ass dank dem groussen Deel vu Sozialtransferten, déi de Stat mécht.

D'Evolutioun vun den Depensen am Joer 2018 ass ganz kloer ënnert dem Zeeche vum der Kontinuitéit. D'Investitiounen bleiwen op engem héijem Niveau, ronn 2,4 Milliarden, also 4,1% vun eise Rächtum, an d'Depensé vum der Administration centrale sinn am Grëff, wéi een dat op der Grafik 10 gutt gesäit. Et gesäit een et och besonnesch kloer op der Grafik 11, wou een d'Fonctionnementskäschte vum Stat, Consommation intermédiaire genannt, och ganz gutt kann novollzéien. Hei gesäit een, dass déi strukturell Mesurë vum dieser Regierung gegräff hunn.

Wat ass dann elo d'Resultat um Niveau vum Sold vum der Administration centrale?, wat jo e ganz wichtege Punkt ass.

Wann natierlech d'Recetten eropginn an d'Depensen am Grëff sinn, muss de Sold sech natierlech verbessern. An dat ass och dat, wat mer feststellen. An dat ass och dat, wat mer iwwer all déi Jore festgestallt hu säit 2014. Ech rappelieren, dass mer 2014 en Defizit vu minus 543 Milliounen virgesinn haten an en fait nëmme en Defizit vu minus 197 Milliounen haten. Fir d'Joer 2015 waren 876 Milliounen ugesat als Defizit an et sinn der 263 erasokomm. An am Joer 2016 waren et 633 Milliounen, déi ugesat waren, an et sinn der 211 erasokomm.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech kann lech elo scho soen, dass mer och fir d'Joer

2017 e vill bessert Resultat wäerte schreiwe wéi dat, wat virgesi war. Virgesi war, dass mer am Joer 2017 sollten en Defizit vu ronn enger Milliard hunn. An ech kann lech haut soen, an dat ass eng ganz gutt Noriicht, dass desen Defizit ënner 500 Milliounen wäert sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dat hu mer dann och an der Grafik 12 gemoolt. Dee bloe Feil weist nu uewen, dat ass d'Korrektur, déi amgaangen ass ze geschéien. Wann dese positiven Trend wäert weidergoen - a mir ginn dovunner aus, dass dat de Fall ass -, da wäerten natierlech och d'Zifferen vum Joer 2018 besser si wéi dat, wat de Moment am Budget steet. A mir wäerten dann och méi séier den Equiliber an der Administration centrale kréien. D'Richtung stëmmt also, mä mir schreiwen am Moment nach ëmmer rout Zuelen an der Administration centrale. Dofir muss mir awer nach ëmmer oppassen, dass mer d'Depensen am Grëff behalen.

De Schlëselfacteur vum deemem Budget, wéi bei deene virdrun, ass den Investissement. De Schlëselfacteur ass den Investissement! Dat ass och deen, dee justifiéiert, dass mer nach e klengen Defizit bei der Administration centrale hunn. Mä firwat dann en Defizit maachen?

D'Chambre des Métiers schreift: Les investissements «(...) représentent une nécessité absolue afin de rattraper les retards qui ont été accumulés par le passé, ces derniers s'expliquant surtout par le fait que la croissance économique soutenue sur une longue période, de même que les besoins en équipements qu'elle génère, aient été sous-estimés par les gouvernements successifs.» Mir versiche jo, dat riicht-zebéien.

Ech hat am Oktober bei der Presentatioun vum Budget gefrot, dass déi Leit, déi géife mengen, et misst e manner investéieren, mer sollten en Hint ginn, liddie ginn, wou een da soll Investissementer sträichen: bei wellecher Schoul, bei wellecher Strooss, bei wellechem Wunnengs-projet. Ech waarden nach ëmmer, ech hunn och nach ëmmer keng Proposition do kritt.

(**Brouhaha**)

Au contraire, ech liesen, dass d'Regierung geueft gëtt fir hir Investitiounspolitik. A bis 2021 bleift den Niveau vum den Investissementer ganz héich. Ech stelle fest, dass d'Chambre de Commerce kritiséiert, dass d'Investissementer, esou wéi se haut geplangt sinn, 2021 par rapport zum PIB licht erofginn, vu 4% op 3,92%, amplaz sech ze freeën, dass mer am europäesche Verglach mat un der Spëtz sinn, wéi Der dat un der Grafik 13 kënnt gesinn.

► **M. André Bauler (DP).** - Verstehe wer will!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dorunner gesäit een, dass et zu Lëtzebuerg e Konsens ze gi schéngt, fir d'Investissementer op engem ganz héijem Niveau ze halen, esou wéi d'Regierung dat jo och mécht. Well et ass genee esou, wéi d'Rapportrice et gëschter gesot huet: „Wien un den Investitiounen spuert, spuert op Käschte vum den nächste Generatiounen.“

Dës Regierung spuert net op Käschte vum der nächste Generatioun. Dës Regierung spuert en faveur vum der nächste Generatioun, andeem se de Fonds souverain geschaaft huet, wou d'nächst Joer wäerten 240 Milliounen ugesammelt gi si fir eis Kanner.

Ech kommen elo zum groussen Ensemble, d'Analys vum der Administration publique, wou dann och d'Gemengen an d'Sécurité sociale bei d'Administration derbäigekuckt ginn.

D'Gemengefinanze sti gutt. Si hunn en Excedent vu ronn 200 Milliounen all Joer. Do gesi mer op déi ganz Period och de positiven Impakt vum der Reform vum de Gemengefinanzen.

Wat d'Sécurité sociale ubelaangt, och do gesi mer eng nette Verbesserung. Do ass den Excedent och all Joers relativ kloer. Et ass ongeféier eng Milliard, déi dann all Joers an d'Reserve kënne gespeist ginn.

An deene meeschten Avisa gëtt vill iwwert d'Sécurité sociale geschwat a se gëtt natierlech an den Zusammenhang bruecht mat der Nohaltegeet vum eise Pensionssystem. Dat ass eng berechtigt Fro. Et gëtt awer zu deemem Zäitpunkt kee Grund, fir a Panik oder fir a Schwarzmolerei ze verfallen. D'Reserve vun eise Pensionseese sinn esou héich wéi nach ni. An duerch déi positiv Entwécklung vum der Wirtschaft an de Rendement vum Fonds de compensation fléisse regelméisseg de Moment all Joers eng Milliard derbäi. Dat si Reserven, déi géifen eis bis iwwer 2040 bréngen. Kee Land an Europa huet esou Reserven!

Dat wëllt awer net heeschen, dass een näischt sollt maachen. An dofir huet d'Regierung jo en Expertegrupp zesummegegruff. Deen ass beoptragt, fir verschiddene Optiounen ze bewäerten, fir sécherzestellen, dass dese System och mët-

tel- a laangfristeg gradesou stabil ass, wéi en haut ass.

Ech kommen elo op de Sold vum der Administration publique. Deen ass iwwert d'ganz Period positiv. E war och an der ganzer Legislaturperiod positiv. En ass ugesat fir d'Joer 2018 op 333 Milliounen Euro oder 0,5% vum PIB a geet regelméisseg an d'Luucht, fir am Joer 2021 op 1,7% vum eise Rächtum ze klammen. An der Grafik 14 gesitt Der, dass Lëtzebuerg e gudder Schüler ass a mat deene Beschten an Europa ass, wat dee Solde de l'administration publique ubelaangt.

E Wuert zur Schold: Enn 2013 war Lëtzebuerg um Wee, fir déi europäesch Kritären net méi anzehalen a säin Triple-A ze verléieren. D'Projektioun vum Comité de prévision vum 2013 hu virausgesot, dass eis Schold géif op 29,2% eropgoen. Wou leie mer haut? D'Statschold läit 2018 ronn bei 22,7% vum PIB, erof vun 23,7%, wou mer 2013 stoungen. An dat trotz ganz héijem Investissementer. Deseen Taux vu Verschuldung wäert bis 2021 regelméisseg erofgoen op 21,6%. Mir leien also ganz kloer ënnert der 30%-Limitt, déi des Regierung sech fräiwëleg ginn huet, well Dir wësst jo, laut Bréisseler Regele wäre 60% erlaabt.

An absoluten Zuele läit d'Schold bei 12,9 Milliarden. Ronn 11 Milliarden dovunner hu mer vun de viregte Regierung geierft. Bei der Schold ass et wéi beim Invest, méi aussokräfteg, wann ee mat Prozenter schwätzt plutôt wéi mat absoluten Zuelen. Mä trotzdem ee Wuert zu den absoluten Zuelen.

Eise Rächtum, eise PIB wäert laut dem Stateg 2018 59 Milliarden erreche géint 46,5 Milliarden am Joer 2013. Dat ass eng Augmentatioun vun 12,5 Milliarden. An da kann een dach net higoen a soen, dass eng zousätzlech Schold vun 1,9 Milliarden net rasonabel wier! An deene fënnef Joer, 2013 bis 2018, wäerte mir zu Lëtzebuerg méi wéi 10 Milliarden investéiert hunn. Dovunner si méi wéi dräi Véierel finanzéiert mat lafende Recetten an nëmme ee Véierel mat Schold. Dat ass eng responsabel Politik.

Grad an Zäite vum niddregen Zësen ass dat de richtige Choix, des Investissementer elo bëleg mat Emprunten zu engem klengen Deel ze finanzéieren. D'Zësen op der Statschold ginn erof op 181 Milliounen. Dat ass 1% vun den Depensen. Et géif kee Sënn maachen, zu deemem Zäitpunkt wëlle mordicus den Defizit ze reduzéieren an op null ze bréngen, wa mer au contraire d'Investissementer zu historesch niddrege Konditiounen kënne finanzéieren.

Och op deemem Gebitt schwätzt en Diagramm méi wéi Wieder. An dofir invitéieren ech lech, déi lescht Grafik 15 ze kucken. Do gesitt Der, dass d'Schold vu Lëtzebuerg mat 22% déi zweetniddregst an der ganzer EU ass.

Ech kommen op d'Konklusioun an un de Respekt vun den europäesche Kritären.

Lëtzebuerg ass dat eenzeg Land a bleift dat eenzeg Land, wat d'Kritäre vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt ëmmer agehalen huet. An zwee vun deene wichtege Kritäre sinn natierlech 60% Maximalschold an d'Anhale vum Objectif à moyen terme.

D'Anhale vum Objectif à moyen terme ass verbonnen mam „output gap“ a mam Solde structurel calcul, vun deem d'Lëtzebuurger Zentralbank seet, dass et en „Concept difficilement saisissable“ ass. Ech kann der Zentralbank vu Lëtzebuerg nëmme recht ginn an ech muss soen, ech verteidegen déiselwech Meenung zu Bréissel ronderëm den Dësch.

D'lescht Joer huet d'Regierung, esou wéi d'Europäesch Kommissioun dat och ausgerechent hat, den Objectif à moyen terme vun +0,5% op -0,5% vum PIB erofgesat, e Choix, deen d'Chambre des Salariés fortement approuvéiert. E Choix, deen awer d'Chambre des Métiers oder de Conseil national des finances publiques bedauert. Mä laut der Note de conjoncture vum Stateg vum 5. Dezember läit de Solde structurel fir 2017 wäit iwwert der Limitt vun -0,5%. Mir wäerte souguer iwwer +0,5% landen.

Wéi de Statsrot a sengem Avis ervirgehuewen huet, respektéiert Lëtzebuerg säin OMT, Objectif à moyen terme, also largement. Och hei bestätegt et sech, dass et richtig war, de Wäert am Budget ganz virsichteg anzusetzen, fir do Sputt a Marge de manoeuvre ze hunn.

Trotz deene verschiddene Kritikken ass net een Avis derbäi, deen a Fro stellt, ob Lëtzebuerg säi Solde structurel oder säin Objectif à moyen terme respektéiert. Do besteet Unanimitéit. Lëtzebuerg hält dat an. Ech freeë mech iwwert déi Unanimitéit.

De Conseil d'État schreift: «Le projet de budget pour l'exercice 2018 répond aux deux objectifs que le Gouvernement s'est fixés: respect de l'OMT et maintien de la dette publique en deçà de 30% du PIB.»

D'Zentralbank vu Lëtzebuerg schreift: «Au total, le Luxembourg respecterait donc ses engagements en matière de finances publiques au niveau européen sur l'horizon de projection 2017-2019.»

An de Conseil national des finances publiques schreift och eppes Aänlech. Wann een déi verschiddene Avisen iwwert de Budget an der Regierung hir Finanzpolitik liest, da fällt engem eppes op: Mir sinn zu Lëtzebuerg ganz streng mat eis selwer. An dat ass och gutt esou. Mä et muss een awer och kënnen iwwert den Tellerrand erauskucken. Déi Leit, déi eis vu bausen observéieren, ob dat den FMI ass, d'OCDE oder d'Europäesch Unioun, si sech eens: D'Statsfinanze sinn an der Rei.

D'Kommissioun schreift: «La Commission est d'avis que le projet de plan budgétaire du Luxembourg (...) est conforme aux dispositions du pacte de stabilité et de croissance. Elle invite les autorités à exécuter le budget 2018.» Deem ass näischt bäizefügen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. An ech gesinn, eisen éischte Riedner ass prett. Den Här Claude Wiseler, de Fraktiounschef vum der CSV, huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat gëtt schwéier!

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll mat dem Finanzminister senge Wiederer vum Budget 2016, also Dezember 2015, ufänken, deen do gesot huet, wou en déi positiv Situatioun a sengen Aen, déi en do fonnt huet, beschriwwen huet an dorauer geschloss huet oder sech d'Fro gestallt huet, ob en elo kéint ufänken, Kaddegen ze maachen. An en huet sech selwer d'Antwort ginn a geäntwert: „Absolut net!“ Dat sinn Är Wieder! „An ech erklären lech och, firwat. Ech wëll hei op fënnef Grënn agoen“, hutt Dir gesot.

„Deen éischten: Déi positiv wirtschaftlech Entwécklung sinn nach net um Niveau vum de Statsfinanzen ukomm.“

Zweetens, d'Wirtschaftslag weltwäit ass weider fragill“, hutt Der och des Kéier beschriwwen.

„Drëttens, de Stat huet ëmmer nach héich Scholden“, hutt Dir gesot.

„Viertens, den Zukunftspak ass nëmme dann effikass, wann och all Mesuren emgesat ginn.“

A fënneftens, Lëtzebuerg muss sech un en neit steierlech Émfeld upassen.“

Dat ware virun dräi Joer staark Wiederer vum Finanzminister. An ech zéien direkt als Konklusioun: Hätt en d'Konsequenzen aus senger eegener Analys sengerzäit gezunn, dann hätte mer haut missen en anere Budget presentéiert kréien. Well fir eis ass de Budget, deen haut virläit, net e Budget, deen d'Zukunft virbereet, mä e Budget, deen d'Zukunft hypothekéiert.

Mä fänke mer vu vir un. Ech wëll fir d'Éischt der Madamm Elvinger Merci soe fir dee Budgetsrapport, dee se gemaach huet. Ech weess, wéi vill Aarbecht esou e Budgetsrapport ass.

Et ass dee leschte Budget vum dieser Legislaturperiod, also Zäit och, fir e kleng Bilan ze maachen, ze kucken, wat alles versprach ginn ass an deene leschte Joren, wat gesot ginn ass a wat schlussendlech gemaach ginn ass. Zäit och, fir iwwert de Budget 2018 erauszekucken an d'Perspektiven ze maachen, déi déi gemaachte Politik an deenen nächste Jore wäert zouloossen.

Ech wëll net laang op dat internationalt Émfeld, déi international Situatioun agoen; de Finanzminister huet et virdu gemaach: eng Weltökonomie, déi em 3,6% oder 3,7% am Durchschnëtt am OECD-Raum wiisst, mat villen Onsécherheeten. Dir hutt se beschriwwen: d'amerikanesch Politik, d'Evolutioun a China, de Brexit, Nordkorea, d'fragill Ökonomie, d'Pétrolspräisser an esou weider. Ech ginn net weider dorobber an.

An och eis Nopeschlänner, wann ech just dat an der Perspektiv kucken, Frankräich, Däitschland, sinn en enger relativ positiver Evolutioun elo. An och Lëtzebuerg ass jo mat enger Hausse vum dem PIB an deene leschte Jore wirtschaftlech an enger Wuesstumsperspektiv, déi mir natierlech och daitlech begrëssen.

Dat ass d'Perspektiv, an déi sech de Statsbudget aschreift. Mä wat d'Haaptchiffere vum Statsbudget ueget, mierke mer nach ëmmer, datt an der Perspektiv en Defizit vun eppes iwwer 900 Milliounen, dat heescht -1,5% vum PIB, d'Joer ugesat ass. A mir gesinn, datt des Regierung an deene leschte Joren, och wann d'Zuele vum 2017 sech an der Perspektiv besser erweisen, an der Kontinuitéit, wann een eng Kontinuitéit am Budget gesäit, dann ass dat d'Kontinuitéit vum Defizit, dee sech an deene leschte Joren ageschriwwen huet.

Ech zitieren hei och d'Chambre de Commerce, fir lech ze soen, datt ech net deen Eenzege sinn, deen déi do Meenung huet. „Au présent stade“, seet d'Chambre de Commerce, „la seule continuité se manifestant de manière tangible est celle des déficits de l'administration centrale.“

Dës Regierung ass eng Defizit-Regierung. An der Budgetried 2015, déi ech virun zitieren, sot den Här Gramegna iwwert d'Recetten an d'Depensen, datt mer laangfristeg misste gesinn, an do huet en d'Laangfristegkeet mat 2018 bezechen: „Bis 2018 kréie mer d'Schéier tëschent de Recetten an den Depensen erëm zesammen.“ An en huet da weider gesot: „An et ass keen Täschpillertrick. Dank de Mesur vum Zukunftspak“, sot en, „sinn eis Recetten an eis Depens bis 2018 erëm an dem Equiliber.“ Et ass keen Täschpillertrick, mä 900 Milliounen Defizit an de Previsiounen, esou wéi se hei ugi ginn, dat ass och keen Equiliber, esou wéi et virun dräi Joer, véier Joer versprach gi war.

Deen Tableau, deen Der eis 2013 gewisen hutt, an ech ka mech gutt drun erënneren, well Der 2013 konstant geschwat hutt vun enger Politique inchangee, wéi wann déi al Regierung, wa se bliwwen wär, keng Politik gemaach hätt an d'Politik einfach weiderlafe gelooss hätt. Mä Dir hutt en Tableau gewisen, wou Der gesot hutt, mat enger Politique inchangee géife mer 2018 op engem Defizit vun eppes méi wéi enger Milliard landen. An dat wär jo total inakzeptabel. A Politique inchangee, haut si mer bei engem Resultat, wat net wäit ewech ass vun där Politique inchangee, déi Der sengerzäit als Virwurf geholl hat an déi och eng viregt Regierung selbstverständlech net elo esou gemaach hätt.

Den Ennerscheid tëschent deem, wat Dir 2013 als eng Katastroph dohigestallt hutt, an deem, wou mer haut sinn, ass minim, ass wierklech net gross. An d'Fro ass: Wou kënn den Defizit oder wou kommen déi Problemer, déi Dir am Budget oder déi mir am Budget identifizieren, hier?

Dir gitt selwer e puer Äntwerten, op déi ech wëll agoen.

Déi éischt Äntwert ass, well mer eng Steuerreform gemaach hunn. Dat ass jo och eng richtig Äntwert evidenterweis, well se an de Soldé vum Budget selbstverständlech vill ännert. Mir haten d'lescht Joer e Sträit iwwert de Käschtepunkt vun der Steuerreform. D'Regierung huet 373 Milliounen fir 2017 ugekënnegt. D'Banque centrale huet et op eng laangfristeg Aart a Weis op 829 Milliounen definéiert.

De Finanzminister huet gesot a senge Rieden am Oktober, wéi en de Budget deposéiert hat, datt en u sech der Meenung wär, datt mat dem Budget d'Chiffere vun der Regierung bewise wäeren. Ech soen, datt ech dat net esou gesinn - datt mir dat net esou gesinn! A wann ech vun der Banque centrale liesen, déi an engem laangen Avis nach eng Kéier op déi Method agangen ass, déi si gebraucht huet, fir u sech de Coût vun der Steuerreform ze rechnen, da weist se a seet se, datt de toute façon, egal wien elo recht huet - a si seet, si huet recht mat där Method, mä egal wéi -, een dat elo nach net kéint wëssen, well ee sécherlech 2017 net géif gesinn, wat dann d'Richtigkeet vun deem wär, wat u Recetten erakomm ass, well elo Avancé gemaach ginn.

U sech kann den definitiven Dekont vun där Steuerreform evidenterweis eréischt 2018 gemaach ginn. Also ass eng definitiv Ausso, wéi der elo scho gemaach gi sinn, an dem Moment net méiglech. A se stellt och fest, datt en Deel vun deene Recette-supplémentairen, déi erakomm sinn - an dat sinn net ech, deen et seet, mä et ass d'Banque centrale, déi et seet an de Statec, deen et zu engem Deel seet -, kommen, well méi Arrièreé gefrot gi si wéi déi Jore virun a well den Taux vun den Arrièreé méi héich ass.

Wéi gesot, Här Finanzminister, Dir kuckt elo kritesch bei där Ausso, mä ech maache se net. Ech hunn d'Zitater och hei vun der Banque centrale a vum Statec. A well d'Avancen net ugepasst gi sinn un déi nei Steuerreform. Wéi wëllt Der dann och d'Recetten uerdentlech aschätzen, wann Der d'Avancen net un déi nei Steuerreform upasst?

Déi zweet Äntwert, déi d'Regierung gëtt, Dir hutt se elo nach eng Kéier widderholl, dat ass, well mer méi Investissemter maachen. An dann hutt Der eis d'leschte Kéier ee Beispill gesot, wat jo am Prinzip och richtig ass a wat och jiddwer Mënsch versteet: Et ass normal, datt, wann een d'Zukunft virbereet, een Investissemter mécht an dat een déi och kann op Schold maachen, esou wéi jiddwer Famill et mécht. Jiddwer Famill geet iergendwann an hirem Liewe Sue léinen, fir sech en Haus ze bauen, an déi Jore duerno bezillt se dann au fur et à mesure a lues a lues déi Scholden op dat Haus erëm zréck.

Just, wann dat Bild engem alicht, da soen ech: D'Situatioun ass awer en eisen Ae liicht eng aner. Well déi Investissemter, déi mir als Stat, Dir als Regierung musst elo, an déi Regierung, déi duerno kommen, mussen an deenen nächste Jore maachen, sinn net nëmmen Investissemter, déi eis 2017 oder 2018 op eng Milliard Defizit oder op Defizit bréngen. Mä vu datt déi Investissemter, déi mer maache mat deem Wuesstum, wat mer och an der Perspektiv hunn, all Joers, all Joers, all Joers an deenen nächste 10, 20, 30 Joer als Effort d'investissemter musse weidergemaach ginn, an Dir hutt et selwer beschriwwen - ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck -, an den Tram hu mer vill investéiert, wann ech dat Beispill huelen, well et elo am aktuellsten ass, mä et ass net färdig mat deenen Investissemter. Do kënn nach eng Phas zwee, eng Phas dräi, eng Phas véier, eng Phas fënnf hannendrun a mir sinn eis eens doriwuer, mä dat heescht awer, datt mer an deenen nächste Jore gradesou vill musse léine goen.

Et ass also net d'Bild vun enger Famill, déi eng Kéier léine geet, fir sech en Haus ze kafen, an dann zréckbezillt. Mä et ass d'Bild vun der Famill, déi u sech, wann ech Aert Beispill huelen, all Joers an deenen nächste 10, 20, 30 Joer en Haus keeft an dann et awer net méi zréckbezillt, wa se net Moossnamen op enger anerer Säit hëlt. Ech wëll dat Bild emol eng Kéier an eng aner Perspektiv setzen.

Zweetens sot Der, datt d'Investissemter ganz héich wäeren, datt se och ganz héich misste sinn, notament well fréier net genuch investéiert gi wär a well een och misst elo dee grouse Retard, deen an deene leschte Joren entstanen ass, zréckbezillt.

Wann ech dann d'Realitéit kucken, da muss ech awer soen: Am Fong ass et liicht anescht. Wann een einfach d'Part vum PIB kuckt, déi tëschent de Joren 2009 an 2013 investéiert ginn ass, 3,7% bis 4,3% vum PIB, an et vergläicht ee se mat der Part vum PIB, deen elo investéiert gëtt tëschent 2014 an 2017, tëschent 3,6% an och 4,3% vum PIB, da gesäit een einfach keen Ennerscheid an de Parten, déi investéiert gi sinn. A wann ee souguer méi wäit kuckt, da gesäit een, datt tëschent 1995 an 2016, dat heescht an deenen 20 Joer, déi viru waren, an der Moyenne 4,17% vum PIB investéiert gi sinn.

Also wann een deene viregte Regierunge reprochéiert, net genuch investéiert ze hunn an dofir hätt een elo e Retard, da muss ech soen, dat ass awer eng liicht mauvaise foi. Wann Der et maacht, da muss dës Regierung sech deeselwechte Reproche gefale loossen, well se am Fong op deemselwechten Niveau vum PIB investéiert wéi déi véier, fënnf Regierunge viru. An dat malgré engem Wuesstum, dee wesentlech méi héich ass wéi dat, wat verschidden aner Regierunge viru kann hunn.

De Meritt ass net, bei deem Wuesstum, deen Der elo kennt, déi Héicht vum Investissemter esou ze halen. De Meritt war éischerter an deene Regierunge viru, do wou Kris war, datt se drop gehalen hunn, matzen an der Kris den Investitionsvolumen esou héich ze halen, fir den Entrepreneuren ze hëllef, iwwert d'Kris ze kommen. Dat war méi Meritt, wéi en elo an dem Moment vun der wirtschaftlecher Situatioun esou ze halen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An deeselwechten Avis, deen ech elo gesot hunn, dee fannt Der bei der Cour des comptes, bei der Banque centrale a bei dem Conseil national des finances publiques quasiment an deeselwechte Wieder zréck.

An et gëtt dann och gesot, et wär en onwahrscheinlechen Effort gemaach ginn, zum Beispill fir 2016 am Budget d'Investissemter em 28% ze héien. Dat wär historesch héich. Wann een dann d'Analys vun der Cour des comptes kuckt, déi seet: Firwat hu mer 2016 dee risege Sprong do gemaach?, da kënn eraus, well en Deel vun där Augmentatioun, déi an engem Joer gemaach gëtt, 400 Milliounen, 500 Milliounen, 285 Milliounen dovun einfach eng Augmentatioun vun der Quote-part vum Lëtzebuerg am Kapital vun dem FMI ass. Et ass kontabel richtig, fir et mat eranzerechnen, mä fir eis dann ze soen: „Et ass dat Joer en historesche Sprong an den Investitioune geschitt“, ass net richtig, well d'FMIs-Quote-parten, déi mer augmentéieren, kann een nun net als grouss Investitioune zu Lëtzebuerg derbärechnen.

Wann een dann, an Dir hutt et gemaach an dat ass ganz interessant, de Budget mam Kont vergläicht, an ech wëll dat eroffbriechen op u sech d'Investitionspolitik. Wann ech do de Budget mam Kont vergläichen, da gesinn ech awer eng ganz Rei grouss Ennerscheeder zu deem, wat budgetär annoncéiert gëtt, an zu deem, wat duerno an de Konten erauskënn, dat effektiv an der Réalitéit investéiert ginn ass.

A souguer d'Banque centrale huet dat gesinn an huet deem dote präzise Punkt - wat gëtt annoncéiert a wat gëtt duerno réaliséiert? - e ganz Kapitel gewidmet. An an deem Kapitel - ech maachen de Resumé dovun - kënn u sech eraus, datt bei den Investitioune, zum Beispill déi vun 2016, dat, wat virgesinn ass, 2,259 Milliarden, de Realisé nëmmen 1,995 ass. Datt mer also vun deem, wat gesot ginn ass, datt géif engagéiert ginn an d'Investissemter, 264 Milliounen 2016 net investéiert, net réaliséiert hunn.

A wat nach interessant ass, dat ass, wann een eng Detailanalys dovun mécht - wat dann elo heescht: Wou sinn dann Investissemter, déi feelen? -, da fënnst een e puer Saachen eraus. Ech wëll der just e puer hei zitieren.

Dat Éischt, dat ass, an Dir hutt do Beispill genannt, am Fonds du rail ass méi investéiert ginn, wéi initialement geplangt. Déi Projeten, déi säit Jore geplangt ginn - d'Beetebuerger Streck, aner Zuchstrecken, Tram an esou weider -, sinn amgaangen, ganz zolidd ze lafen. Do gëtt méi investéiert.

Par contre, do, wou wesentlech manner investéiert gëtt an deene leschte Joren, dat ass zum Beispill am Fonds des routes. 2016 waren am Projet 278 Milliounen investéiert, an dem ajustéierten 207 Milliounen. A vun deenen 207 Milliounen, déi annoncéiert waren, sinn der nëmmen 177 am Fonds des routes réaliséiert ginn.

Elo kann een dat - an ech kucken op déi gréng Säit, well Der approuvéiert - als eng richtig Politik fannen, an deen ee wesentlech méi auszegi wéi an deen aneren, an et kann een dat als Prioritéitpolitik setzen; just, datt ech soen: Wann ee kuckt, wat fir eng Besoine mer och am Fonds des routes hunn, wat mer alles als Problemer am Fonds des routes hunn, da sinn ech d'accord, datt an de Fonds du rail muss investéiert ginn,...

(Interruptions)

...mä ech fannen et net richtig, fir dann dee ganze Stroossebau esou ze negligéieren, wéi dat an deem leschte Joer am Budget geschitt ass.

An der Réalitéit, an da fueren ech souguer weider, ginn 2016 am Fonds des routes 177 Milliounen ausginn. Dat ass och en valeur absolue manner wéi 2013, wou mer 186 Milliounen ausginn hunn, 2013. 2016 hu mer nëmmen 177 Milliounen ausginn. Also, elo en valeur absolue manner wéi viru véier respektiv fënnf Joer.

Et mag eng Politik sinn, mä, wéi gesot, ech wëll just, wann ee sech dat domat an d'Vitruin setzt, d'Zuelen emol eng Kéier kloer ervirsträchen: dat, wat annoncéiert gëtt, an dat, wat duerno de Kont ass. A wann een där viregter Regierung reprochéiert, net déi Investissemter gemaach ze hunn, da soll een déi Zuelen do och eng Kéier kucken.

An ech kann och weiderfueren, fir ze soen:

An dem Fonds socio-familial waren am Budget 36 Milliounen virgesinn an et sinn der am Kont 18 investéiert ginn. Socio-familial: 50% manner Investissemter.

Am Hospitalier, wou der 54 annoncéiert waren an der 26 investéiert gi sinn. 50 Milliounen manner am Hospitalier.

Am Sanitaire et social, wou der 24 annoncéiert waren an der 9 réaliséiert gi sinn. 60% manner, déi réaliséiert gi sinn.

Ech wëll dat - an dat soen ech dann elo och ganz korrekt - awer am Fong emol net als Reproche formuléieren. An ech wëll och hei keng Lektionen ausdeelen, well ech weess, wéi schwéier et ass, an der Réalitéit och Investissemter ze réaliséieren. Ech soen dat ganz, ganz éierlech, well ech hu laang Erfahrung daran. Ech weess, wéi schwéier et ass! Mä ech wëll awer och soen: Et soll een dann awer och net grouss Wieder doranner setzen, wann een déi Zuelen do an d'Fenster setzt an d'Realitéit duerno eng ganz aner ass.

An et muss ee sech dann och heiansdo froen, firwat mer dat net esou réaliséiert kréien. Mir kréien et net esou réaliséiert, well mer ze laang an de Prozedure sinn op där enger Säit, an op där anerer Säit - ech soen dat hannendrun -, well mer och net ëmmer d'Capacités hunn, fir de Rhythmus vun eisen Investissemter ze halen.

An do stellt sech eng Fro hannendrun, déi mir richtig Suerge mécht, an dat ass déi Zukunftsan déi Wuesstumsfro. Wann ech kucken, wat eis Capacité sinn, wann ech kucken, wat eis Moyene sinn, wann ech kucken, datt, och wa mer et budgetär virgesinn, eis praktesch Réalitéit vun den Investissemter deem hannendrun ass a mer net nokommen, wéi wäit mer deen demografesche Wuesstum, dee mer kennen, och sériusement, qualitativement kënnen mat den Investissemter beglee-

den, och wa mer se am Budget virgesinn, mä an der Réalitéit duerno emgesat kréien. Eng Fro, déi mer grouss Suerge mécht a wou een eng Kéier eng seriö Diskussioun heibannen doriwuer muss féieren iwwert déi Aart a Weis, wéi mer de Wuesstum uginn a wéi mer e beglee-

den. Déi drëtt Äntwert, déi d'Regierung gëtt, dat ass: „Mir hunn d'Depensen am Grëff, notament well mer den Zukunftspak - oder de Spuerpak - ganz wëllen emsetzen an emgesat hunn.“ An ech wëll do eng Citatioun bréngen vun dem Conseil national des finances publiques, deen am Kader vum Spuerpak seet: «Il note que le Gouvernement semble avoir renoncé à une mise en œuvre intégrale des mesures de consolidation.» Net nëmmen de CNFP seet dat, mä och all déi aner Avisen, déi ech konnt liesen.

An dat ass jo och de facto evidenterweis esou. A mir hu souguer an der Regierung eng Diskussioun vum Wirtschaftsminister, dem Här Schneider, dee seet, datt de Spuerpak ad acta geluecht war, an en deen als e Feeler bezechen, an op där anerer Säit de Finanzminister, deen nach ëmmer seet, datt e ganz an zäitgerecht soll emgesat ginn.

An ech ginn net op déi Kontradiktioun an der Regierung an. Ech maachen awer just d' Bemierkung, datt hei eng Kontradiktioun ass tëschent zwee Regierungspartner, déi en fin de compte op engem Deel vun dem ze exekutierende Regierungsprogramm ass, an net op Wahlprogramm, wou d'Parteien natierlech d'Méiglechkeet hunn, anerer Meenung ze sinn. Mä hei ass eng fundamental Kontradiktioun um ze exekutierende Regierungsprogramm, déi sech an der Regierung kloer bemierkbar mécht.

An all Organisme maachen och do déiselwecht Analys. An d'Zuele soen et ganz kloer: Tëscht 2015 an 2018 war eis en Zukunftspak, e Spuerpak vun 3,46 Milliarden annoncéiert ginn. D'Realitéit sinn der 2,35. Eng Differenz vun 1,1 Milliard, déi net réaliséiert ginn ass, dat heescht 32%. A wann ee kuckt, wat dat 2018 ausmécht, da mécht dat 18,1% aus. A vun deene 657 Milliounen, déi dann am Joer 2018 réaliséiert ginn, sinn der 60% - 390 - op d'Erhéijung, d'Augmentatioun vun der TVA zréckzeféieren.

Fir dann ze soen: „Mir kënnen eis déi Depensen alleguer leeschten, déi mer elo maachen, well mer virun den Zukunftspak ganz emgesat hunn“, dat fannen ech dann awer eng Zoumuddung. Dir hutt dat net emgesat, wat Der versprach hat. A souwisou: Dee Spuerpak, deen Der annoncéiert hat, war och haaptsächlech e Steierpak.

An all Avis ennersträicht déi dote Kontradiktioun. An da fannen ech et zu engem Deel och schonn ironesch, wann een dann an der Circulaire budgétaire vun 2018 liest, wou Der präziséiert, datt alles, wat an deem Zukunftspak ass, muss emgesat ginn, an Der eng Aktualisatioun frot vun den Ekonomien, déi déi eenzel Ministère gemaach hunn. Ech mellen direkt hei den Interessi u vun eise Leit, déi an der Commission des finances sinn, fir déi doten Aktualisatioun vun den Ekonomien awer ze kréien, well mir si ganz gespaant, wéi déi dann an der Réalitéit ausgesäit.

Déi véiert Äntwert. Et gëtt gesot: „Mir hunn en Defizit, well mer esou vill Schwierigkeeten hatten, well déi lescht Regierung eis dee Problem vum E-Commerce, der E-TVA dogelooss huet, wou se net dru geduecht hat, deen ze kompenséieren, a mir hunn eng Milliard misse vun engem Dag op deen anere kompenséieren a kucken, fir se ze fannen.“ Ech wëll e puer Wuert doriwuer soen, well esou ass et an der Réalitéit jo och net grad.

Ech wëll fir d'Éischt soen, datt dee Regimm, deen de Luc Frieden säit 2007 agefouert huet, 6 Milliarden Euro an de Statsbudget erabruucht huet. An ech muss soen, well ech an där leschter Regierung war, datt mer frou waren, an enger Krisenzäit kënnen vun deene Suen do ze benefisiiéieren, well genau dat ware Suen, déi eis gehollef hunn, iwwert déi Krisensituatioun ewechzecommen, déi eis gehollef hunn, eng konterzyklesch Politik ze maachen an u sech d'Entrepreneuren um Fonctionnéieren ze halen, fir duerno aus der Kris erauszecommen.

Ech wëll also emol fir d'Éischt Merci soen, datt mer déi Steieren iwwerhaapt iwwert déi dote Joren hatten. An da sot Dir, Dir hätt missen eng Milliard kompenséieren vun engem Dag op deen aneren! Ech soen awer och, datt dës Regierung eleng tëschent 2014 an 2018 2,1 Milliarden nach vun där Steier erakrut a se geholl huet a se och ausginn huet. A se och ausginn

huet! A se einfach an de Budget geholl huet a se och ausginn huet!

An am Wahlprogramm - wëll ech bemierken -, fir se ze kompenséieren, war d'CSV déi eenzeg vun de Parteien, déi am Kader vun där Kompensatioun virgesinn hat, datt mer eng Hausse vun der TVA wëlte maachen. Soss hat keen aneren dat am Wahlprogramm virgesinn, fir et ze maachen! Se ass awer duerno gemaach ginn. A wann een d'Hausse vun der TVA an der Realitéit haut kuckt, da stellt ee fest - stellt de Statec fest, net ech -, an ech liesen dat och: «Comme l'an passé, la progression des encaissements de TVA hors e-commerce (...) compense intégralement les pertes en matière d'e-commerce.» Just fir dat och eng Kéier als Ausso ze maachen. Net ech maache se, mä de Statec mécht déi doten Ausso.

De Finanzminister huet 2015 gesot, datt déi viereg Regierung gewosst hätt, wéi d'E-TVA an d'Luucht gaange wär. „A wat ass geschitt?“, huet en da gesot. „Näischt ass geschitt!“ An do hutt Der eppes derbäigefüügt. An dunn hutt Der gesot... oder huele mer den Tanktourismus. „De gesonde Mënscheverstand...“, sot Der, Ar Wieder, „...geet duer, fir ze wëssen, dass mer do net éiweg wäerten dovunner lieve kënnen.“ Dat ass jo och richtig. An do hutt Der hannendru gesot: „Dofir wëlle mer an esou eng onkomfortabel Situatioun ni méi kommen an dofir hu mer e Fonds souverain gemaach, e Spuerbuch fir déi, déi no eis kommen.“ Wann dat alles esou ass, dann ass awer meng Fro, wann dat Spuerbuch ass fir all déi Saachen, déi eng Kéier ewechfalen, firwat Der dann net en Deel vun der E-TVA, déi nach erakomm ass, op d'Spuerbuch gesat hutt.

Dat verstinn ech awer, mä da soen ech awer hannendrun, an Dir hutt et selwer gesot: Wann Der elo wësst - an dat ass genau datselwecht Rasonnement, wat Dir säit Joren elo mat där vieregter Regierung maacht -, datt mer aus dem Tanktourismus an deenen nächste Joren a fur et à mesure mussen erausklammen, wann Der et elo scho wësst an Dir sot selwer: „De gesonde Mënscheverstand geet duer, fir ze wëssen, dass mer net éiweg wäerten dovunner lieve kënnen“, wann Der et elo wësst, da froen ech mech, firwat Der net dat maacht, wat Der där vieregter Regierung reprochéiert hutt, wat den Här Bausch a multiple Riede sot, déi en heibannen als Oppositionspolitiker gehalen huet, wou en ëmmer, wann iwwer Tanktourismus geschwat ginn ass, iwwer e Futurefong geschwat huet, wat jo dann deelweis Äre Fonds souverain ass, firwat Der net elo en Deel vun deene Suen huet, fir déi an de Futurefong ze setzen.

1,5 Milliarde kréie mer haut iwwert dat eran: Tankstellen, fälschlecherweis „Tanktourismus“ genannt, an dat, wat hannendrun - Alkohol an Zigaretten - ass. Firwat huet Der net en Deel vun deene Suen a maacht elo genau dat - genau dat! -, wat Der där vieregter Regierung reprochéiert hutt,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - ...net ze maachen? Dir maacht et och net!

Ech kommen duerno nach mat ganz vill Ple-séier op de Fonds souverain zréck.

Mir hu gefrot, fir déi Etüd, déi den Här Ewringmann iwwert den Tanktourismus gemaach huet, ze diskutéieren. Virun engem Joer ass se ofgeschloss ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Endlech!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Endlech ofgeschloss ginn. Sou! Mir froe säit engem Joer, datt...

(Interruptions)

...de Finanzminister...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - E kënn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - ...an d'Ëmweltministeresch an d'Kommissioun solle kommen, fir emol eng Kéier seriö doriwuer ze schwätzen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Se kënn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Mä Dir sot elo: „Se kënn.“ Säit engem Joer froe mer et. An an engem Joer ass se emol net komm.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Mir hu 15 Joer gefrot!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Dat stellen ech emol fest.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - 15 Joer! An dräi Motiounen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Wann ech gelift!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Schonns méi oft...

► **M. Aly Kaes** (CSV). - An trotzdem hutt Der näischt gemaach!

(Hilarité)

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ech hunn et schonns méi oft gesot, mä Dir hutt gesot: „De Fonds souverain, dat ass wéi e Spuerbuch, wéi eng Spuerbéchs.“ Mä wat soll dat, a mengen Aen, e Spuerbuch, wat Der huet fir déi zukünftige Generatiounen, an Dir huet 50 Milliounen d'Joer an Dir gitt déi léinen an Dir setzt se dann op d'Spuerbuch. An Dir sot: „Dat ass dat, wat ech deenen zukünftige Generatiounen verieren.“

Wann ee vu verierwe schwätzt, da sinn ech d'accord, datt ee Spuerbicher verierft, mä fir mech ass et awer och gradesou kloer, datt een d'Schold awer och verierft! An Dir kënn et net op där enger Säit an d'Spuerbéchs setzen an op där anerer Säit et op d'Bank léine goen an da soen, Dir hätt elo enorm vill fir déi zukünftige Generatiounen gemaach.

Et ass ënnert dem Stréch null gemaach. A fir mech ass dee Fonds souverain, wann Der en esou ugitt, net sénnvoll, bréngt näischt. Wann et eng Diskussioun iwwert den Tanktourismus ass, wou mer doraus Suen ewechhuelen, well déi Recetten eis ewechfalen, da si mer an enger anerer Diskussioun, mä dat gëtt net an deem Moment esou gemaach.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ech hoffen.

De fënnefte Punkt. Dir sot, Dir hutt d'Statsschold am Grëff. D'Majoritéit seet: „Am Pourcentage vum PIB geet d'Statsschold erf. Mir bleiwe momentan ënner 30% vum PIB.“ All Avisen, déi ech gelies hunn, kommen awer zur selwechter Konklusioun. Ech liesen lech hei just, fir ofzeweisselen, d'Cour des comptes vir: «Cette régression de la dette publique, exprimée en pourcentage du PIB, est surtout due à une forte croissance (veuillez lire: le résultat de la croissance soutenue) du PIB sur la période considérée.»

Dat heescht, mir hunn hei Zuelen, déi Der en place setzt, déi sech u sech esou ausdrécken, well mer Gott sei Dank haaptsächlech eng grouss Croissance vum PIB hunn. Mä wann een déi absolutt Zuele kuckt, da gesäit een, datt Der vun 2013 11 Milliarden op 2017 12,9 an op 2021 prévisiblement 14,2 Milliarde kommt. D'Cour des comptes rechent eng Augmentatioun vun 43% innerhalb vun de Joren 2016 bis 2021. An d'Chambre de Commerce, déi Der jo gutt kennt, concluéiert: «Le ratio d'endettement ne paraît donc sous contrôle qu'à la faveur d'une sensible hausse du PIB nominal et nullement parce que l'endettement à proprement parler serait structurellement endigué.»

D'Scholdespiral, soen all Avisen, soen och mir, geet weider. An et ass keen Avis, deen ech zum Budget gelies hunn, deen de Contraire seet. Se sinn alleguer darselwechter Meinung.

Da wëll ech hei och nach e Punkt ervirsträchen. Mä do froen ech just Explikatiounen, well mer dat net richtig verstinn. D'Banque centrale mécht och e ganz Kapitel doraus, an Dir hutt dat och als eng grouss Regierungspolitik duergestallt. Dat sinn d'Ästellungspoliticke beim Stat, wou mer 2016 jo 690 Leit an 2017-2018 iwwer 1.000 Leit als nei Poste virgesinn hunn. Dat mécht zum Beispill fir 2016 cumuléiert 1.210 Posten, déi hätte missen nei age-stallt ginn.

An da kréien ech d'Rechnung - d'Banque centrale mécht se, ech liese se och enzwousch anescht -, datt an der Fonction publique awer 2016 net méi Leit geschafft hunn, mä datt mer u sech beim Stat 163 Leit manner schaffen hunn an där doter Period, wou mer am Fong 1.200 Leit méi hätte misse beim Stat hunn oder zumindest deelweis méi beim Stat hunn.

An do stelle mer eis eng Rei Froen. Déi éischt Fro...

(Interruption)

Ech waarden duerno op d'Äntwert. Jo, Dir sot: „Et ass falsch“, mä da wier ech frou, wa mer d'Äntwert duerno am Detail kéinte kréien.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.* - Ech kann lech se direkt ginn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ech wier frou, wann ech se kéint duerno kréien a vläicht net elo, well eis Froe sinn: Ass dat esou? Firwat ass dat esou? A wat fir engem Secteur sinn dann alleguer déi Demanden an déi nei Posten, déi Der gefrot hutt? Wou wëllt Der se affektéieren? Firwat maacht Der et esou? Respektiv hätte mer gär eng ganz Opstellung, wat mat deene

Posten, déi Der hei froet... Dat sinn der elo awer schlussendlech quasiment iwwer 3.000, déi d'Regierung an deene leschte Joren, wann ech kumulativ kucken, nei sollt astellen, wéi genau d'Opstellung dovunner ass.

A wann Der mer da sot, wat mer jo och an deene leschte Joren an den Zeitungge gelies hunn, datt Der déi Leit bei enger ganzer Rei Instruktiounen respektiv Administratiounen net fannt, déi mer enzwousch bräichten, fir ze rekrutéieren, ob dat elo eng Fro vun Examen ass, ob dat eng Fro vu Stage ass, ob dat eng Fro vun Accessibilité ass, esou stellen ech awer fest, datt e groussen Deel vun deenen trotzdeem am Budget virgesi sinn an datt dat eng Realisatioun ass, déi sech awer op där anerer Säit net an der Realitéit an de budgetären Zuelen erëmspigelt.

De Finanzminister war och ugetrueden, fir eng kopernikanesch Revolutioun ze maachen. Mir hate vill Diskussiounen doriwuer, fir...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dat ass, wann ech lech elo soll erklären, Här Gibéryen, fir e Budget par objectifs anzeféieren. Dat sollt méi modern, méi lisible sinn. An dat sollt och schnell geschéien.

2014 sot de Minister: „Eist Zil ass et, bis 2018 e Budget ze hunn, deen no Objektiv gestalt gëtt. Aner Länner...“, huet e gesot, „...hunn do zéng Joer fir déi Émstellung gebraucht. Mir maachen dat vill méi schnell.“ Haut si mer néierens an der kopernikanescher Revolutioun. De Budget gëtt nach ëmmer no klassesche Kritäre gemaach. Mir si kee Millimeter op deem dote Punkt weiderkomm.

Zweetens, wat de Finanzminister eis versprach hat, dat ass, datt mer de Pluriannuel géifen trenne vun der Diskussioun iwwert de Budget an datt mer de Pluriannuel beim État de la nation géife maachen, well dat eis géif erlaben, iwwert déi grouss Aggregater vum Budget ze schwätzen a besser d'Zukunftsperspektiven ze diskutéieren. Dir hutt gesot: „D'Koalitionspartner hu festgehalten, (...) d'Diskussioun iwwert déi pluriannuel Orientatiounen d'nächst Joer vun der Diskussioun iwwert de Budget 2017 ofzekoppelen a scho méi fréi am Joer ze maachen.“ Dat sot Der 2015. Weder am Budget 2017 nach am Budget 2018, dee mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, ass dat do geschitt.

Meng Fro ass: Firwat hu mer et nach net gemaach? Well an eisen Aen, an ech soen dat nach eng Kéier kloer an däitlech, esou wéi de Pluriannuel elo presentéiert gëtt, wou mer just eng Opzielung hu vun eenzelne Budgetartikel, déi weidergefuert gi Joer fir Joer, a wou mer keng Méiglechkeet hunn, ze gesinn, wat dann d'Zukunftspoliticken, esou wéi se concevéiert sinn, esou wéi se sollen an deenen nächste Jore gestalt ginn, wat déi budgetär iwwer méi Joren heeschen, huet de Pluriannuel a mengen Ae stricteement kee Sënn, well en net als dat politesch Instrument ka benotzt ginn, wat eis et erlaabt, eng pluriannuel Finanzsteierung vun der Politik ze maachen.

Dat zum Budget selwer. E puer Wuert, déi ech onbedéngt awer nach wëll soen iwwert de Pluriannuel, well dat mer awer am meeschte Suerge mécht.

D'Regierung weist e Pluriannuel op, wou 2018 an 2019 nach Defiziter, grouss Defiziter agesat sinn. An dann op eemol zum Schluss vun der Legislaturperiod, 2020 an 2021, léist dat sech awer a Wohlgefallen op. Et ginn Zuelen agesat, wou den Defizit op eemol verschwënn respektiv ganz, ganz geréng gëtt. An et gëtt d'Ausso gemaach, an dat ass déi, déi mech am Fong am meeschte stéiert, et gëtt d'Ausso gemaach, datt den Defizit an de Joren 2020 an 2021 erfoget. Elo maache mer emol e groussen Defizit, mä 2020 an 2021 geet en erof wéinst där Politik, déi mer elo amgaange sinn ze maachen!

Dozou e puer Gedanken.

Deen éischte Gedanken, dat ass deen: D'Previsiounen, déi mer am Abréll haten, sinn erfogesat ginn, à la baisse, vum Statec mat engem Decrochage vun 3,2 Punkte vum PIB an deene leschten zwee Joer. Normalerweis muss ech awer soen, egal wéi Dir dat elo gesitt, mä normalerweis, wann een en Decrochage vum PIB huet, dann hëlt een deen eriwuer an de Pluriannuel, wat notament de Surplus vun den Administratioun-publiken, wann Der et gemaach hätt, ewechgeholl hätt. An der Realitéit setzt de Ministère an dem Pluriannuel d'Croissance erf, misst also den Defizit an aller Logik och eropsetzen, mä au contraire setzt en an där do Logik an dem Pluriannuel den Defizit, contrairement zu deem, wat logesch ass, awer erf. Wéi ass dat méiglech?

Éischters, well d'Recetten net ugepasst ginn. Normalerweis huet trotzdem, zumindest mételfristeg, d'Senke vum PIB eng Influenz op d'Lounsteier, och wann dat net e mechanische

Phenomeen ass. An d'Chambre de Commerce huet gerechent, wat dat heescht, a seet, datt deen do Phenomeen géif derzou féieren, datt mer an de Budgeten 2020-2021, esou wéi en hei presentéiert gëtt am Pluriannuel, eng Surevaluatioun vun de Recetté vu ronn 300 Milliounen kéinte feststellen. An datselwecht gëllt bei de Cotisation-socialen: eng Surestimation vun de Cotisation-socialle vu ronn 140 Milliounen.

Da kann ee soen: Wann Der dat net an de Budget huet, dann ass déi eenzeg Explikatioun, datt Der de ganzen Effekt dovunner op d'Entreprises eriwuerhuet, d'Entreprises en absorbéieren loosst. Dozou seet d'Chambre de Commerce, an ech wëll dat Zitit och virlesen, well et awer relativ kloer ass: Deen do Zeenario wär «un scénario tellement extrême qu'il démontre par l'absurde l'incohérence du scénario macroéconomique sur lequel se fonde le projet de budget».

An e gëtt och net envisagéiert, deen Zeenario. An zousätzlech gëtt da gesot: Wann een d'Rechnung an d'Konsequenze vum BEPS a vum ACCIS géif derbärechnen, an dat seet d'Kommissioun, da kann een op de Budget vun der Administration publique mat enger negativer Influenz vu minus 550 Milliounen iwwert déi nächst Jore rechnen.

Op där anerer Säit stelle mer da fest, datt op eemol och d'Depensen erfoginn. D'Moyenne vun der Croissance vun den Depensen tèschent 2000 an 2016 ass 6%. An op eemol, nom Enn vun deser Legislaturperiod, tèschent 2018 an 2021 ass d'Croissance vun den Depensen dann net méi 6%, mä se gëtt am Pluriannuel op 3,9% just agesat. Wéi ass dat méiglech? Wéi ass dat méiglech?! Et steet keng Explikatioun an de Budgetspabeieren. Et steet keng Explikatioun an de Budgetspabeieren! An Dir kënn lech erënnern, déi Leit, déi an der Finanzkommissioun waren, wat déi eenzel Leit, déi eis do hiren Avis ofginn hunn, gesot hunn. Déi hu sech alleguer gewonnert, hu sech Froe gestallt an hunn et als net seriö empfונnt.

An d'Berechnunge weisen, wann een net déi Zuel vun 3,9%, déi Der elo als Augmentatioun vun den Depensé geholl hutt, mä just 5%, wat nach manner wär wéi d'Moyenne, géif huelen, da wäere mer bei engem Defizit, deen net wéi elo quasiment null ass, mä bei engem Defizit vu 740 Milliounen Euro, deen Der misst aschreiwen, ouni datt d'Ausname rektifizéiert gi wäeren. Wéi soll dat goen? Jiddweree seet et a kee versteet et.

An dat sinn eng Rei méttelfristeg Problematiken, déi och nach ugeschwat ginn. Déi Budgetpolitik, déi elo gemaach gëtt, léisst a mengen Ae kee Fräiraum fir wesentlech Zukunftspoliticken, déi mer awer an deenen nächste Jore musse maachen, wa mer wëllen de Wuesstum, dee mer kennen, esou qualitativ begleeden, wéi dat an deenen nächste Joren och virgesinn ass. An dat sinn net nëmme d'Zukunftspoliticken, déi vun der CSV esou unerkannt ginn, mä déi quasiment vu sämtleche Parteien esou unerkannt ginn.

An Dir hutt virdrun d'Fro gestallt, datt déi Leit lech solle soen, wat fir eng Schoulen, Stroossen, Zich oder wat och ëmmer da solle gestrach gi vun deem Programm, dee misst gemaach ginn.

Ech soen lech, en fin de compte, wa mer dee Wuesstum hei kennen, ass am Fong den Investitiounsprogramm, esou wéi en elo an haaptsächlech am Pluriannuel virgesi war, net ausräichend, fir u sech dee Wuesstum, dee mer hunn, ze begleeden. Tram, Zuch, Autobunn, MoDu 2.0, vun deem mer nach an deser Chamber schwätzen, Altersheemer, Schoulen, wat och ëmmer muss u sech am Pourcentage vum PIB, och wa mer manner Wuesstum hunn - och wa mer manner Wuesstum hunn! -, trotzdem nach ganz zollid an d'Luucht goen.

Wann ech d'Zuele kucken, esou wéi se elo am Pluriannuel sinn, tèschent 2008 an 2017 ass d'Investitionsquot all Joers ëm 6,4% en moyenne an d'Luucht gaangen iwwert déi lescht Joren, déi zwou lescht Legislaturperioden, et waren dës an déi lescht. Dir gesitt am Budget tèschent 2018 an 2021 vir, datt se net ëm 6,4% an d'Luucht geet, mä just ëm 0,6% an d'Luucht geet. An dat beschreift d'Chambre de Commerce mat deene ganz kloer Wieder: «(...) ce qui équivaudrait vraisemblablement à un recul en termes réels.»

D'Previsiounen 2018-2021, déi Der hei an de Pluriannuel asetzt, si méi déif wéi d'Realiteit tèschent 1995 an 2016. An do kréie mer dann natierlech eng ganz Rei Diskussiounen. Wéi sollen all déi Programmer, déi den Infrastrukturminister eis virstellt, iwwert déi mer wäerten an deenen nächste Méint hei diskutéieren, de MoDu 2.0, wéi kënnen déi ëmgesat ginn an der nächster Zäit? A mir hunn och nach, an ech zielen dat elo net op, eng ganz Rei Projeten, wou mer mengen, datt an der Mobilitéitspolitik, souwuel am Tram wéi am Stroosse-

bau wéi op aneren, wéi op dem Zuch, muss derbäigebaut ginn.

Fir lech just e puer Beispiller ze soen:

Mir mengen, datt den Tram duerchaus muss bis op Nidderaanwen, op Conter an der drëter, an der véierter Etapp weidergoen. Datt mer net kënnen zu Mamer ophalen, mä datt mer och mussen d'Streck op Zéisseng weiderféieren. Dat kascht alles vill Suen.

Mir mengen, datt mer musse Bypass-Léisunge maache vun der Beetebuenger Streck an Houwald-Zéisseng a Richtung Belsch. Mir mussen eng Bypass-Léisung maachen an eisen Aen a Richtung Oste mat der Nordstreck, datt mer net brauchen iwwert d'Gare centrale ze fueren. Mir musse Stroossen, Contournemente wéi Märel, Zéisseng, wéi Hesper, wéi Alzeng, wéi Bascharage, wéi Dippech, wéi Dikrech, wéi Ettelbréck, wéi Clierf, wéi Housen, wéi Hengescht, wéi Houschent, jee, mir mussen d'Westtangente bauen, mir mussen d'N7 op véier Spuren ausbauen, alles dat...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Alles dat...

(*Brouhaha*)

► **Une voix.** - Wat ass mat deenen anere Gemengen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, et versteet ee guer näischt méi!

(*Brouhaha*)

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Mir verstinn den Här Wiseler och net, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

(*Brouhaha*)

Wann ech gelift, wann d'Wuert gefrot gëtt, gëtt et ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Oder net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann de Riedner do dermat d'accord ass.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech géif gär weiderfueren, ma et huet och keen d'Wuert elo gefrot. Der hutt all Är Kommentaren dozou gemaach.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Här Wiseler, sot eis just, wéi Der et finanzéiert, wann Der virdru gesot hutt, mir dierfen net méi Emprunte maachen. Wéi finanzéiert Der dann déi do Investitiounen?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass genau meng, dat ass genau d'Fro, déi sech an de Raum stellt.

(*Brouhaha*)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Loosst den Här Wiseler schwätzen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hunn eng Rei Zukunftspoliticken, déi mer an deenen nächste Jore musse maachen. An ech kommen nach op anerer zréck. Fir déi Zukunftspoliticken ze maachen, ass et noutwendeg, de Fräiraum ze schafen. Fir dee Fräiraum ze schafen, musse mer kucken, datt mer eis an deenen anere Politicken, déi mer net als Zukunftspoliticke gesinn, d'Méiglechkeet ginn, fir an deenen, déi Zukunftspoliticke sinn, d'Suen auszeginn.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Wéi eng sinn dat dann?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma da loosst mech elo emol weiderfueren! Ech soen lech genau, wat fir eis... Ech hunn lech hei gesot: Mir setze Suen an an de Pluriannuel, Här Schneider, wou mer eng Evoluitioun vun der Investitiounspolitik ëm 0,6% maachen, déi manifestement net duergeet an deenen nächste Joren, fir dohinner ze kommen, wuer mer awer musse kommen, wa mer och nëmmen d'Halschent vun deem Wuesstum realiséieren, dee virgesinn ass a fir dee mer och mussen an deenen nächste Joren d'Konditioun schafen.

Eng aner Zukunftspolitik, déi fir eis wesentlich ass - déi fir eis wesentlich ass! -, ass déi vun der Logementspolitik. D'Regierung huet eng Rei Efforten an deene leschte Jore gemaach: Si huet de Budget ëm 3,2% eropgesat, domat haaptsächlech d'Aide-au-loyere méi attraktiv gemaach, a si huet op där anerer Säit probéiert, fir u sech déi Demandépolitik anescht ze encadréieren, wat mer jo och begleet hunn.

Mir soen awer elo, datt an deenen nächste Jore méi Offer muss geschafft ginn - an ech mengen, en Deel vun der Regierung seet datselwecht -, datt mer u sech musse Suen hu fir déi Offer, déi mer musse vergréisseren an d'Zurverfügungstelle vun den Terrainen esou ze realiséieren, wann dann de Plan sectoriel «Logement» bis gestëmmt ass, datt d'Regierung och Disponibilitäten huet, wou de Stat muss kënnen drop zréckgräifen, fir Terrainen anzekafen a fir déi Logementspolitik ze finanzéieren.

An de Volume, deen elo virgesinn ass, mengen ech, geet sécherlech net duer, wa mer déi Politik wëllen ëmsetzen. Mir mussen, an dat ass och eng Politik, déi mer wëllen ëmsetzen, am Logement locatif sécherlech méi maachen. Beim Logement locatif, wa mer do méi maachen a wa mer e Logement maachen, deen u sech esou ass, datt mer de Rendement iwwert d'Locatioun net kënnen erakréien, well en à coût modéré ass oder well et Logement social ass, dann ass et kloer, datt op där enger Säit d'Gemengen an op där anerer Säit och de Stat wesentlich méi mussen an den nächsten Zäiten an déi Politicken investéieren an datt mer dofir de Fräiraum an deenen nächste Jore brauchen.

Wa mer Fräiraum fir eng modern Mëttelstandspolitik brauchen an net nëmme fir déi Entrepreneuren, déi elo hei an d'Land iwwer Space mining an Aänlech esou erabruucht ginn, wat mer par ailleurs ënnerstëtzen, mä och fir eng Politik, wou mer de PMEen Terrainen zur Verfügung stellen, wou mer d'Modernisatioun an d'Digitalisatioun vun de PMEen esou gestalten, datt mer hinne finanziell och an Zukunft kënnen hëllefen, wou mer am Kader vum Plan sectoriel dann Terrainen zur Verfügung stellen, déi awer musse kauft ginn an dofir de Financement muss opbruecht ginn. Wa mer am Kader vun der SNCI och méi Fräiraum nach mussen hu fir Engagementer fir dës Entwécklung, da mussen an deenen nächste Jore fir déi Politik Finanzen zur Verfügung gestallt ginn.

An datselwecht gëllt fir déi Diskussioun, déi mer an der Moderniséierung vun der Gesellschaft haten. Mir hate virun e puer Wochen eng Diskussioun iwwert den Här Rifkin a seng Etüd hei an der Chamber. An ech wëll elo emol déi Auseenansetzung vergiessen, déi ech mat mengem neie Brëffrënd, dem Här Etienne Schneider, an deene leschte Méint, an deene leschte Wochen hat.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Ech wäert lech nach méi oft schreiwen, Här Wiseler.

(*Hilarité et brouhaha*)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech freeë mech op Äre Courier, Här Schneider.

Niewent all deene Kriticken, déi mer sengerzäit gemaach hunn, gëtt et natierlech eng Rei Zukunftspisten, déi an där Diskussioun opgezeechent musse ginn. Déi Circular Economy, déi elo zum Beispill zu Woltz ëmgesat gëtt, wann ech richtig informéiert sinn, do kascht de Projet eng Milliard. Dat ass e richtige Projet. E muss just net als eenzege Projet bleiwen, mir brauchen awer och zukünfteg enorm Investissementen.

Mir brauchen Ënnerstëtzung fir d'Entrepreneuren, déi hir Aarbechtsaart a -weisen émännere, déi sech steierlech mussen dorop astellen, déi Marché-publicke musse kënnen kréien, well se Circular Economy maachen, wat an anere Käschtepunkt huet. Déi Energiefroe beim Prosumer ass jo eppes, wat och e Surcouët wäert hunn a wat haaptsächlech eng Perte de revenu beim Stat bréngt. Wéi beziele mer dat?

D'Dekarbonisatioun vum Transport ass och net eppes, wat gratis geet. Den Internet of things, mengen ech, datt, wa mer e wëlle seriö ëmsetzen, mer eng 5G-Technologie brauchen, déi muss an deem Land finanzéiert ginn. An dofir muss finanzielle Fräiraum geschafft ginn.

Datselwecht gëllt fir d'Klima- an d'Émweltpoliticken. Mir sinn op Bonn gefuer an hunn do déi grouss Engagementer geholl. 40%. An déi wäerte sech och zu Lëtzebuerg an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint mussen an der Praxis deklinéieren. Meng Fro ass just do, wann een d'Engagementer hält a wann een dat seet, da muss een natierlech och duerno kucken: Wat heescht dat dann an der Praxis fir Lëtzebuerg a wat heescht dat iwwert déi nächst fënnef, zéng Joer?

Ech sinn elo net am Budget vun 2018, mä am Pluriannuel, souguer iwwert de Pluriannuel eraus. Wat heescht dat déi nächst fënnef oder zéng Joer fir Lëtzebuerg? Wou ass deen drëtten CO₂-Aktionsplang, deen ugekënnegt war? Wou ass den Aktionsplang fir d'Upassung vum Klimawandel? Wéi ass et mat deene 57 Moossnamen, déi mer an der Chamberskommission gemeinsam ausgeschafft hunn? Wéi ass et mat der Previsioun vun der Tanktourismdiskussioun an de Konsequenzen, déi doraus gezu ginn?

Mir wëllen als Partei selbstverständlech op esou e Wee matgoen. Mir wëllen awer wëssen, wat en am Detail konkret heescht, wat mer maachen, wat et kascht a wéi dat iwwert déi nächst fënnef, zéng Joer an de Budget soll ageschriwwen ginn.

An elo hunn ech emol nach net iwwert déi Politicke geschwat, déi fir eis och wichteg sinn!

Eng Familljepolitik. Dir hutt d'Politik vun der Regierung beschriwwen. Mir mengen, datt och

eng Familljepolitik muss gemaach ginn, wou de Congé parental esou adaptéiert gëtt, datt e méi flexibel ass, a wou mer och eng Politik maachen, fir deene Familljen, déi en anere Choix huelen, fir eng Zäit bei hire Kanner doheem ze bleiwen, fir deenen och ënnert d'Äerm ze gräifen. Och deene Familljen, déi u sech vill Kanner hunn an déi, well se vill Kanner hunn, bei dem Kannergeld net gutt ewechkomm si mat där Politik, déi elo gemaach ginn ass.

Mir mengen och, datt an der Seniorepolitik, wa mer elo kucken, wat an deenen nächste Jore geplangt ass, eng ganz Rei vun Infrastrukturen feelen. Datselwecht an der Educatiounspolitik an an der Gesondheetspolitik, wou och musse Finanzen fräigesat gi fir en Émbau vun den Urgengen, fir eng aner Offer vun der IRM, fir Maison-medicallen, fir nëmmen hei e puer Beispiller ze nennen.

An da wëll ech zum Schluss awer nach ee Wuert soen iwwer e Rapport, dee mer wesentlich schéngt. Dat ass dee vun der Evaluatioun vun der Soutenabilité à long terme vun den öffentleche Finanzen vun dem CNFP, deen am Fong mat enger brutaler Däitlechkeet seet - enger brutaler Däitlechkeet! -, wou mer momentan mëttel- a laangfristeg dru sinn, och wann deen optimisteschen Zeenario vun 1,2 Milliounen Awunner géif Realitéit ginn.

A bei engem optimisteschen Zeenario, just fir lech ze soen, wat dat bedeit, heescht et, datt mer e Wuesstum an deenen nächste 40 Joer vun 110% vun der Populatioun hunn. Dat Land an Europa, wat am zweetschnellste wiisst, ass net bei 110%, mä bei 37% an en fin de compte ass d'EU-Moyenne bei 15% demografesche Wuesstum. Mir setzen awer fir eis Zeenarioen 110% Wuesstum respektiv e wéineg manner, wa mer nëmmen op eng Millioun géife wuessen.

An och bei esou engem Zeenario, mä ech stellen emol hei net d'Zeenarioen a Fro, Här Gramegna, ech wollt am Fong just soen, och bei esou engem Zeenario vun 1,2 Milliounen Awunner bis 2060 seet de CNFP, datt mer à partir vun 2033 30% Verschuldung iwwerschreide wäerten, 2043 bei 60% a bis 2060 bei 161% Verschuldung géife leien. Fir et mat Äre Wieder ze soen: A politique inchangée ass dat déi Politik, déi Der maacht, wou Der eis momentan hiféiert. Et gëtt vun dem CNFP geschriwwen, datt dat en „risque certain“ wär „concernant la soutenabilité à long terme des finances publiques“.

A se schreiw vum OMT, Dir hutt virdrun iwwert déi -0,5% geschwat, wou Der deen erofgesat hutt. Ech wëll och net laang iwwert déi Decisioun schwätzen, fir den OMT erfrozesetzen, mä ech wëll awer just nach eng Kéier déi Konsequenzen opzeechnen, déi de CNFP gezeecht huet.

Wat Der net sot, dat ass, datt mat deem OMT vun -0,5%, fir en esou ze rechnen, ass en net gerechent gi mat enger Verschuldung an den Zukunftsperspektive vun 30%, wéi Der se anonciéiert, mä mat enger Verschuldungsperspektiv vu 60%. Soss wäert Der net op -0,5% kumm. An haaptsächlech, et ass dat, wat am Fong méi problematesch ass, se ass gerechent en tenant compte vu just engem Drëttel vun den Depensen, déi mer am Financement, déi un d'Veralterung vun der Gesellschaft gebonne sinn, an Zukunft wäerten hunn.

Nëmmen een Drëttel vun deene Käschte gëtt mat agerechent. Zwee Drëttel ginn net mat agerechent an deene Calcullen, déi hei gemaach sinn.

Wéilt mer, an dat seet de CNFP, net ech... Dir sot ëmmer oder Dir maacht ëmmer, wéi wann dat, wat ech elo géif soen, fräi erfionnt wär a kee Sënn hätt. Ech bezéie mech hei op Avise vun dem Conseil national des finances publiques, wat Avise si vu Gremien, déi am Fong vun der Chamber a vun lech selwer agesat gi sinn, déi ech also als seriö empfannen, wa se d'Avise maachen, déi ech op jidde Fall seriö huelen an déi ech dofir hei zréckbréngen.

Wann ech déi Avise seriö huelen a wa mer géifen op 30% Verschuldung just wëlle bleiwen a wa mer 100% vun de Käschte fir de Vieillessement géifen arechnen, da misste mer net en OMT vu -0,5%, mä ee vu 4% hunn.

A wa mer deen Zeenario wéilten, dee vum Statec elo als aktuell consideréiert gëtt, dat heescht, datt mer just op eng Millioun Awunner géife kommen, a mir wéilt bei 30% Verschuldung bleiwen a mir géifen all d'Alterskäschtchen aberechnen, da bräichte mer haut en OMT vu 6%. An Dir hutt en op -0,5% erofgesat!

Normalerweis wär meng Ried elo fäerdeg. Ech wëll awer just nach ee Gedanke lassginn, dee mer wichteg ass.

Ech mengen, déi Analys, déi ech elo a knapps enger Stonn oder manner wéi enger Stonn ge-

maach hunn, geet knapps iwwert de Budget vun deem Joer eraus. An déi Partie, déi fir mech am wichtigste war, war am Fong déi vum pluriannuelle Budget a vun den Zukunftsperspektiven a vun deenen Erausforderungen, déi an deenen nächste Joren op eis zoukommen.

Dat sinn Iwwerleeungen, déi mer alleguer musse féieren, wa mer d'Mëttel- an d'Laangfristegkeet vun eiser Politik, vun eise Politicken an eise Land wëllen diskutéieren an deenen nächste Joren. A fir mech ass d'Ausso, déi doranner besteet: „Ech weess net, wat a 5, 10 oder 20 Joer lass ass, an dofir kann ech, brauch ech, wëll ech mech net haut drëm bekëmmere“, eng Ausso, déi am Fong de Contraire ass vun der Responsabilitéit, déi ee sollt an der Politik huelen, wann een d'Politik wëllt gestalten, esou wéi Dir et hei sot, fir d'Zukunft a fir déi Generatiounen, déi duerno kommen.

Ech wär frou - an ech soen datt och elo an engem onpolemeschen Toun -, wa mer kéinten hei probéieren, vun deene groussen Themen, déi mer an deenen nächste Jore wäerten hunn, d'Aschätzung vun de Käschtepunkten vun de Politicken ze maachen, datt mer wëssen, wat fir eng Engagementer, wa mer déi Politicken an deenen nächste Jore wëlle realiséieren, op eis zoukommen, wat dann déi budgetär Engagementer sinn, déi mer '18, '19, '20, '21, '22 musse huelen, wa mer déi Politicken - wou mer zu engem Deel jo souguer d'accord matenee sinn, fir se ëmzesetzen! -, wa mer déi dann an d'Realitéit ëmsetzen.

Wat dat heescht, wa mer eng Politik maachen, wou mer déi Infrastrukturen an der Komplett-heit bauen, déi mer brauchen, fir eis Mobilitéit ze géieren.

Wou mer déi Logementspolitik esou asetzen, datt mer och kënnen probéieren, déi Augmentatiounen, déi Haussen, déi mer all Joers vun de Präisser kennen, hallefweege ze bremsen.

Wou mer eng Politik maachen am Mëttelstand, déi och de mëttelstännege Betriber hëlleft, déi Digitalisatioun, vun där mer ëmmer gemeinsam schwätzen, och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Wou mer dann déi Klimapolitik an déi Circular Economy esou ëmgesat kréien, datt se Sënn mécht a wat se effektiv an deem Land effikass mécht.

Wou mer déi Energieëmstellung, déi jo och eng Verschiebung vun der Taxatioun mat sech bréngt op dee Prosumer-Modell - wa mer dann der Meenung sinn, dee wär en Zukunftsmodell -, wéi dat finanziell ze begleet ass a wéi mer dat maachen.

An datt mer dee Budget pluriannuel, dee mer hei hunn, souguer iwwert de Pluriannuel eraus da benotzen, fir eng richtig Diskussioun ze féieren iwwert dat, wat dann d'Zukunft inhaltlech bedeit a wéi mer déi doten Zukunftspoliticken integréiert kréien an déi budgetär Perspektiven.

A wat mer dann net musse maachen oder net kënnen maachen, well mer aner Prioritéite setzen.

An dofir bräicht een natierlech méi Plaz, wéi een normalerweis op Facebook huet. An déi Charakteren, déi s de normalerweis um Tweet huet, déi ginn och net duer, fir déi doten Diskussioun ze féieren. A condition, datt mer de Wëllen hunn, fir se da gemeinsam ze féieren.

D'Erausforderung vun deenen nächste Joren ass et, de finanzielle Raum fir de Wuesstum ze schafen, dee mer brauchen, an en esou ze benotzen, datt mer déi Zukunftspoliticken och gestalt kréie mat där Marge de manoeuvre financière, déi eis de Wuesstum gëtt, dee mer hoffentlech - hoffentlech! - nach an deenen nächste Jore kennen, déi mer dann hunn, fir aus deene Margen d'Zukunftspoliticke prioritär ze gestalten, an d'Suen net enzwousch anescht ausginn, mä se genau do cibléiert benotzen.

Well mer och iwwerzeegt sinn, datt dese Budget déi Zukunft net preparéiert, mä éischer hypothekéiert, a well de Pluriannuel weder e korrekten nach e realistesch Iwwerbléck iwwert d'kuerzfristeg Zukunft gëtt nach déi prioritär Politicken erlaabt ëmzesetzen, kënnen mir als CSV-Fraktioun weder de Budget 2018 nach de Budget pluriannuel vun deser Regierung stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Wou sinn dann Är Annerungsvirschléi, Här Wiseler?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. Den Här Wiseler hat eng ganz präzis Fro un den Innenminister gestallt. An

ech hu gesinn, säi Fanger ass an d'Luucht gaangen. E wëll dorop äntwerten.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.* - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Dat därëf e selbstverständlech.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.* - An deem Fall war et un de Fonction-publiques-Minister.

Här Wiseler, ech wollt lech soen, dass opgrond vun den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun vun der Fonction publique gefouert hunn, ech Enn November eng Nott un d'Kommissioun geschéckt hunn, wou ganz kloer draus erausgeet, dass aus deene Joren 2014, 2015, 2016 1.450 Posten am Budget stoungen an dass mer der 1.291 konnte besetzen. Dat heescht, dass mer also ganz no un dat erukomm sinn, wat mer eis virgeholl haten.

Ech wëll och betounen, dass mer eng éischte Kéier emol an der Lag sinn, iwwerhaapt esou Chifferen ze liwweren, well mer eis se an der APE deemspriechend opgestallt hunn. Fir 2017: Selbstverständlech kann ech d'Chifferen nach net driwwer ze schwätzen. Mä et ass evident, an ech hunn dat och gesot, dass mer wëssen, dass mer a verschiddene Beräicher Rekrutierungsproblemer hunn, iwwert déi mer dann och nach eng Kéier sollten zesumme schwätzen.

Mä dat gëtt eng Präzisioun par rapport zu deene Chifferen, déi Der virdu gefrot hutt. Ech hoffen, dass dat lech da Satisfaktioun gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Jo, den Här Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ech soe fir d'Éischt dem Fonction-publiques-Minister Merci fir d'Explicatiounen.

Ech versti just net, wou déi Differenzen tëschent den Zuelen hierkommen. Wann ech d'Banque centrale richteg verstanen hunn, kuckt si jo op där enger Säit: Wat sinn déi zousätzlech Rekrutementer? an op där anerer Säit: Wat ass dann den Nombre global vun den Effektiven, déi dat Joer beim Stat sinn?

Déi Chifferen, déi Dir elo genannt hutt, déi ech lech par ailleurs evidenterweis gleewen, entsprechen awer net deem, wat am Rapport d'activité steet. Et ass awer e Gap tëschent de Chifferen, déi dann offiziell publizéiert sinn. An dat sinn natierlech eng Rei Interrogatiounen, déi mir eis gestallt hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Här President, ech waarde just nach ëmmer op d'Antwort vum Här Wiseler, wéi en dann all déi Investitiounen, déi en zousätzlech gär hätt, wëllt finanzéieren, wann e gläichzäitig der Regierung virwerft, hir Investitiounen deelweis iwwer Emprunten ze realiséieren. Also, wéi solle mer dann all déi zousätzlech Investitiounen realiséieren ouni weider Emprunten? Erkläert eis dat, wann ech gelift!

► **Mme Octavie Modert** (CSV). - Ass hien dann an der Regierung?

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - An, dovun ofgesinn, fannen ech, dass Der och zum Schluss erëm eng Kéier just Froe gestallt hutt an Dir hutt keen een Annerungsvorschlag un deem Budget gemaach. Ech géif och gär verstoen, firwat dat de Fall ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Mir sinn an der...

(Interruption)

Hei ass gefrot ginn, wat fir eng Prozedur dass et ass. Dir fannt dat net am Reglement, mä Dir fannt dat awer just esou niewebäi an der Verfassung, dass d'Regierung jidder Zäit Entrée hei an der Chamber huet a sech jidder Zäit kann zu Wuert mellen an dann d'Wuert ka kréien.

(Brouhaha)

Jo.

► **Une voix.** - En uerdentlecht Chambersreglement.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ma ech mengen awer, dass eng Budgetdiskussion dru wënn, wann et eng Diskussioun ass. A selbstverständlech, wa Memberen an der Chamber eppes hei wëlle soen, déngt et der Diskussioun an der Auseinandersetzung, dass, wa Froe gestallt ginn, och Äntwerten dorop kommen.

Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Zum Reglement?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - ...ech fannen et ganz gutt, wann Dir déi Diskussioun esou féiert, wéi mer se elo gefouert hunn, dass d'Ministere kënnen direkt drop äntwerten. Ech mengen, dat wäert déi ganz Diskussioun op. An dat léisst eist Chambersreglement och zou. Mä et ass falsch, wa gesot gëtt, dass opgrond vun der Verfassung e Minister kann zu jidder Zäit hei d'Wuert froen. Dat steet net an der Verfassung.

E Minister huet d'Recht, ëmmer hei an d'Chamber ze kommen, mä et ënnerläit ëmmer eisem Reglement. Eist Reglement leet fest, wéi e Minister oder wéi d'Regierung schwätzt a wéi den Temps de parole ass. Also, et ass falsch, fir ze soen, e Minister hätt ëmmer d'Recht, zu all Moment hei d'Wuert ze froen an et dann och muss kréien. Dat ass falsch!

Gutt ass awer, wa mer eng Debatt maachen, wou d'Ministeren an d'Deputéierten direkt ënnereneen en Echange maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ech wëll lech da just vollstännegeetshalber soen, dass de Chamberspräsident Juge ass, wéini dass en d'Wuert ka ginn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Richteg!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - An hei hunn ech ebe jugéiert, dass et dem Debat géif netzen, wann ee kéint zäitno eng Antwort ginn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Richteg, awer net opgrond vun der Verfassung.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Dat kläre mer herno.

(Brouhaha)

Sou! Also, den Här Wiseler ass direkt vum Här Wirtschaftsminister ugeschwat ginn. Dann ass et evident, dass hien och d'Recht huet, fir dorop ze äntwerten.

Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ech stelle fest, Här Wirtschaftsminister, dass déi Froen, déi ech stellen, wat awer wesentlech Froe sinn, nottamment wann Der en Investitionsprogramm iwwert déi nächst Joren annonciéiert, nottamment wann Är Regierung seet, dass mer an der Mobilitéit nach zousätzlech Investissemter misste maachen, an ech stelle fest, dass an de Joren '19, '20, '21, wou déi Investissemter awer voll zum Droe kommen, dat, wat an de Budget agesat gëtt, absolut net deem entsprécht, wat Der an der Realitéit annonciéiert, dann ass do e Problem!

Dir sot, ech gi keng Äntwerten op Är Froen. Ech stelle just fest: Dir gitt iwwerhaapt keng Äntwerten op déi Froen, déi ech hunn! An Dir sidd an der Kontradiktioun vun deem, wat Der u sech selwer op där enger Säit annonciéiert a wat Der an Är budgetär Pabeieren asetzt.

Déi zweet Fro, dat ass: Wéi gitt Dir dee Problem do un? Ech wëll lech awer och drop äntwerten, dass mir an deene leschten zwee, dräi Joer bei enger ganz Rei Reformen eisen Desaccord mat der Regierungspolitik gewisen hunn, esou wéi se sech elo ëmsetzt. An dat hätt natierlech och finanziell Repercussione gehat op dat, wéi de Budget sech ugeschriwwen hätt.

Mir hunn zum Beispill géint déi Steuerreform, déi Der gemaach hutt, gestëmmt. A mir hu kloer an däitlech gesot, dass de Volume vun der Steuerreform, esou wéi se gemaach gi war, net dee war, esou wéi mir eis dat hätte kënnen virstellen, mä dass en dat wäit iwwerschreit, wat u sech an de Capacitéit war a wat déi Milliounen waren, déi d'Banque centrale an Aänlecher als Marge de manœuvre financière virgesinn haten.

Mir hu géint d'Gemengefinanzreform gestëmmt. A mer hunn eng ganz Rei Propositionen op den Dësch geluecht, wéi mer dat gesinn.

Mir hunn en anere Modell vum Congé parental hei deposéiert, deen en anere Käschtepunkt gehat hätt an deen de Leit méi Zäit geschenkt hätt, deen also méi familijfrëndlech an eisen Ae gewiescht wär.

Mir hunn eng Rei aner Konzepter, déi hei och nach virdu presentéiert gi sinn, wéi déi multilingual Kannerbetreuer, net als gutt empfonnt a mir hätte se anescht regléiert. D'Konzepter stëmmen net. An d'Finanzen, déi domadder verbonne sinn, sinn enorm héich.

Mir hätten aner Saachen, wéi zum Beispill déi Kannerbetreuer, déi Der elo gratis setzt mat Chèque-servicen, emgéännert. Et hätt en anere finanzielle Volume gehat an et wär wesentlech méi selektiv gewiescht wéi dat, wat Dir ge-

maach hutt. Mir wäere weidergefuert mat deenen eenzelnen Dépenses de fonctionnement, esou wéi Der virgesinn hutt, se all Joer ze iwwerkucken, fir se am Grëff ze behalen.

Mir hunn eis och eng ganz Rei Froe gestallt iwwert déi Politique de recrutement, déi an deene leschte Jore mat 1.000 Leit méi d'Joer gemaach ginn ass, well mer nach ëmmer net genau wëssen, wou dee ganze Rekrutement higeeet.

Also, eng ganz Rei Propositionen, déi mer am Laf vun de Jore gemaach hunn, déi eng aner Gestaltung vun der Finanzpolitik ginn hätten.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ech mengen, elo ass deen Echange gemaach. An d'Regierung huet jo herno nach genuch Riedezäit, fir op déi eenzel Orateuren anzegoen. Den Här Berger war elo ganz gedëlleg. An de Fraktiounschef vun der DP huet elo d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Wéi ëmmer.

Här President, 2013, wéi des Koalitioun ugetrueden ass, hat Lëtzebuerg eng Statsschold vun 23,5% vum PIB. Wa mer näischt ënnerholl hätten, wiere mer haut op deemem Dag, den 13.12., bei enger Statsverschuldung vun 29,2% ukomm. Et ass awer villes ënnerholl ginn. An 2018, d'nächst Joer, leie mer bei enger Statsschold vun 22,7% vum PIB an am Joer 2021, aller Virauszicht no, bei 21,6% vum eisem Räichtum. D'Statsschold geet also lues awer sécher zrëck. D'Richtung stëmmt. Mir sinn um richtige Wee.

Här President, 2013, wéi des Koalitioun ugetrueden ass, ware mer mat eise Statsfinanzen op enger Trajectoire, wou mer eis Virgabe vum Pacte de stabilité net hätte kënnen anhalen. Mir hunn 2013 riskéiert, dann an Zukunft, also an dese Joren, vu Bréssel de Budget diktiert ze kréien.

Mir gesinn awer elo: 2018 si mer bei deene sechs Länner an Europa, déi hir europäesch Zensur mat engem „très bien“ ausgestallt kruten a wou mer vun der Kommissioun vum Här Juncker gesot kréien: „Dir sidd um richtige Wee.“ Mir halen eisen OMT net nëmmen an, mä 2016 louche mer eis iwwert dem Solde structurel, dee mer eis fixéiert haten, dee Bréssel eis och virgeschriwwen hat: 1,6-Prozentpunkten iwwert dem OMT 2016. Och 2017 an 2018 leie mer all Kéiers iwwert dem Zil vum OMT, iwwer eisem Solde structurel, dee mer mussen anhalen. A mir behalen also all Kéiers e kleng Polster zu deenen Objektiver, déi Bréssel eis virschreift. Och d'FMI, och d'OECD soen, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgabe gemaach huet a seng Finanze gutt am Grëff huet.

Här President, 2013, wéi des Koalitioun ugetrueden ass, war eisen Triple-A um Wackelen. An haut, kuerz virun 2018, stinn e puer Triple-A mat fetten décke Buschtawen op der Visittekaart vun eiser Finanzplaz.

2013, wéi des Koalitioun ugetrueden ass - fir nach e puer Zuelen aus dem Historique ze huelen -, stoung mer nach mat engem Been op de groen a schwarze Lëschten. Dës Regierung, besonnesch eise Finanzminister, huet missen no LuxLeaks ganz vill Schierbelen zesummekieren an och erëm zesummepechen, wat em gutt gelongen ass.

Haut, 2017, hu mer eng propper Jackett un, a Lëtzebuerg ass erof vun de groen a schwarze Lëschten. Mir hu voll op Transparenz gesat, an d'ass schlussendlech och eiser Finanzplaz ganz gutt bekomme, déi haut erëm esou gutt dosteet, wéi säit Laangem net méi. Eng Finanzplaz, déi de Brexit net muss fäerten, bien au contraire.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

2013, wéi des Koalitioun ugetrueden ass, hat Lëtzebuerg e Chômageaux vu 7%. Haut leie mer mat 5,8% op deem niddregste Chômageaux zanter sechs Joer. Op ee Joer gekuckt, waren am Oktober d'ass Joer 1.006 Leit manner op der Sich no enger Aarbecht. An dat sinn 1.006 Familijen, déi also och elo d'Feierdeeg kënnen mat manner Suergen ugoen.

Wat mech och besonnesch freet bei de Chômagezuelen, dat ass, dass d'Jugend, dat heescht och déi Mannerqualifizéiert ënner anere, momentan besonnesch vun där Dynamik um Aarbeitsmarché profitéiere kënnen.

No méi schwierige Joren - 2011 an 2012 - läit och eise Wirtschaftswuesstum 2017 bei 3,4% an 2018 bei 4,4%. Dat si gutt Viraussetzungen, déi engem e gewëssene Spillraum ginn, fir d'Land op d'Zukunft virzebereeden.

Här President, déi puer Zensur vu Bréssel an anere Gremien an och déi puer Zuelen, déi ech elo genannt hunn, schwätzen eng ganz kloer Sprooch. Si weisen, dass eist Land haut trotz Schwierigkeeten, zum Beispill dem Verloscht vu ronn enger Milliard Recetten am Commerce électronique, an alle Beräicher besser dosteet wéi 2013. Eis Statsfinanze stinn op zolitte Féiss.

An dorun, Här President, ka jo eis Politik vun de leschte véier Joer net ganz onschëlleg sinn.

Jo, mir hunn och dat favorabelt ekonomesch Einfeld genotzt, mä mir hunn awer op där anerer Säit och eng ganz Rei strukturell Mesuren a Reformen ënnerholl, déi och déi eng oder déi aner Kéier Courage verlaangt hunn. Mir kënnen eis alleguer dorun erënneren. Mä duerch déi Kombinatioun, eis Politik an deem besoten Einfeld, hu mer et fäerdegbruecht, dass mer haut gesond Statsfinanzen opzeweisen hunn. An domadder hu mer en zolitt Réckgrat fir eist Land geschaaft, wou eigentlech jiddweree sech kann derwiderstäipen a wou dat Réckgrat och jiddwerengem zeguttkënn.

Ech mengen, ech hunn nëmmen e puer Zuelen illustréiert. D'Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, huet déi eenzel Zuele gëschter vill méi detailléiert duergeluecht an och kloer gesot, wou mer wëllen histeren, wou d'Azenter sinn. Ech wëll duerfir hei op deser Plaz der Rapportrice och e ganz grouse Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Bericht, awer och Merci soe fir all déi Aarbecht, déi do derhandert stécht. Ech mengen, ech selwer war och emol eng Kéier Budgetsrapporteur, ech weess, wat dat fir Aarbecht bedeit.

Besonnesch wëll ech och ervirsträchen, dass d'Rapportrice en neie Wee gaangen ass an hirer Demarche, well se och déi Jonk ganz intensiv mat an d'Diskussioun agebonnen huet. Dat ass eng flott Initiativ. An ech hoffen, dass d'Budgetsrapporteurs vun deenen nächste Joren och wäerte weider op dee Wee goen.

► **M. André Bauler** (DP). - Très bien!

► **M. Eugène Berger** (DP). - Här President, iwwert déi Zuelen, iwwert déi gutt Situatioun sollte mer eis eigentlech alleguerter freeën. An Europa, do dreeme vill Regierungen dervun, eng Kéier kënnen esou Zuele virzeweisen. Mir schéngt et, dass hei zu Lëtzebuerg verschidde Leit, wa se déi Zuelen héieren, vläicht och dreemen, mä virun allem Cauchemaren hunn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Firwat? Ben, ech mengen, ech hunn dem Här Wiseler elo virdu gutt nogelauschert. Hien huet sech net iwwert déi Zuele gefreet. Ech kann et als Politiker verstoen: Wann ee géint esou gutt Bilanze muss schwätzen, dann huet een als Oppositionsriedner e bëssen d'Brout ewechgeholl kritt, fir eng attraktiv Oppositionsriedner ze halen. Ech hoffen trotzdem, dass Der awer keng Cauchemaren hat an dass Der och vläicht awer kéint emol eng Kéier vun esou Zuelen dreemen.

Här Wiseler, Dir hutt vill Zuele kritiséiert. Dir hutt ganz vill Froe gestallt, mä ech muss awer och soen, ech sinn op mengem Honger, an ech géif soen, mengem géien Honger sätze bliwwen, aneren ass dat och esou gaangen, fir da gewuer ze ginn: Wat hätt d'CSV eigentlech fundamental aneschters gemaach? Wou géif d'Opposition bei de Finanzen aneschters usetzen?

Dir hutt vill Froe gestallt. Et war ganz vill „wéi?“ oder „wat?“, mä, ech mengen, et geet mer wéi virdu verschidde Regierungsmemberen: Mir bleiwen do einfach op eisem Honger. Wou géif dann eng CSV aneschters usetzen? Wou géif se zum Beispill spueren? Bei der gratis Kannerbetreuer? Bei der Steuerreform? Wou bei der Steuerreform? Wou géif se vläicht manner investéieren, fir op där anerer Säit méi ze investéieren? Wou wieren do d'Prioritéiten? Mobilitéit? Schoulen? Pappcongé? Personal?

Ech mengen, d'Leit dobaussen hu jo awer e Recht drop, ze wëssen, dass eng Partei, déi d'Verantwortung erëm wëllt iwwerhuelen, och kloer seet, wat se géif anescht maachen oder wou se géif Akzenter setzen oder och wou se vläicht couragéis de Leit da géif soen, wou se dann eppes géif ewechhuelen.

Ech mengen, haut hunn ech op alle Fall op all déi Froen, net nëmmen ech, mä mir all, keng Äntwerten héieren. Ech muss awer soen: Virun e puer Deeg, do hat Der en Interview am „Tageblatt“. Ech mengen, et war de leschte Samschdeg. Do hunn ech awer erausgelies, dass Der gesot hutt, Dir géift eigentlech awer näischt vun deene Reformen, déi mer gemaach hunn, Steuerreform, Familijepolitik, Sozialpolitik, wierklech réckgängig maachen, wann Der géift an d'Responsabilitéit kommen.

Wann een also keng Korrektur un onser Aarbecht wëllt maachen, dann huelen ech dat letztendlech awer och als eng bonne Note fir eis Aarbecht un. Well wa wierklech eng Prüfung oder eng Aarbecht esou schlecht geschriwwen wier, da misst ee jo awer do ganz vill Roudes draschreien an da misst ee wierklech och eng schlecht Nott ausschreien. Do géift een dem Schüler soen: „Dir musst dat ganz nei schreien.“ Oder et géif ee selwer soen: „Ech huelen dann d'Heft an d'Hand an ech schreien eppes ganz aneschters.“

Dat hunn ech op alle Fall de leschte Samschdeg net erausgelies. Dir hutt einfach gesot,



datt Der géift op alle Fall keng aschneidend Korrekturen huelen. Dir géift eigentlech mat eiser Politik, déi mir ugefaangen hunn, am Endeffekt weiderfuere.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Berger, sidd Der averstanen, dass den Här Wiseler lech eng Fro stellt?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Natierlech, Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll just eng kuerz Remarque maachen, well ech muss den Här Berger awer enttäuschen. Dat war sécherlech net als bonne Note gemengt. An et soll och wierklech net esou verstane ginn.

Dat, wat ech gesot hunn - an ech profitieren hei vun der Geleeënheet, déi hie mer gëtt, fir dat ze rektifizieren -, dat ass, datt mer als CSV keng Politik maachen, wou mer dat, wat virdu gemaach gouf, wëlle mam Bagger iwwert de Koup rennen, well mer net an engem Land sinn, wou eng Oppositionspolitik sech an zwee Bléck mécht a wou déi eng dat futti maachen, wat déi aner gemaach hunn.

(Interruption)

Dat, wat ech par contre gesot hunn an hannendru kloer an däitlech gemaach hunn, dat ass, datt mer der Meenung sinn, datt op deene Politicken, déi da Realitéit sinn, mussen déi Ännerung gemaach ginn. An där sinn et der ganz vill, déi mir als noutwendeg empfangen. Et ass dat, wat mer och wëllen, wa mer d'Chance kréien, an deenen nächste Jore realiséieren.

Verstitt et net falsch, Här Berger! Et war keng bonne Note.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Okay. Merci.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Et sinn der also eng Rei net falsch. Et géifen - ben, esou hat ech et op alle Fall gelies - keng gréisser Korrekturen. Wann da Korrekturen, dat hunn ech op alle Fall och elo net eraushéieren... Dir hat och gesot... An elo hutt Der vläicht net genuch Zäit, mä och virdrun hunn ech net eraushéieren, wat dann déi Korrektur wieren.

Madamm Presidentin, gesond öffentlech Finanzen si fir eis kee Selbstzweck, mä dat ass eigentlech - fir dat Bild ze huelen -, wéi e grouse Kuch baken, fir datt da jiddwereen e Stéck dovunner kann ofkréien. Wat dee Kuch méi grouss ka gebak ginn, wat dann natierlech herno och jiddweree méi e groust Stéck ka kréien.

Et si gesond öffentlech Finanzen, déi et erlaben, datt mer können hei am Land eng Politik maachen, Jalone setzen, fir datt et jiddwereen besser geet, fir datt mer können op d'Be-soine vun de Leit agoen, fir datt och jiddweree besser Zukunftschancen huet. Ech mengen, och gesond Statsfinanzen erlaben déi grousszüg Sozialpolitik, déi mer ëmsetzen, wou mer och können deene Schwächsten an eiser Gesellschaft hëllef. Wann een de Budget kuckt: Ech mengen, eppes iwwer 8 Milliarden eleng ginn an dee ganze Volet vun der Sozialpolitik.

Mä ech mengen awer, wat nach méi wichteg ass wéi déi plakegutt Zuelen, dat sinn déi konkret Mesuren, déi do hannert deenen Zuele stinn. Ech mengen, dat si jo Mesuren, déi jiddwer Eenzelnem zeguttkommen. Mesuren, déi de Leit hiert Liewen am Alldag erlichteren, déi eis finanziell entlaaschten, déi eis hëllef, besser Famill a Beruf ënner een Hutt ze kréien. Mesuren, déi do gräifen, wou de Schong dréckt.

Ech wëll elo net allegueren d'Mesuren opzelen, mä awer e puer, déi wierklech an deene leschte Jore vun dëser Regierung gemaach gi sinn, déi an der Sozialpolitik awer wierklech eng Rei Verbesserung bruecht hunn an déi och nëmme méiglech waren, well mer op där anerer Säit och un der Gesundung vun de Statsfinanzen geschafft hunn.

Ech denken un d'Steierreform, déi mer d'lescht Joer ëmgasat hunn. Ech mengen, et ass eng Steuerreform, déi jo grad d'Kraaft vun deene Kleng- a Mëttelverdienger stärkt. Ech denken un d'Subvention loyer, ech denken un d'gratis Kannerbetreuung, un d'gratis Schoulbicher, Adaptatiounen, Allocation de vie chère, un den neie REVIS an esou weider. Dat ass also fir eis konkret selektiv Sozialpolitik, déi do ukënnt, wou een et brauch.

Wat heescht dat dann och fir deen Eenzelnem? Ech soen, dat si jo kloer a schéi Formulatiounen, mä wat heescht dat dann och am Alldag fir deen Eenzelnem?

Ech huelen duerfir e Beispill vun engem Famill, esou Familljen, wou awer wierklech och hei zu Lëtzebuerg de Schong dréckt, wéi een esou

schéi seet. Dat sinn déi Monoparentalen. Déi hunn et hei zu Lëtzebuerg awer dach en général méi schwéier.

Huele mer e Beispill vun engem Mann oder enger Fra, déi den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, zwee Kanner huet an eng Wunneng lount. Duerch d'Steierreform huet des Famill 102 Euro netto am Mount méi, duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt an och de Crédit d'impôt monoparental, d'Upasse vun der Steiertabell. Da kënn 174 Euro Wunnegeld derbäi, déi mer jo d'lescht Woch gestëmmt hunn. Ee vun deenen zwee Kanner geet an d'Crèche a profitéiert vun 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, déi elo vläicht net esou direkt kann an 3 oder 5 oder 7 oder 20 Euro ëmgerechent ginn.

Dann hu mer awer nach en zweet Kand - ech hat e Beispill geholl vun engem Famill mat zwee Kanner -, wou Schoulbicher am Wäert vu ronn 400 Euro gebraucht ginn. Dat heescht, duerch d'Aféiere vun de gratis Schoulbicher spuer se do dann och nach ëmgerechent op de Mount 33 Euro.

Wann een also all dat zesummerechent - wahrscheinlech hunn ech vläicht nach eppes vergiess -: Am Total huet des Famill e Plus vun iwwer 300 Euro netto de Mount zur Verfügung, wéi dat virun all deene Reforme war. Dat heescht, elo mat de Reformen huet esou eng Famill ronn 3.600 Euro d'Joer méi zur Verfügung. Ech mengen, Austeritéitspolitik, dat gesäit a mengen Ae ganz aneschtens aus.

Mir setzen u mat Sachleeschungen a cibléierte Steueremesuren, mat deene mer d'Leit, jo, och un där gudder wirtschaftlecher Situatioun deelhuele loosse. An dat ass jo dat, wat eis och ënnerscheet, déi Approche mat de Sachleeschungen, vu fréiere Regierungen, wou an der Sozialpolitik éischer d'Tendenz respektiv d'Demarche war, fir, ech soen emol, mat der Strenz iwwert d'Land ze goen.

Ech ka mech erënneren, déi éischt Version vun de Studentesubsidie war jo genausou e Fall. Och do, fir nach eng Kéier op dat Beispill zréckzekommen, et ass schonn e bësse vergiess, an d'Geschicht agaangen, hu mir och d'Studentesubsidien ëmmodelléiert, fir se méi sozial selektiv ze maachen a wierklech och do unzesetzen, wou eigentlech Sachleeschungen gebraucht ginn.

Fir nach eng Kéier op d'Steierreform zréckzekommen: Déi ass jo den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden. Et ass also eng Reform, déi virun allem sozial selektiv ausgeriicht ass. An ech mengen, déi nei Steiertabell, awer och de Crédit d'impôt, d'Verdueblung fir déi ënnescht Gehälter, dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. An et ass jo eigentlech dann och do, wou d'Suen ukommen, wou se am meeschte gebraucht ginn.

Jo, d'Steierreform: Mir hunn och eppes fir d'Betriber gemaach. Am Vierdergrond steet natierlech do d'Baisse vun der Kierperschaftssteuer, déi 2017 op 19% an elo 2018 op 18% erfoggeet. Ech mengen, och dat ass awer e wichtige Schrëtt, fir datt eis Betriber können an engem europäeschen Ëmfeld weider kompetitiv bleiwen, datt se attraktiv bleiwen, datt se och eng Marge hunn, fir können ze investéieren. 2018 wäert dann och elo nach déi individualiséiert Besteuerung a Kraaft treden.

Nach eng Kéier: Wann ech awer elo och virdrun dem Spracher vun der gréisster Oppositionspartei gleewe kann, wéilt déi elo net fundamental eng vun deene Mesuren aus der Steuerreform réckgängig maachen, wa se an der Responsabilitéit wier, well Dir sot jo awer och - dat hutt Der jo och elo virdu gesot, och am Interview gesot -: Dir wëllt op Previsibilitéit a Kontinuitéit setzen. Très bien!

Ech fannen, dat ass eng richtig Approche, wann ee sech dat virhält. Mä et muss een awer dann och feststellen, wann Der op déi Kontinuitéit setzt, datt awer bei lech selwer, an Ärer Partei, a verschiddenen Dossierien net ëmmer de Fall vun der Kontinuitéit ass.

Ech huelen do de Fall vun de Stock-Options. Ech sinn elo bei de Steieren. D'Stock-Options, déi huet en CSV-Finanzminister 2002 per Circulaire an d'Liewe geruff, se 2012 nach eng Kéier nogebessert.

An haut, oder säit dem leschte Joer, den Här Gilles Roth war fir d'Éischt domadder komm, haut oder virun engem Joer wollte si se carrement ganz ofschafen. Mëttlerweil soe si awer, datt si se net ganz wëllen ofschafen, mä awer Korrektur virhuelen. Si si sech also an der Fraktioun eens ginn, et ass vläicht den Här Mosar, dee sech konnt duerchsetzen, ech weess net, mä egal.

Ech stellen einfach fest: Déi Kontinuitéit, déi Dir eigentlech pronéiert, déi ganz an der Rei ass, déi ganz richtig ass, déi Der och an Zukunft wéilt maachen, wann Der an der Responsabilitéit wiert, an eegenen Dossierien haalt Der déi

op alle Fall net an, well Dir huet elo net méi déi nämlech Position an an dem Dossier vun de Stock-Options, déi Der 2012 hat. Ech fannen, et ass trotzdeem net ganz gläwderdeg, Madamm Presidentin, wann een also d'Stock-Options agefouert huet, jorelang se gewäerde gelooss huet an dann elo op eemol wéi de wäisse Ritter kënn, fir dann hei Steiergerechtheet anzefuerderen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Berger, sidd Der d'accord, dass den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Natierlech. Den Här Roth dærf mer roueg eng Fro stellen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Roth, et ass un lech.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dir hutt eis ugeschwat hei, Här Berger. D'CSV wollt virun engem Joer d'Circulaire vun de Stock-Options ofschafen, well - an ech ginn dervun aus, dass och den Här Bodry als President vun der Verfassungskommissioun mat mer eens ass - ee keng Steierprivilegien iwwer e Gesetz ka maachen. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Zënter 2011 an 2012 ass et notoirement bekannt, dass de System vun de Stock-Options vill méi pervertéiert gouf, wéi dat bis zu deem Zäitpunkt nach de Fall war. An duerfir d'Initiativ vun der CSV d'lescht Joer, fir dat ze änneren. An ech mengen, et si ganz vill Leit am Land - an Dir waart och e Méindeg den Owend bei enger grousser Gewerkschaft, wou dee System do och denoncéiert gouf - fir d'Position vun der CSV.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech hu just festgestallt, Madamm Presidentin, datt awer eng Kontinuitéit war vun 2002 bis 2013, fir do näischt ze änneren. Den Här Bodry, ech mengen, hien hat bei der Motioun drun erënnert - hien ass jo awer e bësse méi dra gewiescht an där vieregter Koalitioun -, datt eigentlech déi Solutioun, déi mer elo virgesinn, schonn 2012 vun engem vun den deemolege Koalitiounspartner proposéiert gi war. Mä dee Koalitiounspartner huet deemools dunn d'Kontinuitéit vum Näischt-Ännere gehat.

Mä egal, mir sinn eis all am Zil eens: Mir wëllen déi Äbuse ausschléissen, mir wëlle se méi héich besteieren. 21% wier eng Plus-value. Mir wëllen d'Instrument, wann ech dat richtig verstinn, net ganz ofschafen, fir wierklech ganz spezifesch Fäll, fir kompetent Käpp op Lëtzebuerg ze kréien, unzezeien, eventuell och méi a Richtung Start-up ze goen. Mir hu jo duerfir och eng Motioun hei ugeholl, wou mer soen: Mir hätten da gär am Fréijoer vum Finanzminister en definitive Bilan, fir ze kucken, wou een dann a wéi engem Mooss muss d'Stock-Options ëmänneren oder eventuell - jo, firwat net? - ganz ofschafen.

Mä mir sinn nach net beim Bilan ukomm. Ech mengen, am Zil si mer eis eens, mä de Wee dohinner ënnerscheet eis. Jo, mir wëlle schnell handeln, mir wëlle konkret handeln a mir wëlle weisen, datt eis dat och wierklech eescht gemengt ass. An dat ass dann, firwat de Minister elo an enger éischer Etapp eng Circulaire hëlt, well déi kann elo den 1. Januar 2018 a Kraaft treden. Dann hu mer konkret schonn eppes gemaach. Mir wëssen allegueren: Jo, mir müssen och eng Kéier op de Wee vun engem Projet de loi goen. Säit 2002, jo, säit 2002, Här Roth, hate mer Zäit, fir dat ze maachen. Dat si vill Joren, dat si 15 Joer, wou mer Zäit haten. Da kënne mer eis och elo nach no der Circulaire d'nächst Joer dräi oder véier Méint oder Wochen Zäit huelen.

Mir wëssen allegueren, wann een e Projet de loi mécht, da brauch een Avisen. Dat hëlt Wochen, heiansdo Méint an Usproch. Mat där Circulaire kënne mer awer en éischen decisive Schrëtt praktesch a konkret ëmsetze vum 1. Januar 2018 un, do hu mer wierklech eppes gemaach am Sënn oder Richtung méi Steiergerechtheet. Soit datt mer do nach net um Ennpunkt ukomm sinn.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Berger, erlaabt Der just nach eng kuerz Zousazfer vum Här Roth?

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Bon, ech mengen, des Regierung ass ugetrueden, fir villes aneschtens a villes besser ze maachen. „De Mief vun der CSV“, waren d'Wierder vun engem Vizepremier, deen „misst erauskommen“. Mä Dir hat véier Joer laang Zäit, fir dat do per Gesetz ze änneren. Dat ass awer net geschitt. Ech gesinn, dass hei eminent Vertrieber vun enger Majoritéitspartei, mengen ech, op där Fro vun de Stock-Options duerchhaus mat eiser Proposition kéinte liewen. Elo wëllt awer keen eppes dovunner wëssen. An den Här Bodry seet, et wier en Accord mat der CSV gewiescht. Ech stellen also fest, dass d'LSAP sech net konnt bei dëser Regierung duerchsetzen, fir mat op de Wee vun engem Gesetz ze goen, fir d'Stock-Options ze regelen, well déiselwech Diskussioun, déi mer haut hunn, déi hate mer scho virun engem Joer.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat, wat de Finanzminister gemaach huet, war den Taux effectif op den Demi-taux eropzesetzen. De Minister Frieden huet hei all Mënsch ugeschass an dat, wat e versprach hat ze maachen, net gemaach.

► **Plusieurs voix**.- Oh!

(Brouhaha)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Sou...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Also, Madamm Presidentin,...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Elo, wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger** (DP).- ...fir nëmmen zur Konklusioun ze kommen, fir nëmmen zur Konklusioun ze kommen,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo, en huet d'Chamber ugeschass, Are Mann am „Lëtzebuurger Wort“!

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Okay...

► **M. Marc Spautz** (CSV) - Zënter 2013 ass den Här Gramegna Finanzminister, net den Här Frieden.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir stelle fest, datt Der et weder bei där enger Regierung nach bei dëser fäerdgkritt.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Stopp, stopp, stopp!

► **M. Marc Spautz** (CSV) - Dir kënn lech net duerchsetzen, dat ass alles.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift! Den Här Berger kritt elo erëm d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ganz staark.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- An ech zitieren en: „Elo maache mer dat do awer. Deen Exercice maache mer.“

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Bodry, wann ech gelift, Dir kritt jo souwisou elo d'Wuert hannendrun, da kënn Der dat do riichtbéien, wéi Dir dat gesitt. Mä ech géif elo dem Här Berger erëm d'Wuert ginn. An elo d'Tëscheriff aus dem Sall, wann ech gelift, stoppen, soss komme mer net virun. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Ech stelle fest, datt mer a manner wéi véier Joer - well d'Circulaire wäert elo a Kraaft treden - op alle Fall schonn e gutt Stéck Wee gemaach hunn an deem Dossier, wou während 14 Joer virdrun näischt gemaach ginn ass.

Här President, pardon, Madamm Presidentin, mir haten d'lescht Joer hei am Haus och animéiert Diskussiounen. Ech weess net, ob se esou animéiert ware wéi elo grad virun e puer Minuten, wéi et - well ech jo elo vun der Steuerreform geschwat hat - em de Finanzreform oder den Impakt vun der Steuerreform gaangen ass. Ech ka mech dann awer trotzdeem gutt erënneren, wie wat deemools hei gesot huet. Et goufen dem Finanzminister praktesch „Tricksereien“ virgeworf, dat war den Term. A well et jo awer schwierig war, fir deemools ze soen, wat dann herno erauskéim, hunn ech einfach gesot: „Kommt, mir streiden net, kommt, mir kucken dat!“ Ech hat lech deemools hei, den 12. oder 13. - et kann och e puer Deeg méi spéit gewiescht sinn -, gesot: „Ech ginn lech allegueren Rendez-vous hei an der Chamber an engem Joer bei den nächste Budgetdebatten, wa mer d'Zuelen hunn, fir da kënne feststellen, wie recht behält.“

Mä hei geet et eigentlech och net ëm „recht behalen“. D'Verwaltung ass deemools dovunner ausgaangen, datt den Impakt fir 2017 géif ronn 370, 380 Milliounen bedroen. A wann een dann elo de Compte prévisionnel kuckt vun den éischen dräi Trimesteren, dee mer an der Cofibu presentéiert kruten, da bestätegt dat déi Estimatioun. D'Estimatiounen vun der Verwaltung vun deemools sinn also confirméiert ginn. Ech muss soen, et verwonnert mech net, datt d'Verwaltung confirméiert gëtt, well mir, d'DP, hu Vertrauen an déi Previsiounen vun där Administratioun a mir hunn och kee Grund, och an Zukunft net, um Know-how vun där Verwaltung ze zweifelen. Virun allem gesi mer jo och ëmmer, datt se méi wéi recht behalen, well all Joers leeë se eis eigentlech Punktlungen dohinner bei der Exekutioun vum Budget, an

och dës Kéier wäerte se erëm recht behalen. Duerfir kënnen mer deen Dossier zoumaachen. Dont acte: D'Steierverwaltung hat d'lescht Joer recht. Den Impakt vun der Steierreform ass deen, deen och d'lescht Joer virausgesot gi war.

Wat een awer bei der Steierreform och net däerf vergiessen, ass, dass se jo en Impakt, awer och e Retour huet an d'Ekonomie. D'Leit kréie jo dobaussen zousätzlech Kafkraaft. D'Leit hunn also méi Suen an der Täscher, d'Leit ginn dann also och, net nëmmen elo virun de Feierdeeg, erëm méi Suen aus. Dat kënnt de Betriber zegutt, de Geschäfte zegutt, an iwwert d'TVA fléisst och en Deel vun deene Suen, déi mer an der Steierreform net erakreien, awer erëm an d'Keess eran. An do duerch gëtt eigentlech de reellen Impakt op de Budget nach aneschtens, nach méi kleng. An d'lescht Joer hat de Statec, wéi ech mech kann erënneren, och virausgesot, dass d'Steierreform géif d'Croissance vum PIB ukuerbelen. All dës Previsiounen, positiv Retombée sinn net mat an déi Estimatioun eragefloss. Et wier awer interessant, wann een dat kéint eng Kéier méi genau rechnen an einfach kucken, wéi een dee Retour kéint chiffrieren.

Madamm Presidentin, eppes, wat eis Budgete vun deene leschte Joren, fir et emol esou ze soen, charakteriséiert, dat sinn déi héich Investissemente, déi dës Regierung an d'Zukunft vum Land mécht. An och dës Budget 2018 läit an dëser Kontinuitéit, fir d'Land mat héijen Investissemente op d'Zukunft virzubereeden. Jo, et gi Stëmme, déi hu mer schonn héieren, an der Oppositoun, déi verlaangen, dass mer elo, wou mer bei gudder Konjunktur, déi et jo gëtt, dass mer do solle massiv, fir net ze soen exklusiv, eis Schold zréckbezuelen, eisen Defizit erofdrécken. Jo, mir maachen dat och, mä mir maachen net nëmmen dat. Wat mir nach vill méi maachen, dass ass déi gutt finanziell Situatioun benotzen, fir ebe massiv ze investéieren. Well e Land, dat net investéiert, dat bleift net nëmme stoen, dass geet e Schrëtt zréck.

D'Zukunft preparéieren heescht konkret an d'Zukunft investéieren. An duerfir hu mer dëst Joer och erëm bal Rekordinvestitiounen vun iwwer 2,36 Milliarde virgesinn. Ech hunn e puer Zuelen erausgepickt.

Educatioun: 2018 ginn 2,2 Milliarden investéiert. Mobilitéit: Et ginn 290 Millioune an de Fonds du rail, 830 Millioune fir de Fonctionnement vum effentlechen Transport. Logement: Do geet de Budget ëm 3,2% an d'Luucht op ronn 216 Millioune. Congé parental: zousätzlech 98 Millioune. Gratis Kannerbetreiung a bilingual Frëifërderung iwwert d'Chèque-services: 10% méi, fir op 380 Millioune ze kommen. Fuerschung: 205 Millioune. An nach viles méi.

Ech mengen, Madamm Presidentin, mat dësen Investissemente gëtt d'Land op d'Zukunft preparéiert, fir sech op déi nei Erausforderungen am Logement, an der Mobilitéit, an der Educatioun, fir nëmmen déi ze nennen, anzustellen. Ech mengen, et gëtt nach eng ganz Rei anerer, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

An, wéi gesot, net nëmmen 2018, mä wann een de Pluriannuel kuckt och 2019, 2020 wäerte mer weider mat ganz héijen Investitiounen op Rekordniveau lafen.

Jo, déi héich Investissemente erklären och e klengen Deel oder e groussen Deel, firwat mer en Defizit beim Zentralstat behalen. Wann ech dat richteg verstanen hu virduen, wäert en awer och dëst Joer, also 2017, erëm méi kleng ginn, wéi dat virgesi war.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Här Berger, erlaabt Der? Den Här Spautz wëllt lech och nach eppes froen.

M. Eugène Berger (DP).- Ah.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt den Här Berger just froen - well en huet gesot, et wiere Leit heibannen, déi géife soen, et dierft een näischt investéieren - an ech wëll just wëssen, wien dat soll gesot hunn. Well den Här Wiseler war virdu formell, dass hien d'Investissemente géif gutthalen.

M. Eugène Berger (DP).- Ma da si mer eis jo eens.

M. Marc Spautz (CSV).- Ech wëll dofir just d'Fro stellen.

M. Eugène Berger (DP).- Dat freet mech.

M. Marc Spautz (CSV).- Dir hutt gesot, hei wiere Leit, déi géifen d'Investissemente a Fro stellen. Wie sinn déi?

M. Eugène Berger (DP).- Mä ech mengen, Madamm Presidentin, ech freeë mech iwwert déi Präzisioun, well ech also dann dorauer kann erauslesen, dass d'CSV och déi héich Investissemente hei voll ënnerstëtzt. Dat ass gutt. Emol endlech eng kloer an däitlech Ausso haut vun där Sait!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech weess awer net, wéi ech et nach méi kloer an däitlech ka soen. Also, et deet mer leed.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Also neen, wann ech gelift e bësse Rou! Den Här Berger huet eleng d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP).- Jo, Madamm Presidentin, ech war beim Defizit an den héijen Investissemente. Voilà, ech mengen, da si mer eis also eens, wann dann d'CSV dat net gesot huet, wa vläicht anerer et gesot hätten. Ech mengen, et wier jo einfach, fir den Defizit erofzesetzen. Mir missten dann einfach nëmmen d'Investissemente ëm Drëttel kieren, da wiere mer do ganz schnell fäerdeg. Dann hätte mer ganz schnell déi Problemer geléist. Mä dat, Madamm Presidentin, dat wär a mengen Aen an an den Ae vun der DP op alle Fall eng Politik vun «après nous le déluge». Dat wier liichtfankeg mat der Zukunft vun der nächster Generatioun gespillt.

Well all Investitiounen, déi mir haut maachen, déi mussen jo dann net méi déi nächst an iwwernächst Generatiounen maachen. Wa mer haut net investéieren, dann ënnerschreiw mer jo eigentlech quasi eng Schold fir déi nächst Generatiounen, dann iwwerloosse mer eigentlech déi noutwendeg Investissemente enger nächster Generatioun.

Fir dat ze illustréieren: An der Mobilitéit kann ech dat gutt illustréieren. Déi Generatioun vun haut hätt eigentlech ganz gäre gehat, wa scho virun 20, wie weess, virun 30 Joer an den Tram investéiert gi wier. Dann hätt een natierlech deemools missen investéieren, et wier awer wahrscheinlech - wann ee weess, wéi d'Präisser um Marché sinn - deemools méi bëlleg ginn. Da géife mer awer haut manner am Stau stoen. An dann hätte mer déi Investissemente haut gespuert. Mir wëllen dat net maachen. Mir wëllen also elo investéieren, fir dass dann déi nächst Generatioun net an esou enger Situatioun ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir maachen déi héich Investissemente an trotzdem hu mer awer eis Statsscholden an Grëff. Si leien aktuell bei 22,7% vum PIB. A mir leien do och wäit ënnert där Limitt vu Verschuldung, déi mer eis virginn haten an der Regierungserklärung, vun 30% vum PIB. Mir leien haut bei ronn 22%. Ech hat eng Kéier am Ufank gesot: „Iwwerall an Europa géife se dree-men am plaz Cauchemaren ze hu bei deenen Zuelen.“ Mir leien do als Zweet am Ranking an Europa. An ech wëll awer hei och nach eng Kéier soen: D'Schold, d'Statsschold klëmmt net, si geet erof. Dat ass natierlech, ech verstinn dat, wann een op der Oppositiounsbänk setzt, net esou flott.

Jo, Dir kommt mat den absolutten Zuelen. Dir kommt mat den absolutten Zuelen. Mä all Ekonomie an all Land, an och d'Bréisseler Virgabe rechnen ëmmer d'Schold par rapport zu hirem eegene Rächtum. Dat mécht een och praktesch a sengem private Stot, dass dat een dat ëmmer global kuckt.

Mä souguer,...

(Interruption)

...souguer wann een d'absolutt Zuelen hëlt, da stellt ee fest, dass vun deenen 12,9 Milliarden, déi mer elo hunn, mer awer 11 Milliarde geierft hunn. Dat war eigentlech d'Ausgangsbasis, wann een onbedéngt wëllt vun absolutten Zuele schwätzen. An ech brauch lech also keng Grafik ze molen, wéi prozentual an den absolutten Zuelen an de leschte Joren d'Schold net an d'Luucht gaangen ass, mä dass mer eigentlech do d'Scholdespiral definitiv gebremst hunn.

Well, wat hate mer geierft, wann ee vun der Schold schwätzt? Mir haten eng Hypothék geierft. Déi ass eigentlech säit 2007 gelaf, wou de viregte Finanzminister, oder déi viregt Finanzministeren och näischt gemaach haten: Dat war am Commerce électronique. Nieft all deenen anere Suergen, déi mer haten, respektiv déi Saachen, déi mer hu missen an Ugrëff huelen, hu mer och misse mat den Aboussen am Commerce électronique eens ginn. 2018 wäerte mer, am Verglach mat deene Jore vu virun 2013, eng Milliard - eng Milliard! - Recettë manner hu mat där Hypothék, an dach

hu mer déi geschëllert a mir hunn eis Schold ofgebaut. Mir maachen héich Investissemente a mir hunn och eis Statsfinanzen am Grëff.

An, wat mer och nach maachen, mir leeën och nach e klengen Apel fir den Duuscht op d'Sait, Stéchwuert den Zukunftsfong. Dee war jo och vu mengem Virriedner kuerz skizzéiert ginn. Einfach awer nëmme fir ze soen, d'nächst Joer fléissen nach eng Kéier 50 Millioune doranner. Da komme mer op 240 Millioune.

M. Claude Wiseler (CSV).- A wou huet Der déi 50 Millioune hier?

M. Eugène Berger (DP).- Dat ass eis Spuerbéchs fir déi nächst Generatiounen, Här Wiseler. Dat ass eis...

M. Claude Wiseler (CSV).- Dir maacht e wéineg Schold an da leet Der se an d'Spuerbéchs. An d'Schold, déi ass awer och do.

M. Eugène Berger (DP).- An engem normale Stot, Här President,...

M. Claude Wiseler (CSV).- An engem Stot mécht ee keng Schold a leet se an d'Spuerbéchs.

M. Eugène Berger (DP).- An engem normale Stot, Här President, wann zum Beispill eng Famill fir en Haus Sue geléint huet an do dann eng Plus-value schaaft, hält se sech och nach ëmmer eng kleng Mouk, och an esou enger Situatioun, fir déi op d'Spuerbuch ze setzen, wa se awer emol nach wëllt an d'Vakanz oder soss iergendwou goen. Mir maachen dat eigentlech hei genau d'selwecht. A wat...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Gi se dat och léinen?

M. Eugène Berger (DP).- A virun allem, virun allem, Här Gibéryen,...

M. Claude Wiseler (CSV).- Geet se dat léinen?

M. Eugène Berger (DP).- ...dat si jo awer da Suen, déi herno am Joer 2035 zréck an de Statsbudget fléissen, also dann...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Fir d'Schold ze bezuelen?

M. Eugène Berger (DP).- Spéitstens dann. Neen, dat ass eppes, wat mer dann deenen zukünftige Generatiounen ginn, fir dass déi net herno müssen...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV).- Domat bezuelt Der d'Schold, déi Der gemaach hutt.

M. Eugène Berger (DP).- ...dass déi net herno méi Schold mussen maachen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Keng Schold mussen maachen? Déi mussen se zréckbezuelen!

M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech sinn ëmmer frou, wann den Här Gibéryen, deen als Buergermeeschter bekannt war, deen déi meeschtverschëllte Gemeng am Land hat, wann deen hei seng Alternativen...

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger (DP).- Herno lauschteren ech ganz intensiv...

M. Claude Wiseler (CSV).- Deen do huet nach gefeelt!

M. Eugène Berger (DP).- Ech lauschteren herno ganz intensiv no, Här President. Ech wëll elo...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Fait personnel.

M. Eugène Berger (DP).- Herno kritt den Här Gibéryen d'Geleehheet,...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir hutt mech ugeschwat.

M. Eugène Berger (DP).- Herno...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen!

M. Alex Bodry (LSAP).- Loosst de President schwätzen!

M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech hunn d'Recht ze soen: Ech wëll de Moment net ënnerbrach ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Här Berger, Dir hutt d'Recht, dass ze froen.

M. Eugène Berger (DP).- Voilà. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Mä dann, wann ech gelift, schwätzt och net direkt ee vun den Deputéierten un, well dann,...

M. Eugène Berger (DP).- En huet mech provoziert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- ...dann deet et mer leed, da muss ech och deen Deputéierten héieren.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Gutt. Merci, Här President, fir d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech loosse mech elo net méi provoziieren. Da fueren ech weider.

(Hilarité générale et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Här Berger, wann Der erlaabt, ech ginn elo...

M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech hu gesot: neen! Här President, nee, nee!

(Hilarité générale)

Une voix.- Et gëtt ëmmer besser hei.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Éischens adresséiert ee sech un d'Chamber. Dat hutt Dir net gemaach. Dir hutt lech direkt un den Här Gibéryen geriicht. An Dir wësst jo, wéi dat ëmmer geet, wann ee sech direkt un den Här Gibéryen richt.

(Hilarité générale)

An duerfir, an deem heite Fall huet den Här Gibéryen d'Wuert.

(Hilarité)

M. Eugène Berger (DP).- Här President,...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci. Merci, Här President,...

M. Eugène Berger (DP).- ...am Fong sinn ech net mat lech d'accord. Wann de Riedner...

(Hilarité)

Neen, dass ass och eng Saach, Här President, wann e Riedner net wëllt ënnerbrach ginn, dann huet hien eigentlech d'Recht. Mä wann den...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, wann e Riedner net wëllt ënnerbrach ginn, da riicht e sech net direkt un en Deputéierten. An an deem heite Fall kucken ech, den Equiliber tëschent allen Deputéierten ze halen, wat meng Missioun ass, Här Berger. An duerfir huet den Här Gibéryen hei d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP).- Den Här Gibéryen kann also elo erklären, firwat dass en ëmmer déi meeschtverschëllte Gemeng hat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Voilà.

(Hilarité)

A wann ee provoziert, da muss een och dermat rechnen, dass dee Provozierte sech zu Wuert mell. Här Gibéryen, wann ech gelift!

Une voix.- Loosst den Här Gibéryen elo schwätzen!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, fir déi korrekt Présidence, déi Der hei maacht.

(Hilarité)

Den Här Berger huet gesot, ech wier Buergermeeschter vun där Gemeng, déi déi meeschtverschëllte Gemeng war. Dat stëmmt. Mir hu ganz vill Scholde gemaach. Mir hu ganz vill investéiert. Mä wat de Contraire ass tëschent der Gemeng Fréiseng an dem Stat: D'Gemeng Fréiseng huet hir Scholden zréckbezuelt. An zwar esoubal, wéi se eng gemaach huet, wéi och all aner Gemeng hei am Land. Déi bezuelen hir Scholden zréck, souwuel d'Kapital ewéi d'Zësen, an duerfir ginn déi kommand Generatiounen net domadder belascht. An déi Scholden, déi mir virun 20 Joer gemaach hunn, déi sinn haut alleguer bezuelt. An d'Finanzsituatioun vun der Gemeng Fréiseng ass duerfir haut och exzellent, well mer eben eis Scholden zréckbezuelt hunn.

A wann de Lëtzebuerger Stat seng Scholden och géif zréckbezuelen, da wiere mer an enger ganz anerer Diskussioun. Mä dat ass net de Fall. De Stat bezilt just Zësen zréck a kee Kapital!

M. Roy Reding (ADR).- Très bien!

M. Eugène Berger (DP).- Här President, mir sinn eis awer eens, dass och de Lëtzebuerger Stat ganz vill investéiert, well ee muss investéieren, fir dass een an deenen nächste Joren also besser dosteet. Mä ech wëll awer präzisieren, an dat ass awer en Ennerscheid an eise Points de vue, dass mir och eis Schold zréckbezuelen, dass mir och eis Statsfinanzen am Grëff hunn. An ech hat virdu grad erkläert, dass mer och eis Scholdespiral no ënne gedréit kréien, net nëmmen am PIB, mä och an den absolutten Zuelen.

An eben och mat all eiser Politik, déi mer maachen, steet d'Land also haut besser do wéi viru véier Joer. Dat wëllt awer elo net heeschen, dass d'Aarbecht all gemaach ass. Mir leeën elo net d'Hänn an de Schouss. Et bleiwen, dass muss mer och éierlechkeetshalber soen, nach eng ganz Rei Erausforderungen, deene mer eis stelle müssen.

An ech hat a mengem Budgetrapport, wéi ech och d'Eier hat, 2014 Budgetrapporteur ze



sinn, eng Rei Defien opgezielt. Vlächent kënn Der lech erënneren, ech hat se „zéng Geboter“ genannt. An ech kann eigentlech haut, muss ech soen, praktesch véier Joer duerno, awer mat enger gewässener Satisfaktioun als deemo-lege Budgetsrapporteur feststellen, datt dës Regierung an deene Beräicher, wou ech besonneschen Handlungsbedarf gesinn hat, an deenen zéng Geboter, an och nach aneren, mä besonnesch an deenen, déi mir um Häerz louchen, ganz vill konkret Initiative geholl huet, konkret Mesuren ëmgesat huet.

An doduerjer si mer awer e gutt Stéck virukomm hei am Land. Mä, jo, mir bleiwen an deene Beräicher vun den zéng Geboter och nach weider gefuerdert. Och an aneren, wat mer eben nach net um Enn vum Wee sinn.

Ech wëll nëmmen un e puer Beispiller vun deemoools illustréieren, wat fir ee Wee mer gemaach hunn, wat awer och nach eventuell ze maache bleift.

Ech hat deemoools, ech mengen, dat éischt Gebot „Betreiung an e gudden Start an d'Liewen“ genannt. Mir hunn do eng Rei Saache gemaach, säit 2014: d'20-Stonne-gratis-Kannerbetreiung, d'bilingual Betreiung, d'Qualitéitskritären eropgesat, méi Personal agesat an esou weider.

D'DP huet jo och rezent e Sondage mat der TNS ILRES iwwert dës Mesurë maache gelooss, déi de Familljen zeguttkommen. An d'Émfro weist, datt eigentlech d'Elteren awer soen: „Dat sinn déi richteg Mesuren.“ Mä d'Émfro, muss mer och éierlech soen, weist och, wou d'Leit dobaussen, déi Betræffe soen: „Do muss nach weider eventuell eppes gemaach ginn.“

Zum Beispill wënsche sech d'Leit dobaussen, fir besser Famill a Beruf ënner en Hutt ze kréien, nach méi Flexibilitéit. Dat heescht, zum Beispill muss mer do awer nach weider an Zukunft schaffen. Ech denken do un nei Modeller, flexibel Aarbechtszäitmodeller. Ech mengen, an deem Beräich ass d'Politik weider gefuerdert. Do muss awer natierlech och d'Aarbechtswelt an den Dialogue social mat agebonne ginn.

En anere Punkt war deemoools dee vun der Bildung. Ech mengen, mer wëssen, datt haut Kanner mat verschiddeenen Hierkonften, Kulturen, Sproocher bei eis sinn, datt d'Schoulhaff haut, fir et emol esou ze soen, anerer sinn, aneschtens ausgesi wéi virun 20 Joer.

A mir hunn an deene leschte Joren eis Schoul fit gemaach, op déi nei Situatioun ageballt. Mir hunn de Secondaire reforméiert, méi Schoulautonomie agefouert, op Qualitéit gesat. Mir sinn amgaangen, e méi differenzéierten Unterrécht op dem Terrain ëmzesetzen, fir un déi ënnerschiddlech Besoine vun de Schüler erunzegoen. Och do si mer nach net fäerdeg. Och do muss mer weiderfueren, héich Investissementen an deenen nächste Jore maachen an déi néideg Moyene prettstellen an och weider un de Konzepter schaffen.

Logement. 2013 war et, ech mengen, dat véiert Gebot. Dat bleift och weiderhin e prioritäert Uleies, fir datt mer méi eng grouss Offer schafen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze kréien. An hei si mer eis jo och alleguerten eens. Hei gëtt et keng Zaubersformel, fir do vun engem Dag op deen aneren alles ze léisen.

Et muss een awer och soen, an éierlechkeetshalber hat de Spriecher vun der gréisster Oppositionspartei dat awer och unerkannt, datt awer an deene leschten dräi, véier Joer trotzdeem viles op d'Schinne gesat ginn ass, datt do awer eng Rei Saache geschitt sinn: Wunnegeld, Steierabattementer beim Uschafe vum enger Wunneng, Quart taux verlängert, Baulandvertrag, d'Klimabank géint Klimaaarmut an esou weider. Et si Projeten op den Industriefrichen, déi net nëmmen ugeduecht sinn, mä déi lues a lues méi konkret ginn.

Mä mir wëssen alleguerten: Jo, och am Logement muss mer weider schaffen, kreativ Solutiounen fannen. An hei sinn och, an do schéng mer eis awer och eens ze si mat der gréisster Oppositionspartei, vill Akteuren am Logement, déi concernéiert sinn. An hei ass et ebe wichteg, datt mer do och déi eenzel Procedure besser openeen ofstëmme, méi effizient gestalten. Do hu mer also och an deem Beräich nach eng Rei Saachen ze maachen.

Nach vlächent een anere Punkt erausgepickt: d'Mobilitéit. Déi Zäit, déi een am Stau verbréngt, dat ass verlueren Zäit. Mir brauchen also nei Mobilitéitskonzepter. Mir brauche méi effentlechen Transport. An ech hat dat och nogekuckt. Dat war mäin néngt Gebot. Do hat ech gesot, ech zitieren... Et ass vlächent da lücht aneschtens, mä awer bal d'selwecht, ech paraphaséieren. Ech hat deemoools gesot: „Mir sollen ophalen, fir de Projet Tram ze zerrieden. Mir sollen de Projet Tram endlech ëmsetzen.“

Dat war am Abrëll 2014 a menger Budgetsried. Mëttlerweil fiert dat éischt Stéck vum Tram. Mä och do wësse mer: Mir sinn net fäerdeg. Dat

wësse mer alleguer. Muer wäerte mer nach e Projet hunn. Do muss mer och nach weider schaffen, fir den Tram auszebauen. Et ass awer net nëmmen eleng den Tram, mä och aner Mobilitéitskonzepter mussen an Zukunft ëmgesat ginn.

A vlächent nach e lescht Beispill. Dat war, mengen ech, mäin néngt oder aacht Gebot: Dat war d'Diversifikatioun vun der Ekonomie. Ech denken do virun allem un d'Finanzplaz. Och do - ech hat et och scho gesot - hu mer an de leschte Jore vill geschafft. Mir si vun de groen a schwaarze Leschten erof. Mir hu vill geschafft am Sënn vun Transparenz. Mir hunn hei Gesetzer gestëmmt, wou mer ëmmer praktesch als Éischt an Europa Direktiven ëmgesat hunn. Mir sinn, och wa Verschiddener dat net gär héieren, awer do Musterschüler gewiescht. Och wéi mer d'Presidence haten, hu mer do eng Rei Akzenter gesat.

An dowéinst si mer elo mat där Transparenz-Offensiv ganz gutt opgestallt hei zu Lëtzebuerg. An d'Finanzplaz wäert och an Zukunft nach wie vor eng vun deene wichtegste Piliere vun eiser Ekonomie bleiwen. Mir kënnen elo erëm optrompen, well wann een den „level playing field“, wéi een dat esou schéi seet, an Europa hëlt, also jiddwereen déiselwecht Konditiounen vun Transparenz huet, da kënnen mir optrompe mat Know-how, mat eise Sproochen, mat de kuerze Weeër an esou weider, datt mer also do gutt no vir kënnen kucken.

Och do bleiwen Defien. Ee ganz kuerzfristige fir eis Finanzplaz, dat ass dee vun der Verlagerung vun der Kompetenz an der Fongenindustrie bei d'ESMA. Dat wier net nëmmen e grouse Risiko fir Lëtzebuerg, fir eis Fongenindustrie, déi eng vun deene stärkste weltwäit ass, mä och eigentlech fir de ganzen europäeschen Raum.

A mir haten et hei schonn debattéiert. Mir sinn net, fir et emol esou ze soen, „amused“ iwwert déi Aart a Weis, wéi d'Europäesch Kommission ënnert dem Jean-Claude Juncker an deem heiten Dossier virgaangen ass, wou eis praktesch am leschte Moment e puer wichteg Dispositiounen virenthale gi sinn. Op alle Fall zéie mer do och alleguerten en engem Strang. Mir muss kucken, datt mer do awer déi Dispositiounen, déi eis wierklech géifen... net nëmmen eis, mä Europa géife wéidoen, muss verhénnert kréien, datt mer weider och kënnen op eis Fongenindustrie setzen.

Diversifikatioun Ekonomie. Natierlech brauche mer bei eise Betriber och Kleng- a Mëttelbetriber. Mir mussen do och innovativ sinn. Mir hunn den Hiewel ëmgesat, fir datt mer och Lëtzebuerg als eng Start-up-Nation maachen. Ech mengen, Lëtzebuerg soll och e Standuert gi vun der digitaler Ekonomie. Et si jo eigentlech gutt Nouvelen, déi mer elo an de leschte Stonnen an an de leschten Deeg héieren hu vu Biisen an aus Amerika vu Google.

Voilà! Här President, ech hunn also hei e puer Beispiller geholl vu mengen zéng Geboter, fir einfach ze weisen, datt mer do also scho vill gemaach hunn, datt mer awer nach net fäerdeg sinn, datt mer also net d'Ae virun deenen Defië mussen zoumaachen. Bien au contraire, mir mussen och nach hei viruschaffen.

An dat ass jo och dat, fir dann erëm op de Budget zrëckzekommen, wat dann zum Ausdruck kënn an esem Budget 2018. Am Budget ginn d'Jalone gesat, fir dat an deenen heite Gebidder, mä och an aneren, wou nach eng Rei Saachen ze maache sinn, kënnen virzebereeden, fir d'Land doduerjer op d'Zukunft kënnen virzebereeden. An duerfir ass eigentlech dës Budget och kee Budget fir den nächste 14. Oktober 2018. „Et ass e Budget fir déi nächst Generation“, fir et an de Wieder vum Finanzminister ze widerhuelen.

Här President, wann een an Zukunft Politik mécht a plängt, da kënn een natierlech och net derlaanscht, d'Fro vum Wuesstum unzschwätzen. Mir mussen eis bewusst sinn, datt et eleng dem Wuesstum ze verdanken ass, datt mir haut e generéise Sozialstat hunn, well mer en duerch de Wuesstum konnten oprichten. Wa mer wëlle weider deen héije Standard vun eise soziale Systemer zu Lëtzebuerg erhalen, wa mer weider jiddwerengem wëllen Zukunftschancen zoukomme loossen, da brauch Lëtzebuerg weiderhi Wuesstum.

Dat ass fir d'DP op alle Fall ganz kloer. D'Fro ass also net, ob Wuesstum, mä d'Fro ass: Wéi ee Wuesstum? Dat ass eigentlech d'Fro. An déi nach méi kruzial Fro fir eis ass: Wéi kënnen mer de Wuesstum gestalten, datt jiddwereen - jiddwereen! -, deen hei am Land wunnt, dovunner ka profitéieren? Eis Suerg muss et sinn, datt beim Wuesstum keen op der Säit vun der Strooss stoe gelooss gëtt.

Wann ee Wuesstum seet, dann denkt een natierlech och am Hannerkapp, oder dat ass ëmmer d'Fro, déi mat dru gekoppelt ass: Wuesstum muss och nach Liewensqualitéit bedeiten.

Wat ass Liewensqualitéit? Ass dat eng gutt sozial Ofsecherung? Ass dat, wann een eng bezuelbar Wunneng huet? Ass dat, wann een eng gutt Betreiung a Bildung fir seng Kanner garantéiert huet? Ass Liewensqualitéit méi eng gesond Loft? Rou? Fräizäit hunn? Sech der Famill kënnen consacréieren?

Ass Liewensqualitéit, wann d'Pensiounen ofgesécher sinn? Dat ass jo eng vun den Diskussiounen, déi mer wäerten an deenen nächste Joren nach intensivéieren; d'Diskussiounen ëm d'Rentenofsécherung am Joer 2060. De Moment sinn d'Reserve ganz héich. Et ass also, wéi ee géif soen, keng extrem Urgence, mä nach, ech mengen, als responsabel Politiker muss mer eis Gedanke maachen, och wann et nach wäit ewech ass. An d'Regierung huet jo do och Experten agesat, fir dat ze kucken. An ech mengen, dass déi Diskussioun haut net eriwuer ass, mä se wäert eréischt haut ufänken.

Mä einfach fir ze soen: Wuesstum a Liewensqualitéit, wat ass fir mech, fir deen Einzelnen dat, wat dann am wichtegsten ass, wat en och gär beim Wuesstum eraus hätt? Dat ass sécherlech net einfach ze beäntweren. Iergendwou ënnert dem Stréch wäert sécherlech e bësse vun deem engen an deem aneren do derbäi sinn. An et ass d'Konscht herno vun der Politik, fir dat dann do op en Nenner ze kréien.

Ech mengen, wann ee vu Liewensqualitéit an nohaltegem Wuesstum schwätzt, da muss een och d'Fro stellen, wivill Bevëlkerungswuesstum mer hei am Land oder wivill Mënsche mer, jo, hei am Land brauchen, op där enger Säit, an och vlächent wëllen, op där anerer Säit, verdroen. An esem Land, mir sinn 2.800 Quadratmeter, hate mer an de leschten 20 Joer 40% Zouwuess an der Populatioun. An déi huet eis jo awer gehollef. Déi hu mer gebraucht, fir dee Liewensstandard oprechtzëerhalen. Wa mer also wëlle mat méi Leit och de Liewensstandard héich halen, nohaltege Wuesstum hunn, da komme mer net laanscht déi Debatt, wivill Leit mer nach hei am Land brauchen a wéi mer déi dann och kënnen hei am Land mat integrieren.

An ech mengen, do war jo och déi rezent Rifkin-Debatt an der Chamber. Dat war, ech géif soen, en interessante Brainstorming, well een do eigentlech secteurwüergeräifend gekuckt huet, wéi mer de Wuesstum - „2.0“ ass et genannt ginn - kënnen an Zukunft geréieren. Och hei gëtt et also keng Zaubersformel, déi mam Wuesstum zesummenhänkt, wou een eigentlech kéint soen: „Voilà, mat engem Stréch hu mer all d'Problemer aus dem Wee geraumt.“

Et gëtt och kee Knäppchen. Heiansdo, wann een esou Saache liest, och hautzudaags dann um Facebook esou Leit, déi reklaméieren. Et gëtt kee Knäppchen, wou een einfach kann och als Politik soen: „Mir dréien elo de Knäppchen ëm, dann ass de Wuesstum eriwuer. Oder mir dréien de Knäppchen esou, da floréiert en.“ Dat ass eppes, wat net esou einfach ass.

Et weess een och oft, datt d'Realitéit d'Iddie vun der Politik ganz schnell iwwerdubbelt. Ech denken nëmmen drun: IVL, an den Ufank 2000er Joren hat een do versicht, sech eng Strategie an der Landesplanung ze ginn, fir och de Wuesstum ze steieren. Mir hunn haut gesinn, datt mer an der Realität do iwwerrullt gi sinn.

Ech wëll déi Diskussioun elo net weiderféieren, mä awer einfach nëmme soen, datt een, wann ee wëllt nohaltege op de Wuesstum opbauen, e puer Piste muss suivéieren. Ech mengen, datt eventuell e Wuesstum, deen op manner Emploi berout, duerfir awer méi eng grouss Plus-value generéiert. Ech mengen, d'digital Economie kéint eng Pist sinn. Ech mengen, do kommen awer dann och aner Defien derbäi: Mobilitéit, Klimaschutz, Schutz vun de Ressourcen an esou weider, wou zum Beispill d'Circular Economy eng interessant Pist ass.

Wéi gesot: An deenen nächste Méint wäerte mer sécherlech nach méi Geleeënheet hunn, fir iwwert déi Froen ze schwätzen. Egal wéi, Här President, eppes ass mir ganz wichteg, dat ass: Mam Wuesstum soll een net Angscht maachen! Dat bréngt eis wierklech net virun. Mir mussen eis all un en Dësch setzen, d'Mënsche mat abannen, all d'Force-viven, fir dann an den Diskussiounen e gemeinsame Konsens ze fannen.

An, Här President, mir dierfen och beim Wuesstum keen ausse vir loossen. Mir mussen och zesummen als Gesellschaft wuessen. Et dierf net nëmmen e materielle Wuesstum sinn. Och eng Gesellschaft muss zesummewuessen.

An zesummen als Land wuessen, heescht also och weiderhin op d'Integratioun setze vun deenen, déi vu bausse kommen a mat eng Hand upaken, fir datt et och am Land an Zukunft gutt geet.

A wann ech vun Integratioun schwätzen, da spillt sécherlech och eis Sprooch eng zentral

Roll. Lëtzebuergesch ass a bleift eis Mammesprooch, eis Integratiounssprooch. An duerfir sinn ech och frou, datt de Gesetzesprojet iwwert d'Lëtzebuerg Sprooch deponéiert ginn ass, wou ënner anerem d'Wichtigkeet vun der Lëtzebuerg Sprooch gestärkt gëtt, de Gebrauch vun der Lëtzebuerg Sprooch ënnerstëtzt gëtt an och op där anerer Säit ganz vill nei Offere vu Coursen, fir eis Sprooch ze léieren, konstant erweidert ginn. A mengen Ae sinn déi Initiativen eigentlech de sozialen Zement, mat deem och e gesellschaftlechen nohaltege Wuesstum kann opgebaut ginn.

Här President, ech kommen zu menger Konkusioun. Dës ass dee leschte Budget vun dëser Legislatioun. Eng Legislatioun, an där et d'Regierung mat couragéierten a konkrete Mesurë fäerdegbruecht huet, fir a kierzester Zäit d'Statsfinanzen erëm op zolidd Féiss ze setzen an d'Politik un déi haiteg Realitéiten unzepassen. D'Rapportrice huet dat besonnesch gutt ënnerstrach.

Mä net nëmmen dat. Am Budget 2018 ginn och d'Jalone gesat, fir an deenen nächste Joren déi nei Defien oder déi Defien, déi bestinn, unzegoen - Betreiung, Logement, Educatioun, Mobilitéit, Familljen- a Sozialpolitik, Diversifikatioun vun eiser Ekonomie an nach eng ganz Rei anerer -, mat deene mir d'Land zolidd op d'Zukunft wäerte preparéieren.

Dës Budget ass duerfir eigentlech net e Budget fir 2018, mä et ass e Budget vu Verantwortung. Et ass e Budget fir déi nächst Generatioun.

Ech soen lech Merci. An et ass natierlech kloer, datt mir och wäerten dës Budget stëmme.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. An den nächste Riedner, dee leschte Riedner fir de Moien oder bal de Mëtten, ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President. Hei huet ee sai Brëll leie gelooss. Dir Dammen an...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass net mäin.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Och net mäin.

(**Interruption**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Aah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann Der schonn esou léif frot.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Voilà. Ech ginn elo manner léif, mä dat ass dann e Geste zur Versöhnung schonn direkt am Virus.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Eugène Berger huet et gesot: Dës Budget ass kee Budget wéi een aneren, well en effektiv e besonnesche Stellwäert huet. Et ass de leschte Budget vun dëser Mandatsperiod. An duerfir ass et sécherlech och um Moment, fir e gewëssene finanzpoliteschen Bilan ze zéien iwwert déi lescht Joren a gläichzäiteg awer och en Ausbléck ze woen op dat, wat no 2018 kënn. An de Pluriannuel, dee jo och mat hei am Prinzip soll diskutéiert ginn, dee weist jo och an déi dote Richtung.

Selbstverständlech: De Schiet vun de Wahlen vum Oktober 2018 mécht sech och an dësen Debatte bemierkbar an en huet sech scho bemierkbar gemaach an den éischte Reaktiounen, wéi de Finanzminister am Oktober de Budget virgestallt huet. Op där enger Säit eng Opposition, déi kee gutt Hoer un deem Dokument hei gelooss huet, well et sech jo schéckt, als Opposition géint alles ze sinn, wat d'Regierung dann esou dohileet. Also, en Dokument vun iwwer 1.000 Säiten, do ass nâischt Uerdentlech praktesch dran. Et si verpasste Chancen. Et ass d'Zukunft, déi hypothekéiert gëtt. Fir déi eng ass et e Wuesstumsbudget... eppes Schrecklech, e Wuesstumsbudget! Dat ass en neit Schimpfwort anscheinend, awer nëmmen an der Lëtzebuerg Politik. Dann ass et en Defizit-Budget an esou viles aneres méi.

Och heiansdo, muss ech soen, ass vu Majoritéitspartei vlächent ze vill e Lobgesang op all d'Elementer vun deem Dokument, wat virgestallt gëtt, mä déi Schwaarz-Wäiss-Optik, déi ergëtt sech e bëssen aus der Wichtigkeet, déi e Budget huet. Et ass dat wichtegst politescht Dokument, wat regelméisseg an der Chamber ofgestëmmt gëtt a besonnesch natierlech knapp oder gutt zéng Méint virun deenen nächste Wahlen.

Ech géif hei gär wëllen am Numm vun der LSAP eng differenziert Approche huelen an eng Analys maache vun deem Budgetsdokument mat all senge Stärkten a positiven Aspekter - a mir sinn der Meenung, dass déi bäi Wäitem ausschlaggebend sinn -, ouni awer op eng Rei vun deenen enger oder anerer Schwächen a Kriticken anzegoen, déi een och kann deele par rapport zu dësem Budget.

Dese Budget ass manner, an dat huet scho gegollt fir dee leschte Budget, den Ausdrack vun enger Revolutioun, en totale Broch mat enger Budgetpolitik, déi virdu bestanen hat, wéi e Budget vun enger gewëssener Kontinuitéit. An duerfir hunn ech ëmmer manner Verständnis eigentlech fir déi radikal Ofleengung, déi d'CSV hei un den Dag leet, well ech erkennen awer och an dësem Budget dat eent oder anert Mierkmal, wéi dat och a fréiere Budgeten de Fall war, just dass, wéi gesot, d'Rollen an der Oppositoun an an der Majoritéit sech changéiert hunn.

Ech bedauern zum Deel déi haart Kritik, déi net onbedéngt elo haut an där Virulenz geäussert ginn ass, wéi wann d'Partei Pressekonferenzen organiséieren. Do hu se iergendwéi kee Sparringspartner déi aner Säit stoen. An da si se an hirer Ausdrucksweis, fällt mer op, e bësse méi radikal, wéi se dat an der méi feutréierter Atmosphär vun dësem héijen Haus dann an esou dignen Debatte si wéi zum Budget.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hu keng Pressekonferenz iwwert de Budget gehalen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Nach hunn ech den Androck, dass, wat dobausse gehéiert gëtt, dat sinn éischter déi radikal Téin. Dat sinn déi ondifférenziéiert Téin. Dat ass déi pauschal Verteelung eigentlech vun enger Regierungspolitik, wou ee jo awer weess, dass dat net esou ass, dass dat esou schlecht net ass, wou een och selwer weess, léif Kolleeginnen a Kolleegen vun der CSV, dass, och wann d'CSV derbäi gewiescht wier, a villen Domänen keng fundamental aner Politik gemaach gi wier wéi déi, déi schlussendlech vun dëser Regierung gemaach ginn ass, dass mer och nach ëmmer méi Punkten hunn, déi eis hei zesummebréngen, wéi där, déi eis eigentlech erausdividéieren.

An ech fannen dat eigentlech gutt esou. Just spigelt dat sech eben an deene Kommentaren, an deene politeschen Aussoen, besonnesch och vun deene leschten Deeg, net esou richtig erëm.

Wann esou e moderéierte Politiker wéi de Claude Wiseler an enger Pressekonferenz lassleat a wéi wëll em sech schléit a mengt: „Elo ass d'Regierung eriwuer“, wéi wa se praktesch dout wär a wéi wa mer just nach zéng verluere Méint virun eis hätten, mengen ech, dee misst eigentlech selwer wëssen, wéi falsch e läit. An ech mengen, dass en dat och selwer weess.

Dat ass net deen Émangstoun, mengen ech, wéi mer sollten hei diskutéieren, och wann ech den Androck hunn, dass bei där gréisster Oppositounspartei dee Procès en illégitimité, deen dëser Regierung vun Ufank u gemaach ginn ass, dass se eigentlech net esou richtig legitimm wier, well si als gréisste Partei net derbäi sinn, sech ëmmer nach weider an hir Pauschalkritik zitt bis haut a bis zu de Wahlen. Dat ass sécherlech net gutt. An déi Partei, déi anere regelméisseg virwerft, si géifen d'Land wëllen auserneesplecken, mécht et eigentlech mat hirer Strategie, fir systematesch d'Regierungsequipp als e Club vun Dilettanten, vun Amateuren duerstellen, déi alles géife falsch maachen, sécherlech net gutt. An dat dividéiert wierklech iwwer laang Zäit hin.

An duerfir wär ech frou, och wa Wahle virun der Dier stinn, nach zéng haart Méint fir jiddweree vun eis, dass mer géifen dee richtegen Émangstoun, mengen ech, fannen an net esou mat Pauschalkriticken a Verunglimpfungen hei weiderfueren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wann de Claude Wiseler zum Beispill an engem Interview seet: „Schrecklech, dës Regierung! Stellt lech vir, 2017 muss se 2 Milliarde léine goen!“, an dann awer net gläichzäiteg seet, dass an de Joren 2014, 2015 an 2016 de Stat null Sue léine gaangen ass, da seet en de Leit net d'Wourecht! Dee versicht, op eng méi oder manner trickräich Aart a Weis den Androck ze ginn, wéi wann dës Regierung géif d'Sue vum Stat, wat jo schlussendlech d'Sue vun de Leit sinn, dilapidéieren, an awer net seet, dass et eigentlech fäerdgebruecht ginn ass, wat remarkabel ass, dräi Joer hannereneen net müssen en zousätzleche Statsemprunt opzehuelen.

A schlussendlech si mer hei beschtefalls op enger järelecher Moyenne vu 400 Milliounen bis 500 Milliounen Euro Emprunt, déi mer ophuete bei Investissementer, déi iwwer 2 Milliarde leien. Dat war an der vieregter Period ënner aneren Émstänn, ginn ech gär zou, licht anescht. Duerfir, mengen ech, sollt een hei, wa mer géinteneen argumentéieren - an et gëtt sécherlech Punkten, wou een daerf verschiddener Meenung sinn an och soll verschiddener Meenung sinn; et wär jo aarm als Demokratie, wa mer net méi verschidde Meenungen an esou wichtige Froe wéi iwwert d'Budgetpolitik hätten -, probéieren awer fair ze bleiwen ee mat deem aneren a probéieren och méiglechst all Argumenter ze berücksichtigen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Bodry, erlaabt Der...?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ma Selbstverständlech.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech versti jo déi Téin, déi elo gi sinn. Mä wann Der sot, ech hätt dat falsch duergestallt, da misst Dir an Ärer Duerstellung och soen, datt just virun de Wahlen en Emprunt vun 3 Milliarde gemaach gi war, deen am Fong geholl geholléif huet, iwwert déi Joren do ze kommen, ouni Emprunt vun der neier Regierung ze maachen. Da kommt, mer gesinn och dee ganzen Tableau!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, mä déi 3 Milliarden hu jo och awer mat deem ze dinn, wat virdu war, wëll ech soen.

(Interruption)

Ech deelen awer net déi Aschätzung. Dass deen Emprunt...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just soen: Wann Dir dee ganzen Tableau maacht, maachen ech och gär dee ganzen Tableau.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...gemaach ginn ass dee Moment, dat wär souguer nach de falsche Moment gewiescht, well duerno sinn Emprunten zu méi gënschteg Konditiounen ofgeschloss gi wéi sengerzäit, wou déi vieregte Regierung dat dann decidéiert hat. Dat huet och ze di gehat mat den Defiziter, déi mer awer déi Joren do haben.

Natierlech war... An do kommen ech op e Virwurf, deen Der hei formuléiert. Et ass gutt, dass Der mer dat Stéchwuert gitt. Ech sinn ëmmer dankbar fir deen een oder aneren Tëscheruff, dee kënnt, wou Der hei pauschal erëm eng Kéier gesot hutt: „Defizit-Regierung“. An erëm eng Kéier déiselwech Strategie: „Ah, déi do wëssen net esou richtig, wat se maachen. Chaoteclub an esou virun an esou weider.“

Dës Regierung ass net méi Defizit-Regierung wéi all déi Regierunge virdu! Déi vieregte Regierung hat während dräi Jore vu fennef Defiziter, mat héije Wuesstumsraten! Ech erënnere mech... An déi vir-viregt (veillez lire: vir-vir-viregt) Regierung iwwregens och!

Ech widerhuelen et nach eng Kéier: 2003 an 2004 waren déi Joren, a besonnesch och 2004, wou mer deen héchsten Defizit am Statsbudget hei haben. Dat war net ënnert dëser Regierung. Dat war ënner enger vir-vir-viregter Regierung - déi eenzeg, wou mer net derbäi waren; et huet awer näischt domadder ze dinn -, wou mer dann u sech hei en absolute Rekord haben am Defizit an deen och relativ herno zu Reaktiounen gefouert huet, wou stënterlech d'Tripartite zesummekommen ass, wou probéiert ginn ass - et war déi leschte Kéier, wou se nach eppes zustane bruecht huet -, ze reagéieren, well bei relativ héijem Wuesstum en Defizit war.

(Interruption)

A fir also dës Regierung als Defizit-Regierung ze betiteln, ouni ze soen, dass all Regierunge virdu och mat héije Wuesstumsraten... Mir waren eigentlech nëmmen am Boni hei zu Lëtzebuerg, wa mir e Wirtschaftswuesstum vu 6%, 7% haben. Loosse mer soen, wéi et ass! Loosse mer et dach soen, wéi et ass!

Dat ass dann, wann een déi Analys mécht, éischter e strukturelle Problem, wann een dat als katastrofal bezechent, dass ee muss en Emprunt maachen, fir een Deel vun den ausseruerdentlechen Ausgaben ze finanzéieren, mä dann ass dat - u sech huet dat näischt mat dëser Regierung ze dinn - e strukturelle Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deen ënner anerem och entstanen an net geléist ginn ass an där Zäit, wou d'CSV déi direkt Verantwortung an der Regierung hat, sief et un der Spëtzt vun der Regierung, sief et och als zoustännige Ressortminister.

Ech wëll op déi einzel Haaptkriticken agoen, déi ech héieren hunn an den éischte Reaktiounen op dese Budgetsprojert vun der Regierung.

Eng klassesch Kritik vun der Oppositoun bei all Budget, deen d'Wahljoer betrëfft: „Et ass e Wahlbudget!“ E Budget, deen also direkt scho suspekt ass, deen net richtig ass, dee mat Wahlkaddoen zesumme verbonne ginn ass. Dat war elo net haaptsächlech d'CSV, mä et gëtt nach aner Oppositounsparteie wéi d'CSV, déi dat als Haaptargument - et vergësst een et heiansdo, mä et ass awer ëmmer gutt ze rappléieren - ervirgeruff hunn.

Ech kann an deem Budget, soen ech ganz éierlech, näischt erkenne vu Moosnamen, déi vum Himmel gefall wären an déi net schonn an deene Jore virdu diskutéiert gi wären, déi zu engem gudden Deel och am Regierungsprogramm stoungen, déi zumindest scho virdu iwwer laang Joren... Ech huelen zum Beispill d'gratis Schoulbicher. Dat ass eng Diskussioun, déi mir schonn zwee, dräi Joer hei am Parlament féieren, wou mer selwer schonn op deem dote Punkt hei intervenéiert hunn, dass mir dat doten als LSAP géife richtig fannen, an dat misst och kommen, wou vun den zoustännige Ministere gesot ginn ass: „Mir kucken, iwwer wat fir ee Wee dass mer dat dote kënne maachen.“ Elo gëtt et iwwert deen heite Budget gemaach. Ee Beispill.

Dat gëllt och fir aner Punkten, wou och heiansdo nogebessert gëtt, wéi zum Beispill, wat mer elo bei der Loyerinterventioun gemaach hunn, wou mer mierken, dass et net esou gräift, wéi et sollt gräifen. Da bessere mer no. Dat elo als Wahlbudget ze bezeichnen, wou dann d'Iddi kënnt, dass Wahlkaddoen domadder verbonne wieren, kann ech net gëlle loosse, well fir all déi Leit, déi dat dote kréien an an Zukunft wäerte kréien, ass dat dote kee Wahlkaddo, ass dat doten e Plus, dee si weiderbréngt.

Dat doten hëlleft haaptsächlech deene Leit, déi net esou gutt dru sinn. Dat sinn also alles Moosnamen, déi richtig sinn a wou et och wichtig ass, dass mer se hei maachen, wou ech och elo an der éischter Ried zum Beispill vun der Oppositoun eigentlech wéineg Kritik un deenen neie Moosnamen do fonnt hunn. Dat wäert dann och an déi laang Lëscht komme vun deene Saachen, déi d'CSV net wéilt réckgängig maachen, wa se dann nach eng Kéier sollt an eng nächst Regierung kommen a wa se och nach e Partner géif fannen, dee mat d'accord wär, fir eppes dorunner ze änneren, wat hei elo an dëser Period decidéiert ginn ass.

Ech mengen, dass mer hei, och mat deem heite Budget, net an engem Wahlbudget sinn, well de Budget sech aschreift an eng méijäreg Finanzpolitik, wéi se festgeluecht ginn ass a wéi se och europäesch geregelt ass. A mir si konform, mir sinn eent vun deene wéinege Länner, déi iwwert déi ganz Period... ech menge souguer dat eenzegt, elo e ganz klenge selekte Club, e Land, wat elo och weider konform ass zu allen europäesche Regelen.

Och zu de präventiven europäesche Regelen, also och bei de sougenannte makroökonomeschen Equilibere wéi och bei de Budgete selwer si mer total konform zu alle Regelen. An dat gëtt eis och regelméisseg zertifizéiert vun allen neutrale Stellen, déi do sinn. A mir sollen, mengen ech, och weiderhin zefridde sinn doruwwer. Mir sinn et op jidde Fall als LSAP-Fraktioun, dass mer op engem Wuesstum kënnen tabléieren tëschent 3,5% a 4,5%. Dat ass bal duebel esou vill wéi d'Moyenne an der Eurozon, et ass virun allem daitlech méi wéi an eisen Nopeschlänner.

Mä et ass och, dat huet awer während Jore kee gestéiert, manner wéi dee Wuesstum, dee mer emol kann hunn an deenen „Vingt glorieuses“, dat heescht vu Métt der 80er Joren u bis ufanks an dëst Jorhonnert, wou mer am Schnëtt 5% reale Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg haben. Mir situéieren eis also ganz daitlech dorënner. An eist Wuesstumspotenzial, eis Croissance potentielle, déi gëtt beschtefalls bei 3% haut fixéiert, vläicht souguer licht drënner.

Also all deene Leit, déi elo a Krämpf verfallen, wa se 3,4% a 4% Wuesstum elo héieren, wëll ech just soen, dass mer Perioden haben, wou mer iwwer laang Zäiten an der Moyenne 5% Wuesstum haben, an dass d'Perspektiven zu Lëtzebuerg net déi sinn, dass mer géifen nach méi staark wuessen, mä éischter, dass mer tendenziell an deenen nächste Jore manner Wuesstum hunn. An dat stellt schonn eng Rei vun Erausforderungen un eis. Och dee manner Wuesstum stellt Erausforderungen un eis, wéi och e staarke Wuesstum dat sécherlech mécht.

An da kommen ech zu deem, wéi gesot, neie Virwurf, dee wierklech nei an der politescher Diskussioun ass. D'Kolleege vun déi Lénk, do war ech ganz erstaunt, hunn dem Budget virgeworf, et wär e Wuesstumbudget. Bon! Si hätte vläicht léiwer en Austeritéitsbudget gehat. Mä ech...

(Interruption)

...mengen, dass et gutt ass, dass mer e Wuesstumsbudget hunn. E Wuesstumsbudget, dat heescht näamlech, dass d'Ausgabe vum Stat, dat si jo awer Ausgaben am Interessi vu ganz, ganz ville Leit, vum Fonctionnement vun eisen Dëngschtleeschungen, em 6% wuesse par rapport zum leschte Joer, wann een déi ausseruerdentleche Ausgaben do mat eranhält. Dat ass effektiv de Contraire vun engem Austeritéitsbudget, wéi mer och eigentlech esou e Budget hei déi lescht Joren net kann hunn.

An et daerf een, mengen ech, eent net vergiessen, dat ass, dass eng direkt, zumindest méttelfristeg Korrelatioun besteet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an de Steiereinnahmen. Dat mécht sech net eent zu eent pro Joer, mä dat mécht sech awer méttelfristeg. Et kann ee bei deenen dote Kurven novollzéien, dass eng direkt Korrelatioun besteet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an der Aarbechtslosigkeit. Et gëtt scho laang Etüde vum Statec, déi weisen zu Lëtzebuerg, et ass eng spezifesch Lëtzebuurger Situatioun, dass, wa mer net ongeféier 3% reale Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg hunn, dann d'Aarbechtslosigkeit souguer erëm zouhëlt. Op jidde Fall geet se net méi zrëck. Do ass also en direkte Lien do. Et ass och en direkte Lien do tëschent de Budgetsdefiziter an dem Wirtschaftswuesstum an natierlech och eng Korrelatioun tëschent dem Wirtschaftswuesstum an dem Equiliber an eise Sozialsystemer. Alles dat gehéiert zesummen.

A wa mer iwwer Wuesstum diskutéieren, dat solle mer, dat maache mer ganz gären, da muss een all déi doten Aspekter an all déi Querverbindungen och ëmmer do am A hunn.

Wuesstum, dat ass eis Meenung, brauche mer. Wuesstum brauch all Land. Kuckt ee Bléck, werft ee Bléck op e Land, wat iwwer elo laang Periode praktesch kee Wuesstum méi huet, kuckt op Japan, wat dat fir Konsequenzen huet! Dat ass e Land, wou d'Realléin erofginn. Et ass e Land, wat verzweifelt kämpft mat allen Investitiounspoliticken, fir souguer mat Budgetsdefiziter ze errechen, dass se erëm e bësse Wuesstum kréien, well se mat Problemer konfrontéiert sinn, déi se net gemeeschtert kréien, a well se besonnesch och ganz grouss Sozialproblemer hunn. Dat, mengen ech, soll een och am A behalen, wa mer déi doten Diskussioun probéieren.

Mä wou mer eis eens sinn, dat ass, dass mer Wuesstum brauchen, mä dass mer probéieren müssen, dee Wuesstum zum Deel anescht ze erwirtschaften, wéi mer dat haut maachen. Dorëms geet et. A Beräicher haaptsächlech, déi en héije Mehrwärt kënne produzéieren a mat der Iddi vun der Kreeslafwirtschaft, mat der Iddi och, eis op déi digital Revolutioun ze preparéieren. Alles dat, mengen ech, ass wichtig.

Mä de Wuesstum, dat ass fir eis déi kruzial Fro, de Wuesstum muss méi gerecht verdeelt ginn! De Wuesstum bréngt Gewënner. Mä de Wuesstum bréngt net jiddwerengem déiselwech Gewënner. An déi Opdeelung do, zënter der Kris vun 2008, déi klappt guer net méi. Déi ass bal eesäiteg gaangen zugonschte vum Kapital, vun der Remuneration vum Kapital an net zugonschte vun den Aarbechter.

Dat ass e fundamentale Problem, dee mer hunn. Deen treëft net nëmme fir Lëtzebuerg zou. En treëft vläicht souguer licht manner Lëtzebuerg, well mer hei awer manner sozial Ënnerscheeder hu wéi an enger Partie anere Länner. Mä dat ass de reelle Problem, dee mer hunn. An do muss mer eis also Gedanke maachen, wéi mer déi Ongläichheeten, déi do gewuess sinn an deene leschte Joren, wéi mer déi méi kleng maachen a wéi mer och virun allem verhënnere, dass Leit tatsächlech an d'Aarmut ofrutschen. Dat ass déi grouss Erausforderung, déi mer als LSAP gesinn an där ganzer Wuesstumsdiskussioun.

Aner Kritik: Defizitbudget. Jo, effektiv dese Budget weist en Defizit op. E weist en net op am Budget courant, bei de gängegen Ausgaben, mä e weist en op duerch déi Kapitalausgaben. Dat sinn also haaptsächlech d'Investissementer, déi gemaach gi vu knapp, vu ronn 900 Milliounen Euro, bei enge Total vu 15 Milliarden, wann een eis Kontabilitéit hält, a bei engem Total vu méi wéi 17 Milliarden, wann een déi europäesch Moosseenheet unhëlt.

De Gesamtstat ass am Plus. Och dat daerfe mer net vergiessen. Ech wëll och soen, dass dës Regierung net ugetratt ass mam Zil, de Budget vum Zentralstat an den Equiliber ze bréngen. Mir sinn ugetratt mam Zil selbstverständlech, do den Defizit net ausuferen ze loosse, mä d'Zil, wat definéiert ginn ass, gemeinsam an der Koalitioun, dat war och net anescht virdu mat der CSV, do war dat och net. An d'CSV weess och, firwat dass se deemools dat net gefrot huet, well do hate se direkt d'Responsabilitéit. Do war och net rieds, dass sollt den Zentralstat an d'Gläichgewicht kommen. Do ass och ëmmer vum Gesamtstat geschwat ginn,



also vun de Budgete vum Stat, vun de Gemengen a vun der Sécurité sociale.

An do gesäit een, dass mer e strukturelle Saldo hunn, dat ass jo déi Moosslat, déi europäesch Moosslat, wou mer och mussen drapassen, e strukturelle Saldo hunn am Gesamtstat, deen eng schwaarz Null ausmécht, deen also iwwert dem mëttelfristegen Objektiv vu minus 0,5% ass. A wann ech elo déi positiv Nouvelle vum Finanzminister haut de Moien och mat bäihuele vun 2017 an ech extrapoléieren dat e bëssen op 2018, kann een haut scho praktesch soen, dass mer ganz no dru sinn, dass mer bal de Plus 0,5% realiséieren, am Strukturellen, iwwert déi ganz Period.

Dat heescht: All déi flott Diskussiounen, déi mer hei haten, all déi Kritikke vun der Opposition, a besonnesch vun der CSV - „Stellt lech vir, déi doten, déi bricoléieren do un deenen Normen, déi mussen respektéiert ginn! Dat hätt misse mindestens op plus 0,5% gesat ginn. Wa mir do gewiescht wären, da wär dat gemaach ginn“ - abee, des Regierung mécht et! Des Regierung schwätzt net driwwer, mä si mécht et!

Mir hunn et fäerdegbruecht, mindestens op null ze bleiwen, während där ganzer Period, wann een net souguer ka soen - e muss een déi definitiv Zuelen natierlech ofwaarden, dat dauert awer nach e bëssen -, dass mer wahrscheinlech iwwert där ganzer Period hei, 2014 bis 2018, einschliesslech am Plus leie vu mindestens 0,5%, wat de strukturelle Saldo vum Gesamtstat zu Lëtzebuerg ugeet.

Et kann een also net soen, dass hei egal wat gemaach ginn ass. Mä hei ass u sech eng ganz vernünfteg Finanzpolitik a Budgetspolitik gemaach ginn.

Mir haten och deemools gesot: Mir fannen et klug a richtig, sech juristeschesch ze verpflichten op vläicht e manner ambitiéist Zil, wat awer d'Europäesch Kommissioun jo och proposéiert hat, an dann an der Praxis ze probéieren, et besser ze maachen. A genau dat ass eigentlech hei agetraff. Mir hunn net alles ausgenutzt vu Margen, déi een theoretesch hätt kënnen notzen, mä dat ass och ganz, relativ schwéier, hei eng Punktlandung an deem dote Beräich ze maachen. Mä mir hunn mengen ech, dat gemaach, wat fir eis wichteg war a richtig war. An dat huet zu deem dote Resultat gefouert. Soudass mer also och do ganz korrekt sinn.

All déi Schwaarzmolerei, déi vu gewëssene Säite gemaach ginn ass, dass hei géif probéiert ginn, sech d'Lat absolutt niddreg ze halen, fir kënnen driwwerzekommen, huet sech als falsch erweisen. Mir hunn déi Margen, déi mer theoretesch hätte kënnen notzen, net genotzt, well mer gemengt hunn, dass een effektiv och soll probéieren, net an eng nei Budgetsdefizitspiral eranzekommen.

Et wär nach méi einfach gewiescht, fir et nach besser ze maachen, an der Siicht vun deenen, déi mengen, en Equiliber oder e klengen Defizit wär eppes Katastrophales: mat e bësse manner Investissementer, ongeféier um Niveau vun 2013, dat lescht Joer vun der viregter Period, weidergefuert, plus ganz e bësse manner bei der Steuerreform, da wär den Equiliber do gewiescht.

Déi Fro, déi ech mer stellen: Wär dat déi richtig Politik gewiescht? Mir mengen als sozialisteschesch Fraktioun, dass dat net déi richtig Politik gewiescht wär, dat doten ze maachen, dass et virun allem wichteg war, déi Investissementer, déi duerch e Spuerpak 2013 erofgesat gi sinn, successiv erëm eng Kéier eropzeféieren op en Niveau effektiv, deen emol den Niveau hei zu Lëtzebuerg war, ronn 4% vum PIB Statsquot, an op där anerer Säit awer och eng Steiererlicherung ze maachen, Steuerreform ze maachen, déi haaptsächlech, dat ass jo déi speziell Marque vun dëser Reform, haaptsächlech den Haushalter zeguttkennt. Ronn 80% vun där Steuerreform kënn den Haushalter zegutt, während an anere Steuerreformen do d'Betribler vill méi e staarke Stellewäert an deene Reformen haten. A besonnesch cibléiert op déi kleng an déi mëttel Akommessen, déi proportional am meeschte vun där doter Reform profitéieren.

Firwat ass dat do déi richtig Politik a firwat ass eng Politik, déi vun anere Parteien an der Opposition hei propagéiert gëtt, déi falsch Politik gewiescht? Mir schéngt et, wéi wann d'CSV an drolegerweis och d'ADR eng grouss Phobie hunn, eng grouss Phobie: Dat ass de Budgetsdefizit. Bon! Den Här Schäuble ass net méi do. E sëtzt am Parlament. An d'Adepte vun dem Här Schäuble senger Finanzpolitik, hunn ech den Androck, sëtzen hei am Lëtzebuerg Parlament. Si si méi Schäuble wéi den Här Schäuble selwer!

Si propagéiere wierklech eng absolutt nëmmen op de Budgetsequiliber forcéiert ausgedréckte Budgetspolitik a vergiessen, zu wat esou eng Politik och an Däitschland gefouert huet: enorm Retarden an den Investissementer!

Kuckt, a wat fir engem Zoustand an Däitschland déi öffentlech Infrastrukture sinn! Dat kënnen mir eis hei net ausmolen! An deem emol eng Kéier räichen Däitschland!

Kuckt, zu wat déi Politik do gefouert huet an aneren europäesche Länner! Dat kann dach net de Modell sinn, dee mer fir Lëtzebuerg ustriewen!

Duerfir, mengen ech, niewent all Budgetsdisziplin, déi ee muss hunn, dass ee soll a muss dee politesche Spillraum notzen, dee vernünftegerweis do war an nach ëmmer do ass, fir d'Investissementer eropzeféieren a fir och d'Leit ze bedeelegen un deem Wuesstum, deen erëm do ass.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Dat mussen mer maachen.

Wat een och muss feststellen, dat ass, dass, och wann en héije Wirtschaftswuesstum do ass, och wann et an eenzelne Secteuren och hei zu Lëtzebuerg boomt - vläicht net an alle Secteuren, mä an eenzelne Secteuren boomt et -, dat net onbedéngt direkt sech erëm spiegelt a méi Paie fir d'Leit.

Dann ass et, mengen ech, awer um Stat, als Correcteur, fir derfir ze suergen, dass dat geschitt. An dat kann e maachen. Dat hu mer gemaach iwwer eng Steierpolitik, wou mer och do eis Responsabilitéit iwwerholl hunn. Mir hunn eis Responsabilitéit geholl als Patron an de Verhandlungen am Accord salarial, wou e Plus fir d'Leit erausgespronngen ass, a mir hunn zousätzlech eis Responsabilitéit geholl iwwert déi Steiererlicherungen, déi decidéiert gi sinn, wou mer de Leit doduerjer méi Kafkraaft ginn hunn, wat noutwendeg war a wat, wéi een och schonn elo gesäit, positiv Effeten, och gesamtwirtschaftlech, huet.

Wat noutwendeg war, firwat? Well och all déi lescht Etüde vum Statec gewisen hunn, dass mer zënter 2008 an enger Period, enger relativ langer Period sinn, wou d'real Kafkraaft, am Schnëtt, net méi eropgaangen ass. An et ass eréischt eigentlech 2017, mat der Steuerreform, mat Indexéierungen, déi erëm voll gespillt hunn, mat anere Mesuren, déi gemaach gi sinn, dass erstmaleg d'Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg däitlech am Duerchschnëtt erëm eng Kéier wäert an d'Luucht goen. Dat war wichteg a richtig, dass mer dat dote gemaach hunn.

An duerfir mengen ech, dass mer also dat Ganzt solle positiv gesinn. Zemoos well mer och elo feststellen, dass mat der Indextranche, mat de Steiererlicherungen, mat der Mindestlounerhéijung, déi gemaach ginn ass op de leschte Januar, mam Accord salarial an der Fonction publique, mat eenzelne sektorielle Konventionen, wéi där am Finanzsecteur, déi och de Leit e Plus bruecht huet, dass et zu enger Kafkraafterhéijung komm ass an dass sech dat schonn erëm spiegelt ënner anerem an den Einnamen vun der TVA fir dat lafend Joer 2017.

Wann een do näamlech den E-Commerce erausrechent, well d'Einnamen weider erofginn an elo d'nächst Joer wahrscheinlech ënner 100 Milliounen wäerte falen, wou mer eng Kéier iwwer enger Milliard Einnamen vum E-Commerce hei zu Lëtzebuerg waren, gesäit een, dass, wann een dat erausrechent - ech hunn hei d'Zuele vun den éischten zéng Méint, de Minister huet de Privileg, dass en déi vun den éischten eelef Méint huet -, op jidde Fall dee Moment déi TVA-Einnamen hors commerce électronique ëm 8%, ronn 8% an d'Luucht gaange si par rapport zu viregter Joer.

An dat kënn natierlech dem Handel, dat kënn dem Handwierk, dat kënn ganz ville Secteuren hei zegutt. Et ass dat, wat och erëm eng Kéier sécherlech, wann och marginal, zu méi Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg bäigedroen huet, soudass een also iwwert déi dote Politik hei richtig gehandelt huet.

An de Mindestlounbezéier, ech soen dat och, woubäi fir eis domadder d'Diskussioun net ofgeschloss ass - wat eis differenziert vun aneren hei -, de Mindestlounbezéier, deen huet Enn 2017 netto 1.000 Euro méi am Portmonni wéi dat Joer virdrun duerch d'Additioun vun deenen eenzelne Moosnamen hei, déi geholl si ginn. Dat geet net duer. Mä et ass awer net näischt. Dat ass an eisen Aen en éischte Schratt.

An et kommen elo nei Schrëtt derbäi iwwert dese Budget. D'Kannerbetreiung, wat schonn ugefaangen huet, d'Kannerbetreiung méi bëleg maachen, d'Reform vun de Chèque-services, gratis Schoulbicher am Secondaire, Verbesserung bei der Deierechtzoulag, d'Loyerssubventionen, alles dat dréit derzou bäi, dass besonnesch déi kleng Akommesse besser dosti wéi virdrun. An d'Reform vum Mindestakomes, de REVIS, soll och hëllefen, dat ze maachen doduerjer, dass hei eng aktiv Strategie och opgebaut gëtt, déi den Aarmutsrisiko bekämpft an déi och de Leit Hëllefstellung gëtt,

se begleet an d'Leit dozou soll féieren, dass se och an eng Aarbecht erakommen an eng Kéier voll integréiert ginn an eis Gesellschaft.

Risikogrupp: Elengerzéier, Elterendeeler, déi kenne mer. Och all déi Moosnamen do, all déi Steierpäck, déi mer decidéiert hunn, och de REVIS, droe besonnesch där doter Situatioun Rechnung, fir besonnesch deenen dote Leit ze hëllefen.

Mir kenne glécklecherweis zu Lëtzebuerg praktesch de Phenomeen vun der Altersarmut net, am Géigesaz zu ganz, ganz villen anere Länner, well mer e gudd Pensionssystem hunn, well mer et fäerdegbruecht hunn, dee Pensionssystem och esou ze halen. An dat muss och an Zukunft eng absolutt Prioritéit kréien, net dass mer do en neit Feld opmaachen, wou d'Leit kënnen an Aarmut ofrutschen, wat bis elo hei zu Lëtzebuerg net besteet.

Et bleift de Problem awer vun den „working poor“, dee mer och hei schonn eng Kéier diskutéiert hunn an der Chamber. Et sinn ënner anerem déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffen. Dat sinn der Zéngtausenden. Dat ass jo net nëmmen e klengen Deel vun de Leit.

An do soen ech ganz éierlech, och wa mer eis an där doter Fro an der Koalitioun a wahrscheinlich och hei an der Chamber net eens sinn: Dat dierf awer keen Tabuthema sinn, dass een och nach dierf hei zu Lëtzebuerg driwwer schwätzen, ob dee Loun, deen d'Leit kréien, dee vill Leit kréie fir 40 Stonnen d'Woch Aarbecht, heiansdo méi, ob deen ugemessen ass oder net.

Déi Diskussioun solle mer féieren. Mir solle se vläicht manner iwwert de Brutto féieren, wéi iwwert den Netto féieren. Dat soll net onbedéngt mussen alles an enger Kéier geschéien. Mä mir mussen déi Diskussioun féieren. Als LSAP wäerte mer derfir suergen, dass déi Diskussioun och an deenen nächste Méint, och am Virfeld vun der nächster Mandatsperiod hei weidergefuert gëtt.

Et dierf een dat net nëmmen, dat soen ech de Kollegeinnen a Kollege vun der DP, net nëmmen duerch de Brëll vun der Kompetitivitéit kucken. Dat dierf een net vergiessen, selbstverständlech. Duerfir muss een och nuancéiert un déi dote Fro erugeen. Mä et muss een och Empathie weise kënnen an der Politik an och sech an d'Haut vun deene Leit eraversetzen, déi schaffe ginn a mat deem dote Loun mussen eens ginn.

Dat bleift also fir eis och en Thema, wa mer och do vläicht fir de Moment net entscheidend virukommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wichtig ass...

► **M. André Bauler (DP).** - Dofir huet den Här Berger jo och vun der sozialer Kohäsioun geschwat.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wichtig ass, ech hunn dat jo och gezielt, dass do grad an dëser Regierung och munches passéiert ass.

Sozialbudget, dese Budget ass och e Sozialbudget. Bei dësem Budget kënn een, deemno wéi een dat zesummechent, kënn et bal op d'Halschent vun den Ausgaben, de Finanzminister huet nach de Moien dat eng Kéier ervirgehuewen, déi ee kéint am wäiteste Sënn als Sozialausgabe bezeichnen.

Wann een elo reng kuckt, wat an deenen eenzelne Rubriken, Transferen un d'Sécurité sociale respektiv a sozial Prestatiounen, steet, da sinn dat insgesamt 6,1 Milliarden Euro. Dat sinn ënner anerem 1,7 Milliarde fir de Generalregim vun de Pensionen. Mir hu villes budgetiséiert an deem doten Domän, hei zu Lëtzebuerg. Et ass 0,7 Milliard fir de Fonds de pension bei Stat a Gemengen. 1,5 Milliarde fir d'Assurance maladie/maternité/dépendance. Et sinn 1,1 Milliarde fir d'Zukunftskeess. Et ass 0,7 Milliard fir de Fonds pour l'emploi. An et si méi wéi 300 Milliounen un de Fonds national de solidarité.

All déi Depensé ginn automatesch an d'Luucht, ëm ronn 250 Milliounen, méi wéi 250 Milliounen ginn déi doten Depensen am Budget 2018 par rapport zu 2017 an d'Luucht. An derbäi kommen nach 100 Milliounen opgrond vu politeschen Decisiounen, déi geholl si ginn a vun deenen ech schonn déi meescht hei opgeziet hunn.

Fir de Logement, e wichtige Punkt, geet de Budget an d'Luucht. Et geet awer haaptsächlech och dee Budget an d'Luucht vun der Participatioun beim Stat u Sozialwunnenge respektiv u Wunnengen à coût modéré: ëm praktesch 20%.

Virun allem, mengen ech, e staarken Akzent an dësem Budget, dat ass eng absolutt Prioritéit fir déi dräi Koalitiounsparteien, dat sinn d'Educatioun, d'Jugend an d'Kanner. Ëm 7% geet dat doten an d'Luucht op en Total vun 2,15 Milliarden Euro.

Dat spiegelt sech och ënner anerem an der Beschäftigungspolitik vum Stat erëm, wou bei deene ronn 1.200 Posten, déi zousätzlech kënnen geschafe ginn am nächste Joer, iwwert d'Halschent - iwwert d'Halschent! - an deem dote Beräich sinn, am Beräich si vun de Grondschoulen, am Beräich si vun de Lycéén, am Beräich si vun der sozioeducativer Betreiung vun de Kanner, wou en extraordinären Effort des Kéier gemaach gëtt, well och en extraordinären Retard op deem dote Beräich bestanen huet.

Dat ass déi richtig Akzentsetzung, déi hei gemaach gëtt, well dat am breetste Sënn och mat Qualifikatioun ze dinn huet. Qualifikatioun, dat ass d'Kärwuert, d'Zukunftswuert, menger Ussiicht no, wa mer vum Wandel, vum digitale Wandel schwätzen, an dee mer wäerten erakommen an deenen nächste Méint. An duerfir ass dat heiten d'Zukunft. Hei ass d'Zukunft. Dat hei ass keng Hypothék op d'Zukunft. Dat hei ass d'Zukunft, déi sech an deem heite Budget, besonnesch och op deem doten Deel, erëm spiegelt.

Mä, mir begrëssen och ausdrécklech, dass fir Kultur, fir Sport och däitlech méi Efforten am Budget 2018 si wéi 2017. Och dat gehéiert zum gesellschaftlechen Zesummenhalt! Wa mer dat wëlle féieren, mussen mer och als Stat - et ass net nëmmen d'Responsabilitéit vum Stat, et gëtt nach aner Akteuren, déi och Responsabilitéit hunn - awer hëllefen, dass mer do genuch Gelder zur Verfügung stellen, fir grad iwwert deene dote Wee och de sozialen Zesummenhalt vun eisem Land wëllen ze stäerken.

Virun allem awer wëll ech och soen zu dësem Budget, an ech wëll och der Rapportrice, der Madamm Elvinger, Merci soe fir déi Presentatioun, déi se hei ginn huet, wou se e besonnesch e Mierkmal op d'Famill an d'Kanner a Jugend geluecht huet. Derniewent wëll ech awer och soen, dass dese Budget, duerfir dinn ech mech ëmmer esou schwéier mat där Kritik, där harscher Kritik, déi vusäite vun der Gewerkschaft vun de Statsbeamte kënn par rapport zur Regierungspolitik: Dese Budget ass e Budget vum engem staarke Stat!

Dese Budget ass e Budget vum engem Stat, deen net wëllt d'Déngschtleeschungen ofbauen, mä et ass e Budget, dee versicht, d'Déngschtleeschungen, déi öffentlech Déngschtleeschungen ze stäerken, auszubauen, emol d'Méiglechkeeten ze ginn, dass se kënnen an alle Beräicher och uerdentlech fonctionnéieren. Et ass also e Bekenntnis zu engem staarke Stat!

An duerfir dinn ech mech schwéier, wann ech dann déi Kritikke vun de Verrieder vun der Fonction publique héieren, wéi wann hei eng Anti-Fonction-publique-Politik géif gemaach ginn. Et ass alles aneres, dese Budget ass alles aneres wéi eng Anti-Fonction-publique-Politik. Et ass d'Stäerkung vun der Fonction publique duerch dee massive Rekrutement, deen hei virgesinn ass, duerch och deen Deel vum Accord salarial, deen nach eng Kéier emgesat gëtt och schonn iwwert deen heite Budget.

Dat alles ziilt drop hin, fir dass mer gutt, performant Déngschtleeschungen am öffentleche Beräich hunn, mat Leit, déi ënner gudden Aarbechtskonditionen och déi doten Déngschtleeschungen fir d'Bierger kënnen maachen. Dat wëlle mer errechen. An dese Budget mécht dat, ënner anerem, méiglech, dass dat ka geschéien.

Mir fannen dat och richtig; richtig, méi Leit an de Schoulen anzestellen, méi Leit am Beräich Sécherheet a Justiz, méi Leit och an de Finanzen. Dat war jo och een Deel vun deem Pak, Finanzpak, dee mer geschnüürt hunn am Zesummenhang och mat der Steuerreform, wou mer gesot hunn: Selbstverständlech gehéiert och dozou, dass mer eis Steierverwaltung moderniséieren, ausbauen, fir dass se à même sinn, déi Gesetzer och uerdentlech ze applizéieren. An dat gëtt hei méiglech gemaach, ënner anerem, duerch deen heite Budget.

Esou eng Opstockung vun dem öffentleche Secteur, am wäiteste Sënn, mag net jiddwerengem alichten, ass an eisen Aen awer normal, wann ee kuckt, wéi sech nëmmen an deene leschte fënnf, sechs Joer eis Bevëlkerung geännert huet. An deene leschte fënnf Joer si ronn 60.000 zousätzlech Awunner - netto! - hei op Lëtzebuerg komm. Dat sinn 2% am Schnëtt am Joer, plus! Eis aktiv Bevëlkerung huet souguer déi lescht Jore praktesch ëm 3% pro Joer zougehoen. Da bass de ongeféier bei deemselwechte Chiffer vu 60.000 Leit aktiv Bevëlkerung, déi hei bäikomm sinn.

Et ass also normal, dass, wa mer wëllen déiselwecht Qualitéit vun den Déngschtleeschungen

gen ubidden, souguer nach zousätzlecher derbäimachen, dass mer eis och deementspriechend also mussen organiséieren. Dat fanne mir als LSAP-Sektioun immens richtigeg, dass mer dat dote maachen.

(Interruption)

Pardon?

► **Une voix.** - Sektioun?

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - D'Sektioun vun engem grouse Ganzen.

(Hilarité et interruption)

D'wirtschafleche Eckdaten, dat hu vill Leit schonn ervirgehuewen, hu sech weider positiv entwéckelt, obwuel jo eng ganz Retsch vun externe Facteuren hätte kënnen spillen, déi dat Ganz negativ beaflosst hätten. Déi Hypotheesen, zumindest fir de Moment, hu sech net agestallt.

D'Opgi vum Bankgeheimnis, do sinn et jo Etüde ginn, wivill Dausend Aarbechtsplaze mer hei zu Lëtzebuerg géife verléieren, wann dat géif kommen. Do froen ech: Wat war den Interêt hannert där Etüd? Wat sollt domadder eigentlech erreicht ginn, wann een esou Etüde mécht an et stellt een herno fest, dass et guer net esou kënn, wéi an deenen Etüden da steet?

Nei Encadrement, wat d'Aktivitéiten am Bank- a Finanzsektor hei ugeet, d'Brexit-Verhandlungen, alles dat hätt kënnen negativ och hei zu Lëtzebuerg spillen. Dat huet et bis elo net gemaach. Am Géigendeel! Mir stelle fest, dass, ënner anerem, och iwwert déi méi Plazen, déi geschafte gi sinn an déi och ewell gemellt ginn, d'Aarbechtslosegkeet weider zréckgeet. 2017, wéi dat och schonn 2015 an 2016 de Fall war, an och 2018 wäert dat de Fall sinn, a mir wäerten net nëmme prozentual manner Aarbechtsloser hunn Enn 2018, mir wäerten och an absoluten Zuelen 2018 um Enn vum Joer manner Aarbechtsloser hunn, wéi mer dat haten, ewéi dës Regierung ugefaangen huet am Dezember 2013. Et ass also net nëmme eng prozentual Entwécklung opgrond vun enger aktiver Bevëlkerung, déi zouhëlt, mä an absoluten Zuele gesäit een dat do och.

A wat, mengen ech, wichteg ass, ass, dass een och gesäit, dass op där enger Säit de Fonds pour l'emploi weider staark Ausgaben huet, ech hu jo d'Zuel virdu genannt, mä déi Ausgaben elo net méi esou wuesse wéi virdu, virun allem awer well se kënnen zum Deel reorientéiert ginn, e bësse manner, well mer manner Aarbechtsloser hunn, an de Beräich vun der Aarbechtslosenentschiedegung reorientéiert ginn, a méi Gelder derfir fräi ginn, fir se an aktiv Beschäftigungsmoosnamen eranzehuelen. Ob dat eng Garantie pour la jeunesse ass, wou mer spezifesch also déi jonk Leit cibléieren, déi op den Aarbechtsmaart wëlle kommen, oder ob dat och besonnesch elo déi nei Projete sinn, fir eben déi Schwiéermittelbar, déi Laangzäitaarbechtsloser erëm eng Kéier an eng Aarbecht eranzeféieren, a wou an dësem Budget och Kreditter virgesi sinn, fir 400 Leit iwwert deen dote Wee kënnen ze placéieren.

Mir stellen och fest, dass déi Reform vun der ADEM, déi duerchgefouert ginn ass, hir Friichten dréit, dass deen Accord, dee mam Patronat ofgeschloss ginn ass, och seng Friichten dréit, dass also do duerch Reformen, déi gemaach si ginn, duerch nei Formen vun Zesummenaarbecht, déi gesicht gi sinn am Aarbechtsministère, et fäerdegbruecht ginn ass, och eng daitlech Verbesserung vun der Situatioun ze kréien an endlech erëm eng dauerhaft Trendwend ze kréie par rapport zu där permanenter Erhéijung vun der Aarbechtslosegkeet, déi mer iwwer laang Jore virdu kann hunn.

A mir sinn also zouversichtlech, dass mer et ëmmer méi fäerdegbréngen, d'Recht op eng sënnavoll, eng dezent an uerdentlech bezuelten Aarbecht och konkret kënnen an d'Praxis ëmzesetzen.

Dozou gehéiert selbsterständlech och eng Wirtschaft, déi dynamesch a kompetitiv ass. Och do brauche mer de Verglach mat anere Länner net ze scheinen. Ech kucke mer all déi Statistiken un, déi regelméisseg vun eisem Observatoire de la compétitivité gesammelt ginn. Ech kucken dee leschten Indicateur, wou och de Bien-être mat berücksichtegt ginn ass, wat e synthetischen Indicateur vu 67 verschidden Ennerindicateuren ass a wou mer bei deenen 28 EU-Staten op der véierter Plaz leien, no Dänemark, Schweden an Irland.

An och all Ratingagence soen zënter Joren näscht anescht. Si ginn eis den Triple-A a si soen, dass do och d'Perspektive stabil si fir déi nächst Zäit. Alles dat weist, dass mer also staark

do sinn, esou staark do sinn, dass een, wéi gesot, ënnert deem Androck vun deenen Bäibe-hale vun enger néideger Wettbewerbsfäegkeet och aner Diskussiounen, och Sozialdiskussiounen hei zu Lëtzebuerg kann an däréif féieren.

Dat beweist och, dass mer d'Finanz- an d'Schuldekris hei zu Lëtzebuerg gutt gemeeschtert hunn. Et ass näscht zerschloe ginn hei am Land. Dee Meritt huet souwuel déi viregt Regierung wéi och dës Regierung.

An et huet, mengen ech, och bewisen, ech däréif dat hei soen, dass déi Iddi vum Zukunftspak richtig war. Den Zukunftspak war richtig, fir regelméisseg, an dat gëtt och a ganz ville Gemengen esou gemaach, ze kucken, ob déi kurant Depensen, déi s de hues, gerechtfertegt sinn, dass se dat bréngen, firwat dass se eigentlech sollte getäget ginn, a wat eventuell do vun Adaptatiounen muss gemaach ginn.

Dat schéngt mir e ganz normalen Exercice ze sinn. Deen ass gemaach gi vun dëser Regierung. Déi viregt Regierung huet do nëmme usazweis eigentlech probéiert, eppes ze bewegen. Si huet dat awer ni am Ganzen duerchgezunn. An et bleift fir mech awer eng richtig Decisioun, fir dat ze maachen.

Déi Mesure do, och wa se net ganz ëmgesat ginn ass, huet ëmmerhin awer, wann ech dat rechnen, ech kucken elo net d'Erhéijung vun der TVA mat derbäi, iwwert déi Period '15 bis '18 iwwer 900 Milliounen Euro bruecht. Spuermoosnamen! Iwwer 900 Milliounen Euro! Net pro Joer, awer op déi Period gerechent. An dat ass vill! Ech wënschen all deene bonne Chance, déi esou Zomme wëllen an nächster Zäit siche goen an de kuranten Ausgabe beim Stat! Dat ass net evident.

Sécherlech, dat huet sech erweisen, déi eng oder aner Moosnam war vläicht net bis un d'Enn konsequent duerchducht. Se war méi schwierig ëmzesetzen, wéi gemengt gi war. Se war net genuch preparéiert. Alles dat huet sécherlech matgespillt, firwat eng Rei vu Saachen net esou ëmgesat si ginn, mä et bleift awer richtig, dass d'Regierung dat dote gemaach huet. An all Regierung soll vun Zäit zu Zäit sécherlech esou en Exercice maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass et richtig war, en Zukunftsfong anzerichten. Dat ass näamlech eng Fuerderung, déi d'LSAP schonn och ënnert der viregter Regierung emol geäussert huet. Bal ware mer eng Kéier drun, mat der CSV esou eppes ze realiséieren, an op eemol ass et erëm eng Kéier fale gelooss ginn. Dat hat awer näscht domadder ze dinn, dass mer deemools am Defizit gewiescht wäeren. Dat waren aner Ursachen.

Wat ass deen Zukunftsfong? Et ass jo eigentlech eng Reserv, déi net direkt affektéiert ass; wéi mer haut och Reserven an eisen Investitiounsfongen hunn. Do seet jo keen: „Mir däréif déi net méi speisen, well mer net am absoluten Equiliber am Budget sinn.“ Do seet jo keen: „Déi Fongen däréif net weider iwwert d'Dotatiounen vum Stat gespeist ginn.“ Firwat soll dann net deen Zukunftsfong kënnen iwwer Dotatiounen vum Stat gespeist ginn? Et ass genau datselwecht.

An duerfir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer eng Reserv hunn, déi eben net spezifesch affektéiert ass op eenzel Projeten, déi mer zur Maturitéit komme loosse iwwer laang Joren, an déi dann och zur Verfügung steet, wa se eng Kéier gebraucht gëtt. Alles dat, mengen ech, ass eng Decisioun gewiescht, déi net eis Zukunft hypothekéiert, mä déi eis Zukunft weider preparéiert.

Här President, ech hu gesot, ech deelen duerchaus déi eng oder déi aner Kritik, déi geäussert ginn ass, wat dës Budget ugeet, a senger AUSAARBECHTUNG, wou net onbedéngt elo d'Regierung fir alles Responsabilitéit dréit. Dat war den Timing mat deene Korrekturen, déi relativ kuerzfristeg duerchgefouert gi sinn iwwert de Stater, fir d'Joren 2017 an 2018. An dann d'Kritik - déi deelen ech dann erëm eng Kéier net -, wéi gesot ginn ass: „Oh, d'Regierung hätt do misse reagéieren. Et ka jo net sinn, dass se e Budget opstellt op gewësse Prognosen, an dann änneren déi, an da bleift de Budget d'selwecht!“

Ech wëll soen: Dat doten hate mer nach ëmmer. An d'Reaktioun vum CSV-Finanzminister war ëmmer: „Ech änneren näscht un deem Budget.“ Gutt. Dat mag awer och falsch sinn, well et d'CSV-Ministere soen net ëmmer onbedéngt déi gottgebe Wourecht.

Mä hei muss ee jo och gesinn: Firwat sinn déi Rektifikatiounen gemaach ginn? Duerfir muss een awer hei genau verstoen... An ech froe mech, ob all déi Organer, déi dat hei aviséiert hunn, dat och richtig verstanen hunn. Déi si jo nëmme gemaach ginn, well eigentlech d'Chiffere vu virdu - vun 2015 an 2016 - no ënne korrigéiert gi sinn. A bal mechanesch huet dat och bedéngt, dass och '17 an '18 korrigéiert gi sinn.

Mä déi Einnahme vu '15 a '16, déi si jo schonn do! Du kanns also duerchaus vun deenen Einnahmen vu '15 a '16 ausgoen, fir deng Berechnungen ze maachen, wat dat fir '17 an '18 ausmécht. Fir '17 kenne mer schonn zéng Méint, nom Minister eefel Méint Einnahmen. Do gesäit een, dass mer éischer méi Einnahmen hu wéi manner Einnahmen. Also brauch een do och keng Korrektur méi ze maachen, well elo de Wirtschaftswuesstum vläicht 2017 manner war wéi ee Moment ugeholl ginn ass. An datselwecht gëllt fir 2018.

Dat heescht, mir hunn also konkret Donnéeën. Dat sinn déi Einnahmen, déi enregistriert gi si bei de Steierverwaltungen. An opgrond vun deene konkreten Zuele kann s de jo schaffen, fir dann deng Berechnung ze maache fir d'Zukunft. Du brauchst also net alles, menger Usiicht no, ze rektifizéieren, well s de jo déi reell Donnéeën hues fir déi dote Joren, wou sech herno après coup d'Wuesstumsraten no ënne beweegt hunn.

Mä d'Einnahme sinn do! Da sinn déi Einnahmen ebe komm bei weinengem Wuesstum. Kee Grond, fir se da fir déi nächst Joren erofzesetzen. Also, ech mengen, dass do d'Iwwerleungen net onbedéngt ëmmer richtig ware vun all deenen, déi dat gekuckt hunn.

Kloer, mir widderhuelen dat nach eng Kéier, dat ass eng Positioun, déi mer scho laang hunn: De Pluriannuel solle mer trenne vun de järelechen normale Budgete vum Stat. Mir sollen dat zesumme maachen am Abrëll/Mee, wa mer u sech de Pacte de stabilité et de croissance op Bréssel maachen. Dann hu mer do déiselwecht Donnéeën. Dat ass jo och eng mëttelfristeg Planung, déi do gemaach gëtt.

Mir sollen et och net méi Artikel fir Artikel maachen, mä mat grousem Bléck operéieren, äänlech wéi dat beim Pacte de stabilité et de croissance do ass. Dat vereinfacht eis d'Diskussioun, mengen ech. An dat féiert och derzou, dass mer eis do vläicht méi op dat Mëttelfristeg konzentriéieren, wéi dass mer eis dann, wéi dat haut noutgedrongen de Fall ass, op d'Joer 2018 konzentriéiere mat dësem Budget.

Investissementer, jo! Woubäi - dat hunn ech elo gemierkt bei Froen, déi d'Press gestallt huet no der Interventioun vum Här Wiseler - e falschen Androck wessentlech oder onwessentlech provozéiert ginn ass vum CSV-Spriecher, wéi wann elo d'Investissementer do erfogsat gi wäere fir déi Period no 2018. Si wuessen net méi esou staark, wéi se emol an der Moyenne gewuesst sinn, mä an absoluten Zuele gi se net erof.

An do kann ee sech d'Fro stellen, eng nächst Regierung ka sech dat jo dann duerch de Kapp goe loosse, ob een do net, wann ee méi wäit kuckt an et kuckt ee besonnesch, wat elo an dräi, véier Joer ass, dass een do vläicht eng Enveloppe virgesäit, ouni se ze affektéieren op eenzel Projeten; dass ee seet: Luschtert emol, mir ginn am Fong dervun aus, dass mer do nach eng Kéier 50, 100 Milliounen dropsetzen, well mer der Meenung sinn, dass dat duerch nei Projete kann opgefëllt ginn, déi mer sécherlech och an Zukunft brauchen. Dann hätt een do méi Flexibilitéit an deem Ganzen an et hätt een deem Rechnung gedroen, dass do muss eppes geschéien.

Mä och dat ännert jo fundamental näscht. Och wann do 50 Milliounen oder 100 Milliounen bäigesat gi pro Joer, ännert dat näscht un dem fundamentalen Equiliber am Statsbudget. Et ass also éischer eng Detaildiskussioun, déi mer hei féieren, wéi dass sech eppes fundamental géif änneren un der Finanzsituatioun vum Stat.

Richtig ass et, déi Kritik, déi geäussert ginn ass, dës Kéier zwar net, mä an der Vergaangenheet, fir ze soen: Mir mussen eis Aarbechtshypothesen, op deene mer schaffen, fir ze kucken, wéi d'Land sech soll an Zukunft entwéckelen, harmoniséieren. Et kann net sinn, dass mer an der Landesplanung déi eng Hypothees huelen, an der Finanzplanung eng aner Hypothees huelen an an enger drëtter sektorieller Planung dann erëm mat aneren Hypotheese schaffen.

Dat sollen dann harmoniséiert Hypotheese sinn. Dat kënn jo och Forschette sinn. Dat kënnen e puer Hypotheese sinn, op deenen ee schafft, mä net all Kéiers wiesselen, jee no deem Themenberäich, wou ee grad amgaangen ass, eng perspektivesch Planung duerchzuführen.

Wou et nach hapert, dat hu mer erëm confirméiert kritt, dat ass awer den Informations- an Datenaustausch téschent deenen eenzelnen Akteuren: ob dat elo d'Zentralbank ass, ob dat de Conseil national des finances publiques ugeet. Do sinn nach ëmmer - ech weess et net - Berührungspunkten do téschent eenzelne Statsverwaltungen mat deenen Instanzen, oder ëmgekéiert. Op jidde Fall, do schéngt nach net esou de Floss vun den Informatiounen ze sinn, wéi et vläicht wünschenswäert wär.

Mä do ass schonn, mengen ech, e wichtige Schrëtt, dass jo och elo viru Kuerzem deen neie

Comité de prévision - säi genauen Titel entfält mer elo - offiziell da geschafte ginn ass, deen et eigentlech misst vereinfachen, dass deen Datenaustausch an déi Diskussioun do iwwert d'Gronddaten, op deene geschaff gëtt, och verbessert gëtt.

Wichtig bleift fir eis - an dat ass e Bemoll, mä dee Bemoll hu mer och scho missen um Enn vun der viregter Period soen -, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, awer déi nei Budgetsphilosophie, dass een eigentlech mat Objektivier fier, hei ëmzesetzen an eis Texter.

Mir sinn eis bewusst, dass dat vill Aarbecht ass, dass dat eng grouss Ëmstellung ass, dass dat also riskéiert, ëmmer bei den dagespolitesche Prioritéiten, déi bestinn, no hannen ze geroden. Mä et wär awer wichtig, dass mer systematesch eng Evaluéierung géifen duerchféieren vun eenzelnen Depensen, vun eenzelne Politicken, déi mer maachen, an dass mer doropshi versichen, och politesch Decisiounen dann ze huelen.

Wann do Problemer sinn, dat vu Regierungssäit ze maachen, froen ech mech, ob d'Chamber sech net soll als Parlament dann déi Méiglechkeete ginn, dee Manpower ginn, déi Expertise ginn, fir dann ënner hirer Responsabilitéit an Deelberäicher zumindest déi Bewäertung vun de Politicke virzehuelen, fir dass mer och wëssen, dass mer richtigegleie mat deem, wat mer decidéiert hunn, a wat fir eng Adaptatiounen muss gemaach ginn.

E leschte Wonsch, deen ech hunn, dat ass, dass mer eis als Chamber selwer nach méi aktiv an d'Budgetpolitik abréngen. Wann ech dat esou vergläichen, ech si jo scho laang derbäi: Ech géif éischer soen, dass vu Joer zu Joer d'Chamber sech manner abréngt als Institutioun, quitte dass mer duerch déi europäesch Semestergeschichten awer, jo, eng Informatioun kréien. Mä aktiven Afloss op den Inhalt vum Budget hält dës Chamber weineng.

Et ass eng kollektiv Responsabilitéit, wou ech mech ganz gär mat abezéien. Dat bleift awer eppes, wat mech net zefriddestellt; loosse mer et ganz éierlech soen. Dat ass e Schwaachpunkt vun dësem Parlament. Et huet sécherlech och deen een oder anere staarke Punkt, mä dat ass sécherlech hei e Schwaachpunkt. An do muss mer als Parlament probéieren - et ass net esou e Virwurf, deen ech hei kann un d'Regierung riichten; dee muss mer un eis selwer riichten -, eis méi staark anzebréngen, och inhaltlech, wat d'Ausrichtung vum Budget ugeet.

Ech wollt - ech hu vill ze laang geschwat - awer nach e Wuert soen iwwert d'lerfschaft, well ech och do Kommentarer gelies hunn: „Oh, wat fir eng lerschaft iwwerléisst dann dës Koalitioun, dës Regierung där nächster, wéi eng dat och ëmmer ass?“ Do hunn ech hei awer och e puer Punkten zesummegebroen, déi weisen, dass, mengen ech, déi lerschaft esou schlecht net ass. Op jidde Fall: Ech géif se gären untrieden.

Gesamtwirtschaftlech an och, wat deen Einzelnen ugeet, sinn all Indicateuren am positive Beräich. Dat ass e groussen Ennerscheid zu deem, wat viru véier, fënnef Joer de Fall war. An effektiv, do gëtt et jo déi Enquêtes, de Minister huet se kuerz ugeschnidden, vun der Banque centrale respektiv vum Stater, déi regelméisseg kucken, wéi d'Veutrauen do ass: d'Veutraue vum Konsument, d'Veutrauen awer och vun de Patronen an deenen eenzelne Wirtschaftsberäicher. Ech hunn einfach e puer Punkten hei zesummegechriwwen.

De Konsument, mir alleguerten: 2013 louch do de Vertrauensindicateur am Minus, bei minus 10. 2017 läit e bei plus 15. Daitlech besser wéi virun der Kris.

Mat Ausnam vun der Industrie, wou e bei null läit, ass en am Commerce, am Beräich vun de Finanzdëngschtleeschungen, am Beräich vun der Konstruktione, am Beräich vun aneren Dëngschtleeschungen iwwerall am positive Beräich. Et ass also e grousst Vertrauen do.

Et ass keng negativ Stëmmung an dësem Land, och wann eenzel Leit déi negativ Stëmmung wëlle konstruieren. Et ass eng positiv Stëmmung. Et ass eng Vertrauensstëmmung an dësem Land do. Bestärkt och duerch Sondagen, déi viru Kuerzem jo vun ILReS am Optrag vum „Lëtzeburger Wort“ an RTL duerchgefouert gi sinn, wou d'Leit gefrot si ginn am Dezember 2013 (veuille lire: 2017), oder d'Fro war éischer schonn am November gestallt ginn: „Wéi schätzt Dir Är eege Situatioun an?“ Do hu 87% gesot, si géife se ganz positiv oder éischer positiv aschätzen. Am Dezember 2013 waren et nach 76%, déi där Meenung waren. Also e Krack manner.

A méi daitlech ass d'Situatioun nach, wann d'Leit gefrot si ginn am November dëst Joer, wéi se d'Situatioun vum Land géifen aschätzen, notament d'Wirtschaftssituatioun vum Land géifen aschätzen. Do waren et am Dezember '13 just 52%, déi se positiv ageschat hunn. Elo



sinn et 88%. Praktesch also néng Lëtzeburger vun zéng, déi soen: „Et geet dem Land gutt.“

Eis Inflation läit am Schnëtt bei 1,5%. D'Aarbechtslosigkeit, wéi gesot, tendenziell bei 5,7%. Den Emploi steigt ëm 3% pro Joer. An et gesäit een och, dass mer u sech gutt dostinn.

Hei ass keen esou en décke Problem ze léisen, wéi dës Regierung, dës Koalitioun ze léisen hat mam Ewechfale vun den TVA-Einnahmen op dem E-Commerce. Sécherlech hu mer dovunner profitéiert! Iwwregens huet net den Här Frieden dat geschaaft, mä d'Chamber huet dat geschaaft, well e Gesetz huet misse gemaach ginn. Mä wann d'Deputéierte selwer net méi vun der Chamber schwätzen, wie soll dann nach vun der Chamber schwätzen?

Mä d'Stock-Options, dat ass den Här Frieden. Do hutt Der vollkommene recht, well do huet d'Chamber u sech net mat ofgestëmmt. Dat ass iwwer eng Circulaire gemaach ginn; emol net vum Här Frieden, mä iwwer den Direkter vun der Steuerverwaltung.

Et bleift awer, dass mer... An dat war natierlech net eng Milliard pro Joer - dat huet och kee gesot -, mä et mécht elo praktesch eng Milliard aus, well mer ee Moment jo nach eng Kéier eng Einnam haten. Dat war iwwer eng Milliard an deem dote Beräich. An elo sinn d'Projektiounen, dass mer bei manner wéi 100 Millioune leien dat nächst Joer. Do ass een also bei deem, wat Joer fir Joer... Et ass jo net nëmmen ee Joer ewechgefall. Joer fir Joer ass dat progressiv ëmmer méi ginn, wat ewechgefall ass.

An dee Problem war net geléist vun der viregter Regierung. Vlächet ass se och net derzou komm, de Problem ze léisen, well si hat jo keng ganz Mandatsperiod. E war awer erkannt. Dat ass ganz kloer, well och schon an der leschter Aktualisatioun vum Programme de stabilité et de croissance, deen déi Regierung am Abrëll 2013 op Bréssel geschéckt huet, war eng Erhéijung vun der TVA virgesinn, déi herno zwar vun der CSV net mat ofgestëmmt ginn ass an déi sollt méi brénge wéi dat, wat d'TVA-Reform vun dëser Regierung bruecht huet. Well deemools stoung dran, dass se soll 450 Millioune Euro bréngen. A wann ech d'Zuele kucken, déi de Finanzminister elo hei gewisen huet, da gesäit een, dass u sech déi TVA-Erhéijung do manner zu Buch geschloen huet, wéi dat emol eng Kéier eng viregt Regierung projezéiert hat.

Dat heescht, esou eng Ierfschaft ass net do. Esou eng Noss ze knacken am éischte Joer huet

déi nächst Regierung net, wéi dës Regierung ze knacken hat.

Zweetens: Ech kucken elo net nëmmen op de Stat, ech kucken och op d'Sozialsystemer. Mir hunn an eisem Pensiounsfong esou vill Milliarde stoen, dass et géif duergoen, fir elo 4,5-mol Joresdependensé bei de Pensiounen ausbezuelen. An Der gesitt och, wann Der d'Zuele kuckt, dass praktesch iwwer eng Milliard pro Joer nach an déi Reserv do bäikommt ass, ouni ze kucken, wat eventuell dann déi Zënsen an Dividenden nach zousätzlech eragespullt hunn. Dat ass jo awer emol eppes. Dat ass och méi wéi viru fénnef Joer.

D'Gesondheetskeess, déi war eigentlech..., esou just ass déi opgaangen. Déi schreift erëm eng Kéier erstmalig schwaarz Zuelen, wat et och méiglech gemaach huet, fir u sech en Ausbau vun de Prestatiounen ze maachen, besonnesch am Aen- an am Zännberäich. Och dat ass besser wéi viru véier Joer.

Ech hu mer och d'Avoire vun de Spezialfongen ugekuckt. Ass do ausgeraibert ginn oder net? Ass do iergendeng Politik vu verbranntem Buedem probéiert ginn hei vun diabolischen Espritent duerchzesetzen? 2013 hate mer 1,6 Milliarden dran. 2018 sinn et 1,5 Milliarden. An dobäi ass awer den Zukunftsfong net mat dran. Wann ech dee mat bäirechnen, si mer dann och bei iwwer 1,7 Milliarden. Soudass mer, kann ee soen, plus ou moins um selwechten Niveau sinn, wéi dat de Fall war, wéi dës Regierung ugetratt ass.

Soudass ech mengen, dass mer also hei an enger Situatioun sinn, déi gutt ass. Et ass eng Ierfschaft, déi een net zu Bénédicte d'inventaire muss untrieden, mä bei där ee kann direkt soen: „Jo, ech iwwerhuelen dat doten.“

An och, ech hunn et scho gesot, déi Steierreform, déi gemaach ginn ass, wat fir mech nach ëmmer mat dee gréissten Exploit vun dëser Koalitioun ass, déi gétt jo och guer net esou negativ gesinn, och vu baussen. Ech erlabe mer do den Avis vun der EU-Kommissioun ze zitieren, also vu Leit, déi dem Här Juncker ënnerstallt sinn, dee jo net derfir bekannt ass, dass en e besonnesch „zäertlech“ Verhältnis zu dëser Regierung hätt, fir emol säi Vokabulär ze gebrauchen, dee Folgendes seet. E seet, dass dës Budgetsprojéit konform ass zum Stabilitéitspakt, mä dann awer och seet: „In light of its fiscal position, the recent decision by the national authorities to use the available fiscal space to implement a tax reform appears appropriate.“

Dat heescht, do steet net dran: „Nee, si hättent dat net dierfe maachen.“ Nee, dat do ass approprié a senger Envergnere, a senger Zilrichtung. Ech mengen, dat ass e ganz gudden Avis zu deem Ganzen.

D'Ierfschaft vun dëser Koalitioun, an ech kommen zum Schluss, beschränkt sech natierlech net nëmmen op d'Finanzsituatioun vum Land. Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass dëst Land a ville Beräicher an deene leschte Jore moderniséiert ginn ass, dass mer et och gutt fäerdegbruecht hunn, ëmmerhin an deene puer Joer, 50.000 zousätzlech Leit hei an dësem Land opzehuelen; dorënner och eng ganz Partie vu Flüchtlingen.

Dat ass net evident. Dat hu mer fäerdegbruecht. Et ass och keng Selbstverständlechkeet. Dat ass a kengem Land eng Selbstverständlechkeet. Dozou gehéiert och politesche Wëllen, fir déi Virussetzung ze schafen, dass dat dote méiglech ass.

Eist Land kënt all sengen internationale Verflechtungen no am Beräich vun der Solidaritéit, am Beräich vun der Sécherheet, am Beräich och vum Klimaschutz. D'Land huet säi sozialen Zesummenhalt erhalen an der Kris an no der Kris.

An et ass e Land virun allem, wat amgaangen ass, sech fit ze maache fir nei Erausforderungen. Nei Erausforderunge ronderëm d'Digitalisierung, d'Robotisierung. Nei Erausforderungen, fir och der Wirtschaft nei Perspektiven opzemaachen, mat dem Space Mining ënner anerem, mat der Debatt ronderëm d'Landesplanung, ronderëm de Rifkin-Prozess, ronderëm de qualitative Wuesstumsmodell. Alles dat si wichteg Diskussiounen, déi mer esou hei zu Lëtzebuerg ni gefouert hunn an der Vergaangenheet. Ënnert dëser Koalitioun, ënnert dëser Regierung hu mer dat gemaach.

Et ass e Land awer och, dat net fir alles eng 100%eg Léisung parat huet. Mir dokteren nach ëmmer u gudde Konzepter am Beräich vun dem Wunnengsbau a vun der Mobilitéit, och wann et do Usätz gétt, déi et awer nach géllt ëmzesetzen an deenen nächste Joren. A mir kränkele sécherlech un engem gewëssene Retard, dee mer a ville Beräicher geholl hunn an deene leschte Joren, wou mer iwwerrannt si gi vun enger Entwécklung, vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg, déi mer eis vlächet esou net viregestallt haten, a wou mer elo mat de Konsequenze mussen eens ginn.

Jo, d'Statsfinanzen an eisem Land si gesond. D'Ausgaben zu Lëtzebuerg sinn ënner Kontroll.

An dës Koalitioun, dës Regierung huet Verantwortung iwwerholl. Si huet Verantwortung iwwerholl. Eng Verantwortung, wou ech mech froen, ob aner Leit bereet sinn, se ze huelen,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...wa se eis hei nëmme schwätze vu Méiausgaben, déi misste gemaach ginn, awer och net nëmmen am Usaz soen, wéi se géifen déi Méiausgabe finanzieren, well se scho mengen, mir géifen eigentlech jo fir déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn, ze vill Ausgabe maachen. Déi Äntwert si se eis bis haut schëlleg bliwwen. An ech fäerten, mir wäerte se och haut net kréien.

Merci.

► **Pluieurs voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- D'LSAP-Fraktioun wäert selbstverständlech dës Budget stëmmen.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Merci fir d'Ausféierungen.

3. Ordre du jour

Sou! Mir sinn um Enn vun enger laanger Debatte de Moien, déi awer an enger gudder Stonn erëm weiderfiert. Dofir, um zwou Auer ginn d'Debatten ëm de Budget 2018 weider.

(**Interruption par M. Pierre Gramegna**)

Jo, Här Finanzminister, wann ech gelift.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, kéint ech lech froen, ob et net méiglech wär, eng Véirelstonn méi ze kréien, well mer elo schon eng Auer sinn. An ech weess net, ob dat méiglech ass, dass mer eréischt um Véirel op zwou vlächet kéinten zesummekommen?

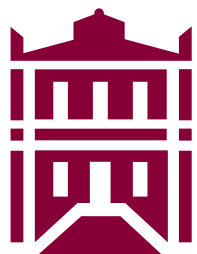
► **Une voix.**- Kee Problem.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo? Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Ech gesinn, dass eng iwwerwältigend Majoritéit dann do ass. Da géife mer proposieren, eng Véirelstonn méi spéit unzefänken. Um 14.15 Auer, wann ech gelift, ginn d'Debatten da weider.

Domat ass d'Setzung vun de Moien opgehewen.

(**Fin de la séance publique à 12.58 heures**)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériaire;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Discussion générale (suite):* Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. Aly Kaes, Mme Josée Lorsché et M. Roy Reding), M. David Wagner (interventions de M. Claude Haagen et M. Alex Bodry) (dépot de deux motions), M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry), M. Gilles Baum, M. Franz Fayot (interventions de M. Gilles Roth et M. Alex Bodry), M. Henri Kox (intervention de M. Marco Schank), M. Marc Spautz (interventions de M. Alex Bodry, M. Claude Haagen et Mme Viviane Loschetter), M. Claude Lamberty (interventions de M. Marc Spautz, M. Gilles Roth et M. André Bauler)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(**Début de la séance publique à 14.18 heures**)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sétzung op a ginn dann direkt der nächster Riednerin, der Fraktionschefin vun deene Gréngen, dem Viviane Loschetter, d'Wuert. Madamm Loschetter, et ass un lech.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:**1° le Code de la sécurité sociale;****2° le Code du travail;****3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;****4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;****5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;****6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;****7° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;****8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;****9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;****10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des finances;****11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;****12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;****13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;****14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;****15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;****16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;****17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;****18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;****19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;****20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;****21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;****22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)**

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)**Discussion générale (suite)****► Une voix.** - Très bien.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Si soe schonn „très bien“. Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Joer mam Bléck vum Budget pluriannuel an dës Budgetdiskussioun eranzeklammen an eigentlech e ganz bëssen dat ze maachen, wat mer eis eigentlech alleguer wënschen, datt mer et kéinten am Fréijoer maachen.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Zanter 2014 hunn d'Coordination an d'Gouvernance vun de Finances publiques, huet de pluriannuelle Budget eng integral Plaz am législative Kader vun eiser Finanzpolitik. D'Zil vum Budget pluriannuel, oder méi präzis vun de Gesetzer iwwert d'pluriannuel Programmation, déi mir säitdeem hei an der Chamber debattieren an och votieren, ass et, fir éischtens mëttelfristeg Budgetziler fir eis Administration publique festzeleeën, an zweetens, fir d'Statsschold ënnert dem Seuil, an dësem Fall fir Lëtzebuerg, vun 30% vum BIP ze halen.

An der englescher Iwwersetzung schwätze mer vun „multi-year“, awer heiansdo och vun „forward looking budget“. A perséinlech fannen ech, datt dësen zweete Begrëff, also den „forward looking budget“, d'Iddi hannernt der pluriannueller Programmation immens gutt ëmschreift: „forward“ am Sënn vun „no vir kucken an d'Zukunft“. Mir plange fir muer a mir plangen och fir iwwermuer.

Dëst erméiglecht eis et, eis Erausforderungen ze stellen an och eventuell Problemer ze anticipieren, ier se iwwerhaupt entstinn. Et erméiglecht eis, Weeër ze fannen, fir dës Problemer entgéintzewierken oder am beschte Fall souguer verschidde Problemer komplett ze evitéieren. Dat ass notament dat, wat mer 2013 mam E-Commerce a mam Zukunftspak gemaacht hunn.

E klunge Rappel, vu wou mer hierkommen, an dat unhand vun de Chiffere vum Comité de prévision: Déi lescht véier Joer hu mer et fäerdegbruecht, hei an dësem Land d'Tendenz vun eiser Schold par rapport zum PIB signifikativ ëmzedreien. A politiqe inchange wiere mer haut op der Grenz, wann net iwwert der Grenz vun deenen 30% Schold, déi mir, dat heescht déi d'Regierung, déi d'Majoritéit sech als absolut Limitt gesat hunn. Eng national Limitt, déi natierlech nach wäit ewech ass vun deene 60%, déi d'EU-Regelungen eis imposéieren.

(Interruption)

An dat, andeems mer schonns emol bei engem Defizit vun enger Milliard ugefaangen hunn, déi Milliard, déi mer kompenséiert hunn an enger Rekordzäit, dat heescht ab Januar 2014. Mir hunn eis beweegt säit Januar 2014 an deem präzise Kader, deen eis virgeschriwwen gëtt vun den EU-Normen. An ech soen dat och explizit, well mer eng gréisser Diskussioun hate wéinst der Bewegung vun dem plus 0,5 eriwuer op de minus 0,5 vum Objectif à moyen terme.

Haut gi mer eis oder muss mer eis mëttelfristeg Ziler ginn - wat iwwerengs och de Pilotage à vu eigentlech ferm aschränkt -, op déi mer da konsequent hischaffen, ugefaange bei der Finanzlag vun eise Land, och am europäesche Kontext, vu wou mer hierkommen a wéi mer eis virstelle kënnen, eis ze entwéckelen. Déi aktuell Situatioun an déi aktuell Previsiounen, esou wéi se schon am Fréijoer am Pacte de stabilité et de croissance guttgeescht gi sinn, erlaben eis eng Investitionsorientéierung fir déi nächst Joren, op alle Fall bis 2021.

An dës Investitionsorientéierung vun der Finanzlag zu Lëtzebuerg ass d'Resultat vun enger vursichtiger Finanzpolitik vun deene leschte véier Joer, enger vursichtiger Finanzpolitik, déi viru véier Joer d'Geforen erkannt hat vun engem Weiderféiere wéi bis elo, sprich d'Gefore vun der „option à politique inchange“ aus dem Joer 2013. An eis Handlungsfäegkeet haut wier minimal, wa mer näischt doru geännert hätten.

Éierlecherweis muss ech bäifügen, datt d'Konjunktur eis awer och e bësse gehollef huet, an eis Moosnamen hu sécherlech och hiren Deel dozou bäigedroen, fir dës Konjunktur ze stäipen. Déi Moosnamen, déi ergreif gi sinn an déi munchereen esouguer als Austeritéitspolitik betitelt hat, ware finanzpolitisch wichteg an noutwendeg an hunn eis déi Handlungsfäegkeet erméigelt, déi mer brauchen, fir haut wichteg Jalonen ze setze fir muer.

An dësem Sënn erlaben ech mer, e puer Sätz aus dem grénge Budgetsrapport vu virun zwee Joer ze zitieren. A senger Introductioun schreift de Rapporteur ënnert dem Titel «Mieux

vaut prévenir que guérir» näamlech Folgendes: «Le Rapporteur est convaincu qu'une politique budgétaire basée sur la mise en avant du développement durable est plus efficace qu'une politique qui cherche à remédier aux abus, car la durabilité implique de s'attaquer non pas aux symptômes, mais aux causes des problèmes. Cet argument s'applique autant aux questions économiques et sociales qu'à la protection de l'environnement et de la santé.»

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Nohalteg da gläich am duebele Sënn - an hei och nach eemol e klunge Rappel -, éischtens am Sënn vun der budgetärer Planung: Énnert dëser Majoritéit gouf, wéi schonns gesot, de relative Prozentsaz vun der Statsschold par rapport zum PIB trotz der Erhéijung vun den Investissementen stabiliséiert. Mat der steigender Tendenz vun der Statsschold gouf gebrach an esou wäert d'Statsschold 2018, de Minister huet et de Moie rappéléiert, hei am Land bei 22,7% leien.

Dat ass net nëmmen däitlech ënnert dem Duerchschnitt vun der Eurozon, dee bei 87% läit. Ech erënneren lech drun, dat ass och däitlech ënnert zum Beispill dem Prozentsaz an Däitschland, dee bei 61% läit, a Frankräich, dee bei bal 97% läit, oder an der Belsch, dee bei 102,5% läit. Mir stinn also am Verglach exzellent do, emol net guer net esou schlecht, mä exzellent. Voilà.

Mir stinn awer och däitlech ënnert deenen 30%, mir stinn awer och däitlech, dat wëll ech awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, ënnert deenen 30%, déi dës Regierung sech ufanks vun der Legislaturperiode als Héchstgrenz festgeluecht hat.

Zweetens ass eise Budget nohalteg am Sënn vun den Investitiounen. Et ass onverkennbar, datt Blo-Rout-Gréng massiv an d'nohalteg Entwécklung vun eise Land investéiert huet an dat och fir d'nächst Joer virgesinn huet.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Ech wëll awer och ënnersträichen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ënnersträichen, datt ech den Term „nohalteg Entwécklung“ net wéi verschidde Kolleegen oder Kolleeginnen hei am Haus just als Schlagwuert benotzen. Wa mir Gréng vun der nohalteger Entwécklung schwätzen, da menge mir domadder net alles, an heiansdo och nach säi Contraire derbäi. Ganz am Géigendeel: Wa mir vun der nohalteger Entwécklung vu Lëtzebuerg schwätzen, da bezieie mir ons ëmmer op déi dräi Piliere vun der nohalteger Entwécklung, wéi se notament am Brundtland-Bericht aus dem Joer 1987 definéiert goufen: éischte Piler Ekologie, zweete Piler Economie an drëtter Piler: dat Sozialt.

(Interruptions)

Dës dräi Theme kënnen haut definitiv net méi lassgeléist gesinn a geplangt ginn, wéi dat nach viru Kuerzem de Fall war. Le tout op den ekonomeschen Aspekt setzen, sech freeën, eleng well mer eng staark Croissance hunn a well onse PIB praktesch keng Konkurrenten an der ganzer EU féint, dës Kritären eleng wäerten net méi duergoen, fir Lëtzebuerg vu muer an iwwermuer ze gestalten.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Dat theoretesch Konzept vun der nohalteger Entwécklung ass säit dem Brundtland-Bericht aus dem Joer 1987 net stoe bliwwen. Den Här Oberweis kennt dee Bericht. Voilà!

Et sinn zantherier jo och schon iwwer 30 Joer vergaangen an esou schwätzt d'UNO hautzudaags och ëmmer méi oft vun engem zousätzleche véierte Piler, deen nieft deenen dräi traditionelle Piliere vun der nohalteger Entwécklung ëmmer méi wichteg gëtt. Et ass dëst e méi politesche Piler, näamlech dee vun den Institutiounen a vun der Participatioun.

En zentraalt Element vun dësem Piler sinn déi participativ Entscheidungsprozesser an d'Strukturen, déi zur Ëmsetzung vun der nohalteger Entwécklung bäidroen. Och hei geet a goung d'Aarbecht vun dëser Majoritéit an och vun ons hei an der Chamber an déi richteg Richtung.

Ech erënneren hei zum Beispill an d'Aarbechtsgruppe beim Rifkin-Prozess ëm d'Debatt ëm d'Gestaltung an de Wuesstum vun onsem Land, an deem jo d'Zivilgesellschaft an awer och d'Gemengen an awer och mir alleguerten heibanne wäitgeënd matagebonne ginn.

Ech denken awer och un déi sëlliche Petitiounen, déi mir mat de Petitionären hei an dësem Haus debattieren. An ech denken och un den Onlineforum, op deem d'Biergerinnen an d'Bierger hir Virschléi fir d'Verfassungsreform konnte maachen, an déi Diskussiounen, déi mer mat de Force-viven dozou hei an der

Chamber haten, un dee ganz regelméisegen Austausch, an d'Rapportrice huet schon op déi Wichtigkeet higewisen, mat dem Jugendparlament a mat de Jugendorganisationen an der Chamber.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Ech denken un eng ganz Rei vu Biergerversammlunge mat deene verschiddene Regierungsmemberen zu verschiddenen aktuellen Themen.

Wa mer also de Budget diskutieren, virop d'Programmation pluriannuelle, muss mer an Zukunft ëmmer eng ganzheetlech, eng hollesch Approche gebrauchen. Dëst zielt uwwegens och - oder vläicht grad och - an den Debatte ronderëm den Defizit an nach méi ronderëm d'Statsschold. Well et ass einfach, dat Thema Schold aus sengem Kontext erauszehuelen an esou eleng op dës plakeg Zuele mam Fanger ze weisen.

Schold u sech ass jo net onbedéngt eppes Negatives, éischtens, wa se kontrolléiert a solvabel bleift, an zweetens, wann d'Suen net verpufft ginn, mä wa se konkret investéiert ginn.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Anescht oder bildlech ausgedréckt: wa mer net domadder an d'Vakanz fueren, mä wa mer domadder fir d'Zukunft onst Haus bauen, sanéieren oder renovéieren.

An dës zwou Prämissen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwou Prämissen stëmmen definitiv, an dat säit véier Joer. Mir konnten ons all Fréijoer beim Plan de stabilité et de croissance an all Dezember bei der Aktualiséierung vun dem Statec sengen Zuele däers versécheren.

Dat erlaabt ons, engersäits den Nachholbedarf a verschiddene Politicken opzehuelen an anersäits no vir ze kucken a Lëtzebuerg vu muer ze gestalten.

Eent ass sécher, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Déi nächst Regierung kritt keen een Dossier iwwerreicht, wou d'Hausaufgaben net ugepaakt gi sinn.

(Brouhaha)

Neen, d'Tiräng wäerten eidel sinn herno, well alles verschafft ginn ass. Bei verschiddenen ass vläicht nach e bëssen do, jo.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Dat war éierlech.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Mir si jo och net allmächtig.

► **Mme Octavie Modert** (*CSV*). - Dir sot, eis Tiräng wäeren eidel gewiescht. Wéi dann elo?

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Mä da komme mer emol erëm op d'Investissementer vum Stat zrëck.

► Une voix. - Voilà!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - 2018 investéiert de Stat 827 Milliounen an den effentlechen Transport.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Déi kommen also aus dem Tirang: Ausbau vun der Zuchstreck tëschent Hamm a Sandweiler op zwou Linnen, nei Linn tëschent Stad a Beetebuerg, Moderniséierung vun der Nordstreck, Konstruktioun vun dem Pôle d'échange zu Hollerech.

A just fir e klunge Verglach ze maachen: Vun 2018 bis 2021 gi weider 229 Milliounen an den Tram investéiert. An der Period 2013-2023 wäerten 1,3 Milliarden Euro an d'Schinnen investéiert ginn. 1,3 Milliarden Euro! Dat ass dräimol méi wéi an de Joren 2003-2013. An dat huet bal nëmme mam Nachholbedarf ze dinn, well dat, wat mir elo 2013-2023 ausginn, hätte mer scho gradesou gutt kënnen 2003-2013 ausginn.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Da géife mer vläicht schonn zéng Joer mam Tram fueren.

(Interruption)

An dëst sinn nëmmen d'Investissementer. Derbäi kommen och nach all Joers iwwer 160 Millioune fir d'Gestioun vun dësen Infrastrukturen.

A Saachen Nachholbedarf an Zukunftsinvestitiounen muss ech hei den Ëmweltschutz, de Waasserschutz an de Klimaschutz zitieren.

Zum Ëmweltschutz: Nodeems mir am Joer 2016 nach bei 24,5 Millioune louchen, sinn dëst Joer 35,3 Millioune duerch den Ëmweltfong ausgi ginn. Och 2018 wäert dëst erëm de Fall sinn. An der Period vun 2019 bis 2021 wäerten all Joers iwwer 30 Millioune duerch dës Fong ausgi ginn. Vun deenen 30 Millioune investéiere mer all Joers bal 20 Millioune an de Volet Loft, Kaméidi, Klima an



Energie - 17 Milliounen an de Klimapakt, dat ass eppes, wat de Gemengen zeguttkënn - an 13 Milliounen an d'Gestion des déchets.

Do, wou nach ëmmer Nachholbedarf ass, mä wat awer onse kommende Generatiounen zeguttkënn, dat ass dat, wat mer ausginn am Waasserschutz, an do haaptsächlech an de Waasserschutz, an d'Renaturierung an an den Iwwerschwemmungsschutz.

Zum Klima an zur Energie, do kann ech just soen: Datt d'Regierung de Klimaschutz elo eescht hält, gesäit ee ganz flott beim Total vun den Depense vum Klima- an Energiefong. Mäi Kollege Henri Kox wäert nach dro agoen. Hei ginn d'Ausgaben an den nächste Jore kontinuéierlech erop, Joer fir Joer: d'nächst Joer 123 Milliounen, am Joer 2021 148 Milliounen.

Mir begrëssen et ausdrécklech, datt ab 2017 d'Hybridautoen ënner 50 Gramm CO₂ pro Kilometer steierlech geférdert ginn, dat mat engem Abatement vun 2.500 Euro, en Duerchbroch, dee gutt ukomm ass, mä awer och ganz kloer just en Ufank.

Mir sollen an Zukunft méi op Lenkungsinstrumenter zréckgräifen, zum Beispill iwwert de Wee vun de Steieren, positiv oder negativ, a virun allem am Ëmweltschutz.

(Interruption)

An deem Fall hei schwätze mer ebe vun enger positiver Lenkungsmoossnam.

Mä dës Majoritéit huet och eng ganz Rei vu Subsidieméiglechkeeten agefouert, déi och e Lenkungscharakter hunn an déi als Invest an d'Zukunft ze verstoe sinn. Ech mengen hei Subsiden an der Logementspolitik, fir d'Energieeffizienz ze férdere, an déi de Matbiereger Hëllef sollen, hiren Invest fir d'Zukunft besser ze gestalten, oder d'Aide individuelle au logement an d'Subvention de loyer, déi mat 28 Milliounen respektiv mat 10 Milliounen fir d'nächst Joer budgetiséiert ginn.

Wichtig, an dat wäert lech net erstaunen, datt d'Wichtig fir ons sinn och déi Suen, déi weiderhin an d'Kooperatioun fléissen. Dat sinn 2018 bal 330 Milliounen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, eigentlech gëtt et kee besseren nohaltegen Invest wéi deen an ons Kanner. 2018 ginn 380 Milliounen an d'Chèques-services an an d'gratis Kannerbetreuung investéiert. Dat ass e Méi vun 10% am Verglach zum leschte Joer.

14,5 Milliounen Euro gi fir d'Schoulbicher am Secondaire ausginn. Dat ass näischt, wat ze belächelen ass. Wann ee weess, datt d'Schoulbicher deier sinn, a well ee weess, datt heiansdo e Portmonni kleng ass, ass dat schonn en Invest, deen zur Gerechtheit bäidréit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - An dann eppes, wat mer immens begrëssen, dat ass de Pappcongé, dee mat bal 12 Milliounen am Budget 2018 zu Buch schléit. Dat si fir ons richtig gutt investéiert Suen an eng modern Gesellschaftspolitik.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Dat alles ass net nëmmen eng Saach vu sozialer Gerechtheit, mä et ass an onsen Aen eng Saach vu Gerechtheit tout court.

Et geet bei der Opstellung vum Budget a vum Budget pluriannuel och ëm d'Fro: A wéi enger Gesellschaft wëll ech mir liewen? Wéi eng Gesellschaft wëll ech fir meng Kanner a fir meng Enkelkanner? An, dat muss ech lech och soen, dat ass eng Fro, déi och mir, säitdeem ech och en Enkelkand hunn, nach méi noaget wéi virun.

Dës Majoritéit huet eng Rei vun Adaptatiounen virgeholl a Saache sozial Gerechtheit. Si huet verschidde Géisskanemechanismen a Fro gestallt a souguer ofgeschaaft. Mä si huet och am Numm vun der sozialer Gerechtheit, vun der Chancéglichheit a vun der Gerechtheit tëscht de Generatiounen nei Politicken emgesat, déi onst zesummeliewen an deem Land besser a méi gerecht wäerte gestalten.

De REVIS, eng wichtig Reform, déi de Mënsch a seng Efforten, déi e mécht, revaloriséiert, ass e gutt Beispill dofir. D'Finanzementer vun de Mesures d'activation gi graduell an d'Luucht a wäerten am Joer 2021 op 15,9 Milliounen klammern. D'nächst Joer sinn et 5,2 Milliounen.

Dir gesitt, Léif Kolleginnen a Kollegen, wann ech all Kéiers och de virgesinne Budget 2021 hei soen, dann ass et - wann et och dann nach noutwendeg wier -, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt den Invest héich bleift, och no 2019, an zwar mat Politicken, déi wichtig sinn an déi zukunftsorientéiert sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - D'Regierung ass näamlech dobäi, d'Chancë-

gläichheet fir all Kanner an onse Schoulen ze verbessere. A mir wëssen allegueren, datt et do nach vill Spitt no uewe gëtt. Dat kascht net nëmme vill Asaz an Iwwerzeugungskraaft, mä et wäert och vill Aarbechtskraaft kaschten, an déi wäerte mer an de Budgeten erfannen.

Dann och nach - an engem zwar ganz anere Kontext - wäert och e méi humane Strofverfoll-zuch säi Präis un Aarbechtskraaft kaschten. Nei Aarbechtskräften, déi eng grouss Erausforderung fir d'Fonction publique wäerte ginn, mä déi e wichtige Invest an d'Zukunft wäerten duerstellen.

Mir beschäftegen ons als Gréng vill mam Thema ronderëm den Aarmutsrisiko an och iwwert d'Aarmut selwer hei zu Lëtzebuerg. Well mir hu vill ze vill Leit, déi tatsächlech an der Aarmut liewen, well se ofgerëschert sinn an et trotz alle sozialen Hëllef net fäerdegbréngen, sech ze erkréien, oder zum Deel och, well se keng sozial Hëllef kréien.

Mir mussen ons méi konsequent drëms këmmere, wéi et méiglech ass oder méiglech ginn ass, datt hei an deem Land Leit, Familljen, Kanner esou schlecht liewen, an dat trotz den Hëllefstellungen. Mir mussen dës Mechanismen all opdecken a konsequent dergéint virgoen.

Do ginn et manifestement Politicken, déi nach net genuch gräifen. An natierlech kënnen mer eng Diskussioun ronderëm d'Erhéijung vum Mindestloun lasstréppelen. Mir denken duerch, aus, datt et ubruecht ka sinn, de Mindestloun ze erhéien. Mä dat wäert dës betroune Leit grad esou weineg hëllef wéi zum Beispill d'Expropriatioun vu Proprietären, fir de Wunnungsproblem ze léisen, oder wa mer d'Assiette vun der Allocation de vie chère verbreedere, mä genau deene betroune Leit net méi ginn, wéi se bis elo kréien.

Déi tatsächlech Hëllefstellung ka just funktionéieren, dovunner si mer iwwerzeegt, wa mer och do eng ganzheetlech Approche par rapport zur Aarmut an zum Aarmutsrisiko entwéckelen. Mir sinn der Meenung, datt dës eng gréisser Erausforderung gëtt déi nächst Joren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Politicken, ob REVIS, ob Mindestloun, ob Wunnungshëllef, ob Schoulpolitik a Kannerbetreuung, ob Schouloufbriecher, mussen gemeinsam eng Antwort op dës schlaächende Phänomene an onser Gesellschaft entwéckelen. Et ass och do eng Saach vu Gerechtheit a schlussendlech ass et och eng Saach vu sozialem Friden.

Mir beschäftegen ons am Moment och vill mat der Thematik vun de Renten a wéi nohalteger mer haut opgestallt sinn, fir och muer an iwwermuer de Generatiounenvertrag weiderhi kënnen ze assurieren, dee Vertrag, deen op enger intergeneratiouner Solidaritéit baséiert, déi hei jo wuel keen a Fro stellt. Mir Gréng och net!

De Wee, fir dës elementar Form vu Gerechtheit weiderhin ze assurieren, ka jo verschidde sinn. Mir hu jo schonns eng gutt Basis, Léif Kolleginnen a Kollegen, mat der Rentereform a mat hiren Adaptatiounsméiglechkeeten. Mä mir denken, datt mer ons där Thematik sollen an Zukunft och méi genee unhuelen, Léif Kolleginnen a Kollegen, well mer ëmmer erëm mierken, datt an den Diskussiounen iwwert d'Zukunft vum Land de Wuesstum schonns praktesch automatesch mat dem Iwwerliewe vun de Renten associéiert gëtt.

Mir Gréng gesinn dat e bësse méi nuancéiert. An éierlech gesot wëlle mir d'Zukunftsgestaltung vun deem Land anescht thematisieren, wéi se ze reduzieren op d'Bezuellbarkeet vun onse Renten an deene vun onse Kanner.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Mir denken, Léif Kolleginnen a Kollegen, datt et ons Aufgab ass, onst Land fir muer an iwwermuer esou opstellen, datt ons Kanner an Enkelkanner, och mäin Enkelkand, emol fir d'Éischt gutt kënnen liewen, wunnen, schaffen, sech gesond ernären an an enger gesonder Ëmwelt liewen. Datt dat keng automatesch Evidenz ass, wäert jo jiddwereen heibanne wesen.

Mir sinn haut op enger Kräizung ukomm a mir hu vläicht méi eng grouss Verantwortung wéi vläicht an der Vergaangenheet, aus deem einfache Grund, well mer haut an enger Welt liewen, déi sech ëmmer méi séier entwéckelt, a mir dofir och keen Droit à l'erreur méi hunn.

Ech ginn lech just e puer Zuelen, fir ze ënnermolen, wéi mir ons hei zu Lëtzebuerg entwéckelen. Am virléschte Johonnert hu mer 89 Joer gebraucht, fir ons Populatioun ëm 100.000 Awunner ze erhéien, an dës trotz industrieller Revolutioun. 89 Joer fir 100.000

Awunner! Dunn, vun 1960 bis 1994: ganzer 34 Joer, fir 100.000 Awunner bäizekréien. Vun 2018, dat heescht vu muer, bis 2025 wäerte mer just siwe Joer brauchen, fir erëm 100.000 Awunner bäizekréien.

Mir denken, datt mer de Wuesstum, wéi en déi lescht 30 Joer war, a Fro mussen stellen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Mir si vill an egal wou gewuess a konnten net bis elo déi néideg Grundvoraussetzungen, wéi beispillsweis an der Mobilitéit, liwweren, déi de Wuesstum nogefrot huet. An där haiteger Moyenne brauche mer eelef Joer zum Beispill, fir 100.000 nei Aarbechtsplazen ze schaffen. Et kann ee bestëmmt houfreg sinn op esou vill Wirtschaftswuesstum an esou vill Aarbechtsplazen, wann et ëm de Budget geet. Mä dat alles huet och säi Präis. Mir mussen ëmmer méi finanziell Moyene virgesinn, fir de Wuesstum iwwerhaapt ze verkraaften.

Dës kuerz Beschreiwung, Léif Kolleginnen a Kollegen, fir aus onser Siicht nach eemol ze ënnersträichen, wéi wichtig et ass, haut eng breet, eng objektiv an eng positiv Debatt iwwert d'Gestaltung vun deem Land ze lancieren. Et gi Léisungen, et muss ee se just entwerfen an ëmsetzen. Mä et muss een et haut maachen!

De Rifkin-Prozess huet eng noutwendeg Diskussioun lassgetréppelt, an dat begrësse mir och. Mir sollen dorop widerschaffen. Déi grouss Erausforderung fir déi nächst Jore wäert eng nohalteger Gestaltung vun onsem Land sinn an eng gerecht Organisatioun vum Zesummeliewe vu senger Matbieregerinnen a Matbiereger.

Mir hunn nach vill ze entwéckelen an deem Sënn. An all enzelnen Euro, deen zu deem grouse Projet wäert bäidroen, ass e gutt investéierten Euro. Mir sinn onse Kanner an Enkelkanner deen Invest schëlleg. An d'Programmation dovunner fänkt, wéi gesot, haut un a steet och am pluriannuel Budget, steet am Budget 2018.

An deem Sënn kënnen mir dës Budget an dës Pluriannuel nëmmen ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci der Madamm Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här Präsident. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun Konklusiounen zéien, an dat si praktesch zu honnert Prozent déiselwecht, wéi meng Virriednerin se als Konklusioun gezunn huet, d'Madamm Lorsché.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Éischts „Madamm Loschetter“, an zweetens sinn et anerer, déi Dir proposéiert, wéi mir se proposieren.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Madamm Loschetter, entschëllegt, datt ech mech verschwat hunn!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Et ass näischt, mir...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Et ass net fir d'Éischt, mä ech weess net, wéi dat ass, datt mir zwee eis ëmmer...

(Brouhaha général)

Mä op jidde Fall, mir hunn déiselwecht...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Fuert weider, Här Reding!

(Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här Bodry.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci fir d'Kompliment.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Gär geschitt!

(Hilarité)

Also d'Konklusiounen ware wierklech déiselwecht, just d'Konsequenze vun de Konklusiounen, déi sti sech diametral entgéint. Mat deenen dote Konklusiounen stëmmen déi gréng de Budget, a mir stëmmen mat deeneselwechte Konklusiounen duerfir de Budget net.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech awer...

(Interruption)

Fir d'Éischt wëll ech awer der Kollegin Joëlle Elvinger als Rapportrice vun deem Budget Merci soen. Ech mengen, et gëtt ëmmer vergiess, och wa mer politesch verschidde Meenungen zum Budget hunn an och deelweis emol hefteg driwwer diskutieren, datt de Rap-

port, deen awer all Joers zum Budget gemaach gëtt, och dës Joer erëm e gudd Rapport ass, wou vill Aarbecht dohannertstécht, wou gutt Dokumentatiounen dra sinn, wou Iwwerleeungen dra sinn. An och wann een de Rapport net stëmmt, sou soll dat awer net heeschen, datt een net mat der Aarbecht averstanen ass, déi do gemaach ginn ass, an datt net och wéi an deene Jore virun de Rapport vum Budget ëmmer eng gutt Dokumentatioun ass fir zukünfteg Debatten, wou een ëmmer erëm kann drop zréckkucke goen, fir eben déi néideg Chiffere ze fannen an Iwwerleeungen, déi ee brauch. Duerfir Merci un d'Rapportrice!

Här Präsident, ech wëll meng Interventioun zum Budget haaptsächlech an de Kontext vun der Zukunfts- a Wuesstumsfro stellen. Si mir um richtigen oder um falschen Wee? Ass et e Budget an eng Politik fir déi zukünfteg Generatiounen oder ass et eng Politik, déi déi zukünfteg Generatiounen hypothekéiert a se eventuell virun onléisbar Problemer stellt?

Ech wëll duerfir eng Rei vu Punkten analysieren, déi eis aktuell Situatioun an de Kontext vun deene Perspektive setzen. Ech wëll ufänke mat de Statsfinanzen.

Déi europäesch a weltwäit Konjunktur befënnst sech an engem Opwärtstrend, an domadder och déi Lëtzebuerg. Och wann de Wuesstum kierzlech hei zu Lëtzebuerg no ënne revidéiert ginn ass, bleift en héich. Am Abrëll 2017 war am Programme de stabilité nach eng Croissance vu 5,2% vum PIB fir 2018 virgesinn an haut schwätze mer vun 3,5%, 3,8%. D'Moyenne iwwert déi vergaenge Jore war 3,5%, soudatt mer am Fong nach ëmmer an där gudder Moyenne vun deene leschte Jore leien. An dach gesäit de Budget en Defizit an der Héicht vu 545 (veuillez lire: 945) Milliounen vir, iwwregens dee Budget mat deem héchsten Defizit an dëser Legislaturperiode. E Budget vu bal enger Milliard Defizit bei staarkem Wuesstum, da muss ee sech dach Froe stellen!

De Finanzminister an d'ganz Regierung soen am Fong, d'Statsfinanze wiere gesond. Bei enger Milliard Defizit ze schwätzen, datt d'Statsfinanze gesond sinn, dat ass net nozevollzéien. Et ass awer net nei, datt de Statsbudget defizitär ass. Am Fong, an den 80er an 90er Joren hate mer héich Iwwerschëss. Mir haten Iwwerschëss alt bis 30, 35 Milliarde Frang an engem Budget, déi mer dann duerno iwwer eng Resolution hei an der Chamber op déi verschidden Investitiounsfonge verdeelt hunn.

Mä vun 2003 u bis haut - et war iwwregens no enger grousser Steierreform - ass de Statsbudget defizitär ginn, mat Ausnam vum Joer 2007. 2006 an 2008 ware mer am Equiliber. Mä praktesch ëmmer war de Statsbudget am Defizit. An duerfir muss ee sech generell d'Fro stellen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Finanzpolitik maachen, wa mer iwwer Joren de Statsbudget bei enger héijer Konjunktur ëmmer am Defizit loosse, en Defizit, dee mer jo mussen integral iwwer Emprunte finanzieren.

Fir d'Joer 2017, wou mer eis elo dra befannen, hate mer 851 Milliounen Defizit am Budget virgesinn. A mir kréien als Cofibu a Comexbu, als Kontrollkommissioun, all dräi Méint vum Finanzminister, vun de Verwaltungen d'Chiffere. Mir haten dat éischt Trimester, also bis de leschte März, en Defizit vu 87,9 Milliounen vis-à-vis vun engem Defizit, deen op d'Joer virgesi war, vun 851 Milliounen. Eng äusserst positiv Entwécklung an den éischten dräi Méint.

No sechs Méint ass deen Defizit op 200 Milliounen eropgaangen, wat och nach ëmmer gutt ass vis-à-vis vun deem geplangten Defizit vun 851. An am drëtten Trimester, also de leschte September, ass en dunn awer nees bal explosionsaarteg an d'Luucht gaangen, well en do vun 200 op 600 Milliounen an dräi Méint eropgaangen ass.

Wéi dat véiert Trimester ausheet, wësse mer net. De Finanzminister huet eis awer de Moie gesot, datt dat véiert Trimester eng gutt Entwécklung wier an datt ee kéint domat rechnen, datt den Defizit am Joer géif ënner 500 Milliounen falen. Dat heescht, deen Defizit vu 600 Milliounen, dee mer Enn September haten, dee géif erëm zréckgoen op ënner 500 Milliounen.

Et ass eis awer och gesot ginn, an ech mengen, dat sollt een hei fairerweis derbäisoen, datt d'Steierverwaltung exceptionnell Recetten elo gemaach hätt, wou, ech weess net, zwee oder dräi gréisser Betriber d'Dekonte réckwierkend gemaach hätten, wou 300 bis 400 Milliounen ausser der Rei erakomm wieren - sou ass et eis op jidde Fall emol an der Finanzkommissioun gesot ginn -, déi iwwregens contestéiert wiere vun deenen Entrepreneuren. Wann dat esou ass, si mer frou, datt den Defizit erfroget, mä da wier

et eng eemoleg Recette, eng Recette ausser der Rei, op déi een net kéint an deenen nächste Joer tabléieren, wann een d'Progressioun rechnet.

Et ass also kloer, an et muss een do och wëssen, dass mir als Finanzkommissioun a mir als Deputéiert net gewuer ginn, wivill Suen dass dann nach esou ausstinn. Wa mer déi Fro stellen, kréie mer keng Antwort. Da kréie mer elo awer gesot, dass op ee Coup 300 bis 400 Milliounen solle réckwierkend encaisséiert gi sinn.

An duerfir ass meng Fro och un den Här Finanzminister, Här President, ob den Här Finanzminister eis ka soen, ob mer do nach méi eng grouss Mouk an de Betriber leien hunn, ob do nach weider Dekonten ze maache sinn a wat eventuell nach do vu Sue ka sinn.

Mir woussten och, virun enger Rei vu Joren, wéi mer nach besser finanziell dostoungen, dass mer grouss Reserven nach an de Betriber leien haten, wou d'Dekonten net gemaach gi waren a wou och kee gefrot huet, dass se sollten encaisséiert ginn, well dat eben eng zousätzlech Mouk war. An déi ass du relativ agefruer ginn, déi Mouk, wéi et de Statsfinanze méi schlecht gaangen ass. Duerfir wier et interessant, gewuer ze gi vum Här Finanzminister, ob do nach eng Mouk läit oder ob dat doten eng eemoleg Recette war, déi mer elo kritt hunn.

D'Evolutioun vum pluriannuelle Plang, Här President, gesäit vir, dass d'Statsfinanze sech géife bis 2021 ganz staark verbesseren. Dat gëtt awer praktesch an allen Avisen, déi mer zu dem Budget kréien, a Fro gestallt. D'Zentralbank zum Beispill freet sech, wéi dat méiglech wier ouni nei méiglech Konsolidierungmoosnamen, ouni dass mer eng Progressioun an der wirtschaftlecher Entwécklung hunn. Au contraire, d'Prognose weisen, dass déi soll zréckgoen. Den Emploi geet zréck, de Chômage soll uklammen, an d'Konklusioun vum der Zentralbank ass, dass am Fong eng Incohérence entre les scénarios fiscal et macroéconomique géif bestoen, dat heescht, dass d'Steieren, d'Finanzsituatioun géife besser ginn an all déi aner Tendenze géifen awer no enne weisen.

Doriwwer eraus gesäit de pluriannuelle Plang vir, dass mer bis 2021 nach all Joers weider Emprunte mussen ophuele bis eng Milliard, fir de Budget an den Equiliber ze bréngen. Mir wëssen, dass mer weider Risikoen hunn, déi kee ka genau abschätzen, déi eis awer bekannt sinn, déi och kënnen de Finanzsektor treffen an domadder d'Statsfinanzen, a wou keen d'Konsequenzen haut ka genau wëssen.

Mir wëssen net, wéi BEPS sech genau auswirkt. Mir wëssen net, wéi op europäeschem Plang d'Konsequenze sinn, wann et géif eng Uniformisatioun gi vum den Assiété bei der Gesellschaftssteuer. Mir wëssen net, wéi et kéint, ob et kéint oder weini dass et kéint, dass d'Benefisser an deene Länner besteiert ginn, wou d'Benefisser och erwirtschaft ginn.

Mir wëssen, dass d'Fongenindustrie kann - ech soen „kann“ - Problemer kréien, wat de Wuesstum ubelaangt, well an Zukunft d'Demanden oder en Deel vun den Demanden zu Paräis bei der ESMA mussen gemaach ginn. Mir wëssen net, wat déi richtig Konsequenze vum Brexit sinn. Mir hoffen elo, dass mer eng Rei vu Finanzinstituter op Lëtzebuerg kréien. Mä mir wëssen net, wann England eng Kéier aus der EU eraus ass, wat fir eng Steuerpolitik si da maachen a wéi wäit si sech un déi europäesch Richtlinnen dann nach wëllen halen oder net wëllen halen.

Mir wëssen och net, wéi et mam Tanktourismus weidergeet. A mir wëssen, dass haut am Europaparlament iwwert de Panama-Rapport diskutéiert gëtt, wou enner anerem Lëtzebuerg erëm soll, laut verschiddene Leit, do op eng schwaarz Lëscht kommen. Sécherlech dréit dat net zur Renommee vun eisem Land an eiser Finanzplaz bäi.

Den E-Commerce ass vill diskutéiert ginn. Mir hunn eng Milliard verluer. Mä et muss een awer wëssen, an et ass de Moien och scho gesot ginn, dass wéi mer deemools déi Steuer hei agefouert hunn, keen am Fong wusst, dass dat esou en Erfolleg géif ginn. Well et ass fir d'Eischt jo ugaange mat manner wéi 100 Milliounen, déi mer erakritt hunn, also hate mer eng Progressioun iwwer siwe Joer op eng Milliard pro Joer Recetten. A mir hunn déi Milliard dunn dräi Joer kritt. Och des Regierung huet nach am Ufank déi Milliard kritt. An déi ass dunn eben zréckgaangen. 2015 hu mer nach 554 Milliounen kritt, 2016 383, 2017 84 an d'nächst Joer kréie mer nach 50 Milliarden (veuillez lire: Milliounen). An dann ass et mat

där Freed vun der Steier vun dem E-Commerce eriwuer.

Wa mer dann iwwert d'Finanze schwätzen, schwätze mer ëmmer iwwert d'Finances publiques. An dat bréngt d'Leit dobaussen zum Deel op eng falsch Richtung, well d'Leit, mengen ech, net esou richtig d'Differenz verstinn, oder d'Mass vun de Leit net d'Differenz versteet, wa mer vum Statsbudget schwätzen a wa mer vun de Finances publiques schwätzen.

Et ass awer normal, dass eng Regierung léiwer iwwert d'Finances publiques schwätzt, well déi am Equiliber sinn. A bei de Finances publiques, muss ee wëssen, dass dat engersäits de Statsbudget ass, also den Zentralstat, dass dat d'Sécurité sociale ass an dass et d'Gemengen an hirer Totalitéit sinn, wéi déi an engem Exercice ofschléissen.

De Stat läit mat enger Milliard am Defizit, d'Sécurité sociale, a priori d'Pensiounen aus dem Privatsektor, leie bei enger Milliard Benefiss. A wa mer dat dann ennereneen austauschen, da si mer gesamt gesinn am Equiliber. Well d'Gemengen och nach e klengen Iwwerschoss maache vun 100, 200 Milliounen, da schreiw mer souguer do schwaarz Zifferen. Mä dat gëtt, wann een dat net richtig erkläert, de Leit am Land d'Impressioun, wéi wann d'Finanze vum Land an der Rei wieren. Mä de Statsbudget, dat därfer een net vergiessen, ass weiderhin am Defizit, an et ass doriwwer, wou mer haut diskutéieren.

A fir deen Defizit eben ze decken, mussen mer als Stat all Joers den Defizit iwwer Emprunte finanzéieren. Et gëtt net all Joers en Emprunt gemaach, mä et ginn Emprunte gemaach, déi dann e bësse méi héich sinn an déi dann d'Defiziter vun zwee oder dräi Joer decken.

Sou geet och d'Evolutioun an deser Legislaturperiod em zwou Milliarden an d'Luucht. Et ass de Moie schonn hei gesot ginn: Dës Regierung huet déi dräi éischt Jore keen Emprunt brauchen ze maachen, wéinst der Regierung virrun. D'CSV hat sécher net domat gerechnet, dass se an d'Oppositioun géif kommen, dunn huet se geduecht: „Da kënnen mer en decken Emprunt maachen, da sinn d'Defiziter vun den nächsten zwee Joer scho matfinanziert.“

Et ass eben domm gaangen. Et ass eben domm gaangen! Do hat Der am Fong d'Defiziter vun der nächster Regierung matfinanziert an duerfir kënnen déi sech dann elo haut bretzen, si hätten an den éischte Joer keng Emprunte brauchen opzehuelen. Mä si hunn dunn eben 2017 een opgeholl, woumat se dann och eben elo den Defizit vum Budget 2018 am Prinzip mat ofgedeckt kréien.

Den Här Gramegna huet de Moie gesot, zwou Milliarden Emprunt, dat wier „räsonabel“. Mäi Gott, jo, firwat net!? Firwat sollt een och eppes aneres soe wéi: „Et sinn zwou Milliarden, dat ass räsonabel“, wann een Defiziter am Budget mécht? Dat ass eng gelungen Astellung - fanne mir! - vun engem Finanzminister, deen dat „räsonabel“ fënn, wann ee bei esou engem Wuesstum och nach muss zwou Milliarden zousätzlech léine goen.

De Conseil national des finances publiques huet a sengem Avis zum Statsbudget gesot, dass bei enger Politique constante d'Verscheldung sech an den nächste Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg am Stat géif dramatesch entwéckelen, an dat opgrond vun den Engagementer, déi de Stat haut scho geholl huet. An zwar géif dann den Defizit, deen elo haut bei 21% läit, 2033 bei 30% leien, 2043 bei 60% - dat ass jo déi Grenz, déi d'Kritären aus Europa eis vorschreien -, an 2060 géife mer bei 161% leien. Dat wiere griichesche Verhältnissen!

Elo muss dat net antrieden. Mä souguer wann nëmmen d'Halschent géif vun deem antrieden, wat de Conseil national des finances publiques seet, wier et fir Lëtzebuerg eng dramatesch Situatioun. Et huet mech gewonnert, dass kee vun de Majoritéitsdeputéierten op déi Remarque aus dem Avis vun dem Conseil national des finances publiques zum Statsbudget agaangen ass. Hei ass ëmmer esou versicht ginn, just Zitater ze fannen, dass - am Abléck! - d'Finanze vis-à-vis vun den europäesche Kritären an der Rei wieren. Awer iwwert déi dote Perspektiven huet keen eppes gesot.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann ass et och esou, dass mer d'Milliounen ni zréckbezuelen, oder déi Milliarden, déi mer léine ginn. Awer dat muss eng Kéier zréckbezuel ginn. Wat maache mer elo? Ma mir maachen all Kéiers, wa se fälleg ginn, Refinanzementer, wou mer dann en neien Emprunt ophuelen an dann deen alen Emprunt, deen ofleeft, erëm zéng Joer weiderlaffe loosse.

2019 kommen 200 Milliounen, déi fälleg ginn, 2020 zwou Milliarden, 2022 eng Milliard, 2023 zwou Milliarden, 2027 zwou Milliarden, 2028

750 Milliounen, alles Chifferen, déi mer haut scho kennen a wou mer an deene Budgeten, déi dann hei am Land sinn, an deene Joren eleng schonn erëm Emprunte mussen ophuelen, fir déi Milliarden do zréckbezuelen. A wa mer dann de Plan pluriannuel kucken, dee seet dann, dass mer och an deenen nächsten - zumindest esou wäit, wéi mer elo sinn - fënnf Joer defizitär sinn, also mussen mer och zousätzlech Emprunten ophuelen, fir eben en Defizit ze decken.

Mir sinn also elo an enger Etapp, wou mer ëmmer zwee Emprunten ophuelen: een, fir deen alen Emprunt ze refinanzéieren, an een, fir deen neien Defizit ze finanzéieren. A mir kommen domadder an eng Scholdespiral eran, wou et engem muss Angscht gi fir déi kommende Generatiounen, déi awer eng Kéier mussen déi Scholde bezuelen, well de Lëtzebuerger Stat haut seng Scholde net zréckbezahlt. E bezilt kee Kapital zréck, e bezilt just Zënzen zréck. D'Kapital mussen eis Kanner an der Madamm Loschetter hiert Enkelkand zréckbezuelen, eng Kéier.

(**Interruption**)

Bei der Regierungserklärung vum 10. Dezember 2013 huet de Statsminister hei an der Chamber gesot iwwert d'Defiziter an d'Scholden am Statsbudget: „Si bedeiten, dass d'Zukunftschancé vun der jonker Generatioun a Gefor sinn, well duerch d'Scholden an d'Defiziter net méi genuch Moyenen do sinn, fir hir eegen Zukunft ze gestalten.“ A weider sot hien: „Mir hunn eng verdammt Flicht, déi Zuelen do ze redresséieren.“

An déi „verdammt Flicht“, déi gesäit dann esou aus bei deser Regierung, dass se ugefaangen huet mat enger Milliard Defizit an dass se erëm ophält mat enger Milliard Defizit. Also déi „verdammt Flicht“ hat absolutt keen Afloss op d'Finanzpolitik vun där Regierung, déi den Här Bettel presidéiert.

Zu de Fonge wollt ech näischt soen, mä well de Kolleg Bodry awer de Moien hei d'Impressioun ginn hat, wéi wa mer 1,8 Milliarden Euro op de Fongen hätten, déi zwar bis 2020 op 1,5 Milliarde géifen erofgoen, muss ech dat awer erëm eng Kéier hei betounen: Ech hu virdu gesot, dass wéi mer Plus-walen haten, mer déi Plus-walen op Fonge verdeelt hunn. An déi Sue sinn awer an d'Tresorerie eragaangen. An no an no, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat méi schlecht ginn ass, hu mer d'Defiziter mat deene Suen aus der Tresorerie gedeckt an déi Sue waren op eemol alleguerte fort, mä déi „écriture administrative“, wéi mer ëmmer gesot kréien, déi et wier, déi ass bestoe bliwwen. Haut stinn dann eben och nach ëmmer 1,8 Milliarden do. Mä et ass keen Euro méi vun deenen do!

Wann de Finanzminister déi misst weisen, da misst en zwou Täschen opmaachen, wou keen Euro dran ass. Ech hunn ëmmer gesot, bei der fréierer Regierung: „Et ass kee rouden a kee schwaarzen Euro dran.“ Haut kann ech derbäisoen: „Et ass och kee gréngen a kee bloen Euro dran. Et ass iwwerhaupt kee méi dran.“ Also solle mer net higoen an ëmmer nach vu Reserven op Fonge schwätzen, déi just um Pabeier stinn an déi awer an der Realitéit net do sinn.

Ech wëll dann och hei Vergläicher maachen, wat d'Steierrecetten ubelaangt téschent de Betriber an de Persounen. D'Steierverwaltung huet eis en Dokument ginn am Kader vun deenen Debatten, wou se am Kader vum Pluriannuellen d'Entwécklung vun de Steierrecetté mécht, souwuel vun de Betriber wéi vun de physische Persounen op de Gehälter an op de Pensiounen.

Bei der Kollektivitéitssteuer bei de Betriber kréie mer laut der Steierverwaltung 2017 1.738.000.000 eran an 2021 1.861.000.000. Dat ass eng Progressioun iwwer véier Joer vu 7% bei der Kierperschaftssteuer. A bei de Gehälter a Pensiounen vun de physische Persounen geet déi Progressioun vun 2017 vun 3.460.000.000 op 2021 op 5.035.000.000 an d'Luucht. Dat ass eng Progressioun a véier Joer vu 45%. Mir gesinn also, dass deen Equiliber téschent der Betriebsbesteuerung an der Besteuerung vun de Persounen, dee fréier am Fong ausgeglach war, ëmmer méi wäit auserneeggeet. Dat ass och mat der Reform, an dat huet d'Steierverwaltung eis gesot, d'Steierreform wier an deenen Zuelen do mat berücksichtegt. Duerfir huet et mech de Moien e bësse gewonnert, wéi den Här Bodry hei geschwat huet a gesot huet, et misst een awer och emol kënnen iwwert d'Kapital- an d'Betriebsbesteuerung diskutéieren.

Ech stelle fest, dass an deser Legislaturperiod d'Forschett téschent der Besteuerung vun de physische Persounen a vun de Betriber esou wäit auserneegaangen ass, wéi se nach ni virrun auserneegaangen ass, an dass opgrond vun där Steierreform se an deenen nächste véier Joer nach weider auserneegeet.

Ech erënnen nach eng Kéier dodrun: D'Betriebssteuer geet 7% an d'Luucht an déi vun de Persounen 45,5%.

Da muss een och wëssen, dass no der Steierreform d'Steierverwaltung d'Avancen net ugepasst huet un déi nei Barmen. Dat wëllt och domat heeschen, dass mer dést Joer méi Avancen erakréien am Verhältnis zu den Dekonten an dass domadder d'Dekonten dann och d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer kënnen méi kleng ausfalen. Och dass muss mat berücksichtegt bleiwen, well d'Avancé wéi gesot net un d'Steierreform ugepasst si ginn.

Iwwert den Zukunftsfong, Här President, schwätze mer hei all Joers. An et ass ëmmer erëm schéin, deen Austausch, dee mer hei maachen, wann d'Majoritéit seet, si géif dat fir eis Kanner maachen. Et ass hei gesot ginn, dass se géifen all Joers 50 Milliounen op d'Säit leeën a mir hätten am Abléck 183 Milliounen do an déi Spuerbéchs geluecht a mir géifen d'nächst Joer nach eng Kéier 50 Milliounen huelen, fir dass dann eis Kanner eng Kéier, wa se déi brächten, eng Mouk op der Säit hätten.

Mä mir vergiessen, eise Kanner awer ze soen, dass mer déi Suen, déi mer haut an déi Spuerbéchs leeën, léine ginn! Well et ass jo e Bestanddeel vum Defizit. A wa mer d'nächst Joer 240 Milliounen oder 250 Milliounen op der Säit hunn, da kënnen mer zu deene Kanner soen: „Mir hunn elo 250 Milliounen hei op der Säit, a mat deenen 250 Milliounen kënn der déi 250 Milliounen, déi mer Schold gemaach hunn, fir déi Suen ze kréien, fir an d'Spuerbéchs ze leeën, zréckbezuelen.“ Et ass also glat a guer näischt geschitt! Et ass also eng Bauernfängerei, fir no baussen ze soen: „Mir maachen e Spuerbuch“, wa mer dat mat Emprunte finanzéieren, a mat deem Spuerbuch kënnen se dann eng Kéier d'Emprunten zréckfinanzéieren.

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Mä esou domm sinn d'Bauern net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Bauere sinn net esou domm. Déi wëssen dat, mä hei wëlle se dat maachen, an d'Leit am Land falen och dorobber net méi eran.

D'Investitiounen sinn op engem héijen Niveau. Prozentual gesinn ass den Niveau iwwer Jore konstant vis-à-vis vum PIB. Et ass also keng Progressioun, et ass an absolutte Chifferen eng Progressioun, mä et ass natierlech esou, dass d'Regierung ëmmer téschent den absolute Chifferen an dem Prozentsatz deen Deel hëlt, dee se am beschten arrangéiert. Hei seet d'Regierung: „An absolute Chifferen investéiere mer méi.“ Mä wa se et prozentual gesot hätt, dann hätt se misse soen: „Ma d'Investitiounen bleiwen op deemselwechten Niveau a si gi souguer laut dem pluriannuelle Plang an den nächste Joer zréck.“

Mä firwat brauche mer déi héich Investitiounen? Ma och, well mer deen héije Wuesstum hunn a well mer ebe quasi haut net méi no komme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren.

Et ass elo grad vu menger Virriednerin hei gesot ginn, mä ech wëll dat awer nach eng Kéier soen an deem heiten Zesammenhang: d'Entwécklung vun der Awunnerzuel. Eis Zifferen ginn e bëssen auserneen, mä dat mécht der Kaz kee Bockel, et hat wahrscheinlech een en anert Dokument kritt, well dat Dokument, wat mir kritt hunn, wat och public ass, wat och vun offizieller Säit ass, dat seet am Fong, dass mer vun 1900 bis 1970, also 70 Joer, gebraucht hunn, fir em 100.000 Leit hei am Land ze wuessen. Duerno vun 1970 bis 2000 hu mer 30 Joer gebraucht, fir em 100.000 Leit ze wuessen. Dunn hu mer 13 Joer gebraucht, fir em 100.000 Leit ze wuessen. An elo si mer téschent 7 an 8 Joer, fir em 100.000 Leit ze wuessen.

Et muss een also wëssen: fir 100.000 eng Kéier 70 Joer, 30 Joer, 13 Joer, 7 Joer. Do muss ee sech dach awer Froe stellen, a wat fir eng Entwécklung mer do ginn. A wat dat als Konsequenz huet, brauch ech jo kengem heibanen ze soen. Mir si permanent amgaangen, iwwert d'Konsequenzen ze diskutéieren, awer mir schwätzen net iwwert d'Ursaachen. An et sinn d'Ursaachen, firwat dass mer momentan an där Situatioun sinn, déi wichtig sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och d'Aarbechtsplazen an enger Legislaturperiod: 60.000 nei Arbechtsplaze schafe mer hei am Land. 60.000 Arbechtsplazen!

Den Här Gramegna huet d'lescht Joer owes, wéi en de Budget fir 2017 deponéiert huet, op RTL gesot: „Mir hunn dést Joer Gott sei Dank 15.000 Arbechtsplaze geschaft“, dat war d'lescht Joer beim Depot vum Budget, „an hoffentlech schafe mer der d'nächst Joer erëm 15.000.“ Dunn hunn ech geduecht: „Entweder hunn ech elo näischt verstanen oder hien huet näischt vu qualitativem Wuesstum verstanen.“



An och haut kréie mer erëm eng Grafik heihin-gergeluecht, wou gesot gëtt: „Mir hu 60.000 Aarbechtsplaze geschaft.“ A wat dat als Konsequenz matbréngt, ass net gesot ginn. Well wa mer kucken, mir hu 60.000 Aarbechtsplaze geschaft, a mir kucken dann d'Entwécklung vum Chômage! An der Grafik vum Finanzminister, do ass dat, wat ech elo grad gesot hunn doriwwer, ob een absolutt Chifferen hält oder Prozentsatz: Dat eent geet heiansdo besser, et arrangéiert ee besser. De Finanzminister huet Prozenter genannt. En huet gesot: „D'Prozenter, déi gi weider erof, 2017 op 5,8%“, an dunn huet en opgehale. Wann en awer gekuckt hätt a sengem pluriannuelle Plang: Do gi se duerno erëm erop op 6,9%. Mä soubal wéi d'Prozenter negativ gi sinn, huet en opgehale, iwwert d'Prozenter ze schwätzen.

Mä wa mer d'absolutt Chifferen awer kucken a mir kucken och do vun Oktober 2013 bis Oktober 2017, also déi véier Joer, wou elo dës Regierung am Amt war, dann hate mer am Oktober 2013 17.500 (veuillez lire: 17.516) Leit am Chômage a 4.545 a Beschäftigungsinitiativen, en Total vun 22.061 Leit. A wa mer elo den Oktober 2017 kucken, dann hu mer der 20.913, also ëm 1.100 (veuillez lire: 1.148) Leit ass et zrëckgaangen. Gott sei Dank ass et zrëckgaangen!

Mä wa mer dat an d'Verhältnis setzen: 60.000 nei Aarbechtsplazen an ëm 1.100 Leit ass de Chômage zrëckgaangen, en ass nach ëmmer op 21.000, da muss ee sech Froe stellen, wat mer falsch maachen.

An, Här President, wann een dann och nach weess, datt mer e klenge Maquillage gemaach hu vun deene Chifferen, well mer an deene leschte Joer nach e puer Honnert Leit, déi an der ADEM gemellt waren, déi invalid waren, mä awer nach als Demandeur d'emploi ageschriwwen waren, dunn einfach an d'Pensiounskeess eriwergesat hunn! Wa mer déi géifen erausrechnen, da géife mer souguer ënner 1.000 Leit falen, déi manner op der ADEM ageschriwwen si vis-à-vis vu viru véier Joer.

En anert Argument sinn d'Pensiounen. Doriwwer ass schon diskutéiert ginn. Mä ech wëll dat awer och hei nach eng Kéier kloer soen: Mir mussen eis alleguer bewosst sinn, wa mer Perspektive maachen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum, iwwert d'Scholden, iwwert d'Finanzen, iwwert d'Entwécklung vun der Populatioun, dann ass dat ëmmer zum Deel an eng Glaskugel gekuckt a mir wëssen ni, wéi et richtig ass, virun allem, wa mer wäit kucken, bis 2050, 2060. Well wa mer 40 Joer zrëckkucken, hätt och kee gewosst, wéi et haut hei am Land ausgesäit.

Mä eent steet fest: Mir wëssen haut awer schon, wivill Leit 2060 an der Pensioun sinn. Dat sinn déi Leit, déi haut schaffen. Dat kann een also genau ausrechnen. Déi Leit sinn dann an de Chifferen. Dat ass net an d'Glaskugel gekuckt. An da seet de System eis, wa mer eben haut 170.000 Pensionären hunn - dat ass de Chiffer vun 2015, et ass de Rapport vun der IGSS, déi dee gemaach huet, dat waren d'Chiffere vun 2015 -, wa mer 170.000 Leit an der Pensioun hunn, dann hu mer der 2060 ronn 500.000 an der Pensioun. A mir mussen dann 850.000 Aktiver hunn, also dat Duebelt vun Aktive mussen hei am Land schaffen, wéi se haut schaffen, a mir mussen dat Duebelt vun der Populatioun hunn, wéi mer se haut hei hunn, déi am Land schafft.

A wann da Leit soen: „Mir wëllen net iwwert d'Pensioun schwätzen“, dann ass dat irresponsabel vis-à-vis vu kommende Generatiounen, well mer wëssen, wou d'Evolution hi geet.

An de Finanzminister huet de Moien och kloer gesot, mir hunn hei diskutéiert - wat richtig ass! -, datt mer héich Reserven hunn: 4,5-mol d'Joresdepensen als Reserv. Dat ass enorm. Et huet kee Land op der Welt dat. Mä et huet awer och kee Land op der Welt déi Entwécklung vum Aarbechtsmaart a vun der Populatioun gehat an och domadder déi Nofolgekäschten ze droen, wéi mir se hunn. An duerfir muss mer déi hunn.

An de Finanzminister huet haut de Moie gesot, datt déi Reserven eis nach bis 2040 bréngen. Dat ass net méi laang an engem Pensiounssystem, wa mer wëssen, datt 2040 déi Reserven um Enn sinn, a mir wëssen, wat mer 2060 elo scho vu Leit an der Pensioun hunn. Duerfir muss mer doriwwer diskutéieren a mir mussen de Courage hunn, zesummen driwwer ze diskutéieren.

An ech sinn och iwwerzeegt,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wa mer mat de Leit am Land doriwwer schwätzen, datt d'Leit bereet sinn, driwwer ze diskutéieren. Mir mussen och de Courage hunn, fir de Leit ze soen, wéi d'Finanzsituatioun ass. Wa mir de Leit ëmmer nëmme soen, et wier alles a Botter, och

wa mer Defizit maachen, et wier alles gutt hei am Land, mir hätten alles am Grëff, dann ass et jo normal, datt d'Leit soen: „Ma da kënne mer jo nach kréien.“

D'Gewerkschaften, wéi de Finanzminister déi leschte Kéier gesot huet: „Et ass erëm alles an der Rei“, sinn den Dag drop mat Fuerderunge schon erëm komm.

Mä et muss een de Leit d'Wourecht soen! Et muss een de Leit d'Wourecht soen: datt mer d'Finanzen net am Grëff hunn, datt mer am Defizit sinn, datt mer e Problem bei de Pensiounen kréien. Da sinn d'Leit bereet, och doriwwer ze diskutéieren. D'Lëtzebuerger si keng Egoisten, déi haut iwwer hir Verhältnissen wëlle liewen op Käschte vun hire Kanner. An do kommen ech och nach derzou. Mä mir mussen als Politiker de Courage hunn, fir doriwwer mat de Leit ze diskutéieren, da sinn ech och iwwerzeegt, datt mer hei kënne Léisunge fannen.

An da geet et net, wéi da verschidde Majoritéitsdeputéierter..., woubäi ech muss soen, datt d'Madamm Lorsché haut awer och déiselwecht Konklusiounen gezunn huet.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Oh,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Madamm Loschetter! Ech muss mer e Schëld dohinnerstellen.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Här Reding, Dir léiert et net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, kann ech wann ech gelift e Schëld dohinnerkréien? Soss, ech weess net!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Wat géif dat, wa mer dat elo zu 20 géife soen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madamm, ech weess elo net, ob et meng Schold ass oder, Madamm Lorsché, Är Schold, datt ech ëmmer op lech kucken an d'Madamm Loschetter mengen. Iergendwéi ass de Wuerm hei am Eck.

(**Hilarité et interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass, well et d'Nopeschgemeng ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, da gëtt direkt gesot vun de Sozialisten: „Ah, wëllt Dir Pensiounskierzung maachen oder de Pensiounsalter an d'Luucht setzen?“

Neen, dat wëllt keen. Ech ënnerstelle kengem heibannen, datt e wëllt Pensiounskierzung maachen oder de Pensiounsalter an d'Luucht setzen. Mä mir mussen eis zesumme Gedanke maachen, wéi mer dee System laangfristeg gemaach kréien, fir datt en iwwerleift a fir datt déi kommend Generatiounen net dorunner wierklech Riseproblemer kréien.

An da loosse mer och éierlech sinn! Wa mer vu Pensiounskierzungen oder Pensiounsalter schwätzen: D'Pensiounsreform, déi mer 2012 am Dezember hei gestëmmt hunn, déi den 1. Januar 2013 a Kraaft getratt ass, ma déi huet de Pensiounsalter ëm dräi Joer eropgesat! Dat war eng CSV/LSAP-Regierung!

Mir hunn de Projet deemools matgestëmmt. Mir hunn e matgestëmmt, well mer gesot hunn: „Et ass e Projet, wou keen et am Fong spiert, datt mer lues a lues Upassung maachen.“ A mir hunn, wa mer éierlech sinn, Pensiounskierzungen do gestëmmt, 2013! Well wann een haut mat 60 Joer an d'Pensioun geet, kritt een net méi déiselwecht Pensioun, wéi ee se 2013 kritt hätt. Et muss een e puer Méint méi laang schaffe goen. An an 20 Joer muss een dräi Joer méi laang schaffe goen, fir déiselwecht Pensioun ze kréien, déi ee virun 2013 mat 60 Joer kritt huet.

Also kommt, mir halen op, fir direkt ze soen: „Da ginn d'Pensiounen gekierzt oder den Alter geet erop.“! Dat hu mir schon an engem Gesetz vun der leschter Regierung gemaach, wat den 1. Januar 2013 a Kraaft getrueden ass.

Mä et sinn alles Konsequenze vun deem stramme Wuesstum, genaouso gutt wéi d'Stauen. Do brauch ech net vill driwwer ze schwätzen. Ech mengen, jiddweree vun eis erlieft dat all Dag. Si gi méi grouss. Soss war et moies an owes, elo ass et scho praktesch iwwert dee ganzen Dag. Et ass net nëmme en Ëmweltproblem - well wivill CO₂ gëtt do ausgestouss, wann do 10.000 Autoe stonne laang am Dag am Stau stinn? -, et ass en ekonomesche Problem fir d'Entreprises, deenen hir Betriebsautoe stonne laang am Stau stinn, déi dat da matverrechnen. An da mussen déi Leit, déi eben déi Leeschtung bruecht kréien, eben dat matbezuelen.

Den Transport- oder den Nohaltekeetsminister, de François Bausch, huet elo kuerz gesot: „Mir sti virum Kollaps.“ Ech hu gesot: „Oh vreck, hei! Elo kënnt hien och dorop, datt mer virum Kollaps stinn, noedem datt mer elo véier Joer e Rekordwuesstum gemaach hunn, wou-

runner hie maassgeblech bedeelegt ass. Elo kuerz viru Chrëschttag oder Niklosdag stellt hie fest, datt mer hei am Land virum Kollaps stinn, wat de Verkéier ubelaangt.“

Hien ass wahrscheinlech elo deen Éischtchen am Land, deen dat gemierkt huet...

(**Interruption**)

...an déi 100.000 Leit, déi all Dag drastinn, am Stau, do hat nach keen dat gemierkt! Duerfir huet hien dat elo emol missen eng Kéier ganz kloer soen.

De Logement ass och e Problem vun deem staarke Wuesstum. An der Regierungserklärung huet de Statsminister 2013 gesot, wéi en eng Rëtsch vu Moosnamen ugekënnegt huet, zum Schluss vu senger Presentatioun: „Jonk Leit a Famillje sollen eng fair Chance op en Daach iwwert dem Kapp kréien. Well Wunnen ass e Recht an dierf kee Privileeg bleiwen!“

A wat stelle mer elo no véier Joer fest? Ass dat haut net e Privileeg, fir sech kënnen hei zu Lëtzebuerg nach eng Wunneng ze bauen? Sinn d'Präisser an dëser Legislaturperiod net all Joer, wierklech all Joer ëm 5%, 6% souwuel bei dem Akafe wéi bei der Locatioun, an d'Luucht gaangen?

Mir hunn haut déi héchste Präisser, déi mer jee-mools hei haten. Et ass wierklech e Privileeg, wann een haut nach kann hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng kafen. An doriwwer ass awer näischt geschitt. Wat huet dës Regierung dann Opweises am Logement?

(**Interruptions**)

► **Une voix.** - Si hunn d'TVA erhéicht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Resultat ass, se hunn d'TVA erhéicht. Si hunn et nach méi deier gemaach. Si hunn eng Ministesch am Sënn vum Wuert an d'Wüüst geschéckt.

(**Hilarité générale**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Si hunn Direkteren a Presidenten een nom aneren..., et weess haut kee méi, wien iwwerhaapt nach do eppes ze soen huet, esou séier si se ausgewieselt ginn!

An de Kolleg Max Hahn, deem mir dat mussen héich urrechnen, deen huet d'lescht Woch, den 11. Dezember (veuillez lire: de 6. Dezember), hei an der Chamber gesot am Kader vun der Debatt iwwert d'Subventioun vun de Loyerer: „D'Situatioun um Wunnengsmaart ass dramatesch.“

Besser hätt ee Politiker vun der Majoritéit a vun der DP, där hire Minister och nach zoustänneg ass fir de Logement, d'Resultat vu véier Joer Aarbecht vun dës Regierung net kënnen dokumentéieren.

Här President, och d'Posten an der Fonction publique, déi mer haut massiv eropsetzen - 1.000 d'lescht Joer, dese Budget 1.000 -, ass och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. Wa mer esou vill Leit, esou vill Betriber bäikréien, datt muss geréiert gi vun enger Verwaltung. Duerfir brauche mer esou vill Leit.

Wa mer haut net méi Leit genuch am Enseignement hunn, fir Schoul ze halen, datt elo d'Pensionären erëm mat erugezu ginn, dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. A wa mer en zweete Prisong hu misse bauen, dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. A wa mer elo 300 Leit brauchen, fir an dee Prisong, fir deen ze geréieren, an d'Regierung féint keng Lëtzebuerger méi, datt se seet: „Elo muss mer Netlëtzebuerger huelen, fir do d'Iwwerwaachung am Prisong ze maachen“, dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum.

A wa mer hei eng Diskussioun hunn, déi zwar iwwerflësseg wier, näämlech iwwert d'Burka, wann d'Regierung direkt eis Proposition de loi akzeptéiert hätt, déi jo en Avis vum Conseil d'État hat an d'Kopie ass vum Gesetz, wéi et a Frankräich ass, a wat esou gutt ass, datt d'CSV et esou mat ofgeschriwwen huet... A well mir eng Opposition formelle krute fir eis Proposition de loi an d'CSV awer och gutt ofgeschriwwen huet, huet si och déi Opposition formelle vum Statsrot kritt, déi awer licht ze behiewen ass.

Mä well d'Regierung gemengt hat, si misst eppes Besseres erfannen, eppes Onméigleches, wou all Mënsch vu Rëmeleng bis op d'Wämperhaart de Kapp...

(**Interruption**)

...am Land gerëfelt huet, huet si sech véier, fënneg Opposition-formellen agehandelt.

Här President, mir haten nogefrot, ob et net eng Statistik géif ginn, Här President, vun den Opposition-formellen. Ech mengen, dës Regierung huet sech a véier Joer méi Opposition-formellen agesammelt, wéi mer der déi 40 Joer virdrun hei am Land zesummekritt hunn.

Dat beweist och d'Qualitéit...

(**Brouhaha et interruptions**)

Dat beweist...

(**Interruption par M. Pierre Gramegna**)

Neen, dat beweist d'Qualitéit vun dës Regierung. Dat beweist d'Qualitéit vun dës Regierung, well se Proposition-de-loie (veuillez lire: Avisen) kritt, wou bis zu 20 Opposition-formellen dra sinn. Dat war eppes, wat... Fréier war eng Opposition formelle eng Exception! Haut ass et d'Regel! Haut ass et eng Exception, wann e Projet de loi erëmkënt a keng Opposition formelle am Avis steet.

Här President, dat Wuert „qualitative Wuesstum“, dat gëtt hei ëmmer diskutéiert. A mir haten och duerfir den 3. Dezember 2015 als ADR hei eng Interpellatioun, wou mer iwwert de qualitative Wuesstum geschwat hunn a wou och Konsens bestanen huet, datt duerno misst all Kéiers eng Impaktstudie gemaach gi bei grëssere Betriber.

Mä wann ech da kucken: Wat ass qualitative Wuesstum, wann de Finanzminister houfreg ass, wann en all Joers 15.000 Aarbechtsplaze ka schafen? Wa mer e sozialisteschen - ech betounen „sozialisteschen“ - Wirtschaftsminister hunn, deen duerch d'Welt bei d'Milliardäre reest, deelweis a korrupt Regimier reest an zu deene seet: „Kommt mat Äre Milliarden op Lëtzebuerg! Ech suergen derfir, datt Der net vill Steiere braucht zu Lëtzebuerg ze bezuelen.“

Ass dat deen neie Sozialismus?! Ass dat dee Sozialismus, deen dann hei seet: „Mir mussen eppes beim Mindestlohn maachen!“, awer vergiess huet, elo an dës Legislaturperiod eppes ze maachen, an elo just virun de Wahlen op eemol erëm un déi kleng Leit denkt?! Mä deen (veuillez lire: deem s'äi Minister) awer ferm duerch d'Welt gereest ass, fir de Milliardäre Milliarde vu Steiergeschenker zoukommen ze loosse?!

Fir de qualitative Wuesstum, hate mer gesot, géife mer eng Impaktstudie maachen: E grouse Betrib, wat brauch deen un Energie, u Waasserverbrauch? Wat fir eng Leit brauchen? Wat fir eng Formatioun? D'Konsequenzen op d'Mobilitéit, op d'Stauen, op de Wunnengsmaart, op d'Investitioun, déi de Stat an d'Gemeenge muss maachen, op d'Steierrecetten, déi de Stat vun esou Betriber kritt.

A Google ass ee vun deene Betriber, wou mer déi Fro kënne stellen! Uganks dës Joers, am Fréijoer, hunn de Wirtschafts- an de Statsminister sech iwwerschloen. Deen ee war e bësse méi séier wéi deen aneren, fir der Natioun matzedeelen, datt Google eventuell op Lëtzebuerg kéim. Mä dunn huet ee laang näischt méi héieren. A virgëschter sinn déi zwee dann awer elo zesumme virun d'Press getratt, fir ze soen, datt Google eng Optioun op en Terrain vu 34 Hektar geholl huet. Ob dat elo positiv ass, wa Google kënnt, oder negativ, ob dat an de Kader vum qualitative Wuesstum passt oder net, kann ech net soen, well mir hunn als Deputéiert keng Donnée bis haut kritt.

Vill Mëtzel- a Klengbetriber hei am Land hu sech natierlech d'Fro gestallt: Wéi ass et méiglech, datt een 30 Hektar, 34 Hektar op der grénger Wiss ka vun haut op muer fannen, a wa Mëtzel- a Klengbetriber Terrainen a Plaze sichen, dann dauert et jorelaang a jorelaang, fir datt se iwwerhaapt keng Plaz kréien?

Ech hunn den 28. Juli eng Question parlementaire un de Wirtschafts- an un de Finanzminister gestallt, wou ech gefrot hunn: Ass eng Impaktstudie gemaach gi bei Google, sou wéi de Wirtschaftsminister dat hei am Dezember virun zwee Joer versprach hat? Ass gekuckt ginn, wat et vu Konsequenzen huet op den Aarbechtsmaart, den Transport, d'Energie, d'Ëmwelt, d'Steierrecetten?

Här President, Dir wësst et genaouso gutt wéi ech: Et huet zwee an en hallwe Mount gedauert, du krut ech eng Äntwert op meng Question parlementaire, an ech géif déi kuerz Äntwert resuméiere mat de Wieder: „Bla, bla!“

(**Hilarité**)

Méi stoung am Fong net an där Äntwert dran. Ech hunn dunn den 11. Oktober dem President vun der Chamber nach eng Kéier e Brëf geschriwwen an ech sot, ech géif dogéint protestéieren, ech hätt gären Äntwert op meng Froen. An de Chamberspräsident huet dann och deeselwechten Dag der Regierung - iwwert de Minister vun de Relatioun mam Parlament - weidergeschriwwen, si sollt déi Fro un déi zoustänneg Ministere ginn, «afin qu'ils fournissent une réponse complète à la question parlementaire». Dat war den 11. Oktober.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Haut si mer den 13. Dezember! Här President, ech hunn nach ëmmer keng Äntwert. Elo ass dat scho véier an en hallwe Mount hier, wou dës Regierung mir net op meng Froen äntwert. Véier an en hallwe Mount! An da wëllt déi schwätze vun enger nohalteger Entwécklung! Da kommen déi heihinner a soen, si géifen Impaktstudie maachen, wann ee grouse Betrib kennt! No véier an en hallwe Mount hu mir nach keng Äntwert kritt! Et ass e Skandal! Dat ass e Skandal, wat eng Regierung sech vis-à-vis vun engem Parlament erlaabt!

An Däitschland sinn déi Gréng virun engem Joer bei d'Bundesverfassungsgericht gaangen, well d'Regierung den Deputéierten net op hir Froe kloer geäntwert huet. An d'Bundesverfassungsgericht huet decidéiert, dass eng Regierung muss op all Fro, zumindest an Däitschland, äntwerten, ob se bequiem oder unbequiem ass, an dass se sech net kann hanner Betriebs- oder Steiergeheimnissen mat vagen Dénger verstoppen, fir keng Äntwerten ze ginn.

Bei deene Froen, déi ech hei gestallt hunn, hunn ech net gefrot: Wivill Steiere bezitt Google? Ech hu just gefrot: Gëtt mat Google e Ruling gemaach, a wa jo, wéi gesäit deen aus?

Dat ass kee Steiergeheimnis, dat ass e Recht vun Deputéierten a vun enger Effentlechkeet, fir dat gewuer ze ginn! An duerfir muss ee sech gelunge Gedanke maachen, wann eng Regierung refuséiert, engem Parlament dës Froen ze beäntwerten.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, ech muss awer nach e puer Wieder iwver eis gréng Kollege verléieren,...

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, très bien!

(**Interruption**)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...well se elo kuerz virum Kollaps stinn.

Dat solle se net perséinlech gesinn: Si hunn d'Land domadder gemengt!

Mä hu mir da schon eng Kéier eng Legislaturperiod gehat, wou mer méi Wuesstum hate wéi an dëser Legislaturperiod, wou mer méi Aarbechtsplaze geschaaft hu wéi an dëser Legislaturperiod, wou mer méi Awunner bäikritt hu wéi an dëser Legislaturperiod, wou d'Staue méi grouss gi si wéi an dëser Legislaturperiod, wou méi zoubëtonéiert ginn ass wéi an dëser Legislaturperiod?! An hu mer déi gréng héieren? Hu mer déi gréng héieren?!

Google kritt 30 Hektar!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Gréngfläch!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Gréngfläch! Dat ass esou grouss wéi eng Schmelz am Süden, wéi d'Schëfflenger Schmelz. Wéi d'Schëfflenger Schmelz ass dat! An déi ginn an enger Kéier total zoubëtonéiert! Total op der grénger Wiss zoubëtonéiert!

Hu mir bis haut ee Gréngen héieren, deen dogéint eppes gesot hätt?! Nö!

(**Interruption**)

Kënnst Der lech erënneren, d'Autobunnen... D'nächst Woche stëmme mer... Neen, muer stëmme mer nach e Projet, wou mer eng Autobunn bauen. Vun engem grénger Minister, eng gréng Rapportrice. Dës Kéier ass et d'Madamm Lorsché.

(**Hilarité**)

Här President, hu mir schon eppes héiere vun deenen? Kënnst Der lech erënneren, wéi mer op der Saaraubunn gesot hunn: „Do muss eng Tankstell hikommen.“? Wat fir een Opstand! déi gréng souzen zu Remerschen an der Wiss eng Pressekonferenz ze maachen! Da fuert elo emol op Esch an da kuckt Der do téschent Leideleng a Féitz, wat do fir e gewaltteg Lach an d'Natur gemaach ginn ass, fir eng Tankstell ze bauen!

Fréier ware se géint d'Autobunn, haut seet de Minister Bausch emol net méi: „Mir bauen eng Autobunn“, oder: „De Stat baut eng Autobunn.“ Neen: „Ech bauen eng Autobunn“, seet en!

(**Hilarité**)

Dat ass eng formidabel Entwécklung! Awer Beem mussen ewechgemaach ginn, ma da gi se ëmgeluecht! Awer de Bësch muss geréckelt ginn, ma da gëtt en ëmgeluecht! A wann eng Wiss muss zoubëtonéiert ginn, ma da gëtt se zoubëtonéiert.

An de Witz ass: Dee Ministère heescht „Nohaltegkeetsministère“. Doriwwer kann een nëmme laachen! Et sief! Dat eenzeg Nohalteg, wat un deem Ministère ass: Et ass nach ni esou vill nohaltegréng Wiss mat Bëton zoubëtonéiert ginn. Dat ass dat Eenzeg, wat nohaltegr an dëser Regierung ass!

An duerfir sinn ech, Här President - dat ass meng éierlech Meinung awer elo -, der Iwwerzeugung, egal wéi déi nächst Regierung ausgesäit an egal wien dran ass, ob dat d'CSV mat de Sozialisten, mat der DP, mat deene Gréngen, oder mir mat der CSV sinn, egal wien: Et muss ee gréngen Nohaltegkeetsminister an déi Regierung kommen,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...well soss geet dee ganze Kaméidi erëm lass!

(**Hilarité**)

Mir hunn et jo gesinn! Si waren am Stater Gemengerot nach net een Dag an der Opposition, dunn hu se eng Pressekonferenz gemaach! An iwver wat hu se sech opgereegt? Ma iwvert de Wuesstum an der Stad Lëtzebuerg,...

(**Hilarité**)

...deen net genuch berücksichtegt gi wier an där ganzer Diskussioun am Schäfferot. An dobäi, mengen ech, waren awer och déi gréng elo zwielef Joer am Stater Schäfferot. De Ban de Gasperich: Wie soll deen decidéiert hunn hei an der Stad Lëtzebuerg, wat eng eenzeg Katastroph gëtt? Waren déi gréng do net derbäi? Een Dag an der Opposition: Patsch! 180 Grad! Elo ginn erëm Pressekonferenze gemaach an elo gëtt erëm an all Quartier an der Stad manifestéiert.

Duerfir, kommt, mir kucken, dass mer zumindest ee Gréngen als Nohaltegkeetsminister och an der Zukunft an der Regierung hunn! Wat war dat dach esou roueg an esou flott elo déi véier Joer. Et konnt gebaut ginn, wou mer wollten.

(**Hilarité**)

Et war keng Diskussioun. An och de Mouvement écologique huet sech anscheinend opgeléist, well vun deem héiert een näischt méi. Also, et ass dach eng Situatioun, wéi mer eis se ni konnten erdreemen. Kommt, mir kucken, dass mer dat onbedéngt bäibehalen!

(**Brouhaha**)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss zum Schluss kommen.

► **Une voix**.- Dat ass awer schued.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et ass schued!

(**Hilarité**)

Et ass schued, mä och ech muss mech un d'Reglement halen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Gutt, dass Är Kollegen...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, meng Kollegen hu gesot, ech kéint schwätzen,...

(**Brouhaha**)

...soulang wéi mer Zäit hätten.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- ... keng Zäit méi!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A macht Dir lech net ze vill Gedanken ëm meng Kollegen. Mir gi gutt eens.

D'Rapportrice, de Finanzminister an och d'Deputéiert vun de Majoritéitsparteien, déi haut schon hei defiléiert sinn, hunn alleguete wëlle wierklech ënnersträichen, dass dat heite kee Wahlbudget wier: „Et ass kee Wahlbudget hei.“ An dräi Véierels vun der Zäit, déi se hei geschwat hunn, hu se soss näischt gesot, wéi: „Mir hunn dëst gemaach, mir hunn deem heiten dat ginn, deen doten huet dat kritt an deen heite kritt dat, an deen dote kritt dat. An d'nächst Joer kritt nach deen doten dat.“

Mä et ass kee Wahlbudget. Datt elo zoufällg hannendrun do Wahle kommen, duerfir kënnen si jo net!

(**Hilarité**)

Dat ass viru fénnef Joer nun eemol eben eng Ausgangspositioun gewiescht. Mä dat heiten ass absolut kee Wahlbudget. Et ass e Budget fir d'Zukunft.

Mä ass et e Budget fir d'Zukunft? Jo, et ass ee Budget fir d'Zukunft, an zwar een, deen déi zukünftg Generatiounen hypothekéiert. Et ass ee Budget, dee weider op stramme Wuesstum setzt, deen d'Problemer ëmmer méi grouss mécht, deen d'zukünftg Generatiounen weider wäert hypothekéieren.

An ech sinn iwverzeegt, an dat hunn ech viru d'jo schon hei gesot, wann ee mat de Leit am Land schwätzt: D'Leit sinn hei zu Lëtzebuerg keng Egoisten. Wann ee mat de Leit

schwätzt an et mengt een, et kéint ee mat Wahlkaddoe Mais hei fänken, Leit fänken, Stëmme fänken... Wahlkaddoen, déi mer iwver Emprunte musse finanzéieren... An deene Leit, déi déi Kaddoe kréien, deenen hir Kanner an Enkelkanner, déi müssen déi zréckbezuelen!

Ech sinn iwverzeegt, dass d'Lëtzebuurger verstanne genuch sinn an net esou egoistesche sinn a soen: „Ech hätt nach gare weider, a meng Kanner müssen dat dann eben zréckbezuelen.“ Wann een de Leit d'Wourecht seet: D'Leit sinn och bereet, en anere Wee matzuegoen. An dës Budget geet doudsicher an déi falsch Richtung! An duerfir fénnt en eis Zoustimmung mat 100%eiger Iwwerzeugung net!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech ginn dann dervun aus, dass ech déi zwee aner Kollege ka sträichen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Den Här Gibéryen war esou perfekt, da kënnst Der mech sträichen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo, dann huet elo den Här David Wagner fir déi Léik d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Léik).- Merci, Här President. «Une fois n'est pas coutume» wäert ech och der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Et ass net all Dag, dass eng ehemoleg Klassekammerodin de Budgetsrapport mécht.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. David Wagner** (déi Léik).- An eng Frau! Et ass richtig. An ech mengen, esou einfach ass dat guer net. An et ass och bestëmmt net einfach, de Bilan vun dëser Regierung ze verteidegen.

(**Hilarité**)

In cauda venenum.

(**Hilarité**)

Här President, et ass net déi éischte Kéier, dass de globaliséierte Kapitalismus an enger Kris stécht an däischer Wolleken iwvert d'Welt schwiewe léisst. Am leschte Jorhonnert sinn doduerch zwee Weltkrieger ausgebrach. Et weess een net, wéi et an nächster Zäit wäert ausgesinn, mä d'Zukunft gesäit guer net esou roseg aus.

Am Mëtteleorient spillen d'USA erëm eng Kéier mam Feier mat der unilateraler Unerkennung vu Jerusalem als Hauptstadt vun Israel, wat selbstverständlech nëmmen zu enger Opleenung vun de besatene Palästinenser féiere kann, wat Tel Aviv mam Asaz (veuillez lire: woumat Tel Aviv den Asaz) vu brutaler Hightechgewalt kéint justifizéieren.

Den Alliierte vun den USA an Israel an dëser Géigend, Saudi-Arabien, schéngt sech op e Konflikt mat der anerer Grousmuecht an der Géigend, dem Iran - engem Alliierte vu Russland - virzubereeden, andeems de jonke Präzident Salman de Stat putschaarteg säubert.

China geet sengen Ambitiounen no.

Japan erlieft eng Well vun Nationalismus an denkt iwvert d'weider Oprüstung effektiv no.

D'USA suergen dann och derfir, dass de Regimm zu Pjongjang - alliiert mat China - mat illusoresche Menacé bei Wäitem säi Gewaltpotenzial, a wahrscheinlech och Gewaltwëllen, iwversteigt.

De russesche Regionalimperialismus huet seng Komplexer vis-à-vis vun engem deklinéierenden US-Weltimperialismus ofgebaut, deen awer erëm verstärkt versicht, e Fouss a Latäinamerika ze setzen an all Form vu Sabotage vu Länner, déi him widderstinn, ze ënnerstetzen.

Dobäi ginn d'Interesse vun de multinationalen Entrepenen net vergiess: Wéi d'Mueden am Speck suerge se derfir, dass de räichste Kontinent, Afrika, weiderhin deen ärmste bleift.

D'Europäer versichen dann och nach patheetesch, eng Arméi opzebauen, fir dat, wat si als hir Interessen op der Welt ugesinn, ze verteidegen.

Déi éischt Wirtschaftsmuecht, Däitschland, läit awer zënter Wochen am politesche Koma, well d'Nowéie vun Hartz IV a Bëllegloun fir d'„Exportwunder“ sech politesch iwversat hunn an en Trupp vun Drëtt-Räich-Nostalgiker an de Bundestag geschéckt gouf.

De UK dëmpelt viru sech hin. D'Tories klammere sech un d'Muecht mat der Hëllef vun nordireschen nationalisteschen Extremisten.

An d'Schotten hunn d'Flemm mat London, genaousou wéi d'Katalanen d'Flemm mat Madrid hunn an et Spuenien, entgéint deem, wat behaapt gouf, sozial net besser geet.

Dat ass och de Fall a grouse Länner wéi Italien, wat sech ëmmer méi enger Bankekris rapprochéiert.

An nach just d'Sorella latina, Frankräich, wankt erstaunlecherweis net ze vill, mä et weess een net, bis wéini d'Fransousen dem Macron, dem „président des riches“, nokucke wäerten, wéi laang hien de Robin Hood vun de Räiche spillen däerf.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence**.)

Et muss een och nach iwver Griichenland e puer Wieder verléieren. D'Situatioun bessert sech net a Griichenland. An dat war och deemools esou gewollt vun dëser Regierung. An dat däerf een net vergiessen.

Wien da mengt, dass de prognostizéierte Wuesstum vum FMI eng Consolatioun wier, deen huet nach net verstanen, dass d'Wuesstum bestëmmt keen Indikator vun allgemengem Wuelstand fir d'Mënschen ass. Do kann e sech soulaang ameséieren, wéi ee wëllt, Projektione bis an d'Joer 2060 ze maachen! Dat wier, wéi wann een 1910 Projektionen op 1952 gemaach hätt. An dertéscht, wéi mer wëssen, ass eppes geschitt.

Ech sinn zwar e grouse Fan vu Science-Fiction, allerdéngs wa se gutt ass. Den Isaac Asimov, deen hat en Epos geschriwwen, dee sech iwver 20.000 Jore Mënschegeschicht gezunn huet. An ech mengen, deen ass wahrscheinlech och méi kredibel gewiescht wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg versichen, wéi de Conseil national des finances publiques, Projektionen ze maachen, well, ech mengen, et geet net ëm neutral Projektionen, mä politesch Hannergedanke spillen derhannert.

Do gëtt versicht, de Leit anzetrüchere, dass mer spuere müssen, wa mer weiderhin eise Sozialsystem bäibehale wëllen. Dat ass déi al ofgelutschte Kamell vun der sougenannter „gëllener Regel“. A wat gëtt dorënner verstanen? Am Prinzip ass et eng Regel, déi gesetzlech oder souguer verfassungsrechtlech festgeloet ka ginn, fir d'Ausgabe vun engem Stat ze limitéieren. Dat kléngt gutt, nom Motto „da ginn d'Suen net aus der Fëenster gepucht“, mä a Wierklechkeet ass et strikt an der neoliberaler Logik, fir effentlech Investitiounen ze drosselen a souguer derfir ze suergen, dass demokratiesch gewielte Volleksvertriidungen net esou investéiere kënnen, wéi si et fir richtig halen.

Déi gëlle Regel ass awer souwisou op eng gewëssen Aart a Weis Realitéit ginn, Stéchuwert „solde structurel“ an „objectif à moyen terme“, wou d'Memberstate vun der EU gebiede sinn, Bréissel matzedeelen, wéi wéineg se investéieren, fir déi ekonomesch onsennege Spuerregelen anzehalen an d'„Bréisseler Buchhalter“, wéi de Mitterrand gesot hätt, ze befriddegen.

Wat ass dee Solde structurel? Minus 0,5% oder plus 0,5%? Et geet jo drëms, fir ze soen, wat dann um Enn manner oder méi an engem Budget muss dra sinn, well meeschtens gëtt dat jo och net onbedéngt erkläert. Mä et ass a Wierklechkeet eng Spuermesure, déi der effentlecher Hand, also der Regierung an natierlecher Chamber, also der Bevölkerung, déi wiele geet, virschreift, wéi vill drënner oder driwwer effentlech investéiert däerf ginn.

Natierlech kritt een dann eng bonne Note vun de Bréisseler Rechen-Michien. Et kritt ee souguer e Leckerli vun de Ratingagencé vun de Banken, déi jo bekanntlech immens gutt wirtschaften an ni eng weltwäit Finanzkris provozéiert hunn. An d'Regierung däerf dann och mam Schwanz wedelen a soen: „Et geet alles gutt, well d'Banken hunn eis den Triple-A ginn.“

Mä den Triple-A ass keen Zeugnis vu guddem Wirtschaften. Et ass eng bonne Note, déi e Stat vun de Finanzmäert kritt, well e brav gefollegt huet, fir da kënnen op de Finanzmäert léinen ze goen. D'Leit müssen dobausse wëssen, dass mir hei an dëser Chamber net méi déi grouss Linne festsetzen, mä dass mer an engem Mechanismus sinn, national an europäesch, deen an de grouse Linne vun de Finanzweltmäert diktiert gëtt.

Mir däerfen dann natierlech e puer Proffen astellen, en Tram bauen an eis Infrastrukturen e bëssen ausbauen. Awer net ze vill! Grad esou vill, dass d'Land net total ënnergeet. Eëmmerhi si jo och d'Leit vun der Finanzplaz frou, wa se eis nach relativ gutt Infrastrukturen benotze kënnen, déi gréisstendeels vun de schaffende Leit finanzéiert goufen. Well dat ass jo och eng aner Wourecht!

Et sinn déi schaffend Leit, déi produktiv Leit, déi de Gros vun de Recetté bäisteieren. Dat muss een och wëssen, well déi, déi d'Lektionen erdeelen, wéi gewirtschaft soll ginn, dat sinn déi, déi am mannsten zur Wirtschaft bäidroen. Eng Realitéit zu Lëtzebuerg ass déi, dass et beim Budget iwverhaapt schwéier ass erauszukréien, wat d'Hierkonft vun de Steieren ass: Wéi eng ekonomesch Secteure bezuele wivill Steieren op Benefisser? Wéi eng Bäiträg komme vun de ganz héije Léin? Wéi setzt sech den Ertrag aus Kapitalsteieren zesammen?

Een Hiweis krute mer deemools, virun e puer Joren am Kader vun der Steierreform, dee Kompendium, deen un d'Press geleakt gouf. Dorausser konnt een erauslesen, datt d'Proportion zuongonschte vun de Stéit par rapport zu de Betriber louch a läit. Du koum d'Steierreform, mat där sech gebrezt gëtt. Do ass grosso modo jiddwereen an alles entlaascht ginn, dat an Zäiten, wou den Nachholbedarf riseg ass, wat d'Infrastrukturen ugeet.

Mä wien ass am meeschten entlaascht ginn? Well d'Antwort ass kloer: D'Betriber sinn entlaascht ginn. Natierlech, d'Léin sinn entlaascht ginn. Allerdéngs, déi héich Léin, kann een awer soen, profitéieren eendeiteg méi wéi de Gros vun den anere Léin, quitte datt déi ganz ënnen och profitéieren.

Déi 10% Léin, déi am héchste leien, dat sinn déi Léin, déi am meeschte vun den Entlaaschtunge profitéiert hunn. Dat heescht, datt insgesamt d'Steierreform zu enger Emverdeelung vun uewen no ënnen gefouert huet, an net zu enger Emverdeelung zugonschte vun der Aarbecht, vum Kapital zugonschte vun der Aarbecht gefouert huet. Well dorëms misst et jo goen.

Viru Joren hu mer dann och gesinn, wéi einfach et war, eng Mesure Stock-Options anzeféieren, fir d'Salairé vun héije Kaderen ze defiskaliséieren. Et ass ganz schnell gaangen, duerno souguer iwver Circulaire. Et ass ganz schnell gaangen, mat engem Déchet fiscal vu gudden 200 Milliounen Euro d'Joer. Dat sinn déi Suen, déi eis déi héich Kadere kaschten.

Et dierf een net vergiessen, datt et oft déiselwecht héich Kadere sinn, déi och d'Soen hunn a Patronatsorganisationen an doctement erklären, woufir et irresponsabel wier, de Mindestloun ze erhéien. Déi, déi all Méiglechkeet ausnotzen, fir hir héich Revenuen a Salairé maximal ze defiskaliséieren, sinn och oft déi, déi mengen, datt Aarmer ze räich sinn.

► **M. Marc Baum** (déi Léin).- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Léin).- De Mindestloun huet den Aarbechtsminister kuerz virun de Wahlen erémentdeckt, obwuel en nach viru Kuerzem géint eng Erhéijung vum Mindestloun war, zumindest zweemol, wéi mir als déi Léin Motiounen hei deposéiert hu fir eng Erhéijung vum Mindestloun, wou de Marc Baum derfir geschwat hat a wou den Här Minister Schmit erkläert huet, firwat dat hei elo net méiglech wier.

Et kéint een natierlech soen: «Mieux vaut tard que jamais.» Mir gesinn dat awer elo guer net esou, well mir fannen et, éierlech gesot, irresponsabel, wann eng Partei - d'LSAP - iwver zwou Legislaturperioden den Aarbechtsminister stellt, wann deen Aarbechtsminister systematesch all Fuerderung an dës Richtung ofgewisen huet, wann deen elo kuerz virun de Wahlen kennt, datt de Mindestloun misst erhéicht ginn - wat natierlech wouer ass, an dat zënter Joren! Mä wann een elo eefel Méint virun de Wahlen domadder kennt, dann ass awer mat dëser Fro gespillt ginn. A vu datt et an eisen Ae Wahlpropaganda ass, heescht et wuel, datt déi Fuerderung net richtig iwverluecht war.

Souguer an der LSAP si se sech net esou richtig eens: Soll et direkt kommen oder soll et progressiv kommen?

D'Erhéijung vum Mindestloun ass esou wichtig...

(Interruption par M. Claude Haagen)

Jo, bon, wann een d'Press liest.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Wéssst Der, et ass esou nei, datt Dir iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun schwätzt, datt mer net esou richtig wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Wann ech gelift, maacht keng Zwigsprécher an de Sall eran! Här Haagen, sidd esou gentil! Här Wagner, Dir hutt eleng d'Wuert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Ech bessere mech.

► **M. David Wagner** (déi Léin).- Mir hätte sollen nach eng Kéier eng dréit Motioun u sech deposéieren fir d'Erhéijung vum Mindestloun. Dat hu mer vergiess ze maachen.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Dat steet lech ëmmer fréi.

(Interruption par la présidence)

► **M. David Wagner** (déi Léin).- Jo. Mir wollten lech net ze vill quälen.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Allez!

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Dir sidd fein.

► **M. David Wagner** (déi Léin).- Mir si fein.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dann haalt direkt op!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Hilarité)

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Här Bodry!!

► **M. David Wagner** (déi Léin).- Esou fei si mer och net, Här Bodry.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Här Bodry! Här Wagner, Dir hutt eleng d'Wuert a loosst lech net duerchernee maachen!

► **M. David Wagner** (déi Léin).- Mä bon. Et misst een awer och soen: Déi, déi de Géigendeel mengen, datt hei zu Lëtzebuerg keng Mindestlounerhéijung misst geschéien, deene rode mer awer, emol ee Joer mam Mindestloun ze liewen hei zu Lëtzebuerg - ouni Reserven! - an e Loyer ze bezuelen. Déi sollen emol eng Kéier kucken, ob dat wierklech ze héich ass, ob et wierklech kee Problem ass, fir deen ze erhéien (veuillez lire: oder ob een deen erhéien misst).

► **M. Marc Baum** (déi Léin).- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Léin).- An éierlech gesot: Wann ee scho bedenkt, datt de Mindestloun esou niddreg ass, da muss een dat natierlech a Verbindung setze mat den Immobiliepräisser. An dat muss een an d'Perspektiv setze vun den 113.800 Mënschen hei zu Lëtzebuerg, déi vun der Aarmut menacéiert sinn. Dat si bal 20% vun de Leit.

Mir hu scho méi wéi eng Kéier gesot, datt de Stat massiv a Wunnenge soll investéieren. 6.500 Wunnenge pro Joer misste gebaut ginn, fir d'Präisser iwverhaapt ze stabiliséieren. Mam Retard vum Bau muss een déi Zuel souguer op 8.000 (veuillez lire: 8.500) steet sou an der Virbereedung eropsetzen. Et ginn der awer net méi wéi 3.500 gebaut. De Retard gëtt also ëmmer méi grouss. D'Caritas beziffert donieft de Bedarf u Sozialwunnengen op 30.000.

Wat deen heite Budget betrëfft, do ginn d'Ausgabe fir de Logement ëm 19% erop. Fir déi Joren duerno ass dann awer nach just eng méi kleng Progressioun virgesinn. Bis 2021 sollen 12% méi an de Logement investéiert gi wéi nach 2018.

Wann ee weess, wéi héich d'Nout ass, wat de Logement ugeet, da kann een nëmme soen, datt dës Investitiounen eng Drëps op de waarme Stee sinn. Datselwecht géllt d'ailleurs fir d'Budgetposte bei de Gemengen, well déi stagnéieren och, wat d'Wunnengen ugeet. An dat huet natierlech och domadder ze dinn, datt vill Gemengen hir Verantwortung net iwverhuelen an a Wierklechkeet ganz weineg selwer bauen.

Mir wëssen och firwat. An dat huet net mat de Finanzen ze dinn, well de Stat hinne 75% zrëckbezilt, mä déi Gemengeverantwortlech traue sech net, well se sech vläicht och iwverleeën, a si mengen et vläicht och, datt gewisse Wieler net frou wieren, wa se - téschent Guillemeten - „Sozialwunnengen“ do hätten. Dat ass u sech a Wierklechkeet deen trauregen Hannergedanken!

Nach e Wuert zu de Gemengen, zemoos am Kontext vum Komplex Wuesstum, Logement a Mobilitéit. Et wier gutt, wann déi Parteien, déi an der Regierung oder an der Opposition sinn an déi zu Recht der Meinung sinn, datt ee muss oppasse mam Wuessen, well mer dat net méi packen, wann déi Parteien, zemoos an der Hauptstadt oder an de grouse Südgemengen, an de Ballungszentren, net de Géigendeel géife maache vun deem, wat se priedegen, wa se bis am Schäfferot sinn.

Ech mengen, viru Kuerzem nach, virun zwou, dräi Wochen, huet den aktuellen Transportminister an der Commission du Développement durable gemengt, datt d'Stad ni Demandeur gewiescht wier, fir esou vill Aarbechtsplazen an der Stad unzezeien. Ech ka mech awer erënnere an eng Zäit, wou ech och am Gemengerot nach virdu souz a wou deeselwechten Transportminister Finanzschäfte war an der Stad a wou en och eis Motiounen zu enger Erhéijung vum Hiewesaz vun Impôt commercial zrëckgewisen huet a weiderhin dee ganz niddregen Taux wollt bäibehalen.

An darselwechter Kommissioun huet hie gesot, d'Stad wier ni Demandeur gewiescht. An en huet a Wierklechkeet eng aner Politik bedriwwen, fir justement Aarbechtsplazen an d'Stad unzezeien. Dat huet natierlech duerno en Impakt op den Transportchaos. Et regelt sech natierlech net alles duerch den Hiewesaz vun der Gemengesteier. Mir wëssen dat. Mä et ass natierlech eng Méiglechkeet, fir dat schon e bëssen ze steieren, a souwisou bréngt et och Rentréee mat, an déi kéimen och ville Gemengen zegutt.

Mä de Problem ass, datt dat jo anscheinend och eng Moud gëtt an anere Gemengen, gréissere Gemengen. Esch, zum Beispill, wëllt anscheinend och deen Taux erofsetzen. Anschei-

nend och Déifferdeng. Ech weess net, ob dat stëmmt. Mä ech mengen, ech géif deene Gemengen an deenen alen oder neie Majoritéiten dovunner ofroden, fir dee Wee ze goen. Zemoos wann ee grad seet, datt ee muss mam Wuesstum oppassen, da soll een och op lokale Plang kohärent sinn.

Madamm Presidentin, ech hunn déi grouss Chance, an der Stad kënnen ze liewen an ze schaffen. Dat soen ech elo net op eng lokalchovinistesche Aart a Weis an net nëmme, well ech awer tatsächlech gären an der Stad liewen, mä ech hunn déi Chance, well ech net brauch moies an den Zuch ze klammen, wou ech net weess, ob e matzäiten ukënn, ob et iwverhaapt ugekënnegt gëtt, wann e Retard kritt a wéi vill Retard e kritt.

Ech hunn dann och d'Chance, net mussen als Alternativ an den Auto ze klammen, fir am Stau op der Autobunn an d'Stad schaffen ze kommen. Mä immens vill Leit, ëmmer méi Leit hunn déi Chance net.

Den Transportminister seet sech selwer vum ongebremschte Wuesstum erausgefuert a sengem Schreiwes am Sozialalmanach vun 2017. Ech zitieren: „(...) es führt kein Weg daran vorbei, den infrastrukturellen Rückstand - bedingt durch die überdurchschnittlich starke wirtschaftliche Entwicklung der letzten 30 Jahre - aufzuholen.“ 30 Joer neoliberal Wirtschaftspolitik - fixéiert op d'Finanzplaz, steierlech Entlaaschtunge vu Multinationallen a Groussverdränger an d'Schafe vu materiellem Wuessstum -, déi de Profitt virun de Mënsch stellt.

A mir hunn den Androck tatsächlech, datt weider net dorauer geléiert gëtt. Well et muss ee jo awer och soen: Zu Recht huet de Virriedner gefrot, wann ee sech déi Google-Affäre e bëssen ukuckt, wéi schnell do elo op eemol Terrain mobiliséiert gëtt, wat mat deem Terrain geschitt, wat fir eng Steiere bezuelt ginn, wat fir eng Energie verbraucht gëtt, wa bis eng Kéier op deem Terrain eppes geschitt, wat fir e Waasser soll verbraucht ginn an esou weider an esou virun. Op eemol geet dat ganz schnell. Vläch gouf dat e bëssen improviséiert, wéi den Här Wirtschaftsminister zu San Francisco war, vläch e bëssen euphoresch war, esou e grouss Déier ze gesinn an him eppes virgeschloen huet.

Mä et ass wierklech erschreckend ze gesinn, datt et immens schwéier ass, zu Lëtzebuerg Wunnengsterrainen ze fannen, iwverhaapt eppes ze mobiliséieren. Mä fir eppes relativ Onklores duerchzusetzen, wou ee sech wierklech muss Froe stellen - wat et fir Steiere bréngt, wat fir eng Aarbechtsplaz geschafe ginn, wat fir en Impakt et op d'Emwelt kritt -, dat geet ganz einfach! An do ass d'Regierung ganz zefriddend domadder. Mir fannen dat ganz komesch.

Och wa sech awer méttlerweil eppes an der Mobilitéit beweegt, esou dréit sech de Réckstand awer vu Joer zu Joer mat weider, well grad a puncto Wuesstumsentwécklung keen Emdenke stattfënn an och kee Paradigmewiessele a puncto Wirtschaftspolitik.

Bei engem Wuessstum vu 4%, dee weiderhin unhält an all Joers Dausende Leit méi an d'Land zitt an d'Awunnerzuel vergréissert, ass et schwéier virstellbar, mat dësem Investitiouns- a Planifikationsrhythmus op ee gréngen Zweig vun der Mobilitéit ze kommen.

Den Tram war e gréissert Investissement a setzt d'Weiße fir eng modern a méi nohalteg Mobilitéit sentwécklung, déi sech awer leider nëmme op d'Stad an hir Peripherie limitéiert. Fir e Südttram wier kee Potenzial do, trotz gréissere Besoine vun der Vernetzung vun de Südgemengen an hirer noutwendiger Verbindung mam Zentrum.

Als Alternativ zum Tram op Schinnen oder Pneu gëtt de BHNS-Bus bewäert, deen no un d'Performance vum Tram soll erukommen. Fir dës Busser gëtt och eng separat Pist op der A4 ageriicht als nohalteg Expressverbindung. Och d'A3 soll op dräi Spuren ausgebaut ginn, fir de Wuertentransport a Richtung Containerhub Beetebuerg-Diddeleng méi einfach ze maachen an d'Entwécklung vum Logistiksektor ze ënnerstëtzen.

Bei dësen Infrastrukturprojeten handelt et sech ëm eng Tëscheleisung ouni Nohaltegkeetsfaktor, an deenen den öffentleche Personentransport eng Niewefro bleift.

Madamm Presidentin, ëmmer méi Leit fuere mam Zuch. 2017 waren et der 23 Milliounen. D'CFL huet och dëst Joer hiren héchsten Émsaz gemaach mat 13,5 Milliounen, woubäi de Pünktlechkeetstaux am Schnëtt weider erofgeet, well sech déi technesch Pannen accumulieren. E massiivt Investissement an d'Erneuerung vum Zuchmaterial, d'Opstocke vum Ersatzmaterial a vu Maschinnen, déi fir de Personentransport bestëmmt sinn, ass néideg.

Trotz gréisseren Investissementer an de Schinentransport bleift och weiderhin de Fokus

vum Transport um motoriséierten öffentlechen Transport an um Auto. An dat féiert zum Ausbau vum Stroossenetz. D'Vegrëisserungskäschte vun der A3, 356 Milliounen, leien no beim Gesamtbudget vun 305,8 Milliounen, déi de Stat 2016 an de Beräich vun de Schinneninfrastrukturen investéiert huet.

Madamm Presidentin, wann ee scho beim Budget ass: Mir hu festgestallt, datt den öffentlechen Transport ëmmer méi néideg ass, ëmmer méi gebraucht gëtt, wat u sech eng gutt Saach ass. E gëtt vun de Leit gebraucht, fir schaffen ze goen, déi en iwverdeierte Loyer bezele mussen.

Mir mengen, datt et héich Zäit gëtt, datt d'Mobilitéit, déi jo hei esou groussgeschriwwen gëtt, net méi op de Portmonni schléit.

Dofir, Madamm Presidentin, wëlle mir eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opriff, de ganzen öffentlechen Transport - Tram, Bus, Schinnen - endlech gratis ze maachen. Dat wier näamlech en Invest an den öffentlechen Transport a vläch och eng kleng Kompensatioun fir all déi Schwierigkeeten, déi zemoos d'Leit, déi mam Bus musse fuere, fir all Dag schaffen ze goen, musse matmaachen. Dat wier weinstens nach eng kleng Kompensatioun an et wier natierlech héchstwahrscheinlech och ze bezuelen.

Motion 1

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg,

considérant

- la volonté affichée du Gouvernement de développer davantage le réseau des transports publics au Luxembourg;

- la mise en service du premier tronçon du tramway au Kirchberg et des nouveaux arrêts de trains de Howald et de Pfaffenthal-Kirchberg;

- l'attrait croissant de la population pour les transports publics et notamment les transports en commun sur rails;

- les obligations européennes du Luxembourg en matière de lutte contre le réchauffement climatique;

- que le secteur des transports est responsable de 55,4% du CO₂ émis au Luxembourg et qu'une baisse nette des émissions prescrite par les obligations précitées va de pair avec une transition du transport individuel vers les transports en commun;

- le niveau d'encombrement préoccupant du réseau routier luxembourgeois notamment à cause de l'augmentation constante du trafic individuel motorisé;

- les efforts budgétaires importants consentis au développement continu des réseaux routiers luxembourgeois;

- qu'en 2016 le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élevait à 19,7% au Luxembourg;

- que la gratuité des transports publics constituerait un allègement financier important pour les personnes et ménages menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale;

- que certains groupes de la population, dont notamment les jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis et les étudiants jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis, jouissent déjà aujourd'hui de la gratuité des transports publics;

- que d'autres groupes de la population, dont notamment les personnes âgées de 60 ans et plus, jouissent d'un tarif réduit des transports publics;

- que les recettes générées par la vente de billets et d'abonnements ne représentent qu'une proportion infime des coûts globaux des transports publics;

- qu'un renoncement aux recettes précitées serait compensé à long terme par une baisse de l'impact négatif de la pollution et du bruit sur la santé humaine et l'environnement;

invite le Gouvernement

à introduire la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Ech hunn d'Motioun op mengem Pult vergiess. Ech ginn lech se herno, Madamm Presidentin. Si gëtt souwisou muer, mengen ech, ugeholl oder och net ugeholl, awer op jidde Fall diskutiert.

Madamm Presidentin, Lëtzebuerg wiisst a mat deem Wuessstum wuessen och d'Besoin vun der Bevëlkerung fir en effikasse Service public. Dofir brauch een och Beamtinnen a Beamten, déi hirer Aarbecht a gudde Konditiounen no-goe kënnen an och gutt bezuelt ginn.

De Stat zu Lëtzebuerg an d'Gemenge funktionnéieren nach ëmmer gutt. Do brauch ee sech net ze schommen. Dat géif net goen ouni d'Personal, dat fir de Service public schafft. Mä et muss ee sech awer froen, wéi et méiglech ass, datt gewësse Carrièren am Private lues a lues méi interessant gi wéi am Öffentlechen. Dat ass zum Beispill de Fall bei den Ingénieurs techniciens oder bei der Steierverwaltung.

Et muss ee sech och soen, datt d'Regierung mat der 80/80/90-Regelung an den dräi Stagejoren net zur Attraktivitéit bäidréit, zemoos wann ee bedenkt, datt déi méi Jonk betraff sinn, déi scho mam deiere Liewen hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn.

Verschiddener mengen, et wier alles am Botter. Mä wien nach an enger reeller Aarbechtswelt ass a se net an deene leschten 30 Joer verlooss huet, weess, datt et net méi esou ass.

Engersäits muss een natierlech kucken, wéi de Stat an d'Gemengen astellen an awéifern een d'Prozedure vläicht och moderniséieren soll. Mä anerersäits muss ee sech gutt iwwerleeden, zesumme mat de Betreffene vun all Corps de métier vum öffentlechen Déngscht, wou et happert a wou soll verbessert ginn a wou och soll opgebessert ginn.

D'öffentlech Hand däerf op kee Fall hir Missionen dem private Business iwwerloossen, wéi dat zum Beispill de Fall ass an der Kannerbetreuung, mat de Salären, déi mer och kennen.

An à propos öffentlech Hand, Madamm Presidentin: De Sonnden ass mat grousser Pomp den Tram inauguriert ginn. Mir waren ëmmer derfir a mir hunn ëmmer gesot, datt den Tram en Deel ass vun engem integrierten öffentlechen Transportsystem. Leider ass et awer esou, datt schonn Onmutt herrscht bei de Leit, déi fir LuxTram schaffen, an am Januar sollen éischt Verhandlung stattfanne fir de Kollektivvertrag.

LuxTram ass eng privat Gesellschaft. Mir waren deemools dergéint. Mir waren der Meinung, datt den Tram misst öffentlech bedriwwen ginn. Elo ass et awer esou, datt d'Personal an der Gehältercarrière vum privaten Transport ass. Alldéngs ass et awer esou, datt ëmmerhin d'LuxTram-Sociétéit an öffentlecher Hand ass: 70% Stat an 30% Stad Lëtzebuerg. Dofir si mer der Meinung, datt et la moindré des choses misst sinn, datt d'Propriétaire vu LuxTram op d'Doleancé vum Personal aginn.

Dat ass eng Fro vu Respekt. Dat ass eng Fro vu Qualitéitssicherung. A mir wëssen, datt am Transportsystem, datt an den Transportmëttel Sécherheet groussegeschriwwen muss ginn. Mä wann dat esou ass, da mussen déi Leit, déi fir den Tram schaffen, och korrekt behandelt ginn, korrekt Aarbechtszäiten hunn, keng maximal Amplitudé vun 13 Stonnen, wat deemno wéi relativ geféierlech ka sinn, zemoos wann ee weess, datt déi Leit jo och mussen heemfuere.

Dofir si mer och der Meinung, datt d'Regierung misst an déi Richtung handeln. An dofir deposéiere mer och eng Motioun hei, fir datt d'Regierung bei den Negociatiounen, déi dann am Januar wäerte stattfannen, sech derfir asetzt, datt d'Personal vu LuxTram och korrekt bezuelt a behandelt gëtt. Datselwecht géllt fir déi zweet Motioun, Madamm Presidentin, si läit dohannen, Dir kritt se herno nach.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- ayant appris que le règlement intérieur de la LuxTram S.A. prévoit pour les conducteurs et conductrices du nouveau tram une amplitude journalière maximale de 13 heures et une rémunération correspondant au secteur privé de la branche idoïne;

- considérant qu'avec un trajet aller-retour domicile-lieu de travail de l'ordre de deux heures, il restera à ces salarié-e-s seulement neuf heures pour leur vie familiale, sommeil compris;

- insistant que le transport public est une mission fondamentale de l'État et de la Ville, dont la charge et la responsabilité leur incombent et qu'une amplitude de 13 heures risque de mettre en péril la sécurité des passagers du tram;

- rappelant que l'État est copropriétaire de LuxTram conjointement avec la Ville de Luxembourg;

- sachant que la direction de LuxTram a été chargée d'engager des négociations collectives à partir du mois de janvier 2018;

invite le Gouvernement

- à s'opposer à toute politique de dumping social dans la société LuxTram;

- à adopter lors des négociations collectives une position allant en direction des revendications des

salariés et de leurs représentations syndicales et de faire en sorte que salaires et conditions de travail s'alignent sur ceux de la fonction publique;

- à tenir la Chambre des Députés au courant concernant l'état d'avancement de ces négociations.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Madamm Presidentin, dës Regierung ass an hirer Budgetpolitik do virugefuer, wou déi al opgehale hat: mat engem weidere Spuerpak. D'Statsfinanze wiere schlecht an dofir misste mer alleguerten elo de Rimm méi enk zéien. Mat den 258 Mesuren aus dem Spuerpak sollen och d'Depensé vum Stat reduzéiert ginn. Dat ass och geschitt.

Mä wann ee sech d'Budgetszuele vun de leschte Joren ukuckt, da stécht awer ee Beräich eraus, wou d'Depensé sech an dëser Legislatur trotz Spuerpak insgesamt verduebelt hunn an, wann ee sech de pluriannuellen Horizont 2021 ukuckt, sech souguer verdreifache sollen. Dese Posten ass net dee vum Logement, et ass och net dee vun der Educatioun, mä et ass dee vun der Arméi, dee sech zum gréissten Deel bei den Depensé vum Ausseministère ermëfënt.

Mir wësse jo, datt zemoos esou e Land wéi Lëtzebuerg onbedéngt immens vill investéieren muss a seng grouss a glorrhäich Arméi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Waren et 2014, also am éischte Budget, nach insgesamt 118 Milliounen Euro, déi beim Ausseministère fir d'Defense ageschriwwen waren, esou sinn et der elo 262 Milliounen. An 2021 sinn esouguer 321 Milliounen un Ausgaben eleng beim Ausseministère virgesinn. Dëst kënn enner anerem aus den Obligatiounen, déi Lëtzebuerg am Kader vun der NATO agaangen ass, fir d'Militärausgabe laangfristeg op 2% vum PIB unzesidelen. Natierlech, mir wëssen, och wann dës Regierung dat Zil zu Recht zréckweist, huet si sech awer bis 2020 engagéiert, den Undeel vu Militärdépendé vum 0,4% op 0,6% an d'Luucht ze setzen, an déi Joren duerno ëmmer erëm jee weils ëm 0,05% weider.

Als déi Lénk stelle mir dës Politik a Fro. Mir mengen, datt et weder dem Land nach der Welt hëllef, wa mer eis un enger geckeger Oprüstungsspiral bedeelegen. Mir mengen och net, dat hu mer scho gesot, datt et Lëtzebuerg weiderbréngt, wa mer elo e militärische Komplex opbauen oder eng Nischepolitik maache mat méiglech villen ekonomesche Retombéen, déi riskéieren, eis enges Daags wéi Bommen op de Kapp ze falen.

Ech wëll drun erënneren, datt ganz oft dat Argument geholl gëtt, wa mir attackéiert gi weinst eiser Finanzplaz, datt mer soen: „Ah, mir maache vläicht komesch Saachen op eiser Finanzplaz, mä mir sinn awer net esou wéi Frankräich oder d'Belsch oder Däitschland, mir hu keng Militärische.“ Abee, ech mengen, dat Argument wäerte mer an Zukunft e bësse méi relativéieren, well mir bréngen et fäerdeg, als klengt Land trotzdeem esou eng Aart Militärisch opzebauen, op jidde Fall e Peiler, e Militärisch opzebauen.

Dofir ass et och interessant, wann een déi gigantesch Progressioun vun de Militärdépendé mat den Ausgabe vun der Entwécklungshëllef vergläicht, mat där sech jo och dacks gebrezt gëtt. Eh bien, wéi dës Regierung ugefaangen huet, do huet de Stat bal duebel esou vill ausgi fir d'Kooperatioun wéi fir d'Arméi. Dem Pluriannuel no gëtt dat Verhältnis op de Kapp gestallt: Spéitstens 2021 gi mer méi Sue fir Militärisch aus wéi fir Entwécklungshëllef.

Madamm Presidentin, wéi den ale Cato et scho mat Karthago hat, hu mir et natierlech dann an deem Kontext mat der NATO. Si soll och verschwannen, well da kéinte mer eis och viles als Lëtzebuurger, och souguer finanziell viles erspieren, nom Motto „si vis pacem para pacem“.

Aus all deenen Ursache wäert Der verstoen, datt mir eis géint dës Budget ausschwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Wagner. Här Wagner, ech wëll lech och berouegen: Är zwou Motiounen si vun Ärem Kolleeg Marc Baum hei uewe gelant, sinn an der Fotokopiermaschinn a ginn elo un d'Kollegen Deputéiert ausgedeeft. Dann ass dat och an der Rei.

Sou, als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, virun engem Joer ass hei an dëser Chamber eng

Steierreform gestëmmt ginn. Dëst Gesetz, dat huet eng Rei vun Neierunge bruecht, mat deene mir och als CSV zum groussem Deel d'accord waren. Mir haten awer zousätzlech als CSV eng Rei vun anere konkrete Virschléi gemaach.

Et waren dës Alternativen, et waren och Initiativen, déi virun allem am Sënn vun enger méi grousser sozialer Gerechtegkeet waren. Et waren och Virschléi, fir eis Steuerlandschaft un d'gesellschaftlech Realitéiten an eisem Land unzepassen. Et ware konstruktiv Alternativen, déi Verbesserung bruecht hätten an der einzelner Situatioun vun de Bierger och besser Rechnung gedroen hätten.

Eis Proposen, déi sinn deemools net ugeholl ginn. Dat war - an dat fannen ech och haut nach - schued. Mir respektéieren dat, mengen awer weiderhin, dass dës Adaptatiounen aus de virgenannte Grënn och néideg gewiescht wieren. Mir soen net einfach Neen, mä mir setzen och op Alternativen.

Erlaabt mer duerfir, nach eng Kéier kuerz op déi wichtegste Alternativvirschléi vun der CSV zréckzekommen a se och ze erklären.

Éischtens, den neie Steiertarif, deen ab dem 1. Januar vun dësem Joer gräift, deen ass och net grondleeënd vun de Steiertariffer vun 2001 an 2002 hei am Land ofgewach. An un där Ausrichtung vun engem progressive Steiertaux sollt een an den Ae vun der CSV och an Zukunft festhalen.

Datselwecht zielt och, an ech soen dat kloer an däitlech, fir déi Steuerabattementer, déi Dir, Här Finanzminister, am Numm vun der Regierung d'lescht Joer agefouert hutt an déi besonnesch deenen niddregen Akommessen hei am Land Rechnung gedroen hunn.

D'CSV schléit awer doriwwer eraus - ech soen dat gradesou däitlech - nach eng Kéier vir, de steierbefreien Agangsbetrag, also dee Montant, ab deem een zu Lëtzebuerg iwwerhaupt Steiere bezilt, vun elo 11.265 Euro op 12.000 Euro eropzesetzen. Domat bezilt ee méi spéit Steieren. An dëst bedeit e Plus, besonnesch fir Leit mat engem klengen Akommes. Mä deen Avantage zitt sech natierlech duerch de ganze Steiertarif duerch.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass net selektiv.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An an der Konterpartie, Här Bodry, hätte mir duerfir, an ech kéint mer virstellen,...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Ech kéint mer virstellen, dass Der och mat op dee Wee gaange wiert; vläicht net an där dote Regierungskonstellatioun. Mir hätten de Spëtzezielsaz liicht éischter gräife gedoen. Well d'CSV ass nach wie vor der Meinung,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ma da maacht Der et.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Hu mer d'lescht Joer och behaupt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'CSV ass nach wie vor der Meinung, Här Bodry...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Bodry, wann ech gelift, loosst den Här Roth elo schwätzen!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Bodry, kommt, mir maachen dat do elo roueg!

(**Hilarité**)

Well d'CSV ass nach wie vor der Meinung, dass et net ubruecht war, Leit mat engem Akommes vu 500.000 Euro d'Joer, dat si méi wéi 40.000 Euro Pai de Mount an engem Stot, nach mat 1.500 Euro eleng iwwert den Tarif ze entlaaschten.

D'CSV steet nach wie vor fir eng sozial gerecht Steierpolitik a mir hunn och konkret Virschléi gemaach. Dat féiert mech zu engem zweete Punkt.

Fir d'CSV sollt den onqualifizéierte Mindestloun mëttelfristeg an dauerhaft vun der Akommessteuer befreit ginn. Een, deen de Mindestloun kritt, sollt keng Akommessteuer müssen dorobber méi bezuelen. An dat kéint een an eisen Aen duerch e speziellen degressive Steierkredit fir Mindestlounbezéier errechen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

De Moment bezilt de Mindestlounbezéier an der Steuerklasse 1, no Ofzoch vun de gesetzleche Sozialausgaben, mat dem Forfait fir steuerleche ofsetzbar Werbungskäschten an dem Forfait fir Sonderausgaben, also de sougenannten Dépenses spéciales, an dem Steierkredit vu 600 Euro, deen Der zu Recht d'lescht Joer agefouert hutt, awer nach 350 Euro Akommessteuer.

Dës Akommessteuer sollt fir d'CSV an Zukunft ewechfalen. Well zousätzlech zu der Akommessteuer muss - an dat fanne mer awer richtig, well jiddwereen huet do e Bäitrag ze leeschten - och de Mindestlounbezéier an der Steuerklasse 1 nach e Plus bezuele fir de Bäitrag vun der Assurance dépendance, dat heescht fir d'Fleegeversécherung.

An de Steuerklassen 1A an 2 stellt sech dës Problem net, well do eng manner staark Progressioun an dem Tarif ass. Also et dréit sech hei ëm déi Leit, déi an der Steuerklasse 1 sinn a Mindestlounbezéier sinn.

An dat féiert mech och elo dréttens zum Thema Stock-Options, wou mer de Moie scho kuerz ënnerschiddlech Vuen driwwer haten an iwwert déi iwwregens och an der leschter Zäit an dësem Haus nawell vill geschwat ginn ass.

Ech kommen och net méi op déi Diskussiounen, inklusiv déi vun de Moien, zréck, well d'Positioun vun der CSV ass op deem Punkt kloer: Mir sinn als CSV der Meinung, dass dës Regimm soll strikt iwwer e Gesetz an net iwwer eng Circulaire vun dem Steierdirekter geregelt ginn. Dat ass dann transparent a kloer.

D'Aktien, op déi sech d'Stock-Options bezéien, müssen an eisen Aen och en direkte Bezuch zu der Entreprise oder zu dem Grupp, wou d'Entreprise derzougehéiert, hunn. De Montant vun de Stock-Options selwer muss no uewe plafonéiert ginn. Den Delai, wou ee Salarie vun dem Regimm ka profitéieren, muss och zäitlech begrenzt sinn. Et ass een net Spezialist oder Talent iwwer 40 Joer.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - E progressive Steiertaux dréit zu engem sozial gerechte Steieropkommes bäi. Fir d'CSV müssen duerfir och d'Ausnamen zu der Progressivitéit strikt geregelt ginn.

Laut dem Wirtschafts- a Sozialrot - an dat ass eng Dokumentatioun, de sougenannte Kompendium iwwert d'Steieren, dee mer ausgedeele kruten d'lescht Joer bei der Steierreform an dee sech awer op d'Akommesse vun 2015 bezitt -, lauschtert gutt no, do hu ganzer 735 Stéit am ganze Lëtzebuurger Land méi wéi 700.000 Euro versteierbart Joresakommes gehat. Dat entsprécht engem Nettoakommes vu 35.000 Euro de Mount. Also 735 Stéit am Land, net méi, verdénge méi wéi 35.000 Euro netto de Mount. Dont acte.

Ob all d'Spëtzeverdénge am Land sech an deene 735 Stéit ermëffnen, dat sief dann dohinergestallt. D'Fro vun de Stock-Options, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis kee steierleche Randphenomeen. Et ass definitiv eng Fro vu steierlecher Equitéit an elementarer Gerechtegkeet. An duerfir steet d'CSV och als Partei.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Eise véierte Punkt...

(**Interruption par M. Eugène Berger**)

Eise véierte Punkt, Här Berger, ass dee vun engem gerechter ekologescher Komponent.

D'CSV begreist, dass d'Elektroautoen an d'Elektrovéloen am Sënn vun enger nohalteger Mobilitéit vum Stat ënnerstëtzt ginn. Mir fannen awer, dass de Wee iwwer steierlech Abattementer net dee richtege war an och net geänner gouf. Vun engem Steuerabattament vu 5.000 Euro profitéiert nëmmen deen, deen hei am Land iwwerhaupt Steiere bezilt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Spëtzeverdénge kréien am meeschten an de Mindestlounbezéier, wann dee sech en Elektroauto oder souguer nëmmen en Elektrovélo uschaaft, deen huet dovunner guer näischt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'CSV steet duerfir weiderhin zu hirer Propos, fir de Kaf vun engem Elektroauto generell mat engem uniforme Subsid fir all Bierger hei am Land, deen eppes fir d'Ëmwelt wëllt maachen, vun zum Beispill 2.000 Euro direkt ze bezuschussen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Fënnefte Punkt: D'CSV ass, an ech soen et kloer an däitlech, géint eng lerschaftssteuer an direkter Linn. Mir sinn der Meinung, dass een awer den Tarif vun der lerschaftssteuer sollt op de Leescht huelen. An ech ginn och duerfir d'Explikatioun, well deen Tarif, deen ass zënter 1984, also méi wéi geschloen 30 Joer, net méi ugepasst ginn.

Dat wat d'Leit dobaussen awer net wëssen, ass, dass, wann een ierft ouni Verwandtschaftsgrad, jee no Wäert vun der Immobilie bis zu 48% - 48%! -, also quasi d'Halschent u Steieren ufaalen. Dat ass bedéngt duerch e sougenannte fixen Taux, wou sech all Kéiers da sougenannt Dixièmes additionnels dropschloen. Haut liewen, an dat muss ee berechnen, besonnesch

am Alter awer oft Leit zesammen ouni direkte Verwandtschaftsgrad, well si dat opgrond vun hirer Liewensvergaangenheet vläicht net wëlen. An dat sollt een, an dat hu mer och ze respektéieren! A wann dann iwwert d'Testament verierft gëtt, kënt et oftmools zu béisen Iwwerraschungen.

Firwat? Mä de Wäert vun den Immobilie vun 1984, deen ass net vergläichbar mat dem Wäert vun haut. An da kënt ee ganz séier op héich Besteuerungstauxen. An et ass duerfir d'Propos vun der CSV, fir d'Tabell vun der Ierfchaftssteier un déi haiteg Wäerter op deem Punkt unzepassen.

Erlaabt mer ofschléissend, Här President, un e sechste Punkt ze erënnere, dëst am Kontext vun der sougenannter Steuerklass 1a. Jo d'Steuerklass 1a, do scheede sech eigentlech zanter 1990 hei am Land d'Geeschter, méi laang wéi elo schonns geschloe 27 Joer. Dëse Regimm ass sengerzäit eigentlech agefouert gi fir déi Leit, déi gescheet goufen a Kanner à charge haten.

Firwat deemools dës nei Kategorie? Mä well et virdrun, also virun der Steuerreform vun 1990/1991, zu Abuse koun, dass Leit sech eigentlech reieweis scheede gelooss hunn an awer zesumme gewunnt hunn, well se an deem Fall allen zwee an enger Koppel trotz Scheedung gewunnt hunn, mä vun der Steuermoderatioun vun de Kanner konnte profitéieren, de sougenannten „réimesche Steuerklassen“ mat hannen den arabeschen Zuelen, jee no Unzuel vu Kanner. Esou haten déi par rapport zu Leit, déi an enger Koppel gewunnt hunn a gemeinsam veranlaagt goufen, natierlech grouss steuerlech Avantagen.

Steuerrechtlech, an dat huet de Finanzminister, wéi déi sougenannt Petitioun eragereecht gouf, och ennerstrach an den Interpellanten oder Petitiounäre richterass gesot - dat éiert en -, mist et eigentlech just d'Steuerklass 1 an d'Steuerklass 2 ginn. Deemools war d'Klass 1a eigentlech ënnert dem Drock als Zwëscheléisung agefouert ginn, well et war dee berüümte Sproch: „Sie haben Witwen im Handumdrehen zu Jungesellen gemacht.“

Nu ginn et méttlerweil, an dat soll een och kloer soen, bedéngt duerch nei Liewensformen enorm vill Elengerzéier an dem Land, an déi sinn och an der Steuerklass 1a. Dir hutt eng Rei Upassunge gemaach, déi mer d'lescht Joer och do begreist hunn. Ob dat duergeet, muss d'Zukunft weisen.

Doniewent falen awer och all Wittleit, ob dat Männer oder Frae sinn, dräi Joer nom Doud vun hirem jeeeweilege Partner vun der Steuerklass 2 an d'Steuerklass 1a. Als Wittleit, wa se zu zwee zesumme geschafft hunn, da kréien déi natierlech nom Doud vum Partner duerch de Cumul vun der Eegepenssioun oder Eegerent mat där vun der Witwepenssioun eigentlech méi, wéi hir eege Rent virdrun am gemeinsame Stot war, duerch de Cumul.

Dës méi héich Penssioun gëtt dann an der Éischt favorabel besteiert, nämlech nom Taux vun der Steuerklass 2, an no dräi Joer, da kënt déi béis Iwwerraschung, well da bleift bei där selwechter Penssioun oder Cumulpenssioun net

méi den Tarif vun der Steuerklass 2, mä et kënt de Steiertarif vun der Klass 1a, deen natierlech exponenziell an d'Luucht geet. An de Problem ass deen, dass d'Leit eigentlech bei enger selwechter oder souguer indexgepasser Brutttopenssioun herno bedeitend manner an dem Netto hunn. An dat ass dat, wat d'Leit dobaussen - an dat ass e sensible Sujet natierlech - schwéier kënnen novollzéien.

Eng richtig Gerechtheet, ech soen dat och richterass, fënt een do ni. Mä mir sinn der Meenung, dass een awer an Zukunft eppes misst oder sollt maachen. Duerfir proposéiert d'CSV, dass een d'Iwwergangszäit vun der Steuerklass 2 an d'Steuerklass 1a, also d'Iwwergangszäit, dass een déi vun dräi op fënnf Joer an enger éischer Phas progressiv sollt ausdeenen.

Mir hunn, ech soen lech dat och richterass, awer keng Donnéeën iwwert de Steieraufschlag, deen dat géif bedeiten. An duerfir soen ech och: Sollten dës Steieraufschlag - ech soen dat och als Oppositioun - ze héich ginn, da schloe mir awer op jidde Fall vir, fir d'Iwwergangszäit vu fënnf Joer ze accordéieren a Fäll vu Wittleit nner 65 Joer.

Ech ginn lech och e Beispill: Eng elengsteeënd Fra, déi dräi Kanner à charge huet, well se hire Mann zum Beispill duerch en Accident oder soss eppes verluer huet, déi huet schonns eng ganz Rei vu Méibelaaschtungen, deenen een och steierméisseg sollt spezifesch Rechnung droen. Well et kann een net zu där Fra soen: „Dir musst elo, well Der dräi Kanner à charge hutt, aus dem Haus eraus an da gitt Der an en Appartement wunnen, well do de Loyer oder de Präis vun deem Appartement manner héich ass.“

Dat geet net. Dat geet fir een, deen elengsteeënd ass, an engem Haus wunnt an da vläicht sech no dräi Joer orientéiert, fir méi eng kleng Wunneng ze hunn. Mä dat ass an esou Fäll, wéi ech en hei beschriwwen hunn, net onbedéngt direkt méiglech.

An dës Fro ass fir eis och eng vu sozialer Gerechtheet. Duerfir hu mir eis vun där och an eiser Propos leede gelooss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierungsparteie froen eigentlech ëmmer an ëmmer - si hunn dat och de Moie gefrot, dat ass och hire Rôle - no Alternativen. Hei hu mer op dem Punkt vun de Steiere kuerz skizzéiert eng Rei vu konkrete Virschléi gemaach. Mir wiere frou gewiescht, wann déi schonns hätte berücksichtegt kënne ginn oder berücksichtegt géife ginn. Dat fanne mir schued, well mir fanne, dass dat hei Virschléi sinn, déi am Sënn vun enger sozialer Gerechtheet sinn.

A wann een, an ech ginn do dem Här Body recht, iwwert de Mindestloun schwätzt, da kann een net de Bruttomindestloun huelen. Well wann een déi 1.998 Euro brutto mat 12 multiplizéiert, dann ass ee praktesch op enger Millioun aler Frang. Mä wann een awer emol 11,05% sozial Chargen ofzitt a wann een dann och nach Rechnung dréit engem eventuelle Forfait fir Werbungskäschten, dann ass den Netto hei am Land awer niddreg. An et ass richtig, wat den David Wagner gesot huet: Et

ass schwéier, mat deem Nettoloun hei am Land dezent, och an enger Wunneng am Émkrees vu senger Aarbecht, ze wunnen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'No-laaschtere.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wéi wëllt Der dat finanzéieren? Mat engem neien Emprunt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech gesinn, deen nächste Riedner, den Här Gilles Baum, ass scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget fir d'Joer 2018 ass mat Sécherheet e guddé Cru fir d'Familien hei zu Lëtzebuerg. Ech géif souguer behaapten, dass dese Budget dee familiefreundlechsten ass, deen dëst Land jee hat.

D'Rapportrice Joëlle Elvinger huet an hirem Rapport net ëmsoss d'Jugend an déi zukünfteg Generatiounen esou staark an de Mëttelpunkt gestallt. Et ass nämlech besonnesch fir si, wou ee Politik mécht.

Wat zeechent eng gudd Politik, d'Politik vun dëser Regierung, am Interêt vun de Familien an den nächste Generatiounen aus? An éischer Linn sinn dat natierlech déi familjepolitesch Mesuren, déi et de Kanner vun haut erméigleche sollen, esou gudd wéi méiglech op hir Zukunft preparéiert ze ginn.

Dës Mesurë kann een an dräi Kategorien opdeelen: éischtens emol d'lechte méi Zukunftschance fir eis Kanner. D'Ongläichheeten an der Gesellschaft fänke schonns oft bei deene Klengsten un. Duerfir ass et ëmsou méi wichtig, dass all Kand déiselwecht Startchancen a säi Liewen erméiglecht kritt. A fir eise Kanner besser Zukunftsperspektiven ze bidden, huet d'Regierung massiv an d'Qualitéit vun der Kannerbetreuung an an d'Bildung investéiert.

Eis Kanner sollen esou gudd wéi méiglech betreit ginn, wann hir Eltere schaffe ginn. Duerfir sinn d'Qualitéitskriterien an d'Personalschlësselen an de Crèche staark eropgesat ginn. Et geet awer net duer, fir d'Kanner just ze betreiwen. Neen, si sollen och gezielt gefërdert ginn, an dëst op eng spilleresch Aart a Weis.

Kanner tëschent engem a véier Joer léiere jo besonnesch séier a besonnesch einfach, a besonnesch Sprooch léiere kleng Kanner ganz séier an einfach. Duerfir hu mer déi gratis multilingual Frëiförderung agefouert. Hei geet et natierlech net drëms, fir Vokabelen ze béchsen, mä fir op eng spilleresch Aart a Weis Kontakt mat der franséischer Sprooch ze kréien. An net méi spéit wéi d'lescht Woch war ech mat enger Kolleegin aus der Chamber op enger klenger Chrëschtfeier vu Precoceklassen. An ech muss lech soen, dat huet Freed gemaach. Et huet Freed gemaach, hinnen nozekucken, franséisch Lidder ze sangen, genausou wéi lëtzebuergesch Lidder, genausou wéi d'äitsch Lidder. An ech muss lech soen, d'Kanner hate ganz grouss Freed, och un deene franséische Lidder. An ech mengen, d'Freed soll hei och am Mëttelpunkt stoen.

(**Brouhaha**)

Émgedrëit sollen awer och alleguerten déi Kanner Lëtzebuergesch léieren, déi a frankofone Crèche sinn. Dat ass eis genausou wichtig.

De ganze Volet vun der Kannerbetreuung a vum Chèque-service schléit dëst Joer mat 380 Milliounen zu Buch. D'Käschte fir d'Eltere gi weider erof an d'Familje gi weider entlaascht.

D'Zil vun der Politik ass et also, dass all Kand déiselwecht Startchancen huet. Mir wëssen awer och, dass net all Kand déiselwecht Interessen a Stärken huet. Duerfir huet de Bildungsminister e Konzept ausgeschafft, dat un d'Besoinen vun deenen Eenzelen ugepasst ass. D'Lycéeë kréien d'lechte méi Autonomie duerch d'Approche „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“. Zousätzlech dozou gëtt d'Schouloffere d'lechte an d'Luucht gesat an diversifizéiert, fir besser op d'Stärke vun deenen eenzelne Schüler anzugehen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ech wëll just ee Beispill nennen. Eis Schüler sollen op d'Zukunft preparéiert ginn, dat heescht, mir mussen hinnen déi sougenannt „e-skills“ vermëttelen. En Tablet fir d'Schüler, eng nei Informatikssektioun an dräi spezialiséiert Pôles de formation sollen dëst erméiglechen. Iwwerhaupt gëtt sech an de Schoule vu muer méi mam Schüler beschäftegt an individuell Talenter solle gezielt gestärkt a Schwäche sollen duerch eng besser Offer opgefaange ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dese Budget steet also an der Kontinuitéit vu méi Investitiounen an eis Familien. Dat gesäit een och un der zweeter Kategorie Mesuren, déi d'familjepolitesch Aarbecht vun der Regierung ausmaachen.

Zweetens also: d'lechte méi Entlaaschtungen. Mir wëssen et alleguer, zu Lëtzebuerg liewen ass net bëlleg. A mir wëssen, dass et virun allem fir Familje mat niddregem a méttlerem Akommes schwéier ass. Besonnesch fir dës Familien huet d'Regierung ganz konkret finanziell Entlaaschtungen an Hëlfe decidéiert, ugefaange bei der Steuerreform, déi fir d'lechte méi Gerechtheet a Selektivitéit suert. Hei kréie virun allem déi kleng a méttel Akommes d'lechte méi Kafkraaft duerch d'Upassung vun der Steiertabell an duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt. Och d'Monoparentaux, déi et jo wierklech am schwéiersten hunn, kréien hire Crédit d'impôt op elo 1.500 Euro d'Joer verduebelt.

Virun allem awer d'Wunnkäschte belaahten de Portmonni vu ville Bierger hei am Land. D'Steuerreform setzt och hei un, andeems den Abatement um Bauspuervertrag vu Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt gëtt. An den Abatement op de Scholdzinsen um Eegenheim gëtt d'lechte no uewen adaptéiert.

D'lechte Verbesserung gouf et och beim Wunnegeld. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer hei am Haus d'Subvention loyer nogebessert, déi jo säit dem 1. Januar 2016 existéiert. Ab dem 1. Januar 2018 kënnen zwee Drëttel vun de Locataire hei zu Lëtzebuerg vum Wunnegeld profitéieren, an dat bis zu enger Héicht vu maximal 300 Euro de Mount. Ronn 10 Milliounen zousätzlech sinn duerfir am Budget virgesinn.

Familje mat Kanner profitéieren elo och vun deenen 20 Stonne Gratiskannerbetreuung. An am Secondaire wäerten am September d'Schoulbicher gratis sinn. Dës zwou Mesurë bedeite fir ganz vill Familien hei zu Lëtzebuerg och eng substanzuell Entlaaschtung.

D'Finanz sinn ouni Zweifel wichtig, wann ee sech doriwwer Gedanke mécht, eng Famill ze grënnen a Kanner ze kréien. Nach méi wichtig wéi d'Finanzen ass awer déi gemeinsam Zäit, déi ee mat senger Kanner wëllt verbréngen, an ech kommen also zum drëtten Piller vun der Familjepolitik: d'lechte méi Zäit. Et besteet bei jonken Elteren de konkrete Besoin, fir hire Beruff an hiert Familjeliewen esou gudd wéi et geet enner een Huut ze kréien, ouni dobäi ze vill grouss Abousse mussen a Kaf ze huelen. An ech begéine regelméisseg Leit, déi sech freeën iwwert deen neie Congé parental, dee méi flexibel ass, dee finanziell méi interessant ass an deen et méi Elteren erlaabt, de Congé parental ze huelen, awer net nëmme de Mammen, mä och de Pappen. An de volle Succès vum Congé parental, deen erkenne mer och doranner, dass dëst Joer 57 weider Milliounen am Budget virgesi sinn.

An och wann et nach keng definitiv Statistike ginn, da kann ech lech awer soen, dass ech enger Rei jonke Pappen iwwert de Wee lafen - jo, ech hunn och nach jonk Pappen am Frëndeskrees -, a fir déi ass besonnesch interessant, dass se kënnen een Dag an der Woch bei hirem Puppelchen bleiwen, an dat während zwanzeg Méint.

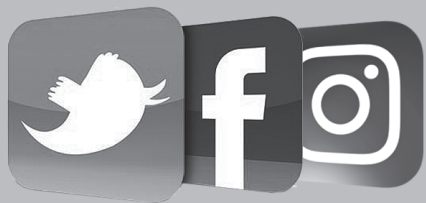
Muer wäerte mer e Gesetz stëmmen, wat onofhängeg vum Congé parental derfir wäert suergen, dass d'Elteren direkt no der Gebuert méi Zäit fir hire Puppelchen hunn. Mir adaptéieren nämlech de sougenannte Papecongé, de Congé de maternité an de Congé pour raisons familiales. Méi Detailler dozou kritt Der natierlech muer de Mëtteg.

Dir gesitt also, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dass dese familjepolitesche Bilan vun der Regierung sech weise léisst. A mir sinn nach net fäerdeg. D'Reform vum REVIS steet un, deen nach eng kéier elengerzéierend Elterendeeler massiv ënnert d'Äerm wäert gräifen. Dës Reform leet den Akzent dodrop, dass déi betraffe Leit net méi dauerhaft am REVIS, fréier RMG, solle bleiwen, mä dass se mat positiven Impulser erëm un d'Berufswelt erugeféiert ginn.

Fir Leit, déi Schwiererekeiten hunn, um éischen Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, soll den ONIS, den Office national d'inclusion sociale, derfir suergen, dass déi Betraffen an enger éischer Phas stabiliséiert ginn an da mat geziilt soziale Mesuren ennerstëtzt ginn.

Et stinn och nach Nobesserungen u bei der Allocation de vie chère, déi an Zukunft vill méi Leit zougänglech gemaach gëtt. 1.500 weider Familje wäerten an de Genoss vun der Allocation de vie chère kommen.

Als DP wëlle mir weider iwwert d'Veerenbarkeet vu Beruff a Familje diskutéieren an doriwwer nodenken, wéi mer d'Aarbechtszäit méi flexibel gestalte kënnen, dass souwuel Em-



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





ployé wéi och Salariéen dovunner profitéiere kënnen.

Nieft all deene Mesuren, déi ech grad opgezielt hunn, ass et awer och en zweete wichtege Voleit, deen eng Familljepolitik an eng zukunftsorientéiert Politik auszeechent, nämlech d'Investitiounen an d'Zukunft. A keng Regierung virdrun huet esou konsequent Investitiounen an d'Zukunft vun dësem Land a fir déi zukünftige Generatiounen an all hir Budgete geschriwwen wéi dës Regierung.

Dës Regierung huet et net nëmmen ugekënnegt, dës Regierung huet et och gemaach! An ouni elo wëllen an den Detail ze goen, loosse sech d'Infrastrukturprojete gesinn, déi an de Beräicher Schoul, Mobilitéit a Logement entweder scho realiséiert goufen oder an der Ëmsetzungsphas sinn.

D'Demokratesch Partei ass 2013 mat enger Zukunftsvision an d'Wahle gaangen, déi op enger méi gerechter, selektiver an zukunftsorientierter Politik baséiert. An ech ka mat enger grousser Zefriddenheet feststellen, dass d'Regierung dës Vision mat dem Budget fir d'Joer 2018 konsequent weider ëmsetzt.

Ech soen alleguerten de Kolleegen, déi heibanne waren an nogelasschert hunn, villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen, léif Kolleegen, ech hat am Fong net méi wëlles, haut iwwer Geld an iwwer Steieren ze schwätzen, wat vläicht e bësse surprenant ass an enger Budgetsdebatt, mä dem Här Roth seng Interventioun - déi ech gutt nogelasschert hunn, net am Sall, mä vu baussen - huet awer mat sech bruecht, dass ech elo nach eng Kéier muss op verschidde Punkten do agoen.

Den Här Roth huet am Fong gesot, oder eng Partie Mesuren, konkret Mesurë proposéiert, déi alleguer an d'Richtung ginn, dass d'Steier-einnahmen nach manner héich wäerte sinn, wéi dat de Moment de Fall ass.

En huet ugefaangen - bon, en huet net domadder ugefaangen - mat de Stock-Options, dat ass déi bekannte Positioun, déi mer alleguer kennen. Dunn huet en u sech derfir geschwat, fir mam Barème bei der Ierfschaftssteuer am Endeffekt erfrozegeen, dat heescht, fir eng Reform ze maachen, wou manner Ierfschaftssteuer géif an d'Keesen eragoen. Dat huet en zwar net gesot, mä dat ass eng bekannt Mesurë oder Fuerderung vun der CSV, fir och mat der Betriebsbesteuerung liicht erfrozegeen. En huet eppes Neies gesot, wat ënnert dem Här Frieden ni méiglech gewiescht wär, dat heescht, fir den héije Steiersaz méi schnell asetzen ze loossen an der héchster Tranche vum Barème.

Bref, en huet am Fong eng ganz Rei Saachen annoncéiert, déi géife mat sech bréngen, dass manner Sue géifen an d'Statskeess kommen. Op där anerer Säit héiert een dann awer de Moie säi Kolleeg, den Här Wiseler, dee keen Defizit wëllt, deen nach méi Investissemter wëllt, dat heescht, deen nach méi Sue wëllt ausginn.

Ech muss lech éierlech soen, mir wëssen net a mir verstinn net, op alle Fall bei eis an der Fraktioun, wéi déi Rechnung soll opgoen. Wéi wëllt Der dat maachen? Engersäits wëllt Der manner Suen an d'Statskeesen eraspullen, an op där anerer Säit wëllt Der der nach méi ausginn.

An ech si sécher, wann den Här Spautz fäerdeg ass, da ginn nach e bësse méi Suen ausginn. Dat heescht, da geet d'Rechnung scho guer net méi op. Et muss een awer e bësse seriö sinn trotzdem, an net dat eent fuerderen an och säi Contraire!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann den Här Fayot erlaabt?

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech ginn dervun aus, dass den Här Fayot mat mir eens ass, dass de Steierausfall iwwert d'Joer, dass dee vun Experten aus der Branche viru jore schonns eleng bei de Stock-Options op 300 Milliounen geschätzt gouf an enger offizieller Antwort vum Finanzminister op 180 Milliounen Euro fixéiert ginn ass. Ech mengen, do si mer eis eens! A wann een dee géif reduzéieren, dann hätt ee Suen, fir ënnen am Tariff eppes ze maachen, wat ausgeglach géif ginn uewe mat engem méi fréie Gräife vum Spätzsteiersaz. An et hätt

een och Sue fir d'Leit, déi de Mindestloun bezéien, fir dass déi kéinten decemtent mat eppes weider ewéi aktuell, trotz dem Steierabatement, 1.600 Euro de Mount liewen.

Well Dir wësst, 1.600 Euro de Mount mat Wunneng, mat eventuell engem Gefier, dat ass hei am Land schwierig. An ech fannen, do sollte mer eis eens sinn, dass dat an Zukunft och sollt erlaben, deene Leit méi an der Pai ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Do si mer eis eens, Här Roth.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Op deem dote Punkt si mer eis eens.

(**Interruptions**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Just, den Här Roth huet vergiess ze soen, dass duerch déi nei Circulaire an der Steierverwaltung elo scho wäerten, wann déi Rechnungen do stëmmen, eng 100 Milliounen an de Statsäckel kommen duerch d'Decisioun, déi dës Regierung geholl huet, fir den effektive Besteuerungstaux vun de Stock-Options ëm 80% an d'Luucht ze setzen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Fayot, wann ech gelift.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Voilà, dat gesot, kommen ech op dat zréck, wat ech am Fong wollt soen.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Dir sidd an däärselwechter Partei.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech wollt u sech, Här President, op dräi Beräicher agoen, déi bis elo an dëser Debatt, déi sech haaptsächlech ëm Wuesstum, ëm Statsfinanzen, Steieren, Pensiounen, e bëssen och ëm Google gedréit huet, am Fong nach net virkomm sinn, mä déi eis als LSAP extrem wichtig sinn. Et handelt sech hei ëm d'Ressorte Kultur, Fuerschung an Héichschoul.

Dat si Beräicher, déi net direkt eppes mat der Wuesstumsdebatt ze dinn hunn, déi awer am Fong zentral sinn, well hei geet et ëm d'Intelligenz, ëm d'Kreativitéit an ëm d'Menschlechkeet. An dat si Valeuren, déi sech net an haarder Wäring iwwersetzen, mä wou trotzdem awer am Budget Jalone gesat ginn, fir déi Politik ze maachen. An ech wëll kuerz op déi Jalonen an op eng Partie grouss Posten an deenen dräi Beräicher agoen.

Dass Kultur, Kreativitéit a Wëssenschaft net just „soft factors“ si fir d'Attraktivitéit vun engem Standuert, dat weist d'Beispill vu Berlin. Mir hatten dës Woch d'Visit vum Michael Müller, dem regéierende Buergermeeschter vun der Stad Berlin, dee gewisen huet an deen och a senger Ried gesot huet, dass u sech dat Zesummespill vu Kultur a Wëssenschaft am Häerz vun der Planung vum senger Stad ass. En huet gesot, dass d'Vernetzung vu Wëssenschaft a Konscht wichtig ass, d'Offenheet, d'Internationalitéit an der Konscht an an der Wëssenschaft an och d'Disponibilitéit vu bezuelbarem Raum fir Kënschtler a Kreativer. Dat war eng interessant Ried an eng, aus där mer eis och eng Partie Saache kënnen ofkucken.

De Budget vun der Kultur ass vun 124 Milliounen 2017 op 141 Milliounen fir 2018 eropgaangen. Dat ass gutt, mir begrëssen dës Progressioun. An ech wëll elo net am Detail op alles agoen, mä ech wëll just e puer Posten an e puer Froen hei erausträichen.

Den éischte Punkt betrëfft Investissemter a Kulturhaiser an a Projeten, déi sech iwwer eng Partie Joren zéien. Mir hatten eng Diskussioun an der Kulturkommissioun mam Statssekretär, an et gesäit een, dass d'Renovatioun vum Escher Resistenzmusée am Fong ee vun deene wichtigste Posten ass, dee mat 4,55 Milliounen an d'Geld schléit. Dat ass e relativ groussen Investissemter, mä dee mer natierlech begrëssen. Et ass héich Zäit ginn, dass den Escher Resistenzmusée renovéiert ginn ass. An natierlech ass och eng Dotatioun virgesi fir dee Fong vum Resistenzmusée, deen opgesat gëtt.

Wa mer dann zu Esch sinn, da bleiwen ech just och nach ee Moment zu Esch, an ech wëllt déi Fro vun Esch 2022 eng Kéier kuerz uschnéiden. Ech hunn dozou mat menger Parteikolleegin Taina Bofferding virun zwee Deeg eng Question parlementaire gestallt, well et gesäit een - an ech mengen, et muss ee soen „leider“, an dat bedauere mer och -, dass mat dësem extrem wichtige Projet, wou de Kulturministère bis zu 67% matsubventionéiert an deen eleng fir 2018 en Invest vu véier Milliounen duerstellt, 2019 dann zéng Milliounen an de Rescht dann iwwert déi nächst Joren, dass domat Gemengepolitik amgang ass gemaach ze ginn, jo, dass do eng Partie Revanchen a Spillercher dermat bedriwwen ginn, déi deem Projet net féerderlech sinn.

Dat ass schued, net nëmme fir de Süden, et ass och schued fir d'Land. A mir wäere frou, wann de Kulturministère géif do seng Responsabilitéit huelen a kucken, dass de Projet weider an der richteger Richtung bleift an dass déi Leit, déi dat Konzept ausgeschafft hunn, mat deem dee Projet den Zouschlag krut, durablement confirméert ginn a kënnen hir Aarbecht weidermaache mat hirer ganzer Equipp. Dofir waarde mer och gespaant op d'Antwort op eis Question parlementaire.

En anere ganz wichtige Projet fir d'LSAP ass de Plan de développement culturel. Do ass annoncéiert ginn, dass den 29. Juni d'nächst Joer dee Plang do soll virgestallt ginn. Mir gesinn am Budget, dass dem Koordinateur Jo Kox seng Täsche u sech eropgesat ginn ass vun 20 Stonnen op 35 Stonnen. Dat begrësse mer och. Mir gesinn awer och, dass am Budget pluriannuel d'Nofolgekäschte vun deem Plan de développement culturel net budgetiséiert sinn. A mir géifen do gär froen, wéi et domadder ass, wat de Follow-up zu deem Plang ass a wéi dee sech am Budget repercutéiert an deenen nächste Joren.

E weidere Constat, deen ee mécht, wann een de Budget am Kulturministère kuckt, ass, dass ee gesäit, dass ee vun de Schwéierpunkten d'Erhale vum Patrimoine ass. Mir wëssen, dass d'nächst Joer d'Année européenne du patrimoine culturel ass, wou och de Kulturministère matmécht. Dat ass och eng gutt Saach mat engem relativ klengen Budget. Mä den europäesche Budget ass och net schrecklech grouss. Mir gesinn och, dass eng relativ staark Kontributioun gemaach gëtt un de Fong, dee vum fréiere französische President François Hollande opgesat ginn ass fir d'Kulturierwen a Krichsgebidder.

Mir géifen awer gär dozou soen, dass dat alles gutt Mesurë sinn, mä dass mer dobäi net solle vergiessen, den nationale Patrimoine och weider ze beschützen an ze féerden. Dat huet verschidde Voleten. Dat ass engersäits de Finanzement vun archeologesche Fouillen. Dir wësst, dass do eng Mesurë am Zukunftspak war, d'Mesurë Nummer 41, déi u sech d'Privatpropriétaires an d'Promoteure gedoen hätt, mat un der Finanzéierung vun de Fouillen ze participéieren. Mir hunn héiere vum Statssekretär, dass déi Mesurë abandonnéiert gouf, wat mer éierlech gesot e bësse bedauern, well dat wär en interessante Moyen gewiescht vu Kofinanzement.

Mir wëllen awer och nach eng Kéier nofroen, wou d'Gesetz drun ass iwwert d'Protektioun vum Patrimoine. Dat ass e Projet de loi, dee scho säit längerer Zäit amgaangen ass ausgeschafft ze ginn am Kulturministère, a mir wäere wierklech frou, wann deen elo relativ schnell eng Kéier géif kommen, op alle Fall nach an dëser Legislatuur.

Eng weider an eng lescht Fro am Kulturressort ass d'Fro vun dem ale Kolléisch. Do war jo eng Diskussioun, déi de Premier- a Kulturminister lancéiert hat, fir do eng national Galerie dran ze installéieren. Dovunner gesäit een awer näischt am Budget. Et gesäit een och näischt am Pluriannuel. An ech géif do gär wëssen, wou dee Projet drun ass, ob dat nach ëmmer eng Iddi ass, déi weider verfolge gëtt, oder ob dat eppes ass, wat net wäert realiséiert ginn, op alle Fall net an dëser Legislatuur.

Dat ass am Fong dat, wat ech wollt zum Kulturressort soen. Ech géif dann nach kuerz gären op d'Ressorte Fuerschung an Héichschoulbildung agoen.

Wat d'Fuerschung ugeet, do ass et eng rezent Analys vun der Fondation IDEA, déi nawell interessant ass an déi ech hei gär wäere zitéieren. Si mécht de Constat, Lëtzebuerg hätt seng Objektiv an der Fuerschung net erreicht, besonnesch net am Privatsecteur, mä wär awer gutt klasséiert bei der Innovatioun. Dat heescht an anere Wieder: Mir si relativ staark am Akafe vun Innovatioun, mä mir sinn nach e bëssen hannendra bei der Kreatioun vun onser eegener Innovatioun.

2015 waren 1,31% vum PIB fir d'Fuerschung vum Stat a vum Privatsecteur zu Lëtzebuerg virgesinn. Dat soll bis 2020 op 2,3% bis 2,6% eropgoen. Dovunner soll de Stat da fir 0,7% bis 0,9% opkommen. Haut sinn et der dem Minister no schonns 0,8%, soudass mer do „on track“ sinn, wat och eng gutt Saach ass. Et ass, an dat ass gewosst, den Undeel vum Privatsecteur, deen hei e bëssen hannendraläit. Dee läit haut bei 0,67% vum PIB, deen ass iwwert d'Jore lues mä sécher erfogaangen.

De fréiere President vum FNR an haitege President vum Conseil de governance vun der Uni Lëtzebuerg, den Här Yves Elsen, huet an engem Debat dozou bei IDEA viru kuerzem bedauert, dass Lëtzebuerg keng eenheetlech national Strategie fir d'Recherche huet. Déi nächst Etapp fir déi nach jonk Lëtzeburger Recherche wier, iwwer eng Spezialiséierung noze-

denken, déi am Aklang ass mat der Lëtzebuerger Wirtschaft, mä och mat de Mutatiounen, déi op ons zoukommen an déi mer elo scho kennen - zum Beispill Digitalisation, Silver Economy, Space Resources et cetera -, an dat an enger interdisziplinärer Approche.

An dann en zweete Punkt wier, och nach iwwer eng besser Valorisation vum der öffentlecher Recherche, zum Beispill iwwer „technology transfer offices“ bei all Institut, nozedenken.

Et ass net einfach, de geneeë budgetären Impakt vun der staatlech geförderter Recherche ze iwwerkucken. En ass iwwer verschidde Ressorte verstreekt an et ass net ëmmer sécher, ob dat, wat mat Fuerschung betitelt ass, wierklech och Fuerschung mat implizéiert.

Wann een dat e bëssen duerchgeet, da gesäit een, dass beim Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche insgesamt 169,5 Milliounen virgesi sinn. D'Projektiounen duerno sinn och konsequent an déi ginn och an d'Luucht. Bis 2021 soll d'Dotatioun fir d'Fuerschung bis op 230 Milliounen eropgoen. Zousätzlech zu de Kontributiounen un d'Uni, d'Centres de recherche an den FNR ass dëst Joer och eng Enveloppe supplémentaire vun 21,5 Milliounen Euro a Previsioun vum neie Véierjoresplang vun der Uni Lëtzebuerg, dee jo dës Woch ugeholl ginn ass am Conseil de gouvernance, virgesi ginn, an am Pluriannuel bis 2021 ass dee Posten am Ganzen 205 Milliounen.

Mä et gesäit een, dass nieft dem Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche och aner Ministère e Budget hunn, deen eppes mat Recherche ze dinn huet. Zum Beispill de Ministère de l'Éducation nationale huet mam SCRIPT e Fuerschungsapparat vu bal 50 Leit, deem seng Ausgabe sech 2018 par rapport zu 2017 wäerte verdräifachen, vun 2017 8,9 Milliounen op 2018 24,2 Milliounen.

Niewent der Luxinnovation huet den Ekonomiesministère am Secteur spatial en neien Aktionsplang mat 238,5 Milliounen fir déi nächst Joren, dovun 120 Milliounen fir d'Fuerschung am Kader vu SpaceResources.lu.

Da muss een och nach soen, dass am Exposé budgétaire erkläert gëtt, a wat mer wëssen, dass de Régime d'aide fir d'Recherche an d'Innovation 2017 reforméiert gouf - dat ass e Projet de loi, wou ech selwer Rapporteur war - an dass dowéinst zousätzlech budgetär Mëttele mussen fräigemaach ginn, ouni dass mir awer ganz kloer ass, wéi vill dat ass. Dat geet mir aus dem Budget net kloer ersichtlech eraus.

Här President, de Minister Marc Hansen huet den 1. Dezember 2016 op den Assises de la recherche gesot: «Une politique de la valorisation de la recherche ne doit pas se limiter à un rendement commercial, mais la recherche publique doit contribuer aussi dans les domaines comme l'éducation, la santé ou la sécurité sociale.»

Mir kënnen dës Ausso mat zwou Hänn ënnerschreien als LSAP. D'Fuerschung dierf net nëmme wirtschaftlech Objektiv hunn, mä si muss och dem Bien public an dem soziale Fortschritt féerderlech sinn. An de Konventionen mat der Uni Lëtzebuerg wéi mat de CR-Pen, déi bis 2021 opgestallt ginn, soll den Output vun deene Betriber iwwer Indicateure kontrolléiert ginn.

E leschte Punkt, deen ech hei wollt maachen en rapport mat der Fuerschung, betrëfft de Statut vun de Fuerscher. Vill Fuerscher hei am Land sinn enger gewëssener Prekaritéit ausgesat. Si schaffe mat CDDen. Si sinn net immens héich bezuelt. Si hunn net ganz vill Perspektive vu Carrière. An dat ass fir ons keng gutt Situatioun.

Ech hunn an deene leschte Joren eng Partie Question-parlementaire gestallt, wéi och meng Parteikolleegin a Fraktiounskolleegin Taina Bofferding, zu deem Sujet. Mir menge wierklech als LSAP, dass ee misst aus dësem Sujet eng Prioritéit maachen. Mir mengen, dass mer misste seriö iwwer e Statut fir d'Fuerscher nodenken, fir hinnen aarbechtsrechtlech e Contrat à durée indéterminée ze ginn, fir se ofzesécheren, dass se kënnen hiert Liewen an hir Carrière plangen.

Et kann een esou e Kontrakt liéiere mat enger gewëssener Performance am Output vun hirer Recherche. Mä mir menge wierklech, dass dat eng wichtige Reform wär am Interêt vun deene Leit, déi wierklech hei d'Fuerschung maachen, déi zur Kreativitéit, zur Innovatioun an dësem Land hei bäidroen. A fir ons ass dat ganz sécher eng Prioritéit fir déi nächst Legislatuur.

Voilà, dat gesot, géif ech hei meng Interventioun ofschléissen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, esou lues gött et méi spéit hei am Haus no laange Budgetsdebatten. Nichtsdestotrotz ass et ëmmer erëm wichteg, nach eng Kéier op grondleend Punkte vun eise Politicken hei am Land ze schwätzen ze kommen.

Ech wëll awer domat ufänken, fir d'Éischt der Rapportrice am Numm vun der grénger Fraktioun en décke Merci ze soe fir de Rapport, souwuel dee schrëftleche wéi natierlech awer och hei fir dee mëndlechen. Ech weess als Budgetsrapporteur, wéi eng Aarbecht do derhandlertstécht. „Écouter, analyser“ an „rapporter“, hunn ech deemools gesot. An et ass eng Aufgabe, et ass en Exercice, dee ganz interessant ass a wou ee ganz vill erlieft, awer och ganz vill nei Leit kenneléiert an och d'Wichtigkeet vun enger Vernetzung vun eisem Lëtzebuurger Land.

Wichtig fannen ech et awer och, an dat ass schon eemol gesot ginn, dass d'Jugendassoziationen hei matabezu ginn. Ech fannen et wichteg, dass dat och an engem Budget Widerhall féint. Ech mengen, eis Chamber ass jo och des Éfteren am Dialog mat der Jugend. Mir haten nach virun e puer Wochen d'Jugendparlament hei, wou mer, d'Regierung an d'Chamber, mat der Jugend eng Debatt gefouert hunn. Dat war e bësse méi breet. An dofir ass et sënnvoll, och méi spezifesch iwwer eenzel Punkte kënnen mat der Jugend ze schwätzen. Dofir kann ech déi Recommandatioun och nëmmen ënnersträichen.

Och d'Regierung huet dat am Rifkin-Prozess gemaach. Ech mengen, am Theater, wou d'Presentatioun elo nach eng Kéier war vum Rifkin-Prozess, waren och eng Rei Jugendlecher do. Et war net alles perfekt, mä ech mengen, et ass awer e wichtige Prozess an der Entwicklung hei vum Lëtzebuurger Land, dass d'Jugend méi an dee Prozess agebonne gött.

Et gött jo och méttlerweil eng Institution, déi sech elo méi breet domadder ausernanersetz. Dat ass den Zentrum fir politesch Bildung, dee säit engem Joer elo do ass. Et ass eng Stëftung, déi d'Zil huet, ebe besonnesch jonk Mënschen iwwer léieren, verstoen an deelhuelen méi no un d'politescht an d'effentlecht Liewen erunze féieren.

A mir wäerten och deemnächst hei an der Chamber, am Fréijoer, nach eng Debatt mat hinne féieren iwwert d'Objectifs de développement durable. Dat sinn déi 17 Beräicher vun den ODDen. An do wäerten ech als President vun der Ëmweltkommissioun an de President vun der aussepolitichescher Kommissioun dat am Fréijoer mat den zwou Kommissiounen virbereeden, soudass mer am Mäerz hei zesumme mat der Jugend och doriwwer kënnen debattéieren.

Dofir kann ech dee Saz, deen am Budget steet, och nëmmen ënnersträichen: «Pour que les défis d'aujourd'hui soient les chances de demain.» An dat kann net laanscht d'Jugend goen, dat kann nëmme mat der Jugend geschéien. A meng Kollegin Viviane Loschetter hat dat an hirer Presentatioun scho gesot, dass d'Participatioun net nëmme vun der Gesellschaft am Allgemengen, mä insbesondere vun der Jugend ganz wichteg ass.

Meng Kollegin hat virdu méi de Pluriannuel analyséiert, och wou mer hierkomm sinn a wou mer histerien. Esou wollt ech elo kuerz op eng Rei Politikfelder agoen, déi mir aus grénger Siicht als wichteg empfongt hunn a wou mer mengen, dass des blo-rout-gréng Regierung och am Sënn vun eisem Land eng nohalteg Politik ëmgesat huet an eist Land deemno och weider wäert bréngen. Dat si fënnf Beräicher: Dat sinn eng Kéier d'Waasser, de Buedem an d'Loft, eis Grondlage souzeseen. Et ass d'nohalteg Mobilitéit, dat ass schon e puermol hei ugeschwat ginn. Et sinn awer och déi sozial Leeschtungen en vue vu méi Gerechtegkeet an och d'Aarmutsbekämpfung an natierlech de Klimaschutz, d'Energie an nohalteg Bauen.

An zum Schluss wëll ech awer och eppes uschwätzen, wat dem Finanzminister och ganz héich a senge Politicke läit: gréng Finanzen an awer och gréng wirtschaftlech Entwicklungen.

Éier ech dozou kommen, wëll ech awer och nach eng Kéier op d'Cohérence des politiques hiweisen. Ech mengen, dass des Regierung et fäerdegbruecht huet, net méi gradesou an d'Silosmentaliteit ze verfallen, mä Politicke méi breet, fächeriwwergräifend oder ministère-iwwergräifend an Ugrëff ze huelen. An dat ass eng richteg an och wichteg Entscheidung vun der Regierung, dat esou ze maachen.

Éier ech elo zu deene Punkte kommen, wëll ech awer nach eng Kéier kuerz op de Rôle vum Stat agoen. An dat hat ech oder hate mir an eisem gréng Budgetsrapport och méi daitlech niddergeschriwwen, nämlech: Wat fir Rôlen huet dann de Stat? De Rôle ass fréier aus dem Klasseche wéi Gesetzer, Justiz, Police a Verdeegeung erauskomm. En huet awer haut,

mengen ech, niewent deem wichtege Rôle déi ekonomesch an déi sozial Organisatioun an d'sozial Gerechtegkeet ze assuréieren an - an et ass scho virdrun dervu geschwat ginn - de Lenkungsprinzip richteg an Ugrëff ze huelen. An zum Schluss natierlech och e fënnfte Punkt, deen ëmmer méi Wichtigkeet féint, dat ass déi europäesch an international Implikatioun, wou Lëtzebuerg sech jo awer och ëmmer engagéiert a sech och Gehéier ka verschafen.

Ech wollt e puer Punkte just uschwätzen, déi a sech awer och gemaach goufen a weisen, dass mer an deene fënnf Beräicher och jee weils Wuert gehalen hunn an awer och eng ganz Rei Reformen ugestouss hunn an och ëmgesat hu respektiv das se nach an der Aarbecht sinn.

Als Éischt kann ee soen - ech ziele se net all op, hei hunn ech mer der awer e puer opgeschriwwen: d'Reform vum Nationalitéitgesetz, de Mariage pour tous, d'Reform vum Odfreiungsgesetz, d'Reform vum Strofvollzuch, d'Gestioun vun der Flüchtlingskris, d'Reform vum Statsrot, d'Reform vum Geheimdéngscht, d'Reform vun der Police, déi amgaangen ass, ëmgesat ze ginn. Ech mengen, dat ass e Punkt am éischte Beräich, wou mer ganz vill a wichtige Aarbecht gemaach hunn.

An zweete Punkt, wat den ekonomesche Volet ugeet: Et ass haut méi am Detail iwwert d'Zuele geschwat ginn an ech wëll souwuel op meng Kollegin hiweisen, déi virdu gesot huet, wéi och den Här Bodry de Moien, dass eise Statsbudget a sech keng schwéier lerschaft hannerléisst a gesond Keesen opweist, fir dass och déi nächst kënnen direkt an deem Sënn propper a richteg weiderfueren.

Och déi Steierreform hu mer matgedroen an och intensiv mat dru geschafft. Selbstverständlech hat jiddere Wënsch fir an déi eng an an déi aner Richtung, mä ech mengen, et ass eng ausgeglach an och gerecht a mat ekologesche Komponente versinne Steierreform, déi awer no vir weist.

Och an der Sozialgerechtegkeet, an drëtte Punkt vum Stat, hu mer eng ganz Rei vu Reforme gemaach, si si schon e puermol ernimmt ginn: d'Reform vum Kannergeld, d'Reform vun de Studentebäihëllefen, d'Société d'impact sociétal - wat fir mech eng ganz wichteg wäert ginn, insbesondere fir Asblen, déi haut nach net richteg wëssen, wou se higeheieren, awer doranner e ganz wichtige Impakt wäerte fannen -, d'Reform vum Congé parental, et ass scho gesot ginn, d'Reform vum RMG, de REVIS. Do denken ech, dass dat och e ganz wichtige Punkt war vun deser Koalitioun.

An dann de Lenkungsprinzip. Jo, de Stat (veuillez lire: muss do agräifen), well d'Wirtschaft eleng ass net fäeg, déi néideg Bremsen anzegeheien an de Stat huet de Rôle, Lenkungsprinzipien anzeféieren. Lenkungsprinzipien insbesondere an der Ekologie, awer net nëmmen an der Ekologie. Ech wëll der hei e puer nennen: Et ass virdu schon iwwert d'Mobilitéit geschwat ginn, dass mer fir d'nächst Joer eng Rei nei Moosnamen agefouert hunn, fir d'Hybridautoen zum Beispill anescht ze féieren, fir dass mer eben iwwert d'Lenkung, iwwert d'Begegenschtegung en anere Prinzip vun der Mobilitéit erfueren.

Mir hunn en neit Waasserschutzgesetz gemaach, wat och e Lenkungsprinzip ass. Mir hunn eng Klimabank geschaf, déi ënnerstëtzung a ville Beräicher gemaach huet. Mir hunn zwee Pestizide fir elo verbueden. Haut de Moien am Regierungsrot, mengen ech, ass den neie Pestizideplang opgestallt ginn, wou eng ganz Rei Moosnamen kommen, fir d'Pestiziden no an no méi andämmen ze kënnen. Mir hunn eng Klo géint d'Weidersubventionierung vun der Atomenergie gemaach, wat jo och net esou evident ass. Dat hu mir gemaach als Land. Mir hunn d'Subventioun fir Wand- a Solarenergie nei reforméiert an och méi staark gefördert, fir dass dat och méi breet gött. An natierlech ass den effentleche Verkéier mat zwee Drëtter vun dem Invest méi ënnerstëtzt gi wéi den Individualverkéier, mat engem Drëtter vun deenen Investitiounen.

Dat heescht, mir hunn an deene véier Beräicher, wou de Stat sech soll implizéieren, vill Reformen ugestouss an et kommen do och nach eng ganz Rei vu Reformen. Dofir kann ee scho soen, dass mer souwuel déi nohalteg Prinzipien, déi sozial, déi ekonomesch, awer och déi ekologesche Komponenten an deser Regierung no vir bruecht hunn.

E puer Wieder zu de Gemengen, well d'Gemenge si jo niewent dem Stat déi zweet effentlech Verwaltung. Mir hunn do jo nëmmen zwou Ebenen: de Stat an d'Gemengen. An och do gouf eng ganz wichteg Reform vun deser Regierung ugepaakt. An ech mengen, dat war d'Reform vun de Gemeengefinanzen. Sécherlech gouf se och hei kontrovers diskutéiert, mä ech mengen, dass déi Reform awer och 2018 elo richteg wäert zum Droe kommen, well deen Drëtter vun de Remuneratiounen fir d'En-

seignanten elo endgültig fort ass an awer och déi 90 Milliounen, déi zousätzlech vum Stat an d'Gemengekommunale ass, zousätzlech de Gemenge wäerten hëllefen.

Aus grénger Siicht war déi Reform méi wéi iwwerfällig, och wa se vläicht aus Siicht vun e puer Gemengen net esou erkannt ginn ass. Mä firwat fanne mer se wichteg? Well se ebe méi d'Zentralorter ënnerstëtzt an déi och finanziell stärkt. Aus landesplanerescher Siicht ass et näamlech eng Noutwendegkeet gewiescht, dëst endlech esou ëmzesetzen. Wa mer Wunnen, Aarbecht a Fräizäit wëllen erëm zesumme féieren, an net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, da muss mer déi Zentralorter flächendeckend am ganze Land och entsprechend stärken. An dëst huet des Regierung endlech fäerdegbruecht an dat wäert dëst Joer oder d'nächst Joer mam Budget 2018 och voll an der Emsetzung sinn.

Ech zitieren och hei gären en Abschnitt aus dem Budgetsrapport vun der Madamm Elvinger: «Une stratégie cohérente d'aménagement du territoire a fait défaut au Luxembourg pendant des décennies. La concentration de la presque-totalité de l'emploi du pays dans la capitale et la dispersion de la population dans des régions trop éloignées de leur lieu de travail ont mené aux problèmes de trafic connus de nos jours. La modification de la loi concernant l'aménagement du territoire se trouve en la dernière ligne droite et permettra de réaliser les plans sectoriels qui ont pour but une planification cohérente du transport», des espaces verts, «du logement et des zones économiques au Luxembourg.»

E wichteg Gesetz gouf heimadder ugeschwat, nämlech dat vun der Landesplanung, dat an der leschter Ligne droite ass an dat de Minister Bausch deemnächst hei an der Chamber zesumme mat lech kann diskutéieren - an och hoffentlech eng breet Zoustëmmung féint -, fir dat endlech ëmzesetzen.

Well d'Froe stelle sech an déi sinn och haut schon ugeschwat ginn, nämlech: Wéi ee Lëtzebuerg fir muer wëlle mer? Wou a wéi solle mer eis weiderentwickelen? Kënnen mer eis ekologesche weiderhin en ongëbrechste Wuessstum leeschten? Wat wëlle mer wéi a wou schützen? A wou a wéi wëlle mer schaffen, wunnen an eis bewegen?

An dat erlaabt mer et awer och, e puer Wieder iwwert dat neit Naturschutzgesetz ze verléieren, wat de Moment an der Ausarbechtung ass. Mir hunn de leschten Dënschdeg, also gëschter Moien, an der Kommissioun déi lescht Amendementer duerchgeholl. No der Vakanz wäerte mer déi och kënnen an der Kommissioun ofstëmmen an dann un de Statsrot weiderginn. Ech mengen, dass mer do e ganz gutt Gesetz op de Wee kréien, well mer méi e systematescht, koordinéiert, transparent an novollzëibart Gesetz iwwert de Schutz, d'Erhaltung an den Neesopbau vun den Ökosystemer hei am Land kréien, wat méi wéi noutwendeg wär an och deemno méi zilführend an eiser Entwécklung vun dem Lëtzebuurger Land wäert sinn.

Dës dräi Beispiller, mengen ech, weisen fir mech an d'Richtung vun enger Cohérence des politiques. Éischtens, eng richteg a wichteg Gemeengefinanzreform, eng Stärkung vun den Zentralorter, zesumme mat engem Landesplanungsgesetz mat den néidege Plan-sectoriellen, déi dat wäerte begleeden. An dann natierlech och en transparent an novollzëibart Gesetz iwwert den Émgang mat eiser Natur, wat eben dann och wichteg wär, fir dat kënnen ze maachen.

Ech kommen dann nach eng Kéier kuerz zréck op d'Missioun vum Stat. Fir déi Missiounen, déi virdu beschriwwen gi sinn, brauch een natierlech Moyenen. Déi Moyene sinn a waren do. Ech mengen, all déi Virriedner an och meng Kollegin Viviane Loschetter hunn et ausféierlech kënne beleeden, dass an der Vergaangenheet an och an Zukunft déi Moyene vum Stat ëmmer do waren a sinn.

Et ass scho gesot ginn: En bon père de famille d'Gestioun vun eise Finanzen ze geréieren, ouni dass déi zukünftige Generatiounen finanziell hypothekefrit ginn, ech mengen, dat kënnen mir, zumindest d'Koalitionären, mat engem ganz décke Stëft ënnersträichen. Fir dat awer kënnen ze maachen, brauch ee jo natierlech Moyenen, dat engersäits iwwert d'Steieren an op där anerer Säit natierlech iwwert d'Scholden. An do stellt sech natierlech dann erëm d'Fro - an dat ass jo och debattéiert ginn -, ob dann déi Scholden elo ze gross sinn oder eis ze vill hypothekeféieren.

Ech mengen, et sollt een et awer nach eng Kéier widerhuelen: Dës Scholde ware kee Selbstzweck. Déi sinn net einfach do, wéi gesot ginn ass, fir an d'Vakanz ze goen. Nee, déi si gemaach ginn, fir wichteg an noutwendeg Investitiounen an d'Zukunft vun deemem Land kënnen ze maachen, Investitiounen, wou mer

och am Retard waren, insbesondere an der Mobilitéit. An dat weist sech jo, dass mer do nach e ganz groussen Nohuelbedarf hunn. Dofir mengen ech, dass déi Scholden, déi mer dann haut hunn, och tragbar si fir dëst Land. An et ass scho gesot ginn: Wa mer de procentuale Scholdenundeel vun eisem BIP huelen, huet dee sech stabiliséiert, en ass souguer liicht erofgaangen a mir si wäit ewech, fir déi Grenz vun 30% ze errechen. Dofir mengen ech, ass dat alles aneschtens wéi eng falsch Gestioun vun eisen effentleche Finanzen.

An da muss een awer och déi Vergaangenheet effektiv kucken an och soen, wéi et längerfristeg weidergeet. An do kann ech nëmmen dat ënnersträichen, wat haut de Moien den Här Bodry gesot huet: Et soll een effektiv an d'Vergaangenheet kucke goen. An dat hate mir an eisem Rapport 2015 och gemaach. Mir hunn näamlech all eis Diagrammer vun 2000 u lafe gelooss. An do huet een da ganz kloer erausfonnt, dass 2003 an 2004 déi gréisste Statsdefiziter waren. An dëst insbesondere duerch eng Steierreform, déi och deemools gemaach ginn ass, wou keng 500 Milliounen - wéi des Kéier elo vläicht d'nächst Joer, virsiichteg gerechent vum Finanzministère - ze erwaarden waren, mä deemools goufen zwou Milliarden ausgedeelt, eng fir d'Leit an eng fir d'Beträiber.

Ech mengen, dat soll een net vergiessen. An dofir mengen ech, dass an ech ginn och dem Här Bodry recht, et e Strukturproblem hei am Land ka sinn, an dat hu mer och an eisem Budgetsrapport vun 2015 beschriwwen, dass et natierlech mam Modell Lëtzebuerg ze dinn huet, mat der Kreatioun vu villen Aarbechtsplazen. An dat soll een och entsprechend dann debattéieren, wa mer eis déi néideg Zäit huelen. A mir mussen doriwwer debattéieren. Et ass schon e puermol gesot ginn.

Mir sollen eis awer och net ëmmer esou schlechtrieden. Dofir soll een och dann nach eng Kéier déi Ratingagencen... Et kann een dervun halen, wat ee wëllt, awer d'Welt ass de Moment esou geregelt an och esou jugéiert. A wann déi eis alleguerten ëmmer erëm den Triple-A nei ginn, denken ech, dass mer awer net esou schlecht leien.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen dann zu deene fënnf Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt kuerz ervirsträichen.

Dat sinn éischtens d'Waasser an d'Ofwaasser, d'Loft an de Buedem: also eis Grondlage vun eisem Liewen. A wann ee kuckt, wou een ugefaangen huet, wou mer virun dräi, véier Joer, 2013, iwwerholl hunn, kann ee soen, dass et am Waasser alles aneschtens wéi roseg war.

Éischtens hu mer direkt mussen eng Strof bezuelen op Brëssel, well mer en enorme Retard an de Kläranlagen hatten. Nach haut muss mer all Dag 2.200 Euro op Brëssel schécken. Dofir war et méi wéi noutwendeg, dass do Politicken och deementsprechend gemaach goufen, fir dass mer dee Retard endlech opgeholl hunn. An ech mengen, souwäit ech weess, misste mer dat awer 2019 dann elo gepackt hunn, dass mer déi Suen net méi brauchen op Brëssel ze iwwerweisen.

Mir hunn eng ganz Rei Saache beim Nohuelbedarf gemaach, insbesondere bei de Kläranlagen. 2016 hate mer 85 Milliounen an dee Fong gemaach, 2017 99. An dëst Joer wäerten der nach eng Kéier 97 dragemaach ginn. Eleng d'Regierung mécht dat net. Do brauche mer d'Gemenge mat am Boot. An do brauche mer d'Syndikater, déi eng ganz wichteg Roll do spillen. Dat wëll ech awer och hei betounen, well ouni déi léisst dat sech net ëmsetzen.

Ech sinn och frou, dass endlech déi zweet Kläranlag op der Musel och esou lues an d'Phase finale kënnt. Och do stinn näamlech 4,5 Milliounen am Budget fir 2018, fir dass och déi zweet Kläranlag endlech op der Musel ka gemaach ginn.

A wat ganz wichteg ass, dat sinn awer och déi Moosnamen, déi mat dem neie Waassergesetz komm sinn. Dat ass den Héichwaasserschutz. Ech mengen, de Moment schneit et dobaussen. Gëschter huet et geschneit. Ech hunn e bëssen d'Gefill, ech hoffen et net, awer dëst kann e Wanter ginn, wou mer erëm méi wäerte mam Héichwaasser geplot ginn. An insbesondere op der Musel wësse mer, wann d'Musel da kënnt bei deem Schnéi a bei deem Reen, da gesäit et net esou roseg aus. Dofir ass de Schutz e ganz wichtige Punkt, an net nëmmen op der Musel. An dat hu mer jo gesinn, duerch de Klimawandel kommen déi kuerzfristeg staark Reefäll, déi zu ganz dramatesche Situatiounen kënne féieren.

An dofir soll een dat, och wann d'Waasser-



wirtschaftsamt ëmmer bei de Bauprojeten e bëssen an de Féiss steet, net op d'licht Schëller huelen, wa Regenüberlaufbecke geplangt sinn. Well dat ass e Schutz - net weinst dem Waasser oder fir de Projet ze verhënnere -, et ass e Schutz fir eis Mënschen allegueren! Dofir sinn déi Projete méi wéi wichteg, dass déi och an Harmonie, zesummen natierlech mam Promoteur, gekuckt ginn, awer dass een dat net op d'licht Schëller hält.

Och eng Rei Waasserschutzgebiddere sinn endlech ausgewise ginn. Am Summer sinn der nach 27 an d'Prozedur gaangen. Ech denken, dat ass eppes Wichtige, wat endlech komm ass.

Den zweete Punkt war d'Mobilitéit. Ech mengen, mir kréie muer de Mëtten d'Geleeënheet, nach eng Kéier iwwert d'Mobilitéit ze schwätzen. Mä ee Punkt wëll ech awer trotzdem nach eng Kéier ervirhiewen: Dat ass, dass effektiv den Zweek-Drëttel-/Een-Drëttel-Prinzip ginn ass. Dat heescht, et ass e Mentalitéitswiessele och an eiser budgetärer Form komm, dass mer d'effentlech Finanzen méi an den effentlechen Transport stiechen.

Elo muss mer et natierlech fäerdegbréngen, dass mer dee Mentalitéitswiessele och bei d'Leit kréien, dass mer d'Leit natierlech bei d'Ugebuet vun dem effentlechen Transport kréien, fir dass mer dann endlech deem Zil méi no kommen, fir deen „modal split“ kënnen ze errechen. Well mir haten d'Méiglechkeet elo an der Kommissioun, dass mer d'Enquête Luxmob 2017 virgestallt kritt hu vum Nohaltegkeetsminister, fir en vue vun der Virbereedung vum MoDu 2.0 ze kucken, wéi et zukünftig weidergeet. Et ass jo och nach eng Debatt am Abréll hei virgesinn, fir dass de Minister dat dann ebe kann 2018 am Mee, mengen ech, hei presentieren.

Vläicht d'Zuelen: 2012 beim MoDu 1 ass gesot ginn, bis 2020 misste 56% an den Autoe sinn, 19% Bus an Zuch a 25% eben déi Mobilitéit douce, dat ass de Vélo an d'Zefoussgoen. Haut si mer awer nach ëmmer mat 69% beim Auto, 17% bei Bus an Zuch an nëmme 14% bei der Mobilitéit douce. Dat heescht, d'Erausfuereung ass nach ëmmer grouss. Dat heescht, mir müssen nach eng Schëpp zouleeën, mä ouni Mentalitéitswandel wäerte mer et net packen. Dofir, wann d'Ugebot stëmmt, sinn ech och sécher, dass d'Leit dee Mentalitéitswiessele wäerte matgoen.

Eppes, wat ännert, ass natierlech de Prinzip vun de Pôle-d'échanges. An de Sonnden hat mer jo d'Chance, e bësse wéi haut mam Wieder, am Schnéistuerm en éischte Pôle d'échange kënnen anzeweien, wou eben de Funiculaire uewen ukënnt, fir dann eriwuer op den Tram ze goen. An dat ass de Prinzip vun der zukünftiger Mobilitéit: dass net méi dat eenzegt Gefier am Mëttelpunkt steet, mä d'Mobilitéit a senger Ganzheetlechkeet. Dat heescht, et geet ze Fouss un an dat hält herno och erëm ze Fouss op, an dotëschent sinn ënnerschiddlech Mobilitéitsmoyenen.

An et ass dat, wat zukünftig hei zu Lëtzebuerg wäert ausgebaut ginn. An et ass och dat, wat och an den Zuelen, déi haut scho genannt gi sinn, sief et an den Zuch, sief et an d'Park & Ride, sief et an den Tram a sief et och an d'Autobunnen ze investéieren ass, fir deen „modal split“ dann elo endlech och kënnen ze errechen.

Et ass och iwwert d'Sozialeeschtunge geschwat ginn. Ech hunn elo net vill Zuele genannt. Ech wëll der awer hei einfach e puer nennen:

Dat ass de Chèque-service, deen zum Beispill vun 2017 vu 110 Milliounen op 160 Milliounen praktesch, oder 156 Milliounen, an d'Luucht gaangen ass.

D'Hëllefstellung an deem Beräich fir d'Gemeengen ass och op 126 Milliounen fir d'nächst Joer festgehal ginn.

Et sinn nach zousätzlech ëm 79 Milliounen fir d'Education an den Accueil fir d'Kanner an de Gemengen derbäi komm.

Ech mengen, d'Besoins spécifiques fir d'Mobilitéit réduite sinn natierlech och an d'Luucht gaangen.

D'Allocation de vie chère ass nach eng Kéier diskutéiert ginn, nach eng Kéier mat 27 Milliounen (veuillez lire: 37 Milliounen).

An dann ass virdrun och schon dervu geschwat ginn: D'Hëllefstellung fir den RMG respektiv deen neie REVIS ass op 178 Milliounen an d'Luucht gaangen.

Dat sinn Zuelen, déi awer weisen, dass mer de soziale Gedanken hei zu Lëtzebuerg an och

d'Wichtigkeet vun deenen Hëllefstellungen an de Vierdergrond gestallt hunn.

E véierte Punkt - bon, dat ass e bësse mäi Steckenpferd -, ouni wëllen awer ze vill déif op déi Problematik anzegoen, dat sinn de Klima, d'Energie an d'nohaltegt Bauen. Ech mengen, mir sinn déi lescht Joren e Stéck no vir komm. Alles hu mer nach net erreicht. Ech mengen, mir hunn eng Stabiliséierung fonnt, voire dass mer erofgaange si mat den CO₂-Ausstéiss par rapport zu der Trajectoire, déi mer sollten errechen.

Mir hunn d'Effizienz bei der Energieversuergung gesteigert. Mir hunn d'Verduelung vun den erneierbaren Energie fäerdegbruecht, insbesondere vun der Wandenergie, déi innerhalb vun dräi Joer vu 60 Megawatt op 120 Megawatt an d'Luucht gaangen ass. Et gesäit ee se mëttlerweil. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer se gesinn, dass mer wëssen, wou d'Energie muss hierkommen, well den Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg awer nach ëmmer vill ze héich ass.

Mir hunn eng Klimabank gemaach, eng Klimabank, wou mer eng ganz Rei vun Aidë gemaach hunn an déi och sozial gestaffelt hunn. Och wann een déi eng oder déi aner Moossnam nach kann e bëssen ausweiten, esou ass et awer wichteg, dass dat bei de Leit ukënnt an dass och d'Leit déi néideg Renovatiounen an hiren Haiser kënnen maachen.

Et ass vum „consumer“ geschwat ginn, dee muer zum „prosumer“ soll ginn. Wat heescht dat? Ma näischt anescht, wéi dass deen Eenzelnen zum Energieproduzent gëtt. Mir maache souzesoen eng Demokratiséierung vun der Energieversuergung. Jiddwereen, deen e Verbraucher ass, gëtt och zum Produzent. An ech mengen, et ass dat, wat spannend gëtt.

Also, eis CO₂-Emissiounen sinn „on track“, wéi de Camille Gira, eise Statssekretär, gären hee seet. An der Vergangenheet, bei där éischter Period, hu mer nach müssen nokafen, well de Retard einfach ze grouss war a well et laang brauch, bis d'Klimapolitik och bei de Leit ukënnt, och matgeholl gëtt. Dofir kann een do soen, dass déi viregt Regierunge wuel och an deem Beräich geschafft hunn, mä awer net an deem Mooss ukomm sinn.

Dës Kéier brauche mer an der zweeter Period näischt ze kafen. Dat heescht awer net, dass mer eis a rouege Gewässer befannen, well elo kënn d'Aarbecht eréischt op eis duer, well zukünftig gesäit et nach net esou roseg aus. 2030 muss mer minus 40% errechen. A wa mer d'Klimaziler vu Paräis eescht wëllen huelen - a mir wëllen all eng dekarboniséiert Gesellschaft hunn -, da muss mer bis 2050 op minus 80% bis minus 95% erofgoen.

Vläicht och nach e Wuert zum Tanktourismus, et ass virdrun kuerz ernimmt ginn. Jo, et kann een et vergläiche mat der TVA vun dem elektronischen Handel: dass des eis och wäert eng Kéier erausbriechen. Et muss een awer soen, dass des Regierung et déi éischte Kéier fäerdegbruecht huet, éischters emol eng Etüd an d'Liwen ze ruffen, déi elo um Dësch läit a wou en Aarbechtsgrupp am Ëmweltministerium an am Finanzministerium dru schafft. An esou wéi et och an der Press ze liese war, an dat huet jo och jiddwereen kënnen liesen, wäerten de Finanzminister an d'Ëmweltministeresch eng Rei vu Proposen am Fréijoer maachen. Dat heescht, des Regierung schwätzt net vun eppes, mä si handelt a si paakt et un. A si probéiert dann och, Proposen am Sënn vun enger Nohaltegkeet ze proposéieren.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Dat heescht, déi Jointe kënn och elo?

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Dat wäert scho kommen.

Dee fënnefte Punkt, dat ass dee leschte Punkt, op deen ech nach hei wëllt agoen. Dat sinn déi gréng Finanzen an der grénger wirtschaftlecher Entwécklung. An eiser Beméiung, d'Klimaziler ze errechen, huet och de Finanzsecteur eng wichteg Roll. Och hei goufe scho wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. An dëst, ech hunn et scho virdrun gesot, fret et och de Finanzminister, well et ass schon aussergewéinlech, dass e Finanzminister op eng Klimakonferenz kënn, fir ebe grad déi Klimaschutzpolitiken am Finanzberäich ze presentéieren. An ech hat d'Chance, och kënnen do derbäi ze sinn, nämmlech bei der Presentatioun vun deenen eenzelne Moossnamen, déi Lëtzebuerg an deem Beräich mëttlerweil presentéiert huet. An dat war zu Bonn op der Klimakonferenz vun der COP23.

Lëtzebuerg huet sech mëttlerweil an deem Beräich och en Numm gemaach. Ech mengen, 45% vun den Ëmweltstrategiefongen a 57% vun de soziale Strategiefonge gi mëttlerweil hei op der Bourse gehandelt. Ech mengen, dass och Betriber oder Regierungen oder Investore sech hei zu Lëtzebuerg duerchaus kënnen ëmkucken, well speziell fir d'Klimakonferenz vu

Bonn ass vu Luxembourg for Finance eng Broschür opgeluecht ginn, fir déi eenzel Moossnamen och kënnen propper duerzetellen. An et ass e flott Instrument och a Richtung vun de Finanzen, dass d'Finanzen och de Wee mataschloen, well soss kréie mer de Klimawandel an där Richtung net gemaach.

Jo, mir ginn an déi richteg Richtung. Bon, et kann een dann och vun e bësse méi Kohärenz schwätzen. Mir si vun den ONGen..., oder besser gesot, d'Regierung ass jo och vun den ONGen e bëssen ugedriwwen ginn, fir och an de Fonge vläicht méi eng ekologesch Komponent mat eranzekréien, sief et am Pensiounsfong oder sief et och an eise Fonds souverain intergénérationnel.

An och do hunn déi zwee zoustänneg Ministeren, zumindest bei där Pressekonferenz, déi da virun dem Ministère war, sech ageloos, fir dat eescht ze huelen, fir awer och deen Dossier an déi richteg Richtung kënnen weiderzëntwéckelen.

Dann e puer Wuert zur grénger wirtschaftlecher Entwécklung. Ech mengen, dass mer eis do och net genuch zougestinn an och heiansdo ze bescheide sinn, well mir hunn der eng Rei, insbesondere an de klengen a mëttelstännesche Betriber, déi ganz innovativ sinn an déi och eng ganz Rei wichteg Projete gemaach hunn.

Dat huet mat Fuerschung an Entwécklung ze dinn. De Franz Fayot, mä Virriedner, huet et virdrun gesot. En huet och wëlle méi op d'Grundlagefuerschung agoen, déi ganz wichteg ass. An ech wëll awer och hei iwwert den Domän vun der direkter Applikatioun vun dräi Betriber schwätzen, déi, ech mengen, mëttlerweil e bëssen e Spigelbild ginn, wat sech an deem Domän awer hei zu Lëtzebuerg alles deet. An et ass erstaunlech, wat do awer erauskënn. Ech hat d'Chance, och bei deene Präis-iwwerreechunge jeweils derbäi ze sinn.

Ech wëll och direkt mat deem éischten ufänken. Dat ass de Prix vun der Handwierkerkummer, iwwert d'Innovationen nämmlech. An dat ass den Holzbaubetrieb Annen, deen e Produkt presentéiert huet, fir gréisser Konstruktiounen, gréisser Hale kënnen opzerichte mat modulären Elementer, ouni dass eng Schrauf, nach dass en Nol ugewannt gëtt, nämmlech am modulären System. Et kann een et ofbauen a muer erëm op enger anerer Plaz opriichten. Dat nennt een „circular economy“ an dat gëtt et haut schonn hei am Land. Mir schwätzen net nëmme iwwer Rifkin, mä mir handelen haut schonn an et ass scho präsent do.

En zweete Betrieb, deen huet mech nach méi iwwerrascht. An do war ech bei der Fedil bei dem Prix de l'Environnement. An dat war d'Entreprise Robin. Dat sinn déi, déi d'Faarwen do produzéieren. An déi hunn en neie Länueleg presentéiert, e Länueleg, wou d'Matière première aus dem Land kënn. E Länueleg, deen hei zu Lëtzebuerg hiergestallt gëtt, dee vu Baueren an enger Waasserschutzzon hiergestallt gëtt. An dee Produkt gëtt och gläichzäitig ouni toxesch Metaller gefäerdert an en ass souguer nach waasserléislech.

Et ass wierklech en innovativ Projet, deen hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt a wou direkt Win-win-win-Situatiounen - dräimol „win“ - bestinn: de Bauer, deen an engem Betrieb an enger Waasserschutzzon schafft an dobäi dann och gläichzäitig Mehrwäert ka schafen, och d'„circular economy“. An natierlech: Hei ass et nëmme gaangen, well och d'Agriculture, d'Landwirtschaftskummer, an awer och d'Services des eaux matgeschafft hunn, fir dee Betrieb kënnen ëmzesetzen.

Dann hunn ech awer och nach en drëtten Betrieb, deen ass nach méi interessant, hunn ech fonnt. Dat ass e Betrieb, dee sech Ama Mundu Technologies nennt. Dat ass eng Start-up, där hiren Numm fir d'Anlag och ganz speziell ass: „Eco2GÜLLE“. Dat heescht, et ass eng mobil Kläranlag, déi et awer fäerdegbréngt, d'Substrat, wat an enger Kläranlag ass, esou ze trennen, dass d'Feststoff, d'Substrat, kënnen ewechgeholl ginn an dass d'Waasser recycéléiert erëm ka gebraucht ginn. An dat ass e Betrieb, deen insbesondere zum Beispill bei der Kieleser Biogasanlag schafft, fir eben d'Flésegkeet aus deem Substrat aus enger Biogasanlag erauszehuelen.

Ech wëll domadder nëmme weisen, dass mer Betriber hei an deem Land hunn, déi scho ganz wäit innovativ do virgaange sinn an déi wichteg sinn an där Entwécklung, wa mer iwwert de Rifkin oder d>Weiderentwécklung vun eise Land schwätzen, dass déi och hei präsent sinn an deem Land.

A wann een u Google denkt, ouni nach weider wëlle vu Google elo ze schwätzen: Wann ee sech iwwerleet, dass d'Waasser vun enger Luxlait kéint iwwer esou e Betrieb mat enger mobiler Kläranlag genotzt ginn a recycéléiert Waasser fir eng weider Killung kéint genotzt

ginn, dann hätte mer wierklech en nohaltegt Prinzip do erabruucht.

Firwat wollt ech déi Betriber hei speziell nach eng Kéier ernimmen? Dat kënn net vun ongeféier. Och an eise Budget stinn eng ganz Rei vu Moossnamen, déi dohinnerzilen, fir déi Betriber speziell ze ënnersträchen. A virdrun ass et schon iwwert d'Fuerschung gaangen: Och de Wirtschaftsministère huet an deem Beräich eng ganz Rei vun Aiden, fir deene Betriber entgéintzekommen.

A mir hunn eis mëttlerweil ganz gutt opgestallt. Et ass virdrun vun den... Wat hu mer vu Ressourcen? Mir hunn der net vill. Mir hu keng natierlech Ressourcen, mir hunn déi am Kapp. An dofir ass et wichteg, dass mer mëttlerweil eng Heemecht gi si fir Start-uppen.

Mir hu mëttlerweil eng ganz Rei vu Moossnamen a Betriber a vun Initiativen erreicht. Esou ass am Wirtschaftsministère 2016 den Digital Tech Fund gemaach ginn, deen a sech Luxinnovation mat Programmer vu Fit 4 Start fir d'Start-uppe regroupeiert. Et ass en Netzwerk vun InnoHub Lëtzebuerg kreéiert ginn. Et ass e Programm BEE CREATIVE gemaach ginn, et ass Fit 4 Entrepreneurship. Et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen an deem Beräich ergraff ginn, déi net vun näischt kommen. An d'Resultat, mengen ech, weist sech haut an enger ganzer Rei vu Betriber.

An dat gëtt mer awer d'Geleeënheet, dann natierlech och iwwer eng Projet kënnen ze schwätzen, dat ass de 1535° zu Déifferdeng, wat e Beispill ass vu grad deenen Initiativen, wou et wahnsinneg ass. A wann een d'Broschür kuckt, wat de Locataire ausmécht, esou steet do iwwert de Start-up-Betrieb, deen an esou engem Betrieb ënnerwee ass: «(...) c'est faire partie d'un concept innovant, interactif et multi-disciplinaire. C'est l'opportunité au quotidien de prendre part à un projet humain, créatif, social et durable.» Et ass dat, wat mer och wëllen hei am Land errechen, nämmlech déi kreativ, sozial, awer och durabel Entwécklung.

Ech kommen dann net zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Hären, ouni awer een Zitat nach aus engem Interview virzeliesen, wat ech kuerz no der COP23 vu Bonn, der Klimakonferenz, konnt liesen, nämmlech dat vum Bertrand Piccard, deen ech och perséinlech konnt kenneléieren.

An e schreift an enger Lëtzeburger Zeitung, dem „Tageblatt“, fir keen ze nennen: „Luxemburg hat es stets geschafft, durchzustarten. Luxemburg hat immer Innovationen geschaffen. Das fasziniert mich. Denn heute seid ihr nicht nur dabei, euch vom Stahl oder von der Kohle weiterzuentwickeln, sondern auch gegenüber den traditionellen Finanzen, auf denen der Reichtum Luxemburgs basiert. Ihr geht noch weiter, mit neuen finanziellen Produkten wie jene der grünen Finanzen (veuillez lire: der grünen Wirtschaft), oder besser gesagt, jenen der sauberen Wirtschaft.“

Ech mengen, dat kënnen mer nëmme ënnersträchen, an et ass dat, wat mer probéieren an deene Prozesser, déi des Regierung ugestouss huet, och weiderhin ze entwéckelen.

Dës Regierung huet deemno a ville Beräicher d'Richtung uginn. Et mierkt een elo schonns den Ënnerscheid. Et gëtt awer nach ëmmer vill ze schaffen. Och d'nächst Joer maache mir keng Paus. Et gëtt voll a ganz nach weider geschafft, fir d'Wuel vum Land, vun de Leit a vun der Ëmwelt, fir eng nohaltegt Entwécklung vun eise Lëtzeburger Land ze garantéieren.

Mir müssen eis dofir d'Fro vum „Wéi?“ vläicht stellen, och net alles huelen, wat vläicht geet. Mir müssen eis enger breet gefouertter effentlecher Debatt stellen, fir eise Wuesstum no nohaltegt Kritären ze steieren. Dëst féiert derzou, dass mer eis gezielt a verträaglech entwéckelen müssen, fir den zukünftige Generatiounen och den néidegen Handlungsspillraum ze iwwerloossen.

An ech wëll mat engem Zitat schléissen - an ech soen elo scho Merci -: „Mir hunn des Welt net vun eisen Eltere geierft, mir hu se just vun eise Kanner geléint.“

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Marc Spautz.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer, ganz am Ufank op verschiden Ausserungen anzegoen, déi am Laf vum Dag gemaach gi sinn.

Fir d'Alleréischte wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Ech muss awer gläichzäitig

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

soen: Bei hirem mëndleche Rapport gëschter Mëtten hat se eppes vergiess. Si hat dat da vläicht net an hir Ried geschriwwen. Si huet do gesot, dass am Fong den Här Juncker ëmmer eng gratis Kannerbetreuung gefuerdert hätt, awer ni eppes gemaach hätt, an da soll dës Regierung dann elo endlech 20 Gratisstonnen agefuert hunn.

Ech wëll just soen, dass dat falsch ass, well näamlech schonn den 1. März 2009 Gratisstonnen do waren. An den Här Bodry ka sech sécherlech dorun erënneren, well hien och deemools schonn erbäi war, dass wéi den 1. März 2009 de Chèque-service agefuert ginn ass, dass een dräi Gratisstonnen d'Woch kritt huet an dass een an der Vakanz méi Stonnen hat an dass een an der Sommervakanz souguer konnt während véier Wochen dovun profitéieren. An deenen anere Schoulvakanz waren et 25 Stonnen d'Woch, déi all Mënsch gratis hat.

Also ass et net, dass d'Rad elo ganz nei erfonden ginn ass, mä dass dat schonn eppes ass, wat do war. An et ass just dat déi Remarque, déi ech wollt maachen, well d'Madamm Elvinger gëschter esou gemaach huet, wéi wann dat eng nei Erfindung vun dëser Regierung wier. Also, dat mam Gratis ass et och do scho ginn.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

D'Madamm Jacobs, Madamm Loschetter, war Familjeminstesch.

Dann en anere Punkt dozou, deen ech awer och nach wollt ënnersträchen: Dat ass deemools ofgeschaaft ginn 2012. Den Här Bodry hat och schonn e puermol op 2012 higewisen, wéi opgrond vum der ekonomescher Situatioun vum Lëtzebuerger Land verschidde Spuermesurë getraff gi sinn. An dat do war eng vun deene Spuermesuren, déi 2012 gemaach gi sinn, wou jo och duerno d'Méiglechkeet gewiescht wier, fir dat och schonn... Ech wëll elo net hei Kritik üben, mä et hätt een et och schonn duerno, nodeem sech d'Situatioun gebessert hat, kënne réckgängig maachen. Dat just fir drun ze erënneren, dass et keng nei Erfindung war, mä dass et dovun en Deel scho ginn ass.

Da wollt ech och drun erënneren, beim Congé parental, wou Leit heibannen - dat war awer net d'Madamm Elvinger - gesot hunn, d'CSV wier ëmmer dergéint gewiescht an hätt keng aner Alternative bruecht: Och d'Madamm Hetta hat Propositione gemaach, fir de Congé parental aneschtens ze gestalten, wou mer net geschwat hu vum Montant, deen et a Sue ginn ass, mä a méi Zäit, mat méi Stonnen.

Dat ass souwuel an der zoustänneger Kommissioun beschwat gi wéi och heibannen am Plenum. Dofir ass et also net richtig, fir elo ze soen, do hätt d'CSV kee Wuert derzou gesot an d'CSV wier och net mat Alternative komm. Dass déi net zréckbehalte gi sinn, dat ass natierlech ëmmer d'Recht vun der politescher Majoritéit, mä et ass awer falsch, fir dann no baussen ze soen, dass d'CSV an deene Punkten iwwerhaapt keng Alternative bruecht hätt an och näischt aneschtens op den Dësch geluecht hätt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et sinn och verschidde Kolleegen, déi haut de Mëtteg vill iwwert de REVIS geschwat hunn. Ech mengen, dass de REVIS e ganz wichtige an noutwendige Projet ass fir d'Lëtzebuerger Land, dass mer dee brauchen, dass dat näischt ass mat der Strenz, mä dass dat eppes ass, wat 1986 agefuert ginn ass, fir de Leit ze hëllef, déi an enger schlechter Situatioun sinn.

Et ass am Fong esou, mengen ech, dass mer eis alleguerten, wéi mer heibanne sinn, freeë géifen, wa mer dat net bräichten, well mer dann näamlech keng Leit hätten, déi an där Situa-

tioun sinn. Mä nach ass de REVIS net do. E war zwar geplangt fir op den 1. Januar, mä menges Wëssens huet de Conseil d'État bis elo nach ëmmer keen Avis zu deenen Amendementen ofginn, déi d'Regierung an der Sommervakanz gemaach huet, soudass et de Moment schwieereg ass, schonn am Detail driwwer ze schwätzen, obwuel verschidde Kolleegen dat gemaach hunn.

Et géif och an der entsprecher Enveloppe, déi den Här Finanzminister hannerluecht hat, em 15,9 Milliounen eropgoen. Mä et muss een elo natierlech ofwaarden, wéini et kënnt. Kënnt et fir den 1. Abrëll? Kënnt et fir den 1. Juni? Kënnt et fir den 1. September? Soudass dat jo dann och am Prorata aneschtens wäert ausgehen.

Ech kéint och nach do eppes zum Mindestloun soen, mä ech konnt elo leider de Communiqué vun der Regierung net bis zum Schluss liesen, well ech hunn heieren, dass de Statsminister sech haut nom Regierungsrat zum Mindestloun geäussert hätt, dass do d'Regierung driwwer geschwat hätt. Ech weess awer elo net wat.

Dofir soen ech dann elo nëmmen deen ee Punkt: dass et awer wichtig ass - den Här Bodry huet et ënnerstrach -, dass mer doriwwer diskutéieren. A mir sollen net iwwert de Brutto schwätzen, mä virun allem iwwert den Netto, well et do beim Netto ganz wichtig ass, wat d'Leit an der Tut behalen, an et och wichtig ass bei deem Netto, wat domat erauskënnt. Well mat där Zomm, déi et de Moment gétt, ob dat de qualifizéierten oder net qualifizéierte Mindestloun ass, ass et bei deene Liewensbedingungen a bei deene Präisser, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ganz schwéier.

Ech wollt dann och nach bäifügen: Et ass gesot ginn, mir hu 15 Milliarden Ausgaben. Et ginn Investisementer gemaach vun 2,4 Milliarden. Dat wier eng hallef Milliard weider wéi 2013. Dat hu Kolleegen heibanne gesot, wat och richtig ass. Et brauch ee just am Budget nozeliesen.

Mä eppes, wat mech géif interesséieren, an do huet bestëmmt den Här Finanzminister d'Antwort drop: Mir schwätzen all Joer vun 1,6, 1,8, 2,1, 2,4 Milliarden - et ginn der all Joers weider -, déi mer investéieren. Ech fannen dat och gutt esou. Et ass wichtig, dass investéiert gétt, well dat ass en Zeechen, dass eis Ekonomie dréint. Mä et géif mech emol eng Keier interesséieren, wivill vun deenen Investisementer, déi mer an de Budget aschreiw, mer fäerdegréngen, pro Joer dann och ze maachen.

Ech ka mech emol erënneren un eng Zäit, du stoungen 1,6 Milliarden am Budget. Do hu mer et awer knapps gepackt. An den Alex Bodry ka sech och nach dorun erënneren. Wa mer dann 1,2 oder 1,3 gedréit kritt hunn, well d'Ekonomie et net gepackt huet, fir déi 1,6 ze maachen, géif et mech elo interesséieren, wéi elo d'Verhältnis ass vun deene leschte Joren, vun deenen 2,1, vun deenen 2,3 Milliarden, déi mer aschreiw, wivill mer dann och d'nächst Joer wierklech kënnen an d'Ekonomie erapompelen oder wivill vun deenen 2,3 Milliarden do gebraucht ginn.

Wann ech dat hei un de Finanzminister gericht soen, weess ech och, dass dat bei deene Gemengammen a -pappen, déi heibanne sätzen, do äänlech ass: Wann s de an deenen Investor schwätz, déi s de an de Budgete méchs, kriss de se nach laang net alleguerten an deem Joer verschafft, wou s de se drasetz.

Dofir géif et mech awer och interesséieren, Här Finanzminister, dass Der eis kéint soen, bei wivill vun deene Suen, déi mer elo aschreiw, da wierklech och d'Chance besteet, dass se emge-

sat ginn, a wivill och eis Ekonomie packt, fir vun deenen 2,3 Milliarden kënnen ëmzesetzen. Ech ka mech näamlech u Budgetsaven erënneren, déi komm sinn, wou ëmmer drop opmierksam gemaach ginn ass, dass et keng Plusvalue fir d'Lëtzebuerger Ekonomie wier, wa mer d'Halschent vun deenen Investisementer, déi mer géife maachen, net kéinten a Lëtzebuerg un d'Drëie kréien, mä dass mer déi géifen un auslännesch Betriber ofginn. Dofir just aus Virwetz: Et wier do awer och sécherlech interessant ze wëssen, wivill vun deenen 2,3 Milliarden mer dann och elo abruucht kréien.

Da gétt och vun den absolutten Zuele geschwat. De Statsminister - dat hunn ech am Titel gelies - huet de Budget haut kommentéiert, och nom Conseil de Gouvernement. Ech hätt am Fong léiweger gehat, e wier heibanne gewiescht an en hätt en heibanne kommentéiert, wéi elo virun der Press: Et géif dem Land besser goe wéi 2013 an et géif och de Finanze besser goe wéi 2013.

Wann ech d'Chifferen an absolutten Zuele kucken, da muss een awer feststellen, wa mer iwwert d'Schuld schwätzen... An do geet et jo dann drëm, aus wat fir engem Bléckwénkel mer déi absolutte Zuele kucken: Kucke mer déi a Prozentsätz? Kucke mer se an der Zomm? Oder a wat fir engem Punkt maache mer dat?

Dass do sécherlech d'Sachen aneschtens si wéi 2013, dat wëll ech hoffen, well mat esou engem Wirtschaftswuesstum, wéi mer e säit 2013 haten, wier et jo awer och net gutt, wann net all Zuel besser wier. Mä op alle Fall, déi vun der Statsschuld an absolutten Zuelen, do ass et net vill aneschtens, wéi dat bis elo de Fall war.

An ech wëll och do ënnersträchen, well Der de Moie schonn eppes hei gesot hutt, d'CSV huet ni gesot: „Mir wëllen net investéieren.“ Och mir wëllen investéieren! Mir hunn eis just d'Fro gestallt, a wat fir ee Volet een investéiert a wat fir e Wuesstumsmodell ee wëllt an ee brauch.

Wann een näamlech net investéiert, kritt een e sozialen Defizit. Dat huet e sozialistesche Politiker des Woch am Radio gesot. Wann een net investéiert, dat ass geféierlech fir de Lëtzebuerger Sozialstat. An ech ginn em 100%eg recht, mä et ass awer och e Fakt, an do brauch ee just de Rapport «Travail et Cohésion sociale» vum Oktober 2017 ze kucken - ech muss en nach esou oft nennen, ech kommen nach e puermol drop zréck -, wéi et och mam Taux de pauvreté ass.

Och hei zu Lëtzebuerg - an dat ass kee Virwurf un d'Regierung, weder déi heiten nach déi vu virun - ass den Taux de pauvreté an d'Luucht gaangen. Mä dat, wat mer eis kënnen (veuillez lire: müssen) als Virwurf gefale loossen, dat ass, wa mer net genuch géigesteiert kréien a wa mer näischt kënne maachen, fir deene Leit ze hëllef, déi an enger prekärer Situatioun sinn.

An ech kommen ëmmer dorop zréck, an da soen ech - déi zwee fréier Buergermeeschtere vun Diddeleng, den Här Bodry an den Här Di Bartolomeo, déi kenne mä Beispill -: Et ass fir mech an och fir den Normalstierflechen heiansdo schwéier ze verstoen, dass Der mat 1.880 Euro zu Diddeleng en Aarme sidd, a mat 1.800 Euro zu Wuelmereng - déi sinn direkt widerreene -, do sidd Der wäit iwwert der Mediane, déi an deem Land ass. Dat ass e Fakt, dat ass eng Tatsaach an dat ass heiansdo schwieereg, de Leit ze erklären.

Mir sollen dat am Kapp hunn, dass dat esou ass, mä mir sollen eis awer gläichzäitig bewosst sinn, dass mer gesinn, wa mer elo op 16,5% Taux de risque vun der Pauvreté hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn, dass mer do musse géigesteieren - dass mer do musse géigesteieren, onofhängeg dovun, ob mer an der Majoritéit oder an der Opposition sinn - an dass et wichtig ass, dass mer do eng Politik maachen am Interêt vun deene Leit, déi an d'Pauvreté kënnen ofruetschen, well dat ass e schlecht Zeeche fir eist Land. Dat ass kee gudden Nation Branding, wa mer do ëmmer mat virbäi sinn, soudass mer do alles solle maachen, zesammen, fir deene Leit kënnen ze hëllef.

An do kommen ech dann erëm drop zréck: Do kënnen mer näischt mam Brutto léisen, mä do ass et mam Netto, näamlech mat deem, wat d'Leit hunn, fir dat och kënnen ëmzesetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Bodry huet och a senger Radioemissiou ënnerstrach, dass d'Gehälter an d'Pensiounen den 1.1.2017 ëm 2,5% an d'Luucht gaange wieren, dass eng Steuerreform komm wier, de Mindestloun wier ëm 1,4% eropgesat ginn an och d'Leit beim Stat hätten d'äitlech méi. An dat wier alles geschitt duerch d'Majoritéitsparteien, an d'Oppositionsparteien hätten näischt matgemaach, oder villes dovun net matgemaach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...Motioun...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wëllt do just soen, dass souwuel...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Haaptsächlech d'Steierreform...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah, mä Här Bodry, dann hätt Der dat solle soen! Well ech wollt drun erënneren, dass mir als CSV d'Opwärtung vum Mindestloun matgedroen hunn, dass mir als CSV den Accord salarial an der Fonctioun publique matgedroen hunn. Just bei de Steieren hu mer et net matgedroen. An do huet mäi Kolleg, de Gilles Roth, et virdu jo nach eng Keier erkläert: Mir haten heibanne Propositione gemaach, dass déi 11.265 Euro op 12.000 Euro sollten an d'Luucht goen. Dat ass deemools heibannen ofgeleent ginn; well mir haten déi Motioun heibanne bruecht an déi ass awer deemools net zréckbehalte ginn.

Mir hate bei de Stock-Options och eng Motioun, wou een och elo kann d'Fro stellen, mä den Här Bodry ass do méi Expert wéi ech, ob et do net un der Zäit wier, fir vläicht och emol eng Keier vum Statsrot en Avis préalable ze froen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...den Här Frieden.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah, ech wëll lech just soen: Ech adresséiere mech net un den Här Frieden, ech weess net, ob deen hei bei deene 60 Leit sëtzt! Ech stellen d'Fro un de President vun der...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...bestëmmt genau...

(Interruption)

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Oder mir rufen en an eng Radiosendung!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech stellen d'Fro un de President vun der Institutionskommissioun vun der Chamber, deen d'Verfassungsreform och mécht an deen dofir zoustänneg ass: Wier et net gutt, eng Question... oder en Avis préalable beim Statsrot unzefroen, ob et méiglech ass, d'Stock-Options iwwer Circulären ze regelen, oder ob et do net besser wier, et hätt een e Gesetz, fir keng Interpretationsschwierigkeeten zouzelossen? Well et net gutt wier, wann een eis do géif usichen, dass mer da géifen op där doter Fro an op där doter Form verléieren.

Dat ass keng Kritik, dat ass just eng Fro an e Wunsch. An ech géif den Här Bodry als Expert vun där doter Matière...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dass een dat awer soll maachen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, selbstverständlech. Dir sidd direkt gefrot ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Mam Här Bodry hunn ech ni e Problem.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Just fir einfach kloerzestellen, dass mer majoritär an der Kommissioun der Meinung waren, dass esou eng Saisine préalable vum Conseil d'État näischt bréngt, well de Conseil d'État, éischters, duerch d'Gesetz obligéiert ass, déi dote Froen ze kucken, wann en eng Proposition huet, an zweetens, et nëmme Sënn mécht, engem Gremium esou eng Fro ze stellen, wat och kann déi dote Fro tranchéieren. De Conseil d'État gétt nëmmen en Avis of. D'Chamber mécht herno, wat se wëllt.

Déi eenzeg Instanz, déi déi dote Fro kéint tranchéieren vun enger Verfassungsméiglechkeet, dat ass eist Verfassungsgericht selwer. An do war och d'CSV der Meinung, dass een eise Verfassungsgericht net kéint esou e Pouvoir ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci fir déi lescht Remarque. Mä et kann een awer nach ëmmer de Statsrot ëm en Avis froen. Dat schléisst dat net aus, well bei engem Gesetz gétt en en Avis, an dann hätt en déi Méiglechkeet gehat, fir dorop ze reagéieren.

Da wëll ech nach soen, dass haut de Mëtteg och heibanne gesot ginn ass - an engem anere Punkt, och vun der Finanzpolitik ass hei geschwat ginn -, dass d'CSV jo géif eng „Schäuble-Finanzpolitik“ hei zu Lëtzebuerg maachen. Ech muss lech soen: Éischters ass dat keng Frechheet!

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Zweetens muss ech lech soen, dass dat Land... Wann ech den Här Schäuble kucken, ënnert dem Stréch: En huet de Budget verlooss an engem gudden Zoustand an Däitschland. Mä ech wëll lech awer soen,...

► **Une voix.** - An Däitschland, jo!

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...den Defizit hei ass bei enger Milliard, en ass an Däitschland...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...an Däitschland...

► **Mme Viviane Loschetter** (d*éi* gréng).- A wéi ass do den Zoustand vun de Stroossen, de Brécken an den Zich?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech mengen, just den Här Spautz huet am Moment d'Wuert!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Ech weess net, ob et d'Madamm Lorsché oder d'Madamm Loschetter ass, déi ëmmer ënnerbrécht. Et ass elo een, d'„Madamm Lolo“ dann...

(Hilarité générale)

Mä ech wollt just soen...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Den Här Schäuble soll weiderschwätzen! Den Här Schäuble soll weiderschwätzen!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech wollt just soen, och hei zu Lëtzebuerg...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- D'Madamm Lolo!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...wann et à politique inchangée ass, wäerte mer och bei d'ärselwechter Zuel sinn: bei enger Milliard, wann dës Period fäerdeg ass, wéi 2013! Bei Politique inchangée wäert dat esou sinn. An dofir sollt een net iwwert deen hierfalen, deen a sengem Land d'Aarbecht gemaach huet, mä da solle mer kucken, wéi mer hei am Land eis Aarbecht och solle maachen!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Da wëll ech soen: Et ass och ënnerstrach ginn, dass d'Reserven am Pensionsystem an d'Luucht gaange sinn, wat och gutt esou ass. Et ass ënnerstrach ginn iwwert d'Gesondheetskeess, dass déi erëm am Boni ass. Et muss een awer gläichzäiteg soen, wann ee vun der Gesundheetskeess schwätzt - an dat ass awer eppes, wat ech net gutt fannen: Do hu mer awer och verschidde Saachen am Interessi vum Patient verschlof! Mat den IRMen, si komme jo elo endlech! Dass elo endlech véier IRMe kommen, do hu mer awer laang, zwee, dräi, fir net ze soe véier Joer verschlof, wou een d'IRMen hätt kënne bestellen.

An datselwecht ass mat den Urgencen! Mat den Urgencé kréie mer den nächste Mount virgestallt, wat déi Analys bruecht huet, wéi et elo soll an den Urgencé besser virgoen. Wann Der mat de Leit schwätzt, déi an eng Urgence mussen goen, déi wiere frou gewiescht, wa mer schonn éischter eppes bei den Urgencen ënnerholl gehat hätten, well dat, wat bei den Urgencen ofleef... An et brauch een nëmme samschdes d'Lieserbréiver ze liesen, ob et am „Tageblatt“, am „Wort“ oder am „Journal“ ass, et kommen der all Kéier, wou d'Leit erëm mat Beispiller kommen, dass se heemgeschéckt gi sinn, well kee Bett do ass, dass se Schwierigkeiten hunn an de Spideeler, well keen Dokter do ass, an dass se sechs oder siwe Stonnen am Wartesaal mussen sëtze bleiwen, wann eppes geschitt.

Et wier net schlecht gewiescht, wa mer elo vum Gesundheitssystem soen, mir wieren erëm am Boni, dass dann och eppes geschitt wier.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...d'Spideeler...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mä ech huelen awer och un, Här Bodry,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...oder ass et d'Regierung, déi hei alles decidéiert?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Bodry, ech wëll awer just soen...

De Santéministère! Et wonnert mech, dass Der elo vun de Spideeler kommt.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ma neen!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Normalerweis war Äre Sproch elo déi lescht Joren...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Wann Der vun den Urgencé schwätzt, muss ee vun de Spideeler schwätzen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Déi lescht Jore war heibannen ëmmer de Credo, wa mer iwwer esou Sujete geschwat hunn: „Mä dat war d'CSV, déi esou laang an der Regierung war.“ Dee leschten CSV-Gesondheetsminister, fir lech dat awer ze soen, wësst Der, wien dat war? Den Dokter Émile Colling! Dat war 1968. A säit 1968 haten ëmmer nëmme zwou Parteien de Gesundheetsminister gestallt. An ech muss lech

soen: An dat war kee vun der CSV! Dofir, wa mer elo soen: „An der Vergaangenheet si Feeler gemaach ginn“, da kann een awer net ëmmer soen, et wier an eng Richtung.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Passt op, wien hannert lech sätzt!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat ass de Sécurité-sociales-Minister vun där Zäit.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen...

(Hilarité)

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Neen, neen, neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat waren déi zwee, a mir hunn oft matenee geschwat.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dann ass et gutt. Merci, Här President. Da wollt ech eben op dee Punkt hiweisen.

En anere Punkt, dee mech awer och beim Budget interesséiert, an ech hat et och schonn an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier zur Sprooch bruecht: Dat ass, wann ee kuckt, wat am Fonds pour l'emploi geschitt, wat d'Ausgabe sinn, déi de Stat am Fonds pour l'emploi ze droen huet. An déi sinn am fräie Fall, awer an déi richteg Richtung.

Éischters ass et gutt, dass de Chomage zréckgeet. Ech wier frou, mä Dir alleguerten heibannen och, wann en nach méi séier géif zréckgoen, wéi dat de Moment de Fall ass. Am Fonds pour l'emploi geet Participatioun vum Stat ëmmer méi erof. An d'Suen, déi aus dem Statsbudget an de Fonds pour l'emploi eragestach ginn, sinn der ëmmer manner.

Déi, déi de Chomage am Fong hei zu Lëtzebuerg bezuelen, dat sinn d'Leit mat hirer Solidaritéitssteuer. Dat sinn déi extra Taxen, déi mer agefouert hunn. Dat sinn d'Gemengen, well dat war jo d'„Solidaritéitssteuer“, ënner Guillemeten. Déizäit hu scho verschidde Leit et als „Krisesteier“ tituliert, Klammer erëm zou. Ob et net op deem Punkt wier, dass ee sech awer och do misst eng Kéier d'Fro stellen, ob dat de richtige Wee ass, dass de Stat do net méi mat hëllef, oder ob et net och do wier, fir zukunfts-trächteg Projeten ze maachen.

Ech erkläre mech mat deenen „zukunfts-trächtege Projeten“: Mir schwätzen alleguer vun der Digitaliséierung. Mir schwätzen alleguer vun der industrieller Revolutioun. An d'Digitaliséierung wäert kommen. An (veuillez lire: An d'Fro stellt sech,) an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer elo schonn e Problem hu mat de Leit, déi manner gutt intellektuell drop sinn, mä déi manuell schaffen, wou mer der elo scho vill am Chomage sëtzen hunn, ob mer net deem scho géife (veuillez lire: scho sollte) virgräifen an deene Leit hëllef. Well fir hei zu Lëtzebuerg nach arbeitsintensiv Betriber ze kréien, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien, där wäerten et der an Zukunft keng méi ginn!

Mir hate fréier eng Siderurgie. Do hu 27.000 Leit geschafft. Déi hat Plaz fir jiddwereen, ugefaange bei deem, deen nëmme manuell konnt schaffen, bis zum Ingenieur, dem Ekonomist, dem Jurist. D'Siderurgie konnt se alleguer gebrauchen. Dat ass haut net méi de Fall.

Mä dass mer elo schonn am Virfeld vun där Digitaliséierung, déi op eis zoukënn, mat deene Suen, déi dann net am Budget virgesi si fir an de Fonds pour l'emploi, en extrae Fong schafen, fir deene Leit ze hëllef, déi et herno an der digitaler Welt net méi packen! Well Dir wäert gesinn, dass der do vill wäerten ënnert d'Rieder kommen, déi elo bei gréisserer Betriber schaffen a manuell schaffen, wann déi Digitaliséierung op eis zoukënn.

A gläichzäiteg - dat nennen ech e Formations-fong am Kader vum Fonds pour l'emploi - muss mer eis och bewusst sinn, dass mer awer iergendwéi mussen kucken, dass mer solle mam Fortschritt virgoen - dat ass dat Allerwichtigst, wat et gétt fir eist Land -, an och nach Aarbechtsplazen hei am Land behale fir déi Leit, déi manuell grouss Fäegkeeten hunn an déi awer intellektuell soss aner Problemer hunn, fir dass déi Leit och net ënnert d'Rieder kommen.

En anere Problem beim Fonds pour l'emploi - an do hat ech och an der Kommissioun schonn d'Fro un den zoustänneger Minister gestallt - ass déi ganz grouss Fro: Wat geschitt mam Chomage vun de Frontalieren? Dir wësst jo alleguerten heibannen - an Dir kennt d'Matière alleguer besser wéi ech -, dass mer de Chomage vun de Frontalieren net direkt selwer bezuelen, mä dass deen iwwer Forfaite bezuelt gétt, déi un déi jeeweileg Administratioun bezuelt ginn, an dass do eng Direktiv ënnerwee ass, dass dat an Zukunft soll anescht sinn, dass während d'Chomage an de Chomage an deem Land soll bezuelt ginn, wou ee schafft.

An dat géif eng terribel Belaaschtung fir eise Budget ginn. En ass schonn an d'Luucht

gaange bei deene Forfaite, wou ech gesot hunn, vun 13 Milliounen 2013 op 44 Milliounen 2018, laut de Chiffere vum pluriannuelle Budget. Do mussen mer kucken, wat dat fir eist Land bedeit, wann dee Chomage vun de Frontalieren duerno op eis zoukënn. Dat kënnen Ausgabe sinn... Wann een nëmme dat ëmrechent, esou wéi d'Direktiv dat de Moment virgesäit, géif dat op 88 Milliounen erausgoen, déi Lëtzebuerg do misst bezuelen. Dass mer och do ufänken, déi Suen op d'Säit ze setzen, well dat kann... Ech weess net, wéi séier et kënn, mä op alle Fall: D'Gefor ass grouss, dass déi Direktiv wäert kommen.

(Interruption par M. Alexander Krieps)

Ech hunn net gesot, Här Krieps, mir solle géint d'Direktiv goen. Ech hu just gesot, mir sollen net waarden, bis d'Direktiv kënn. Mir sollen eis elo schonn drop preparéieren, wann déi Ausgabe sollt op eis zoukommen.

Wa mer da vum Taux de chômage a vum Taux d'emploi schwätzen, muss een och eng Kéier kucken, dass mer eng Stagnatioun hunn, wat den Emploi vun de Fraen ubelaangt. Laut deene Chiffere vum Stateg ass dee säit 2013... Wou mer jo eng extra Politik gemaach hunn, fir d'Frae méi op den Aarbechtsmaart ze bréngen a fir dass se sech, iwwerspëtzt formuliert, manner sollen ëm d'Kanner bekëmmern, mä dass se solle méi Méiglechkeeten hunn, fir direkt kënnen weider schaffen ze goen. Do fällt awer op an dem Tableau, deen do vum Stateg virläit, dass säit 2014 den Taux d'emploi vun de Frae stabil bliwwen ass.

Soudass dat net eleng d'Léisung ass, fir ze kucken, dass d'Beschäftegung bei de Fraen an d'Luucht geet, mä dass mer och do mussen Méiglechkeete schafen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass den Taux d'emploi fir eis Frae weider an d'Luucht geet, a gläichzäiteg, dass mer och do mussen kucken, dass mer et och fäerdegbréngen, d'Égalité des salaires tëscht Hommes et femmes weider unzekerbelen, well mer do awer nach verschidde Betriber hunn, wou et eis net geléngt, fir dat an d'Rei ze bréngen.

Et ass net de Statsbudget, mat deem mer dat kënnen léisen, mä et ass awer duerch Encouragement a verschidde Betriber, dass mer et do fäerdegbréngen, deem Problem och entgéintzewierken.

Da wëll ech soen, dass et och wichtig ass an eisen Aen, dass mer verschidde Dossieren - de Moien ass et och scho gesot ginn - differenzéiert uginn. Et huet kee Wäert, hei ze soen, dass alles schéin a gutt ass. Et huet awer och kee Wäert, alles schlechtzemaachen an alles trauregemaachen. Lëtzebuerg huet e grouss Entwécklungspotenzial viru sech.

Mä mir mussen ee Problem dobäi an de Grëff kréien, an dat ass dee vum Logement. Well mat jiddwer Entwécklung a jiddwer zukünftiger Entwécklung, déi mir hei am Land maachen, wa mer et net gläichzäiteg fäerdegbréngen, dat vum Logement an de Grëff ze kréien, da gétt et ëmmer méi schwierig.

An de grouse Succès, deen dës Regierung huet an och fréier Regierungen haben, fir Institutiounen op Lëtzebuerg ze kréien, fir grouss Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, dréit jo doudsécher net derzou bäi, dass de Wunnengsmarché hei zu Lëtzebuerg entlaascht gétt. Mä mir mussen et onbedéngt fäerdegbréngen, de Wunnengsmarché an de Grëff ze kréien.

Mäi Kolleg, de Marc Lies, hat do scho wivill Propositiounen gemaach. Ech mengen, dass dat, an dat ass kee Virwurf un iergendeen, mä dass dat, wat beim Fonds du logement leeft, net gutt ass fir Lëtzebuerg! Et ass 2013 kritiséiert ginn, de Fonds du logement géif net genuch bauen. Wa mer elo ënnert dem Stréch kucken, dann ass de Fonds du logement leider déi lescht véier Joer net opgefall duerch nei an zousätzlech Aweijunge vu Logementen, mä éischter duerch Onstabilitéit, déi interner Natur ass.

An do ass et fir eis alleguer, wéi mer heibanne sëtzen, wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, Stabilitéit an de Fonds du logement ze kréien, an dass mer och sollen nodenken, ob mer déi Propositioun, déi mäi Parteikolleg, de Marco Schank, scho virun dräi Joer gemaach hat, fir do eng aner Zort vu Wunnengsbaugesellschaft ze maachen, net awer erëm aus dem Tirang sollen huelen, fir och do dat Ganzt erëm unzekerbelen. Dat géllt souwuel fir nei Wunnengen ze baue fir d'Vente, mä och fir de Locatif, well dat e Besoin ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Well wa mer vum Export vum Chomage schwätzen, solle mer ni vergiessen, dass ëmmer méi Lëtzeburger och bei deene Frontaliere sinn, wou mer eis all Moien, ech wëll net soen „opreegen“, mä déi all Moie mat am Stau stinn. Do sinn ëmmer méi Lëtzeburger derbäi, deenen et net méi méiglech war, aus hire private Budgetsgrënn, nach hei zu Lëtzebuerg en

ënnerdaach ze fannen, an déi dofir an d'Grenzgebitt an Däitschland, a Frankräich oder an d'Belsch gaange sinn. A mir mussen och do alles maachen, fir déi Leit kënnen zréck an hiert eegent Land ze bréngen, well si sinn duebel friem: Si si friem a Frankräich, an der Belsch oder an Däitschland, well et Lëtzeburger sinn, a si kommen awer nach all Moien als soi-disant Friemer op Lëtzebuerg schaffen. Do géif et eis alleguer zesumme gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat kéinte packen!

An dofir nach eng Kéier mäi Wonsch un d'Regierung: Si soll nach eng Kéier déi Propositioun vum Marco Schank kucken, well dat wier sécherlech eng vun deene Méiglechkeeten, wou een och Initiative kéint huelen, genausou wéi dass déi 104 Gemengen d'Méiglechkeet géifen huelen, och nach méi - ech weess, dass der vill vun hinnen et maachen - an de Wunnengsbau ze investéieren. Well wa mer de Problem vum Wunnengsbau a vun der Mobilitéit net an de Grëff kréien, gétt et och schwierig, fir hei zu Lëtzebuerg och Weiderentwécklung ze maachen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, den Här Haagen wollt nach eng Fro stellen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, Här Haagen.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Merci, Här Spautz. Et ass eng ganz kuerz Fro. Dir hutt schlecht nogelauschert an iwwert den Taux de pauvreté geschwat. Ech mengen, dass ass en Thema, deen eis alleguer heibanne concernéiert. An ech fannen, wann een iwwert den Taux de pauvreté schwätzt, da muss ee jo och de Calcul kucken, wéi et gerechent gétt.

Ech ginn lech als Beispill... An dat ass eppes, wat mer an deenen nächste Joren awer mussen och am A behalen, wéi de Calcul vum Taux de pauvreté ass. Well déi Saachleeschungen, déi d'Regierung zum Beispill mécht, notamment elo bei de gratis Schoulbicher, déi gi jo net méi an den Taux de pauvreté agerechent. Dee Montant, deen dat ongeféier ass, 300 Euro pro Famill, deen ass net am Calcul vum Taux de pauvreté derbäi.

Dat heescht: Sidd Dir der Meinung, dass awer trotzdem déi Saachleeschungen an dee Calcul mussen agerechent ginn? Datt mer ëmmer nach am Kampf géint d'Pauvreté sinn, do si mer eis eens. Mir mussen awer oppassen, dass mer net op eemol zwee verschidde Systemer kréien, wou mer d'Saachleeschungen hunn a wou mer dat anert net hunn.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Also, Här Haagen, Merci fir déi Fro do. Ech wëll dozou awer och nach eppes vermieren. Mir haten hei scho virun dräi Joer gesot, mir kéinten eis virstellen, méi Saachleeschungen ze ginn a manner Geldleeschungen. Mir haten deemools - neen, ech kommen op dat Ganzt - heibanne gesot, dass ee sech d'Fro kéint stellen, ob een, wéi een dat nennt, en „13. Mount Kannergeld“ fir ze soen d'Rentrée scolaire, ob een dat net hätt kënnen ofschaffen an duerch Bicher ersetzen. Elo ass et dat eent an dat anert.

Et ass kloer, dass ee muss verschidde Saachleeschungen ginn. Mä d'Mediane ass jo net déi, déi Lëtzebuerg alleng berechent. Dat ass eng europäesch Formel, déi do berechent gétt, a wann et an där europäescher Formel heescht, et géifen och an Zukunft Saachleeschungen matagerechent, schéngt dat mer evident ze ginn. Mä ech ka mer awer net virstellen, dass Lëtzebuerg als eenzeg Land en anere Rechenmodell huet, fir dat ze berechnen, wéi all déi aner Länner. Well do kréie mer Schwierigkeiten, souwuel mat den europäesche wéi och mat aneren Institutiounen.

Mä dat schéngt mer awer...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Et ass richtig, dat soll dann awer esou sinn, dass een dat an de Calcul materanhält, fir ze interpretéieren, well soss kréie mer herno falsch Zuelen eraus fir Lëtzebuerg.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- De Problem ass deen, dee mäi Kolleg, de Gilles Roth, scho gesot huet: Mir mussen vum Netto schwätzen,...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Richtig.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...wat d'Leit vu Belaaschtungen hunn, well beim Brutto ëmmer eng Verfälschung do ass.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- D'Saachleeschungen sinn net am Netto an och net am Brutto dran.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo, mä et muss een dat och ëmmer am Kader vun europäesche Regele gesinn.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Dat ass richtig. Da si mer beieneen.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Villmoos Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Merci dem Här Spautz. An dann hunn ech als leschten ageschriwwene Riedner fir haut den Owend den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen, ech hunn haut de ganzen Dag opmierksam de Riedner an de Riednerinne vun der Majoritéit a vun der Opposition nogelauschert. Et läit an der Saach vun der Natur, dass d'Opposition d'Politik vun der Regierung analyséiert an dann och kritiséiert. Et ass dat Normalst vun der Welt, dass déi eenzel Partei verschidde Vuen op d'Politik hunn an hir eegen Iddien och wëllen ëmsetzen.

D'DP huet dat an hirer Oppositionszäit natierlech net anescht gemaach. Vill vun deene Projeten, déi mir an der Regierung ëmgesat hunn, stamen aus der Zäit, wou d'DP an der Opposition eegen Iddien als Alternativen zur Regierungspolitik ausgeschafft huet. Ech denken do zum Beispill un d'Klimabank, d'Wunngeld oder och d'Baulandverträg.

Ech huelen et de Kolleegen aus der Opposition also net iwwel, wa si dese Budget anescht analyséieren an och kommentéieren.

Wat ech allerdéngs net ka guttheeschen, ass d'Alternativlosegkeet, déi virun allem déi gréissten Oppositionspartei hei presentéiert. Ech hunn dem Här Wiseler seng Ried mat vill Interesse gelauschert.

(Brouhaha)

Mat Interesse, well ech geduecht hunn, dass e Spätzekandidat, deen ee Joer virun de Wahlen effentlech d'Enn vun der Regierung ausriift, also sech quasi schonn am Wahlkampf befénnt, dass esou e Spätzekandidat vun deser Tribün profitéiert, fir säi Programm fir d'Zukunft vun eisem Land ze presentéieren. A mat mir hu sech dat warscheinlech vill Leit heibannen an och dobaussen erwaart.

(Interruption)

Mir si leider enttäuscht ginn. Ech hu keng konkret Propose vun der CSV héieren. Ech hunn net héieren, wat fir eng Prioritéit fir déi nächst Generatiounen d'CSV wëllt setzen. Ech hu keng Alternativen zur Sozialpolitik héieren. Ech verstinn natierlech, dass et immens schwéier ass, konkret Proposen ze maachen, wann déi verschidde Filleken innerhalb vun der CSV sech an hiren effentlechen Aussoe widersprechen an nach keng CSV-Propose feststinn.

(Brouhaha)

Dat konnt een zum Beispill bei der Steuerreform gesinn oder och bei der Familjepolitik oder bei de Logementsdebatten. Et gëtt awer elo héich Zäit, dass Dir d'Kaarten op den Dësch leet.

Dir sot, Här Spautz, Dir sot...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Wann ech gelift, nach e bëssen Disziplin! Här Lamberty, Dir hutt eleng d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Dir als CSV sot, Dir géift Upassungen an der Familjepolitik virhuelen.

(Interruption)

Sot eis ganz genau, wat fir eng Upassungen dat sinn! Dir sot eis, Dir wëllt gären eng Pensionsreform maachen. Sot eis, u wat fir enge Stellschrauwen Dir da wëllt dréien! Dir sot, d'Steuerreform géif ze deier kaschten. Da sot eis, wéi eng Entlaaschtungen Dir wëllt réckgängig maachen!

(Interruptions)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Ee Moment, Här Lamberty! Erlaabt Der, dass den Här Spautz lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Natierlech, Här Spautz.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Spautz, wann ech gelift.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Also ech weess net, ob Der virdrun dobausse waart, wéi ech geschwat hunn. Ech weess et net, mä ech hunn nach eng Kéier gesot..., an ech mengen, Dir sidd esouguer Member vun der Familjekommission, op d'mannst Are Parteikolleg ass President vun der Familjekommission: D'Madamm Hetto huet d'Amendementen an der Familjekommission virgestallt, si huet hei nach eng Kéier ënnerstrach, wat eis Alternative sinn zu där Familjepolitik, déi Dir am Congé parental gemaach hutt.

A mä Kolleg, de Gilles Roth, huet virun annerhalfe Stonn heibanne gesot, Wuert fir Wuert, wat mir an der Steuerreform aneschters gemaach hätten. Ech verst jo, dass Der vläicht net mat eisen Iddien averstane sidd. Mä fir hei op der Chambertribün ze soen, mir hätten an

der Familjepolitik an an der Steuerpolitik keng Alternative virgeluecht, wou vu véier Auer un déi zwee Intervenanten, déi duerno komm sinn, schéi präzis an detailléiert gesot hunn, wéi et gemaach gi wier, fannen ech awer e bësse komesch.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Här Roth.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Roth, wann ech gelift.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Ech géif dann de Ball zrëckginn, an den Här Lamberty als Vertrieeder vun de Majoritéitsparteien a vun der Regierung ka jo da kloer soen: Ass d'DP fir eng Unhéijung vun dem Agankssaz bei de Steieren, jo oder neen? Ass d'DP fir eng Verlängerung vun der Iwwergangsfrist vun der Steuerklasse 2 an d'Steuerklasse 1a, jo oder neen? Ass d'DP fir eng Erhéijung oder en Erofsetze vun de Satz, wou d'Spätzesteiersatz spillen?

(Interruption)

An da stellen ech lech d'Fro: Ass d'DP fir eng steierlech Entlaaschtung vun dem soziale Mindestloun an der Steuerklasse 1? Dir hutt d'Wuert an Dir kënnt dozou Position huelen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Brouhaha, interruptions et coups de cloche de la présidence)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Allez, e bësse Rou! Här Lamberty, et ass un lech.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Also ech freeë mech op alle Fall, dass ech als leschte Riedner nach esou vill Oprou ka bei der Opposition hei kréien.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Ee Moment! Hei, wann ech gelift, elo loosst Der den Här Lamberty schwätzen! A wann Der gär d'Wuert hätt, da streckt Der wann ech gelift de Fanger aus!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Wat ech wëll soen ass, dass et jo beweist, dass deen dote Sujet...

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Haagen, wann ech gelift!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- ...dass deen dote Sujet genau dat ass, wat d'Leit dobaussen erwaarden. An ech denken, dass déi Debatten do, wann Der do mat konkrete Propose kommt,...

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Dat hu mer jo gemaach.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Ech si jo ganz frou, dass vereenzelt Propose komm sinn. Mä insgesamt hutt Dir keng...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Insgesamt, vum Här Wiseler senger Ried de Moien ugefaangen, insgesamt ass do keng eng Propose komm.

(Brouhaha)

(**M. Mars di Bartolomeo reprend la présidence**.)

Wann Dir de Mëtten, Här Spautz, vereenzelt Saachen hei opgezielt hutt, dann ass dat ganz gutt. An ech encouragéieren lech, op deem Wee weiderzefueren, fir hei konkret am Parlament...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- ...ze soen, wat Dir géift maachen, wann Dir 2018 sollt an d'Regierungsverantwortung kommen.

► **M. André Bauler (DP)**.- Weider esou, Här Spautz, weider esou!

► **Une voix**.- Äntwert op d'Fro vum Här Roth!

► **Une deuxième voix**.- Dir hutt net op d'Fro geäntwert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Ech kann lech just soen, d'DP...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Sou, roueg wann ech gelift, dass mer och héieren, wat den Här Lamberty eis wëllt soen.

(Hilarité)

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Et ass gutt. Ech kann lech just soen: D'DP wëllt des Mesuren net ofschafen, ganz am Géigendeel, d'DP wäert weiderhin dru schaffen,...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Wann ech gelift, ma da loosst en emol schwätzen!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- D'Demokratesch Partei wäert weiderhin dru schaffen, fir

d'Veereinbarkeet tëschent Beruff a Famill weider ze verbessern.

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Mir wäerte weiderhin nei Weeër sichen, fir eis Kanner besser op d'Zukunft ze preparéieren. A mir wäerte weiderhin Efforten am Transport an am Logement maachen, fir de Retard opzehuelen, deen déi lescht Joerzénge zesummekomm ass.

► **Une voix**.- Wéi ee Retard?

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- D'DP wäert weiderhin un eng Zukunftsvision gleewen, amplat sech a Schwaarzmlerei ze verléieren.

D'Prioritéit vun deser Koalitioun si ganz kloer: Mir maachen eng Politik vun den Investitiounen an d'Zukunft, eng Politik, déi den haitege Generatioun mat ganz geeilte Mesuren direkt an hirem Alldag weiderhëlft,...

► **Une voix**.- Wéi eng dann?

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- ...eng Politik, déi d'Zukunft vun de kommende Generatiounen preparéiert. De Budget 2018, de Budget pluriannuel, wéi och d'Budgete vun de Jore virdrun ënnersträchen dëst ganz kloer. Loosst mech des Ausso mat e puer Zuele beleeden: De Budget 2018 gesäit ronn 935 Milliounen zousätzlech Ausgabe vir wéi dat Joer virdrun. Nieft de substanzuellen Augmentatiounen bei der Participatioun vum Stat bei der Pensions- a Krankekeess erkläre sech des zousätzlech Ausgaben duerch ganz konkret Mesuren.

Den neie Congé parental, en ass e vollen Erfolg. Dat nächst Joer plange mir mat engem Plus vu 57 Milliounen Euro, fir dass d'Elteren duerch méi Flexibilitéit méi Zäit mat hire Kanner kenne verbréngen. Méi Zäit fir d'Kanner ass och d'Stéchwuert beim Pappcongé, dee mir muer vun zwee Deeg op zéng Deeg erhéije wäerten. Hei iwwerhëlt de Stat déi zousätzlech aacht Deeg, wat eng Investitioun vu knapp 12 Milliounen fir dat nächst Joer ausmaache wäert.

D'Wuel vun eise Kanner läit eis um Häerz. Dat léisst sech mat Zuele beleeden. Zousätzlech 36 Milliounen investéiere mir an d'gratis Kannerbetreuung an an d'Education plurilingue. Fir eng däitlech Entlaaschtung vu Famillje mat Kanner wäerten och d'gratis Schoulbicher ab dem nächste Joer suergen, déi sech de Stat 14,5 Milliounen kaschte léisst.

D'Sozialtransferte maachen eigentlech ëmmer dee gréissten Undeel vun de staatlechen Depensen. Dësen Undeel gëtt mam Budget 2018 nach méi grouss duerch d'Reform vum REVIS - de Mëtte schonn e puermol ugeschwat - a vun der Allocation de vie chère, déi 4,1 respektiv 3,5 Milliounen zousätzlech Ausgaben duerstellen.

Déi lescht Woch hu mir Verbesserung beim Wunnngeld decidéiert. Hei rechne mir mat zousätzlechen zéng Milliounen, déi direkt de Leit um Lëtzebuurger Wunnengsmarché zouguttkomme wäerten. Mat där Verbesserung erreche mir en immens héijen Deel vun de Locataires, dat dierf een net vergiessen. Zweek Drëttel vun de Leit, déi lounen, kënnen heivu profitéieren. An dat, léif Kolleegen, ass eng konkret Hëllef fir d'Leit dobaussen.

Här President, léif Kolleegen, dëst sinn elo nëmmen déi zousätzlech Ausgaben, déi duerch konkret Sozialmesuren ab dem Joer 2018 virgesi sinn. Des Zuelen ënnerleeën, dass des Regierung keng Politik op Käschte vun de klengen Leit mécht. Ganz am Géigendeel, déi, déi et am dréngendste brauchen, kréien zousätzlech de Réck gestäipt.

De Budget gesäit awer och zousätzlech Ausgabe fir d'Investitiounen an d'Zukunft vir. De Fonds de l'innovation krit 41 Milliounen méi wéi dëst Joer an déi effentlech Centres de recherche profitéieren vun zousätzlechen 21,5 Milliounen Euro.

Och den effentlechen Transport gëtt net vergiess. Zousätzlech knapp 18 Milliounen si fir d'Bussen an d'Zich vun der CFL virgesinn.

De staatlechen Investitionsvolume bleibt op engem extrem héijen Niveau. D'Koalitioun huet mam Budget 2018 e ganz kloer Plang opgestallt, wéi si d'Zukunft vun eisem Land preparéiere wëllt. Ech hunn lech virdrun e puer Akzenter opgezielt.

Gläichzäitig geet d'Statsschold par rapport zu eiser Wirtschaftsleeschtung erof. Des Regierung bréngt et also an duebeler Hisiicht fäerdeg, d'Zukunft vun de Generatiounen net ze hypothekéieren, mä ganz am Géigendeel duerch Investitiounen d'Zukunft ze preparéieren. Huele mer d'Beispiller vum Logement a vun der Mobilitéit, et sinn dëst ëmmerhin déi zwee Beräicher, déi eisem Land oft Suerge maachen. Hei muss ee leider soen, dass an de leschte Joerzénge geschlof gouf. D'Land a säi Rächtrum goufe wuel geréiert, mä et huet u ganz ville Vi-

sione gefeelt, wéi ee mam permanente Wuessstum ëmgoe soll, deen eise wirtschaftlechen Erfolg net awer emol mat sech bréngt.

Dee leschte Sonndeg gouf den eischten Etappenfolger agelaut, dat hu mer och schonn e puermol haut héieren, op engem laange Wee, fir eis Mobilitéitsproblemer an de Grëff ze kréien. An neen, den Tram eleng wäert des Problemer ganz sécher net léisen. Dofir huet sech des Regierung och fir d'Zukunft ambitiéis Ziler a Saachen Transportinfrastrukture gesat, déi sech och an deem Budget erëmispigelen. Ouni an den Detail wëllen ze goen, denken ech hei zum Beispill un den Ausbau vun der A3 op dräi Spuren an d'Verlängerung vum Tram, déi jo alle béid muer wäerten debattéiert ginn.

Och am Logement deet sech mat deser Regierung ganz vill. Nodeems de fréiere Premierminister Juncker de Logementsproblem als e perséinlechen Echec erkläert hat, mécht des Regierung ënnert dem Logementsminister Hansen konstant Fortschreitter. Selbstverständlech ass de Logementsproblem net an enger Legislatur ze léisen.

(Brouhaha)

An awer sinn d'Erfolger, déi de Marc Hansen a seng Equipp virzeweisen hunn, bemierkenswäert. Iwwert d'Steierreform si wichteg Incentive geschafe ginn, déi derfir suerge wäerten, dass méi jonk Famillje sech en Eegeheim leeschte kënnen. Déi Leit, déi zu Lëtzebuerg lounen, kréie mam virdu beschwate Wunnngeld ënnert d'Aerm gegriff. A Saachen erschwéngleche Wunnraum sinn och de Fonds du logement an d'SNHBM op engem gudden Wee, wou se e reellen Impakt op de Wunnmarché wäerten hunn. Ech denken zum Beispill un d'Projets d'envergure an un d'Projeten, déi op den Industriefrichen zu Diddeleng, Woltz, Péiteng, Biele, Ollem oder och an der Stad realiséiert ginn. Eleng op den alen Industriesitte wäerte ronn 1.500 Wunnunitéite kenne geschafe ginn.

Här President, loosst mech zum Schluss och nach e puer Wieder zum Sport soen, dee, wéi Der wësst, mir ganz besonnesch um Häerz läit an dee ganz oft ze wéineg Stellewäert agebraucht krit.

De Budget fir de Sport geet fir dat nächst Joer am Milliounenberäich an d'Luucht. Dat ass eng eischt Etappevictory. Mä mir sinn nach net op de Champs-Élysées ukomm, fir et an der Sportlersprooch auszedrücken.

Am Sport läit en immens Potenzial fir eist Land, dat et als Politik géllt ze férdere. Virun allem déi Kleng profitéieren immens vun enger aktiver Bewegungserzéiung, déi si an hirem oft scho ganz stressegem Alldag aktuell leider net genuch erlieden. Wann ech weider finanziell Ennerstetzung fir de Sport fuerderen, denken ech net nëmmen un d'Elitesportler, mä virun allem un déi Dausende Leit, Kanner, Jugendlecher a manner Jonker, déi Sport als hiren Hobby ugesinn, egal obeleng an hiren Fräizäit oder an engem vun de villen engagéierte Sportsveräiner hei am Land. A genau déi musse mir weider ennerstetzen.

Weiderféierend Professionalitéit an de Federatiounen, och op administrativem Plang, muss d'Zil si fir déi nächst Joren. Hei ass de Stat gefuerdert. All Euro, dee mir via de Sport an d'Gesellschaft investéieren, ass e Gewinn, dee sech duebel an dräifach am Liewen ausbezilt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Haut, wéi gesot, sti mir mat enger wichtiger Etappevictory do an deem Domän dank deser Regierung.

D'CSV hat gesot, des Regierung wier eng „Defizitregierung“. Ech soen: Des Regierung ass eng Zukunftsregierung! A mam Budget 2018 ass Lëtzebuerg exzellent fir d'Zukunft opgestallt. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. Mir sinn domat um Enn vun eiser allgemenger Debatt zum Budget an zu der pluriannueller Finanzplanung ukomm. Ech géif fir den Owend d'Setzung ofschléissen.

Rendez-vous ass muer de Moien um néng Auer, fir fir d'Éischt mat der Äntwert vum Här Finanzminister unzefänken. Duerno diskutéiere mer iwwert d'Konte vun 2016 ier mer iwwert déi zwee respektiv dräi Projeten ofstëmme. An da fuere mer mat eisem normale Programm riichtduerch weider. Mir maachen eng Paus iwwer Mëtteg an da fuere mer bis zum Enn vun eisem Ordre du jour.

Ech soe Merci fir déi grouss Disziplin. Kommt gutt heem a bis muer!

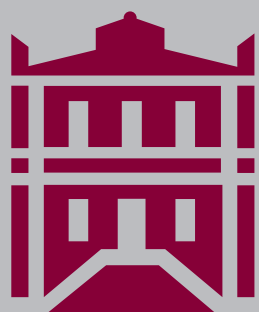
(**Fin de la séance publique à 18.25 heures**)

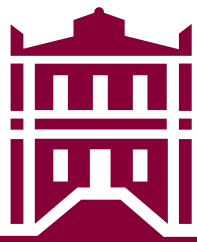


Sommaire des séances publiques n^{os}9, 10, 11 et 12

9^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 97
Ordre du jour	p. 97
7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 97-101
Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)	p. 101
Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)	p. 101
7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)	p. 101
7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement	p. 101-104
7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État	p. 104-110
7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant	
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;	
b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;	
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 110-111
7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016	p. 111-112
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes	p. 112
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur	p. 112
10^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 112
Communications	p. 112-113
Ordre du jour	p. 113
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:	
1° le Code de la sécurité sociale;	
2° le Code du travail;	
3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;	
4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;	
5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;	
6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;	
7° la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;	
8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;	
9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;	
11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;	
12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;	
13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;	
14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;	
15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;	
16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;	
17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;	
18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;	
19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;	
20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;	
21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;	
22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes	
et	
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 113-115
11^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 116
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)	
et	
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)	
- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances	p. 116-118
- Discussion générale	p. 118-129
Ordre du jour	p. 129
12^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 130
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)	
et	
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)	
- Discussion générale (suite)	p. 130-143

*Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter
et Instagram*





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3393	David Wagner, Marc Baum	Compteurs intelligents
3409	Gérard Anzia, Henri Kox	Importation de soja
3412	Fernand Kartheiser	Détachement d'enseignants qualifiés
3413	Fernand Kartheiser	Pool de remplacement des enseignants
3414	André Bauler	Panneaux solaires photovoltaïques
3415	Fernand Kartheiser	Mérites Deuxième Guerre mondiale
3417	Alex Bodry	Vote obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales
3419	Laurent Mosar	Nation Branding
3420	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouveaux plans d'aménagement général (PAG)
3422	Martine Hansen, Marco Schank	Énergie solaire
3424	Claude Lamberty, Max Hahn	Agressions de policiers
3425	Laurent Mosar	Impôt sur le revenu des capitaux
3426	Jean-Marie Halsdorf	Réforme administrative concernant les permis de pêche
3427	Martine Hansen	Accord de coopération signé avec la Lituanie en matière de transferts statistiques d'énergies renouvelables
3428	Fernand Kartheiser	Nouveau logo de la Police grand-ducale
3429	Fernand Kartheiser	Logement et travail pour personnes handicapées
3431	Sylvie Andrich-Duval	Utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes
3432	Françoise Hetto-Gaasch	Éducateurs gradués

3434	Claude Wiseler	État d'avancement des études ESA
3435	Marco Schank	Énergie nucléaire
3436	Fernand Kartheiser	Recrutement de personnel issu de l'armée par POST Luxembourg
3437	Diane Adehm, Gilles Roth	Mentions de sexe à l'état civil
3438	Martine Hansen	Audit des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3439	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme des stock-options
3441	Françoise Hetto-Gaasch	Nouveau modèle de saisie et de facturation dans le secteur de l'assistance parentale
3442	Fernand Kartheiser	Impartialité du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster
3443	Claudia Dall'Agnol	Panneaux de signalisation routière
3444	André Bauler	Piste cyclable entre Blesbruck et Vianden
3446	André Bauler	Fermeture des commissariats de police de Bavigne, de Grosbous, de Hosingen et de Vianden
3448	Nancy Arendt	Affaire «Weinstein»
3450	Diane Adehm, Gilles Roth	Congé de paternité
3451	Laurent Mosar	Blocus de l'Arabie Saoudite au Yémen
3454	Lex Delles	Avis de marché de l'Administration des établissements pénitentiaires concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie
3469 cf. 3470	Marc Spautz, Marco Schank	Action de Greenpeace au rond-point Raemerich
3470 cf. 3469	Gusty Graas	Action de Greenpeace au rond-point Raemerich
3510	Claude Adam	Visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 11 décembre à Bruxelles

Question 3393 (25.10.2017) de MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk) concernant les compteurs intelligents:

Le 3 juillet 2012, la Chambre des Députés a adopté deux projets de loi modifiant la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel. Ce projet de loi transposait une directive européenne relative à l'efficacité énergétique. Un des éléments de cette nouvelle législation fut l'introduction du «smart metering», c'est-à-dire les «compteurs intelligents» dont la généralisation est censée se dérouler sur la période 2016-2020.

Vous n'êtes pas sans savoir que la problématique des compteurs intelligents, qui utilisent la technologie CPL (Communication par courants porteurs en ligne), pose un certain nombre d'interrogations voire de craintes au niveau international tant et si bien que certains pays ont décidé de réduire, voire d'en interdire l'installation.

Par exemple, le CPL génère assez de perturbations électromagnétiques pour être interdit dans tous les sites militaires de l'OTAN. Certains pays tels que la Suisse, la Suède et la Norvège ont fortement réglementé l'utilisation du CPL. Cette technologie est même parfois interdite dans les écoles, les hôpitaux ou les aéroports.

De plus, les compagnies d'assurances refusent de couvrir les dommages engendrés par la technologie CPL.

Si le «smart metering» pose des problèmes au niveau de la protection de la vie privée, il est également contesté pour son impact sur la santé. C'est sur ce dernier point que nous voudrions vous interroger.

1) Selon nos informations, des mesures du rayonnement de ces compteurs auraient été menées par le Ministère de la Santé en date du 10 mai 2017. Pouvez-vous confirmer cette information?

Dans l'affirmative, pouvez-vous nous assurer que ces mesures concluent que les compteurs intelligents ne comportent aucun risque sanitaire? Pouvez-vous nous faire parvenir les résultats de ces mesures? Pouvez-vous également nous indiquer qui le ministère a chargé de procéder à ces mesures et dans quelles conditions

et de quelle manière ces mesures ont-elles été effectuées?

Dans la négative, pouvez-vous nous expliquer pourquoi cette mesure n'a pas été effectuée? Une quelconque mesure a-t-elle d'ailleurs été effectuée aussi bien depuis l'entrée en vigueur de la loi le 7 août 2012 ainsi qu'en amont de son entrée en vigueur, notamment lors de la rédaction, par le Gouvernement précédent, du projet de loi afférent?

D'une manière générale, le principe de précaution sera-t-il respecté, notamment dans des locaux hébergeant des populations vulnérables tels que les crèches, les écoles, les hôpitaux ou encore les centres intégrés pour personnes âgées?

2) Toujours selon nos informations, plusieurs centaines de compteurs intelligents auraient été retirés peu après leur installation. Pouvez-vous nous confirmer cette information? Pouvez-vous nous en indiquer la raison?

3) Les «smart meters» mesurent la consommation en électricité toutes les 15 minutes et celle de gaz toutes les heures. Serait-il envisageable de réduire cette fréquence et par conséquent l'exposition aux rayonnements?

4) D'après la directive EDL 2006/32/CE, les nouveaux relevés de consommation individuelle sont censés permettre au consommateur de réguler lui-même, en temps réel, sa consommation d'énergie. Pourquoi les informations de consommation ne sont-elles pas communiquées aux consommateurs dès qu'elles sont disponibles?

Étant donné que les compteurs intelligents obligent leurs détenteurs d'être connectés de manière permanente, ils permettent par conséquent de déduire en temps réel si un consommateur est présent ou non dans son logement ainsi que ses horaires ou habitudes de vie. Par conséquent, l'installation de ces compteurs amène la population à être connectée 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365, ce qui peut être considéré comme une ingérence considérable dans le domaine privé. Partant, nous voudrions vous poser la question suivante:

5) Estimez-vous que cette fréquence est en accord avec les directives européennes (directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques)?

6) En conclusion, serait-il possible d'envisager:

- dans un premier temps, afin d'appliquer le principe de précaution, un délai moratoire d'installation des compteurs connectés le temps d'effectuer des mesures, des adaptations voire des restrictions;

- dans un second temps, de réduire la fréquence des relevés de consommation, par exemple en la limitant à une fois par mois et en assurant qu'elle ait lieu en journée?

Réponse commune (28.11.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Suite aux directives européennes 2009/72/CE et 2009/73/CE concernant des règles communes pour les marchés intérieurs de l'électricité et du gaz naturel et sur base d'une étude économique à long terme pour la mise en place de compteurs intelligents au Luxembourg, les lois modifiées du 1^{er} août 2007 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel (ci-après «les lois de 2007») ont instauré une obligation à l'ensemble des gestionnaires de réseaux pour l'introduction et la mise en place de compteurs intelligents afin de mesurer la consommation d'électricité et de gaz naturel. La directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique abrogeant la directive 2006/32/CE, transposée par les lois du 19 juin 2015 qui ont modifié les lois de 2007 susmentionnées, a en plus exigé que les gestionnaires de réseaux effectuent un enregistrement et un traitement des données de comptage en garantissant la protection de la vie privée des clients finaux conformément à la législation en matière de protection des données et de la vie privée. Les lois de 2007 prévoient également que le comptage doit être effectué à une cadence au moins nécessaire pour prêter les services d'ajustement et les services auxiliaires, c'est-à-dire notamment les services pour maintenir l'équilibre entre la production et la consommation dans les réseaux.

Un compteur intelligent dispose de technologies avancées qui permettent de mesurer de manière détaillée la consommation et la production d'énergie de chaque habitation, d'enregistrer les valeurs de comptage et de transmettre ces données via le réseau électrique existant par courants porteurs en ligne (CPL)

vers un système central qui collecte les données et les transmet au gestionnaire de réseau concerné. L'exploitation de cette plateforme centrale est assurée par le groupement d'intérêt économique «Luxmetering» qui a été créé en 2012 par les cinq gestionnaires de réseaux électriques et les trois gestionnaires de réseaux gaziers au Luxembourg.

Un des avantages majeurs des compteurs intelligents est de pouvoir relever la consommation énergétique des consommateurs à distance à des intervalles rapprochés leur permettant de surveiller et de maîtriser leur consommation ainsi que de contrôler leurs coûts énergétiques, tout en évitant en plus que des agents doivent encore intervenir auprès des clients pour la lecture sur place des compteurs.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les questions soulevées par les honorables Députés, nous pouvons vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les compteurs installés par les gestionnaires de réseaux ont été acquis suivant une procédure de marché public européen en suivant un cahier des charges détaillé et que partant les compteurs respectent toutes les normes européennes en vigueur en la matière.

Ceci étant, le Ministère de la Santé est au courant des préoccupations du public concernant les répercussions éventuelles sur la santé en relation avec les compteurs intelligents. Dans son ensemble, le Ministère de la Santé soutient l'idée du principe de précaution concernant l'application de nouvelles technologies. Les études y relatives publiées à l'étranger sont suivies par la Division de la santé au travail et de l'environnement de la Direction de la santé.

À ce jour, les mesurages du rayonnement des compteurs intelligents utilisant la technologie CPL n'ont pas encore pu être effectués dans la mesure où les services compétents du Ministère de la Santé sont toujours à la recherche de lieux de mesurage présentant des conditions adéquates et représentatives. Il est cependant prévu de débiter ces mesurages dès janvier 2018, dans une première phase dans des maisons individuelles et ensuite dans des bâtiments à appartements.

En attendant, et afin de disposer de premières mesures complémentaires et indépendantes, les responsables de Luxmetering nous ont confirmé qu'ils sont en train d'effectuer des mesures de rayonnement en collaboration avec l'Agence nationale des fréquences (ANFR) en France. En effet, les compteurs déployés au



Luxembourg sont comparables à ceux déployés en France pour lesquels l'ANFR avait fait des mesures qui elles ne montrent aucun élément qui mettrait en cause la santé des consommateurs.

Les responsables de Luxmetering nous ont confirmé par ailleurs qu'environ trois mille compteurs intelligents ont à nouveau été enlevés peu après leur installation suite à la détection d'un défaut de fabrication sur un certain nombre de compteurs. Ce défaut aurait pu entraîner des erreurs de mesure dans des circonstances exceptionnelles, mais n'a eu aucun lien avec le volet des champs électromagnétiques. Le gestionnaire de réseau Creos, le seul gestionnaire ayant installé des compteurs du lot défectueux, avait décidé, par mesure de précaution, de changer tous les compteurs du lot impacté afin de garantir un fonctionnement irréprochable de toutes les installations de comptage électrique.

Les lois de 2007 imposent un enregistrement des données de comptage à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires. Il faut à cette fin savoir que les marchés de l'énergie européens sont organisés en quart horaire pour l'électricité et horaire pour le gaz naturel.

La transition énergétique qui est en train de se réaliser conduit vers une consommation et une production majoritairement à partir de centrales basées sur des énergies renouvelables. Les productions seront de plus en plus décentralisées et permettront aux producteurs de consommer leur propre production s'ils le souhaitent en devenant ainsi des «autoconsommateurs» ou «prosumers». Afin de pouvoir relever ce défi et se prémunir contre d'éventuelles instabilités des réseaux d'énergie, il est nécessaire de mettre en adéquation continue les consommations et les productions. Les compteurs intelligents sont un instrument indispensable pour pouvoir affronter cet avenir proche et ainsi permettre un approvisionnement en électricité plus décentralisé et plus durable.

Les compteurs intelligents constituent aussi un élément clé de l'infrastructure technologique nécessaire pour déclinier la vision de la «troisième révolution industrielle» qui vise à relier les technologies de l'information, les énergies renouvelables et les réseaux d'énergie intelligents.

En vue de pouvoir permettre au consommateur de mieux réguler lui-même sa consommation d'énergie, le système de comptage intelligent doit permettre la mise à disposition aux clients finaux des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée. Les fournisseurs d'énergie ont l'obligation de mettre ces données à disposition de leurs clients dès que l'infrastructure nationale commune et interopérable de comptage intelligent sera opérationnelle.

Comme les compteurs disposent également d'un port local au moyen duquel le client peut lui-même récupérer les données en temps réel avec un équipement adéquat, le consommateur aura techniquement la possibilité de consulter en temps réel ses données de comptage.

De même, avec l'accord du consommateur, des fournisseurs peuvent offrir de nouveaux services s'appuyant sur ce port local, notamment dans le domaine de la maîtrise de la demande énergétique, comme l'accès aux données via des applications smartphone, ou la possibilité d'activation ou de désactivation d'appareils ménagers à distance afin de permettre aux clients de mieux contrôler leur consommation.

Les compteurs intelligents n'enregistrent qu'une seule valeur d'index tous les quarts d'heures pour le compteur électricité et qu'une seule valeur d'index toutes les heures pour le compteur gaz naturel. La granularité (quart horaire ou horaire) des données de consommation globale du client ne permet pas d'identifier les appareils individuels du client, ni d'en déduire des comportements des consommateurs. La fréquence de relevés de la consommation est en accord avec les directives européennes sur la protection des données.

Les finalités de traitements des données recueillies par les compteurs intelligents et la fréquence de collecte des données sont précisées dans les dispositions du règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel auquel les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs d'électricité sont soumis.

En l'absence d'autres bases légales spécifiques, l'utilisation des données issues des compteurs intelligents pour d'autres finalités que celles spécifiées dans le règlement grand-ducal du 27 août 2014 précité ou une perte de confidentialité sur les données collectées constituerait une violation de la législation nationale respectivement, dans un proche avenir, de la législation européenne future (règlement général sur la

protection des données (UE) 2016/679 applicable à partir du 25 mai 2018) en matière de protection des données.

Toute communication avec le compteur intelligent est entièrement cryptée. Seul le gestionnaire de réseau concerné et le fournisseur d'électricité ou de gaz naturel du client ont accès aux données de comptage de celui-ci. Établi en concertation avec les responsables de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), le cadre légal et réglementaire définit de manière précise les finalités de traitement autorisées et assure que les données ne peuvent pas être transférées à des tiers sans accord préalable du consommateur.

En ce qui concerne un délai moratoire d'installation des compteurs et une réduction de la fréquence des relevés de consommation, nous ne pouvons que répéter que le comptage intelligent est un des maillons indispensables pour entamer la transition énergétique et pour atteindre les objectifs en matière des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur lesquels le Gouvernement s'est engagé.

Question 3409 (27.10.2017) de **MM. Gérard Anzia et Henri Kox** (déli gréng) concernant l'importation de soja:

L'Union européenne importe chaque année plus de 30 millions de tonnes de soja en provenance principalement d'Amérique du Sud et en particulier du Brésil et de l'Argentine. Plus de 80% de la production mondiale de soja est transgénique. Il s'agit de plantes génétiquement modifiées pour - entre autres - être résistant à un ou plusieurs herbicides qui peuvent donc être utilisés pour tuer toutes les herbes non désirées sans tuer la plante de soja elle-même et qui sont généralement commercialisées «en package» par la même société. La résistance la plus commercialisée concerne notamment le glyphosate, c'est-à-dire la substance active du produit Roundup de la firme Monsanto.

La culture de soja génétiquement modifié pose à la fois un problème de santé pour les agriculteurs et un problème environnemental pour les régions concernées. Or, les conséquences ne se limitent pas seulement aux pays producteurs, mais touchent aussi les pays importateurs. En effet, le soja importé est utilisé avant tout comme alimentation riche en protéines pour nourrir les animaux d'élevage, c'est-à-dire pour produire de la viande. Ces plantes génétiquement modifiées entrent donc également dans la chaîne alimentaire humaine, mais sans que le consommateur ne s'en aperçoive. Dans l'agriculture biologique par contre, les éleveurs utilisent du soja domestique non transgénique, haricots ou autres légumineuses pour garantir une alimentation animale assez riche en protéines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- 1) Quelle quantité de soja a été importée au Luxembourg en 2014, 2015 et 2016?
- 2) Quel est le pourcentage des importations de soja transgénique par rapport au total des importations de soja?
- 3) Quels sont les pays d'origine du soja conventionnel - c'est-à-dire du soja ni bio ni transgénique - importé au Luxembourg? Y a-t-il une grande différence de prix entre le soja transgénique et le soja conventionnel?
- 4) Est-ce qu'il y a des analyses régulières visant à détecter des traces de glyphosate ou d'autres substances nocives dans le soja importé au Luxembourg? Est-ce que jusqu'ici la valeur limite internationale de contamination au glyphosate pour l'alimentation animale (20 mg/kg) a toujours été respectée lors des analyses luxembourgeoises?
- 5) Existe-t-il une chaîne de production de soja, d'haricots ou d'autres légumineuses agricoles au Luxembourg?

Réponse (27.11.2017) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1) Aucun soja n'a été importé au Luxembourg en 2014, 2015 et 2016.

Selon les définitions européennes, «importation» signifie «en provenance de pays tiers» et «soja» signifie «graine entière de soja».

L'importation de soja au Luxembourg est et restera inexistante parce que le Luxembourg ne dispose pas de port maritime.

Le «soja» à destination de l'alimentation animale qui entre sur le territoire du Luxembourg

ne se présente pas sous forme de graines entières de soja, mais sous forme de tourteau d'extraction ou de tourteau de pression de graines de soja.

Il faut savoir que le soja est une graine oléagineuse, comme le lin, le tournesol ou le colza, et que cette graine contenant 20% d'huile est cultivée principalement en vue de l'extraction de son huile. L'huile de soja est utilisée surtout dans la consommation humaine, mais aussi par l'industrie technique et du biocarburant. Une partie des graines de soja sont aussi consommées par les humains sous forme de lait de soja, tofu, lécithine de soja, etc.

Le tourteau de soja, qui est le sous-produit de la production d'huile de soja, est valorisé dans l'alimentation animale, grâce à sa richesse en protéines et sa composition en acides aminés.

Concernant les quantités de tourteau de soja utilisées sur le territoire du Luxembourg, les chiffres sont très difficiles à estimer:

- les fabricants luxembourgeois d'aliments composés pour animaux utilisent du tourteau de soja dans les aliments composés à des taux très variables, ajustés aux besoins des exploitations agricoles et ne livrent leurs aliments composés pas uniquement à des exploitations au Luxembourg;

- les agriculteurs achètent soit du tourteau de soja en vue de composer eux-mêmes les aliments à donner aux animaux, soit des aliments composés contenant du tourteau de soja à des taux très variables selon les exploitations, les animaux, les aliments, les fournisseurs, etc. Plus de la moitié des aliments pour animaux utilisés au Luxembourg ne sont pas fabriqués au Luxembourg, mais viennent des pays voisins.

Cette situation rend difficile une estimation précise de la quantité de tourteau de soja entrant ou utilisée au Luxembourg.

En prenant en compte tous ces aspects, et après avoir reçu des informations de quelques opérateurs du secteur des aliments pour animaux, les autorités estiment la quantité de tourteau de soja qui est utilisée chaque année sur les exploitations agricoles luxembourgeoises entre 15.000 et 25.000 tonnes.

ad 2) Vu les explications dans la réponse précédente, aucune importation au Luxembourg de soja, génétiquement modifié ou non n'a lieu.

Concernant le tourteau de soja, les explications suivantes peuvent être données.

Avant que des tourteaux de graines de soja génétiquement modifiés puissent être mis librement sur le marché dans l'Union européenne, la dangerosité de l'organisme génétiquement modifié doit être évaluée par la Commission européenne/EFSA. Uniquement les produits qui ont été évalués et pour lesquels il n'existe pas de risques peuvent être mis sur le marché. Vu qu'il n'existe, selon l'évaluation européenne, pas de risques pour la santé humaine, animale ou l'environnement provenant du tourteau de soja, il n'existe aucune obligation de notification aux autorités compétentes de la mise sur le marché de tourteaux de soja.

Le tourteau de soja fabriqué à partir de graines de soja génétiquement modifiées, doit être déclaré OGM sur l'étiquetage des aliments pour animaux, peu importe s'il est mis sur le marché comme matière première ou comme composante des aliments composés.

En l'absence de systèmes de notification de la mise sur le marché de tourteau de graines de soja génétiquement modifiés, il n'existe pas de données sur les quantités de tourteaux de soja OGM ou non.

Étant donné que des changements importants se sont produits récemment dans le secteur des aliments pour animaux, il est d'autant plus difficile d'estimer le pourcentage de tourteau de soja OGM par rapport au total de tourteau de soja utilisé au Luxembourg. Fin 2016 un grand nombre d'exploitations agricoles productrices de lait ont commencé à participer à une filière de lait sans OGM et ont retiré les OGM de l'alimentation animale. Ceci a entraîné des changements dans le secteur des aliments pour animaux au Luxembourg et dans les pays voisins. Le tourteau de soja OGM dans les aliments composés a été remplacé par du tourteau de soja non OGM ou par d'autres produits riches en protéines. La teneur en tourteau de soja non OGM et en produits alternatifs au tourteau de soja dans les aliments composés varie selon les prix des produits respectifs, et vu que les prix évoluent rapidement et de manière importante, la proportion de tourteau de soja non OGM utilisée, varie également de manière importante. Il se peut qu'à certains moments aucun soja non OGM ne soit utilisé dans les rations, alors qu'à d'autres moments il y en ait beaucoup.

En prenant en compte les informations de certains opérateurs du secteur des aliments pour animaux, les autorités estiment que le pourcentage

de tourteau de soja OGM par rapport au total de tourteau de soja utilisé actuellement sur les exploitations agricoles luxembourgeoises s'élève autour de 75%.

ad 3) Le tourteau de soja OGM qui est utilisé au Luxembourg vient principalement d'une firme dans les ports maritimes de Rotterdam ou Anvers, qui extrait l'huile des graines de soja. Les graines de soja utilisées par cette firme viennent surtout de l'Amérique du Sud et du Nord, mais l'étiquetage du tourteau de soja ne révèle pas cette information. La législation européenne n'exige que la mention du fabricant du tourteau de soja, qui est la firme à Rotterdam.

Le tourteau de soja non OGM qui est utilisé au Luxembourg vient principalement de la région le long du fleuve Danube, de Bavière jusqu'à la mer Noire, et est commercialisé sous le label «Donau Soja». Certaines livraisons de tourteau de soja non OGM viennent aussi de l'Inde ou de l'Amérique du Sud.

La différence de prix entre le tourteau de soja OGM et non OGM n'est pas fixe, mais évolue en fonction de l'offre et de la demande. En 2015, avant la mise en place de la filière lait sans OGM au Luxembourg, en Allemagne et en France, une tonne de tourteau de soja non OGM coûtait environ 80 € plus cher qu'une tonne de tourteau de soja OGM. En 2017, la différence de prix entre le tourteau de soja OGM et non OGM varie entre 150 et 180 € par tonne. Le tourteau de soja OGM à 44% de protéines brutes coûte actuellement environ 300 €/tonne et le tourteau de soja non OGM à 44% de protéines brutes environ 480 €/tonne, c'est-à-dire 50% plus cher.

ad 4) Vu qu'il n'y a pas de graines de soja qui sont importées au Luxembourg, aucune analyse des graines de soja ne peut être réalisée.

Concernant la sécurité des aliments pour animaux, incluant le tourteau de soja, le service de contrôle des aliments pour animaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture établit chaque année, sur base d'une analyse des risques, un plan d'échantillonnage et d'analyse des aliments pour animaux se trouvant sur le territoire du Luxembourg.

Ce plan prévoit des analyses de différentes substances indésirables dans les aliments pour animaux aux stades de la production, de la mise sur le marché, du transport et sur les exploitations agricoles. Ainsi sont réalisées chaque année des analyses d'antibiotiques non déclarés, de salmonelles, de la qualité microbiologique, de protéines animales non déclarées, de mycotoxines, de métaux lourds, de dioxines, de mélamine et de résidus de produits phytopharmaceutiques, dont le glyphosate. L'analyse des résidus de produits phytopharmaceutiques se fait par un screening de 150 à 400 différentes substances actives, dont le glyphosate ne fait pas partie, cette substance étant analysée par une méthode analytique à part.

Les résultats d'analyses n'ont pas révélé de dépassements des différentes limites maximales les dernières années. Dans le cas où un lot d'aliments pour animaux a été trouvé non conforme, le suivi nécessaire a été réalisé et au besoin le lot non conforme a été détruit.

Comme les analyses de glyphosate sont réparties sur les différentes matières premières, il n'y pas beaucoup de résultats d'analyse pour le tourteau de soja.

Les analyses de la teneur en glyphosate dans le tourteau de soja ont révélé des traces de glyphosate bien en dessous de la limite légale de 20 mg/kg. Dans certains lots de tourteau de soja, la teneur en glyphosate a été en dessous de la limite de détection du laboratoire qui est de 0,05 mg/kg. La teneur en glyphosate la plus élevée trouvée dans un lot de tourteau de soja était 0,59 mg/kg, c'est-à-dire 15 fois en dessous de la limite légale de 20 mg/kg.

À côté des analyses dans le cadre du contrôle officiel, les fabricants d'aliments composés pour animaux sont obligés, dans la limite de leur autocontrôle, de réaliser des analyses des différentes substances indésirables dans leurs matières premières et aliments composés. En cas de dépassement d'une limite légale, les exploitants sont obligés de le notifier aux autorités compétentes. Aucune notification de non-conformités n'a eu lieu les dernières années.

Actuellement il n'y a pas de risque concernant la présence de glyphosate dans les aliments pour animaux au Luxembourg.

Les autorités et le secteur vont continuer à surveiller la sécurité des aliments pour animaux par des contrôles et des analyses, incluant le contrôle des teneurs en glyphosate.

ad 5) Le haricot ou haricot commun (*Phaseolus vulgaris*) n'est pas cultivé par les exploitations agricoles. Cette plante est destinée à l'alimentation humaine et cultivée par les horticulteurs. Le haricot n'est pas à confondre avec la féve (Vicia faba), qui est une légumineuse à graines destinée à l'alimentation animale cultivée au Luxembourg dans de faibles proportions.

La culture du soja et des autres légumineuses à graines fait l'objet au Luxembourg d'expérimentations sur leur aptitude à la mise en pratique dans les conditions climatiques et pédologiques du Luxembourg de la part des instances officielles chargées de l'expérimentation agronomique des cultures arables (Administration des services techniques de l'agriculture, Lycée technique agricole). En fonction des résultats de l'expérimentation en cours, la culture du soja fera partie ou non des cultures recommandées par les conseillers agricoles aux agriculteurs. Par ailleurs, concernant spécialement la culture du soja, une condition supplémentaire à la mise en place d'une filière du soja serait l'acquisition et la mise à disposition d'installations pour le «toasting» des graines et pour l'extraction de l'huile des graines, afin de produire du tourteau. Ces opérations de «toasting» et d'extraction d'huile sont un préalable à l'utilisation de soja en alimentation animale. Ceci constituerait un obstacle supplémentaire à l'établissement d'une filière du soja au Luxembourg.

Dans ce cadre, il importe de souligner que le Département de l'agriculture soutient le projet «LeguTec» de l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxembourg asbl) et qui vise à identifier des techniques de cultures appropriées pour la culture de soja.

La culture des légumineuses à graines ou fourragères, en général et pas spécialement du soja, fait l'objet d'encouragements particuliers au niveau de la politique agricole commune et d'une attention particulière de la part des instances responsables des essais officiels et du conseil agricole au Luxembourg. En effet, il y a plusieurs cultures, surtout fourragères comme la luzerne ou le trèfle qui représentent un levier pour l'augmentation du degré d'autoapprovisionnement des exploitations d'élevage en aliments protéiques. Toutefois, les rendements relativement bas par rapport aux cultures fourragères classiques et les variations de rendement importantes de ces cultures constituent un obstacle à l'essor de ces cultures.

Du fait de ces obstacles économiques, il n'y a pas de graines de légumineuses qui sont disponibles à grande échelle pour les fabricants d'aliments composés pour les intégrer dans la chaîne des aliments pour animaux.

Il y a d'autres alternatives au tourteau de soja dans l'alimentation animale disponibles pour le secteur des aliments pour animaux, comme le tourteau de lin, le tourteau de colza, le tourteau d'autres plantes oléagineuses, le gluten de maïs ou le gluten de froment. Les quantités utilisées dans les rations des animaux des différents aliments protéiques se font en fonction de l'évolution des prix et de leur disponibilité.

Question 3412 (30.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le détachement d'enseignants qualifiés:

Bei der Rentrée 2017-2018 ass et zu enger Rei vun Enkpass komm, fir d'Poste vun Enseignantë mat Titulaires ze besetzen. Op där anerer Säit gëtt et eng Rei qualifizéiert Enseignant, déi op aner Plaze beim Stat schaffen, meeschtens fir den Educationnsministère a Servicer, déi dem direkt ënnerstellt sinn, awer och op aner Posten am effentlechen Déngscht, dëst iwwert d'Prozedur vum Detachement.

Dowéinst wëllt ech dem Här Educationnsminister dës Froe stellen:

- 1) Wéi vill Enseignant, mat deenen néidege Qualifikatioun fir an der Grondschoul ze enseignéieren, sinn net an de Schoule mä am Ministère oder a Servicer, déi vum Ministère ofhänke beschäftegt?
- 2) Wéi vill Enseignant, mat deenen néidege Qualifikatioun fir an der Grondschoul ze enseignéieren, sinn op aner Posten am effentlechen Déngscht detachéiert, a wat sinn dës Posten?
- 3) Wéi vill Enseignant, mat deenen néidege Qualifikatioun fir am Enseignement secondaire ze enseignéieren, sinn net an de Schoulen, mä am Ministère oder a Servicer, déi vum Ministère ofhänke, beschäftegt?

4) Wéi vill Enseignant, mat deenen néidege Qualifikatioun fir am Enseignement secondaire ze enseignéieren, sinn op aner Posten am effentlechen Déngscht detachéiert, a wat sinn dës Posten?

5) Deelt den Här Minister d'Meenung, datt am Interessi vun eise Kanner, qualifizéiert Enseignante prioritär an de Grondschoulen an an de Lycéë mussen agesat ginn?

Réponse (14.12.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Et ass e wäit verbreete Mëssverständnis, datt den Detachement vun Enseignant domadder gläichesetz wier, datt dem Schoulsystem Ressourcen entzu géinge ginn, déi net méi bei de Schüler oder den Enseignantë géingen ukommen. Och gëtt den Detachement dacks mat administrativen Aufgaben a Verbindung bruecht, déi vun Enseignant um Ministère géingen assuréiert ginn.

Aktuell schaffen um Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse awer nëmmen aacht Enseignant an der Grondschoul, wat am Ganzen 184 dechargéiert Wochestonnen ausmécht, bei insgesamt iwwer 100.000 Stonnen, déi an der Lëtzebuenger Grondschoul aktuell prestéiert ginn.

De Ministère huet an deene vergaangene Joren och kontinuéierlech d'Zuel vun den dechargéierten Enseignant am Ministère de l'Éducation nationale erof gesat an duerch administrativ Posten ersat.

Doriwwer eraus ginn Detachementer an Dechargen am Beräich vun der Education dozo benotzt, fir de Schüler spezifesche Offeren zoukommen ze loosse.

Ouni Grondschoul-Enseignantë géif haut zum Beispill de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire seng Diere mussen zoumaachen, geneesou wéi Institutiounen, déi am Déngscht vun de Kanner sinn, wéi d'Beschoulung vun de Kanner a Jugendlechen an de Kliniken, fir nëmmen déi ze nennen. Dës Ressourcé ginn iwwert Detachementer geregelt a kommen awer direkt dem Schüler zegutt.

Datselwecht géllt och fir ausserschoulesch Projete an de Beräicher vun der Kultur an dem Sport. Och hei bidden Enseignantë wichteg Offere fir Kanner a Jugendlecher un. Dozo zielen eng Rei vu Muséeën am Land, awer och Strukturen wéi de „Lëtzebuenger Online Dictionnaire (lod)“, déi op d'Fachwësse vun Enseignantë zrëckgräifen.

E weidere wichtege Beräich fir de Schoulsystem, deen en direkten Impakt op d'Schüler huet, ass d'Ausschaffe vu Programmer a Léiermaterial, ouni déi d'Schoulen net auskomme kënnen. Dëst ass awer nëmmen een Element vun engem ganze Beräich vun der Schoul- an Unterrichtsentswécklung, déi d'Basis vun engem qualitativ héichwäertege Schoulsystem ausmécht. D'Innovation an d'Recherche ronderëm d'Schoul baséieren haut och op ville Plazen um Wëssen an op de Kompetenz vun den Enseignant. D'Unzuel vun den Dechargen, déi iwwert de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) am Enseignement fondamental fir innovativ Projete verdeelt ginn, louch am Schouljoer 2016-2017 bei 450 Dechargestonnen an am Schouljoer 2017-2018 bei 550 Dechargestonnen. De Budget vum SCRIPT, dee fir d'Innovationskraft vun eisem Schoulsystem zur Verfügung gestallt gëtt, mécht nëmmen 0,42% vum Budget vun der Education nationale aus.

Dernieft muss een och nach soen, datt fir den Enseignant vum Statut hier kee „changement d'administration“ beim Stat virgesinn ass. Iwwerhëlt en Enseignant eng Aarbecht beim Stat, bleift en an der Education affectéiert a gëtt an déi nei Administratioun detachéiert.

Deen nofolgenden Tableau rensignéiert dofir iwwert d'Zuel vun den Enseignant, déi iwwert esou eng Decharge an aner Ministère, Verwaltungen oder Institutiounen detachéiert sinn. Eng Decharge an e Ministère bedeit awer net onbedéngt eng Aarbecht um Ministère selwer, mä villméi eng Aarbecht fir e Service oder Institut, déi vun deem Ministère ofhänken an déi dee Moment vum pädagogesche Wëssen a Kënn vum betreffenden Agent profitéieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An Ubetruecht vun menger aleedender Remarque an au vu vun de spezifeschen Aarbechten, déi vun de betraffenen Agente geleescht ginn, gesinn ech am Ablack net, wéi ee kéint déi Aktivitéite vun anescht qualifizéierten Agente verrichte loosse; déi Aarbechten erfuerdere just de professionnelle Background vun engem Enseignant, fir kënnen effikass gemaach

ze ginn. Des Weidere ginn all Joer d'Dechargen op en Neits ugefrot an de Bien-fondé vun der Demande gëtt an deem Prozess vu menge Servicer evaluéiert.

Question 3413 (30.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le pool de remplacement des enseignants:

Bei der Rentrée 2017-2018 ass et zu enger Rei vun Enkpass komm, fir d'Poste vun Enseignant an der Grondschoul mat Titulaires ze besetzen. Fir datt trotzdeem d'Schouklasse konnte konform mat der Schouloorganisatioun vun de Gemenge funktionéieren, ass zum Deel op de Pool vun Ersatzpersonal („réserve des suppléants“) zrëckgegraff ginn, zum Deel si Leit ouni déi néidege Qualifikatiounen („Chargéen“) agestallt ginn.

Dëst ass ënner anerem dorops zrëckzeféieren, datt d'Zuel vun de Candidate fir den Enseignement wäit ënner dem Zil läit, dat de Stat sech ginn huet, fir ze rekrutéieren. Dobäi ass awer virgesinn, am Statsbudget fir 2018, datt honnerten nei Posten am Enseignement bäikommen.

Dowéinst wëllt ech dem Här Educationnsminister dës Froe stellen:

- 1) Wéi héich ass den Undeel vu Chargéen ënner dem Titulaire an der Grondschoul? Wéi huet dës Zuel an de leschte fënnf Joer evoluéiert?
- 2) Wéi eng Efforte gi gemaach, fir kuerzfristeg genuch Personal an de Pool vun Ersatzpersonal ze rekrutéieren an ze forméieren?
- 3) Wéi gesäit et aktuell mat der Zuel vun den Enseignant aus, déi als Ersatzpersonal an de Grondschoule sollen asprangen? Geet dës Zuel duer, fir eventuell op gréisser Ausfäll vun den Titulaire kënnen adequat ze reagéieren, z. B. bei enger Grippeepidemie?
- 4) Kënnen gréisser Gemengen, wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg, nach an Eegeregie op en Deel vum Pool vun Ersatzpersonal zougräifen?
- 5) Huet de Ministère Zuelen, wéi vill Studenten am leschte Joer studéieren, déi eventuell a Fro komme fir de Rekrutement fir d'Rentrée 2018-2019? Gëtt ënner dës Studenten aktiv Prospektioun gemaach, fir dës fir eng Plaz am Enseignement ze begeeschten?
- 6) Wéi eng allgemeng Moosname plangt de Ministère, fir méttelfristeg genuch qualifizéiert Personal fir d'Grondschoulen an de Secondaire ze rekrutéieren?

Réponse (14.12.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) D'Zuel vun de „chargés de cours“, déi d'Roll vun Titulaire ausfüllen, presentéiert sech folgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Obwuel d'Unzuel vun de Klassen zolidd geklomm ass, ass nawell den Undeel vun de „chargés-titulaires“ erofgaangen. Bei wäitem déi grouss Majoritéit vu Klasse kruten als „titulaire de classe“ een ausgebildeten Enseignant.

ad 2) Aktuell sinn d'Dossiere vu 463 Candidate amgaange vu menge Servicer evaluéiert ze ginn en vue vun der Ausstellung vun enger Autorisation de stage. 145 Candidate hunn zanter dem Ufank vum Schouljoer de Stage, fir Remplacement ze maachen, mat Succès ofgeschloss a sti fir Remplacement zur Verfügung.

ad 3) Zum jëtzege Zäitpunkt sinn 1.128 Persounen als Remplaçant agedroen; wéi vill vun deene Leit och effektiv Remplacement iwwerhuelen, ass leider net méiglech ze soen, well dobäi Studente sinn, déi nëmmen zu verschiddenen Zäite kënnen ersetzen.

ad 4) Deene Gemengen, déi hire Remplacement selwer assuréieren, goufen am Kader vun den Affectatiounen Enseignant zougewisen, déi d'Roll vu „remplaçants permanents“ iwwerhuelen; op dës Enseignantë kënnen déi betreffend Gemengen an Eegeregie zougräifen. Et goufen allerdéngs net alleguer d'Plaze vu „remplaçants permanents“ besat.

ad 5) Un de Preliminären zum Concours 2018 hunn 152 Studenten deelgeholl, déi aktuell am leschte Joer vum Bachelor-Studiegank ageschriwwen sinn, déi sech also am Fall, wou se d'Prelimairé packen, kënnen zum Concours umellen. Dobäi komme Studenten, déi schonn déi lescht Joren d'Prelimairé gepackt hunn a sech elo dem Concours wäerte stellen. Aus Datschutzgrënn ass et verschiddenen Universitëten oder Héichschoulen net méiglech menge Servicer matzedeele, wéi vill Studenten, déi fir

de Lëtzebuenger Enseignement a Fro kéimen, an de verschiddene Joren ageschriwwen sinn.

Question 3414 (30.10.2017) de M. André Bauler (DP) concernant les panneaux solaires photovoltaïques:

Alors que le Atert-Lycée (ALR) à Redange a été muni de panneaux solaires photovoltaïques, il faut constater que tel n'est pas (encore) le cas pour d'autres établissements scolaires.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels sont, à l'heure actuelle, les lycées dont les toits plats sont équipés de panneaux solaires photovoltaïques? Quelle est leur capacité respective?
2. Les lycées d'Ettelbruck (LTeT) et de Wiltz (LNW) se verront-ils également dotés de telles installations génératrices d'énergie? Dans l'affirmative, quelle sera leur puissance énergétique?
3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer d'autres bâtiments publics qui seront équipés de panneaux solaires dans un avenir proche?

Réponse (27.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Jusqu'à ce jour, huit lycées ont été équipés de panneaux solaires photovoltaïques avec les capacités suivantes:

Lycée	Puissance installée (kW)
Athénée de Luxembourg	65
Lycée technique des Arts et Métiers à Dommeldange	24
Lycée technique d'Ettelbruck	4
Lycée technique Mathias Adam à Lamadelaine	40
Lycée technique de Lallange	42
Lycée technique Mathias Adam - annexe Jenker à Differdange	28
Atert-Lycée Redange	1.336
Lycée technique pour professions de santé à Bascharage	17
Total	1.556

Il est prévu d'équiper le Lycée du Nord à Wiltz avec des installations photovoltaïques. En ce qui concerne le Lycée technique d'Ettelbruck, la toiture du hall des sports sera équipée également de panneaux photovoltaïques; pour ce qui est des autres bâtiments du lycée, la faisabilité d'installer des énergies renouvelables sera analysée lors des études pour la rénovation.

Lycée	Puissance projetée (kW)
Lycée technique d'Ettelbruck - hall des sports/piscine	180
Lycée du Nord à Wiltz	600
Total	780

En date du 2 décembre 2016 j'ai, ensemble avec Monsieur le Secrétaire d'État, Camille Gira présenté un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments publics; outre les deux bâtiments mentionnés déjà ci-dessus, les 13 bâtiments étatiques suivants seront équipés:

- Ateliers centraux de l'Administration des ponts et chaussées à Bertrange,
- Bibliothèque nationale de Luxembourg au Kirchberg,
- Caserne Herrenberg - hall de stationnement, pavillon 48 à Diekirch,
- Dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Mersch,

- École européenne Luxembourg au Kirchberg,
- Fondation Kräizbiert à Dudelange,
- Lycée Edward Steichen à Clervaux,
- Lycée Robert Schuman - hall sportif à Luxembourg,
- Lycée technique de Lallange,
- Lycée technique Esch-sur-Alzette - site Raemrich,
- Lycée de Junglinster,
- Lycée technique agricole à Gilsdorf,
- Stade national d'athlétisme à Fetschenhof.

La puissance électrique relative à ces projets est estimée à environ 4.000 kW.

En plus des 15 projets présentés il y a un an, une vingtaine de bâtiments ont été identifiés, pour lesquels l'Administration des bâtiments publics analysera la faisabilité quant à des installations photovoltaïques ou d'autres énergies renouvelables.

La puissance électrique supplémentaire relative à ces projets de construction (dont huit lycées, huit bâtiments administratifs et quatre projets sanitaires-sociaux) est estimée sommairement à environ 3.000 kW.

À noter que pour chaque projet de construction et de rénovation, l'Administration des bâtiments publics analyse le potentiel d'installations génératrices d'énergies renouvelables.

Question 3415 (30.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les mérites Deuxième Guerre mondiale:

Am Zweete Weltkrich gouf Lëtzebuerg vun Däitschland iwwerfall a besat. Déi groussherzoglech Famill an déi meescht Ministère gongen an den Exil. Duerch d'Rassepolitik vun der Nazi-Ideologie goufen dausende vu Judden tëschent Mee 1940 an dem Summer 1941 gedrängt, Lëtzebuerg ze verloossen. Duerno sinn déi Judden, déi dunn nach am Land woren, bis op e puer Ausnamen, a Konzentrationslager deportéiert an ermuert ginn.

Et wor deene gréisste Problemer mat deenen déi Leit ze kämpfen haten, déi wollten oder hu missen d'Land verloossen, war d'Fro vun de Reesdokumenten an de Visaen. Den deemolege portugisesche Generalkonsul zu Bordeaux, de verstuerven Hâr Dr. Aristides de Sousa Mendes, huet op eng onendlech couragéiert Manéier Visaen ausgestellt an dobäi och besosst géint d'Instruktione vun senger Regierung gehandelt. Hien huet esou zéngdau-sende vu Mënschen d'Liewe gerett, dorënner vill Judden.

Et wor och de Generalkonsul, deen et erméiglecht huet, dass déi groussherzoglech Famill konnt Visaen kréien. Weider hu vill Lëtzebuergers Stabsbierger, dorënner och jüddesch Matbierger, sech konnt dank der Hëllef vun Generalkonsul dem Grëff vun den Nazien entzëien.

D'Groussherzogin Charlotte huet hien an enger Deklaratioun vum 30. Juli 1960 gewierdegt. De Groussherzog Henri hat den Hâr de Sousa Mendes an enger Ried de 7. September 2010 bei senger Statsvisitt a Portugal ernimmt.

Deen „portugisesche Schindler“ ass 1966 vu Yad Vashem zu engem „Gerechten“ erkläert ginn an op vill Manéiere gouf hien a Portugal an a Frankräich zënterhier géiert.

An deem Kontext wëll ech dem Hâr Statsminister dës Fro stellen:

1. Ass d'Regierung sech de Meritte vun verstuerven Hâr Dr. Aristides de Sousa Mendes em eis Heemecht besosst?
2. Ass d'Regierung der Meenung, dass Lëtzebuerg d'Undenken un de verstuerven Hâr Dr. Aristides de Sousa Mendes soll éieren a flee-gen?
3. Denkt d'Regierung drun, konkret Initiativen ze huelen, fir de fréiere portugisesche Generalkonsul zu Bordeaux ze éieren, ouni deem säi couragéierten a selbstlosen Asaz d'Geschicht vun eisem Land licht hätt kënnen anescht ver-lafen?
4. Wa jo, wéi eng Initiative géif d'Regierung envisagéieren?

Réponse (27.11.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

D'Regierung ass sech de Meritte vun Hâr Aristides de Sousa Mendes besosst an et existéieren eng ganz Rei vun Temoignagen a Publikatiounen, déi dës dokumentéieren. Esou zum Beispill déi Broschür, déi eis Ambassade zu Lissabon verdeelt an déi praktesch an deene selwechte Wierder wéi d'Introduktioun zu dëser Fro op d'Meritte vun Hâr de Sousa hi-weist.

Och de Grand-Duc huet bei Geleëenheet vun der Statsvisitt a Portugal, am Joer vum 125. Gebuertsdag vun Hâr de Sousa, un deem säin Asaz erënnert.

D'Regierung plangt momentan keng weider konkret Initiative fir den Hâr Mendes de Sousa ze éieren, benotzt awer d'Geleëenheet vun dëser Question parlementaire fir den hono-rabelen Deputéierten drun ze erënnere, dass d'Gemenge kompetent si fir d'Nimm vu Stroossen a Plaze festzeleeën.

Question 3417 (31.10.2017) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le vote obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales:

En vertu de la loi électorale le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales.

D'après les statistiques officielles un nombre non négligeable d'électeurs inscrits n'ont pas participé aux dernières élections communales. Ce phénomène s'est déjà manifesté lors des dernières élections législatives et lors du référendum de 2015.

D'après l'article 90 de la loi électorale le Procureur d'État dresse, par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le parquet a effectivement dressé de tels relevés à la suite des dernières votations nationales?

- Quelles sont, le cas échéant, les indications de ces relevés?

- Quelles sont les conclusions que le parquet en a tirées?

Réponse commune (23.11.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

L'honorable Député indique qu'un nombre non négligeable d'électeurs inscrits n'ont pas participé aux dernières élections communales.

Concernant les statistiques et chiffres fournis par différentes autorités sur le nombre des électeurs inscrits et le nombre des bulletins de vote souvent recensés comme bulletins «dans l'urne», une analyse comparative montre que les chiffres sont fluctuants d'une élection à l'autre et que leur expression en pourcentage n'établit pas que les électeurs inscrits voteraient de moins en moins.

Certes tous les électeurs inscrits ne remettent pas un bulletin «dans l'urne». Cela s'explique par des électeurs inscrits mais excusés valablement ou des électeurs inscrits qui ont dépassé l'âge de 75 ans et ne sont donc pas tenus de voter et qui sont excusés de par la loi, ainsi que par des votes par correspondance. Il convient également de tenir compte dans les statistiques d'un facteur non négligeable qui est celui des élus d'office dans les «communes votant selon le système de la majorité relative» et où le nombre de candidats est égal ou inférieur au nombre de postes à pourvoir, de sorte qu'il est inutile de procéder à une élection dans une telle commune. Pourtant tous les électeurs inscrits sont dans ce cas apparemment recensés dans les statistiques comme non-votants non excusés. Par ailleurs le nombre d'électeurs inscrits et âgés de plus de 75 ans s'élève à approximativement 45 000. Il ne ressort pas des statistiques officielles si ces électeurs ont effectivement remis un bulletin dans l'urne, alors qu'ils sont tous «excusés» de droit et non obligés de voter. Ensuite, il reste un certain nombre d'électeurs inscrits qui s'abstiennent du vote en ne présentant pas d'excuse. Dans ces cas, la loi électorale prévoit que le Procureur d'État dresse, par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses ne sont pas admises. Ces cas se présentent régulièrement. Il est aussi un fait que les dernières poursuites introduites par le parquet à l'égard d'électeurs non excusés n'ayant pas pris part à des votes remontent à 1963 et 1964. Depuis lors, le parquet n'établit plus de relevé par commune. De telles poursuites impliqueraient aussi que toutes les personnes visées devraient être auditionnées individuellement par les autorités compétentes (police) et poursuivies en justice. Il est rappelé qu'en application des dispositions du Code de procédure pénale, le ministère public dispose seul de l'opportunité des poursuites.

Question 3419 (02.11.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le Nation Branding:

Il y a un an la nouvelle signature du Luxembourg, telle qu'imaginée par le Gouvernement, a été présentée au grand public.

Un an plus tard, le bilan est plutôt mitigé. Alors qu'un appel à projets lancé pour la réalisation d'un film d'animation promouvant le Luxembourg et ses valeurs a pu aboutir et un montant de 396.000 euros alloué à ladite production, le concours visant à développer un objet emblématique et symbolique représentant le Luxembourg n'a pas été couronné de succès. Lancé en janvier dernier, seulement 15 dossiers ont été reçus et aucun objet n'a su convaincre le jury institué à cette occasion.

À en croire le «Lëtzebuerg Land», cette mésaventure était avant tout due à un appel d'offres mal ficelé et des conditions du «marché» difficiles à remplir. Selon le «Lëtzebuerg Land», l'objet était en effet censé incarner les nouvelles «valeurs» du Luxembourg, i.e. «dynamique, ouvert et fiable» et la journaliste de continuer «Wie läßt sich ein dermaßen nichtssagendes Statement materiell umsetzen?». L'objet était par ailleurs censé être une œuvre nouvelle et en même temps avoir un haut degré de reconnaissance nationale. Il s'agirait ensuite de créer un objet pour l'usage de tous les jours et enfin porter la signature du Luxembourg. Les offrants étaient donc invités à produire endéans deux mois quelque chose de tout nouveau, de typiquement luxembourgeois et servant à l'usage quotidien. En même temps, le coût en rapport avec la confection des dossiers restait à charge des «soumissionnaires». À noter enfin que le cahier des charges de l'appel d'offres mentionnait que «Les droits de vente au public sont réservés exclusivement à l'organisation de cet appel à projets». De même, «le créateur reste le propriétaire des droits d'auteurs [mais] cédera les droits d'utilisation exclusifs à l'organisation pour la commercialisation des produits».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre entend-il lancer un nouvel appel à candidatures pour la confection d'un objet «national»?

- Dans l'affirmative, quelle sera cette fois-ci l'enveloppe financière mise à disposition des «soumissionnaires»?

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'ensemble des dépenses déjà engagées et projetées sur les prochaines années dans le contexte du Nation Branding? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces dépenses?

Réponse (08.12.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

L'appel à projets «Design challenge - Objets „Luxembourg“», qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action opérationnel 2017 - Nation Branding, a permis de lancer un processus de valorisation des compétences créatives et artisanales du pays.

Le Comité «Inspiring Luxembourg» enchaînera sur cette première expérience de sorte à ce qu'il va mener un exercice de repérage et d'accompagnement ciblé de créateurs et d'artisans. Cet exercice se fera sur base du premier appel à projets et en tenant compte de la production d'autres objets promotionnels en cours, ainsi que d'autres initiatives de mise en valeur des compétences créatives et artisanales du Luxembourg.

Ce processus impliquant directement les créateurs et artisans permettra non seulement de mettre en valeur leurs compétences, mais également d'aboutir à la réalisation d'objets originaux, emblématiques et représentatifs du Luxembourg.

Depuis la mise en place du concept de Nation Branding en 2014, le budget lui attribué s'élève à 3.290.500 euros, dont deux millions d'euros pour l'exercice budgétaire en cours. Les prévisions budgétaires pour les années prochaines ont été inscrites avec chaque fois 1.700.000 euros pour les deux années à venir, et de 1.260.000 euros pour l'année 2020 de même que pour 2021.

Comme la stratégie Nation Branding est mise en œuvre en plusieurs phases, les deux premières étapes ont avant tout consisté en de la réflexion sur le profil du pays, ses valeurs et les messages à véhiculer de même qu'en de la traduction graphique des valeurs - ouverture, dynamisme et fiabilité - du pays. Ces deux premières étapes ont été réalisées avec un budget de 1.290.500 euros. La troisième étape de ce processus se fera moyennant un plan d'action opérationnel destiné à la promotion du Luxembourg à l'étranger, sous le terme de «Inspiring Luxembourg».

La ventilation du budget 2017 se fait en fonction de cinq grands axes stratégiques, dont le premier consiste à fédérer la marque au niveau national, à savoir fédérer les citoyens autour

des valeurs du pays à travers des actions «citoyens». Le concours photo autour du vélo s'adressant à des cyclistes dans le cadre de Bicycle Nation, suivi d'une exposition publique à la Place Guillaume, est un exemple. Le projet «guide pour un jour» lancé dans le cadre de la fête nationale est un autre exemple ayant permis de fédérer les résidents et non-résidents autour des valeurs du pays. Vu le succès, une deuxième édition de cette initiative est prévue en 2018.

Le deuxième axe stratégique consiste à renforcer la présence de la marque à l'international. L'objectif est donc de renforcer la présence du Luxembourg lors des événements phares où le savoir-faire luxembourgeois et ses talents seront mis en vitrine. Il s'agit de projets qui s'inscrivent dans la durée et pour lesquels il convient de construire une nouvelle image du Luxembourg surtout auprès de nos pays voisins. Ces événements se démarquent avant tout par leur qualité ainsi que par leur renommée internationale. Des événements comme le Championnat du monde en cyclo-cross, le Tour de France, le Tour de Luxembourg, les Jeux de la Francophonie, le Championnat d'Europe de tennis de table, ou le Festival d'Avignon et les Rencontres photographiques d'Arles ne constituent que quelques exemples.

Afin de faire rayonner le Luxembourg à travers ses valeurs, ses atouts et ses histoires, un appel à projets pour la réalisation d'un film promotionnel sous forme d'un court métrage d'animation a été lancé aussi cette année-ci. À noter que ce projet vise en outre la mise en valeur du savoir-faire de l'industrie luxembourgeoise du film, voire du film d'animation.

À côté du renforcement de la marque aussi bien au niveau national qu'au niveau international, le troisième axe stratégique est dédié au développement de la communauté. Il est à noter que depuis le lancement de la Signature du Luxembourg, qui accompagne désormais la communication internationale du Luxembourg, les fédérations sportives nationales et beaucoup d'acteurs culturels se sont directement associés à la Signature du pays. Des partenariats ont été établis sous forme de cofinancement d'actions de promotion et de communication afin de permettre à ces acteurs de contribuer davantage au rayonnement du Luxembourg.

Le quatrième axe vise à développer davantage la marque et le récit, ce qui se traduit par le développement de l'architecture de la marque, le développement de nouveaux thèmes et de contenus ainsi que le développement, la production et la distribution du matériel promotionnel.

Mesurer l'impact de la démarche et des actions est un autre volet important du plan d'action.

Parmi ces cinq axes stratégiques, il est à noter que le deuxième et le troisième sont ceux qui absorbent plus de 65% du budget, suivi du quatrième avec 25% du budget global. Les 10% restants du budget se répartissent entre le premier et le dernier axe.

Question 3420 (02.11.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les nouveaux plans d'aménagement général (PAG):

Dans sa réponse du 5 juillet 2017 à notre question parlementaire n°3040, Monsieur le Ministre de l'Intérieur indiquait que 26 communes disposaient à cette date d'un PAG dûment approuvé en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (la «Loi de 2004»). Qui plus est, neuf communes, dont la Ville de Luxembourg, avaient à ce moment procédé au vote prévu à l'article 10, alinéa 2 de Loi de 2004, tandis que trois communes étaient sur le point de procéder audit vote.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur tenait également à préciser qu'une soixantaine de communes avaient finalisé leur rapport sur les incidences environnementales et auraient à ce moment pu lancer la procédure d'adoption du PAG.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste actualisée des communes (i) disposant d'un PAG conforme à la Loi de 2004 et (ii) ayant procédé au vote conformément à l'article 10, alinéa 2 de la Loi de 2004?



- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le potentiel de développement urbain, i. e. la croissance potentielle du nombre d'habitants par commune en distinguant à chaque fois entre quartiers existants et nouveaux quartiers?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à leur question, j'ai l'honneur de porter à la connaissance des honorables Députés qu'actuellement 27 communes disposent d'un plan d'aménagement général (ci-après «PAG») dûment approuvé en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il s'agit des communes suivantes (en rouge et en vert foncé sur la carte en annexe):

Berdorf, Boulaide, Consdorf, Contern, Diekirch, Dippach, Esch-sur-Sûre, Grosbous, Käerjeng, Lac de la Haute-Sûre, Luxembourg, Mamer, Mersch, Niederanven, Nommern, Redange-sur-Attert, Reisdorf, Remich, Roeser, Schifflange, Steinfort, Ueseldange, Vallée de l'Ernz, Waldbilg, Walferdange, Wiltz et Winseler.

En ce qui concerne les communes d'Esch-sur-Sûre et de Wiltz, étant des communes fusionnées, le PAG approuvé ne s'applique pas à la totalité du territoire communal.

Les douze communes suivantes ont quant à elles procédé au vote conformément à l'article 10 alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 (en vert clair sur la carte en annexe):

Bech, Boevange-sur-Attert, Bous, Erpeldange-sur-Sûre, Fischbach, Junglinster, Kayl, Manternach, Parc Hosingen, Pétange, Rambrouch et Tuntange.

Je joins en annexe le tableau qui permet de mettre en évidence la croissance potentielle en nombre d'habitants des communes ayant adopté leur PAG en application de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, après les modifications apportées par la loi du 28 juillet 2011.

Il ressort de ce tableau que le potentiel de développement urbain total de ces communes représente une augmentation de trois quarts de la population totale actuelle, soit la création de nouveaux logements pour plus de 160.000 personnes.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3422 (03.11.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant **l'énergie solaire**:

Dans le cadre de la nouvelle campagne de promotion de l'énergie solaire, le Gouvernement a annoncé l'introduction d'un nouveau tarif d'injection pour les installations photovoltaïques au-dessus de 30 kW avec une différenciation entre les seuils 30-100 kW et 100-200 kW.

Au cours du débat public sur le projet Rifkin, les députés ont été informés que le ministre serait sur le point de finaliser la réglementation nationale permettant des appels d'offre notamment pour des installations photovoltaïques voire des parcs solaires qui dépasseraient largement les seuils donnant droit aux nouveaux tarifs d'injection.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- D'après les règles européennes sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie d'avril 2014, les installations supérieures à 500 kW doivent faire l'objet d'un appel d'offre. Cette limite sera-t-elle reprise dans la législation luxembourgeoise?

- De quel régime dépendront à l'avenir les installations comprises entre 200 et 500 kW?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les installations entre 200 et 500 kW devraient également profiter d'un tarif d'injection, ceci afin de favoriser la production d'énergie citoyenne moyennant sociétés coopératives et sociétés civiles, peu aptes à participer à des appels d'offre?

- Sur quelles surfaces une installation/un parc solaire soumis à appel d'offres peut-il être construit?

- Un tel parc solaire peut-il également être érigé sur les «Freilandflächen» et le cas échéant sous quelles conditions?

Réponse commune (08.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Tout d'abord nous aimerions préciser que nos services ne sont actuellement pas en train de travailler sur une réglementation nationale permettant des appels d'offres notamment pour des installations photovoltaïques voire des parcs solaires du fait que la base juridique pour l'organisation de tels appels d'offres a déjà été créée dans la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et par le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

La version finale du cahier des charges pour le lancement de l'appel d'offres en vertu des dispositions législatives et réglementaires précitées tient pleinement compte de la limite de puissance de 500 kW prévue par l'encadrement communautaire en matière d'aides d'État. Des analyses supplémentaires concernant le volet de l'appel d'offres relatif aux installations avec une puissance supérieure à 200 kW et inférieure à 500 kW sont actuellement encore en cours.

Des concertations finales ont également encore lieu entre départements ministériels en vue de déterminer les surfaces éligibles pour les installations photovoltaïques. Jusqu'à présent, il a été décidé d'introduire dans le cahier des charges un premier lot séparé pour les installations sur les toitures et les ombrières. Un éventuel recours aux espaces ouverts pour former un deuxième lot, y inclus, le cas échéant, les types des surfaces à retenir, est encore en cours de discussion.

Question 3424 (03.11.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (DP) concernant **les agressions de policiers**:

Une récente interpellation devant un restaurant dans le quartier gare a montré à nouveau que nos forces de l'ordre ne sont malheureusement jamais à l'abri d'agressions.

En Allemagne, la police de Trèves, dans le cadre d'un projet pilote, est en train de tester et d'évaluer l'utilisation de pistolets à impulsion électrique (tasers) comme arme supplémentaire dans le but de protéger davantage les policiers sur le terrain. Les conclusions de l'étude détermineront si la police du Land de Rhénanie-Palatinat sera équipée de ces armes dissuasives. Le rapport intermédiaire semble plutôt positif. En effet, dans deux tiers des interventions documentées, la simple menace de faire usage du taser semble avoir suffi à désamorcer la situation. De manière générale, la police de Trèves juge la présence du taser bénéfique pour calmer des situations qui pourraient dégénérer et risqueraient d'entraîner l'utilisation soit d'armes à feu, soit de bombes lacrymogènes ou de matraques. Ce point de vue est d'ailleurs aussi partagé par le Ministre de l'Intérieur, Roger Lewentz, qui estime que grâce à la présence de tasers des situations violentes entraînant des blessés peuvent être évitées.

Dans le même esprit, le port d'une bodycam a aussi été testé dans plusieurs Länder d'Allemagne, notamment en Saxe, Hambourg, Thuringe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Rhénanie-Palatinat. Le bilan est identique: la présence de bodycams a un effet apaisant sur les interpellés, tout en augmentant la sécurité des policiers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Quel est le nombre d'agressions envers des policiers constatées lors des dix dernières années? De quels types d'agressions s'agit-il?

2. Est-ce que des mesures ont été prises afin de mieux protéger les policiers face aux agressions?

3. Est-ce que de nouvelles mesures sont planifiées?

4. Est-ce que la position de Monsieur le Ministre concernant l'utilisation de pistolets à impulsion électrique (tasers) a changé suite aux expériences positives faites en Allemagne?

5. Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant le port de bodycams pour augmenter la sécurité de nos unités de police?

6. Des projets pilotes comme ceux actuellement en cours en Allemagne sont-ils aussi envisageables au Luxembourg? Dans la négative, pour quelles raisons?

7. Selon le ministre, quelles unités de la Police grand-ducale se prêteraient au port de bodycams?

Réponse (04.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Le principal type d'agression qui vise les agents de la Police grand-ducale est la rébellion. À titre indicatif, les chiffres des années 2007 à 2016 sont reproduits ci-dessous.

Pour définir la gravité des blessures, deux colonnes ont été ajoutées, à savoir une pour les incapacités de travail (IT) de zéro à trois jours (blessures légères) et une pour les IT supérieures à trois jours (blessures graves).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les parties du corps blessées lors de ces rébellions sont en premier lieu les mains et les bras, ensuite les jambes et le visage et en dernière position le thorax et le dos.

ad 2. La Police grand-ducale propose dans sa formation des jeux de rôles afin de sensibiliser au mieux les policiers à l'éventualité de ce type d'agressions.

ad 3. et 4. L'Unité spéciale de la police (USP) dispose depuis longtemps de pistolets à impulsion électrique. Tout au long de l'existence de ce moyen de contrainte au sein de l'USP, il n'a été mis en œuvre qu'à quelques rares occasions où toutes les conditions pour un tel usage se trouvaient réunies.

Le maniement et l'usage d'un tel pistolet nécessitent des règles d'engagement bien précises, une solide formation de base de plusieurs jours et des conditions particulières pour en faire un usage sensé et utile.

Toujours est-il qu'il faut faire un choix dans l'équipement de base d'un agent de police afin d'éviter un éventuel suréquipement dans le travail quotidien.

Ainsi, au-delà de la mise à disposition de pistolets à impulsion électrique aux membres de l'USP, la Police grand-ducale n'a, à l'heure actuelle, pas l'intention d'équiper ses agents de police de ce moyen tout en continuant cependant à suivre attentivement les expériences en la matière des corps de police dans nos pays voisins.

ad 5. La Police grand-ducale s'est informée auprès des polices de nos pays voisins et les résultats de leurs projets en la matière ont montré le caractère dissuasif de la bodycam. Une telle caméra aurait ainsi pour effet de désenvenimer la plupart des situations conflictuelles et d'améliorer, le cas échéant, la sécurité des agents dans le cadre de leurs missions journalières.

ad 6. Actuellement, la situation légale en matière de protection des données au Luxembourg interdit l'utilisation d'une telle caméra. Surtout le fait d'enregistrer des images avec du son pose des problèmes du point de vue du cadre légal. Il faudrait, le cas échéant, adapter le cadre légal afin de prévoir la mise en œuvre, sous certaines conditions, de telles techniques. Une telle adaptation légale est actuellement à l'étude par la Police grand-ducale.

ad 7. Les unités intervenant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 se prêteraient en premier lieu au port et à l'utilisation de ce nouveau moyen.

Question 3425 (03.11.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'impôt sur le revenu des capitaux**:

Sept mois après les élections législatives aux Pays-Bas, les quatre partis formant le nouveau gouvernement ont récemment dévoilé ce qu'ils appellent un accord «ambitieux et équitable». Au niveau de la fiscalité des entreprises, le Gouvernement Rutte III prévoit notamment une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25% à 21%, de même que la suppression de l'impôt sur les dividendes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il suivre le modèle néerlandais et supprimer l'impôt de retenue à la source sur les dividendes? Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'impact budgétaire d'une telle suppression?

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer les recettes fiscales provenant de l'impôt de retenue à la source sur les dividendes sur les cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces chiffres par secteur d'activité et par type de bénéficiaire de la distribution des dividendes (investisseur institutionnel et autres)?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait procéder à une analyse de l'impact des mesures fiscales

néerlandaises sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il y procéder et endéans quel délai?

Réponse (01.12.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En date du 9 octobre 2017, le Parti populaire libéral et démocrate (VVD) du premier ministre néerlandais sortant Mark Rutte, l'Appel chrétien-démocrate (CDA), les centristes réformateurs de D66 et la formation protestante Christen Unie (CU) ont annoncé de former un gouvernement de coalition. À la section 2.5 de l'accord de coalition, qui a été rendu public le 10 octobre 2017, le nouveau gouvernement prévoit une réforme du système fiscal.

Outre l'annonce d'une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25% à 21%, il y est également envisagé de supprimer l'impôt sur les dividendes. En même temps, afin de lutter contre les stratagèmes d'évasion fiscale impliquant des sociétés-écrans, les auteurs de l'accord de coalition envisagent une retenue à la source qui serait prélevée sur les flux sortants d'intérêts et de redevances vers les juridictions à faible imposition. L'accord de coalition ne présentant que des informations sommaires, il est impossible, à ce stade, d'anticiper l'impact potentiel d'une éventuelle future réforme élaborée sur cette base.

En tout état de cause, aucune mesure comparable n'est prévue dans le programme du Gouvernement luxembourgeois.

En ce qui concerne l'impôt sur les dividendes au Luxembourg, c'est-à-dire l'impôt retenu sur les revenus de capitaux (IRCAP), il est à noter que celui-ci est prélevé sur certaines catégories de revenus émanant des capitaux mobiliers, notamment, les dividendes et les parts de bénéfice (cf. articles 97 et 146 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu). L'évolution et la répartition par secteur sur les cinq dernières années se présentent ainsi:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3426 (03.11.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant **la réforme administrative concernant les permis de pêche**:

Réunie en congrès le 19 février dernier, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs avait notamment souligné attendre avec impatience la délivrance des permis de pêche par voie électronique facilitant l'accès à la pêche dans un souci de simplification administrative.

D'après mes informations, ledit dossier n'a depuis lors pas connu d'avancées notables, de sorte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les retards dans la mise en place de ce service en ligne?

2. Quand est-ce que les démarches en rapport avec la délivrance des permis de pêche pourront être effectuées par voie électronique?

Réponse commune (05.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

ad 1. Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a jamais annoncé un délai officiel pour la mise en ligne du service.

Les travaux préparatoires y afférents ont été entamés à la suite du transfert des compétences en matière de l'eau du Ministre de l'Intérieur au Ministre de l'Environnement, respectivement du transfert cohérent en matière de délivrance des permis de pêche après la suppression des commissariats de district, transferts envisagés depuis longue date et finalement réalisés par le Gouvernement actuel.

ad 2. La mise en place d'un système électronique de délivrance des permis de pêche comprend non seulement le développement informatique y afférent, mais également une adaptation des textes législatifs et réglementaires.

Si l'adaptation informatique est quasiment finalisée, l'adaptation de la législation en matière de pêche dans les eaux intérieures et dans les eaux frontalières s'avère nettement plus complexe étant donné qu'une concertation transfrontalière avec les autorités compétentes de

Rhénanie-Palatinat et de la Sarre est indispensable afin d'aboutir à une harmonisation des dispositions en vigueur. Il est prévu que les projets de textes législatifs et réglementaires soient finalisés pour permettre une saisine du Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais possibles. Par la suite, il appartiendra aux différents organes impliqués dans la procédure législative et réglementaire de se prononcer sur les projets de textes.

Il y a lieu de remarquer que le projet des permis de pêche en ligne constitue un projet pilote et que toutes les bases légales et réglementaires doivent être en vigueur pour permettre un déroulement sans problèmes, aussi bien pour la délivrance du permis de pêche que pour le contrôle sur le terrain.

En conclusion, la voie électronique sera disponible au cours de l'année 2018.

Question 3427 (03.11.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'accord de coopération signé avec la Lituanie en matière de transferts statistiques d'énergies renouvelables:

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et pour œuvrer en faveur d'une croissance durable, l'Union européenne s'est entre autres fixé comme objectif de faire passer à 20% la part des sources d'énergies renouvelables dans notre consommation finale d'énergie. Le Luxembourg s'est lui fixé un objectif global de 11%. À en croire le rapport de l'Observatoire de la compétitivité, le Luxembourg devra encore réaliser des efforts importants pour atteindre son objectif national en 2020.

C'est ainsi que Monsieur le Ministre de l'Économie vient de signer un accord de coopération avec la Lituanie pour s'assurer des transferts statistiques d'énergies renouvelables conformément aux dispositions d'une directive sur les énergies renouvelables de 2009. Ces transferts statistiques permettent en l'espèce au Luxembourg d'acheter un «excédent» en énergies renouvelables réalisé par la Lituanie. Selon l'accord, la Lituanie va vendre 700 gigawattheures ou plus, si besoin, entre 2018 et 2020. Selon un article paru au Journal, le Gouvernement projette de signer le 7 novembre prochain un second accord avec l'Estonie.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la part que représentent actuellement les énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie au Luxembourg (hors accords de coopération)?

- Les accords signés/à signer avec les deux pays baltiques permettront-ils au Luxembourg de satisfaire à l'objectif de 11% susmentionné en 2020? À défaut, le Gouvernement projette-t-il de signer des accords de coopération avec d'autres pays et, dans l'affirmative, lesquels?

- Quel est le prix par gigawattheure que le Gouvernement s'appête à payer à la Lituanie? Le prix négocié avec l'Estonie est-il identique?

- Quel est le coût annuel lié à ces transferts statistiques d'énergies renouvelables?

Réponse (05.12.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

La part que représentent actuellement les énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie au Luxembourg était de 5,04% en 2015. Les statistiques pour l'année 2016 ne sont pas encore finalisées. Le pourcentage en 2015 correspond aux objectifs intermédiaires fixés pour atteindre l'objectif national de 11% en 2020.

Les traités de coopération signés avec la Lituanie et avec l'Estonie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables permettront de contribuer à l'objectif national. En effet, le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables, approuvé par le Gouvernement en 2010, a prévu dès le début le recours à des mécanismes de coopération d'environ 2% de l'objectif de 11%, mécanismes qui ont été introduits par la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Les deux accords portent sur des quantités minimales et prévoient également la possibilité de transférer des quantités supplémentaires auxquelles le Luxembourg pourrait avoir recours en cas de besoin. Les deux accords permettront ainsi de couvrir les quantités telles que prévues par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables de 2010. La signature d'autres accords n'est pas envisagée au stade actuel.

Certains points clés de ces coopérations, comme par exemple le prix par gigawattheure, ne peuvent pas être divulgués à l'heure actuelle vu les dispositions convenues entre les parties contractantes. Néanmoins, tous les détails deviendront publics dès le lancement de la procédure législative pour la ratification des traités.

Le coût minimal lié aux transferts statistiques des quantités minimales fixes pour chaque accord se chiffre à environ 10 millions d'euros, les deux accords portant chacun sur la période 2018-2020.

Question 3428 (03.11.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le nouveau logo de la Police grand-ducale:

D'Regierung an d'Police grand-ducale hunn d'Bild, dat d'Police no baussen ofgëtt, verännert. Dëst mat engem neie Logo, mat neien Dekoratioune vun de Gefierer, mat engem neie Site um Spawack a mat villem méi. Et fällt op, datt den Zousaz „grand-ducale“ bei dësem Bild komplett fehlt (mat Ausnam vun der Facebook-Säit).

Dobäi steet awer am Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Schafung vum Corps vun der Police grand-ducale, mat deem d'Fusion tëscht der Police an der Gendarmerie grand-ducale realiséiert gouf:

Article 1^{er}: «Il est créé un corps de Police grand-ducale (...).»

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Wien huet d'Decisioun geholl, den Zousaz „grand-ducale“ falen ze loosser? Wat ass d'Ursach fir dës Decisioun?

2) Ass dës Decisioun kompatibel mam Gesetz vum 31. Mee 1999? Wann net, wéilt d'Regierung d'Gesetz an dësem Punkt änneren?

3) Ass d'Regierung där Meenung, datt d'Traditioun vun der „Gendarmerie grand-ducale“ net méi muss géiert ginn an datt net méi soll un déi groussherzoglech Gendarmerie an der Denominatioun vun de Sécherheetscorpse hei am Land ernannt ginn?

4) Deelt den Här Minister d'Meenung, och am Zesammenhang mat sengen anere Portefeuillen an der Regierung, datt onst Land beim Nation Branding seng Stellung als eenzege Grand-Duché vun der Welt misst méi an de Vierdergrond stellen?

Réponse (23.11.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) + 2) Den Zousaz „grand-ducale“ ass net fale gelooss ginn. D'Bezeichnung „Police grand-ducale“ gëtt weiderhin an de Gesetzestexten an um Fändel gebraucht. Op de Knäpp vun den Uniformen ass de Lëtzebuurger Wopen an d'Spigel um Revers vun der Tunique droen och weiderhin de Monogramm vum Grand-Duc.

ad 3) D'Police grand-ducale, déi duerch d'Gesetz vum 31. Mee 1999 geschafte gouf, ass aus der fréierer Gendarmerie esou wéi aus der fréierer Police ervirgaangen. D'Regierung ass der Meenung, datt déi zwee Corpse dofir sollte géiert ginn, an duerfir ennerstëtzt se och enner anerem de Police-Musée, dee sech ganz engagéiert fir dës Aufgaben asetzt.

ad 4) Selbstverständlech stelle mir beim Nation Branding de Grand-Duché an de Vierdergrond.

Question 3429 (03.11.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le logement et le travail pour personnes handicapées:

An engem oppene Bréif beklot d'Associatioun „Trisomie 21“ déi „desastréis Situatioun“ mat där Leit mat geeschtege Behënnerunge konfrontéiert sinn. Esou gëtt et laang Waardelëschtchen, fir kënnen eng Wunneng ze bezéien, déi op d'Bedierfnesser vun dëse Leit aginn. Weider besteet e grouse Besoin u Plazen an de geschützten Ateliere, wou dës Leit kënnen eng Aarbecht fannen.

Esouwuel d'Wunnenge wéi déi geschützten Ateliere gi vum Stat subventionéiert, esou datt hei d'Regierung ganz direkt mat an der Verantwortung steet.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister, dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Minister fir Aarbecht a solidaresch Economie dës Froe stellen:

1) Wéi vill Wunnengen, déi fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung ageriicht sinn an deemtpréichend betreit ginn, stinn zu Lëtzebuerg zur Verfügung? Wéi héich sinn hei d'Besoinen? Wéi eng konkret Moosname si virge-

sinn, fir d'Offer der Demande unzepassen, an a wéi engem Delai?

2) Wéi vill Aarbechtsplaze fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung stinn aktuell zur Verfügung an de sougenannten „ateliers protégés“, a staatlechen a parastaatlechen Administratiounen oder a privaten Entreprises?

3) Wéi vill Aarbechtsplaze misste fir déi betraffe Leit zur Verfügung stoen, fir datt all déi, déi wëlle schaffe goen, dëst och kéinte maachen?

4) Wéi eng konkret Moosname si virgesinn, fir d'Offer der Demande un esou Aarbechtsplazen unzepassen, an a wéi engem Delai? Ass dobäi och virgesinn, esou Leit a staatlech Verwaltungen opzuehelen a privat Entreprises ze encouragéieren, och Leit mat enger geeschteger Behënnerung ze engagéieren?

Réponse commune (06.12.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, de M. Marc Hansen, Ministre du Logement, de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1) De Moment ginn et zu Lëtzebuerg 402 Better a sougenannten „foyers d'hébergement“ wou eng Betreuung 24 Stonnen op 24 ugebuede gëtt fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung. An dëse Foyere stinn och 35 temporär Better zur Verfügung, fir d'Familljen zäitweilig ze entlaaschten.

Do dernieft ginn et och nach 55 semi-autonom Wunnenge fir geeschteg behënnert Leit, déi am Dag schaffe ginn a just e puer Stonne Betreuung brauchen.

D'Waardelëschte vun deene verschiddene Gestionsairen am Beräich Handicap mental weisen de Moment e Besoin vun 217 Leit aus fir an e Foyer d'hébergement. Dovu sinn 48 Demanden als urgent deklaréiert, dat heescht Leit, déi an engem Delai vun engem bis zwee Joer missten ennerdaach kommen, an 169 präventiv Demanden.

D'Waardelëschte fir a semi-autonom Wunnenge weisen eng Demande vu 27 Persounen aus, dovun sinn nëng präventiv Demanden an 18 urgent Demanden.

Fir autonom Wunnenge belafen dës Chiffere sech op 32 Demanden, dovun 22 präventiv an zéng urgent. Fir d'Betreiung vu Leit mat geeschtegem Handicap, déi autonom wunnen, huet de Familljeministère an de leschte Joren ëmmer méi Services d'assistance à domicile konventionéiert.

Et ginn de Moment eng Rei vu Bauprojeten, déi op der Lee stinn, fir Foyeren a Wunnengen ze baue fir Leit mat geeschteger Behënnerung.

Et sinn am Ganzen 165 zousätzlech Plaze virgesinn, dovun sinn 135 Plazen a Foyers d'hébergement an 30 semi-autonom Wunnenge fir ee bis zwee Leit (an och fir Koppele mat Kanner) virgesinn.

Dëst sinn d'Projeten, déi virgesi sinn am Zäitraum 2018-2022.

ad 2) + 3) Laut Statistik vum Juli 2017 stinn an de konventionéierten Ateliers protégés 918 Plazen zur Verfügung fir Persounen mat engem geeschtegem Handicap, an dovun sinn der 864 besat, dat heescht, et si 54 Plaze fräi.

40 Leit sinn an de leschte Joren aus den Ateliere op den éischten Aarbechtsmaart orientéiert ginn. Et sinn 254 Leit op de Waardelëschtchen.

Et ginn de Moment Projeten, fir 391 zousätzlech Plazen ze schafen, dovun sinn der 291 fir geeschteg behënnert Leit.

Fir méi detailléiert Statistiken ze kréien iwwert d'Entwécklung vun den Zuele vu Leit mat enger geeschteger Behënnerung an hir Integratioun an d'Aarbechtswelt (an den Ateliere protégés, mä och a staatlechen, parastaatlechen Administratiounen souwéi a privaten Entreprises), huet d'Regierung e Projet lancéiert, fir dat bestoend Zuelematerial ze sammeln. Duerch dës Initiativ wäert et da méiglech sinn, besser Analysen ze maachen, wat déi zukünfteg Demanden an Offeren ueget.

Eng enk Koordinatioun tëscht deene verschiddene Ministère, déi sech mam geeschtegem Handicap befaassen, wäert et och weiderhin erlaben, e kohärenten Encadrement fir dës Leit ze garantéieren.

ad 4) D'Regierung respektéiert hir Engagementer a puncto Rekrutement vun Agenten, déi de Statut vum Salaré handicapé hunnen. Si hält sech un den Artikel L.562-3 vum Code du travail, dee virgesäit, datt 5% vun den Effektiver vum Stat solle Leit mat Behënnertestatut sinn.

Fir dëser Verpflichtung gerecht ze ginn, schaaft d'Regierung all Joer 50 nei definitiv Posten, déi deene verschiddene Ministère, Administratiounen a Servicer zur Verfügung stinn. Dës Poste ginn an Zesummenaarbecht mat der

ADEM un d'Leit attribuéiert. Dobäi gëtt souwuel der Formatioun vun de Leit wéi hirem Handicap an hire Contre-Indikatiounen, wéi och der Aktivitéit, déi proposéiert gëtt, Rechnung gedroen.

Zanter 2003 sinn d'Poste folgendermoossen accordéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Regierung wäert och an Zukunft hir Efforten op dësem Gebitt weiderféieren.

D'Regierung ennerhëlt och Schrëtt, fir d'privat Entreprises ze encouragéieren, och Leit mat enger geeschteger Behënnerung ze engagéieren. De Service „Employeur“ vun der ADEM huet zwou Aarbechtspsychologinnen, déi sech spezifesch fir d'(Re)insertioun vu Leit mat engem Handicap këmmen. Doniewent wäert e Gesetzesprojet an deenen nächste Wochen op den Instanzwee goen, fir eng „assistance à l'inclusion dans l'emploi“ anzeféieren. Déi Funktioun soll vun enger speziell forméierter an agreéierter Persoun iwwerholl ginn, déi eng Persoun mat engem Handicap an d'Aarbechtswelt begleede soll, a gegebenefalls Hürden ofbaue soll um Wee an d'Aarbechtswelt, mä och op der Aarbecht, zesumme mat dem Employeur a mat de Matarbechter am Betrib.

Question 3431 (06.11.2017) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant l'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes:

Divers organes de presse viennent de relater la problématique de l'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes.

Sans vouloir minimiser les bienfaits de la révolution digitale, les consommateurs ne semblent pas toujours informés sur les risques que peuvent comporter ces nouveaux instruments, plus spécifiquement sur le bien-être et la santé des enfants.

Ainsi, les experts, dont des pédiatres et pédo-psychiatres, montrent du doigt l'exposition précoce des enfants aux tablettes numériques et aux smartphones. Leur utilisation comme compagnon de jeu permanent ou «babysitter» pratique les plongeant dans un monde virtuel et irréel, ne permettrait plus aux enfants de découvrir et d'interagir avec le monde réel. Certains retards scolaires, troubles du comportement, voire lésions cérébrales ou même dépendance physique et psychique à l'écran en seraient les conséquences.

En outre, les responsables du service de consultation «Ausgespilt», géré par «Anonym Glücks-spiller asbl», n'ont pas manqué de signaler déjà en 2016 qu'ils n'arrivent plus à satisfaire les demandes de consultations croissantes pour enfants et jeunes, sujets d'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques. Ils ont déploré les moyens insuffisants dont ils disposent pour traiter ces cas.

Aussi, le Gouvernement développe les ressources pédagogiques numériques au sein de renseignement dans le cadre de sa stratégie Digital 4 Education. Entre autres, l'introduction à grande échelle de tablettes numériques (iPad) dans les lycées en fait partie.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Mesdames et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faudrait prendre au sérieux les cris d'alarme des différents experts?

- Le Gouvernement envisage-t-il une campagne d'information permettant d'attirer l'attention sur les risques que peuvent comporter l'utilisation des médias électroniques et de promouvoir l'apprentissage de bonnes pratiques comportementales en la matière? Si non, quelles mesures préventives préconise-t-il?

- Sur quelles études scientifiques le Gouvernement se base-t-il afin d'introduire les ressources pédagogiques numériques au sein de l'enseignement, notamment pour ce qui est de l'âge des élèves et de leur durée d'utilisation?

- L'introduction de manuels scolaires digitaux ne serait-elle pas aux dépens d'une pratique de

l'écriture manuelle qui favorise, quant à elle, la mémorisation et la fixation en profondeur des contenus d'apprentissage?

- Existe-t-il des règles uniformes dans les différents établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire en ce qui concerne le maniement de smartphones dans l'enceinte des bâtiments scolaires? Si oui, lesquelles? Si non, le Gouvernement projette-t-il d'éditer des lignes directrices à ce sujet?

- Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques faisant état des problèmes de santé liés à l'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques? Si non, n'estime-t-il pas qu'il serait utile de recenser à l'avenir ce type de problèmes? A-t-il l'intention de renforcer les moyens des divers services concernés pour en assurer le traitement?

Réponse commune (06.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La prise de conscience de la problématique de la présence et de l'utilisation de plus en plus universelle et précoce des moyens de médias électroniques, ainsi que des conséquences éventuelles sur la santé physique, psychique et sociale des enfants, est un souci partagé par beaucoup de parents, d'experts de l'enfance et de l'adolescence, notamment aussi par les sociétés pédiatriques et pédopsychiatriques.

Le Gouvernement étant tout à fait conscient des risques d'une utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques, ce sujet est particulièrement pris en compte tant dans le domaine de l'éducation non formelle que formelle. Quand il s'agit de sensibiliser les jeunes aux risques et aux opportunités qui découlent de l'utilisation des médias électroniques, il y a lieu de faire la distinction entre les médias en tant qu'outils visant à soutenir et favoriser les apprentissages, et les médias en tant que contenu didactique.

À l'heure actuelle, les services du Ministère de la Santé au Luxembourg ne disposent pas de statistiques faisant état de problèmes de santé éventuels directement liés à l'utilisation, respectivement l'utilisation dysfonctionnelle des moyens technologiques électroniques.

La «Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung» (BzgA) a fait une étude en 2015 pour analyser les comportements des jeunes en relation avec des jeux PC et Internet. Cette publication montre qu'environ 14% des jeunes entre 14 et 24 ans peuvent avoir un comportement problématique et environ 2,5% des personnes de cette même tranche d'âge peuvent avoir un comportement dépendant envers l'utilisation de l'internet.

L'utilisation disproportionnée des médias électroniques peut poser des problèmes de santé sur plusieurs niveaux, notamment liés aux postures inadéquates prolongées, la sédentarité et le comportement alimentaire.

Une bonne éducation à l'utilisation des médias électroniques tout en mettant l'accent sur un comportement sain avec des activités physiques des jeunes et la sensibilisation sur les bonnes postures sont essentiels pour que les jeunes puissent pleinement profiter des outils nouveaux sans risquer des problèmes de santé physique dans le futur.

Les risques liés à une utilisation inappropriée des technologies d'information et de communication (TIC) ont notamment été à l'origine de BEE SECURE, initiative commune du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. BEE SECURE a été mis en place en 2010 comme prolongement du projet «Luxembourg Safer Internet - LuSI».

L'initiative BEE SECURE englobe les actions au niveau de la sensibilisation à une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies de l'information et de communication. De très nombreuses campagnes ont été menées ces dernières années, tant à l'attention des élèves que du grand public et des parents. L'équipe de BEE SECURE offre de nombreuses formations pour les élèves et les enseignants. À titre d'exemple, la campagne BEE BALANCED, menée à l'échelle nationale durant l'année scolaire 2013-14, a sensibilisé les jeunes et leur entourage (parents, éducateurs, enseignants) aux risques liés à une utilisation trop intensive des nouveaux médias. La campagne a promu un équilibre entre l'utilisation des nouveaux mé-

dias et le recours aux loisirs «offline» dans les domaines culturels et sportifs. Dans le cadre de la campagne, 30.000 dépliants et 2.700 affiches ont été distribués.

Depuis 2013, le sujet de l'utilisation raisonnable des nouvelles technologies d'information et de communication fait partie intégrante des formations BEE SECURE, obligatoires aux classes de 7^e et élargies aux classes de l'enseignement fondamental, aux maisons relais et maisons de jeunes ainsi qu'aux parents. À noter qu'actuellement, BEE SECURE organise 900 formations en classe.

Dans cette optique, l'introduction de l'utilisation de tablettes dans le contexte scolaire aide à promouvoir une utilisation raisonnable des outils connectés. La cyberdépendance étant souvent liée à l'isolement et au retrait social, l'utilisation pratique de tablettes et d'autres appareils connectés dans le cadre pédagogique et accompagné peut être considérée comme élément du travail de prévention de la dépendance.

Ainsi, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) mettent en œuvre et accompagnent des projets pédagogiques basés sur le travail avec des tablettes numériques dans les lycées depuis quatre ans. Actuellement, quelque 2.000 tablettes sont utilisées dans le cadre de la stratégie nationale de déploiement de classes iPad appelée «oneZone». De manière générale, il est à noter que de plus en plus de demandes émanent des enseignants pour pouvoir utiliser des outils électroniques en classe afin d'être en mesure de personnaliser les apprentissages des élèves. Il est cependant évident qu'il ne suffit nullement d'équiper les écoles en matériel informatique, mais qu'il est tout aussi important de concevoir, développer et mettre à disposition des matériels et contenus didactiques adaptés. Les effets bénéfiques que peut avoir un emploi réfléchi et approprié des médias électroniques dans l'enseignement ont été démontrés par de nombreuses études. Des médias didactiques modernes, adaptés aux besoins des élèves, revigorent leur motivation, puisqu'ils permettent un apprentissage personnalisé et donc potentiellement plus efficace.

Le projet «oneZone» vise particulièrement les élèves des classes inférieures et supérieures de l'enseignement secondaire classique et général. Au cours de leur scolarité à l'enseignement fondamental, ces élèves ont avant tout acquis des compétences de base à l'oral, en écrit, en lecture et en mathématiques à l'aide d'outils d'apprentissage plus classiques, où l'écriture manuscrite joue un rôle très important. Cette pratique ne sera pas perdue pour autant au lycée, étant donné que les élèves n'y écriront pas exclusivement à l'aide d'un clavier, mais tout aussi bien à la main.

Quant à l'utilisation par les élèves de téléphones et appareils mobiles privés dans l'enceinte des établissements scolaires, il incombe aux communautés scolaires d'en fixer le cadre et les modalités par voie d'un règlement d'ordre interne. Il ne serait pas opportun d'en interdire l'utilisation de façon globale alors que nous vivons dans une «société connectée» et qu'une éducation aux médias est dans l'obligation d'aider les jeunes à développer les compétences requises pour se servir des médias de façon responsable. Il s'agit de sensibiliser les jeunes aux risques et au potentiel des médias électroniques afin de leur permettre de prendre des choix réfléchis quant à leur utilisation personnelle.

Afin d'analyser la situation de la cyberdépendance, une étude sur l'utilisation des technologies d'information et de communication par les enfants et les jeunes a été initiée par le Service national de la jeunesse et menée en partenariat avec l'association «Anonym Glécksspiller» et l'Université du Luxembourg. Cette étude a montré que l'âge de la première utilisation de l'internet diminue continuellement. En 2014, l'âge moyen était de 8,2 ans (mesuré auprès des enfants âgés de dix à onze ans au moment de l'étude). D'un côté, l'étude confirme une utilisation positive de l'internet par les enfants et les jeunes, notamment via les appareils mobiles (smartphones). D'un autre côté, la durée d'utilisation est parfois intense. Chaque dixième enfant présente une intensité d'utilisation pouvant être qualifiée de dysfonctionnelle par les chercheurs.

Les détails de l'étude peuvent être consultés sur les sites suivants:

- <http://www.gouvernement.lu/5036346/08-jugendliche-internet>

- https://www.uni.lu/universite/actualites/la_une/studie_mit_acht_jahren_schon_ins_internet

Afin d'agir contre les problèmes liés à la dépendance, les ministères à l'initiative de BEE SE-

CURE soutiennent l'association «Anonym Glécksspiller» dans leur travail d'aide aux victimes de cyberaddiction depuis 2013. Le Ministère de la Santé soutient financièrement l'association «Anonym Glécksspiller» en ce qui concerne la prise en charge thérapeutique de personnes qui présentent des cyberaddictions. Il est prévu qu'un soutien financier supplémentaire soit assuré à partir de 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'information, la formation et la sensibilisation du grand public et plus spécifiquement des enfants et des jeunes sur les risques de l'utilisation excessive d'Internet, des jeux électroniques et des addictions qui peuvent en résulter.

Question 3432 (06.11.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **éducateurs gradués**:

Selon les affirmations du Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG), affilié à la CGFP, le secteur envisage une grève au cas où la procédure de médiation en cours ne devrait pas aboutir.

Selon les propos du SLEG, il existe une importante discrimination entre les traitements des éducateurs gradués engagés avant le 1^{er} octobre 2015 et ceux engagés après cette date. Ainsi, toujours selon le SLEG, le traitement d'un éducateur ayant 15 ans de carrière correspondrait à celui d'un éducateur gradué ayant cinq ans d'ancienneté selon la nouvelle carrière.

Depuis la réforme des salaires dans la fonction publique en octobre 2015, l'ancienneté des éducateurs gradués fonctionnaires ne serait pris en compte que dans le grade qui correspond à leur ancienneté et, par conséquent, beaucoup sont restés dans le même échelon. Bien que les éducateurs gradués engagés avant la réforme aient été reclassés et qu'ils aient obtenu de nouvelles perspectives professionnelles, leurs années déjà prestées en tant qu'éducateurs gradués ne sont prises en compte qu'en ce qui concerne le grade. Une autre discrimination encore plus grave résulte des récentes adaptations dans la nouvelle convention collective du secteur d'aide et de soins (SAS). Ainsi, une carrière dans le secteur conventionné privé serait désormais bien plus intéressante qu'une carrière auprès de l'État, de plus les éducateurs gradués au SAS ont tous été reclassés selon leur ancienneté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les déclarations faites par le SLEG?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir à cette situation?

- Monsieur le Ministre, combien d'éducateurs gradués sont concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une estimation des coûts résultant de ces récentes adaptations?

- Le ministre envisage-t-il de suivre la réclamation du syndicat, à savoir faire reconnaître l'ancienneté des éducateurs gradués engagés avant le 1^{er} octobre 2015? Dans l'affirmative, quels en seraient les coûts?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (05.12.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse à la question de l'honorable Députée, je puis confirmer que le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG) a effectivement introduit un litige au sujet des modalités de reclassement des éducateurs gradués. Toutefois, dans la mesure où la procédure de médiation est actuellement encore en cours, je ne suis pas en mesure de me prononcer sur l'issue de cette procédure.

Question 3434 (07.11.2017) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant l'**état d'avancement des études ESA**:

Le 13 juillet dernier, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à la tenir informée sur les trois études commanditées auprès de l'European Space Agency (ESA) dans le contexte de l'exploration et de l'utilisation des ressources de l'espace.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand ces études ont-elles été commanditées?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser endéans quel délai ces études seront finalisées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des rapports intermédiaires seront confectionnés par l'ESA? Dans l'affirmative, quand ces rapports seront-ils présentés au Gouvernement respectivement à la Chambre des Députés?

Réponse (08.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La motion adoptée le 13 juillet dernier mentionnait trois études:

1) «ESA technical evaluation»,

2) «Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg» et

3) «Value chain in the space cluster as a business accelerator».

Ces trois études sont à des stades différents.

L'étude n°1 vise à analyser les principales caractéristiques techniques et les risques d'une mission typique d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales. Elle permettra de dégager des critères plus précis sur la base desquels le Gouvernement pourra autoriser et superviser les futures missions, comme prévu dans la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace. L'étude découle de l'accord signé avec l'ESA à l'occasion du salon du Bourget en juin 2017. L'implication de l'ESA garantit un travail d'une très haute qualité et des premiers échanges ont déjà eu lieu pour définir le contenu de cette étude. L'ESA fournira un premier projet de cahier des charges encore avant la fin de l'année. Elle a indiqué que des coordinations internes étaient encore nécessaires pour définir les modalités de financement. Il est à ce stade difficile de déterminer quand les résultats de cette étude seront disponibles.

L'étude n°2 vise à analyser la future chaîne de valeur de l'utilisation des ressources spatiales et à estimer de manière plus précise les marchés potentiels. Elle permettra aussi d'identifier les principaux acteurs et de dégager les recommandations pour le positionnement du Luxembourg. L'ESA a récemment finalisé la négociation avec le soumissionnaire ayant reçu la meilleure évaluation (bureau de PwC à Paris), la réunion de kick-off a eu lieu le 17 novembre et le contrat sera signé prochainement. Le programme de travail de l'étude prévoit plusieurs revues intermédiaires par l'ESA. Le travail débouchera sur un rapport final en juillet 2018.

Enfin, l'étude n°3 avait comme objectif d'élaborer un cadre plus général pour soutenir l'innovation spatiale au Luxembourg et d'élaborer une feuille de route pour son implémentation. Un accent plus particulier a été mis sur le soutien de start-up. Le travail du consultant sur cette étude a été clôturé et ce dernier a soumis son rapport final au mois d'août. Ce dernier contient un nombre important de recommandations qui sont encore à l'étude pour définir lesquelles généreront le plus d'impact et pourront être mises en œuvre dès l'année prochaine.

Les résultats des trois études et les suites qui leur sont réservées seront présentés à la Commission parlementaire compétente.

Question 3435 (08.11.2017) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'**énergie nucléaire**:

Le Ministre de l'Écologie français, Nicolas Hulot, a annoncé le 7 novembre que la France ne pourra pas tenir l'objectif de réduire à 50% l'électricité du nucléaire d'ici 2025.

Madame la Ministre de l'Environnement a réagi à cette nouvelle sur les réseaux sociaux en annonçant que «Drock muss deemno grad elo weidgeroen».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. De quelle manière Madame la Ministre veut-elle faire «pression» afin de persuader les autorités françaises de fermer prématurément les centrales nucléaires?

2. Madame la Ministre envisage-t-elle de se concerter avec les régions limitrophes (la Sarre, la Rhénanie-Palatinat) avant d'entamer une action quelconque?

Réponse (08.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. L'honorable Député fait référence à ma réaction après l'annonce du Ministre de la Transition écologique et solidaire français, Nicolas Hulot, qui a estimé qu'il serait «difficile» d'atteindre l'objectif de réduction à 50% de

l'électricité nucléaire, fixé par la loi de transition énergétique votée en 2015.

Même s'il ne m'appartient pas de me prononcer sur les décisions politiques de la France en matière d'approvisionnement énergétique, j'ai fait part à mon homologue français de mes très vives préoccupations à l'égard de sa décision. Je ne peux que déplorer ce positionnement qui influencera irrémédiablement les choix stratégiques de l'opérateur de la centrale de Cattenom.

Je voudrais rappeler que le Gouvernement luxembourgeois suit de près, et cela de longue date, les mesures prises par les autorités françaises vis-à-vis de la centrale nucléaire de Cattenom. Le sujet figure régulièrement à l'ordre du jour des réunions bilatérales à haut niveau entre délégations des deux pays et continuera d'être poursuivie sur le plan diplomatique et politique.

Par ailleurs, le Luxembourg se dote de moyens juridiques efficaces afin de pouvoir davantage attirer l'attention sur le non-sens économique de l'énergie nucléaire. En effet, face à l'essor des énergies renouvelables, dont l'utilisation devient de plus en plus rentable, la filière nucléaire se heurte à une perte de compétitivité, peine à mobiliser les moyens financiers nécessaires à son développement et doit faire appel à des aides étatiques conséquentes.

Ainsi, afin de prendre clairement position contre la distorsion de concurrence en défaveur des énergies renouvelables, le Luxembourg appuie le Gouvernement autrichien dans le cadre de son recours en annulation contre la décision de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point C» au Royaume-Uni, exploitée par EDF. Les plaidoiries se tenaient le 5 octobre 2017 devant le tribunal de l'UE à Luxembourg et un jugement sera pris au cours de l'année 2018.

De plus, et à l'instar du Gouvernement autrichien, je vais déposer sous peu un projet de loi adopté lors du Conseil de Gouvernement du 22 novembre 2017 sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire. Les conventions internationales en la matière ne couvrant que de manière insatisfaisante la réparation des dommages résultant d'un accident nucléaire, le projet de loi, élaboré en étroite collaboration entre les Ministères de la Justice, de la Santé et du Développement durable et des Infrastructures, vise à améliorer les droits de dédommagement des victimes potentiels en cas d'accident. En même temps il matérialise le risque financier des opérations nucléaires en cas d'accident qui ne sera plus plafonné.

Un régime national en matière de responsabilité nucléaire opposable à un pays tiers pourra mettre l'accent sur les coûts et risques du nucléaire et contribuer à une augmentation de la visibilité et de la force de persuasion du Luxembourg, surtout lors des discussions sur l'échéancier de sortie du nucléaire et des choix à faire sur les sites nucléaires et réacteurs destinés à être fermés.

ad 2. Il me semble très important d'associer les régions limitrophes, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, à toutes nos démarches. Les ministres responsables ont été informés sur notre projet d'un régime national en matière de responsabilité nucléaire. Le Luxembourg, par le biais du Département de l'environnement, assiste également en tant qu'observateur aux réunions de «l'alliance des régions pour une sortie du nucléaire au niveau européen».

Par ailleurs, j'aimerais aussi davantage renforcer la coopération politique entre les pays qui partagent la vision que l'énergie nucléaire n'est pas compatible avec un développement durable. La coopération étroite établie entre le Luxembourg et l'Allemagne, initiée sous ce Gouvernement, a joué dans ce domaine un rôle prépondérant, et le Gouvernement cherchera à consolider cette alliance avec le prochain Gouvernement allemand.

Question 3436 (08.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **recrutement de personnel issu de l'armée par POST Luxembourg**:

Am Kader vun der Personalproblematik bei der POST, huet d'Bréifdréischgewerkschaft méi wéi eemol probéiert, den Dialog mat der Regierung ze sichen. D'POST ass konfrontéiert mat engem Manktem u Bréifdréier, woufir systematesch op lwwerstonnenaarbecht zréckgegraff gëtt. Ee vun de Grënn, firwat d'POST net genuch Personal huet, ass deen, datt neiagestallte Bréifdréier mam Statut vum Salarié net vill méi wéi de Mindestloun verdéngen, wat déi Leit demotivéiert an dozou verleet, sech no kuerzer Zäit nees eng aner Aarbecht ze sichen.

Déi Situatioun bei der POST ass den Ament op villen Ebene problematesch, wat sech onweigerlech negativ op d'Qualitéit vum Postservice auswierkt, wouduerch och de Client, also de Lëtzebuerger Bierger, onzufrieden ass, wat e schonn dacks zum Ausdrock bruecht huet.

Opgronn vun dësen Ëmstänn wëllt ech dem Här Verdeedegungsminister folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'POST nees d'Bréifdréier exklusiv aus de Reie vun der Arméi mam Statut vum Fonctionnaire bei der POST rekrutéiere kéint?

2. Ass den Här Verdeedegungsminister der Meenung, datt dëst de Fräiwëllegendéngscht an der Arméi nees géif méi attraktiv maachen?

3. Ass de Verdeedegungsminister net och der Meenung, datt de Rekrutement iwwert d'Arméi nees zu méi Qualitéit a Fiabilitéit bei der POST féiere géif?

Réponse (12.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de l'Économie*:

Wéi schonn an der rezenter parlamentarescher Ufro Nummer 3332 vum 4. Oktober 2017 vum Här Deputéierte Félix Eischen unhand vu Statistiken ervirgehuewen, besteet bei der POST kee prinzipielle Manktem u Bréifdréier an, domat verbonnen, och kee systematesche Gebrauch vun lwwerstonnen.

Och muss ennerstrach ginn, datt d'Mataarbechter vun der POST déi néideg Qualitéit a Fiabilitéit opweisen, fir hire Beruff auszeüben. D'POST mécht eng strikt Selektioun beim Rekrutement a bitt hire Mataarbechter während hirer ganzer beruflecher Carrière d'Méiglechkeet, u Formatiounen deelzehuelen a sech domat konstant weiderzebildend.

Dat gesot, ass d'POST natierlech frou, de Rekrutte vun der Arméi d'Méiglechkeet anzeueren, fir sech bei hir ze bewerben. Esou ass de Personalbüro vun der POST a Kontakt mat den zoustännegen Instanze bei der Arméi, fir potenziell Interessenten unzehuelen, dëst mam Statut vum Salarié, esou wéi de gesetzleche Kader vun der POST dat och virgesäit a wéi dat fir all anere Bréifdréier, deen net aus der Arméi kënn, och de Fall ass.

Question 3437 (08.11.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **les mentions de sexe à l'état civil**:

Dans un communiqué de presse publié aujourd'hui, la Cour constitutionnelle allemande a résumé son arrêt du 10 octobre 2017 comme suit:

„Die Regelungen des Personenstandsrechts sind mit den grundgesetzlichen Anforderungen insoweit nicht vereinbar, als § 22 Abs. 3 Personenstandsgesetz (PStG) neben dem Eintrag ‚weiblich‘ oder ‚männlich‘ keine dritte Möglichkeit bietet, ein Geschlecht positiv eintragen zu lassen. Dies hat der Erste Senat des Bundesverfassungsgerichts mit heute veröffentlichtem Beschluss entschieden. Das allgemeine Persönlichkeitsrecht (Art. 2 Abs. 1 in Verbindung mit Art. 1 Abs. 1 GG) schützt auch die geschlechtliche Identität derjenigen, die sich dauerhaft weder dem männlichen noch dem weiblichen Geschlecht zuordnen lassen. Darüber hinaus verstößt das geltende Personenstandsrecht auch gegen das Diskriminierungsverbot (Art. 3 Abs. 3 GG), soweit die Eintragung eines anderen Geschlechts als ‚männlich‘ oder ‚weiblich‘ ausgeschlossen wird. Der Gesetzgeber hat bis zum 31. Dezember 2018 eine Neuregelung zu schaffen. Gerichte und Verwaltungsbehörden dürfen die betreffenden Normen nicht mehr anwenden, soweit sie für Personen, deren Geschlechtsentwicklung gegenüber einer weiblichen oder männlichen Geschlechtsentwicklung Varianten aufweist und die sich deswegen dauerhaft weder dem männlichen, noch dem weiblichen Geschlecht zuordnen, eine Pflicht zur Angabe des Geschlechts begründen.“

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande?

- Entend-il «amender» le projet de loi n°7146 dans le sens d'autoriser l'inscription à l'état civil d'un sexe autre que les sexes masculin et féminin?

Réponse (24.11.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La question parlementaire des honorables Députés Madame Diane Aehm et Monsieur Gilles Roth se lit en relation avec les problèmes des personnes transgenres et des personnes intersexuées.

Sensible depuis son entrée en fonction aux problèmes que rencontrent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, le Gouvernement a beaucoup travaillé sur ces sujets: signature des déclarations IDAHO de 2015 et 2016 et dépôt du projet de loi n°7146 relatif à la modification de la mention du sexe. De plus, le Conseil de Gouvernement a chargé en sa séance du 12 mai 2017 un groupe interministériel de réfléchir activement à l'introduction d'une troisième catégorie de sexe à l'état civil et à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de l'Europe en la matière, y compris la dernière en date. Adoptée le 12 octobre 2017¹, cette résolution «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes» vise l'état civil et la reconnaissance juridique du genre (point 7.3. de la recommandation), la discrimination à l'égard des personnes intersexes (point 7.4.) et la protection efficace du droit des enfants à l'intégrité physique (point 7.1.).

Partant du principe de la souveraineté des États, chaque Gouvernement est libre dans son appréciation et dans son action par rapport aux autres États et à leurs institutions. Le Gouvernement ne tire pas de conclusions ni de l'arrêt de la Cour constitutionnelle française du 4 mai 2017² rejetant la mention «sexe neutre» sur l'état civil d'une personne intersexue, ni de l'arrêt du 10 octobre 2017³ de la Cour constitutionnelle fédérale allemande invitant le Gouvernement allemand à légiférer avant le 31 décembre 2018 soit pour renoncer complètement à toute inscription de sexe à l'état civil, soit en introduisant une 3^e désignation (désignation positive) en plus des sexes masculin et féminin. Cet arrêt a été rendu dans un contexte constitutionnel et législatif spécifique à l'Allemagne où depuis mai 2013 il est possible de dresser les actes de naissance avec le sexe masculin, le sexe féminin ou sans mention du sexe (Nichteintrag) si le sexe du nouveau-né ne peut pas être clairement déterminé.

Question 3438 (08.11.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant **l'audit des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

En septembre dernier, Monsieur le Ministre a annoncé de faire réaliser un audit des services du Ministère de l'Éducation nationale. Selon les propos de Monsieur le Ministre sur les ondes de radio RTL à l'émission «Invité vum der Redaktioun» en date du 28 septembre, une société extérieure sera chargée d'un audit afin de déterminer pourquoi les services du ministère n'ont pas prévu le manque important de personnel enseignant à la rentrée scolaire 2017-2018.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il chargé une société extérieure pour réaliser l'audit?

- Dans l'affirmative, quelle société a été chargée?

- La société a-t-elle déjà fourni les premiers résultats?

- Dans l'affirmative, lesquels?

- Dans la négative, quand le rapport de l'audit serait-il présenté?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le ministère a chargé un expert externe avec une analyse des procédures de planification des ressources dans le domaine de l'enseignement fondamental. Ces travaux seront clôturés au cours du mois de janvier et présentés à la commission parlementaire au début du mois de février 2018.

Question 3439 (08.11.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **la réforme des stock-options**:

Fin juin 2017, Monsieur le Ministre avait publiquement déclaré que les entreprises avaient de manière abusive recouru aux stock-options en n'ayant pas limité ces plans à des participations dans l'entreprise même. Parmi les change-

¹ Résolution 2191 (2017) «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes» <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-fr.asp?fileid=24232&lang=fr>

² Arrêt no531 du 4 mai 2017 (16-17.189) - Cour de cassation - Première chambre civile

³ BvR 2019/16 vom 10. Oktober 2017

ments à apporter au régime des stock-options annoncés par Monsieur le Ministre dans «les semaines à venir», il avait indiqué vouloir redresser cet état des choses. Il avait également fait savoir que le régime ne serait plus réglé via circulaire du directeur de l'Administration des contributions directes, mais intégré dans une loi.

Alors que tous les commentateurs s'attendaient à la réalisation de ces annonces, Monsieur le Ministre a depuis fait marche arrière. Le nouveau régime ne sera ni coulé dans un texte de loi, ni couplé à des participations dans l'entreprise offrant les stock-options. Monsieur le Ministre s'est en effet simplement limité à annoncer un relèvement du taux au demi-taux global.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- «Légiférer» en matière d'impôt via circulaire comme en matière de stock-options est-il conforme à l'article 101 de la Constitution?

- Monsieur le Ministre ne conçoit-il pas de risque qu'un contribuable ne bénéficiant pas du demi-taux global tente une action en justice sur base de la loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité de l'État?

Réponse (20.11.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Tel qu'il fût déjà expliqué par le précédent Ministre des Finances dans sa réponse à la question parlementaire n°2549 du 8 février 2013, dans le cadre de l'établissement du revenu imposable provenant d'une occupation salariée, l'article 104 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) donne dans son alinéa 1 une définition de la notion «recettes» et formule, dans ses alinéas 2 et 3, certaines règles d'évaluation. Le traitement fiscal des stock-options au regard des revenus provenant de l'exercice d'une occupation salariée a par ailleurs été détaillé dans le projet de loi n°4855 déposé le 12 octobre 2001:

«Stock-options

Il reste à noter que l'encadrement fiscal du mécanisme des stock-options en faveur des salariés sera précisé au niveau d'une circulaire du directeur de l'Administration des contributions directes (ACD) qui sera émise avant la fin de l'année 2001. En effet, le régime fiscal en question ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continuera à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R. Suivant les cas, l'imposition se fait soit lors de l'attribution de l'option, soit lors de l'exercice de l'option.»

En exécution de l'engagement précité, le directeur des contributions a émis le 11 janvier 2002 une circulaire administrative en la matière, qui a été remplacée par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 à compter du 1^{er} janvier 2013.

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°3375 du 20 octobre 2017 de Madame la Députée Viviane Loschetter concernant la réforme du régime actuel des stock-options, celle-ci se fera par une adaptation de la circulaire L.I.R. n°104/2 précitée, pour éviter les longueurs inhérentes à la procédure législative et permettre une entrée en vigueur des nouvelles dispositions dès l'année d'imposition 2018.

Question 3441 (09.11.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **le nouveau modèle de saisie et de facturation dans le secteur de l'assistance parentale**:

Selon nos informations, les assistants parentaux ont été informés qu'à partir du 1^{er} avril 2018, un nouveau modèle de saisie et de facturation des présences de l'enfant sera mis en place. Ainsi le système actuel de la facturation par forfait mensuel sera remplacé par un nouveau modèle de facturation basé sur un horaire et un rectificatif. Le nouveau modèle sera basé sur un horaire planifié. Toujours selon nos informations, les horaires seront notés par tranches de 30 minutes à l'heure pleine ou à la demie heure (ex. 08h00/08h30). Tout cela implique une moindre flexibilité des assistants parentaux par rapport aux besoins réels des parents. Un parent qui n'aura besoin que de 45 minutes d'accueil devra ou bien payer une heure complète, ou bien l'assistant parental devra renoncer à facturer 15 minutes. C'est donc justement

cette plus-value de la flexibilité qui sera remise en cause.

Dans la mesure où la facturation par tranche de 30 minutes s'avère en pratique assez compliquée tant pour l'assistant parental que pour les parents, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous fournir des explications concernant le nouveau modèle de facturation?

- Monsieur le Ministre, pour quelles raisons les assistants parentaux seront-ils invités à facturer par tranche de 30 minutes?

- Le ministre ne juge-t-il pas que ce nouveau modèle implique une ingérence dans l'organisation des assistants parentaux qui, de ce fait, ne pourront plus adapter leur offre aux besoins réels des parents et des enfants qui leur sont confiés?

- Monsieur le Ministre, le secteur concerné a-t-il été consulté à l'avance lors de l'élaboration du nouveau modèle de saisie et de facturation?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Suite à la mise en place de la nouvelle tarification introduite dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 (modification du 29 août 2017) sur la jeunesse, les assistants parentaux prestataires du chèque-service accueil peuvent bénéficier d'un tarif majoré pendant les heures atypiques (soir, nuit, week-end et jours fériés).

Afin d'identifier ces heures dites atypiques, un nouveau modèle de saisie et de facturation sera mis en place suivant lequel la facturation se fera sur base des présences réelles.

Le nouveau modèle de saisie et de facturation des présences est en cours d'élaboration. Il sera appliqué à partir du 1^{er} avril 2018. Ce modèle permettra aux assistants parentaux de baser leur facturation sur un horaire planifié, tout en ayant la possibilité d'apporter des modifications aux horaires planifiés. Une plus grande flexibilité est ainsi garantie. Des formations seront organisées par l'«Agence Dageseltern» en début d'année 2018.

Une période transitoire est prévue jusqu'à l'introduction du nouveau modèle de facturation. Le mode de facturation par forfait mensuel peut continuer à être utilisé. Cependant, pendant la période transitoire, les assistants parentaux, voulant bénéficier du tarif majoré pour les heures d'accueil atypiques, sont obligés d'identifier ces heures atypiques et, par conséquent, de les facturer par tarif horaire.

Les modifications à prévoir au niveau du prestataire chèque-service accueil ont fait l'objet au mois de septembre 2017 de plusieurs réunions d'information s'adressant aux personnes exerçant l'activité d'assistance parentale.

En effet, les heures d'accueil facturées par tarif horaire doivent être saisies par bloc de 30 minutes. Ce changement est dû au programme informatique du chèque-service accueil, dans lequel les heures d'accueil sont facturées par bloc de minimum 30 minutes. Ainsi, l'assistant parental a la possibilité d'arrondir vers le haut ou vers le bas.

La facturation par blocs de minimum 30 minutes s'applique également aux services d'éducation et d'accueil.

Le ministère travaille en étroite collaboration avec l'«Agence Dageseltern», service conventionné et chargé entre autres de la mise en pratique de la saisie et de la facturation des prestations des assistants parentaux. La collaboration directe du ministère avec le secteur concerné s'avère plus complexe, car il n'existe pas d'association représentative pour le secteur des assistants parentaux. Le ministère entretient des échanges réguliers avec une association regroupant une partie des assistants parentaux.

Question 3442 (09.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'impartialité du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster**:

D'Abtei Neimënster ass e wichtegt Kulturinstitut. De Stat ënnerstëtzt si dowéinst op vill Manéieren. Eleng am Budget fir 2018 sinn eng

3,2 Milliounen Euro virgesinn. Et ass wichteg, datt esou en Institut och eng variéiert Offer fir e breede Public ubitt. Hiren Optrag ass e kulturellen a kee politeschen. Eng besonnesch Sensibilitéit, fir d'Perceptioun ze verhënneren, datt e Kulturinstitut géif eng bestëmmte politesch Position anhuelen, gehéiert also zu der responsabeller Féierung vun esou enger öffentlecher Institution.

An der Abtei Neimënster kritt den „Comité pour une paix juste au Moyen-Orient“ Säll zur Verfügung gestallt, an deenen hien och Evenementer ubitt. Déi Netregierungsorganisatioun (NRO) ass dofir bekannt, datt si d'Politik vum Stat Israel kritiséiert.

Gläichzäitig huet d'Abtei Neimënster eng Konferenz vun deem bekannten däitsche Journalist an No-Ost-Korrespondent Ulrich W. Sahn refuséiert zum Thema: „Problematik der Bestrebungen von islamischen Akteuren, die kulturellen, historischen und religiösen Beziehungen zwischen Judentum und dem Land Israel zu marginalisieren und in Frage zu stellen“. Dee Refus war allgemeng an net un e bestëmmten Datum gebonnen.

Dowéinst wollt och dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Kulturminister beschreiwen, wéi hien d'Roll vun enger Kulturinstitution am Hibleck op d'Behandlung vu kontroversen, politeschen Themata gesäit?

2) Ass den Här Kulturminister der Meenung, datt d'Verweigerung vun engem Sall an der Abtei Neimënster, fir jiddesch- oder israelkritesch Positione vun islameschen Akteuren ze beschreiwen a kritesch ze hannerfroen, ze justifiéieren ass?

3) Denkt den Här Kulturminister, datt et opportun fir eng Kulturinstitution ass, zwar enger israelkritescher NRO e Forum ze ginn, enger anerer Meenung awer esou eng Méiglechkeet ze refuséieren?

4) Ass den Här Kulturminister der Meenung, datt dat Verhale vun der Abtei Neimënster kann als eesäitig politesch Stellungnam zugonschte vun israelkritesche Mouvementer consideréiert ginn an d'Ausschlësse vun anere Meenungen dohier als en antisemitischem Akt muss consideréiert ginn?

5) Ass den Här Kulturminister bereet, fir op d'Abtei Neimënster anzewierken, fir eng méi ausgeglachen Zusammensetzung vun hirem Programm ze erreechen?

Réponse (07.12.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1) D'Abtei Neimënster fonctionnéiert op Basis vum Gesetz vun 2011, mat deem d'Missionen définéiert sinn:

„Art. 2. (1) L'établissement a pour mission:

- de mettre en place et de développer au sein de l'ancienne Abbaye de Neumünster, réhabilitée et mise en valeur, un centre culturel porteur d'un projet culturel et artistique autour du thème de l'identité culturelle luxembourgeoise et de sa rencontre avec les autres cultures;

- de promouvoir le contact entre les acteurs culturels et socioculturels luxembourgeois et étrangers d'une part, ainsi que le contact entre ces acteurs et le public d'autre part;

- d'assurer une activité de production artistique, culturelle et intellectuelle et d'en promouvoir une large diffusion;

- de développer à l'intention d'un large public une importante capacité d'accueil et de services.

(2) À cet effet, il est appelé à:

- accueillir dans des cadres appropriés des artistes et créateurs luxembourgeois et étrangers en leur offrant la possibilité d'y être hébergés et d'y travailler;

- mettre à disposition des instituts et associations à vocation culturelle et socioculturelle des localités pour leur permettre de développer leurs activités notamment à caractère interrégional et international;

- organiser, coproduire et promouvoir des manifestations et spectacles culturels, socioculturels ou autres;

- organiser et promouvoir des conférences et des séminaires;

- collaborer au sein de réseaux culturels européens et internationaux;

- gérer et exploiter dans le cadre des missions lui attribuées les immeubles mis à sa disposition par l'État, à savoir l'ancienne Abbaye Neumünster et ses annexes, inscrites au cadastre de la ville de Luxembourg suivant relevé joint en annexe à la présente loi dont il fait partie intégrante.“

Am Kader vum Gesetz, dat d'Missionne vun der Abtei Neimënster définéiert, sinn d'Direktion an déi Responsabel fir d'Programmation

vum Établissement public fräi an onofhängeg, fir de Programm esou ze gestalten, wéi si dat fir richteg halen am Respekt vun Toleranz, Objektivitéit, Equitéit an Integritéit. De Verwaltungsrôt huet d'Supervioun fir déi generell Ausrichtung.

ad 2) De Kulturministère ass net direkt zoustänneg fir d'Gestioun vun de Raimlechkeeten, déi d'Abtei Neimënster zur Verfügung huet. Wat déi konkret Ufro betrëfft, op déi den honorablen Deputéierte Referenz mécht, krut de Kulturministère confirméiert, dass déi Konferenz aus logisteschen an organisatoresche Grënn net konnt realiséiert ginn.

ad 3) D'Programmation vun der Abtei Neimënster steet am Zeeche vum Dialog vun de Kulturen - dat ass eng vu hiren Hauptmissionen. Hei ginn et regelméisseg Konferenze ronderëm déi jiddesch Kultur, den Holocaust an all d'Thematiken, déi sech mat der Geschicht vum Land, der Verfolgung vun der jiddescher Bevëlkerung an dem Widerstand ausneeetzen. Et ass esou, datt Neimënster sech besonnesch op dësem Sujet verflücht, en neutralen, objektiven an equilibrierte Programm opzestellen. Am Prinzip ass dat Neimënster iwwert d'Jore gelongen.

ad 4) Nee.

ad 5) cf. ad 1) + ad 2)

Question 3443 (09.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **les panneaux de signalisation routière**:

Il s'avère que de nombreux panneaux de signalisation routière se trouvent dans un mauvais état de propreté rendant leur lisibilité difficile, tant de loin que de près. Le panneau de signalisation directionnelle à la sortie n°3 Dudelage-Centre sur l'autoroute A3 n'en est qu'un exemple parmi d'autres.

Cette problématique est encore plus importante pendant l'obscurité. Ainsi, pour des conducteurs peu familiers des lieux et pour bon nombre de conducteurs âgés, le mauvais état de lisibilité des panneaux cause des fautes de conduite directement induites par l'impossibilité de s'orienter correctement.

Dans la mesure où les panneaux de signalisation doivent toujours être visibles et lisibles, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'Administration des ponts et chaussées effectue-t-elle régulièrement des contrôles concernant l'état de propreté et de lisibilité des panneaux de signalisation routière?

- À quel rythme se fait le nettoyage des panneaux de signalisation (directionnelle), notamment sur les autoroutes et les routes nationales?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les équipes de l'Administration des ponts et chaussées procèdent régulièrement à des contrôles concernant l'état de propreté et de lisibilité des panneaux directionnels des autoroutes, routes nationales et chemins repris sur leurs territoires respectifs.

Le nettoyage des panneaux directionnels se fait normalement en avril, c'est-à-dire après l'hiver, et une deuxième fois en automne avant l'hiver, ensemble avec le nettoyage respectivement le remplacement des autres panneaux de la signalisation routière et balises avec une cadence accrue pendant les saisons de mauvaises conditions météorologiques.

Cependant, il faut relever que le panneau à la sortie n°3 Dudelage-Centre sur l'autoroute A3 fait partie des panneaux de signalisation directionnelle rétroéclairés du type «Solupla». Ces panneaux sont éclairés par des tubes fluorescents de 58 Watts qui ont une durée de vie d'approximativement 16.000 heures (± 4 ans).

La décomposition de certaines matières des panneaux de ce type fait que le personnel d'entretien devra être équipé de vêtements de protection pour le remplacement des lampes et des accessoires défectueux. Vu l'exiguïté à l'intérieur des panneaux, ces travaux ne sont plus tolérables, car ils constituent un risque de mise en danger de la santé du personnel d'entretien. L'accès à l'intérieur de ces panneaux a de ce fait été complètement interdit depuis et l'entretien des tubes fluorescents n'est plus assuré.

Le marché pour le remplacement des panneaux de signalisation du type «Solupla» sur les autoroutes A3, A4, A6 et B7 a été adjugé. Le début des travaux de remplacement des panneaux est prévu pour le printemps 2018, dès que les conditions météorologiques le permettent.

Question 3444 (10.11.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant **la piste cyclable entre Bleesbruck et Vianden**:

Depuis une quinzaine d'années, les citoyens des cantons de Vianden et de Diekirch attendent la construction d'une piste cyclable (PC23) entre Bleesbruck et Vianden. Alors que le tronçon entre Fohren et Vianden via Bettel a été réalisé, celui reliant Bleesbruck à Fohren via Tandel n'a pas encore vu le jour. Il va sans dire que ce projet permettrait de promouvoir davantage la mobilité douce entre Diekirch et Vianden, d'une part, et de contribuer, d'autre part, au développement du tourisme en milieu rural.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations techniques et des données budgétaires en relation avec le projet en question?

2. Quelles sont les raisons ou obstacles qui expliquent le retard dans la réalisation de cette piste cyclable?

3. Monsieur le Ministre est-il disposé à relancer les échanges avec les partenaires les plus divers en charge de ce dossier afin que ce projet puisse être finalisé dans les meilleurs délais?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

J'ai approuvé l'avant-projet se rapportant à l'aménagement de l'itinéraire cyclable PC23 entre Bleesbruck, Tandel et Fohren en date du 29 avril 2016. La dépense afférente est estimée à 1.800.000 euros et le montant est imputable sur les crédits du Fonds des routes.

La piste cyclable projetée, large de 2,50 mètres, aura une longueur totale de 6.150 mètres. Sur 1.740 mètres, elle pourra emprunter des chemins et routes existants. Cependant, pour sa réalisation, il faudra également construire une nouvelle chaussée en béton bitumineux sur une longueur maximale de 4.270 mètres et une chaussée en béton sur un tronçon d'environ 140 mètres, qui traverse le tunnel de Fohren de l'ancienne ligne ferroviaire à voie étroite «Benni». La structure de la chaussée a une épaisseur de 50 centimètres.

Actuellement, des négociations d'emprises avec les différents propriétaires des terrains sont en cours. Malheureusement, celles-ci se révèlent très compliquées et font retarder considérablement le début de construction de cette piste.

Question 3446 (10.11.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant **la fermeture des commissariats de police de Bavigne, de Grosbous, de Hosingen et de Vianden**:

Il me revient que les commissariats de police de Bavigne (commune du Lac de la Haute-Sûre), de Grosbous, de Hosingen et de Vianden seraient fermés à partir du mois d'avril 2018.

Voilà pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ces fermetures respectives?

- Quelle serait dès lors la nouvelle organisation des commissariats de police dans le nord du pays?

Réponse (12.12.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Actuellement les commissariats de proximité assurent une présence de huit heures par jour ouvrable et couvrent en principe un créneau 08.00-12.00 et 14.00-18.00 heures.

Le projet de loi n°7045 prévoit quatre régions comprenant des commissariats de police. La Police grand-ducale distingue deux types de commissariats de police, ceux à deux roulements et ceux à trois roulements. Les commissariats à deux roulements assurent la plage horaire de 07.00 à 21.00 heures principalement pendant les jours ouvrables. Pour permettre un tel fonctionnement, des regroupements voire des fusions de commissariats s'imposent.

Il importe de préciser que les 13 centres d'intervention, où depuis 2000 un service 24/24 heures et de 7/7 jours est garanti, sont maintenus et constituent dorénavant des commissariats de police à trois roulements. Cette organisation, qui va de pair avec une augmentation des effectifs de la Police grand-ducale, rend le



fonctionnement des unités plus efficient et efficace en fonction de considérations relevant de l'ordre public, sans pour autant diminuer le nombre de policiers territorialement compétents.

Les commissariats de Bavigne, Grosbous et Hosingen travaillent actuellement en communauté avec respectivement Wiltz, Heiderscheid et Clervaux et assurent, déjà à l'heure actuelle, une présence entre 07.00 et 21.00 heures. Seul le commissariat de proximité de Vianden fonctionnera en unité isolée, faute de consensus avec les autorités locales pour intégrer celui-ci dans une communauté de commissariats. Par conséquent, cette unité continue à couvrir le créneau horaire plus restreint.

Question 3448 (14.11.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**affaire «Weinstein»**:

Depuis le scandale «Weinstein», une déferlante d'accusation d'abus sexuel contre une série de grands noms d'Hollywood a été enregistrée. La procureure de Los Angeles a récemment annoncé la création d'une cellule spéciale dans le but d'examiner ces accusations.

Mais la liste des accusations ne s'est pas limitée au territoire américain. Partout dans le monde, des plaintes sont déposées contre des cadres de banque, hommes politiques, théologiens, etc., souvent des personnes d'autorité. Sur les réseaux sociaux, le mouvement #metoo ou plus récemment #balancetonporc ont soutenu cette dynamique.

D'après des informations parues dans la presse, la France aurait enregistré le mois dernier en zone gendarmerie une hausse de 30% des plaintes pour violences sexuelles par rapport à la même période de l'année dernière. Toujours en France, une enquête réalisée par le Défenseur des droits indique qu'aujourd'hui une femme sur cinq déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au travail.

À noter enfin qu'au Luxembourg, une loi du 7 novembre 2017 vient conférer au Laboratoire national de santé une nouvelle mission, i. e. celle de gérer la documentation médico-légale des blessures physiques qu'a subies une personne suite à la commission d'une infraction pénale, et ce indépendamment de toute plainte ou action judiciaire pénale ou civile de la personne concernée.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Le Gouvernement constate-t-il une augmentation du nombre de plaintes pour faits d'abus sexuels?

- Qu'en est-il des cas de harcèlement sexuel sur le lieu de travail?

- Pour ce qui est du secteur privé, combien de cas de harcèlement sexuel ont été relatés aux délégués à l'égalité, voire aux délégations du personnel des entreprises concernées ces dernières années?

- Combien de cas ont été dénoncés à l'Inspection du travail et des mines ces dernières années?

2. En ce qui concerne le secteur public, combien de cas de harcèlement sexuel ont été portés à la connaissance de la commission «harcèlement» voire du service psychosocial ayant succédé à la commission précitée ces dernières années?

3. Le Gouvernement entend-il légiférer pour incriminer les faits de harcèlement sexuel?

4. Dans la lignée de ce qui a été amorcé par la loi du 7 novembre 2017 susmentionnée, le Gouvernement ne songe-t-il pas à augmenter le délai de prescription de l'action publique en matière de faits d'abus sexuel?

5. Me référant à la question parlementaire n°2156 du 17 juin 2016 et aux annonces de la garde des Sceaux française d'envisager la possibilité d'une préplainte en ligne dans les affaires de violences sexuelles, le Gouvernement peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la mise en place de la préplainte électronique, de même que sur le genre de plaintes éligibles susceptibles d'être enregistrées en ligne? Le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple français en matière de violences sexuelles?

Réponse commune (12.12.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail*, de

l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

ad 1. L'examen de la comparaison des résultats globaux mensuels montre une couverture d'apparition en légère baisse des infractions en matière d'atteintes aux mœurs (e. a. viols et attentats à la pudeur), mobbing, harcèlement et stalking commises dans la période des premiers dix mois des années 2016 et 2017. Le total de l'année 2016 (dix premiers mois) se chiffre à 420 infractions tandis que pour 2017 (dix premiers mois) on a noté 385 infractions. Ce mouvement se reflète aussi dans la comparaison des tendances centrales annuelles des années 2016 (médiane: 42) et 2017 (médiane: 41,5) tandis que la moyenne annuelle se chiffre pour 2016 à 42 infractions par mois et pour 2017 à 38,5 infractions par mois.

Étant donné que ni les délégués à l'égalité, ni les délégations du personnel ne sont tenus de rapporter d'éventuels cas de harcèlement sexuel à l'Inspection du travail et des mines (ITM), le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer à ce sujet.

Au cours de l'année 2016, sept demandes de renseignements et aucune plainte en matière de harcèlement sexuel ont été adressées à l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Du 1^{er} janvier 2017 au 31 octobre 2017, onze demandes de renseignements et aucune plainte en matière de harcèlement sexuel ont été adressées à l'Inspection du travail et des mines (ITM).

L'ITM ne dispose pas de statistiques en matière de harcèlement sexuel pour les années antérieures.

ad 2. Depuis sa création en octobre 2016, cinq personnes ont contacté le Service psychosocial de la fonction publique pour des raisons de harcèlement sexuel présumé au travail, nombre qui n'a jamais été dépassé au cours des années précédentes.

ad 3. Les comportements susceptibles de tomber sous la définition de harcèlement sexuel sont tous incriminés par d'autres textes du Code pénal, à savoir le viol, l'attentat à la pudeur, l'outrage public aux bonnes mœurs, le harcèlement obsessionnel, les menaces d'attentat et éventuellement encore les coups et blessures volontaires.

Il n'est dès lors pas nécessaire de créer une nouvelle infraction pénale.

ad 4. Il est renvoyé à la réponse donnée à cette question dans le cadre de la question parlementaire n°2728 de l'honorable Députée.

Il faut rappeler que la situation a évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

ad 5. L'approche de la Police grand-ducale en matière de plainte électronique ne correspond actuellement pas à celle mise en œuvre par les autorités françaises, dans la mesure où la préplainte n'est pas envisagée dans le système luxembourgeois.

La plainte électronique, qui pourra être déposée via le commissariat virtuel de la Police grand-ducale respectivement via «guichet.lu», est soumise à l'authentification forte du plaignant à travers son certificat LuxTrust, respectivement son e-ID. Le projet sera implémenté au cours du premier semestre 2018.

Il s'agit d'une procédure numérique qui sera clôturée par une signature électronique, sauf pour les cas où une intervention physique d'un agent de police sera nécessaire.

Le dépôt de plainte électronique vise les infractions commises par un auteur inconnu et dans le cadre desquelles on ne dispose pas de traces.

Cette procédure ne sera donc pas appliquée en cas d'infractions impliquant des coups et blessures volontaires ou involontaires.

Question 3450 (14.11.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **congé de paternité**:

Le Gouvernement et les partenaires sociaux du secteur privé ont récemment trouvé un accord pour augmenter le congé de paternité de deux à dix jours. D'après les dires de Monsieur le Ministre, cette augmentation à dix jours de congé ne profitera cependant pas aux agents du secteur public.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre

de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Alors que les dispositions du Code du travail tiennent lieu de dispositions impératives, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que cette différence de traitement des agents du secteur public par rapport aux salariés ne soit contraire au principe d'égalité devant la loi?

- Si tel était le cas, Monsieur le Ministre serait-il disposé à revoir sa position?

Réponse (14.12.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, j'ai l'honneur de les informer de ce qui suit. Tout d'abord, je voudrais renvoyer à ma réponse du 7 novembre 2017 à la question parlementaire n°3349.

Ensuite, j'estime utile de rappeler qu'il serait en principe souhaitable que les congés extraordinaires, dont le congé de paternité, soient identiques dans le secteur privé et le secteur public. Une augmentation du congé de paternité pour le secteur public serait donc à mon avis de mise. Toutefois, une telle harmonisation entre le secteur public et le secteur privé aurait également pour conséquence que les congés extraordinaires prévus dans le secteur public en cas de mariage ou de déclaration de partenariat et pour chaque parent en cas de mariage ou de déclaration de partenariat d'un enfant seraient, le cas échéant, réduits de trois jours respectivement d'un jour.

Au vu de ce qui précède, il va de soi qu'une telle harmonisation des secteurs public et privé ne se fera pas automatiquement, mais devra être matière de discussion entre les partenaires sociaux du secteur public, à savoir la CGFP et le Gouvernement. Je ne peux donc que répéter ma position que d'éventuelles adaptations (souhaitables) devraient faire l'objet des prochaines négociations salariales.

Actuellement, la comparaison entre les deux secteurs se présente comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Jusqu'à présent, les différences existantes concernant les congés spéciaux qui sont en faveur des agents du secteur public, n'ont pas suscité de questions quant à l'égalité devant la loi. Permettez-moi de rappeler par la même occasion que le congé de récréation est fixé de par la loi à un minimum de 25 jours dans le secteur privé et à un minimum de 32 jours dans le secteur public. Il est du moins surprenant que cette «différence de traitement» ne semble nullement susciter d'attention ou d'indignation de part et d'autre.

En règle générale, il y a lieu de préciser que les différences entre le secteur public et le secteur privé sont le fruit d'un développement historique différent. Souvent le secteur public était à la base du progrès social au Luxembourg (par exemple par l'introduction du système automatique de l'indexation des traitements) et il va le devenir une nouvelle fois par l'introduction projetée du compte-épargne temps, dans d'autres cas le secteur privé a pris les devants (par exemple par le paiement d'un «13^e, voire 14^e et 15^e mois» à la fin de l'année). Les progrès atteints dans un secteur n'ont pas toujours, il est vrai, mais à maintes reprises poussé l'autre secteur à s'adapter, ce qui en somme profitait à l'entité du salariat. Il n'y a donc rien d'anormal dans le fait que, pour un sujet précis, il existe des réglementations qui favorisent un secteur par rapport à un autre, même s'il est souhaitable d'harmoniser, dans la mesure du possible et dans les meilleurs délais, les atouts sociaux dans l'intérêt de la cohésion sociale du pays.

Question 3451 (14.11.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **blocus de l'Arabie Saoudite au Yémen**:

En effet, les Nations Unies réclament, depuis lundi, la levée totale du blocus imposé depuis une semaine au Yémen par la coalition arabe dirigée par l'Arabie Saoudite. Avec plus de 17 millions de Yéménites en manque de nourriture, l'ONU est, quant à elle, très préoccupée et craint la plus grande famine de ces dernières décennies si le blocus n'est pas levé dans les meilleurs délais. Selon New York, «l'urgence est là» et les agences humanitaires ont besoin d'un «accès total» à tous les ports et aéroports afin d'assurer les importations de nourriture, de carburant et de médicaments. Par contre, Ryad insiste toujours sur le «renforcement des procé-

dures de contrôle» du fret pour éviter des trafics d'armes présumés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les craintes de l'ONU relatives à une possible grande famine au Yémen dans les semaines à venir?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur d'éventuelles démarches politiques et diplomatiques que le Gouvernement envisage d'entreprendre aux niveaux bilatéral et européen?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité s'impose afin d'augmenter la pression sur Ryad et la coalition arabe dans le but de décrier le conflit géopolitique et, avant tout, la crise humanitaire?

Réponse (11.12.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Tout au long de l'année 2017, l'ONU a alerté la communauté internationale au risque d'une famine au Yémen. En février 2017, l'ONU a fait état d'une «forte possibilité» de famine en particulier dans quatre gouvernorats du pays. En mars, le Programme alimentaire mondial a déclaré que sept millions de Yéménites étaient au bord de la famine. Plus récemment, le 9 novembre, Marc Lowcock, coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, a averti le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'en l'absence d'une levée du blocus de la coalition internationale sous commandement saoudien contre le Yémen, la crise pourrait devenir «la pire famine depuis des décennies». Le 17 novembre, le Bureau des Nations Unies chargé de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a souligné que la fermeture des ports aériens, maritimes et terrestres menace la vie de millions de personnes.

Ces dernières annonces ont été faites suite au blocus total contre le Yémen par la coalition internationale, qui a été imposé le 6 novembre. Avant cette date, cette même coalition avait déjà fortement réduit l'accès aux zones tenues par les rebelles. Le Yémen dépend des importations de vivres pour pouvoir nourrir sa population. Selon des estimations de l'ONU, ces importations couvrent 80% des besoins nutritionnels de la population yéménite. Depuis le 25 novembre, près de trois semaines après l'imposition du blocus, des livraisons d'aide humanitaire ont pu reprendre et atteindre les zones rebelles du Yémen. Cette ouverture demeure cependant limitée et, selon l'ONU, elle ne permet pas de couvrir les besoins.

ad 2. Le Luxembourg continue à œuvrer pour une solution politique de la crise au Yémen, en ligne avec les conclusions adoptées le 3 avril 2017 par le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne. Lors de ce conseil, et lors d'autres entrevues où la crise au Yémen a été abordée, j'ai rappelé la même position de principe: il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Il faut que les hostilités cessent, que l'accès humanitaire soit pleinement rétabli et que toutes les parties retournent à la table de négociations en vue de la mise en place d'une gouvernance inclusive.

ad 3. Le règlement de la crise passe nécessairement par un processus de négociation associant toutes les parties concernées, qui doit aboutir à une solution politique. Dans ce contexte, la communauté internationale doit appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que par son envoyé spécial pour le Yémen, Monsieur Ismail Ould Cheikh Ahmed, en vue de parvenir à une reprise des négociations. Il s'agit de mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui, depuis le début de la crise au Yémen en 2014, a adopté six résolutions qui toutes réaffirment la nécessité de procéder rapidement et intégralement à une transition politique. Dans ses résolutions, le Conseil de sécurité a demandé instamment à toutes les parties de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et de permettre aux acteurs humanitaires d'accéder en toute sécurité et sans entrave aux populations qui ont besoin d'assistance, notamment d'assistance médicale. Plutôt que d'adopter une nouvelle résolution du Conseil de sécurité, il s'agit maintenant d'augmenter la pression politique et diplomatique pour amener les parties au conflit au Yémen à se conformer aux résolutions existantes.



Question 3454 (15.11.2017) de **M. Lex Delles** (DP) concernant l'avis de marché de l'Administration des établissements pénitentiaires concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie:

L'Administration des établissements pénitentiaires a récemment publié un avis de marché concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie pour les besoins du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig pendant l'année 2018. Le dossier de soumission indique des unités de volume (kg, litres, etc.) assez restrictives concernant l'emballage des produits à fournir. Il est par exemple indiqué que le lait demi-écrémé doit être fourni dans un tetra-pak avec paille de 0,2 litres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le dossier de soumission précité indique des critères tellement restrictifs concernant le volume des emballages? En effet, ces critères risquent d'écartier un bon nombre de fournisseurs locaux et régionaux potentiels qui utilisent des emballages d'un volume différent.

- Ne serait-il pas préférable d'indiquer des volumes approximatifs dans un tel dossier de soumission afin d'augmenter le nombre de fournisseurs potentiels et de ne pas écartier des entreprises locales et régionales?

Réponse (05.12.2017) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Les dossiers de soumission pour la fourniture de ce genre de produits pour les besoins du Centre pénitentiaire de Luxembourg prévoient depuis 2004 des unités de volumes plutôt restrictives pour certains produits. Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait par exemple référence au lait demi-écrémé à fournir dans un tetra-pak avec paille de 0,2 litres. Il faut savoir que ce produit est servi chaque matin individuellement aux détenus lors du petit déjeuner et l'augmentation du volume aurait inévitablement pour corollaire un gaspillage de produits laitiers, ou, en cas de conservation de produits entamés, un risque d'hygiène sanitaire alors que les détenus ne disposent pas tous d'un réfrigérateur dans leurs cellules. Par ailleurs, il ne faut pas oublier dans ce contexte que la population carcérale mène au Centre pénitentiaire de Luxembourg, par la force des choses, une vie essentiellement sédentaire conduisant facilement à un surpoids excessif, d'où la volonté de servir aux détenus du lait demi-écrémé et non du lait entier.

Compte tenu de ces éléments, qui sont tous liés aux conditions spécifiques de l'alimentation en prison, il n'est pas indiqué de modifier les dossiers de soumission dans un sens beaucoup plus large. Même si de légères adaptations peuvent être envisagées, il faut par ailleurs tenir compte du fait que, dans le cadre des marchés publics, une indication seulement approximative des volumes des produits, comme suggérée par l'honorable Député, mène inévitablement à des soumissions avec des volumes de produits divergents. Étant donné que cela rend l'application de critères uniformes dans le choix du soumissionnaire beaucoup plus difficile, une indication approximative des volumes des produits augmenterait ainsi les risques de contestations de la part des soumissionnaires écartés du marché public en cause.

Question 3469 (20.11.2017) de **MM. Marc Spautz** et **Marco Schank** (CSV) concernant l'action de Greenpeace au rond-point Raemerich:

Des militants de l'organisation Greenpeace ont transformé ce dimanche le rond-point Raemerich à Esch en énorme soleil afin de sensibiliser la population et les responsables politiques aux bienfaits des énergies renouvelables et en particulier de l'énergie solaire. Selon les informations parues dans la presse cette action a été annoncée et autorisée par les autorités ministérielles et a été encadrée par les forces de l'ordre ainsi que par les Ponts et chaussées.

Si le message de l'action n'est pas à remettre en cause, on peut cependant se poser des questions quant au lieu et l'heure de cette action.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'action de Greenpeace étant autorisée par les autorités ministérielles, le grand public a-t-il été averti au préalable de cette action et le cas échéant par quels moyens? Dans la négative, pour quelles raisons?

- Des déviations ont-elles été mises en place pour contourner le rond-point Raemerich?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il une telle action qui n'était pas sans répercussions sur les transports publics, plusieurs lignes TICE ayant été bloquées dans les embouteillages?

Question 3470 (21.11.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'action de Greenpeace au rond-point Raemerich:

Le dimanche 19 novembre le rond-point Raemerich a été repeint en jaune par des activistes de Greenpeace visant à sensibiliser le public à l'énergie solaire. Vu que cette action a engendré la fermeture de deux des trois voies du rond-point, de gros embouteillages se sont formés.

Selon la presse cette action a été préalablement autorisée par l'Administration des ponts et chaussées et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que cette action a été autorisée au préalable?

- Quels sont, en général, les critères pour que de telles actions puissent être autorisées par les instances compétentes?

- L'autorisation d'une telle action ne risque-t-elle pas de trouver des imitateurs et de causer ainsi davantage de perturbations sur notre réseau routier?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En effet, cette action consistait en la transformation du rond-point Raemerich à la fin de l'autoroute A4 menant vers Esch-sur-Alzette en énorme soleil, ceci dans le but de sensibiliser le public à l'importance des énergies renouvelables, parmi lesquelles figure l'énergie solaire. Pour ce faire, deux des trois voies de circulation du rond-point avaient dû être fermées à la circulation, ce qui a causé des nuisances au trafic.

L'autorisation pour la manifestation avait été sollicitée par Greenpeace qui, dans un premier temps, avait envisagé le déroulement de l'action au cours du vendredi, 17 novembre 2017, proposition à laquelle je n'avais pas marqué mon accord pour des raisons évidentes de gestion du trafic, de mise en place de déviations et de disponibilité de moyens en personnel pouvant assurer le déroulement d'une action d'une telle envergure.

Or, étant donné que l'action de Greenpeace était censée avoir lieu dans le contexte de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23), qui s'est tenue du 6 au 17 novembre 2017 et à l'agenda de laquelle figuraient notamment les énergies renouvelables, j'avais marqué mon accord au déroulement de l'action sous condition qu'elle ait lieu le dimanche. La fermeture de deux voies de circulation du rond-point Raemerich a été publiée par le site Info trafic/chantiers de l'Administration des ponts et chaussées, dont la banque de données est utilisée quotidiennement par les médias classiques pour une communication envers les automobilistes.

Il reste à noter que l'autorisation de la manifestation en question ne se distingue pas des autorisations accordées pour d'autres manifestations, comme par exemple des événements sportifs, des tournages de film ou autres manifestations politiques.

En ce qui concerne la communication de l'action au grand public, je suis d'avis que cette dernière incombe, comme c'est d'ailleurs le cas pour toute autre manifestation, à l'organisateur, qui a été autorisé de mettre en place des panneaux d'information dans les bretelles d'accès au rond-point par la voie d'une permission de voirie.

Question 3510 (07.12.2017) de **M. Claude Adam** (déli gréng) concernant la visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 11 décembre à Bruxelles:

Sur invitation du ministre des Affaires étrangères lithuanien Linus Linkevičius, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu rencontrera les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'UE. Ce sera la première vi-

site d'un Premier ministre israélien à Bruxelles depuis la visite de Shimon Peres en 1995.

Cette visite se passera tout juste après l'annonce de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par le Président des États-Unis et, en guise de réaction, l'appel du Hamas à une nouvelle intifada. Du point de vue de l'UE, cette visite «européenne» se déroulera également sur fond de démolitions d'infrastructures et de résidences palestiniennes par l'armée israélienne dans la zone C de la West Bank. Ainsi, au moins 400 projets ont été détruits depuis la nomination de Monsieur Netanyahu comme Premier ministre en 2009.

Le rapport¹ sur le cadre juridique de l'occupation du territoire palestinien, du rapporteur spécial des Nations Unies Michael Lynk, publié le 23 octobre 2017, conclut qu'Israël va à l'encontre du droit international. De même, il constate des violations des droits humains et de la loi humanitaire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'aborder les conclusions du rapport de Michael Lynk? Monsieur le Ministre lancera-t-il un appel au Premier ministre Netanyahu de respecter le droit international ainsi que les droits humains?

2. Monsieur le Ministre soulèvera-t-il le sujet de la destruction de résidences financées par l'UE et les États membres dans la West Bank par les forces israéliennes?

3. Dans le même contexte, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de demander une réparation ou compensation pour la population palestinienne?

4. Le Gouvernement luxembourgeois pense-t-il revoir sa relation diplomatique avec la puissance occupante tant que celle-ci gère l'occupation illégalement? Monsieur le Ministre demandera-t-il une analyse détaillée de la part de l'UE au sujet de son engagement avec Israël?

5. Monsieur le Ministre abordera-t-il la décision du Président des États-Unis et les tensions résultantes lors de la visite du Premier ministre israélien?

Réponse (11.12.2017) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été officiellement invité par la Haute Représentante/Vice-Présidente de la Commission de l'Union européenne (HRVP) Federica Mogherini pour assister à un petit-déjeuner avec les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne en marge du Conseil «Affaires étrangères» du 11 décembre. Je participerai à ce petit-déjeuner.

Lors de cet échange informel présidé par la HRVP, il n'y a pas d'agenda prédéfini, mais les participants auront l'occasion d'aborder l'ensemble des sujets politiques importants pour l'UE en relation avec Israël, dont le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international dans les territoires palestiniens sous occupation israélienne. Pour l'ensemble des sujets, la HRVP va présenter les positions communes européennes. Les violations par Israël du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire international sont régulièrement soulevées par le Luxembourg dans les enceintes internationales et lors de contacts politiques bilatéraux.

Je tiens à souligner que cette réunion informelle avec le Premier ministre israélien est indépendante de la préparation d'un conseil d'association UE-Israël. Avant qu'un tel conseil d'association ne puisse avoir lieu, l'UE doit d'abord se mettre d'accord sur une déclaration commune, que nous voulons forte et respectueuse du droit international.

Afin d'assurer un bon équilibre dans les relations européennes avec le Proche-Orient, la HRVP a pris l'initiative d'inviter le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à rencontrer les ministres des Affaires étrangères de l'UE à l'occasion du Conseil «Affaires étrangères» en janvier 2018. Le Président Abbas a accepté cette invitation, et je salue cette initiative.

ad 2. + 3. Ce sujet a déjà été soulevé avec les autorités israéliennes, dans la mesure où huit États membres de l'UE (Belgique, France, Irlande, Espagne, Italie, Danemark, Suède et Luxembourg) et l'Union européenne (ECHO) ont demandé à Israël, par note verbale et par une démarche diplomatique commune effectuée le 31 octobre dernier, la restitution de matériel confisqué ou des compensations après le démantèlement ou la destruction l'été dernier

de salles de classe en préfabriqué et de panneaux solaires qu'ils avaient financés en faveur de communautés palestiniennes vulnérables en zone C de la Cisjordanie.

L'initiative place Israël devant ses responsabilités de puissance occupante, en application du droit humanitaire international et, en particulier, de la quatrième Convention de Genève de 1949. Depuis 2009, le montant total des équipements financés par l'UE ou des États membres qu'Israël a démantelés et saisis s'élève à 1,2 million d'euros, dont 557.000 euros pour la seule année 2016.

ad 4. Fidèle à ses positions de principe et à sa volonté de voir la fin de l'occupation qui a commencé en juin 1967, le Luxembourg continue de croire à des initiatives diplomatiques de l'UE, et nous nous engageons pour l'élaboration de positions communes européennes fortes, respectueuses du droit international.

Quant aux relations entre l'UE et Israël, j'ai pu m'exprimer en faveur de plus de différenciation entre Israël à l'intérieur des frontières de 1967 et les colonies. Je suis convaincu que l'UE doit aider, en utilisant tous les moyens politiques et financiers disponibles, les Israéliens et les Palestiniens à trouver une solution au conflit qui les oppose, en appuyant la solution à deux États.

ad 5. La décision du Président des États-Unis sera sans nul doute soulevée. Le 7 décembre dernier, j'ai fait une déclaration suite à l'annonce par le Président des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Je vous prie de bien vouloir trouver le texte de cette déclaration ci-dessous:

«Le ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, regrette la décision du Président des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Cette décision unilatérale annoncée le 6 décembre 2017 n'est pas conforme aux résolutions des Nations Unies au sujet de Jérusalem.

Le ministre constate que le statut de Jérusalem n'est pas seulement une question juridique complexe, mais qu'il a aussi une importante dimension politique et religieuse. Avec ses lieux saints, Jérusalem suscite des émotions chez les Israéliens et les Palestiniens, dans les pays arabes et le monde entier.

Le ministre rappelle que toute solution au conflit israélo-palestinien doit notamment reposer, conformément à la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur un règlement global négocié du statut final de Jérusalem, qui soit respectueux des droits et aspirations des deux parties.

Dans ce contexte, le ministre tient à souligner la position commune européenne sur la question de Jérusalem qui est définie depuis la déclaration du Conseil européen faite à Venise, le 13 juin 1980, dans les termes suivants: „Les Neuf reconnaissent le rôle particulièrement important que la question de Jérusalem revêt pour toutes les parties en cause. Les Neuf soulignent qu'ils n'acceptent aucune initiative unilatérale qui ait pour but de changer le statut de Jérusalem et que tout accord sur le statut de la ville devrait garantir le droit de libre accès pour tous aux lieux saints.“

La question du statut de Jérusalem devra être réglée dans le cadre des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, visant l'établissement de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et recon-

nuées. Une solution à deux États, négociée et basée sur les frontières de 1967, est la seule façon d'instaurer une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Le Secrétaire général des Nations Unies l'a rappelé à juste titre hier. La position de l'Union européenne repose sur les paramètres bien connus liés au statut final, y compris le statut de Jérusalem en tant que future capitale de deux États. Il est important de préserver cet horizon politique, et nous espérons que les États-Unis pourront apporter leur plein appui à la solution à deux États, mentionnée hier par le Président des États-Unis.

Le ministre Asselborn se joint aux appels de la communauté internationale adressés aux acteurs sur le terrain et aux responsables dans la région pour qu'ils fassent preuve de calme et de retenue afin d'éviter une nouvelle éruption de violence et tout autre action qui ne ferait qu'éloigner la perspective d'une paix juste et durable au Proche-Orient.»

¹ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/340/03/PDF/N1734003.pdf?OpenElement>